

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉMIGRATION YOUGOSLAVE

(SERBO-CROATO-SLOVÈNE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le vendredi 7 Juin 1929, à 14 heures

PAR

Ing. agr. **CHRISTA STAMENKOVITCH**
Licencié en Droit

Président : M. William OUALID, professeur

Suffragants : MM. Joseph HITIER, professeur
Jean LESCURE, professeur

PARIS
IMRIMERIE G. & M. DERRE
4, Rue Jacques-Callot, 4

1929

L'ÉMIGRATION YOUGOSLAVE

(SERBO-CROATO-SLOVENE)

L'ÉMIGRATION YOUGOSLAVE

(SERBO-CROATO-SLOVÈNE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le vendredi 7 Juin 1929, à 14 heures

PAR

Ing. agr. **CHRISTA STAMENKOVITCH**

Licencié en Droit

Président : M. William OUALID, professeur

Suffragants : MM. Joseph HITIER, professeur
Jean LESCURE, professeur

PARIS

IMRIMERIE G. & M. DERRE

4, Rue Jacques-Callot, 4

1929

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni inapprobation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



INTRODUCTION

Le peuple yougoslave (serbo-croato-slovène) a, presque sans cesse, émigré au cours du temps. Son histoire ne fut, souvent, que le drame des grands déplacements démographiques. Les Serbes, notamment, inquiets et non satisfaits de leur sort misérable d'assujettis à la domination étrangère, assiatique, migrèrent presque continuellement au cours des cinq siècles derniers. Par troupes de dizaine de milliers, ils prenaient leur vol comme les oiseaux migrateurs. Les Croates et les Slovènes, les deux autres branches du peuple yougoslave, eux aussi soumis jusqu'à 1918 à la domination des étrangers, sous la poussée des conditions économiques et politiques, en faisaient presque autant et même plus, lorsqu'il s'agit de l'émigration transocéanique.

D'où venait ce dégoût du nid paternel, ce relâchement des liens avec l'habitat ? Pourquoi s'en allaient-ils, puis, repris de la nostalgie du berceau, revenaient-ils au pays natal pour embrasser la terre qu'ils avaient « refoulée du pied en partant » ? Quelles sont les règles de ce jeu, qui apparaît comme un mystère insondable de la vie humaine, par lequel se font les « échanges de populations », dont l'histoire est d'un intérêt puissant ?

Parfois, c'étaient des migrations volontaires, constituant un soulagement aux misères sociales, mais le plus souvent, c'étaient des migrations politiques, des victimes d'événements douloureux de l'histoire nationale. Depuis une certaine stabilisation des frontières des Etats balkaniques, les migrations apparaissent comme un phénomène économique et social normal, bien qu'elle ne perdent pas complètement leur caractère politico-national. Dans les régions soumises à l'Autriche-Hongrie, notamment, elle continuent, jusqu'au jour de la dislocation de cet Empire, à être autant le résultat

des conditions économiques et sociales que le résultat des conditions politiques, nationales et ethniques, qui y régèrent.

On a dit que la guerre aurait été un tournant dans l'histoire du monde, un « Wendepunkt in der Weltgeschichte ». Elle marque, en effet, une nouvelle période dans l'histoire de l'humanité plus importante peut-être que la chute de l'Empire romain et que les invasions barbares, qui ont marqué le commencement du moyen-âge, la Renaissance et la Révolution française de 1789, qui ont marqué les temps modernes. On est frappé des changements économiques, politiques et démographiques considérables, qui se sont produits depuis. Les changements démographiques sont surtout importants : des millions d'hommes ont été tués à la guerre, les conditions d'accroissement normal, de déplacements, de migrations ont été profondément modifiées. A la suite de la catastrophe mondiale, le nomadisme forcé, nomadisme « diplomatique », dû aux échanges de populations, aux options des minorités ethniques, qui se sont produites en vertu des traités de paix, a pris des proportions considérables. La situation matérielle des masses larges de la population, surtout des populations rurales, qui constituent la majorité des habitants de l'Europe, après avoir été manifestement améliorée, dans les premières années qui ont suivi la guerre, par l'augmentation des prix des denrées agricoles ou des réformes sociales réalisées en leur faveur, a empiré très notablement en raison de crises agricoles graves et de la disparité des prix des produits agricoles et de ceux de l'industrie.

Les changements d'ordre économique, social et politique, qui se sont produits à la suite de la guerre, ont eu des répercussions importantes sur les mouvements migratoires en Yougoslavie, comme ailleurs. Le problème de l'émigration, surtout de l'émigration extérieure, a été mis violemment à l'ordre du jour dans nombre de pays d'émigration et d'immigration. Pour les pays d'émigration, il s'agissait d'attacher au sol national, par des liens puissants et appropriés, la plus grande partie de la population et d'en faire un réservoir de la force économique et politique, qu'il fallait empêcher de tarir. Pour les pays d'immigration, il s'agissait de restreindre l'entrée de la main-d'œuvre étrangère, de la contrôler ou de la sélectionner.



Le sol d'un pays, et c'est le cas du sol yougoslave, peut être suffisamment riche pour nourrir une population bien plus nombreuse que celle qu'il nourrit à un moment donné. En dépit de cela, on peut y observer de puissants courants d'émigration vers l'étranger. Comment expliquer cette situation quelque peu paradoxale ? C'est qu'un régime agraire donné, établi par la loi, par la coutume ou par l'usurpation séculaire, peut mener souvent à l'insuffisance de la production agricole et, par là, à un malaise général. Et le problème de cette insuffisance de la production agricole devient d'autant plus aigu, que la population est plus prolifique, comme elle l'est précisément en Yougoslavie.

Il n'y a dans ce cas que deux issues : augmenter la production agricole nationale, en modifiant, au préalable, le régime agraire qui y fait obstacle, ou émigrer le pays en masse, afin d'éviter les privations de toutes sortes et la misère de la faim, source des plus grands périls sociaux et politiques.

En Yougoslavie, le sol agricole se trouvait, avant 1919, tantôt concentré dans les mains de quelques centaines de grands propriétaires, tantôt soumis à un régime agraire arriéré (*kmetsvo*). Le régime de la démocratie agraire ne régnait que dans quelques provinces (Serbie du Nord et Monténégro). Dans les *régions libérées*, une grande partie des terres cultivables, souvent les plus fertiles, se trouvaient entre les mains de gros propriétaires et des latifundistes. Dans ces mêmes régions, à côté de la *grande concentration foncière*, favorisée par les gouvernements étrangers austro-hongrois et turc, qui cherchaient dans la classe des seigneurs fonciers un appui sûr et solide à leur domination, on trouvait un *nombreux prolétariat agricole* ne possédant pas un pouce de terre propre et des centaines de milliers de familles rurales ne possédant que quelques petits lopins de terre absolument insuffisants pour en tirer, même au prix des plus grands efforts, le minimum nécessaire à la vie. Pendant que quelques centaines de latifundistes détenant d'immenses superficies de terre, dont ils ne savaient souvent que faire, des milliers de paysans quittaient la campagne ou

le pays même, parce qu'ils n'en avaient point. On devait donc rechercher des moyens pour parer à cette situation : corriger la répartition de la propriété du sol agricole et décongestionner les régions relativement surpeuplées.

D'autres problèmes étaient l'héritage du régime féodal (*kmetstvo, colonat*) et de la politique spéciale du pouvoir étranger, qui, jusqu'à la fin de la guerre mondiale, gouvernait plusieurs provinces yougoslaves. Certains maux provenaient, aussi, des conditions déplorables de la classe rurale, dues à une mauvaise adaptation de la *législation libérale* aux vieilles institutions yougoslaves, qui donnaient au régime juridique de la propriété paysanne un caractère particulier (*zadruga*). Le statut juridique de la propriété foncière était, en outre, un enchevêtrement des lois écrites, du Code napoléonien et du Code turc avec les coutumes souvent vagues et imprécises, ce qui s'explique aisément par le fait, que les provinces composant actuellement l'Etat yougoslave vécurent, pendant des siècles, sous des régimes politiques, juridiques et économiques différents.

En raison de cette situation, l'augmentation normale de la population n'a pas été suivie des progrès de la culture et de l'accroissement correspondant de la production. Dès lors, la campagne fournissait à l'étranger des moissons d'hommes au lieu de moissons de blé. Mieux encore, on voyait des provinces agricoles par excellence : Bosnie, Vieille Serbie et Macédoine, avant la guerre, obligées *d'importer* des denrées agricoles soit des autres contrées, soit de l'étranger ; pendant que d'autres provinces (Syrmie, Banat, Batchka) sont forcées de faire appel à la main-d'œuvre immigrée. Là, c'est la terre qui manque à l'homme ; ici, c'est l'homme qui manque à la terre. Dans les deux cas, la crise économique et sociale, presque permanente, en découle : le sol, fût-il le plus fertile du monde, demande des bras pour le féconder.

C'est cette grave situation qui a conduit le gouvernement yougoslave, dès les premiers jours de la formation du nouvel Etat, à l'adoption d'un principe hardi, radical pour le milieu où il devait être appliqué : « à chaque famille paysanne sa propriété libre, la terre à celui qui la cultive ». Nous verrons quelle fût, en pratique, la portée de ce principe, comment il fût appliqué et quelle fût son efficacité.

Les guerres de six ans (1912-1918) ont détruit le meilleur des forces humaines nationales, en même temps qu'elles ont consommé une quantité formidable de capitaux. La Yougoslavie a perdu un homme sur vingt habitants. C'est dire, que les hommes adultes, en pleine vigueur, sont, par rapport à la population générale, moins nombreux qu'à toute autre époque, ce qui laisse le pays fatalement dans une situation économique très défavorable, car le relèvement économique d'un pays éminemment agricole ne peut venir que du relèvement de son agriculture. Or, celui-ci reste soumis à l'influence de deux considérations principales : « Le degré plus ou moins élevé de fertilité et l'abondance ou la pénurie de la main-d'œuvre. Il était donc nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, afin d'éviter l'éparpillement de cette main-d'œuvre et de rechercher les moyens propres pour la fixer au pays natal.

La gravité du problème migratoire, pour la Yougoslavie, est déjà suffisamment marquée, si on dit que l'émigration extérieure représente plus de 7 % de la population totale du pays, qu'il vit en émigration plus de 750.000 Yougoslaves. Ce pourcentage est, naturellement, beaucoup plus élevé pour certaines régions, où il atteint 10 à 15 %, et même 20 à 25 % dans quelques arrondissements. De plus, cette émigration se trouve dispersée dans le monde entier, elle n'est point organisée, ni protégée, de sorte que son assimilation devient beaucoup plus facile et plus rapide.

Il nous a paru que la vie, les intérêts et la destinée de cette partie considérable, la plus active et la plus entreprenante, de la nation méritent un intérêt particulier. Cela d'autant plus, que les problèmes relatifs à cette émigration, dont l'abondance a forcé l'attention des observateurs, n'ont presque point été étudiés, jusqu'ici, et que la grave question de la population, une de celle qui ont le plus passionné les économistes au cours des temps, a été de nouveau mise à l'ordre du jour depuis la guerre. Le cataclysme mondial monstrueux a montré, en effet, avec tant de brutalité, toute l'importance que revêt pour une nation la question du nombre, de la qualité et de la composition de la population.

Pour souligner l'importance du problème migratoire, il faudrait peut-être ajouter encore que, dans la formation de l'Etat yougoslave, la classe paysanne, principalement inté-

ressée par l'émigration, a joué un rôle capital. Et l'on peut dire que, c'est parce qu'elle est restée une nation agricole, qu'elle a pu subir victorieusement toutes les épreuves des guerres, presque incessantes depuis plus d'un siècle, pour l'indépendance nationale. Dès lors, la question mérite non seulement l'intérêt de l'économiste, mais aussi celui des gouvernants, des hommes d'Etat et des hommes politiques.

Le problème prend un intérêt particulier, surtout, du moment que les Etats-Unis, le plus grand pays d'absorption du surplus de la main-d'œuvre des nations européennes, et quelques autres pays d'immigration ont presque complètement fermé la porte à l'immigration. Les nations intéressées sont obligées de s'en occuper bien plus qu'auparavant et de chercher d'autres issues à l'excédent de leur population nationale.

L'interdépendance des peuples a donné au problème de l'émigration le caractère d'un problème du domaine international, de sorte qu'il n'est guère possible de l'analyser, sans tenir compte de son aspect international. Cela d'autant plus que l'émigration tend à pénétrer davantage, non seulement dans le domaine de la législation interne, mais aussi dans le domaine de la législation internationale, et que l'opposition des intérêts antagonistes existant entre les divers pays intéressés, pays d'émigration et pays d'immigration, impose de plus en plus la nécessité d'une réglementation internationale des mouvements migratoires.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, si le problème migratoire ne l'intéresse pas au même point de vue que la Yougoslavie, il doit l'intéresser comme grande consommatrice de main-d'œuvre étrangère. Après avoir essaimé, dans une puissante floraison à travers le monde, la France a dû ralentir ce magnifique essor ou plutôt le réserver à l'organisation de son domaine colonial et à l'intensification de la production nationale. Avant la guerre, déjà, ce pays faisait appel aux bras étrangers, notamment pour les besoins de son agriculture et des mines. Depuis la guerre, en raison des pertes énormes qu'il a subies (1.400.000 hommes), l'immigration y prend un développement considérable, de sorte qu'elle devient le plus grand pays d'immigration en

Europe (1). L'immigration yougoslave y occupe une place relativement importante, bien qu'elle soit d'une date récente.

Ajoutons, aussi, que le sujet sur lequel porte notre étude suscite bien des controverses ardentes, surtout dans le domaine international. Or, les idées, qui prévalent en matière de politique d'émigration, tendent, naturellement, à pénétrer dans la pratique et dans les actes des gouvernements. C'est pourquoi ces idées méritent d'être connues.

Il est d'un intérêt capital de connaître l'importance du mouvement migratoire au cours du temps et d'en rechercher *les causes* : causes économiques, sociales, politiques et historiques, d'établir l'influence qu'exerce sur le phénomène migratoire la répartition des richesses, notamment la répartition de la richesse primordiale qu'est la terre. Les institutions juridiques, elles-mêmes, exercent nécessairement, par la continuité du régime qu'elles imposent, une influence incontestable sur l'amplitude et l'orientation des migrations, car la vie économique est conditionnée, elle aussi, dans une large mesure, par le droit. Un mode d'organisation juridique peut comporter une production plus ou moins abondante, une population plus ou moins nombreuse ou plus ou moins aisée, et être plus ou moins favorable au progrès technique et social, et, par là même, agir sur les mouvements migratoires.

Il y a, donc, lieu d'envisager ces points de vue divers, pour en tirer ensuite les conclusions nécessaires. Le côté économique, le côté social, politique et national du problème, bien que d'une importance différente, doivent être également tous suffisamment élucidés, car ils font un tout indivisible, qui ne peut être dissocié autrement qu'en vue d'une analyse scientifique du problème.

Ce qui rend, cependant, les recherches de ce genre difficiles, c'est que les statistiques, dont on dispose, sont très incomplètes et dispersées dans les statistiques de plusieurs Etats, dont faisaient partie les provinces yougoslaves jusqu'en 1918. Il existe très peu de sources absolument sûres, dont on puisse

(1) En 1912, il y avait en France 54.000 ouvriers agricoles sédentaires et 70.000 ouvriers saisonniers; en 1924 l'immigration s'élevait à 263.000 personnes (Rev. d'Ec. Pol. 1925, p. 561 et s.).

se servir utilement. La littérature y afférente est trop maigre, presque inexistante. Pour être à même de ne jamais avancer une affirmation sans l'appuyer sur les faits, on a dû recourir aux documents fournis par quelques publications rares de langues étrangères et remonter aux sources originaires, statistiques officielles des Etats intéressés. C'est aussi à la lumière de l'histoire qu'il nous faudrait aborder le problème des courants migratoires, car c'est elle, qui nous renseigne sur tant de facteurs d'ordre économique, social ou politique, qui déterminent le volume et la direction de ces courants. Ceci vaut surtout pour les déplacements de populations, qui se sont produits dans le passé, qu'il n'est pas moins intéressant de connaître et qu'il faut chercher à situer dans les cadres historiques pour en mieux saisir les causes profondes, parfois difficiles à dévoiler. L'étude de l'émigration yougoslave, plus que toute autre, implique l'étude des conditions et des événements historiques et politiques, car ils ont joué, souvent, un rôle décisif dans les déplacements démographiques yougoslaves.

Quant à l'ordre que nous allons suivre dans l'étude du problème de l'émigration yougoslave, nous examinerons, d'abord, dans la première partie, la démographie yougoslave et les aspects divers de l'émigration, puis, dans la seconde partie, les *migrations continentales*, qui prennent une forme tantôt de migrations balkaniques, tantôt de migrations européennes. Dans la troisième partie, nous tâcherons de faire connaître la *migration transocéanique* d'avant et d'après la guerre mondiale, sous ses aspects divers. Dans la quatrième partie, nous nous proposons de rechercher quelles sont les *causes* des migrations, surtout les causes des migrations contemporaines. Enfin, nous consacrons la cinquième partie à la *politique nationale*, suivie ou à suivre par un pays possédant des richesses naturelles considérables, jusqu'ici faiblement exploitées ou très peu mises en valeur, pays qui, d'autre part, n'a aucune ambition coloniale.

PREMIÈRE PARTIE

La démographie yougoslave et le problème de l'émigration

CHAPITRE I

CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE MOUVEMENT DE LA POPULATION YOUGOSLAVE

SECTION I

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE, LA DENSITÉ

ET LE TAUX DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION

Régions composant l'Etat yougoslave et leur population. — La densité de la population avant et après la guerre mondiale. — Le taux de l'accroissement normal de la population.

Le territoire de la Yougoslavie actuelle était soumis, jusqu'en 1918, à la domination de plusieurs Etats différents dont chacun avait sa vie politique, sociale et économique propre, ainsi que des lois et des coutumes particulières. La diversité du sol et du climat et la situation géographique différente des diverses provinces n'ont fait qu'accentuer l'influence qu'exerçaient les différents régimes politiques, juridiques et administratifs, qui régnaient dans ces provinces, sur l'économie du pays, de sorte que celle-ci, tout en faisant un tout dans son ensemble, varie très sensiblement d'une province à l'autre. La civilisation, l'industrialisation, le commerce, l'agriculture et les systèmes agraires ont été jusqu'à la guerre et, nécessairement aujourd'hui encore dans une certaine mesure, très variables. La diversité des conditions économiques et sociales a dû avoir, inévitablement, des répercussions très grandes aussi sur le mouvement migratoire des diverses provinces.

L'Etat yougoslave (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) occupe le bloc central et celui du nord-ouest de la Péninsule balkanique, une partie du bassin pannonique et quelques vallées des Alpes orientales.

Les Yougoslaves ont occupé ces régions au ^{vi}^e et au ^{vii}^e siècles, en s'y mêlant avec les tribus illyriennes et peut-être avec les restes des Celtes. Ils formèrent bientôt deux Etats distincts : la Zeta et la Rascie, qui vont se réunir en un seul Etat puissant, l'Empire Serbe au ^{xii}^e siècle. Mais, déjà vers la fin du ^{xiv}^e siècle, l'Empire Serbe fut occupé par les Turcs.

La renaissance de l'Etat yougoslave ne commence qu'au début du ^{xix}^e siècle, en 1804, par la constitution de l'Etat libre serbe en Choumadia, occupant alors 24.440 kilomètres carrés. Après la paix de Bucarest de 1833, il s'étend vers l'Est (Timok) et vers le sud et l'ouest, de façon à occuper environ 37.740 km². Sa superficie s'accroît encore vers le sud, d'après le traité de Berlin (1878), à 48.300 km². Les guerres balkaniques de 1912-13 ont valu, au royaume de Serbie, un nouvel accroissement du territoire de 42.500 km², de sorte qu'il occupait depuis 90.800 km².

Enfin, depuis la guerre mondiale, qui amena la décomposition de la monarchie dualiste en faveur des peuples slaves, l'Etat yougoslave d'aujourd'hui occupe une étendue de 248.987 km², c'est-à-dire qu'il s'est agrandi presque deux fois et demi.

En vertu des traités de paix de Saint-Germain et de Trianon, l'ancien Etat austro-hongrois, qui avait une superficie de 676.447 km² et de 51.389.089 habitants, fut disloqué et son territoire partagé avec la population respective de la manière suivante :

<i>Etat</i>	<i>Superficie en km²</i>	<i>Population en 1910</i>
<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>Yougoslavie</i>	141.403	7.604.932
<i>Tchécoslovaquie</i> ...	140.202	13.553.423
<i>Pologne</i>	80.050	8.193.089
<i>Roumanie</i>	112.934	6.043.275
<i>Italie</i>	24.876	1.665.757
<i>Fiume</i>	21	49.806
<i>Hongrie</i>	93.815	7.668.804
<i>Autriche</i>	83.146	6.610.003

La Yougoslavie a obtenu les provinces suivantes : la Croatie et la Slavonie, avec 8 départements et neuf villes libres (42.541 km² avec 2.621.954 habitants), la Slovénie avec Prékumurjé (16.197 km² avec 1.063.767 habitants), le Banat (9.279 km² avec 577.317 habitants), Batchka (8.785 km² avec 700.986 habitants), Barania (1.141 km² avec 96.000 habitants), Bosnie et Herzégovine (51.999 km² avec 1.931.802 habitants), Dalmatie (12.732 km² avec 625.400 habitants), Medjumurjé (775 km² avec 95.000 habitants) et l'île de Krk avec la commune de Kastav (513 km² avec 28.000 habitants). Font partie encore de la Yougoslavie, l'ancien royaume de Serbie (95.667 km² avec 4.129.638 habitants) et l'ancien royaume de Monténégro (9.668 km² avec 199.857 habitants).

Toute la Yougoslavie avait, lors du dernier recensement de 1921, une population de 12.017.323 habitants, dont 5.893.547 hommes et 6.123.776 femmes, ce qui représentait 48,3 habitants par km². La population estimée au début de 1927 était de 13.141.000 habitants, ce qui donne une augmentation de plus d'un million et une densité de 52,8 habitants par km². La dite population était répartie entre 2.353.183 ménages habitant 2.122.353 maisons (1).

Par sa population la Yougoslavie prend la dixième place parmi les pays d'Europe, après la Russie d'Europe (93.135.000 habitants), Allemagne (59.183.000), Angleterre (44.318.000), France (39.402.000), Italie (38.836.000), Pologne (27.160.000), Espagne (21.303.000), Roumanie (16.262.000) et Tchécoslovaquie (13.602.000). Et d'après sa superficie (248.987 km²), elle occupe la onzième place parmi ces mêmes pays.

La densité de la population par kilomètre carré, qu'on considère comme facteur de la force productive d'un pays, est relativement aux autres pays, ainsi qu'aux possibilités économiques du pays, assez faible. Ainsi, tandis qu'elle est de 255,7 habitants en Belgique, de 186,3 en Angleterre (sans l'Irlande), de 134,2 en Allemagne, de 130,8 en Italie, de 101,2 en Tchécoslovaquie, de 78,8 en Autriche, de 71,3 en France, de 58,7 en Roumanie, elle n'est que de 52,7 en Yougoslavie (2). Cette densité s'accroît, cependant, rapidement, puisque en six ans, de 1921 à 1927, la population a aug-

(1) C. f. Les résultats préliminaires du recensement de la population du Royaume S. H. S. du 31 janvier 1921, Sarajevo 1924.

(2) La Chine, 106; le Japon, 187; les Etats-Unis, 14, et les Continents : l'Europe, 45; l'Asie, 23; l'Afrique, 4; l'Amérique, 4,8; l'Océanie, 6,3. C. f. M. C. Perreau : Cours d'Econ. Pol., p. 239.

menté de plus d'un million. *Malgré cette faible densité de la population l'émigration était, avant la guerre, très grande relativement à l'émigration des autres pays.*

Il n'est pas sans intérêt de donner un aperçu de cette densité suivant les provinces pour se rendre compte qu'elle dépend non seulement de la fertilité du sol et de sa configuration géographique, mais aussi des conditions économiques générales. Elle varie, en effet, très sensiblement d'une région à l'autre, comme l'indique le tableau suivant :

Provinces	Superficie en km ²	Population en 1921	Densité	
			1910	1921
Serbie du Nord	49.950	2.655.078	59,6	53,2
Serbie du Sud	45.717	1.474.560	37,1	32,5
Monténégro	9.668	199.857	24,7	20,7
Bosnie et Herzégovine.	51.199	1.889.929	37,7	36,9
Dalmatie	12.732	621.429	49,1	48,8
Croatie et Slavonie av. Medjumujé, Krk et Kastav	43.822	2.739.593	62,6	62,5
Slovénie av. Prékumurjé	16.197	1.056.464	65,7	65,2
Voïvodina (Banat, Batchka et Banania)	19.702	1.380.413	68,7	70,1
Au total	248.987	12.017.323	50,7	48,3

Ainsi, comme d'après une règle, la densité de la population diminue en allant de la plaine pannonique du nord et de la plaine de Morava du centre du pays vers le sud-ouest, c'est-à-dire en allant des régions avec un sol fertile et riche vers les régions dinariques et karstiques, où les conditions de vie sont très difficiles et le sol plus pauvre et aride (1). Cependant, la Serbie du Sud fait exception à cette règle, car bien qu'elle possède de grandes richesses naturelles, des champs fertiles, jusqu'ici insuffisamment mis en valeur, des riches gisements miniers et de nombreuses chutes d'eau, elle a une population très clairsemée. Cette province, qui pourrait

(1) La densité de la population du Banat était de 59,6; de la Batchka 80,4; de Médjumurjé 125; de la vallée de Morava 100; et du département de Varazdin 100, en 1921.

facilement nourrir 7 à 8 millions d'hommes, en possède moins d'un million et demi. La densité de la population y était, suivant les départements : Belopolje, 21,5 habitants par km²; Bitolj, 30,9; Berane, 24,2; Brégalnica, 21,2; Kosovo, 42,3; Kumanovo, 41,3; Métohia, 44,4; Ohrid, 35,4; Plevlje, 20,4; Prizren, 25,7; Raska, 42,1; Skolpje, 32,5; Tikvès, 21,9 et Zvecani, 36,9. Les causes de cette faible densité sont très diverses. Nous allons les connaître plus loin. Disons, pour le moment, que leur influence ayant été écartée depuis la formation de l'Etat national indépendant et depuis les réformes économiques, sociales et politiques qui y ont été introduites, on observe un mouvement intense de migration intérieure spontanée ou organisée, sous forme de colonisation intérieure, vers ces régions. On y constate également une tendance assez marquée au repeuplement.

Le taux de l'accroissement d'une nation, on le sait, a une importance capitale pour les hommes d'Etat, pour les hommes politiques, ainsi que pour les économistes et les sociologues. C'est pourquoi nous ne pouvons pas le passer sous silence d'autant plus qu'il a une grande importance au point de vue de l'intensité de l'émigration d'une nation. *Le taux de natalité* constaté en Yougoslavie : 39,7 % en Serbie; 42 en Dalmatie; 40,39 en Bosnie et Herzégovine; 33,9 en Styrie; 39 en Istrie, etc..., peut être considéré, comparativement aux autres pays, comme satisfaisant, puisque il n'est dépassé que par la Russie d'Europe (48,6) et par la Bulgarie (42,68) (1).

Le taux de l'accroissement réel d'une nation (excédent de naissances par rapport aux décès) est, cependant, beaucoup plus important. Il est évalué pour la Yougoslavie à 1,50 % et, par là, celle-ci se place parmi les pays qui présentent le plus grand taux de l'accroissement. Et si le taux de mortalité était moins élevé, l'accroissement de la population yougoslave serait bien plus rapide. La Yougoslavie présente, malheureusement, une des plus fortes mortalités parmi les pays d'Europe. Ainsi, pendant que le *taux de mortalité* était, en 1924, de 13,6 en Angleterre; 12,1 en Allemagne; 12,0 en Suède; 15,3 en Autriche; 12,8 en Belgique, 11,3 en Danemark; 17,3 en France, il était de 20 % en Yougoslavie. S'il était réduit, par des mesures hygiéniques et sociales à 15 p. 1.000, on

(1) La France, 20,7 %; Allemagne, 26,1; Autriche, 22,8; Hongrie, 27,9; Italie, 30,4; Angleterre, 22,4; Suisse, 20,8; Japon, 35,1 (coefficient de l'année 1921). M. C. Perreau : Cours, 4^e éd., p. 235.

aurait conservé déjà 60.000 vies par an. La mortalité est surtout excessive chez les nouveaux-nés. Il en meurt, déjà dans la première année de leur vie, 20 %, ce qui fait une perte annuelle de 75.000.

L'accroissement de la population yougoslave, depuis la fin de la guerre, est sensiblement plus élevé que l'accroissement normal, fait observé, d'ailleurs, dans les autres pays également comme si la nature voulait combler les vides causés par la guerre. Le taux de l'accroissement est passé de 12,5 à 15,0 ‰ d'avant-guerre à 15,0 à 17,0 depuis 1921 (1).

D'après le taux d'accroissement sus-indiqué, on estime que la population a passé de 12.017.232 en 1921, à 13.047.831 en 1927, déduction faite du nombre d'émigrants pendant la même période, nombre compensé en grande partie par celui des émigrants rapatriés et des optants yougoslaves immigrés dans le pays de la Hongrie, de l'Italie, de la Grèce et de la Bulgarie.

SECTION II

LA DIMINUTION DE LA POPULATION DU FAIT DES GUERRES

Pertes directes suivant les provinces. — Pertes indirectes suivant les provinces. — La diminution de la population masculine. — Comparaison avec les pertes européennes en population. — Répercussions sur la qualité de la race.

La comparaison des recensements de 1910 et de 1921 montre que les pertes totales causées par la guerre, tant directement qu'indirectement, à la population de la Yougoslavie, ont atteint le chiffre de 2.390.184 personnes. La perte directe de la population, c'est-à-dire la diminution réelle, est environ de 650.000 hommes, ou exactement pour les régions dénombrées 608.444 hommes, dont 316.271 pour la Serbie du Nord seule, soit 11,8 % de sa population totale, tandis que la perte indirecte due à l'arrêt de l'accroissement normal et probable peut être évaluée à 1.781.740 personnes, si on applique le taux de l'accroissement normal de la population yougoslave. La Serbie seule avait mobilisé 707.343 hommes,

(1) C'est un fait bien connu que les guerres entraînent d'autres changements typique dans le mouvement de la population : diminution de la nuptialité, plus grand nombre de naissances mâles, etc.

soldats ou officiers. Il en a été tué 114.883 pendant la guerre 1914-1918 (1)

Suivant les provinces, les pertes directes se répartissent de la façon suivante (en milliers d'habitants et en %) :

Provinces :	Accroissement ou diminution	
	(+ ou —)	
	en milliers	en %
Serbie du Nord	— 316,3	— 11,8
Serbie du Sud	— 222,6	— 13,4
Monténégro	— 38,6	— 16,2
Bosnie et Herzégovine ...	— 41,9	— 2,2
Dalmatie	— 4,0	— 1,2
Croatie et Slavonie	— 5,4	— 0,2
Voïvodina	+ 28,6	+ 2,0
Slovénie	— 7,3	— 0,7
Total.....	— 608,4	— 5,0

En appliquant le taux de l'accroissement normal (1,7 %), on trouve que la population de la Serbie du Nord devrait augmenter de 491.899 habitants, ce qui fait, avec les pertes effectives (316.271), une perte totale, rien que pour cette province, de 811.000 hommes.

Si l'on considère comme exactes les données sur la population d'avant-guerre de la Serbie du Sud et du Monténégro, données qui ne proviennent pas d'un recensement systématique, on voit que la population de la Serbie du Sud, qui était de 1.664.807 habitants en 1914, est tombée à 1.442.208 en 1921; et celle de Monténégro, de 238.423 habitants d'avant-guerre, à 199.857 en 1921. Par conséquent, les pertes réelles en population, abstraction faite des pertes dues au défaut de l'accroissement normal, s'élèvent, respectivement, pour ces deux provinces, à 222.599 (13,4 %) et à 38.566 (16,2 %) de la population totale. En y appliquant le coefficient de l'accroissement normal de la Serbie du Nord (1,7 %), on trouve que la Serbie du Sud aurait des pertes provenant du non accroissement normal de 392.409 personnes et le Monténégro de 62.855 personnes.

(1) Il a été mobilisé, dans 24 pays différents, pendant la guerre mondiale, 69.884.463 hommes, dont il a été tué 9.061.832.

Viennent ensuite, d'après les pertes subies, la Bosnie et l'Herzégovine, qui montrent une diminution de 41.873 habitants, ou 2,2 %, puis la Dalmatie (partie recensée) avec un manque de 4.042 ou 1,2 %. Et les pertes provenant du non accroissement normal peuvent être évaluées, respectivement, à 231.475 et à 78.000.

Les autres provinces : la Croatie et la Slavonie, la Slovénie, la Voïvodina, qui se trouvaient à l'arrière des lignes d'opérations de guerre, n'accusent qu'un très petit décroissement de la population. C'est ainsi que la Croatie et la Slavonie ont seulement une diminution de 5.359, ou 0,2 %, la Slovénie avec le Prékumurjé, 7.303, ou 0,7 %, et la Voïvodina indique même un accroissement de 27.569 habitants, soit 2,0 %, *accroissement qui s'explique, en partie, aussi par l'immigration*. Mais, les pertes indirectes en population sont ici encore assez importantes et peuvent être évaluées, en tenant compte du coefficient d'accroissement normal, respectivement pour ces trois provinces, à 169.000 pour la Voïvodina, à 328.500 pour la Croatie-Slavonie et à 132.500 pour la Slovénie.

Ce sont, donc, *surtout les contrées méridionales qui furent les arènes de la guerre qui ont été dépeuplées. Leur dépopulation fut accusée encore du fait d'une émigration importante des Musulmans, Turcs et Albanais, vers la Turquie et l'Asie-Mineure*. La diminution pour les régions du nord et de l'ouest, comme on le voit, est moins élevée, puisqu'elle varie de 0,2 à 2,2 %, et qu'on constate même une légère augmentation de la population de 2 % en Voïvodina, ce qui d'ailleurs ne peut avoir une grande importance pour l'ensemble du pays, d'autant plus qu'elle paraît être due, en premier lieu, à une forte immigration des optants venant de la Hongrie à partir de 1919.

Remarquons, aussi, que les pertes de la population portent, naturellement, surtout sur *le sexe masculin*, pendant que le sexe féminin montre un accroissement plus ou moins important presque dans toutes les provinces, ce qui indique bien que ces pertes sont dues aux faits de guerre. Cela résulte aussi du rapport numérique qui existait entre les hommes et les femmes en 1910 et en 1921, selon les provinces. Les statistiques montrent que, pour 1.000 hommes, il y avait, dans la Serbie du Nord, 936,6 femmes en 1910 et 1.087 en 1921; en Bosnie et Herzégovine, il y en avait respectivement 878,1 et 956,7; en Dalmatie, 1.002,8 et 1.025,1; en Croatie et Slavonie avec Medjumurjé, 1.043,5 et 1.052,3; en Slovénie avec

Prékumurjé, 1.076,0 et 1.097,6; et en Voïvodina, 1.014,1 et 1.049,6. Ainsi, pendant que le *sexe masculin montre*, pour la période considérée, *un fléchissement numérique important dans toutes les provinces*, on constate pour le sexe féminin un accroissement très marqué.

Il faut noter, cependant, qu'à cet égard la nature montre une tendance à *rétablir l'équilibre* entre le nombre d'habitants des deux sexes, car on peut observer que, depuis la guerre, en Yougoslavie, comme dans la majorité des autres pays, on constate que les naissances des enfants *mâles* dominant sur celles des fillettes.

Pour juger de l'importance des pertes de la population causées directement par la guerre, il suffit de rappeler que les pertes européennes moyennes ne dépassent pas 0,5 % de la population totale contre 5 % en Yougoslavie, c'est-à-dire qu'elles sont *dix fois moins élevées* que pour la Yougoslavie entière, et *plus de vingt fois par rapport à la Serbie seule*. Il n'y a que les pertes de la Russie qui approchent ce dernier pourcentage.

Et si l'on veut exprimer ces pertes en vies humaines en *pertes économiques*, on trouve qu'elles représentent une valeur de 47.803.680.000 de dinars-or, en comptant 20.000 dinars-or par homme perdu, en moyenne. En y ajoutant que la capacité économique de 500.000 hommes environ a été réduite de 50 %, on trouve que cette perte économique, pour la nation, s'accroît considérablement (1).

La qualité de la race elle-même a été atteinte par ces pertes. C'est ce que prouvent les chiffres relatifs au recrutement pour l'armée de ces dernières années. Ainsi, sur 100 jeunes hommes recrutés, il en était déclaré aptes au service militaire : a) sur le territoire de la première armée, en 1923 : 77,06 % ; en 1924 : 71,57 % ; en 1925 : 71,84 % ; b) sur le territoire de la deuxième armée, respectivement, 67,74 %, 61,03 % et 59,89 % ; c) sur le territoire de la troisième armée : 73,53 %, 72,90 %, 70,86 % ; d) dans la quatrième armée : 59,38 %, 58,54 %, 55,06 %.

(1) Les *pertes en sang humain* pour la Serbie seule ont été évaluées à 7.800.000 litres coulés dans les dernières guerres, ce qui correspond à un train de 4 kilomètres avec 780 wagons à 10 tonnes. (La revue *Ratnik*, Belgrade, novembre 1928).

CHAPITRE II

LA STRUCTURE SOCIALE ET LA COMPOSITION ETHNIQUE DE LA POPULATION

Répartition de la population entre les villes et la campagne. — Son évolution. — Phénomène d'urbanisation. — Composition ethnique. — Race. — Minorités ethniques. — Confessions.

1° *Structure sociale de la population.* — Le recensement de la population de 1921 n'a pas fourni des données précises sur le point de savoir comment se répartit la population entre les villes et la campagne. On sait seulement que sur le nombre total des communes, qui était de 6.575, il y en avait 6.177 (94 %) avec moins de 5.000 habitants chacune, c'est-à-dire qu'elles peuvent être considérées comme des communes rurales. Leur population représente 66,5 % de la population totale, à quoi on doit ajouter une grosse partie de la population des communes comptant moins de 10.000 habitants, lesquelles représentent 17,5 % de la population totale, de sorte qu'on peut évaluer approximativement, *la population rurale* à 80 % de la population totale, soit en tout, 9.600.000 habitants. Comme on le voit, la Yougoslavie est un pays essentiellement agricole.

Si, d'autre part, on examine les données statistiques relatives aux variations de la population des villes dans la période de 1910 à 1921, on s'aperçoit que dans la majorité des provinces cette population a augmenté, malgré les pertes considérables causées par la guerre. Ainsi, dans les régions de Batchka et de Barania, cette augmentation est de 7,2 % ; en Croatie et Slavonie, de 2,17 % ; en Slovénie, de 2,33 %, tandis que la population rurale de ces mêmes régions a sensiblement diminué. Une diminution de la population urbaine n'est constatée que dans les villes de la Serbie du Nord (environ 13 %), puis en Serbie du Sud, 14,5 %, régions qui ont été les arènes de la guerre, et dans le Banat, de 4,4 %. Dans ce dernier cas, la diminution de la population des villes s'explique par l'abandon des villes voisines de frontières nouvellement établies par les traités de paix d'après-guerre et par l'option assez importante de citoyens yougoslaves pour les nationalités de pays

voisins, option suivie de l'émigration, après la délimination de frontières en 1919-1920.

Le fait que la population des villes a augmenté dans la plupart des régions, malgré les pertes considérables dues aux guerres et contrairement à ce qu'on observe pour la population de la campagne, grandement diminuée, montre que l'émigration rurale a été pendant ce temps très active.

Et cette évolution a continué après l'année 1921. Ainsi, depuis le dernier recensement de la population de 1921, la population des villes a, dans une mesure sensible, augmenté au détriment de la population rurale, si bien qu'on compte que son chiffre a passé de 2.417.000, soit 20 % de la population totale en 1921, à 3.000.000 habitants, soit 23 % en 1927 (1). Les villes de plus de 10.000 habitants qui ne représentaient en 1921 que 16 % de la population totale, représentent en 1927 déjà 20 % de la population totale. Ces faits peuvent être considérés comme signe certain de l'urbanisation assez intense. Le phénomène paraît assez normal et s'explique pas le développement industriel et commercial du pays observé depuis la guerre.

Ce phénomène d'urbanisation est aussi marqué par le fait que le nombre d'ouvriers urbains a augmenté de 432.000 en 1913 (juin) à près de 520.000 en 1927 (2). En même temps que le nombre d'ouvriers employés augmente presque continuellement, le nombre de chômeurs industriels s'est accru notablement dans les dernières années, de sorte qu'il atteignait le chiffre de près de 60.000 au cours de l'année 1927, sans compter le nombre des ouvriers non qualifiés venant de la campagne, nombre qui s'élevait, en 1926, à 200.000 environ, selon la déclaration de M. le Ministre de la Politique Sociale faite au Parlement au cours du débat budgétaire (3).

(1) C. f. M. Djuricic, op. cit., p. 35.

(2) Ce nombre se rapporte au chiffre des ouvriers assurés en vertu de la loi du 14 mai 1922, chiffre qui comprend la plus grande partie des ouvriers industriels et commerciaux, puisque l'assurance des ouvriers est *obligatoire* « pour toute personne louant, d'une manière permanente ou temporaire et en vertu d'un règlement de travail, sa force physique ou intellectuelle ». Seuls les ouvriers de l'agriculture, des mines et ceux des entreprises de communication de l'Etat, en sont exceptés.

(3) Notes Parlementaires de Belgrade, mars 1927.

Bien qu'on se trouve dans une telle situation où l'on souffre d'un grave chômage et d'une crise économique et agricole très aigüe, presque aucune protection n'a été donnée à l'ouvrier national. La liberté d'entrée et d'emploi des ouvriers étrangers est presque complète en Yougoslavie. Leur nombre s'élève à 15.000.

Le développement industriel et commercial ne suffit pas à expliquer tout à fait les progrès rapides de l'urbanisation et de l'émigration de la campagne. D'autres causes encore, nous semble-t-il, ont agi d'une façon encore plus puissante pour déterminer cette évolution. C'est notamment le système primitif et extensif de l'agriculture, qui reste encore très arriéré; la technique agricole est également primitive et par conséquent le rendement de l'agriculture est insuffisant à nourrir la population habitant la campagne. Cela tient autant à des conditions particulières d'ordre historique ou politique, qui ont fait obstacle au progrès normal de la production agricole, qu'au manque des conditions nécessaires à l'intensification de cette production : manque de capitaux à bon marché, manque de débouchés assurés, faible développement des moyens de transports et de la technique agricole

2° *Composition ethnique de la population.* — En ce qui concerne la *race* yougoslave, le type autochtone pur n'a pas pu se conserver en raison du mélange de sang avec le sang des peuples voisins : Latins, Germains, Turcs, Grecs, etc... Il s'est créé le type nouveau de la *race dinarique*. Néanmoins, au *point de vue ethnique et national*, le pays yougoslave fait une masse compacte, où la nationalité yougoslave domine fortement et donne au pays le caractère de l'Etat national. Les minorités ethniques n'y constituent que 15,6 % (dont Allemands 4,3 %, Hongrois 3,9 %, Albanais 3,7 %, Roumains 1,9 % et autres 1,87 %) de la population totale. Ces minorités sont, d'ailleurs, très inégalement réparties suivant les régions, comme l'indique le tableau suivant relatif à la répartition de la population selon les nationalités et les provinces :

Régions :	Yougoslaves	Allemands	Hongrois	Albanais	Roumains	autres
—	—	—	—	—	—	—
Serbie du Nord.	93,5	0,2	0,1	0,1	5,4	0,8
Serbie du Sud..	59,7	—	—	28,4	0,6	11,3
Monténégro	91,4	—	—	8,4	—	0,2

Bosnie et Herzé-						
govine	96,9	0,9	0,1	—	0,1	2,0
Dalmatie	98,8	0,2	—	—	—	1,0
Croatie et Sla-						
vonie	90,1	4,5	2,6	—	0,1	2,7
Slovénie	94,2	3,8	1,4	—	—	0,6
Voïvodina	37,8	23,8	27,7	—	5,4	5,3
Totaux...	82,9	4,3	3,9	3,7	1,9	3,3 ⁽¹⁾

Quant à la *confession*, la religion orthodoxe (Serbes) représente 46,6 % de la population totale, la religion catholique vient ensuite avec 39,4 % (en majorité Croates), puis la religion musulmane 11,2 %, les protestants 1,8 %, les gréco-catholiques 0,4 %, les Juifs 0,5 % et autres religions 0,15 %.

CHAPITRE III

L'IMPORTANCE DU PROBLEME DE LA POPULATION

Le matériel humain — richesse par excellence. — L'importance de la classe rurale pour la stabilité de l'édifice social et pour l'avenir d'une nation. — La dépopulation par émigration. — Son caractère national et régional.

L'importance du problème de la population ressort clairement des faits qu'on vient d'exposer. L'or, lui-même, ce n'est pas cela qui fait la richesse d'un pays. Ce qui fait sa richesse c'est une population forte, nombreuse, saine, qui travaille avec persévérance et épargne. Après la découverte de l'Amérique, des quantités énormes d'or et d'argent ont été apportées en Espagne. Elle est pourtant restée pauvre et a fait de faibles progrès. L'or a réémigré vers l'Amérique où la population travaille avec acharnement, s'accroît rapidement et où toutes les branches économiques florissent. Les hommes, c'est le capital productif par excellence. La richesse primordiale de toute nation, la terre, n'est-ce pas l'homme qui la « fait », comme disait Michelet.

La majeure partie de la richesse nationale de tout pays est représentée par le matériel humain, elle dépasse la valeur de

(1) Dans ce pourcentage, sont comptés aussi les autres Slaves, qui représentent 1,5 % de la population totale.

toutes les richesses matérielles. Elle peut être évaluée à 65 milliards de dinars-or pour l'ensemble de la population yougoslave, en comptant 5.000 dinars-or par habitant, pendant que le revenu de chaque habitant de la Yougoslavie est évalué à 562 dinars-or ou de 6.162 dinars-papier, ce qui fait un revenu national total, pour la totalité de la population, de 80.102.000 de dinars-papier (1).

Etant donné l'extrême importance du problème de la population, il n'est point surprenant de voir qu'il n'est pas de problème que les économistes aient abordé plus souvent et discuté avec plus de passion que celui de la population, un des plus graves que l'économie politique soulève. Celui qui s'intéresse aux destinées d'une nation attachera une très grande importance au nombre des individus qui la composent. Celui qui s'intéresse aux destinées de l'humanité fera de même en s'attachant au nombre et aux variations numériques de la population, surtout parce qu'elles ont un prix en elles-mêmes et, ensuite, parce qu'elles exercent une influence sur la condition de la vie en général.

La guerre mondiale a fait toucher du doigt l'importance que revêt, pour l'économie nationale et pour la sauvegarde des intérêts supérieurs d'un pays, l'existence d'une population nombreuse, notamment d'une population agricole, forte, nombreuse et saine physiquement, intellectuellement et moralement et vivant en communion étroite avec la nature. En fait, c'est cette partie de la population, qui constitue le réservoir d'où les villes, dans leur puissant accroissement et dans leur grande consommation d'individus, reçoivent une affluence sans ceses renouvelée. Elle constitue, en même temps, l'élément le plus puissant pour l'entretien des forces physiques de la nation. Pour des considérations politiques et éminemment nationales, dit le professeur allemand Aeroboe, la force de la population agricole doit être augmentée par tous les moyens possibles, parce que là réside le seul moyen durable et efficace pour accroître le chiffre de nos naissances; si nous n'avons pas une population agricole allemande plus importante, nous succomberons sous la vague slave.

En effet, l'édifice social d'un pays repose sur une base large et solide, lorsque celle-ci est constituée par la puissante masse de la population agricole. Dans le cas contraire, il se trouve retourné dans ses proportions, la base est moins large que le sommet :

(1) C. f. M. Djuricic *op. cit.*, et M. Rittig : Blagostanje Kraljev S. H. S.

l'équilibre est mauvais et tout à fait instable. En outre, il importe, au premier chef, qu'à côté des agglomérations urbaines subsiste un nombre assez considérable de populations plus saines, plus robustes, aimant l'ordre et la stabilité sociale avant tout, de populations qui puisent dans le travail de leurs champs toutes les qualités qui font la force d'une société et qui lui permettent de soutenir avec courage toutes les épreuves. Les peuples commerçants et industriels passent, comme le dit M. Victor Boret, éblouissants, mais fugitifs; les peuples agricoles, eux, demeurent rivés au sol qu'ils fécondent de leur labeur (1). Les Phéniciens, les Carthaginois, les Vénitiens ont disparu sans laisser de trace, dit-il, et cela, parce qu'ils ont surtout vécu du négoce, à l'exclusion de toute activité terrienne. Par contre, la civilisation de Rome et de ses colonies s'est perpétuée à travers les âges, parce qu'elle s'est toujours appuyée sur la classe paysanne. L'Empire romain ne s'est écroulé que le jour, où les villes, par leur densité, l'ont emporté sur les campagnes qu'elles avaient vidées.

La question de la population prend une importance particulière aussi du fait que, depuis plus de cinquante ans déjà, on constate chez la plupart des peuples une décroissance presque continue de la natalité. Le peuple yougoslave suit, quoique d'un peu loin, la même évolution. Le taux de sa natalité, qui reste encore assez élevé, subit une diminution progressive bien que dans une moindre mesure que le taux des natalités des peuples occidentaux. Mais, le taux de sa mortalité est très grand, comme on l'a vu, en même temps que, jusqu'à la guerre mondiale, son *émigration était très forte*, de sorte que cette situation était pleine de périls pour l'avenir de la nation.

En laissant de côté la question de savoir si la dépopulation est, oui ou non, un fléau social, question au sujet de laquelle les opinions les plus diverses ont été émises par A. Smith, J.-J. Rousseau, Wolowski, Debury, etc..., nous tenons à constater que la diminution de la population de certaines régions yougoslaves, ou au moins la diminution du taux d'accroissement normal pour quelques-unes d'entre elles, résultait non pas tant d'une baisse du taux de la natalité que d'un taux de la mortalité très élevée et d'une émigration intense à l'étranger.

(1) C. f. Pour et par la terre, Paris, 1919.

La dépopulation des dites régions se présentait sous un aspect particulier. *Elle portait, non sur le nombre total de la population mais, avant tout, sur l'élément national.* Celui-ci était, avant 1914, en décroissance assez marquée au profit de l'élément exotique, étranger, croissant. Nous savons que, suivant la conception de l'orthodoxie pure, partant de l'idée de l'*homo economicus*, où un homme en vaut un autre, un pays ne se dépeuple que lorsqu'on constate la diminution du nombre total des hommes vivant sur le sol de ce pays. Cependant, le nombre des citoyens, des nationaux, n'est pas une chose indifférente même pour l'économiste et le sociologue, car la composition ethnique de la population peut avoir une importance considérable pour la vie économique d'un pays. On ne peut pas négliger cette composition, parce qu'elle influe sur les conditions de la production et de la consommation des biens. Non seulement les salaires, les heures de travail, les rapports de patron à l'ouvrier vont subir des modifications en raison de la qualité nationale de l'ouvrier, autochtone ou immigrant, mais les produits eux-mêmes, surtout les produits spéciaux ou ceux de luxe, qui portent un cachet d'un ensemble des traditions nationales, ne seront pas les mêmes suivant que cette composition est plus ou moins homogène au point de vue national. La consommation, elle aussi, subit des modifications suivant les goûts, les habitudes, les besoins des immigrants qui ne sont pas les mêmes que ceux des indigènes. On sait, par exemple, que les ouvriers italiens constituent en France, non seulement des consommateurs différents des nationaux, mais très inférieurs. Il en est de même des Chinois en Amérique et en Australie, ce qui déséquilibrait parfois les conditions de consommation et de production de ces pays et provoquait des campagnes et des mesures contre eux.

On peut, donc, dire que c'est plutôt la *nation qui forme un tout économique et qui a une valeur économique propre* et non le territoire; elle n'est pas un « simple agrégat d'hommes vivants sur un même territoire ». Si le chiffre des nationaux baisse, celui des habitants augmentant ou restant stationnaire, il y a un changement qui se produit dans cette valeur économique. Un exotique n'ayant pas la valeur sociale des indigènes, la diminution du chiffre de ces derniers constitue, alors, aussi une sorte de dépopulation particulière. D'ailleurs, si l'immigration étrangère, qui ne doit pas être toujours considérée comme un mal, s'accroît sur le sol d'un pays,

comme c'était le cas de l'immigration qui se produisait, jusqu'à 1914, sur le sol des pays yougoslaves, tout en comblant les vides faits par l'émigration de la population nationale, elle en prépare des nouveaux parmi cette même population en restreignant devant elle les débouchés du travail et l'horizon de vie. C'est pourquoi cette immigration ne peut pas constituer une compensation véritable à la diminution des nationaux, des autochtones.

L'émigration par laquelle diminue l'élément national peut, donc, être considérée comme une des formes de la dépopulation. Peu importe, en effet, que celle-ci résulte d'un fléchissement du taux de la natalité au-dessous de celui de la mortalité, ou que, le taux de natalité restant supérieur, elle provienne d'une émigration qui enlève une forte proportion de l'excédent normal de la population ou même, parfois, plus que cet excédent. L'exemple de ce dernier aspect de la dépopulation nous est fourni par l'Irlande où, par suite d'une émigration à caractère morbide, la population a diminué de 8.000.000 en 1841 à 4.456.000 en 1901. C'est également le cas de certaines régions yougoslaves : la Dalmatie, la Slovénie, l'Istrie, l'Herzégovine, etc., bien qu'ici le phénomène ne présentait pas la même acuité qu'en Irlande.

C'est cette forme de *dépopulation nationale, d'un aspect régional ou local*, et d'intensité variable avec le lieu, la commune ou le département, qu'on rencontre en Yougoslavie, à côté de la *diminution relative de sa population nationale par rapport à l'ensemble de la population habitant le pays*. La première, comme la seconde forme de dépopulation, était due à une émigration très intense qu'on a observée dans le dernier quart du xix^e et au début du xx^e siècles.

Le problème de l'émigration, laquelle équivaut à une *déperdition continue* de la population d'une nation au profit des autres pays, apparaît comme un problème capital de la politique nationale de population. Cela d'autant plus que c'est dans l'*atelier biologique national* d'un peuple que se trouvent les bases de son existence durable et de sa véritable valeur; si elles sont ruinées, toutes les conquêtes matérielles ou intellectuelles viennent en péril. Et il n'est pas exact de dire, que la pureté et la conservation de cet atelier est nécessaire uniquement au point de vue nationaliste ou impérialiste. Elle l'est aussi au point de vue général de la conservation des biens de la civilisation de l'humana-

nité péniblement acquis et au point de vue de la création de nouvelles valeurs qui conduiraient l'humanité vers de nouveaux buts et vers une vie meilleure.

CHAPITRE IV

LES ASPECTS ET LA DEFINITION DE L'EMIGRATION EXTERIEURE

SECTION I

HISTORIQUE DE L'ÉMIGRATION

Divers aspects historiques de l'émigration. — Emigrations en masse. — Emigrations individuelles ou en petits groupements. — Emigration vers le Nouveau Continent. — Ses caractères et son développement.

Des trois grandes catégories d'échanges internationaux : échanges commerciaux des marchandises, mouvements financiers des capitaux et mouvements migratoires des hommes, c'est ce dernier le plus ancien peut-être (car ces mouvements sont aussi vieux que le monde), qui a été longtemps négligé et n'a acquis droit de cité en science, en politique et en diplomatie, que tout récemment, surtout à la faveur de la guerre et de l'après-guerre.

Le phénomène de l'émigration a présenté, au cours du temps et selon les degrés de civilisation des différents peuples, des aspects très divers.

La plus ancienne migration, historiquement parlant, fut l'invasion des *Hyksos* en Egypte, vers le ^{xx}^e siècle av. J.-C. Viennent ensuite celle des Philistins en Palestine, au ^{xii}^e siècle, des Scythes en Asie-Mineure, au ^{vi}^e siècle av. J.-C., puis les célèbres émigrations coloniales des Grecs, inspirées et organisées, le plus souvent, par l'oracle de Delphes; les colonisations romaines, auxquelles peuvent être rapprochées celles qu'on voit reproduites de nos jours dans l'Empire britannique, par the Oversea Settlement Committee, fondé depuis 1919.

Ce qui caractérisait les migrations des peuples primitifs, c'est que, souvent, toute une population quittait les lieux, où elle vivait, pour chercher des terres plus riches et s'y fixer, après avoir chassé ou soumis les indigènes. C'est le cas de l'essai des Cimbres et des Teutons au II^e siècle av. J.-C., et celui encore plus connu des grandes invasions dites *barbares*, surgissant au V^e siècle de notre ère et qui mirent fin à l'Empire d'Occident (476), des Goths en Espagne, des Francs en France, des Vandales en Afrique, des Lombards en Italie, des Anglo-Saxons en Angleterre, des Normands et des Arabes. Ce *Voelkerwanderung*, comme dénomment ces invasions les historiens allemands, transforma la face de l'Europe et coïncida avec l'établissement du système féodal.

Les premières migrations yougoslaves, qui ont eu lieu au VI^e et VII^e siècles, présentèrent les mêmes aspects. Mais, à l'inverse des invasions germaniques, elle se produisirent sans violence. A dater de la fin du VII^e siècle, on peut considérer ces migrations comme terminées. Cependant les *Magyars*, supérieurs en nombre à la plupart des migrations barbares, débouchèrent, en 894, dans la plaine pannonique, peuplée par les Slaves, s'y établirent après avoir dévasté l'Allemagne et l'Italie. Cette invasion détermina des nouveaux déplacements des Yougoslaves. Il en fut de même encore au XIII^e siècle où l'Europe orientale et centrale fut envahie par des Mongols, qui, après avoir dévasté la Bosnie, la Serbie et la Bulgarie, retournèrent vers les steppes du Kiptchak en Russie, où Bathou fonda, vers 1234, l'Empire de la Horde d'Or.

Enfin, les Turcs, après la prise de Constantinople en 1453, envahirent les pays balkaniques et s'étendirent jusqu'aux murs de Vienne et de Budapest, pour reculer, à partir de la fin du XVII^e siècle, vers le sud. Leur mouvement d'émigration se conformait au mouvement de l'avance ou de recul du drapeau national. Les premières masses de colons, qui accompagnèrent la retraite ottomane, en abandonnant la Pologne et la Hongrie, s'installèrent surtout en Serbie et en Bulgarie où ils resteront maîtres jusqu'aux dernières guerres balkaniques. Des centaines de milliers de Turcs, qui se trouvaient autrefois en Pologne, en Hongrie et en Croatie, il n'en resta pas trace, sauf dans quelques villages polonais dispersés.

Au XIX^e siècle, on assista aux convulsions violentes de « l'homme malade » qui ne voulait pas mourir et qui se débattait,

tantôt avec l'aide des grandes puissances, tantôt opposé à elles, contre les nationalités asservies, qui se dégageaient de sa longue étreinte. L'affranchissement de la Serbie, de la Grèce, de la Roumanie et de la Bulgarie amena le démembrement progressif de la Turquie et détermina de grandes migrations turques vers l'Asie Mineure, migrations qui se continuèrent après les guerres balkaniques, et qui sont connues sous le nom d'*émigration de Muhadziri*. Elles se reproduisent, aujourd'hui encore. Notons, aussi, que le transfert du Croissant d'Europe en Asie ne sera achevé qu'après la guerre mondiale par l'abolition du Califat de Constantinople et par le transfert de la capitale turque à Angora.

Les émigrations du passé s'effectuant généralement *en masse* étaient favorisées par le fait que la richesse des populations en mouvement consistait, surtout, en bétail et autres objets faciles à transporter, et que l'agriculture était encore très primitive : on se bornait à défricher de temps à autre quelques lopins de terre en les laissant après reposer pendant de longues années.

Mais, lorsque la civilisation fut plus développée, et que la richesse se fut accrue, qu'on eût commencé à cultiver les terres définitivement, en y plaçant, au lieu de chaumières, les maisons et quelques capitaux, les migrations en masse cédèrent la place aux *migrations individuelles* et aux migrations en groupements plus ou moins nombreux. Toutefois, les migrations en masse se reproduisirent de temps à autre, provoquées, le plus souvent, par des invasions de l'ennemi et par les guerres.

Les découvertes successives des grands navigateurs, qui, à partir du xv^e siècle, allaient bouleverser l'économie mondiale et constituer le point de départ des plus grands changements démographiques que l'histoire ait enregistrés, n'intéressèrent presque point le peuple yougoslave jusqu'à la moitié du xix^e siècle, alors que les Espagnols, Portugais, Hollandais et Anglais avaient déjà grandement peuplé le Nouveau Continent. Ainsi, au cours du xvr^e siècle, 3 millions d'Espagnols quittent leur pays pour coloniser l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, pendant que les Portugais s'établissent, grâce à leur puissance navale, aux Indes et au Brésil (1).

(1) Depuis, ces Etats n'ont jamais cessé d'envoyer leurs nationaux dans cette hémisphère du monde. Le nombre de leurs émigrants fut, en 1913, respectivement 220.400 et 77.600.

Au ^{xvii}e siècle, les Hollandais fondent en Océanie, des comptoirs commerciaux et les *grands courants d'émigrations anglaises*, déterminées surtout par des causes religieuses, se dirigent vers l'Amérique du Nord, pendant que d'autres migrations de l'Angleterre vont, à la fin du ^{xviii}e et au début du ^{xix}e siècles, vers les pays peu peuplés, où la race blanche peut prospérer en supplantant les races indigènes, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Le phénomène de l'émigration va prendre toute son ampleur surtout au cours du ^{xix}e siècle, en décongestionnant l'Europe du trop plein de sa population. Plus de 30.000.000 d'Européens, dont 11 millions d'Anglais et d'Ecossais, franchirent alors l'Atlantique pour tenter la fortune. De 1815 à 1905, 5 millions d'Irlandais se rendent aux Etats-Unis d'Amérique, poussés par les évictions et la *rack-rent* ou rente de torture (1). L'émigration allemande, elle aussi, a précédé l'émigration yougoslave transocéanique. De 1851 à 1860, plus d'un million de Germains traversent l'Atlantique (2). Dans le dernier quart du ^{xix}e siècle, l'Italie offre le spectacle d'un vaste courant migratoire qu'aucun autre pays n'a égalé avant la guerre. Le chiffre de 108.000 personnes émigrées en 1876 s'élève à 533.000 en 1901 et à 559.566 en 1913, sans compter 313.032 émigrés enregistrés dans les statistiques de migration continentale. Certaines régions agricoles de l'Italie se dépeuplent, de ce fait, presque complètement : Vénétie, Calabre, Basilicate, etc...

Parmi les grandes puissances, seule la France n'émigre que peu. Le faible accroissement de sa population, l'attachement de ses fils au sol natal et la démocratie de ses institutions politiques et sociales sont les causes de cet état. C'est moins par les hommes que par les idées, par les manifestations artistiques, littéraires et scientifiques de son génie, que son expansion se réalise. Au contraire, avec l'Allemagne elle fut avant 1914, et aujourd'hui est encore un des plus grands pays d'immigration en Europe (3).

Le peuple yougoslave ne concourt au peuplement du Nouveau

(1) Pour 13 années précédant la guerre, l'émigration nette de l'Angleterre atteint une moyenne de 173.000 personnes. (C. f. Bull. de la Statist. Gén. de la France, octobre 1921).

(2) Au cours du ^{xix}e siècle, cinq millions d'Allemands ont émigré vers les pays d'outre-mer, et dans l'année 1884 seule, il en a émigré 220.902.

(3) On estime qu'il y avait en France, en 1914, 600.000 travailleurs Belges, Italiens, Espagnols et Polonais. En Allemagne le nombre des ouvriers saisonniers étrangers était évalué, dans les années d'avant-guerre, à 1 million au moins. (Bull. trim. de l'Assoc. Internat. pour la lutte contre le chômage, juill.-sept. 1912, p. 406).

Monde, d'une façon intense, qu'à partir de 1880. A cette époque, l'émigration austro-hongroise, qui comprend une grosse part de l'émigration yougoslave, commence à s'accroître avec une rapidité incroyable. En 1901, 120.000 Austro-Hongrois passent l'Océan, et de 1905 à 1913, les départs d'Autrichiens enregistrés dans les ports européens s'élèvent à 1.800.000. Ce sont principalement des masses rurales qui émigrent de cet Empire, le seul des grandes puissances européennes qui ne possédait pas de colonies.

Quant aux autres régions yougoslaves, situées en dehors des frontières de l'Empire habsbourgeois, l'émigration transocéanique n'y présente un intérêt bien grand qu'au début du xx^e siècle.

Ajoutons, enfin, qu'à côté du grand courant transocéanique, on rencontre le mouvement de *migration continentale* très important, qui apparaît comme l'expression de la mobilité de la main-d'œuvre, activée par les facilités de transport, grâce au développement des moyens de communications internationales. Cette migration revêt surtout une *forme saisonnière* : les ouvriers se déplacent pendant quelques semaines ou quelques mois, principalement pour se livrer à des travaux agricoles. L'émigration de cet ordre la plus importante a son point de départ, précisément, en Autriche-Hongrie, donc, dans les pays habités par une grosse part de la population yougoslave totale. Elle se chiffrait à environ 550.000 ouvriers en 1913. Mais, à côté de cette émigration saisonnière austro-hongroise, on trouve des déplacements du même ordre provenant des autres régions yougoslaves situées en dehors de l'ancien Etat austro-hongrois. Ce sont des émigrants saisonniers, dits *pétchalbaris*, se dirigeant vers les divers Etats balkaniques. On peut rapprocher ces émigrants des « aoûteurs » flamands appelés « *Franschemann* », qui se rendent en France pour y faire la moisson (1), ainsi que des Italiens, qui prennent le chemin de la France et de l'Allemagne (313.000 en 1913), des Tchèques (30.000) et des Hongrois (23.125) qui émigrent vers l'Allemagne (2).

(1) C. f. E. Mahain : Les abonnements d'ouvriers sur les lignes de chemins de fer belges et leurs effets sociaux, Bruxelles 1910.

(2) Notons qu'il existe en France des *migrations journalières*, c'est-à-dire celles des ouvriers qui traversent deux fois la frontière dans les 24 heures. C'est notamment le cas des Belges passant en France (25.000 en 1906).

SECTION II

L'ÉTAT ACTUEL DU PROBLÈME MIGRATOIRE

Nouvel aspect de l'émigration. — Régime juridique de l'émigration. — Restrictions à l'immigration. — Restrictions à l'immigration slave et yougoslave. — Principe de la liberté de l'émigration. — Restrictions qu'on apporte à ce principe en pratique.

A l'heure actuelle, le problème de l'émigration se pose en termes bien différents du passé. Déjà depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, il serait bien difficile de trouver des terres tout à fait vierges et non occupées où la population européenne pourrait se répandre avec avantages en les fécondant de son travail. Toutes les régions, qui se prêteraient à une large colonisation blanche, appartiennent déjà à des nations européennes.

L'émigration a dû, en raison de cet état de choses, prendre des formes et des caractères différents. Il n'y a plus de transplantations de tout un peuple ou de groupes nombreux et compacts de colons d'un pays vers un autre. Aujourd'hui, l'émigration se fait, au contraire, par des petits groupes de familles, par des familles ou des individus isolés, qui vont à la recherche d'un sort plus heureux, et dans les pays non plus sauvages, avec des terres à défricher et aux indigènes à exterminer, mais vers les contrées plus ou moins civilisées, présentant toutes les commodités et tous les instruments de production inventés par la civilisation. En dehors de cela, il existe une grande différence entre le pays qui fournissent les émigrants et les pays d'immigration. Cette différence correspond à la différence entre la densité de la population d'un côté, et, de l'autre, entre les quantités des richesses naturelles et des capitaux, dont peuvent disposer respectivement ces pays.

L'émigration s'établit à la faveur du fait que le travail de l'homme est bien plus productif et mieux rétribué là, où il y a abondance de ressources naturelles, terres ou mines, à exploiter et des capitaux pour les faire valoir que dans les pays où ces éléments sont moins abondants, relativement à la densité de la population, ou bien sont plus ou moins épuisés, par suite d'une

exploitation longue et intensive (1). C'est la raison pour laquelle, conjointement avec une plus grande facilité de communication, malgré les obstacles qu'ils rencontrent souvent de la part de la législation du pays d'immigration, on voit aujourd'hui encore des grands courants d'émigration se diriger de l'Europe vers l'Amérique et l'Australie. Les émigrants, bons travailleurs y parviennent presque toujours à améliorer leur situation économique et sociale.

Quel est le *régime juridique* qui règle tous ces mouvements ? Est-ce la restriction ou est-ce au contraire l'assistance ? Pendant tout le xix^e siècle et le commencement du siècle présent, les problèmes juridiques soulevés par l'immigration sont à peu près inexistantes (2). Le système de la liberté, conforme aux traditions de l'école libérale, est suivi par presque tous les pays, sauf les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie, le Canada et les Etats de l'Amérique du Sud, pays de grande immigration, où certaines mesures sont prises pour éliminer les indésirables. Dans les pays européens, seules quelques lois de police réglementent la circulation de l'immigrant, assimilé à l'étranger.

Depuis la guerre, non seulement la physionomie géographique, mais la physionomie juridique du phénomène migratoire se transforme aussi. A la liberté de circulation succède la restriction, la réglementation, les formalités, les frais de délivrance et de visa de passeport, etc... Les pays d'immigration vont prendre une attitude souvent nettement défavorable à l'immigration et élever, pour des raisons d'ordre politique, national, social ou économique, des barrières quelquefois infranchissables. Les mesures limitatives des pays d'immigration tendent à rendre celle-ci impossible ou à la réduire au minimum. Cette limitation a été poussée le plus loin par les Etats-Unis qui, outre d'autres mesures législatives, ont établi la *quote d'immigration*, fixant un contingent déterminé pour chaque pays d'émigration. Ainsi, ils établissent, par la loi d'immigration de 1924, les quotes d'immigration réservées et réparties entre les divers pays, la quote annuelle totale étant de 164.668, de la façon suivante :

(1) Les capitaux, on le sait, eux aussi, émigrent bien souvent vers les pays dont les ressources naturelles peu ou pas du tout exploitées leur permettent la plus grande rémunération. Avant la guerre, les capitaux européens considérables trouvaient un placement avantageux en Amérique du Nord et celle du Sud, en Australie et en Afrique méridionale. A l'heure présente, la richesse ayant changé de camp, l'Europe étant appauvrie au profit de l'Amérique et quelques autres pays, l'exode des capitaux a presque cessé.

(2) C. f. William Oualid : *l'Aspect Juridique de l'immigration ouvrière*, rapp. présenté à l'Ass. Nat. Française pour la protection légale des travailleurs, 1923.

à l'Europe et aux Colonies des Etats européens.....	161.422
à l'Asie	1.424
à l'Afrique	1.200
à l'Australie et au Pacifique.....	612

La tendance nette de la loi est, donc, de réduire au minimum l'immigration de l'Asie, de l'Afrique et du Pacifique au profit de l'Europe. Mais cette tendance n'est pas moins certaine pour l'Europe du Sud et de l'Est, c'est-à-dire pour l'immigration qui est en majeure partie celle des nations slaves, tandis que l'immigration de l'Europe du Nord et de l'Ouest est surtout favorisée, conformément à la théorie que les habitants de l'Europe du Nord et de l'Ouest s'assimilent plus rapidement aux Etats-Unis. C'est ce qui ressort nettement des chiffres ci-après :

De la quote d'immigration européenne totale (161.422), il revient à l'Europe du Nord et de l'Ouest 140.222, et à l'Europe du Sud et de l'Est, seulement 20.423. Les chiffres suivants, indiquant la quote réservée aux divers pays européens, montrent encore plus clairement quels sont ceux d'entre eux dont l'immigration est particulièrement favorisée (1) :

Pays :	En 1925	En 1928
Allemagne	51.227	24.908
Grande - Bretagne avec l'Irlande du Nord ..	34.097	65.894
Etat libre d'Irlande	28.567	17.427
Suède	9.561	3.339
Norvège	6.453	2.403
Pologne	5.982	6.090
Russie	2.248	3.540
Suisse	2.081	1.614
France	3.945	3.308
Italie	3.845	5.989
Danemark	2.789	1.234
Hollande	1.648	3.083
<i>Yougoslavie</i>	671	739
Autriche	785	1.639
Belgique	512	1.328

(1) C. f. Iseljenic a Sluzba p. l'année 1925-1926 (rapport au Parlement de Belgrade) p. 47, Belgrade, 1926.

On voit, par ces chiffres, que la quote réservée à l'immigration yougoslave est infime, par rapport aux quotes réservées à d'autres nationalités.

Non seulement les Etats-Unis, mais les Dominions Britanniques font presque de même en interdisant l'immigration, à peu près, de mêmes classes d'immigrants que les Etats-Unis. L'Australie a fixé à un contingent déterminé (100 personnes par mois) le nombre d'émigrés yougoslaves admissibles sur son territoire. Pour les années 1928 et 1929 ce contingent a été réduit à la moitié, c'est-à-dire à 50 personnes par mois. En plus, on exige que chaque immigrant dispose, au moment d'entrer, de 40 livres sterling. Les lois de Nouvelle-Zélande ont des dispositions analogues. L'immigration au Canada est également soumise à certaines restrictions. C'est ainsi qu'on n'y admet pas volontiers des émigrés provenant de certaines provinces yougoslaves : Dalmatie, Monténégro, Serbie du Sud, et les Musulmans, et qu'on s'efforce à rendre leur entrée impossible dans ce pays. Il n'admet que les immigrants de la classe agricole, parce que les autres branches de l'activité économique du pays souffrent du chômage; et encore exige-t-on que les immigrants âgés de plus de 15 ans soient lettrés, ce qui présente un véritable obstacle pour l'émigration yougoslave, car un gros pourcentage de sa population (52 %) est représenté par des illettrés.

Des mesures très sévères ont été prises, également, par les Etats de l'Afrique du Sud, où l'on dispose du droit d'expulser tout immigrant sans certain degré d'instruction, en même temps qu'on exige de celui-ci, qu'il soit en possession d'une somme d'argent, comme garantie qu'il peut vivre un certain temps sans travail.

Quant à l'Amérique Latine, elle est beaucoup plus accessible, car elle n'établit aucune quote d'immigration et ne fait que quelques réserves d'ordre social et politique, relatives surtout à l'immigration des communistes. Mais, en raison du chômage dans de nombreux pays de cette partie du monde, notamment dans l'agriculture, les mesures limitatives s'y accentuent de plus en plus (1).

Contrairement à ces restrictions diverses relatives à l'immigration, le *principe de la liberté de l'émigration est admis* par tous

(1) Notons qu'avant la guerre la Serbie, en libérant, par sa loi sur les impôts direct de l'imposition, la propriété rurale des *immigrants de l'étranger* jusqu'à une étendue de 4 hectares, à condition que cette propriété soit achetée ou acquise par un autre mode de droit, favorisait en quelque sorte l'immigration. En Yougoslavie, actuellement, l'immigration des ouvriers non qualifiés n'est pas autorisée, et celles des ouvriers qualifiés seulement dans le cas de manque des ouvriers nationaux de la même catégorie.

les Etats, bien qu'en pratique cette liberté soit plus ou moins limitée par la loi. C'est ainsi que la loi *yugoslave* dans son § 6 stipule, « que le Ministre de la Politique Sociale est autorisé à limiter l'émigration pour certain temps et pour certains pays, si l'intérêt du pays ou celui de l'émigrant l'exige ». Le § 9 de la même loi indique les raisons spéciales pour lesquelles l'émigration peut être limitée, ce que font, d'ailleurs, les lois de presque tous les autres pays, qui autrement admettent le principe de la liberté de l'émigration. On y trouve, cependant, une grande diversité de conceptions, suivant les pays, de sorte que l'attitude que ceux-ci prennent à l'égard de la liberté d'émigrer exprime, en même temps, le point de vue de ces pays sur la question relativement à la migration en général, et la conception qu'ils se font de l'émigrant lui-même.

Chez certaines nations, comme la Grande-Bretagne et l'Italie, par exemple, l'idée de la protection nationale de la main-d'œuvre va se développer depuis la guerre, et à l'émigration libre on voit succéder la tendance vers l'*émigration assistée*, et d'une manière générale, à l'intervention des pouvoirs publics destinés à restreindre l'essor spontané du phénomène migratoire par des mesures législatives ou par le mécanisme des passeports, etc... L'Angleterre, dans le but de parer aux inconvénients du chômage du pays en même temps que de développer la production des matières premières dans ses colonies et le commerce en général, a adopté une politique d'émigration assistée, semblable à celle que fût inaugurée à la suite des guerres napoléoniennes, en raison du poids de la dette, de la baisse des salaires et du chômage (1). L'Italie en fit presque de même pendant plusieurs années après la guerre, puis, depuis quelques années, tend à restreindre son émigration.

(1) Pendant que sa population avait augmenté de 1.120.00 âmes, de 1913 à 1921, le mouvement industriel s'est considérablement ralenti, son commerce a été réduit à cause de l'effondrement des changes en Europe. Le peuplement de ses colonies (qui couvrent une superficie de 11 millions de kilomètres carrés, pendant que l'Angleterre ne représente que 1/50 de cette superficie), par le surplus de sa population, lui aurait assuré de nouveaux débouchés à son industrie. Dans le but de favoriser cette émigration, le « *Settlement Act* » de 1922 ouvre au gouvernement un crédit de 3 millions de livres par an, en même temps qu'on crée de nombreuses organisations privées et « *The Oversea Settlement Office* ».

SECTION III

DE LA DÉFINITION ET DES FORMES DIVERSES DE L'ÉMIGRATION

Difficultés de donner une définition de l'émigration commune à toutes les nations. — Définition de la loi yougoslave, des lois allemande, espagnole, française, australienne, des Etats-Unis d'Amérique, des lois italienne, tchécoslovaque, britannique. — Définition de la Conférence internationale du travail de Rome. — Notions de l'immigrant. — Formes diverses de l'émigration.

En raison de la diversité des conceptions que se font les divers pays sur l'émigration, il est difficile de donner une définition exacte de l'émigrant, surtout s'il s'agit des émigrants de toutes les nations. Chaque loi nationale à quelque chose de particulier dans la définition qu'elle donne de l'émigrant de son pays, ce qui la distingue de la définition donnée par des lois des autres pays. Tantôt c'est un homme qui quitte sa patrie pour entrer dans une autre contrée, tantôt c'est celui qui a fait déclaration comme émigrant, ou qui est considéré comme tel suivant la classe du chemin de fer ou du bateau qu'il prend, etc...

Ainsi, la loi yougoslave du 30 décembre 1921 (§ 7) donne la définition suivante de l'émigrant : « On considère comme émigrant tout citoyen du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, qui s'en va vers un pays transocéanique à la recherche du travail manuel ou qui va rejoindre les parents déjà émigrés, avant lui, dans les mêmes conditions. » Le règlement du 3 août 1922, en interprétant la dite loi, établit trois critères de l'émigrant ou du rapatrié :

1° Il faut que ce soit un sujet yougoslave;

2° Il faut qu'il émigre dans les pays transocéaniques, c'est-à-dire de l'autre côté de Suez, de Bosphore ou de Gibraltar, donc même ceux qui émigrent en Asie, sont considérés comme émigrants.

3° Il faut qu'il émigre dans le but de gain par le travail manuel. D'après le règlement, sous terme travail manuel il faut comprendre toute tâche ou ouvrage, qui est effectué suivant les

indications ou aux ordres d'un autre, donc les ouvriers de toute branche économique. Mais on y assimile l'agriculteur même s'il exploite la terre comme propriétaire, pour son propre compte, ainsi que les commerçants et les artisans qui se trouvent dans les pays d'outre-mer et qui ont émigré comme ouvriers manuels. Sont assimilés aussi les domestiques et les membres de la famille qui accompagnent l'émigré ou le suivent, même si ces derniers ne gagnent pas leur vie par un travail manuel.

Cette définition apparaît par trop étroite, exclusive et insuffisante, car elle n'embrasse point un nombre important d'émigrés qui vont vers les pays européens, notamment en Allemagne et en France. En plus, elle exclut du nombre des émigrants, tous ceux qui émigrent dans un autre but que de chercher du travail *manuel*.

La *loi allemande* du 9 juin 1897 considère comme émigration le départ du territoire de l'Etat et l'établissement durable en dehors de celui-ci. Sont assimilés à l'émigré les membres qui l'accompagnent et ceux qui vont le rejoindre. Il en est de même en Pologne. La *loi de l'Autriche* donne une définition analogue à la définition de la loi allemande. *En France* (décret de 1861, article 7), on considère comme émigrants les voyageurs de dernière classe, ceux qui ne prennent pas leur repas à la table du capitaine ou celle des officiers. Suivant la *loi hongroise*, on traite comme émigrant toute personne qui, ayant en vue une rémunération durable, s'en va à l'étranger. L'*Australie* considère comme émigrant toute personne, qui quitte le pays d'une façon durable. *Les Etats-Unis* considèrent, du point de vue statistique, comme émigrant des *sujets étrangers*, qui, ayant un domicile stable aux Etats-Unis, partent du pays avec l'intention de s'établir durablement à l'étranger. Et il n'existe pas de définition de l'émigré national.

La *loi italienne* du 13 novembre 1909 (art. 10) considère comme émigrant tout sujet italien, qui quitte le pays : 1° pour rechercher du travail manuel ou pour s'occuper du petit commerce; 2° pour aller rejoindre un parent de ligne ascendante ou descendante, frère, oncle, neveu, ou autre parent du même degré, qui aurait déjà émigré dans le but de trouver du travail; 3° pour retourner dans le pays qu'il a déjà habité, dans des conditions indiquées sous 1° et 2°. Et pour l'émigration d'outre-mer, on prescrit (art. 17), que les émigrés sont des citoyens désignés à l'article 10 et ceux qui, voyageant en 3° classe ou classe reconnue équivalente, partent dans les

pays de l'autre côté du Canal de Suez, excepté les colonies ou protectorats italiens, ou de l'autre côté de Gibraltar, excepté les pays européens.

La *loi tchécoslovaque* de 1921 met dans la catégorie des émigrés toute personne, qui quitte le territoire de l'Etat dans l'intention de chercher du travail à l'étranger ou de ne plus retourner dans le pays, ainsi que les membres de familles, qui accompagnent une telle personne ou vont la rejoindre.

Le *règlement britannique* du 31 juin 1912, conformément à l'article 76 du « Merchant Shipping Act » de 1906, considère comme émigrant tout voyageur, qui quitte le pays qu'il a habité d'une manière stable, c'est-à-dire au moins un an, dans l'intention de s'établir en dehors de l'Europe, ou au moins en dehors de la portée de la Méditerranée. Et, depuis 1921, on considère comme émigrants ceux qui vont en *dehors des frontières de l'Empire*.

Remarquons que toutes ces définitions ne parlent, presque jamais, que de l'émigration à destination des *pays d'outre-mer*. Cela s'explique par le fait que l'émigration continentale ou européenne a perdu beaucoup de son importance, dès la fin du siècle dernier. Depuis la guerre, celle-ci a repris quelque peu, surtout sous forme *saisonnière* vers certains pays, tels que la France, l'Allemagne, la Suisse, etc...

On peut citer d'autres exemples de définitions qui, bien qu'elles aient certains traits communs, ne feraient qu'accentuer cette diversité de la notion d'émigrant, diversité qui a amené le Bureau International du Travail à Genève à mettre à l'ordre du jour de ses conférences la question de la définition, qui devait être commune pour toutes les nations. Cette question fit piétiner sur place la Conférence Internationale de Rome (mai 1925) pendant six jours. La définition de l'émigrant n'a pu être formulée qu'en y joignant celle de l'immigrant : « Est considéré comme émigrant, dit cette définition, toute personne qui quitte son pays dans un but de chercher du travail ou qui accompagne ou va rejoindre son époux, ses ascendants ou descendants, oncle, neveux, ou alliés au même degré, émigrés déjà dans le même but ou qui retourne, dans les mêmes conditions, dans le pays où elle a déjà émigré précédemment. »

Par contre, est considéré, suivant la définition de cette même Conférence, comme *immigrant* tout étranger, qui arrive dans un

pays pour y chercher du travail et avec l'intention expresse ou supposée de s'y établir d'une façon permanente; tandis qu'on considère comme simple travailleur tout étranger, qui arrive dans un pays dans le seul but d'y travailler *temporairement*.

De son côté, M. R. Gonnard (1) donne une définition de l'émigration, qui diffère sensiblement de la précédente. Selon lui, l'émigration est « le fait de quitter le pays où l'on vit, soit depuis sa naissance, soit depuis un temps assez long, pour se rendre dans un autre pays avec l'intention de s'y établir durablement et, le plus souvent au moins, d'y chercher une amélioration de son sort par le travail ».

La *notion de l'immigrant* reste également vague. Quoique, logiquement, on devrait considérer comme immigrant tout émigrant au moment d'entrer dans son nouveau pays d'habitation, il n'en est pas ainsi dans la pratique. On retrouve ici la même diversité. Ainsi, la loi de l'immigration des Etats-Unis d'Amérique connaît la notion de l'étranger (*alien*), qu'adopte également la loi du Chili, c'est-à-dire toute personne, qui n'est pas sujet né ou naturalisé de l'Union. La loi canadienne considère comme immigrant toute personne, qui entre dans le pays avec l'intention de s'y établir d'une façon permanente. Dans l'intérieur de l'Empire britannique même, il y a, également, beaucoup de diversité de définitions de l'immigrant (2).

Qu'il en soit ainsi, rien d'étonnant, si l'on pense que l'émigrant est un produit spécifique du milieu économique et social d'une nation déterminée. L'émigrant allemand quitte son pays natal, avec sa femme et ses enfants, à cause de la surpopulation, et pour ne plus jamais y retourner. L'émigrant anglais émigre pour fonder de nouvelles colonies, sinon de « nouveaux contingents » anglais. L'émigrant italien, yougoslave et celui d'autres pays présentant des conditions sociales et économiques analogues, quitte le pays le plus souvent, seul, en y laissant sa famille, dans le désir de travailler ailleurs dans le monde sous des conditions plus favorables, de faire quelques économies et retourner ensuite à sa famille. Puis, le phénomène migratoire est imprécis et difficile à constater ou à caractériser juridiquement. L'émigrant pour la masse, comme

(1) C. f. d'Econ. Polit., année 1925, p. 1063. Littré et Darmster définissent l'émigrant, celui qui quitte son pays pour s'établir ailleurs.

(2) Pour la distinction de l'émigration et de la *colonisation*, voir Cauwès. Cours II, N° 486, p. 67 et suivantes.

le dit M. le professeur Oualid, est un anormal, un aventurier. Pour le pays qu'il quitte, c'est un peu un déserteur ou un renégat, pour celui où il arrive, un intrus ou un concurrent. Mal compris ou exploité, méprisé, sauf pour les amateurs d'individualités fortes, il ne provoque qu'à la longue, même chez les savants, l'intérêt qu'il mérite comme individu et comme un fait social de premier ordre (1). En outre, l'émigration dénotant plutôt la pauvreté que l'opulence du pays, on se la dissimule presque à soi-même. On n'y voit souvent qu'une étape passagère, qui n'attire pas toujours l'attention ni l'intérêt des gouvernants. L'émigrant reste un personnage humble, s'efforçant de passer inaperçu, et forme, par sa masse anonyme et cosmopolite, un mouvement que ne connaissent guère que quelques rares frontières et certains ports maritimes.

Ce n'est qu'avec le développement des moyens de communication, avec la liberté de circulation et surtout avec les conséquences économiques, politiques et démographiques de la guerre que s'est transformé ce point de vue. Avant la guerre, ni les Etats d'émigration ni ceux d'immigration n'ont montré un intérêt particulier pour la question d'émigration. Par contre, depuis la guerre, les gouvernements de ces Etats consacrent une sollicitude particulière à tout ce qui touche de plus près à ce phénomène social. En raison du déséquilibre numérique des populations, décimées par la guerre ou accrues par leur cantonnement sur leur territoire, du sens national aiguisé et des marchés économiques qui se restreignent ou se ferment, la spontanéité des mouvements migratoires fait place à l'organisation, à l'encouragement ou à l'entrave.

En raison même des progrès réels de la protection internationale des travailleurs, la situation de l'émigrant exige aussi une protection et une réglementation nationale ou internationale, succédant à l'abandon de l'émigrant à lui-même. La nécessité d'une réglementation internationale s'impose du fait même que « l'émigrant est une entité internationale, un personnage en marge des catégories juridiques ordinaires en lesquelles on place ordinairement les hommes », comme le dit M. Varlez (2), et qu'il est un être au moins passagèrement international, parce qu'il est, tour à tour,

(1) C. f. W. Oualid : *Semaine des Conférences Sociales*, 24-25 mars 1924, Madrid, p. 48.

(2) C. f. *Revue économique Internationale*, sept. 1925. Problèmes internationaux de l'émigration et de l'immigration.

saisi et perdu par toute une série de législations nationales diverses.

*
**

Quant à *la nature et aux formes de l'émigration*, on peut dire qu'elles varient avec les causes mêmes de l'émigration : aux causes passagères et périodiques, correspondent des émigrations temporaires ou saisonnières, aux causes profondes et durables correspond l'émigration définitive, sans esprit de retour, véritable expatriation.

Il faut noter, cependant, que ces distinctions sont subjectives et psychologiques, puisqu'elles se fondent sur des intentions. La véritable cause de l'émigration est souvent difficile à dégager; par conséquent, la nature de l'émigration ne peut pas être déterminée d'une façon absolument sûre.

En se plaçant à un autre point de vue, on distingue deux formes de l'émigration :

1° *Une forme interne*, lorsque le courant s'établit dans les frontières d'un même Etat, de la campagne vers les villes, c'est le phénomène de l'*urbanisme*. La population des villes s'accroît notablement et avec un coefficient d'augmentation croissant, relativement à la population de la campagne;

2° *Une forme externe*, quand ce mouvement d'émigration se porte d'un pays vers les pays étrangers et surtout vers les pays d'outre-mer. Celle-ci peut être subdivisée, pour la migration yougoslave, en deux groupes principaux : a) *migrations continentales (européenne ou balkanique)*; b) *migrations transocéaniques*. Bien entendu, chaque catégorie de migrations est tantôt stable ou permanente, tantôt provisoire ou saisonnière (*petchalbarstvo*).

Nous n'avons à examiner ici que la seconde forme, l'émigration externe, en nous efforçant d'en établir le volume, c'est-à-dire l'*importance* numérique du mouvement, son importance économique et sociale, ainsi que ses *causes* et ses *effets*. On s'attachera aussi à la composition de cette émigration, c'est-à-dire combien d'hommes, de femmes ou d'enfants, de quel âge et de quelle profession y prennent part; à son orientation, vers quels pays elle se dirige, sur le continent ou dans les pays d'outre-mer. Autant de questions vitales et susceptibles, par la réponse qui y est donnée, d'éclaircir les véritables causes de l'émigration.

L'émigration en famille ou celle dirigée vers les pays d'outre-mer, dénote, par exemple, contrairement à l'émigration principalement masculine, individuelle et à proximité du pays, une intention de quitter définitivement le pays.

On commencera l'étude de l'émigration, d'abord, par les migrations balkaniques, les plus anciennes de toutes et ayant joué un rôle considérable dans l'histoire du peuple yougoslave, pour passer, ensuite, aux migrations européennes et transocéaniques.

SECONDE PARTIE

L'émigration yougoslave continentale

CHAPITRE I

LES MIGRATIONS BALKANIQUES HISTORIQUES

SECTION I

LES DIFFÉRENTS COURANTS DES MIGRATIONS HISTORIQUES

Leurs caractères politico-nationaux. — Les courants différents de migrations : courant dinarique, courant de Kosovo, courant se dirigeant vers l'Autriche-Hongrie. — Courants inverses de migrations. — Migrations des Musulmans et des Muhadziris (1). — Nouveau courant inverse. — Migrations des Sopsis ou des Torlaks.

Les plus grands changements ethniques sur les Balkans s'opérèrent au début et à la fin du moyen-âge. Ils commencèrent avec l'immigration slave venant des plate-formes transcarpathiques, à la fin du ^{vi}^e siècle, se continuèrent par l'invasion bulgare, d'origine ougro-finoise, en 659 et 660, et finirent par l'invasion turque au ^{xiv}^e siècle. Les deux premiers de ces peuples pénétrèrent par la frontière septentrionale, largement ouverte et facilement accessible, l'immigration des Turcs se fit par la région des Détroits. Les Slaves, les Yougoslaves d'aujourd'hui, se répandirent dans le bloc central et occidental de la Péninsule balkanique par infiltration ou par invasion en assimilant ou en refoulant la population autochtone, c'est-à-dire de nombreuses tribus et races de l'est, les tribus illyriennes et peut être les Celtes à l'ouest, en poussant jusqu'au

(1) Nous remarquons que, l'imprimerie ne disposant pas des signes particuliers pour les lettres yougoslaves : z, s, c et č, l'orthographe d'un certain nombre des mots et des noms yougoslaves n'est pas, de ce fait, tout à fait exact. Malgré cela, étant donné que ce sont des mots spécifiques ou des noms propres, la méprise sur leur véritable sens est presque impossible.

Péloponèse et en occupant même une partie de l'Albanie. Ils occupèrent aussi une partie du bassin panonique et quelques vallées des Alpes orientales. L'intérieur de la Péninsule s'appela, à partir du vi^e siècle, Sclavonie, Sclavonia, Sclavinica.

Il se forma, alors, sur la large plate-forme bas-danubienne, le premier Etat qu'on voit apparaître après l'invasion slave et bulgare : l'*Etat slavo-bulgare*, fondé à la fin du vii^e siècle sous le Khan Asparouch, s'étendant progressivement, au moyen-âge, jusqu'à la dépression Morava-Vardar, et même au delà, et vers la Thracée, tendant à prendre Constantinople.

La grande masse yougoslave, à l'ouest de l'arc carpatho-balkanique et des Rhodopes, forma au début deux Etats : *Zéta* et *Rascie* (Raska), qui se réunirent au xii^e siècle en s'étendant, au xiii^e et xiv^e siècles, jusqu'à l'Epire et Thessalie et en occupant la vallée inférieure du Vardar, toutes les parties centrales de la Péninsule et l'Albanie (1).

Le troisième groupe des Yougoslaves occidentaux s'installa au nord-ouest de la Péninsule, dans le bassin panonique et dans quelques vallées alpines. Il réussit à former un Etat indépendant qu'on nomma, d'après la tribu principale, l'*Etat croate* et dont le centre fut la Dalmatie septentrionale. Il se joignit à la Hongrie dès 1102 et lui resta désormais lié. Enfin, les *tribus slovènes*, qui s'installèrent dans l'extrême nord-ouest dinarique et dans les Alpes orientales, très éloignées de la masse yougoslave principale, furent soumises aux influences allemandes et ne réussirent que temporairement à former un Etat particulier. Par suite de la formation des Etats serbe et croate, la différenciation des Yougoslaves s'établit et elle tendit à s'accroître ensuite pendant la longue domination turque.

Vers la fin du xiv^e siècle, l'invasion turque des pays serbes méridionaux détermina un mouvement de migrations yougoslaves, balkaniques, dites « *métanastasiques* » (2) vers le nord. Les

(1) L'organisation de l'Etat Serbe du moyen-âge fut originale et se rapprochait plutôt des institutions des Etats de l'Europe centrale et septentrionale, que de celles de Byzance (K. Jiricek : Zeitsch. K. K. Akad. der Wiss., — Wien 1912-1914 I., p. 3). Sa richesse nationale, surtout à l'époque qui s'étend de 1282-1355, l'emportait sur ses voisins, l'empire byzantin et bulgare. L'art serbe dépassait celui de Byzance par la hardiesse de conception, par le nombre et la magnificence des monuments (G. Millet : *L'Art serbe dans la revue d'art ancien et moderne de deux mondes*, Paris, 1917).

(2) Le mot métanastasiqne vient du mot grec Μετανάστασις, qui signifie changement de demeure, de pays, émigration, nom donné à ces mouvements par M. Cvijic.

Turcs pénétrèrent dans la Hongrie et arrivèrent, à la fin du ^{xvii}^e siècle, sous les murs de Vienne, mais ils furent refoulés et durent s'arrêter sur la rive droite du Danube. La Péninsule balkanique fut bouleversée par cette invasion : il en résulta de nombreuses migrations qui, tantôt restèrent dans le cadre de la Péninsule, tantôt la débordèrent, principalement du côté du nord. Ces migrations se produisirent pendant toute la durée de la domination turque, c'est-à-dire pendant plus de quatre siècles. Elles commencèrent à la fin du ^{xiv}^e siècle et ne cessèrent même pas après la libération des pays balkaniques. Au contraire, elles reprirent surtout après l'affranchissement de la Serbie, au début du ^{xix}^e siècle, en affectant toute la population balkanique, notamment celle des régions dinariques et centrales.

Tantôt, c'étaient de grandes migrations comprenant plusieurs dizaines de milliers d'émigrants, tantôt de petites qui se faisaient par familles et d'une façon continue. De nouveaux venus, parfois d'une autre nationalité, s'installaient à la place des émigrés, ou bien, il arrivait, aussi, que les pays de population très dense se transformèrent, par l'émigration, en pays de population clairsemée. Il arriva même que les églises et les villages abandonnés furent envahis par des forêts (1). Quelquefois, les migrations se concentrèrent; il se forma alors des courants puissants qui franchirent les frontières de la Péninsule et de l'Empire turc pour se déverser dans les pays chrétiens voisins, surtout dans les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie et la Dalmatie. D'autres courants, moins puissants et moins nombreux, aboutirent en Transylvanie et Russie Méridionale ou encore traversèrent l'Adriatique et s'installèrent en Italie. Depuis un siècle et demi, la plupart de ces migrations se sont dirigées vers la Serbie moravienne, qui constitue avec la Croatie, la Dalmatie et la Hongrie méridionale, une région de colonisation récente. Dans chacun de ces pays, une grande partie de la population, souvent plus de la moitié, est venue du sud et de l'ouest. C'est ainsi, qu'en Serbie, l'ancienne population n'entre que pour une part insignifiante dans le total de sa population actuelle.

Ces émigrations se dirigeaient rarement d'une seule traite des pays d'origine, d'où la population essaimait comme d'une ruche,

(1) C. f. M. Cvijic, *La Péninsule Balkanique*, p. 129 et suivantes.

vers ceux où elles voulaient s'installer, vers les pays de colonisation. Pour des causes multiples, elles s'arrêtaient une ou deux, parfois une dizaine d'années, dans quelques contrées intermédiaires, dans les pays de séjour temporaire; telles furent les contrées de Sjenica, de Stari Vlah, d'Uzice et du Ibar supérieur pour ceux qui émigraient des pays dinariques et de Kossovo vers la Serbie moravienne. Celle-ci fut une étape pour ceux qui passaient la Save et le Danube, en se dirigeant vers l'Autriche-Hongrie.

On peut distinguer plusieurs courants principaux de migrations, suivant les régions de leur origine, courants qui sont portés sur la carte géographique ci-jointe.

1° *Le courant dinarique.* — Dans les régions dinariques et centrales, le courant le plus puissant fut le courant dinarique, dont l'origine était dans les territoires de la Rascie et de la Zéta du moyen-âge, et surtout de l'Herzégovine, de Monténégro et de la contrée de Sjenica. Ce courant se ramifiait en trois branches : la principale se dirigeant vers la Serbie moravienne (Choumadia); une autre, presque aussi puissante, franchit la Save et se déversa dans la Croatie-Slavonie, où leurs descendants forment aujourd'hui plus de la moitié de la population, et partiellement dans la Syrmie; enfin, la troisième, moins importante, se dirigea vers l'ouest, sur la Dalmatie, en atteignant les îles de l'Adriatique et l'Istrie, elle fut favorisée par les Vénétiens, qui avaient besoin de ces uskoks (réfugiés) pour protéger leurs frontières dalmates contre les Turcs.

2° *Le courant de Kosovo.* — Il y a ensuite un courant de Kosovo, un des plus anciens de la Péninsule, provenant de la région comprise entre Scutari et la montagne Kopaonik se dirigeant vers la partie centrale de la Serbie moravienne (Toplica, Zupa, vallée de la Morava, Leskovac, Vranje, Nis et le bassin de Zaplanje);

3° *Le courant vardarien ou méridional.* — Le courant précédent se confondait, dans la vallée de la Morava, avec le courant vardarien ou méridional, formé des émigrants du bassin de Vardar et surtout de ceux de la Macédoine occidentale (Prilep, Monastiri, Ohrid, Debar) auxquels se joignaient les réfugiés serbes d'Albanie. Ce courant a suivi, en général, la route Vardar-Morava et se propagea par des mouvements lents vers le nord, en ne

s'éloignant que rarement de la vallée de la Morava et allant jusqu'à Belgrade, Smederevo, Grocka et Gradiste, sur le Danube.

4° *Les courants franchissant la Save et le Danube.* — Les deux courants précédents (de Kosovo et de Vardar) formèrent avec la population de la Serbie moravienne des nouveaux courants très puissants, qui franchirent la Save et le Danube et se déversèrent dans la Hongrie méridionale. Les documents historiques mentionnent huit migrations principales, depuis la fin du xiv^e jusqu'à la fin du xviii^e siècle, dont la plus importante fut celle de la fin du xvii^e siècle, qui se composait de 37.000 familles et se forma sur le territoire de Métohia et de Kosovo. Elle entraîna avec elle une partie de la population de la Serbie moravienne et d'autres courants de migrations, qui, ensemble, vont peupler le Banat, la Batchka, la Syrmie et une partie de la Slavonie. Tout en abandonnant les contrées, où s'étaient déroulés les faits les plus glorieux de l'histoire serbe, pour passer dans les dits pays, ces émigrants conservèrent leurs traditions historiques, un sentiment national très vif et une haine profonde des Turcs.

Il est intéressant de noter que, de 1750 à 1752, de nombreuses familles serbes du Banat émigrèrent dans la Russie méridionale, surtout dans les gouvernements de Iekaterinoslav et Kherson. On appela ces contrées la *Serbie Nouvelle* et la *Slavo-Serbie*.

5° *Courants inverses des migrations.* — Depuis la libération de la Serbie moravienne jusqu'à nos jours, il s'est opéré une *émigration en sens inverse* : un certain nombre de familles serbes de la Hongrie méridionale et de la Croatie retournèrent en Serbie, de même qu'un grand nombre de familles, surtout catholiques, de la Dalmatie, de la Lika et même de la Slavonie émigrèrent en Bosnie et Herzégovine. En même temps la population turque, dispersée des régions libérées de la domination des Turcs, se retirait vers la Bosnie et la Vieille Serbie et Macédoine, surtout dans les villes. Des migrations du même sens s'accomplirent après l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie (1878), ainsi qu'après l'annexion de ces provinces par l'Autriche-Hongrie (1908) dans la population serbe islamisée, qui s'installait non seulement dans les parties centrales de la Péninsule, mais aussi en Asie Mineure. Ces déplacements continuèrent pendant et après les guerres balkaniques de 1912-1913 : les Turcs retournèrent

de plus en plus en Asie-Mineure. C'est la *migration des Muhadziri*, qui s'est accentuée encore depuis la fin de la guerre mondiale.

6° *Le nouveau courant inverse.* — Un *nouveau courant inverse du nord vers le sud* s'est manifesté, d'abord, par des familles serbes du Banat, Batchka et Croatie vers la Serbie moravienne (Royaume de Serbie), puis, avec le peuplement et le renchérissement du sol arable, les familles pauvres allèrent plus loin vers le sud, dans les régions nouvellement libérées. Après les guerres balkaniques ainsi qu'après la guerre mondiale, un courant se dirigea de la Serbie, du Monténégro, de la Bosnie-Herzégovine et des autres provinces yougoslaves du nord vers les Kosovo, Métohia et les régions du Vardar. C'était souvent l'ancienne population émigrée, qui réémigrerait dans son pays d'origine primitive.

7° *Les migrations des Sopis (1) ou des Torlaks.* — Il faut mentionner, enfin, les migrations des *Sopis* et des *Torlaks* se dirigeant de l'ouest et du nord de la Bulgarie vers la Serbie moravienne, surtout vers l'est de la Serbie.

Parfois, cette émigration avait tout un système de précautions et certaines règles coutumières, intéressantes à signaler. Suivant une vieille coutume, un membre de la zadrouga restait, avec sa famille, dans l'ancien foyer; on lui laissait les immeubles et les meubles grossiers qu'on ne pouvait pas transporter. Les autres meubles étaient portés par les chevaux, qui marchaient en colonne en avant de la troupe. A cette caravane se mêlaient quelques brebis, des veaux et des vaches, mais presque jamais les bœufs de labour. Chaque grande migration était précédée par quelques *éclaireurs*, qui choisissaient des contrées de colonisation et y séjournaient quelques années avant le départ du groupe.

Des moines et des prêtres, connaissant bien les pays orthodoxes, déterminèrent, aussi, la direction de certains mouvements et le choix du pays de colonisation. Les groupes émigrants faisaient-ils partie d'une tribu ou de grandes zadrougas apparentées, ils installaient quelques-uns de leurs membres à proximité des cols et des gués servant de passages; et leurs « *maisons* », bien connues, hospitalisaient les nouveaux venus pendant plusieurs générations. Ainsi se trouvait assurée la sécurité de la région et celle des troupes d'émigrants en passage.

(1) Mot qui se prononce Chopi.

SECTION II

LES CAUSES DES MIGRATIONS HISTORIQUES

Si l'on fait abstraction des mobiles moins importants, les mouvements des migrations « métanastasiques » ont soit des causes historiques, soit des causes économiques. Ces deux types de migration ont cependant quelques traits communs : elles s'opèrent généralement lentement, même lorsque les causes historiques les provoquent. A ce tégard, il n'y a d'exception que pour quelques migrations qui ont suivi les révoltes.

§ 1. — *Les causes politiques*

Migrations causées par l'invasion turque. — Influence des janissaires sur les migrations. — Migrations causées par la répression des révoltes ou par les guerres austro-turques. — Migrations à la suite des guerres de l'indépendance.

Si, aux causes historiques se mêlent, le plus souvent, des causes économiques, il existe néanmoins des migrations causées presque exclusivement, par des évènements historiques.

La plupart des grandes migrations qu'on vient d'indiquer coïncident avec l'invasion ottomane et la conquête successive des Etats balkaniques par les Turcs. Au début de cette invasion, on voit se dessiner une retraite générale de la population balkanique des plaines et des bassins vers les montagnes, des pays riches vers les pays pauvres. Les Serbes des bassins fertiles de la Rascie, par exemple, montent dans les régions dinariques, surtout dans le Monténégro et en Dalmatie, pays pauvres et souvent sans eau. Les autres migrations se faisaient, au contraire, vers les régions plus fertiles, du sud vers le nord, où la population était clairsemée. Les émigrations les plus importantes sont celles qui ont succédé aux batailles turco-serbes de Marica (1371) et de Kosovo (1389) et qui se dirigeaient du sud vers la Serbie moravienne; puis celles qui ont suivi les envahissements successifs, par les Turcs, de la Bosnie (1463), de l'Herzégovine (1482) et de la Zéta (1499), dont les émi-

grations se dirigeaient vers la Croatie-Slavonie et la Syrmie, vers la Dalmatie et le Monténégro.

En 1557, fut rétabli le patriarcat serbe de Pec, et il semble, alors, que l'organisation religieuse et la fin des guerres déterminent une accalmie de migrations. Mais, bientôt, l'institution des *janissaires* (du nom Ieni-Ceri, nouveaux soldats), dont le corps, unique dans l'histoire du monde, fut créé des enfants enlevés aux chrétiens soumis par le sultan Orkan à l'*impôt du sang*, a provoqué des migrations chez tous les chrétiens de la Péninsule. On choisissait, tous les quatre ans, les enfants chrétiens les mieux constitués, de 6 à 9 ans, qu'on considérait comme esclaves du Sultan et qu'on islamisait et enrôlait, ensuite, dans une des 165 ordes de janissaires, la plus formidable armée qu'un tyran ait jamais eue sous ses ordres. A l'approche de la date du paiement de cet impôt du sang, beaucoup de chrétiens s'enfuyaient dans les montagnes et les forêts, où ils erraient avec leurs enfants. De là des nombreuses migrations qui ont peuplé les régions montagneuses. L'enlèvement des enfants provoqua pendant deux siècles et demi, c'est-à-dire jusqu'à 1676, lorsque fut aboli cet impôt, les mêmes effets qu'une migration, qui se serait reproduite tous les quatre ans.

Nombreuses ont été, également, les migrations causées par la *répression des révoltes des Serbes* contre le régime turc, qui commencèrent à la fin du xvi^e siècle et se produisirent dans presque toutes les contrées serbes, isolément ou de concert entre plusieurs contrées (en 1595, 1594, 1597, en 1608 et en 1685). Les montagnes se peuplèrent alors des réfugiés, des hajduks.

D'autres migrations ont été provoquées par les *guerres austro-turques*, qui éveillèrent des vives espérances chez les peuples chrétiens des Balkans, surtout chez les Serbes. Ainsi, en 1689, après une de ces guerres, une nombreuse population (35 à 40.000 familles), ayant à sa tête le patriarche de Pec, Arsemijé Carnojevic, et composée surtout de la population urbaine, des artisans et des commerçants, fut obligée d'émigrer en Syrmie, Banat, Batchka, etc... Des mouvements analogues se sont produits après les nouvelles guerres austro-turques de 1718 à 1788.

A la fin du xviii^e et au début du xix^e siècle, se formèrent en Turquie d'Europe des nombreuses hordes de pillards, dits *krdzalis* composées d'hommes de nationalités diverses, mais surtout d'Albanais. Sans foi ni loi, elles vécurent aux dépens de la population

chrétienne et furent ses oppresseurs les plus redoutés, dévastant des villages et des régions entières. La population fuyait devant eux, en se dispersant dans toutes les directions (Banat, Valachie, Bessarabie, etc...).

C'est à la suite des *guerres de l'indépendance nationale* (1804-1813 et 1813-1815) et après la libération de la Choumadia, partie centrale de la Serbie, que celle-ci absorba presque toutes les migrations des Serbes balkaniques : d'Ohrid, de Debar, de Prizren, de Monténégro et de Bosnie-Herzégovine. Les plus importants mouvements de migration sont ceux de 1809, dont un, venant de Sandzak, s'établit au centre de la Choumadia (Gruza, Jasenica) et l'autre, venant des régions de Nis et de Prokuplje, se fixa aux environs de Belgrade et de Grocka. Lorsqu'en 1813 les Turcs occupèrent de nouveau la Serbie, à peine libérée, une grande partie de la population émigra en Syrmie. La plupart de ces émigrants regagnèrent la Serbie en 1815, date où elle fut de nouveau libérée, et plus tard.

Le succès des révoltes serbes de la Choumadia (1804-1815) incitait la population des autres régions à s'unir aux insurgés de cette contrée. La *répression des nombreuses insurrections contre le joug turc détermina des émigrations importantes au cours du XIX^e siècle*. En 1841, 10.000 personnes environ émigrèrent des environs de Nis vers la Serbie du Nord et les révoltes presque continuelles de la Bosnie, de l'Herzégovine et du Monténégro (en 1858, 1861, 1875, 1876, etc...), cruellement réprimées, ont été une cause de l'émigration de ces provinces vers la Slavonie, Macva (en Serbie) et Monténégro. Chacun des agrandissements territoriaux de la Serbie en 1833, en 1878 et en 1912, fut suivi de migrations : la population des régions restées sous la domination turque quitta le pays et vint s'installer surtout dans les territoires nouvellement rattachés à la Serbie. Ainsi, dans les premières décades du XIX^e siècle, on voit une émigration importante du Monténégro, de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Rascie, se diriger vers la Serbie.

C'est du fait de ces migrations successives et nombreuses que la population moravo-vardarienne, celles des régions de Demir-Kapou sur le Vardar jusqu'à Nis, a une composition ethnique très variée. Outre un vieux fond indigène, elle renferme des populations immigrées appartenant à toutes les variétés du type

central balkanique, même du type dinarique. Dans la partie méridionale de la Serbie (départements actuels de Nis, de Vranje et de Kosovo), dominent les émigrés du Monténégro, de l'Herzégovine, puis de la Métohia et de Kosovo, de la Macédoine occidentale et des Sopi. Inversement, les gens de la région moravo-varharienne ont émigré en grandes masses vers le nord et représentent un fort pourcentage de la population de la vallée de la Morava, depuis Nis à Smederevo, et de celle de la Choumadia orientale, autour de Kagujevac et de Jagodina. D'ailleurs, grâce à l'action centralisatrice de la grande vallée moravo-varharienne, à sa fertilité du sol et au développement des voies de communications, la population de toutes les régions environnantes est venue s'y déverser, pour s'écouler ensuite vers le nord, surtout depuis la libération de la Serbie en 1815.

Dans tous ces mouvements, tourmentés et nombreux, les conditions géographiques ont joué, aussi, un rôle important. En effet, ce qui détermine les mouvements des peuples et leurs relations, ce sont surtout *les caractères géographiques d'union et de pénétration, ou au contraire, d'isolement et de séparation*, particuliers aux pays qu'ils habitent. Ces caractères dictent à un peuple le choix de telle ou telle région pour y exercer son activité ou y fonder un Etat. Ils marquent la direction dans laquelle se développera sa puissance territoriale, sa tendance à déborder sur les régions voisines, et dessinent les futurs courants d'émigration et de colonisation. Ils règlent, enfin, la distribution des civilisations soit indigènes, soit importées du dehors (1).

Il faut remarquer, également, que *les causes économiques et l'insécurité des biens et des personnes déterminèrent, en réalité, nombre d'émigrations soit-disant historiques*. Ainsi, le gros d'émigration était généralement constitué par des familles possédant peu ou point de terres en propre.

(1) *Cvijic* : La Péninsule Balkanique, p. 83, Paris 1918.

§ 2. — *Les causes économiques*

Migrations naturelles et constantes dues aux surpeuplement. — Mauvaises récoltes, la famine, les épozooties. — Le régime des kmets ou de tchiftchia.

Les causes économiques ont agi sur les mouvements migratoires avant, après et surtout pendant la domination turque. Bien qu'ils comprennent moins d'émigrants que les grandes migrations historiques, *ils acquièrent, en se reproduisant continuellement, une grande importance dans le déplacement du peuple yougoslave.*

On constate, en examinant ces migrations, une différence très nette entre le pays-ruche, région généralement à ressources médiocres, et le pays de colonisation qui est caractérisé toujours par une grande fertilité.

Les plus fortes migrations économiques sont sorties des régions dénariques, montagneuses et karstiques, et ont pris la direction soit vers les régions à ressources variées, comme la Choumadia (Serbie), soit vers les plaines fertiles de Banat, de Batchka et de Slavonie. Du reste, les conditions historiques et sociales favorisaient, comme on a vu, l'aboutissement des migrations historiques, dans ces mêmes régions.

Ailleurs, c'est un phénomène naturel et constant qu'on y observe : chaque migration puissante est précédée d'un accroissement de population tel qu'il aboutit au surpeuplement des régions montagneuses; les installations humaines s'élèvent des vallées vers les plate-formes, des *katuns*, habitations provisoires des pasteurs, se transforment en villages, et la zone de transhumance monte, elle aussi. Ainsi, la tribu monténégrine de Drobnjaci, qui n'habitait encore à la fin du XVIII^e siècle que les vallées au sud du Durmitor, s'est installée, surtout au début du XIX^e siècle, sur la plate-forme de Jezera, haute de 1.400 à 1.600 mètres, et a transformé ses *katuns* de jadis en villages. Il en est de même avec d'autres tribus.

Selon la force d'expansion et la mobilité différente des différents groupes ethniques, on voit des régions fournir des courants migratoires plus puissants que d'autres. La mobilité

est parfois favorisée par des *traits psychiques* particuliers : ainsi la population de la basse Herzégovine, avide de bien-être et de richesse, se décide plus facilement à l'exode que toute autre.

On peut observer, aussi, que plus l'agriculture et l'élevage d'une région étaient extensifs, c'est-à-dire nécessitaient plus d'espaces, plus cette région essaimait, sous forme de migrations successives ou par étapes, vers les régions moins peuplées, où des nouveaux venus occupaient au début des terres n'appartenant à personne, ou pouvaient, par la suite, les obtenir à bas prix.

Les *mauvaises récoltes, la famine, les épizooties* accélèrent souvent le cours normal des migrations économiques. Ainsi, les régions karstiques souffrent de la sécheresse d'été plus que toutes autres, la végétation y est rapidement brûlée et la population privée de récoltes et de foin pour le bétail; la disette s'aggrave par le manque de communications, ce qui empêche le blé d'arriver en quantité suffisante. Dès lors, les années de famine, que les moines notent dans leurs annales, furent fréquentes dans ces régions. Elles furent suivies, presque toujours, de grandes migrations « de famine », dont l'administration turque ne se préoccupait guère.

Ce phénomène se reproduit encore de nos jours : vers 1890, plus de 10.000 habitants de Motnénégro karstique émigrèrent, par suite de la famine, en Serbie; et les nombreux Herzégoviens quittèrent leur pays. Dans le Tikvès, en Macédoine, la sécheresse d'été provoque souvent, en raison de la constitution particulière du sol (sable et grès), des migrations dirigées vers le littoral égéen et même vers l'Asie Mineure. Des nombreux villages turcs de la rive gauche du Vardar étaient délaissés et presque complètement ruinés, vers 1900, par la sécheresse et la disette, qui en résulta. On observe, dans les années de mauvaises récoltes, des courants de migrations très puissants, venant de l'Albanie, dans le bassin de Métohia et de Kosovo, courants qui sont presque continus. C'est grâce à ces courants de migrations, pénétrant dans le centre de l'ancien Empire serbe, qu'on trouve aujourd'hui encore de nombreuses minorités albanaises au milieu de la population yougoslave de la Vieille Serbie (Kosovo, Métohia).

Une cause de migration continuelle, à l'époque turque, résidait dans les conditions économiques nées du *régime féodal*, où

la terre appartenait aux begs et spahis, tandis que la « *raïa* » (1), constituée par les chrétiens, ne possédait pas de terre en propre et formait la classe des kmèts ou des tchiftchias, cultivant la terre des begs. Les kmèts quittaient les begs pour d'autres et émigraient d'un pays à l'autre, afin de trouver des conditions économiques meilleures. De là de nombreuses migrations balkaniques, qui parfois ne dépassaient pas les limites des vilajets. Elles étaient surtout nombreuses dans les régions de la *Morava méridionale et du Vardar* (Vieille Serbie et Macédoine), où le régime féodal était le plus enraciné et le plus dur. Après la libération de la Serbie, au début du xix^e siècle, les kmèts de toutes les régions à régime féodal, surtout des régions qu'on vient de mentionner, commencèrent à émigrer par familles entières vers la Serbie, notamment dans les vallées de la Morava et de ses affluents, attirés par sa démocratie agraire. Les paysans pouvaient y posséder des terres en propre et vivre en hommes libres.

En effet, si le kmèt essayait d'améliorer ses méthodes de cultures, il se rendait vite compte, que le rendement plus élevé de la terre ne lui portait aucun profit, *le système de redevances aliquotes en nature, dues au propriétaire du sol, le privant de jouir du surplus du rendement accru. C'est pourquoi, il préférait aller travailler à l'étranger* : ainsi s'établit la *migration saisonnière* « *petchalba* », qui souvent engendra l'émigration définitive.

Pour compléter l'examen des causes des migrations à caractère économique, on peut en ajouter d'autres fréquentes en Europe occidentale, mais qui ne font que se dessiner en Yougoslavie. Tel serait le *développement industriel et commercial*, qui détermine une affluence de la population rurale vers les centres urbains, vers les centres miniers et les voies ferrées. On observe aussi un phénomène inverse : la population abandonne les environs des voies ferrées à cause des hauts prix du sol agricole pour aller dans les régions plus éloignées.

Parfois, la *peste et le choléra* furent aussi la cause du déplacement de certains villages. *Les superstitions*, très répandues dans les régions karstiques, les grondements souterrains ou le fait d'avoir « vu des esprits » ou entendu des bruits miraculeux ont fait émigrer, quelquefois, des grandes familles rurales entières.

(1) Mot turc signifie bétail.

On a même vu des villages entiers se déplacer, à l'époque turque, pour des raisons semblables. On cite l'exemple suivant, très caractéristique de l'état d'esprit et du degré de superstition chez les paysans : il arriva, dit-on, un jour qu'un aigle, survolant l'oro (danse nationale), tandis que les jeunes gens dansaient, laissa tomber un morceau de viande; on considéra le fait comme un mauvais présage annonçant de prochains carnages, et les paysans se décidèrent à changer l'emplacement du village.

En résumé, on peut dire que les régions les plus actives, c'est-à-dire celles d'où sont sortis les courants migratoires les plus puissants, sont les régions dinariques, l'ouest du pays, surtout le territoire de l'ancien royaume de Rascie, l'Herzégovine et le Monténégro; puis les régions entre le Scutari et le Kopaonik (Kosovo, Metohia et Sandzak), et enfin les régions méridionales de la Morava méridionale et du Vardar supérieur. Toutes les autres régions furent, en général, des pays passifs absorbant les courants venus de divers côtés : la Serbie moravienne, Bosnie septentrionale, Macédoine, au sud de Demir-Kapou, et les pays yougoslaves de l'ancienne Autriche-Hongrie, Voïvodina, Croatie, Slovénie, Syrmie et Slavonie.

SECTION III

LES CONSÉQUENCES DES MIGRATIONS BALKANIQUES HISTORIQUES

§ 1. — *L'influence exercée par les immigrants*

Changement complet de la composition ethnique de la population. — Influences sur les religions, les mœurs, l'esprit national. — Influence sur l'unité ethnique et morale des Yougoslaves. — Nouvelle répartition de la population dans les Balkans comme effet des migrations.

Il ressort de ce qui précède, que les mouvements migratoires métanastasiques les plus nombreux, en même temps que les plus étendus et les plus variés, au sein des Yougoslaves, ont été ceux des *Yougoslaves occidentaux et méridionaux*, et parmi eux les

Serbes se prêtèrent à des mouvements migratoires plus vastes que les Croates et les Slovènes. L'odyssée des Serbes, pleine de péripéties, qui commença au début de l'époque turque, s'est continuée jusqu'à nos jours (la retraite à travers l'Albanie en 1915). C'est, donc, dans ce milieu serbe que les conséquences des migrations de la population d'un pays à l'autre peuvent être le mieux étudiées.

Il résulta, d'abord, de ces grands mouvements de migrations aboutissant, au cours des quatre derniers siècles, dans la Serbie du Nord et dans les pays yougoslaves de l'ancienne Autriche-Hongrie, un *changement complet de la composition de la population, un enchevêtrement des groupes ethniques et des religions*. Par cette transplantation, presque continue, de la population de l'ouest et du sud, la civilisation même des régions d'immigration a subi des influences très importantes, les frontières des religions catholiques devinrent plus vagues, l'aire des dialectes divers subit des déplacements, les mœurs, le folklore de la population ancienne furent changés sous l'influence des immigrants. Ceux-ci apportèrent un certain rajeunissement aux populations yougoslaves de l'Autriche-Hongrie. Les Serbes y apportèrent aussi leurs traditions historiques et nationales, en même temps que les populations dinariques y renforcèrent l'organisation patriarcale de la famille, la zadrouga, déjà existante.

Grâce aux migrations, les Serbes ont transmis, par contact, une morale hautement nationale à la population yougoslave vivant en dehors de la Péninsule balkanique et plus avancée, d'ailleurs, quant à la civilisation matérielle. Cette conscience nationale s'est élaborée, semble-t-il, chez les Serbes à la fin du xiv^e siècle et au cours du xv^e siècle, déjà, dans la région s'étendant de Kosovo jusqu'à la Neretva au nord, et de la mer Adratique, jusqu'aux limites orientales de la Choumadia, après la défaite qu'ils ont subi à Kosovo (1389). De là, elle se propagea dans les autres pays habités par les Serbes, ce qui contribua à leur pénétration réciproque. La religion orthodoxe elle-même perdit alors presque son caractère dogmatique et ecclésiastique, et, revêtant un caractère plutôt ethnique, elle devint « l'église serbe ». La libération de la nation du joug étranger devint son but suprême, l'idéal de l'église s'identifia avec l'idéal national même, dont

la devise s'exprima en quelques mots simples : « *la lutte pour la croix sacrée et la liberté nationale* ».

En émigrant avec le peuple au delà de la Save et du Danube, vers l'Autriche-Hongrie, les prêtres emportaient, à travers les montagnes, les livres ecclésiastiques et les objets sacrés, non par zèle religieux, mais parce qu'ils considéraient ces objets comme leurs reliques nationales.

Il faut, cependant, remarquer que, tous les courants migratoires s'étant dirigés vers le nord, cette évolution avancée de la conscience nationale, accompagnée d'une évolution de la langue, n'a guère touché les régions yougoslaves méridionales, où, sous le dur régime politique et économique des Turcs, la population serbe oublia presque complètement ses traditions historiques, surtout en Macédoine proprement dite, dans la région des Sopi : la conscience nationale de cette population ne se développa point, comme elle le fit dans les régions dinariques.

Les migrations métanastasiques ont eu des conséquences ethniques et ethnobiologiques des plus importantes du point de vue national. Par le brassage des groupes ethniques, il se forma entre les Serbes, les Croates et les Slovènes une *unité plus étroite*, malgré certains tiraillements d'ordre religieux. Ce brassage créa aussi des conditions favorables au mouvement d'union nationale des Yougoslaves, qui se développa surtout au cours du siècle dernier et qui aboutit à sa réalisation à l'issue de la guerre mondiale. Les dites migrations ont exercé, en effet, une influence considérable au cours des siècles sur la formation et la fusion ethnique et biologique du peuple yougoslave comme unité ethnique distincte. Celle-ci apparaît comme produit d'un long procès d'interpénétration et d'assimilation entre les trois branches de la nation yougoslave. C'est grâce à ces migrations historiques, s'effectuant généralement en masse, ainsi qu'aux migrations des groupements de familles ou des individus, réalisées souvent par étapes successives, que fut *créée une nation yougoslave compacte*, unie par ses aspirations politiques et nationales, par sa langue et sa civilisation, en dépit de tant d'éléments historiques de division. En raison des événements historiques et des conditions économiques et sociales qu'on connaîtra plus loin (1), les migrations permanentes ont agi dans le sens d'approchement entre les

(1) Voir la partie relative aux causes de l'émigration.

Serbes et les Croates, qui se connaissèrent très peu avant l'invasion turque dans les Balkans et qui n'ont de commun que le passé et leur origine commune. Les Serbes et les Slovènes, dont la communauté ne provenait que de leur parenté originaire, se connaissèrent encore moins. Cette communauté fut considérablement modulée par les événements historiques et par des influences de cultures différentes et de régimes politiques divers, de sorte qu'elle se trouva désunie non seulement politiquement, mais aussi moralement.

Le résultat des migrations balkaniques fut *une nouvelle répartition de la population dans les Balkans*, par laquelle les Serbes et les Croates, et dans une certaine mesure les Slovènes, furent tellement mêlés entre eux qu'ils constituent indiscutablement, aujourd'hui, *une unité ethnique très homogène*. Ce résultat est d'autant plus frappant, que ces trois branches de la nation yougoslave vivaient, comme on l'a dit, sous des régimes politiques différents, il y a seulement une dizaine d'années, et étaient soumises à la domination des puissances étrangères en leur totalité, exception faite des trois millions de Serbes, qui formaient un Etat national, indépendant déjà depuis la première moitié du xix^e siècle, et le Monténégro avec ses 199.000 habitants.

Les recherches des historiens ont établi que, depuis la fin du xiv^e siècle et pendant l'occupation turque jusqu'à nos jours, toute la population s'étendant de Velès sur le Vardar, dans la Serbie du Sud, jusqu'aux forêts de Zagreb, dans le nord du pays, a changé de lieu d'habitation. Ainsi, la population de presque tous les villages de la Choumadia, centre de la Serbie du Nord, est d'origine la plus diverse : une partie de cette population provienne de la Vieille Serbie (Sandzak), l'autre de Monténégro, de Herzégovine, de Kosovo, de Métohia, etc..

Les mélanges ethniques s'effectuaient d'une façon intense sur tout le territoire de l'Etat yougoslave actuel, mais les provinces où ce mélange fut le plus intense furent la Serbie, la Slavonie et la Dalmatie. Viennent, ensuite, les province Voïvodina, Slovénie et, en dernier lieu, la Croatie « civile » ou kaïkavska.

Et dans ces mouvements de la population, la grande région montagnaise dite *dinarique*, c'est-à-dire la partie ouest de la Yougoslavie — région karstique s'étendant de Leibach jusqu'à Scutari, — montrait la plus grande activité. La pépinière la

plus importante d'émigration était formée par les parties centrales de cette région : le Monténégro, la Bosnie et l'Herzégovine. C'est de cette région montagneuse et aride avec une population robuste et prolifique, que les grands courants d'émigration continue se sont déversés vers l'est, l'ouest et le nord. Par ces courants, ainsi que par ceux du sens inverse, s'est opérée l'interpénétration, l'imprégnation mutuelle du groupe serbe, croate et slovène.

La population indigène, peu nombreuse, *de la Serbie*, s'est accrue surtout grâce aux fortes immigrations de tous les côtés, dont la plus puissante venait du courant dinarique précité, tandis que les autres provenaient de Sandzak, de Kosovo, de Métohia et de la région moravo-varдарienne. La Serbie présentait un point de concentration de tous ces courants.

En Dalmatie, comme en Serbie, le courant dinarique joua un rôle des plus importants dans la formation de sa population. L'examen de l'origine de cette population montre que sa majeure partie est composée d'immigrants de l'Herzégovine, de Bosnie, de Monténégro et même de Rascie.

La population de *la Slavonie* provient, principalement, de la Bosnie, de la Dalmatie, de l'Herzégovine et de la Serbie. Les courants d'immigrants de Bosnie et d'Herzégovine, en peuplant la Dalmatie, passaient aussi en *Croatie*, surtout en Slavonie, Lika et plus à l'ouest vers le Zagorjé et au nord vers la Carniole et la Styrie. Ces mélanges et cette fusion des Serbes et des Croates de ces diverses régions se transportent aussi, en Slovénie, jusqu'au Maribor et même plus au nord.

Le nord-est de l'Etat, la région de la *Voïvodina* est également peuplée par la population originaire de Dalmatie, de Lika, de Bosnie, d'Herzégovine et de Serbie, c'est-à-dire de presque toutes les contrées du pays. Un groupe d'émigrés catholiques d'Herzégovine s'arrêta à l'extrême Nord du pays, dans les environs de Subotica (Batchka); ce sont les *Bunjevci* d'aujourd'hui (1).

Signalons, enfin, encore une conséquence importante de ces migrations. Il y avait des régions entières, qui avaient une population très dense, mais qui, après l'invasion turque, restaient

(1) Nom qui provient, probablement, du nom du fleuve *Buna*, près de Mostar, en Herzégovine.

avec une population très clairsemée. Fréquemment, même, on trouve des emplacements des lieux habités, des forteresses et des églises en ruines, couvertes de broussailles et même de forêts.

§ 2. — *Adaptation des immigrants au nouveau milieu social et géographique*

Adaptation climatérique et sociale. — Les changements d'ordre moral et psychique. — Formation de nouveaux groupes et de nouveaux types psychiques. — Ce qui la facilite.

La transplantation d'une région à l'autre, dont on vient de parler, entraînait, avec le changement de climat, le changement d'occupation, de nourriture, d'habitat et de costume, changement qui ne s'accomplit généralement pas sans un effort pénible. Les populations immigrées durent s'adapter à de nouveaux modes de vie et de travail, à de nouvelles habitudes sociales, aux conditions du commerce, de communication, aux institutions et à l'esprit de l'Etat totalement différents de ceux de leurs pays d'origine. C'est pourquoi *on observe que les déplacements s'effectuent souvent par étapes* : la première génération d'émigrants dinariques, par exemple, avant de descendre dans les plaines de la Serbie, s'établit, d'abord, dans des régions montagneuses, dans le Stari Vlah ou dans la haute Choumadia, qui servirent des *régions d'adaptation préalable* au nouveau milieu géographique et social, et ce fut, fréquemment, la seconde génération qui descendit dans les plaines. Ici même, les immigrants recherchèrent souvent les emplacements rappelant leurs pays d'origine. Ceux qui ont franchi la Save et le Danube se sont installés principalement dans la Slavonie montagneuse et ondulée (1).

L'immigration de la population de Kosovo et de Serbie moravienne dans les plaines partiellement marécageuses de Syrmie, de Banat et de Batchka fut moins avantageuse. Sa première génération a beaucoup souffert de maladies, mais les générations suivantes se sont complètement adaptées, tandis que les immigrants de Lika et de Croatie karstique n'y sont restés qu'except-

(1) C. f. Cvijic, *op. cit.*, p. 141 et suivantes.

tionnellement : « *l'air les étouffe et les maladies les déciment* », disent-ils.

Quant aux immigrants du courant vardarien, dont la plupart appartenaient à la zone de l'ancienne civilisation balkanique et au régime agraire de kmetstvo, ils durent, en s'installant dans les pays à régime patriarcal et libre, se plier à de nouveaux modes de vie, de travail et modifier souvent leurs conceptions morales.

Les nouveaux venus s'adaptent aux mœurs de la population ancienne (« starinci »), représentée, soit par la population indigène, soit par des immigrants très anciens, adaptés déjà au milieu géographique et social, profitent de leur expérience et adoptent leur costume, leur dialecte, etc...

Dans le phénomène d'adaptation, il faut tenir compte du rôle important que jouent certains hommes ou certaines familles, qui se distinguent par leur sagesse, par leur bonté ou par une conduite irréprochable, et qui jouissent d'une grande autorité auprès des autres paysans qui ont recours à eux dans les conditions difficiles. Les croisements par mariages des indigènes avec les nouveaux venus et de ceux-ci entre eux sont un puissant moyen d'assimilation. Cette assimilation est, naturellement, plus ou moins lente suivant les groupes ethniques en question. C'est ainsi que la population la plus réfractaire à l'adaptation est celle du Monténégro karstique, tandis que la population de Brda (régions non karstique du Monténégro) et de l'Herzégovine monténégrine s'adapte très rapidement. On peut opposer, à cet égard, aux populations du Monténégro karstique, les émigrants de Kosovo et du Vardar aussi, et surtout les populations habitant les régions de transition, d'une altitude moyenne, qui n'ont pas d'occupations exclusives, agriculture ou élevage, mais s'adonnent à des travaux divers, et dont le pays, sans être privé de ressources, n'est pas suffisamment riche et ne permet pas à l'homme de bien diriger son activité. Ces populations habitent, souvent, autour des anciennes routes commerciales ou à proximité des anciens centres commerciaux. Ayant acquis le goût de la richesse, elles émigrent pour acquérir des biens et s'adaptent bien vite et complètement au nouveau milieu social. Tels sont les habitants de la région d'*Uzicé*, puis ceux de la région d'*Osat* (en Bosnie), maçons bien connus, et les habitants de l'Herzégovine karstique, des environs de Térbinjé, de Sume et de Povrs, près de Raguse, placés sur

la route commerciale conduisant de Raguse vers l'intérieur de la Yougoslavie, qui se distinguent des populations dinariques environnantes par un goût du commerce très développé. Considérant la pauvreté comme une honte, ces Herzégoviens émigrent dans toutes les directions pour s'enrichir. Occupés, dans leur région d'origine, de la culture de la vigne et du tabac, ainsi que d'élevage, ils changent tous d'occupation dans les pays de colonisation et deviennent, presque exclusivement, des commerçants, souvent de gros négociants. Ils ont accaparé une partie du commerce en Serbie, en Bosnie et en Dalmatie, et pour mieux prospérer, ils ont adopté les mœurs, les opinions du nouveau milieu social et s'y sont identifiés très rapidement.

L'adaptation et la transformation des immigrants fut particulièrement facile dans la Serbie moravienne, primitivement constituée par des paysans libres seuls, où régnait la liberté et l'égalité, et qui ne comprenait ni noblesse, ni classes sociales, ni populations étrangères. Les immigrants purent, jusqu'au milieu du xix^e siècle, occuper des terres gratuitement en défrichant les forêts, changer d'habitat et s'installer là, où il leur plaisait. On pouvait y vivre à son aise, se développer dans son sens propre, s'instruire et acquérir des biens, conditions qu'on trouvait uniquement dans cet Etat libre.

Il est intéressant de remarquer, cependant, que les changements psychiques des immigrants furent d'autant plus considérables que le pays de colonisation était plus éloigné et mieux séparé de leurs pays d'origine. Tel est le cas des immigrations dinariques, celles de Kosovo ou de la Choumadia, qui ont franchi la Save et le Danube et qui, séparées par les grands fleuves et surtout par des frontières politiques, ont dû s'adapter non seulement à des conditions d'existence tout à fait différentes, mais aussi à l'esprit national et au milieu social d'un Etat étranger, en formant un type psychique particulier.

Par des adaptations et des croisements, les immigrants ont modifié nombre de leurs caractères psychiques, acquis des qualités nouvelles, tandis que les caractères même de l'ancienne population furent, dans une certaine mesure, modifiés par les immigrants, là où ils étaient nombreux. Il se forma ainsi, dans les régions de colonisation intense, *de nouveaux groupes et même de nouveaux types psychiques de population.*

§ 3. — *Formation des nouvelles sociétés par l'émigration*

Les déplacements successifs des centres politique, religieux et intellectuels. — L'urbanisation de certaines contrées et la slavisation des villes.

La poussée turque et les migrations continuelles entraînaient des déplacements successifs du centre politique et religieux du peuple serbe. Sous cette poussée ce centre se rapprocha du nord, passant ainsi de *Skoplje* à *Prizren*, de *Prizren* à *Krusevac*, puis à *Belgrade* et à *Smederevo*, sur le Danube. Plus tard, avec les grandes migrations, ce centre passa sur la rive gauche de la Save et du Danube. Le patriarcat serbe fut transféré de *Pec* à *Karlovce*, tandis que *Novi Sad* devint le centre de la vie intellectuelle et littéraire et *Temisvar* la capitale du Duché-Serbe, de la Voïvodina.

La société serbe de Batchka, du Banat et de la Syrmie était constituée par l'ancienne population indigène et par les nouveaux venus des Balkans. Les éléments essentiels de la masse urbaine furent, à côté des anciens occupants, les émigrants venus de Kosovo et de Métohia. Les commerçants et les artisans immigrés constituèrent très rapidement une classe bourgeoise qui s'enrichit et devint très puissante, surtout au cours du XVIII^e siècle. Leur église, presque indépendante et profondément nationale, encouragea le développement intellectuel de la nation. Enrichie par les dotations des despotes ou de la noblesse serbe, elle accrut encore ses vastes domaines par des achats. En Syrmie, surtout dans la *Fruska Gora*, on construisit des nombreux monastères serbes, où furent transportés les ossements des rois serbes du sud : la *Fruska Gora* devint un sanctuaire national. L'église serbe et les commerçants y fondèrent de nombreuses écoles, ce qui contribua au développement de l'instruction et, par là, à la formation d'une classe intellectuelle, qui servit d'intermédiaire entre le monde balkanique et l'Europe occidentale. Au début du XIX^e siècle, elle fournit à la Serbie affranchie tout un personnel d'hommes instruits.

En même temps, il se créa à *Zagreb* un autre centre politique

et intellectuel du peuple serbo-croate, en dehors également des territoires historiques de l'ancien Etat croate. Son développement fut plus constant et plus intense grâce à l'autonomie politique. La ville de Zagreb devint bientôt un centre de civilisation d'une grande importance pour l'élaboration et la propagation de la pensée unitaire yougoslave. Toutefois, l'évolution de Zagreb et de la Croatie-Slavonie, en général, ne fut pas aussi influencée par les immigrants yougoslaves balkaniques, que celle des régions précédentes : Batchka, Banat et Syrmie, situées plus à l'est.

L'émigration a contribué aussi à l'urbanisation de certaines contrées. Les Yougoslaves n'avaient, au moyen-âge, aucun penchant pour la vie urbaine et ne fondèrent aucune ville importante. On sait qu'ils s'occupaient d'élevage et d'agriculture et bâtissaient de grands et beaux villages (1). Le goût de la vie urbaine ne se développa, chez eux, qu'au cours des deux derniers siècles, sauf sur le littoral adriatique, surtout en Dalmatie, qui subissait davantage l'influence de la civilisation occidentale. Depuis, les Yougoslaves vinrent s'installer en masse dans les villes, aussi bien dans les régions du sud, soumises à la domination turque, que dans celles de l'Autriche-Hongrie, qui furent slavisées, souvent, rapidement. En effet, au XVIII^e siècle encore, presque toutes les villes du bloc central de la Péninsule étaient habitées en majorité, souvent écrasante, par des Turcs et des Gréco-Aromounes; celles des pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie, par une majorité allemande ou italienne, pendant que les Yougoslaves prédominaient à la campagne et jusque dans les faubourgs.

A la fin du XVIII^e et au cours du XIX^e siècle, la tendance au bien-être et le désir d'une position sociale plus élevée firent naître, chez les Yougoslaves, des tendances nouvelles. Leur nombre devenait de plus en plus considérable dans les campagnes et, d'autre part, par suite de l'essor économique général, les villes ayant alors besoin d'une main-d'œuvre plus abondante, un courant de migration intense, vers les villes, s'établit. A ces causes générales vient s'ajouter, pour les régions balkaniques soumises à la Turquie, une cause particulière : il y avait plus de *sécurité* pour les personnes et les biens dans les villes que dans les campagnes, où, de plus, les conditions agraires étaient insoutenables. Dans les régions yougoslaves, au nord de la Save et du

(1) C. f. Cvijic : La péninsule Balkanique, p. 257 et suivantes.

Danube, les communications devenaient plus faciles, les villes grandissaient rapidement, elles commencèrent même à s'industrialiser. En outre, la main-d'œuvre yougoslave, devenue abondante, était moins coûteuse que la main-d'œuvre allemande ou italienne. Les Yougoslaves se dirigèrent, alors, en masse, vers les villes, où ils devinrent des artisans, commerçants, même banquiers et industriels. Arrivant en masse et prenant conscience de leur force, surtout après le réveil national, au début du xix^e siècle, ils cessèrent non seulement de se germaniser ou de s'italianiser, mais des institutions yougoslaves économiques, scolaires et scientifiques se fondèrent partout. C'est ainsi que, grâce à ce courant puissant de migration vers les villes, s'opéra une *slavisation plus ou moins complète des villes*.

L'évolution ethnographique des villes du littoral adriatique, surtout celles de la Dalmatie, fut différente, parce qu'elles étaient déjà plus ou moins slavisées à la fin du moyen-âge. La population d'origine latine, les Romani, Latini ou Dalmati, était presque complètement assimilée par les masses yougoslaves, qui affluaient vers les villes (1). N'ayant pas subi la domination turque et conservant l'ancienne autonomie d'origine romaine, la population fut soustraite à la vie tourmentée et misérable des populations balkaniques, et participa, en grande partie, à la vie civilisée de l'Europe occidentale. La classe urbaine ne cessa de se développer, mais elle fut, jusqu'à un certain point, italianisée. Cependant, la ville dalmate principale, *Raguse*, qui resta indépendante ou complètement autonome jusqu'à la fin du xviii^e siècle, subit une évolution spéciale. Au milieu des ténèbres ottomanes, qui couvraient la Péninsule, elle devint *un foyer rayonnant de civilisation*. Elle attira nombre de colons et de fugitifs serbes de l'arrière-pays : par cette immigration, elle perdit sa physionomie primitive et exclusivement latine. La transformation s'acheva complètement, au cours de l'époque turque, par l'immigration continuelle des Serbes originaires d'Herzégovine, de Bosnie et de l'ancienne Rascie. Raguse, qui était une république aristocratique, devint ainsi plus slave qu'aucune autre ville de la Péninsule et des pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie.

(1) C. f. Comte de *Vojinovic* : La monarchie française dans l'Adriatique, Paris 1918.

CHAPITRE II

LES MIGRATIONS BALKANIQUES CONTEMPORAINES

Outre les mouvements qui se produisaient dans les limites étroites des petits Etats balkaniques, on observait, avant l'union nationale yougoslave, et aujourd'hui encore, bien que dans une moindre mesure, des mouvements analogues, de caractère saisonnier ou permanent, d'un de ces Etats vers un autre. Cela s'explique par les cadres trop étroits de ces Etats. L'invasion turque, qui s'étendait du sud vers le nord, créa une sorte de *solidarité balkanique* des peuples chrétiens menacés et favorisa de telles migrations soit en masse, soit en petits groupements.

Nous avons déjà connu, dans le chapitre précédent, les courants migratoires en masse, leurs causes et leurs effets. Il n'est point besoin d'y revenir. Dans les pages qui vont suivre, nous voulons étudier les mouvements principaux les plus récents, contemporains.

Dans les pays balkaniques, en général, en Yougoslavie en particulier, la migration interbalkanique fut surtout *saisonnière* et se manifesta tantôt sous forme de *transhumance pastorale*, tantôt sous la forme de *péchalbarstvo*. Disons quelques mots, d'abord, de la première forme de migration, de la transhumance.

SECTION I

LA TRANSHUMANCE PASTORALE

Son aire géographique. — La transhumance du passé. — La transhumance d'aujourd'hui. — Les migrations descendantes et ascendantes. — Les associations pastorales-batchiyé. — La direction des migrations.

Un grand nombre de pasteurs vont, pendant l'été, avec leurs troupeaux, dans les montagnes des contrées lointaines, pour

redescendre, en hiver, dans les plaines ou vallées d'autres contrées. Ceci semble une des formes de la migration périodique des plus anciennes. Elle s'est maintenue, jusqu'à nos jours, assez nombreuse, dans la Serbie du Sud, et dans une partie de la Serbie du Nord, notamment, dans les départements de Nis, de Vranjé et de Pirot, ainsi qu'en Bosnie et en Dalmatie. Les pasteurs, propriétaires de nombreux troupeaux se déplacent avec toute leur famille et avec tous leurs biens, car ils possèdent rarement quelques biens immobiliers.

La vie pastorale à migrations temporaires prit une grande extension à l'époque turque, où l'élevage se développa même dans les régions qui s'adonnaient auparavant à l'agriculture. Ce phénomène coïncide, aussi, avec le retour au régime patriarcal et aux anciennes mœurs. Ce n'est qu'au début du xix^e siècle seulement, que la vie pastorale s'affaiblit et disparaît même complètement dans quelques régions, tandis que l'agriculture reprenait d'érêchef une extension de plus en plus grande. Mais, les régions où dominant l'élevage de troupeaux sont encore très vastes, bien qu'à mesure que l'agriculture s'y étende, la vie pastorale, surtout l'habitude des migrations, disparaisse rapidement.

La transhumance est, aujourd'hui, surtout fréquente chez les Aromounes, et elle est presque la même que dans les pays méditerranéens de l'Europe. Les Aromounes possèdent rarement des établissements sédentaires. Ils viennent, pendant la saison chaude, dans les montagnes, où ils habitent de petits châteaux dits *calivss*, dont un groupe forme un *mandra*, qui se transforme parfois, dans les régions méridionales du pays, en villages. Par contre, les pasteurs serbes ne sont pas des pasteurs nomades comme les premiers. Tous sont installés dans des villages, d'où ils partent pour leurs migrations, soit dans les montagnes, soit vers les plaines et le littoral. Ils habitent dans les montagnes des villages temporaires : le *katun* ou le *stan*.

On peut distinguer des migrations *pastorales descendantes*, à grand rayon, où les pasteurs se dirigent, avec leurs troupeaux, des régions montagneuses vers les plaines au climat plus doux, et les *migrations ascendantes*, à parcours restreint, dans lesquelles les pasteurs se dirigent des régions basses ou moins élevées vers les hautes montagnes. Les premières sont importantes dans la Macédoine, où les pasteurs des régions montagneuses, n'ayant pu

mettre de côté assez de fourrage pour l'alimentation de leurs troupeaux durant la saison froide, descendent, à l'automne, pour hiverner sur le littoral ou dans les bas pays, et retourner, ensuite, au début de mai, dans les montagnes. On en trouve, aussi, en Bosnie et en Herzégovine. Les secondes, les migrations descendantes, sont répandues dans toutes les régions voisines des montagnes, où prédomine la vie pastorale; elles se font à petites distances, les pasteurs ne s'éloignant pas des alentours des villages, sauf dans quelques régions karstiques. A la fin de l'été, ils y reviennent, souvent par étapes, et commencent alors à se préparer pour les grandes migrations descendantes. Il y a soixante ans environ, à une époque, où l'élevage était plus répandu qu'aujourd'hui, on pratiquait ces migrations même dans les régions basses et dans les plaines, ainsi qu'en Choumadia et dans les plaines de la Save et du Danube. On groupait le bétail, là où il a diminué d'importance, sous la garde d'un berger commun, en mettant en commun aussi le lait et le fromage fabriqué, qu'on se partageait ensuite suivant le nombre de bêtes appartenant à chacun. On appelle, en Serbie orientale, ces associations pastorales *batchiyé* au *batchévanié*.

C'est dans les régions karstiques, celles surtout de climat méditerranéen, où les pâturages sont brûlés pendant l'été et où l'eau manque, notamment sur tout le versant adriatique, depuis le Velebit, en Croatie, jusqu'à la plaine de Scutari, que ces migrations sont les plus développées. Les pâtres restent, avec leurs troupeaux, deux ou trois mois sur les montagnes, et dès le mois de septembre redescendent dans leurs villages, où ils restent les neuf autres mois de l'année.

Ces migrations passent, parfois, les frontières des Etats et il arrive alors que les pasteurs en transhumance s'installent définitivement dans le pays d'émigration temporaire auquel ils se sont accoutumés. Ce sont, généralement, les *pays libres*, politiquement et nationalement, à ressources riches et variées : la Choumadia, les plaines du bassin panonique habitées par les Yougoslaves (Voïvodina, Croatie, Slavonie, Syrmie, Carniole). Depuis quelques dizaines d'années, la Bosnie septentrionale et la Bulgarie, attirent ces migrations aussi.

Les causes de ces migrations sont soit le manque de pâturages, soit le manque de fourrage ou les grands froids avec des

neiges trop abondantes, qui règnent dans les régions hautes. Les migrations diminuent chaque année, par suite de l'évolution économique : les pasteurs deviennent agriculteurs, donc, sédentaires; les Aromounes se fixent dans les villes comme artisans ou commerçants. Les grandes migrations descendantes sont presque complètement arrêtées du fait de la formation des nouveaux Etats sur les ruines de l'Empire turc : les frontières nombreuses se formèrent, ce qui entraîna le paiement des droits de douane, des impôts sur le bétail, et les pasteurs furent traités comme sujets étrangers. Ils restent, donc, cantonnés avec leurs troupeaux dans les limites de ces Etats. Aujourd'hui, seules les petites migrations, celles qui s'opèrent dans une même contrée ou d'une province à l'autre, se pratiquent encore. D'autres causes, plutôt locales, par exemple la formation des compagnies de pillards albanais au début du xx^e siècle, qui enlevaient le bétail aux pasteurs, ont également joué un certain rôle dans la diminution de ces migrations (1).

SECTION II

LE PETCHALBARSTVO-MIGRATION TEMPORAIRE

La migration *balkanique*, en même temps qu'*intérieure*, la plus connue et la plus répandue est celle qu'on appelle le *petchalbarstvo*, comprenant les éléments de toutes les professions, surtout les maçons, les ouvriers de l'industrie des briques et des tuiles, des ouvriers agricoles saisonniers, des ouvriers des travaux publics, des chemins de fer et des mines. Tous ces éléments proviennent généralement de la campagne.

§ 1. — *L'émigration de la Vieille Serbie et de la Macédoine*

Son importance. — Ses causes : causes économiques et sociales; imitation. — L'émigration des Mijaci, ses étapes. — L'émigration des Brsjaci. — Occupations des émigrants. — Effets de l'émigration.

(1) J. Dedijer : La transhumance dans les pays dinariques. *Annales de géographie*, 1916, p. 347.

La migration de cette catégorie la plus importante est celle qui vient de la Vieille Serbie et Macédoine, se chiffrant, chaque année, par des *centaines de milliers* d'hommes. La première place dans ce nombre est occupée par la région de la Macédoine avoisinant l'Albanie, où les paysans, contraints par la terreur qu'exercent sur la population paisible les bandes albanaises, abandonnent l'agriculture et l'élevage et émigrent, chaque année, en nombre considérable. Le nombre des émigrés de ces provinces, allant chercher du travail en Serbie du Nord, en Bulgarie, Roumanie, Turquie et même en Amérique (environ 10.000), s'élève jusqu'à 100.000 par an (1).

Ainsi, par exemple, tous les hommes du village *Reka*, à l'âge de 15 à 20 ans vont en *petchalba*-travail saisonnier, où ils travaillent comme maçons, boulangers, laitiers, bouchers, journaliers, etc... Ce village avait, il y a 80 ans, 80.000 moutons; il n'en a plus maintenant que 2.000. Ses pâturages sont occupés par les Albanais de *Ljuma*, qui ont actuellement environ 350.000 moutons, richesse principale de ces régions montagneuses.

Les *petchalbaris* envoyaient ou apportaient à leurs familles environ 50 millions de dinars chaque année. Après l'union nationale de ces provinces avec la Serbie du Nord, en 1913, et notamment depuis la formation du nouvel Etat yougoslave, en 1918, et les réformes agraires réalisées, ces ouvriers sentent moins le besoin d'émigrer grâce au développement libre et non entravé de l'agriculture, où leur force sera employée. Sous l'occupation turque, pour des raisons multiples, que nous allons rencontrer plus loin, des vastes étendues de terre restaient incultes, l'élevage et la culture fruitière étaient rendues presque impossibles, la viticulture ruinée et la population rurale réduite à la misère.

La *petchalba* s'est étendue à toute la population de la Vieille Serbie et de la Macédoine. Il n'y a pas de région, et dans certaines contrées presque pas de village ou de maison, où quelqu'un ne s'en aille à l'étranger pour travailler et gagner sa vie. Depuis quelque temps, les femmes accompagnaient de plus en plus les hommes, surtout lorsqu'ils ne sortaient pas du pays ou de la Péninsule. Nulle part, dans les pays yougoslaves la *petchalba* n'est pratiquée depuis si longtemps que dans ces provinces.

(1) C. f. M. Savic, *op. cit.*, p. 296 et suivantes.

Cela tient à des *causes économiques, sociales et géographiques*. Exception faite de certains bassins, ces régions ne sont pas aussi fertiles que les régions septentrionales. Lorsque la densité de la population augmente au point de rendre la vie difficile, l'émigration temporaire devient presque une nécessité. On s'en va pour gagner sa vie, avec l'espoir de faire fortune. Il faut aussi faire la part de l'état agraire, des conditions du *kmetstvo*. Nombreux sont ceux qui n'ont pas la terre à eux; ils sont des fermiers assujettis (*tchiftchi*) cultivant la terre des seigneurs, ils n'ont pas d'intérêts à améliorer les méthodes de culture. Même dans les plaines les plus fertiles, comme celles de Tetovo, de Bitolj, de Skopljé, etc..., la population ne peut que difficilement, dans ces conditions, pourvoir à sa subsistance. *Elle émigre, donc, temporairement et va chercher à l'étranger les ressources qu'elle ne trouve pas chez elle*. Et cette émigration intense entraîne aussi pour le pays des conséquences fâcheuses : la main-d'œuvre y fait défaut, au point que, dans certaines contrées, des vastes étendues du sol restent en friche (1).

Dans bien des cas, *c'est l'imitation* qui a, en quelque sorte, provoqué la *pétchalba*. On a imité surtout les *Aromounes*, qui depuis longtemps, probablement dès le moyen-âge, émigrent pour un certain temps. Leur exemple fut suivi, d'abord, par les *Mijaci*, ceux surtout des villages de Galicnik, de Lazaropoljé et par le groupe de la population de Mavrovo. Ailleurs, la *pétchalba* est de date plus récente. Les habitants de Tetovo, par exemple, ont appris par ceux de Mavrovo à pratiquer l'émigration temporaire, en accompagnant ceux-ci pour les servir. Plus tard, ils se hasardèrent à émigrer pour leur propre compte.

Quoique la population de la Macédoine s'adonne en général à la *pétchalba*, c'est dans la tribu de *Mijaci*, parmi toutes les agglomérations yougoslaves, qu'on en trouve le type le plus parfait. Tous les mâles, dès l'âge de 10 à 12 ans, partent à la *pétchalba*, sans craindre d'aller dans les contrées lointaines, s'ils y trouvent l'occasion de gagner davantage. Leur séjour dure, en général, plusieurs années, après lesquelles, ils reviennent au pays pour deux ou trois mois; puis, ils repartent. Rares sont ceux qui reviennent passer chaque année un ou deux mois chez eux. C'est seulement lorsqu'ils sont devenus vieux, qu'ils rentrent définitive-

(1) C. f. Vasiljevic : *Juzna Srbija*.

ment au pays natal, pour y finir leurs jours. Quelques-uns s'établissent à l'étranger et ne reviennent plus. Tous les pays balkaniques sont fréquentés par les *pétchalbaris* de ce groupe; ils vont en Asie-Mineure, en Egypte et depuis quelque temps en Amérique. On s'aperçoit que leur mentalité a été transformée d'après le pays, où ils ont vécu. Ils exercent, en émigration, tous les métiers : journaliers, ouvriers à l'usine et dans les mines d'Amérique, épiciers, cafetiers, entrepreneurs, etc... On ne voit, régulièrement, dans leurs villages que des vieillards, des enfants au-dessous de 10 ans et des femmes, qui vivent de l'argent envoyé par les *pétchalbaris*, en même temps qu'ils s'occupent de l'élevage.

La vie du groupe de *Mijaci* a passé par les phases suivantes : jusque vers le milieu du xix^e siècle, ils furent *pasteurs transhumants* et toutes les familles possédaient du bétail. Puis, l'élevage a diminué d'importance pour disparaître aujourd'hui presque complètement, à cause des rapines albanaises et de l'insécurité des pasteurs, qui régnât, avant la libération nationale, dans ces régions. Plus l'élevage diminuait, plus le *kiridziluk* (1) se développait, mais cette occupation a dû cesser, également, parce que les Albanais s'attaquaient aux caravanes et s'emparaient des marchandises, des bêtes et de l'argent, qu'ils trouvaient sur les conducteurs. De tout temps les *Mijaci* avaient leurs *pétchalbaris* et on ne se souvient pas, que des villages ne se soient adonnés à la *pétchalba*. Mais, c'est depuis le milieu du xix^e siècle, à défaut d'autres ressources, que l'émigration temporaire a pris chez eux les proportions considérables d'aujourd'hui. L'argent étant plus facile à dissimuler qu'un troupeau, on a dû changer ainsi d'occupation.

La *pétchalba* s'est répandue, ensuite, dans le domaine de l'ancienne tribu *Brsjaci*, descendant progressivement des villages les plus élevés vers ceux de la plaine. On peut suivre, ici, nettement le progrès régulier de l'émigration, en même temps qu'on constate, que les émigrés s'éloignent de plus en plus de leurs pays d'origine et vont dans des régions qu'ils ne fréquentaient pas d'abord. Les habitants de la région Bitolj-Prilep, vivant souvent en grandes *zadrougas*, sont devenus *pétchalbaris* tout dernière-

(1) Le transport des marchandises diverses par des caravanes, des chevaux.

ment et vont travailler en Serbie, Roumanie et Bulgarie et récemment en Amérique.

Les émigrés, jusqu'à la guerre serbo-turque de 1876, allaient travailler surtout dans les différentes parties de la Turquie d'Europe, mais un grand nombre d'entre eux se rendaient déjà en Serbie, qui, quoique vassale, était en réalité libre depuis 1815. Après 1878, ils commencent à émigrer vers la Bulgarie et vers le littoral de l'Asie-Mineure, où ils accompagnent les Grecs et les Aromounes, puis, plus tard, ils se dirigent vers l'Égypte, sans cesser de fréquenter les pays balkaniques. Dans cette seconde période, la *pétchalba*, tout en continuant à être balkanique, s'étend sur les pays méditerranéens d'Asie et Afrique, en même temps que quelques groupes s'en vont en Roumanie.

Les pétchalbaris ont commencé à gagner leur vie par des occupations de genre inférieur et peu lucratives, pour aborder ensuite les opérations de grande envergure. Beaucoup sont encore des ouvriers maçons, des bûcherons et des scieurs de bois, des marchands de boissons et de bonbons, tandis que quelques-uns, surtout dans les pays balkaniques libres, sont des entrepreneurs de constructions, des commerçants ou des employés de banque. Ceux des régions moravo-vardariennes et de la Macédoine occidentale se sont élevés les premiers à ces occupations supérieures, surtout les Mijaci, les gens de Mavrovo et de Resan; rarement ils pratiquent les métiers inférieurs.

Vers la fin du xix^e siècle, imitant la grande émigration européenne, les pétchalbaris de ces provinces, prennent en masse le chemin de l'Amérique; les premiers d'entre eux qui aient franchi la mer étant ceux de la Macédoine méridionale et occidentale.

Remarquons, en outre, que rien n'a plus contribué, à notre époque, à modifier le genre de vie et les mœurs dans ces régions que la *pétchalba*, d'autant plus qu'elle se pratiquait dans des régions très différentes et cette transformation apparaît non seulement dans le genre de vie et dans les mœurs, mais aussi dans les méthodes de travail et dans la mentalité elle-même. De retour chez eux, les émigrants introduisent dans les métiers et dans les affaires de nouvelles méthodes, ils contribuent également à changer la façon de se loger, de s'habiller et de se nourrir. Les habitudes de dissimulation et de ruse, qui caractérisent la *raïa* de ces régions, disparaissent, peu à peu, par le fait qu'elles ne

trouvent plus, ou beaucoup moins, leur emploi dans leur nouveau milieu, où rien ne menace plus leur vie et leurs biens; les pétchalbaris rapatriés deviennent plus ouverts et plus expansifs.

Ceux qui ont fait fortune à l'étranger, en rentrant dans leur pays, contribuent à augmenter la richesse de leur village et de la contrée. Mais, ces émigrations ont introduit, dans la population des dites régions, des conceptions si différentes et souvent contradictoires de vivre, de travailler, de penser, de sentir, qu'elles ont produit parfois un véritable déséquilibre. Les pétchalbaris qui reviennent de Roumanie paraissent, à l'encontre des autres pétchalbaris, avoir des conceptions morales assez relâchées. Ceux de la Bulgarie entrent souvent en rapport avec les organisations des *comitadjis*, organisations terroristes, qui les gagnent à leurs idées terroristes, et dont ils acquièrent parfois la mentalité d'hommes rapaces, sans scrupules et prêts à piller et à tuer, « au nom de la liberté », la paisible population macédonienne. Si les émigrants résistent, en refusant d'adopter ces idées, ils sont rançonnés par ces organisations.

§ 2. — *L'émigration de la Serbie et des autres provinces yougoslaves*

L'émigration de la Serbie. — Ses causes. — Son importance. — Orientation. — Les effets de l'émigration. — L'émigration provenant des autres régions. — La structure sociale de l'émigration. — L'argatovanié-émigration agricole.

Quant à la situation de l'émigration saisonnière de la Serbie, on trouve qu'elle était très intense dans certaines régions. D'après les statistiques de 1897, 18,5 % des familles paysannes, dans la Serbie, avaient moins de 2 hectares de terres, et 7,02 % un ou moins d'un hectare. Aujourd'hui, en raison de l'accroissement de la population et du partage égal en nature entre les héritiers, cet état est encore moins favorable, de sorte qu'on peut estimer que 20 % environ de ces familles n'ont point ou n'ont pas suffisamment de terres à cultiver. La conséquence inévitable en est l'émigration saisonnière ou durable, le pétchalbarstvo.

D'autres causes d'ordre économique et social ont agi dans le

même sens. Avec l'accroissement de la population, le développement de l'économie moderne et la différenciation économique, ainsi qu'avec l'augmentation des impôts, le nombre des *petchalbaris* augmentait d'une année à l'autre parce qu'il n'y avait pas des conditions nécessaires à l'intensification de l'économie nationale, surtout de l'agriculture, qui était privée de tout crédit agricole organisé. Les statistiques n'indiquent pas, ni pour la période d'avant-guerre, ni pour celle d'après-guerre, le nombre de ces émigrés, bien que le problème de *petchalbarstvo* devienne, dès la fin du xix^e siècle, un problème social de premier ordre. On peut dire seulement, que ce nombre s'est considérablement accru vers 1890, mais la question ne commence à intéresser les autorités publiques qu'au début du xx^e siècle, lorsque les conditions économiques et politiques du pays se sont améliorées et que les *abus*, qu'on a fait sur les *petchalbaris*, éclatent dans l'opinion publique. Celle-ci est très émue par l'indifférence qu'on montre à l'égard d'un nombre croissant d'émigrés, ce qui est considéré comme mauvais symptôme des conditions économiques des régions donnant naissance à cette émigration intense. On évaluait ce nombre de 50 à 60.000 personnes, en se basant sur le nombre total des voyageurs partant à l'étranger, nombre qui était, en moyenne, pour la période de 1899-1908, de 82.753. En réalité, le nombre des émigrés, n'était, alors, que de 15 à 20.000 (1).

Le *petchalbarstvo* est d'une date assez ancienne. Les *petchalbaris* de la Serbie de l'Est (département de Timok, Piort, Nis, Vranje) émigrent depuis longtemps à l'étranger à la recherche d'un travail manuel. Jusqu'à la guerre de Crimée (1854), ils vont dans la région de *Stamboul*, puis en Dobroudja en *Roumanie*, en travaillant partout comme ouvriers agricoles. Depuis cette époque, ils vont en Serbie du Nord (Chumadia), où ils travaillent comme ouvriers dans l'industrie du bâtiment ou des tuileries. Ceux du département de Vranje vont comme *kiridjijé* ou bien comme *ouvriers agricoles* en Macédoine, alors soumise à la Turquie, surtout dans les environs de *Monastir*. Avant la guerre turco-russe de 1878, un certain nombre de ces *petchalbaris* émigrent déjà en *Roumanie* et en *Bulgarie* (Zagorje). A partir de cette guerre, l'émigration se dirige de plus en plus vers ces deux pays, en se détournant de la Turquie. En Bulgarie, les émigrés travaillaient

(1) C. f. I. Petrovic : *Pecalbari*, Belgrade, 1920.

comme charpentiers, maçons, tuiliers, briquetiers et en Roumanie, principalement, comme ouvriers agricoles sur les grands domaines.

Des dizaines de milliers d'ouvriers de la campagne des départements de Vranjé, de Nis, de Pirot et de Timok s'en allaient, chaque été, dans la Serbie du Nord, en Bulgarie, et surtout en *Roumanie*, pays des grandes propriétés, où ils s'adonnaient à des travaux agricoles divers. Ils travaillaient, dans ces propriétés, dans des conditions extrêmement dures, et étaient traités souvent « comme des chiens » et cela pour un salaire minime.

Avant 1912, le nombre des immigrés saisonniers de la Serbie de l'Est en Roumanie et Bulgarie atteignait le chiffre de 10.000 à 18.000 personnes par an, tandis que ce nombre était, pour la Vieille Serbie et Macédoine, de 40 à 100.000, ce qui représente des armées entières de la meilleure main-d'œuvre nationale.

Avec le développement de l'industrie minière dans le bassin de Timok, beaucoup de ces ouvriers y trouvent du travail, et le nombre de ceux qui vont en Roumanie ou en Bulgarie diminue. Ce fait doit être attribué, aussi, à la colonisation intérieure des paysans pauvres, entreprise, sur une grande échelle, dans les régions plus fertiles, où l'on trouvait des superficies considérables de terres privées ou publiques mal ou point exploitées.

Notons, aussi, un mouvement d'émigration bulgare vers la Yougoslavie. Les jardiniers de la région de Trnovo, il y a une vingtaine d'années, allaient au travail de jardinage en Serbie, en Voïvodina et en Croatie. On en trouve encore aujourd'hui, surtout dans les environs des villes (exemple : aux environs de Zagreb et de Novi-Sad), où ils se sont fixés définitivement comme jardiniers.

Les émigrés saisonniers partent toujours de la maison au printemps, au mois d'avril, et retournent, d'habitude, en automne. Nombre d'entre eux commencent ce dur métier de *pétchalbar* déjà comme enfants de 10 à 15 ans, pour n'en finir que très âgés. Il y a des villages entiers dans les régions pauvres, qui vivent, pour ainsi dire, de la *pétchalba*. Ces villages sont presque complètement désertés par les hommes, et ils n'y restent que les femmes, les enfants et les vieillards. Le même phénomène commence à être observé même dans les régions plus riches, après les années mauvaises, les grêles, etc..., qui amènent la famine.

Le *petchalbarstvo* présente de nombreux inconvénients. On

a surtout souligné les nombreux abus que les grands propriétaires roumains faisaient sur les émigrés. Dans de nombreux cas, ceux-ci retournaient chez eux sans avoir obtenu aucune rémunération de leur peine. Des plaintes et des critiques très vives ont été soulevées, aussi, à cause de la très mauvaise nourriture fournie aux pétchalbaris par leurs employeurs; on ne leur donnait que de la *mamaljuga*, bouillie de farine de maïs.

D'autre part, le pétchalbarstro, en raison de la proximité de ces pays, présente certains avantages : l'aller au travail saisonnier et le retour à la maison s'effectuent facilement et avec peu de frais. En outre, il offre aux classes paysannes pauvres un moyen de gagner un supplément de revenus indispensables, sans lequel l'émigration saisonnière des dites régions aurait pris le caractère d'une émigration *durable*, qui se serait dirigée, non plus vers les pays voisins, mais vers les pays lointains, vers ceux d'outre-mer, comme c'est le cas de l'émigration des autres régions.

Après 1906, le *pétchalbarstvo* apparaît même dans la région la plus fertile et la plus riche du pays, en *Macva*. Tandis que celle-ci attirait, auparavant, les ouvriers agricoles de l'Autriche et la population de l'autre côté de la Save, il s'établit maintenant un courant inverse. Comme cause de cette émigration, on signale le fait suivant : jusqu'à cette date, nombre d'habitants de cette région s'occupaient du commerce de volailles, achetées dans les départements voisins et exportées en Autriche (*Sremska-Mitrovica*). L'interdiction d'importation de la volaille en Autriche entraîna nombre de ceux qui en vivaient à passer la frontière et aller travailler en Autriche (*Syrmie, Voïvodina*). Ils étaient suivis par les *journaliers agricoles et les gens pauvres*, attirés par un salaire qui s'élevait jusqu'à 3 couronnes en Autriche, alors que ce salaire n'était chez eux que de 0,70 dinar. Deux ou trois villages donnaient même des pétchalbaris *femmes*. Le nombre de ces émigrés vers l'Autriche atteignait, chaque année, un chiffre de 1.500 à 2.000. Ils travaillaient comme ouvriers des mines et dans les grands domaines fonciers, en remplaçant la main-d'œuvre indigène, qui émigrerait en nombre considérable en Amérique.

On rencontre des migrations saisonnières aussi dans la *Slovénie* et dans la *Croatie*. Ces migrations sont encouragées, surtout au *xx^e* siècle, par la puissance austro-hongroise, qui y introduit, d'autre part, des éléments hongrois, allemands et juifs pour affaiblir l'élément autochtone, yougoslave. Ainsi, les *Slovènes* vont en

pétchalba en Croatie, Roumanie et même en Russie, pour travailler dans les mines ou dans l'agriculture.

Les émigrés de la Croatie et Slavonie allaient comme ouvriers des *briqueteries* en Voïvodina et en Serbie; pendant que ceux de la Voïvodina, notamment les Hongrois, partaient comme ouvriers dans les constructions des chemins de fer en Serbie.

La pétchalba est aussi répandue dans la Bosnie. Sa région d'Osat, près de Srebrnica, est un exemple typique de l'émigration saisonnière-pétchalba. On émigrail surtout dans les régions les plus proches de Podrinje, Valjevo et Uzice, comme maçons, en pénétrant dans la Choumadia jusqu'à la Morava. Durant des années les émigrés revenaient dans les mêmes régions, dans les mêmes villes ou villages pour s'y fixer plus tard définitivement. Presque insensiblement des centaines de familles d'entre eux se sont mêlées ainsi, par une infiltration continue, à la population de ces régions.

D'autre part, le gouvernement autrichien, favorisait l'immigration et la colonisation de la Bosnie par des éléments allemands, hongrois ou autres, pour affaiblir l'élément yougoslave et trouver dans les éléments introduits un appui à sa domination.

La migration interbalkanique très intense est observée, également, *autant sous forme de migration saisonnière que de migration durable et même définitive*, dans toutes les provinces du pays. Ainsi, pendant que les Serbes et les Musulmans de Bosnie et Herzégovine, de la Vieille Serbie et Macédoine émigraient en Serbie, en Turquie et en Amérique, l'élément yougoslave des autres régions, notamment des pays limitrophes : Croatie, Dalmatie, Slovénie, émigrait vers la Bosnie et Herzégovine, principalement pour chercher du travail dans la construction des chemins de fer, des routes, des bâtiments publics, etc. Ici, encore, ce sont les mauvaises conditions agraires, qui poussent la classe rurale à émigrer, soit dans des pays voisins, soit dans les pays lointains d'outre-mer.

Mais, on constate également un *mouvement inverse de migration*, celui de la Bosnie et Herzégovine vers la Croatie, Dalmatie, Syrmie et Voïvodina. Cette migration achevée des Yougoslaves de la Macédoine, de la Vieille Serbie et de la Bosnie vers la Serbie, Etat national indépendant et possédant un régime de démocratie agraire, les courants migratoires de l'Herzégovine et du Sandzak vers le Monténégro, autre Etat serbe libre, la migration de la Bos-

nie et Herzégovine vers la Croatie, Syrmie et Voïvodina et inversement de la Croatie, de la Syrmie et de la Dalmatie avec son littoral vers la Bosnie et Herzégovine, ce mélange balkanique continu de la population yougoslave, indique bien son grand tourment social et national.

Signalons, enfin, une dernière forme de l'émigration interbalkanique, celle de l'*argatovanié*, déplacement d'ouvriers agricoles, qui est aussi une des formes des *migrations économiques*. Tandis que la *pétchalba* désigne le gagne-pain par le commerce, les divers métiers, le travail en fabriques, et presque jamais par le *travail agricole*, l'*argatovanié* désigne le travail de ceux qui, dans les mêmes conditions, vont chercher à gagner leur vie par les *travaux agricoles* et qui s'appellent *argati*, groupe auquel appartiennent aussi les jardiniers (*bachtovani*) des régions du Balkan Central.

Comme dans la transhumance et le *petchalarstvo*, les *argati* s'installent, parfois, définitivement dans le pays d'immigration auquel ils se sont accoutumés, notamment lorsqu'il s'agit de pays libres politiquement et nationalement, et en même temps plus riches que le pays d'origine de ces *argatis*.

Est-il besoin de dire que ce déplacement constant des grandes masses de la population se faisait principalement, sinon uniquement, nécessairement au détriment de la campagne; car, aujourd'hui encore, la population agricole constitue environ 80 % de la population totale du pays.

Depuis la formation du nouvel Etat yougoslave, on observe un mouvement intense de migration intérieure de la population du nord vers la Serbie du Sud, qui attira une grande partie de l'excédent de la main-d'œuvre. Celle-ci y vient soit pour acheter des terres abandonnées par les Musulmans, émigrés en Asie-Mineure, terres dont le prix est assez bas, soit pour fonder des entreprises commerciales ou industrielles.

Il faut noter que cette migration interbalkanique a précédé l'émigration se dirigeant vers les pays lointains : Orient, pays d'Europe et vers les pays d'outre-mer, émigration qui n'a pu se manifester, d'une façon intensive, qu'après 1880.

CHAPITRE III

L'EMIGRATION YUGOSLAVE EUROPEENNE

Migrations européennes historiques. — Origine et caractères de l'émigration yougoslave continentale. — Principaux pays où elle se dirige.

L'émigration européenne ou continentale des Yougoslaves, celle qui s'effectuait en dehors des frontières de l'Etat Yougoslave et des pays balkaniques, vers les divers pays de l'Europe centrale ou occidentale, présente plusieurs *oasis* caractéristiques. Les uns datent des temps plus ou moins reculés, tels sont la région habitée par les Serbes de *Luzica*, en Allemagne, et celle habitée par les Croates en *Burgenland* (Autriche). Dans le même ordre de migrations, on trouve encore les colonies établies à Budapest, dans la région du Rhin, etc.

On pourrait citer, aussi, comme migrations européennes, les peuplements de Dalmates, de Monténégrins et de la population du littoral yougoslave, sur l'autre côté de l'Adriatique, en Italie, sur les rives de la Méditerranée, de la mer Noire, en Asie Mineure même, etc. Toute cette migration a eu un caractère *stable*, définitif, bien qu'elle aussi, comme la migration temporaire, ne fût souvent que l'expression des conditions politiques et sociales passagères ou temporaires qui régnaient dans les contrées yougoslaves.

Il est intéressant de signaler que, dès qu'une partie de la patrie avait été libérée du joug étranger, la migration yougoslave européenne, ou au moins une de ses parties, se dirigeait vers l'Etat national libre. Plus cet Etat national s'agrandissait, au cours du temps, plus nombreux étaient les retours sur son territoire. Le fait que, dès qu'on avait réussi à former un Etat national libre dans les contrées d'où provenait cette migration européenne, celle-ci se ralentissait et que même une partie en retournait dans la patrie, indique bien son caractère plutôt politique et national. L'Etat libre était comme un aimant, qui attirait à lui les regards, les forces et les aspirations de la migration yougoslave européenne et même transocéanique. Notons, cependant, que, même après l'union natio-

nale de 1918, par laquelle fut soudée en Etat national libre la plus grande partie des forces nationales, des populations yougoslaves importantes sont encore restées sur le territoire de l'Italie (500.000 personnes environ dans la région de l'Istrie et de Goriza), en Roumanie, en Autriche, comme *minorités ethniques* plus ou moins compactes, et que des colonies yougoslaves nombreuses existent en Hongrie, Albanie, Grèce.

En ce qui concerne l'*émigration européenne économique*, nous ne disposons, malheureusement, pas de données statistiques suffisantes sur son importance numérique, ni pour le passé ni pour le présent. Il n'existe pas plus que sur son volume, aucune précision sur sa condition économique et sociale ni sur ses caractères, de sorte qu'on ne peut en donner qu'une vue assez générale sans pouvoir suivre son évolution et les aspects divers qu'elle a dû prendre au cours du temps.

La publication des données statistiques relatives à la migration continentale devait commencer avec l'année 1927, mais, jusqu'à présent, elle n'a pas eu lieu.

L'émigration économique européenne est relativement récente. Elle vient après la migration balkanique et, dans une certaine mesure, après l'émigration transocéanique aussi, apparaissant d'abord dans les régions soumises à l'Autriche-Hongrie jusqu'à 1918, et se dirigeant surtout vers l'Allemagne. La migration de la population des régions adriatiques apparaît comme la plus ancienne. On peut supposer qu'elle a commencé par les Dalmates, qui s'engageaient comme marins dans la marine marchande étrangère, puis s'établissaient parfois dans les pays lointains, où ils trouvaient à gagner leur vie. Par contre, ce phénomène est assez nouveau pour les autres régions, ce qui s'explique par les difficultés des communications de ces régions, ainsi que par des conditions économiques et sociales différentes.

Il faut remarquer aussi que, tandis que dans la migration balkanique et même intérieure, les Serbes sont beaucoup plus mobiles que les Croates et les Slovènes, dans la migration européenne, au contraire, ce sont ces derniers, surtout les Slovènes, qui occupent la première place. Cela peut être expliqué par des causes d'ordre politique, c'est-à-dire par le fait que les Serbes ont réussi les premiers, et bien avant les autres (au début du xix^e siècle), à former un Etat national indépendant, de sorte que les

causes d'émigration d'ordre politique et national n'ont pas joué chez eux, contrairement à ce qui se passait chez les Croates et les Slovènes, soumis jusqu'en 1918 à la domination étrangère.

Dans la migration transocéanique, ce sont surtout ces derniers, les Slovènes qui comptent le plus de représentants, relativement à leur nombre total.

L'émigration européenne a tantôt un caractère saisonnier, tantôt un caractère stable. Dans les derniers temps, elle est orientée vers la France, et quelque peu vers l'Allemagne. Par son *volume*, elle est moins importante que la migration interne ou balkanique et même transocéanique. Elle se dirige principalement, en dehors de la France et de l'Allemagne, vers la Belgique, le Luxembourg et la Turquie.

SECTION I

L'ÉMIGRATION VERS LA FRANCE, LA BELGIQUE ET LE LUXEMBOURG

L'émigration yougoslave en France. — L'état du marché de la main-d'œuvre en France. — La politique de l'immigration de la France. — Le mouvement de l'immigration yougoslave en France. — La répartition géographique et professionnelle de cette immigration. — Les retours. — La rémunération et les économies des immigrants. — La vie sociale. — La condition juridique de l'immigration. — L'émigration yougoslave en Belgique et au Luxembourg.

De toute l'émigration yougoslave se dirigeant vers les divers pays européens, en dehors des pays balkaniques, la plus importante est celle qui s'oriente vers la France. C'est pourquoi elle mérite un intérêt particulier.

La France est devenue, aujourd'hui, le plus grand pays d'immigration économique (1) du vieux continent, rôle qu'elle partageait avant 1914 avec l'Allemagne, précédant de loin cette dernière. Le manque de main-d'œuvre dans l'industrie et l'agriculture qui était déjà très grand avant la guerre, puisque en 1914 plus de

(1) Nous disons *économique* parce que certains pays, tels que la Pologne, la Grèce et la Bulgarie, qui ont eu un afflux de réfugiés atteignant, depuis la guerre, de vastes proportions, ont connu des immigrations *politiques* bien plus considérables.

600.000 ouvriers étrangers travaillaient en France, est devenu encore plus grave après la guerre. Les pertes en vies humaines, qu'avait subies ce pays au cours de la guerre de 1914-1918 (1.400.000 hommes) et les besoins de la reconstitution des régions dévastées ont provoqué une forte immigration étrangère, se sorte que le nombre d'étrangers y atteignait, en 1926, 2,5 millions de personnes.

Déjà en 1920, il y immigra 199.200 personnes, dont 69.200 ouvriers agricoles. Du 1^{er} janvier 1922 au 1^{er} octobre 1923, le nombre d'ouvriers étrangers introduits par le Ministère du Travail était de 136.000 pour l'agriculture et de 288.000 pour l'industrie, chiffres auxquels il faut ajouter 60.000 mineurs et 135.000 immigrants employés dans les chantiers des régions dévastées, dont le contingent a beaucoup augmenté en 1923 (1). En raison de cet état de choses, la France fut conduite à conclure plusieurs traités de travail et d'immigration avec l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc..., par lesquels on tend à réglementer non seulement le recrutement collectif, mais aussi l'émigration individuelle. Une convention analogue entre la France et la Yougoslavie est actuellement en élaboration.

L'apparition de ces traités constitue un fait important dans l'évolution du droit international. *Leur principe fondamental est celui de l'égalité entre les travailleurs étrangers et les nationaux, en ce qui concerne les salaires.* D'autre part, on s'efforce également d'appliquer, autant que possible, l'égalité de traitement entre les immigrants et les ouvriers français, notamment en abrogeant les clauses restrictives contre les étrangers contenues dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (2). On peut dire qu'on tend vers l'égalité absolue, *au point de vue économique et social*, entre les ressortissants visés par les traités et les nationaux, *et l'on maintient des inégalités touchant au droit public et aux droits politiques des étrangers* (3).

L'immigration aussi considérable que celle qu'avait connue la France depuis la guerre, avait besoin d'être contrôlée et organisée. Elle a imposé au gouvernement français le *devoir d'avoir une politique d'immigration bien définie.*

(1) Le problème de la population. A. Waltz. Soc. d'études et d'informations économiques. Paris, 1924.

(2) Les récentes conventions d'émigration et d'immigration par M. B. Nogaro. Revue politique et parlementaire, 10 octobre 1920.

(3) C. f. B.I.T. : Les remèdes au chômage, Genève, 1922, p. 101 et suivantes.

Suivant une résolution votée par le Congrès du « *Redressement français* », soumise à celui-ci par M. William Oualid, l'immigration en France devait être favorisée et non gênée, en même temps qu'elle devait être organisée et contrôlée par l'Etat, en collaboration avec les Etats d'émigration et avec les diverses associations privées qui s'en occupent. Le service d'émigration doit viser le relèvement du bien-être économique et moral des immigrants et s'attacher surtout à la question de leur assimilation. On demande, que non seulement les immigrants, mais les émigrants de transit soient soumis, à l'entrée en France, au contrôle destiné à éliminer les malades et les incapables physiquement ou mentalement. Toute la politique d'immigration doit tendre vers un équilibre économique, politique et social, pour éviter la trop grande concentration des ressortissants d'une même nationalité et d'une même profession dans une même région. On propose de reconnaître aux immigrants l'égalité de traitement, au point de vue des assurances sociales, avec les nationaux, même dans le cas, où le pays, dont ils sont sujets, n'admet pas la réciprocité.

A l'heure actuelle, cinq Ministères s'occupent de l'immigration : les Ministères du Travail, de l'Agriculture, des Régions Libérées, de l'Intérieur et de l'Hygiène. Deux services de main-d'œuvre, l'un qui dépend du Ministère du Travail, l'autre du Ministère de l'Agriculture, se partagent la réception et le placement des travailleurs étrangers. Le contrôle de ces travailleurs s'exerce de trois manières. Soit antérieurement à leur entrée en France, par la surveillance du recrutement dans certains pays, soit au moment de leur pénétration sur le territoire, au moyen de postes-frontières, soit pendant leur séjour dans le pays, grâce aux bureaux de contrôle, dont les inspecteurs assurant le placement des immigrants à l'aide d'enquêtes officielles (1).

En raison des grands besoins de main-d'œuvre agricole et industrielle qu'on éprouve en France et de l'accueil favorable qu'on y réserve aux immigrants, l'émigration yougoslave d'après-guerre y est attirée en nombre assez important. Elle prend place, parmi les immigrations des autres pays, immédiatement après les Italiens, les Belges, les Polonais, les Tchécoslovaques et les Espa-

(1) Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère en France, par M. W. Oualid. Inform. Soc., 13 juillet 1923, Genève. Voir aussi W. Oualid : l'Immigration ouvrière en France (Musée Social 1927) et son cours de la Faculté de droit 1928-1929.

gnols. Tout porte à croire, surtout les ressemblances du climat entre les deux pays, français et yougoslave, l'analogie de la constitution de leur sol et de leurs conditions de production agricole (céréales, vignes, élevage), une certaine affinité morale, ainsi que la communauté de leurs intérêts économiques et politiques, que le nombre des immigrants yougoslaves en France ira en croissant. Vu l'intérêt particulier que montre la classe ouvrière yougoslave à l'égard de la France et les besoins considérables de celle-ci, notamment en main-d'œuvre agricole, pendant que presque tous les autres pays européens souffrent d'un chômage plus ou moins grave, il est même à supposer que l'émigration yougoslave européenne sera orientée, de plus en plus, vers ce pays ami.

Bien qu'on ne dispose pas de données statistiques sur l'immigration yougoslave d'avant-guerre en France, on peut dire qu'elle était très faible, car à l'exception d'un certain nombre d'immigrants en Alsace et Lorraine, on n'en trouve que très peu dans le reste de la France.

D'après le recensement de 1911, il y avait en France 1.130.000 étrangers, dont 50 % étaient inscrits comme travailleurs (1). Sur ce nombre, il y avait 8.335 Austro-Hongrois. A prendre que les Yougoslaves y étaient représentés par 16 % et, comme dans l'émigration transocéanique, leur nombre s'élèverait à 2.000 ouvriers environ.

Pendant la guerre, après l'invasion de la Serbie et du Monténégro par l'ennemi en 1915, un grand nombre de réfugiés fut employé dans les usines de guerre et dans l'industrie en France et en Tunisie. Nombre d'entre eux s'y est fixé définitivement, en se mariant ou en acquérant quelques biens.

Depuis la guerre, le mouvement migratoire yougoslave se dessine assez nettement vers ce pays, devenu le plus large marché du travail en Europe. Il apparaît, d'abord, sous forme d'une *immigration slovène dans les régions minières* de la France. Le premier courant provient de la *Westphalie*, où se trouvait un nombre important d'émigrants yougoslaves, surtout des Slovènes, dont une grande partie fut forcée par la crise économique d'après-guerre à émigrer en France ou à retourner dans le pays. Le gouvernement

(1) C. f. E. Gauthier : Le marché du travail en France, p. 71 et suivantes, Angers 1923.

allemand cherchait à se débarrasser des ouvriers étrangers, la main-d'œuvre nationale souffrant d'une grave crise de chômage. Le second courant slovène se dirigeant vers la France provient de la Yougoslavie même, après la crise minière de Trbovlje, ainsi que de la Belgique et du Luxembourg. Parmi les immigrés, il y avait surtout des *mineurs* et des ouvriers industriels et forestiers (1).

Plus tard, les ouvriers slovènes, tant des villes que de la campagne, y viennent sporadiquement sur l'invitation de leurs conationaux immigrés en France. Ils se sont établis dans les quatre grands centres industriels de charbon ou de mines de fer. La première et la plus grande colonie de ces immigrants se trouve dans la région des *mines de charbon du Nord*; la seconde est établie dans la vallée de *Forbach*, dans la Moselle. La troisième colonie est celle qui s'est formée dans la région des mines de fer autour de *Briey* et qui s'étend jusqu'au Grand Duché de Luxembourg. Enfin, la dernière de ces colonies est établie dans la région des mines de charbon du *Centre*, autour de *Saint-Etienne*, dans les départements de la Nièvre et de la Saône-et-Loire.

Depuis plusieurs années déjà, le courant migratoire yougoslave vers la France devient un phénomène régulier et s'accroît très sensiblement d'une année à l'autre. Cette migration a, en sa plus grande partie, un *caractère provisoire ou saisonnier* : les émigrants passent en France quelques mois, soit dans l'industrie, soit dans l'agriculture ou dans l'exploitation des forêts, puis retournent chez eux.

D'après les statistiques du 1^{er} janvier 1925, il y avait en France, en tout, 20.555 Yougoslaves, dont environ 15.000 *ouvriers*. Ce nombre s'est accru notablement du fait de l'immigration ouvrière nouvelle, au cours de ces dernières années, de telle sorte que, déjà en 1928, le nombre des Yougoslaves résidant en France, est évalué à 35.000.

Le nombre d'immigrants yougoslaves en France a atteint, en 1925, d'après les statistiques officielles, le chiffre de 1.625, dont 11 sujets étrangers, tandis qu'on n'a enregistré que 13 retours. En 1926, on a enregistré 2.000 émigrants, généralement des ouvriers agricoles et des mineurs. L'émigration se faisait ordinairement par

(1) C. f. La Yougoslavie en France (en yougoslave), du 1^{er} décembre 1928, Paris, article de M. V. Kuhar, p. 8.

petits groupes. D'après les statistiques du Ministère de l'Agriculture, le nombre des Yougoslaves actifs, employés en France (hommes, femmes et enfants de plus de 13 ans) était, en 1927, de 12.104. Ils étaient répartis ainsi : 793 dans les mines métallurgiques, 3.831 dans les mines de houille, 2.533 dans les industries diverses de Paris, 945 dans la métallurgie, 838 dans le bâtiment, 1.317 employés comme manœuvres, 973 emplois divers et 874 employés comme ouvriers agricoles. A partir de l'année 1927, les autorités yougoslaves d'émigration, en raison de la crise économique et du chômage qui règne en France, prennent des mesures pour endiguer ou organiser ce courant. L'émigration par groupes cède, alors, la place à l'émigration individuelle.

Les immigrants yougoslaves en France sont occupés, généralement, *dans les mines, dans l'agriculture et dans les exploitations forestières*. Mais, à côté de ces branches de l'activité économique, il en est aussi d'autres qui occupent un nombre plus ou moins important de ces immigrants : l'artisanat, l'industrie hôtelière, les professions libres, etc... Voyons, d'abord, comment se répartit le groupe le plus important de ces immigrants, celui occupé dans les mines.

1° Le gros de ce groupe d'immigrants se trouve concentré dans le *département du Pas-de-Calais*, où l'on observe un accroissement rapide de leur nombre, si bien qu'en 1928 leur *nombre s'élève à 10.000 personnes*, y compris les membres de leurs familles. Le nombre des ouvriers seuls s'élevait environ à 2.200 et ils étaient répartis ainsi : dans les mines de Bruay 179, mines de Lens 1.000, mines de Courrières 194, mines de Marle 130, mines de Menchin 397, mines d'Achet 193, etc... Ce sont presque uniquement des *Slovènes* (1). Leur colonie la plus importante est celle des mines de *Lens*. Les deux tiers des immigrants y sont installés, avec leurs familles, dans les colonies ouvrières très bien organisées. La Société s'y charge de l'éducation de toute la jeunesse minière. Le centre des colonies des émigrants slovènes est la colonie de *Liévin*, où ils ont un certain nombre de leurs organisations professionnelles et intellectuelles, mais où les conditions de logement sont moins favorables. Viennent, ensuite, les colonies de Sallamines, Méricourt, Noyelles-sous-Lens, Avion et Vimy. La Société des mines de

(1) C. f. Le rapport du délégué de l'émigration yougoslave à Paris, N° 1140 du 10 juillet 1928 (manuscrit) pour l'année 1927-1928.

Courrières a donné du travail à environ 200 mineurs slovènes, installés dans ses colonies de Courrières et de Béthune.

2° *Dans le département de Meurthe-et-Moselle*, on constate également un accroissement marqué du nombre d'immigrants yougoslaves. Leur nombre, qui n'était que de 800 personnes en 1927, y compris les membres de famille, s'est élevé en 1928 à 2.000 personnes. Ces immigrants sont répartis ainsi : 47 ouvriers, avec 100 membres de famille, dans les mines Jœuf, 142 ouvriers, avec 568 membres de famille, dans les mines de Mancieulles, 138 ouvriers, avec 558 membres de famille, dans les mines de Tucquegnieux, 58 ouvriers, avec 232 membres de famille, dans les mines de Mont-Bouvilliers, 37 ouvriers, avec 148 membres, dans les mines de Sainte-Marie-en-Chênes, et 28 ouvriers, avec 112 membres, dans les mines de Briey. Dans les environs de Boulay, il y a 200 ouvriers yougoslaves sans famille. Le plus grand nombre des immigrants de ce département sont encore des *Slovènes*, mais les Serbes et les Croates sont représentés aussi par un nombre assez grand. Il y a, enfin, dans cette région, un nombre appréciable d'*ouvriers agricoles* qui sont généralement de très bons travailleurs.

On trouve, dans *la vallée de Briey*, un nombre important de mineurs slovènes. Comme centre de leurs colonies, on doit citer *Ametz* et *Tucquegnieux-Mancieulles*. Les Slovènes y vivent en masses compactes et ont leurs associations et leurs organisations. On en rencontre aussi des petits groupes dispersés jusqu'au nord de Metz et jusqu'à la frontière du Luxembourg. La plus grande partie d'entre eux sont des *mineurs*, mais la grande industrie de fer et d'acier en a occupé beaucoup aussi.

On évalue le nombre des immigrants slovènes de cette région à 4.500 personnes, alors que leur nombre total, dans l'industrie lorraine, serait de 11.600 personnes.

3° *Département de la Moselle.*

D'après les données statistiques de 1928, il y aurait dans ce département 8 à 9.000 *ouvriers yougoslaves*, y compris les membres de leurs familles. Ils se répartissent suivant les entreprises, où ils sont occupés, de la façon suivante :

Mines de Petite Rousselle : 316 ouvriers avec 1.380 membres de famille ; mines de Creutzwald : 144 ouvriers avec 720 membres de famille ; mines de Kemhange : 133 ouvriers avec 655 membres de famille ; mines des Aumetz : 94 ouvriers avec 470 membres de

famille; mines de Hehange-Grande: 92 ouvriers avec 460 membres de famille; mines de Rombas : 152 ouvriers avec 760 membres de famille; mines de Sarre et Moselle : 634 ouvriers avec 3.170 membres de famille; autres mines : environ 500 ouvriers avec 1.000 membres de famille.

Ici, encore, *c'est l'élément slovène qui domine*. Creutzwald, L'Hôpital, Merlebach, Freyming, Saint-Avold, Stiring-Wendel, Forbach sont des localités, où est concentrée cette émigration slovène. La condition économique de cette émigration est assez satisfaisante, surtout celle des mineurs qui sont venus en France de Trbovlje et de Hrastnik, régions minières yougoslaves.

4° *dans le département de la Nièvre*, il y a environ 1.000 ouvriers yougoslaves, presque tous sans famille, occupés en majeure partie dans les mines de La Machine (Schneider).

Les colonies de cette région, ainsi que celles de la Saône-et-Loire, sont les moins nombreuses, en même temps qu'elles sont, au point de vue matériel, les moins favorisées. Seules les personnes, qui ont dû quitter leur patrie sous la poussée de conditions extrêmement dures et ceux qui n'ont pas trouvé ailleurs un placement plus favorable, ont dû s'y arrêter. Maintenant que les conditions économiques se sont améliorées quelque peu, ces colonies deviennent encore moins nombreuses et tendent à disparaître complètement.

La colonie la plus grande est celle de La Machine, mais on trouve des émigrés dispersés un peu partout dans la région industrielle qui s'étend de La Machine jusqu'à Châlons-sur-Saône.

5° *En Provence*, le nombre d'ouvriers yougoslaves s'élève à 400 environ. Ils sont dispersés un peu partout et sont occupés dans les ports de Marseille et de Toulon, dans les carrières et dans l'industrie huilière. Ce sont généralement des *ouvriers saisonniers ou de transit*, qui s'arrêtent pendant quelques semaines ou quelques mois en France, en attendant de se diriger vers les pays plus éloignés.

6° *Dans toute la région de Lyon*, où l'industrie est très développée cependant, de *Saint-Etienne* et dans le *Dauphiné*, il n'y aurait actuellement que 200 immigrants yougoslaves, en tout.

7° *Dans la région bordelaise*, le nombre d'immigrants yougoslaves est peu élevé et ils sont généralement employés dans

l'agriculture, un peu dans les ports et dans les hôtels ou restaurants de Bordeaux.

Il en est de même en ce qui concerne les *environs de Dijon*.

8° *La région du Havre*, et surtout celle de *Cherbourg*, a, par contre, attiré un grand nombre d'immigrants (jusqu'à 2.000). Ce sont généralement des gens qui sont venus dans ces régions d'une façon illégale, dans le désir de passer tôt ou tard aux Etats-Unis.

9° *La ville de Paris*, comme grand centre industriel et commercial, et *ses environs* ont attiré un nombre important d'immigrants de toutes les contrées yougoslaves. Le plus grand nombre d'entre eux (800) sont employés dans la fabrication des sandales à Argenteuil. En dehors des ouvriers industriels, on y rencontre, tant à Paris que dans les faubourgs Levallois-Perret, Courbevoie, Saint-Ouen et Saint-Denis, un nombre appréciable d'*artisans*, qui ont souvent, par leur travail soigné et solide, réussi à se créer une très bonne situation. Nombre d'immigrants yougoslaves ont trouvé une occupation dans les grands hôtels, restaurants ou cafés de Paris. Parfois, ils établissent des entreprises indépendantes : restaurants, épiceries, maisons de fourrures, de chaussures, et possèdent même une usine de produits chimiques. Le nombre total de ces émigrants peut être évalué à plus de 3.000.

10° *Le département du Nord*. On rencontre, enfin, dans le département du Nord un nombre relativement important d'émigrés slovènes, notamment dans la vallée de *Douai*, nombre qui s'élève jusqu'à 9.000 personnes, y compris les femmes et les enfants des émigrants.

Quant aux ouvriers agricoles et forestiers, il est très difficile d'établir leur nombre, étant donné que ce sont ordinairement des ouvriers saisonniers peu stables; ils quittent souvent l'agriculture pour aller dans l'industrie. Néanmoins, on peut estimer que ce nombre atteint le chiffre de plus de 1.000 personnes, dispersées dans tous les départements.

Enfin, un grand nombre de ces émigrants est occupé comme *ouvriers forestiers*, qui séjournent en France 4 à 5 mois pendant la saison de la coupe. Ils sont considérés, de la part des employeurs, comme de très bons ouvriers.

En ce qui concerne le rapatriement, le nombre enregistré des retours des émigrants yougoslaves est relativement assez élevé, ce qui indique bien le caractère principalement *saisonnier*

d'une grande partie de l'émigration. Ce nombre s'élevait, pour la période du 1^{er} juillet 1927 au 30 juin 1928, à 929, ce qui peut représenter un peu plus du tiers de l'émigration annuelle totale. On doit supposer, pourtant, que ce nombre est supérieur, en réalité, car tous les retours, pas plus que toutes les immigrations, ne sont pas enregistrés par les statistiques.

Les économies, quelque peu importantes, ne sont réalisées que par les immigrants s'adonnant à l'industrie forestière et à l'agriculture, ce qui s'explique par le fait de leur vie sobre et très modeste. Les sommes envoyées par les émigrants yougoslaves en France à leurs familles, restées dans les pays, n'atteignent que 35 millions de francs environ par an (1).

Mais, s'il ne réalise pas des économies importantes, on peut dire que l'immigrant yougoslave, tout en ne connaissant pas la langue, les conditions économiques et les mœurs du pays, n'étant point organisé et dirigé, réussit, grâce à ses qualités physiques, intellectuelles et morales, à se créer en France une situation satisfaisante et même, parfois, enviable, bien mieux que nombre d'immigrants d'autres nationalités. Cela tient aussi au fait que les ouvriers gagnent, en France, des salaires bien supérieurs à ceux que gagnent les ouvriers en Yougoslavie, où les salaires varient de 20 à 60 dinars par jour. Les salaires payés aux immigrants yougoslaves, en France, sont presque de 100 % plus élevés. Leur taux varie, naturellement, avec la région et la branche économique dans laquelle l'immigrant est occupé. Ainsi, dans le département du Pas-de-Calais, le salaire journalier varie, suivant la catégorie à laquelle appartient l'ouvrier, de 18 à 45 francs, dans le département de la Moselle, de 18 à 35 francs. Dans les mines de fer d'Aumetz, le salaire moyen, gagné par l'émigrant yougoslave, est de 40 francs par jour. Les ouvriers de la chaussure gagnent 40 à 60 francs par jour et les ouvriers forestiers de 35 à 55 francs. La rémunération du travail ouvrier dans l'industrie en général varie, suivant la région et la catégorie de l'ouvrier, de 2,80 à 4 fr. 50 à l'heure. Les ouvriers qualifiés ou spécialisés peuvent gagner jusqu'à 50 francs par jour.

En ce qui concerne *la vie sociale des immigrants* yougoslaves en France, elle n'est développée et organisée que chez les Slové-

(1) Le rapport cité de M. le Délégué de l'émigration à Paris.

nes, qui possèdent un esprit d'organisation et de solidarité particulièrement développé, esprit qu'ils apportent avec eux de leur patrie. Ils ont, par exemple, dans le Nord de la France, plusieurs associations de secours mutuels, trois grandes fraternités religieuses et quelques sociétés de musique. Dans la Lorraine, ils ont formé neuf associations mutuelles et plusieurs sociétés de musique, qui s'organisent rapidement dans toute cette contrée. L'émigration du Nord, de la région d'Aumetz et de la Moselle a, en outre, ses prêtres nationaux, qui exercent non seulement les offices du culte, mais s'occupent aussi du développement intellectuel et moral des immigrants.

Quelle est la *condition juridique de l'immigration yougoslave en France* ? Son statut juridique ne repose, comme celui de l'immigration des autres nations, sur aucun code ni aucune loi organique; car la réglementation de l'immigration en France est basée principalement sur des mesures de police. Avant la guerre, d'après les lois et règlements en vigueur (lois du 3 décembre 1849, du 8 août 1893 et du 16 juillet 1912), la situation de l'immigrant s'identifiait, au point de vue juridique, à celle d'un *simple étranger* résidant en France (1), c'est-à-dire qu'il était soumis aux mêmes obligations et avait les mêmes droits que ce dernier.

En effet, la législation relative au séjour des étrangers en France est appliquée aux ouvriers immigrés (taxe, soins médicaux, droit d'acquisition des immeubles, etc...). A cet égard, on peut citer, en dehors du décret du 2 avril 1917, qui crée pour les étrangers une *carte d'identité* spéciale, et du décret du 18 novembre 1920, qui établit les *obligations* auxquelles ils doivent se soumettre, le décret du 6 juin 1922, qui règle, d'une façon plus particulière, les *conditions d'admission des travailleurs étrangers* se présentant aux frontières. Avec ce dernier décret, la situation de l'immigrant se sépare assez nettement de celle de l'étranger.

Mais, avant cette date déjà, dès la fin de la guerre, la réglementation de l'immigration de la main-d'œuvre étrangère en France, est basée sur une *série de conventions internationales particulières et sur des contrats-types d'embauchage*, par lesquels on établit, entre les pays intéressés et la France, les conditions d'admission des immigrants, leurs obligations, leurs droits, le traitement juridique ou social, etc...

(1) C. f. Yves Rodet *op. cit.*

Les éléments du statut juridique de l'étranger en France doivent être cherchés aussi dans une série de dispositions particulières du Code civil, du Code de travail et des lois complémentaires. Cet ensemble de prescriptions laisse à l'étranger une grande liberté et lui donne de nombreuses garanties, qu'il ne connaît pas dans tous les pays et qu'il était loin de posséder au même degré dans l'ancien droit français (1).

L'étranger a, d'abord, sous réserve de l'application des lois de police et règlements sanitaires, le droit d'entrer et de circuler librement en France. L'étranger qui désire s'y fixer pour un temps assez long et vivre de son labeur, c'est-à-dire l'immigrant, a toute latitude pour exercer un commerce, une industrie et, d'une façon plus générale, une profession quelconque, en se pliant toutefois aux prescriptions législatives ou réglementaires relatives à l'exercice de cette profession (2).

L'étranger a le droit de recevoir et de posséder, sans troubles, toutes sortes de biens mobiliers et immobiliers, dont il peut disposer librement par donation ou testament. Il peut invoquer la protection des textes législatifs, qui garantissent la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, et jouit du droit de libre réunion, de publicité, de la presse et du livre. L'étranger peut s'adresser au tribunal français en qualité de demandeur, mais il est tenu à la caution, *judicatum solvi*, à moins de posséder en France des immeubles d'une valeur suffisante pour le paiement des frais et des dommages-intérêts pouvant résulter du procès, ou d'en être dispensé par conventions internationales.

Les lois françaises assurent à l'immigrant, même à défaut d'accords particuliers, la plupart des avantages dont bénéficient les travailleurs français. C'est ainsi, par exemple, que les lois sur le travail des femmes et des enfants ou celles relatives à la durée du travail lui sont applicables sans restrictions.

Il faut noter, encore, qu'au point de vue de la *législation sociale*, des lois particulières établissent, d'une façon plus ou moins favorable, les droits de l'ouvrier étranger en France. Ainsi, en ce qui concerne l'*assurance en cas d'accident du travail*, l'arti-

(1) C. f. Albert Blanc : « L'Immigration en France et le travail national », thèse, Lyon 1901.

(2) Cependant, l'étranger ne peut exercer en France la profession d'avocat, ni être titulaire d'un office de notaire, avoué, commissaire-priseur, etc. Le cabotage entre les côtes françaises et la pêche dans les eaux territoriales lui sont interdites.

cle 3 de la loi du 9 avril 1898, prescrit que « les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ». La loi ajoute qu' « il en sera de même pour leurs ayants-droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente, d'après le tarif visé à l'article 28 ».

« Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

« Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans les limites des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents » (1).

D'après la *loi du 15 décembre 1922, sur les accidents du travail dans l'agriculture*, les ouvriers agricoles étrangers n'ont pas droit au paiement du montant de la rente triennale dans le cas où ils quitteraient le territoire français. Enfin, selon la loi sur les pensions ouvrières (5 avril 1910) : les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français. Mais, (L. 17 août 1915), « ils ne peuvent bénéficier, soit des contributions patronales seulement, soit des contributions patronales et des allocations et bonifications budgétaires, que si les traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents ».

L'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1893 dispose que les étrangers malades, privés de ressources, sont assimilés aux Français, toutes les fois que le gouvernement aura passé un traité d'assistance réciproque avec leur nation d'origine. En pratique, en raison de la nécessité et des considérations d'humanité, l'assistance en cas de maladie est assurée à tous les étrangers indigents en France. Pour les autres formes d'assistance, le principe de réciprocité est généralement admis, comme répondant à la justice nominale et surtout comme une mesure de sauvegarde contre une immigration non sélectionnée.

En cas de chômage, l'ouvrier étranger n'a pas le droit de

(1) C. f. Le décret du gouvernement français du 4 mai 1928, par lequel on reconnaît aux immigrants de plusieurs pays, parmi lesquels figure la Yougoslavie aussi, le droit à la rente en cas d'accident de travail, à condition de réciprocité.

jouir du secours provenant des fonds destinés aux secours des chômeurs, mais, en pratique, il jouit des mêmes droits que l'ouvrier national.

Les ouvriers étnargers peuvent faire partie des diverses associations professionnelles, au même titre que les Français, mais ils sont exclus de la gérance ou de la direction de ces associations (article 4, loi 1884). Bien que la loi sur le crédit agricole du 5 août 1920 ne leur reconnaisse pas expressément le droit de jouir de ce crédit, il semble que, néanmoins, de nombreux étrangers en jouissent. Quant aux écoles, enfin, la loi de 1886 n'exclut pas la possibilité de la création d'écoles destinées exclusivement aux enfants des étrangers habitant la France.

Il résulte de ce qui précède, que la France montre, à l'égard des immigrants, un libéralisme assez grand et qu'elle permet à ceux-ci de jouir d'une grande partie des droits provenant, pour la classe ouvrière, de sa législation sociale.

Ajoutons, enfin, pour compléter cet aperçu sur la situation de l'immigration yougoslave en France, que des *accords spéciaux* sont sur le point d'intervenir, vu l'importance assez grande de cette immigration, entre les gouvernements français et yougoslave, pour régler certains points particuliers qui s'y rapportent. Dès, en 1926, le gouvernement yougoslave avait proposé au gouvernement français une convention relative à la protection mutuelle des ouvriers. La base de cette convention, qui n'a pas été signée, est l'*égalité de traitement* des ouvriers d'une partie contractante sur le territoire de l'autre partie avec les ouvriers nationaux, tant au point de vue des *salaires* qu'au point de vue des *assurances sociales*.

D'autre part, le désir de multiplier les sources de recrutement de main-d'œuvre étrangère, afin d'être moins tributaire de chacune d'entre elles, provoqua l'intervention de la Société Générale d'Immigration de Paris, dans la Yougoslavie. Elle savait qu'un fort courant d'émigration transocéanique enlevait, chaque année, à la Yougoslavie, dépourvue de l'industrie, une partie de son abondante main-d'œuvre. Elle s'appliqua donc à diriger sur la France une partie de ces émigrants, aptes surtout aux travaux agricoles. Pour le recrutement des réfugiés russes se trouvant sur le territoire yougoslave, il n'y eut aucune difficulté; il fut même facilité par une organisation active d'entre-aide russe, la

« *Technopometch* ». Par contre, le recrutement des ouvriers yougoslaves étant interdit par la loi, il fallut près d'un an de négociations pour obtenir, le 23 janvier 1925, l'autorisation du Ministère de la Politique Sociale de Belgrade, de procéder, sous le contrôle du Commissariat de l'Emigration de Zagreb, à l'embauchage d'ouvriers agricoles.

La question du recrutement de la main-d'œuvre yougoslave, pour les besoins de l'agriculture de la France, fut ainsi réglée par cette autorisation spéciale, par laquelle fut donnée à la Société Générale d'Immigration, à Paris, la concession d'engager, conformément au § 103 de la loi sur la protection des ouvriers, des *ouvriers agricoles* indigènes, célibataires, du sexe masculin, âgés de plus de 18 ans, pour le compte des patrons français. Plus tard, par la décision du même Ministère, du 11 décembre 1925, n° 895, il fut donné à la même Société la concession pour le recrutement des *ouvriers industriels* pour la France. Ce recrutement ne peut être fait que par l'intermédiaire des organes spécialement chargés de cette tâche par le Ministère.

Comme suite à ces accords, fonctionne depuis 1926, à Zagreb, un nouvel organisme de la S. G. I., qui a envoyé en France, en 1926, plus de deux mille ouvriers agricoles, dont un grand nombre des spécialistes : bûcherons, vachers et bergers. C'est lui qui reçoit directement de France les demandes visées par le Ministère de l'Agriculture et qui, par l'intermédiaire de la Bourse du Travail de Zagreb, en informe les bourses locales. Celles-ci doivent alors porter ces offres de travail à la connaissance des ouvriers de leurs circonscriptions. Ceux d'entre eux, qui s'inscrivent, sont convoqués pour être examinés sur place, au point de vue professionnel, par des agents de la Société d'Immigration. Les ouvriers acceptés doivent s'occuper eux-mêmes d'obtenir un passeport. Ils signent ensuite à Zagreb leur contrat de travail, passent la visite médicale, et sont formés en convois dirigés vers la France.

Des contrats-types ont été élaborés pour les diverses catégories d'ouvriers et soumis à l'approbation du gouvernement français. Le texte du contrat *agricole* a été reproduit *in extenso* dans le numéro du 1^{er} mars 1925, du « Bulletin de l'Office Central de la main-d'œuvre agricole » et nous donnons les dispositions essentielles du contrat d'ouvrier *d'industrie*.

D'après les *contrats-types* d'embauchage pour l'ouvrier yougo-

slave d'industrie, recruté pour les besoins des employeurs français, ceux-ci s'engagent à assurer, pendant la durée fixée par le contrat, un travail continu à l'ouvrier signataire du contrat, de ne pas le déplacer sans le consentement de l'ouvrier et sans autorisation du Ministère du Travail français. L'employeur ne pourra pas envoyer l'ouvrier dans une colonie française ou dans un pays placé sous le protectorat de la République Française. Le travail usuel comporte 6 journées par semaine, avec un horaire normal de 8 heures par jour, sauf dérogations prévues par la loi française. L'ouvrier reçoit à travail égal une rémunération égale à celle des ouvriers français, de même catégorie, remplissant le même travail, dans la même entreprise, ou à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région, sans que l'ignorance de la langue française puisse servir de motif pour lui donner un salaire inférieur à celui alloué à l'ouvrier français.

Il aura également droit aux indemnités de cherté de vie, qui pourraient être accordées aux ouvriers français. Le contrat assure à l'ouvrier yougoslave un salaire *minimum* et oblige l'employeur d'utiliser l'ouvrier dans la profession pour laquelle il a été engagé. En cas de maladies, l'employeur assure, moyennant une retenue de 2 % du salaire global, les soins médicaux, la nourriture et le logement pendant une durée de 45 jours. Cette assurance ne s'applique pas aux maladies contagieuses, d'origine spécifique, provenant du fait de l'ouvrier. Au cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier.

L'employeur aura le droit de résilier le contrat : si l'ouvrier n'observe pas les clauses du contrat; s'il injurie ou menace ses représentants ou lui-même et en cas de vols ou de fraudes de la part de l'ouvrier. L'ouvrier aura le droit de résilier le contrat : si l'employeur n'observe pas les clauses du contrat, sauf le lock-out; en cas d'injures et voies de faits de la part de l'employeur ou son représentant; si l'employeur refuse de lui restituer ses documents personnels et s'il est appelé pour accomplir le service militaire ou en cas de mobilisation. En outre, toute difficulté, pouvant surgir entre l'employeur et l'ouvrier, doit être signalée au Ministère du Travail.

La protection des ouvriers yougoslaves en France, s'étant montrée insuffisante et incomplète, fut confiée, à partir de 1926,

à un délégué spécial d'émigration, attaché à la Légation yougoslave à Paris.

En dehors de l'immigration yougoslave en France, on rencontre également en Belgique et au Luxembourg un certain nombre d'immigrants yougoslaves. En Belgique, ce sont généralement des ouvriers des mines de charbon, tandis qu'au Luxembourg, ils sont, en majeure partie, occupés dans les mines de fer. A Eysden, il y a environ 300 mineurs avec 1.500 membres de leur famille; à Winterslog, 202 ouvriers avec 1.048 membres de famille; à Charleroi, 25 ouvriers avec 110 membres. Le nombre des émigrants yougoslaves du Luxembourg s'élève à environ 1.000 ouvriers, pour la plupart sans famille ou célibataires, occupés comme mineurs.

SECTION II

L'ÉMIGRATION YUGOSLAVE VERS L'ALLEMAGNE ET LA TURQUIE

*Nombre des émigrés en Allemagne. Emigration vers la Turquie.
Son caractère religieux et définitif.*

Avant la guerre de 1914, les ouvriers yougoslaves émigraient en nombre assez grand en *Allemagne*, surtout ceux de la Slovénie et de Lika, de sorte qu'à la fin de la guerre il y en avait environ 60.000 dans les mines de *Westphalie*. Cette émigration s'était produite notamment entre 1880 et 1900. L'Allemagne ressentait à cette époque un grand besoin d'ouvriers mineurs. La majeure partie des émigrés est représentée par des Slovènes; les Serbes et les Croates ne faisant qu'une faible proportion. L'émigration s'étend aux villes de Gladbach, Dortmund, Essen, etc...

Elle n'était point organisée : il n'y existait que des associations d'un caractère plus ou moins religieux, qui ne s'occupaient que faiblement des questions sociales. Après la guerre, les membres de cette colonie importante développent une grande activité et, aujourd'hui déjà, on compte dans cette région 34 associations de secours mutuels de mineurs yougoslaves, faisant partie d'une grande fédération unique.

Depuis la guerre, et notamment depuis l'occupation de la régions de la Rhur, les émigrants yougoslaves se trouvèrent dans une situation particulièrement pénible. Pour leur offrir le secours nécessaire, il fut institué un Consulat yougoslave à Dusseldorf, par l'intermédiaire duquel on essaya leur rapatriement. Le succès de cette tentative fut relativement faible, car on n'a réussi à rapatrier qu'une faible partie de ces émigrants, et encore de nombreux rapatriés sont de nouveau retournés en Allemagne. La majeure partie d'entre eux a passé en France et en Belgique. Mais, il en est resté encore environ 20.000. Le nombre des émigrés d'après-guerre qui seraient dirigés vers l'Allemagne est peu élevé.

L'émigration yougoslave se dirigeant vers d'autres pays européens, sur laquelle, malheureusement, on ne dispose d'aucune donnée précise, paraît peu nombreuse. Il est regrettable, néanmoins, que les autorités compétentes de l'émigration ne lui aient consacré presque aucun intérêt. L'émigration continentale en général, bien qu'elle présente une importance assez considérable, n'a pas fait jusqu'ici l'objet de soins particuliers ni de réglementation quelconque de la part du gouvernement ou du législateur yougoslaves. Voire même aucune statistique sur son mouvement n'a été établie jusqu'à présent.



Pour compléter cet aperçu de l'émigration yougoslave européenne, ajoutons que, depuis la fin de la guerre, surtout dans les dernières années, on observe un courant assez marqué de *l'émigration vers la Turquie d'Asie*. Ce courant, sur lequel aucune statistique n'a pas été établie jusqu'ici, a avant tout un *caractère religieux et national*, spécifique dans l'émigration moderne et pouvant servir d'exemple typique de *animus non revertendi*. Il provient des régions habitées par les populations musulmanes : Bosnie, Herzévoine, Vieille Serbie et Macédoine, surtout de ces deux dernières provinces. Les grands mouvements démographiques des masses populaires qu'on y rencontre représentent un des événements actuels les plus importants de l'Etat yougoslave. Les Musulmans émigrent vers les régions fertiles et peu peuplées de l'*Anadolie*, où ils sont attirés par la communauté de langue et de religion avec la population de cette contrée, ainsi que par la

nostalgie. Ce mouvement apparaît comme la suite naturelle d'une migration très ancienne, qui accompagne *régulièrement* chaque retraite du pouvoir ottoman, à partir de Budapest, vers l'Asie-Mineure. Dans ce mouvement prend part non seulement l'élément turc, mais les autres éléments musulmans aussi, surtout la population des villes. Le courant de l'émigration comprend les régions les plus importantes au point de vue économique et politique. Il s'étend tout le long de la vallée du Vardar et collectionne les courants d'émigration provenant de Ovce Polje, Kosovo, Métohia et du reste de la Rascie. Les biens des émigrés sont rachetés en partie par la population chrétienne indigène, en partie par les immigrants venus du nord et de l'ouest du pays. La population indigène n'achète que les terres voisines pour agrandir ou arrondir sa possession. Elle ne peut pas penser au déplacement dans une autre région, parce qu'elle n'a pas de moyens nécessaires pour un tel déplacement et pour le nouvel établissement, puis, aussi, parce qu'en raison d'une procédure compliquée d'aliénation de leurs biens déjà possédés, les paysans ne peuvent se dessaisir de leurs petits lots de terre.

Remarquons, que ces achats s'effectuent souvent dans des conditions bien onéreuses. Le paysan, manquant de crédit réel et à long terme, s'endette en vue de l'achat des terres, dont il a tellement « faim », en payant un intérêt de 20 à 30 %, c'est-à-dire plus que ne peut lui rapporter n'importe quelle culture. Il aurait été très utile, et même indispensable, d'organiser le crédit foncier en vue d'*assurer l'achat des terres des émigrés* par des agriculteurs, qui en manquent, au lieu de les laisser accaparer par les spéculateurs de terres, venus de tous les côtés. Malheureusement, on n'a rien fait jusqu'à présent à cet égard, de sorte que les exploitations placées dans les régions les plus fertiles, souvent à proximité des villes et des voies de communication principales, avec des bâtiments agricoles et l'inventaire nécessaire, passèrent dans les mains des spéculateurs. La Banque Hypothécaire d'Etat, elle-même, qui aurait pu jouer ici un rôle des plus utiles, n'a rien entrepris pour rendre impossible cette spéculation intolérable et pour favoriser une opération aussi utile que le passage des biens agricoles dans les mains des agriculteurs.

Cette émigration musulmane peut être considérée comme une émigration type d'ordre *religieux*, bien qu'on ait prétendu qu'elle

doive être considérée comme une conséquence des réformes agraires réalisées par l'Etat yougoslave, réformes qui auraient touché, en premier lieu, l'élément musulman de la Serbie du Sud et de la Bosnie et Herzégovine. Cette assertion, bien que contenant une part de vérité, ne paraît pas tout à fait justifiée par les faits. D'abord, l'émigration porte autant et même davantage sur l'élément urbain que rural; puis, l'expropriation des grands domaines et l'affranchissement de la classe paysanne chrétienne, n'a pas pu avoir un tel effet sur les masses musulmanes, parce qu'elles sont rarement intéressées par les réformes. Elles n'ont pu intéresser, en réalité, que les seigneurs musulmans (agas et begs), mais non la masse du peuple musulman, qui n'avait presque aucune attache avec les premiers, ni avec les autres grands propriétaires fonciers musulmans. Ceux-ci vivaient, en effet, dans un cercle assez fermé, d'une vie bien distincte et complètement séparée du reste du peuple, ce qui rendait impossible toute solidarité de leurs intérêts respectifs. En fait, l'émigration des Musulmans ne paraît être inspirée que par des raisons d'ordre *religieux*. Elle est presque arrêtée actuellement, depuis que les Musulmans se sont rendu compte, que la Turquie moderne, celle des grandes réformes libérales de Kemal-pacha, est bien moins respectueuse de leur fanatisme religieux et des mœurs religieuses et sociales que la Yougoslavie, et qu'en outre elle ne les accueillait pas aussi chaleureusement qu'ils le croyaient.

Mais, en dehors de cette émigration nettement religieuse, composée des Musulmans, on a pu observer également une tendance de l'émigration des régions dalmates vers la Turquie, où l'on construit les lignes de chemin de fer d'Angora à la Mer Noire, de nombreux tunnels et des routes à travers les terrains montagneux et arides. Les ouvriers de la Dalmatie, habiles dans cette sorte de travaux, demandèrent l'autorisation d'émigrer en nombre important. Celle-ci leur fut refusée parce que les autorités turques ne permettaient aux ouvriers yougoslaves qu'un séjour d'un mois sur leur territoire. Les démarches diplomatiques afin d'obtenir un séjour libre, pour ces ouvriers, n'ont pas encore abouti.

SECTION III

LES MIGRATIONS RÉSULTANT DES TRAITÉS DE PAIX DE SAINT-GERMAIN, DE TRIANON, DE NEUILLY ET DE SÈVRES

Migrations politiques d'après-guerre. — Rapatriement des prisonniers de guerre et des réfugiés. — Emigration de la Serbie et du Monténégro envahis par l'ennemi de 1915 à 1918. — Migrations causées par les remaniements de frontières et par le droit d'option des minorités ethniques.

Depuis la guerre mondiale, on observe, dans nombre de pays, à côté de la migration continentale économique normale, des migrations d'un ordre particulier, les migrations politiques ou « diplomatiques ». La guerre a provoqué, en effet, le mouvement le plus considérable d'êtres humains que l'histoire ait jamais constaté (1).

Si la diminution de l'émigration économique est un fait presque général dans la période d'après-guerre, *des déplacements d'ordre politique* d'une telle envergure se sont produits, depuis 1918, qu'ils dépassent de beaucoup les chiffres des émigrations annuelles enregistrées pendant le xix^e siècle. On peut même affirmer que, depuis les grandes invasions barbares, qui, selon Fustel de Coulanges, ne s'élevaient vraisemblablement qu'à quelques centaines de milliers d'hommes, les peuples n'ont jamais connu de migrations pareilles à celles qui se sont produites depuis la guerre et qui ne sont pas près d'être achevées. Certains de ces mouvements ont pris un caractère presque définitif : tels sont ceux qui ont été provoqués par *la rectification des frontières en Europe, par la naissance des nouveaux Etats*, l'émigration juive vers la Palestine, les *échanges* de population gréco-bulgare et gréco-turque. D'autres migrations, celles des *prisonniers de guerre*, et celle des *réfugiés russes* (environ 1,5 million) dont une partie, sous l'empire de certaines circonstances, va grossir les rangs du prolétariat et fournir de véritables émigrants, ont revêtu une

(1) Voir la note de la p. 125.

forme passagère, bien que parfois prolongée pendant de nombreuses années.

L'envahissement de la Serbie tout entière et du *Monténégro* par les troupes allemandes, austro-hongroises et bulgares, détermina, en 1915, le départ précipité, vers l'inconnu, de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, dont la majeure partie fut généreusement recueillie par la France, la « seconde patrie » des Serbes. Ce fut un des événements les plus tragiques et les plus tristes de l'histoire du peuple yougoslave. Parmi tant de désastres, qu'il eût à subir au cours des siècles, et parmi tant de malheurs, qu'avaient supportés les peuples civilisés, aucun ne semble avoir été plus lamentable que l'émigration des malheureuses populations et de l'armée serbes à travers les montagnes arides de l'Albanie, où la faim, le froid, l'épidémie et le poignard ou le fusil albanais devaient les décimer. Et ce n'est que lorsque le carnage humain fut terminé, que les restes de cette émigration purent regagner leurs foyers (1). Nombre de réfugiés serbes de 1915-1916, se sont fixés définitivement en France, en Tunisie et en Algérie.

Le remaniement des frontières européennes a entraîné une émigration considérable, qu'il est difficile de préciser, car les statistiques font défaut. On ne peut que s'en rapporter à des appréciations plus ou moins exactes, déformées souvent par les passions politiques et par le souci qu'ont les pays intéressés de présenter, sous un jour favorable, leurs revendications nationales.

On s'est efforcé, la guerre finie, de créer une Europe nouvelle, basée sur le principe des nationalités, sur la volonté librement exprimée des individus et des groupements. D'une part, les traités de paix ont accordé aux personnes, d'une façon particulièrement large, *le droit d'opter pour la nationalité de leur choix*; d'autre part, ils ont proclamé le droit de protection et d'égalité des minorités ethniques. *L'option dans ces traités comporte toujours l'obligation d'émigrer* dans le pays dont on redevient un ressortissant (2). Les populations dont les tendances se trouvaient être inconciliables avec la souveraineté nouvelle, devaient émigrer, après avoir fait une déclaration dans ce sens, dans leur ancienne patrie ou dans le pays de leur choix.

(1) Parmi eux se trouvaient 50.000 enfants dont les parents sont inconnus. Revue de la Croix Rouge Intern., 15 juin 1921.

(2) Sauf l'article 91 du Traité de Versailles.

A la suite de cette option, les individus domiciliés sur les territoires cédés à la Yougoslavie deviennent des étrangers et sont susceptibles d'être expulsés comme tels par l'Etat souverain. Une telle mesure s'imposait, à l'heure et dans les conditions, où elle a été prise. Les susceptibilités nationales ont été exacerbées à leur point maximum durant la guerre mondiale. Puis, la composition ethnique de certaines régions est un véritable enchevêtrement de races plus ou moins hostiles. Il s'agissait de les rendre plus homogènes et de regrouper les éléments ayant des aspirations ou des origines communes, afin d'éviter des conflits et des tiraillements d'ordre national et international.

D'après le traité de Versailles (art. 37, 85, 91, 106, 113), de Saint-Germain (art. 78, 79), de Trianon (art. 63), de Sèvres (art. 124) et de Neuilly (art. 40, 45), les personnes âgées de plus de 18 ans, ayant l'indigénat sur les territoires annexés, ont eu le droit d'opter pour la nationalité allemande, autrichienne, hongroise, turque et bulgare, dans un délai de 1 à 2 ans, à dater de la mise en vigueur des dits traités. Ces délais ont été, cependant, presque dans tous les cas, prolongés par des conventions spéciales conclues entre les Etats intéressés.

C'est en vertu de ces dispositions des traités de paix que s'établit un courant de migration particulier d'un nombre important de Hongrois et d'Autrichiens habitant les régions, qui, jusqu'en 1918, faisaient partie de l'Autriche-Hongrie, et qui furent cédées à la Yougoslavie. C'est ainsi qu'il émigra, jusqu'en 1922, 37.456 personnes de la Yougoslavie vers la Hongrie (1). Comme le mouvement de migration de même ordre provenant de la Roumanie (139.390 personnes) et de la Tchécoslovaquie (56.057), avait atteint des proportions importantes, le gouvernement hongrois prit des mesures pour interdire désormais l'admission de cette émigration aux frontières, celle-ci constituant « pour l'Etat une lourde charge et un danger pour la sécurité publique ». Au fond, cette interdiction semble avoir des raisons qui touchent de très près aux aspirations irrédentistes et « révisionnistes » du gouvernement de l'amiral Horthy. Bien qu'on ne connaît pas le chiffre des émigrés vers l'Autriche et la Roumanie, on peut dire qu'il est moins élevé que le précédent. Un mouvement inverse de

(1) Revue Internationale du Travail, juin 1922.

migration des Yougoslaves habitant les régions, qui ont été attribuées aux Etats voisins, s'est également manifesté dès 1919. L'importance de cette migration se chiffre par plusieurs milles de familles. Plus de 2.500 de ces familles ont été colonisées dans les régions du nord (1).

Notons, enfin, que la Yougoslavie a recueilli plus de 80.000 réfugiés russes. Bien que le budget de l'Etat subisse, en raison des subventions qu'il accorde à ces émigrants, une charge assez lourde, la situation de ceux d'entre eux, qui n'ont pas trouvé d'emploi, est très mauvaise.

Tous ces déplacements considérables des masses humaines ont dû nécessairement avoir pour conséquence de graves difficultés nationales et internationales, la désorganisation de nombreux milliers de foyers, et par là, influencer sur le développement économique normal du pays. Autant l'émigration volontaire est l'une des grandes sources de bienfaits pour l'humanité, car elle transforme les terres incultes en pays florissants, autant ces migrations forcées, provoquées par les guerres, et les migrations politiques causent des souffrances épouvantables et inutiles et portent des graves préjudices à l'économie et aux finances des nations. Loin de créer des richesses pour l'avenir, ces mouvements n'ont semé, souvent, que les épidémies et la misère économique, morale et physique.

(1) Voir page 158 de cette étude.

TROISIEME PARTIE

L'émigration transocéanique

Son importance. — L'époque où elle commence à se produire. — Ses causes particulières : politiques et nationales. — Le manque de données statistiques précises et complètes pour l'ensemble de l'émigration d'avant 1914.

La migration yougoslave transocéanique est dirigée vers tous les pays et vers tous les continents. Elle dépasse, par son volume, la migration européenne, en même temps qu'elle est plus importante que cette dernière, dans ce sens, qu'elle n'est plus le résultat du concours de certains événements historiques ou des causes passagères, comme la migration européenne du passé, mais qu'elle provient de causes économiques, sociales et politiques profondes, qu'il s'agit de rechercher à établir. Cette migration est plus importante aussi parce que, d'une part, elle représente la meilleure partie des forces nationales et que, d'autre part, son rapatriement en raison de l'éloignement devient bien plus difficile, en même temps qu'elle est exposée à la dénationalisation même, quand elle forme des groupements plus ou moins compacts dans le pays d'immigration.

L'émigration yougoslave transocéanique est la plus récente, puisqu'elle ne date que d'un siècle environ, et vient après la migration interbalkanique et continentale, si l'on ne parle que des émigrations présentant quelque importance numérique. Les migrations sporadiques et individuelles sont bien plus anciennes, notamment en ce qui concerne les Dalmates qui, habitant le littoral, entraient en relations avec les étrangers, s'enrôlaient comme marins et passaient de l'autre côté de l'Océan.

Le véritable mouvement de migration transocéanique commence avec l'émigration des *Slovènes*, qui fut précédée, en 1830, par un évêque slovène nommé Baraga et par d'autres missionnaires catholiques slovènes, qui ont suivi ce dernier : Franc Pirc

(1835), le jésuite Otton Skola (1841) et l'évêque Ignacije Mrak. Ceux-ci étaient suivis, plus tard, par leurs parents ou amis.

Ces missionnaires slovènes ont été, en même temps, les premiers à entreprendre la conversion au christianisme et la civilisation des indigènes américains (Minnesota). Les premiers émigrés yougoslaves avaient joué un rôle important dans le développement de la civilisation de la population autochtone. L'Etat de Michigan a même donné le nom de l'évêque Baraga à une de ses provinces, en reconnaissance de son œuvre civilisatrice.

En 1849, la découverte de mines d'or en Californie fut une attraction pour les Croates et les Serbes de la Dalmatie et des îles dalmates, notamment pour ceux de Boka Kotorska, qui allèrent chercher la fortune dans le Nouveau Monde.

Jusqu'en 1870, l'émigration yougoslave reste faible, cependant. Ce n'est que depuis cette date qu'elle présente quelque importance et s'accroît régulièrement d'une année à l'autre, pour devenir, à la veille de la guerre mondiale, un véritable danger pour l'avenir de la nation.

Les causes de cette émigration sont très diverses. Nous les examinerons plus loin. Contentons-nous de dire, ici, qu'elles sont d'ordre *politique, social et économique*. La majorité des Yougoslaves était soumise, jusqu'en 1918, à la domination austro-hongroise. La dépendance nationale y aggravait la dépendance économique et la misère dans lesquelles se trouvait la classe paysanne. La situation devenait insoutenable à tel point, que l'expatriation fut la seule issue possible. Pour s'en assurer, il suffirait peut-être de dire, que sur 100 émigrés slaves venus dans les pays d'outre-mer, il y en avait 70 % provenant du territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, bien qu'elle ne fût habitée que par 17 % de tous les Slaves; le reste des Slaves (83 %) étant soumis à d'autres Etats (Russie, Serbie, Turquie, Bulgarie).

Les données statistiques qui existent sur la migration transocéanique d'avant la guerre sont, malheureusement, bien incomplètes, éparses et parfois inutilisables, parce qu'elles comprennent des éléments étrangers à la nationalité yougoslave, tandis que d'autres fois elles comptent comme éléments étrangers « Autrichiens », « Hongrois », « Bulgares » ou « peuple balkanique » les

éléments yougoslaves purs. Ceci s'explique par le fait que les provinces yougoslaves subissaient, jusqu'à naguère, des régimes politiques différents et étaient soumises à la domination de plusieurs Etats différents. Pour la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie et la Slavonie, on ne dispose que de données incomplètes. Pour la Voïvodina, le Prekumurje et le Medjamurje, les données statistiques sont inutilisables, car lorsqu'elles existent, elles ne font pas de distinction de nationalité des émigrés. Tous les émigrés du territoire de l'ancien Etat hongrois y sont désignés comme « Hongrois ». Il en est de même pour la Slovénie, où l'on ne dispose que de données partielles pour la région de Carniole seule. Enfin, pour certaines provinces (Serbie, Vieille Serbie, Macédoine et Monténégro), il n'existe presque point des statistiques d'émigration. C'est pourquoi on est obligé de recourir aux statistiques américaines, austro-hongroises et aux rares statistiques yougoslaves pour tâcher de donner, en dépit de ces difficultés, un aperçu d'ensemble, en scrutant consciencieusement ces différentes données si dispersées.

CHAPITRE I

L'EMIGRATION YUGOSLAVE TRANSOCEANIQUE JUSQU'À LA FIN DE LA GUERRE MONDIALE

SECTION I

L'ÉMIGRATION PROVENANT DU TERRITOIRE DE L'ANCIEN ETAT AUSTRO-HONGROIS

§ 1. — *L'émigration provenant de l'ensemble du territoire de l'Autriche-Hongrie*

*Son importance et sa composition ethnique. — La place occupée
par les Yougoslaves dans cette émigration. — Le recul de la
population yougoslave, par rapport aux autres nationalités
composant l'Etat austro-hongrois, du fait de l'émigration.*

L'émigration slave d'outre-mer en général, l'émigration yougoslave en particulier, longtemps peu importante, a fini par conqué-

rir une place de premier rang vers la fin du dernier siècle. L'émigration slave a été, jusqu'en 1914, fournie par les deux grands Empires, austro-hongrois et russe, et secondairement par la Serbie, la Bulgarie et la Turquie d'Europe (V. Serbie et Macédoine).

Le rôle de la Monarchie austro-hongroise comme centre d'émigration, était devenu particulièrement important dans les derniers temps de son existence.

L'émigration austro-hongroise fut une émigration pauvre, parfois misérable, et qui a recruté souvent les classes les moins aisées de la population ouvrière des Etats-Unis. Elle fut sans grand avantage ni politique ni économique pour le pays, si ce n'est celui qui peut résulter des modestes économies des émigrés et celui de l'exemple donné, par ceux qui reviennent, d'un niveau de vie supérieur et d'un esprit plus progressif. Ne présentant aucune homogénéité ethnique, elle ne pouvait jouir d'aucune protection nationale à l'étranger; par conséquent, elle se désagrégeait et s'assimilait plus facilement.

Il arrive parfois, au cours de la période de l'émigration intense 1900-1914, que le contingent hongrois égale, ou même dépasse le contingent autrichien, malgré l'infériorité numérique de la population hongroise comparée à l'autrichienne.

En Autriche, l'émigration soulevait, avant la guerre, de moindres inquiétudes qu'en Hongrie, la population étant plus nombreuse et l'élément dominant (allemand) s'appuyant sur toute la race germanique.

La majeure partie de l'émigration yougoslave est contenue dans les statistiques américaines relatives à l'immigration austro-hongroise. Celle-ci comprend un pourcentage important d'éléments yougoslaves des régions soumises jusqu'en 1918 au régime austro-hongrois, pourcentage qui n'a souvent aucun rapport avec l'importance numérique respective des différentes nationalités composant l'ancien Etat habsbourgeois. Disons, aussi, que ce n'est qu'après 1860 qu'on trouve dans ces statistiques des renseignements sur cette immigration.

Il résulte des statistiques de l'Annual Reports of the Commission General of Immigration, que l'ancienne Autriche-Hongrie seule participait, dans la première décade du xx^e siècle, avec près de 25 % dans l'immigration américaine totale, ce qui dénote bien la gravité de son émigration.

L'intensité de celle-ci est suffisamment marquée par les données statistiques suivantes, relatives à l'immigration aux E. U. A. dans la période de 1899 à 1909 :

L'immigration en moyenne annuelle de 1899 à 1909	
Pays	
Italie	125.973
Russie	104.960
Angleterre	58.737
Allemagne	20.478
Pays balkaniques	22.584
Autriche-Hongrie	137.464

Ainsi, le chiffre des émigrants de l'Autriche-Hongrie est le plus élevé de tous les autres pays d'émigration. Si on l'exprime en pour cent, par rapport à l'immigration totale des E. U. A., on voit que ce chiffre augmentait, sans cesse, dès le dernier quart du xix^e siècle : en 1879-1889, il était de 6 % ; de 1889 à 1899, de 14 % ; en 1899-1909, de 24,3 %, en prenant alors la première place et dépassant même le pour-cent que représentait l'immigration de l'Italie (22,6 %) (1).

L'émigration totale de l'*Autriche seule*, dans la période de 1876 à 1910, atteignait le chiffre de 1.845.382 personnes, chiffre qui s'élevait à 3.547.630, si l'on y ajoute le nombre des émigrants de la Hongrie. L'émigration austro-hongroise, tant celle qui se dirigeait vers les E. U. A. que vers les autres pays d'outre-mer, fut : de 1879-80, 73.000 ; de 1880-90, 354.000 ; de 1890-1900, 579.000 ; de 1900-1910, 2.380.000. C'est donc une émigration à caractère morbide. Nous insistons un peu sur ces faits, parce que, comme on l'a déjà dit, la majeure partie du territoire et de la population yougoslaves était soumis à l'Autriche-Hongrie jusqu'à 1918, et aussi, parce que une grosse partie de l'émigration yougoslave provenait précisément de ce territoire.

Notons, aussi, que l'émigration *continentale* de l'Autriche seule s'élevait, avant la guerre, à 350.000 ouvriers environ par an. En 1913, par exemple, cette émigration atteignait, pour l'Autriche-Hongrie, un chiffre considérable de 550.000 individus, chiffre compensé en partie par le nombre des retours (2).

(1) Statistische Monatschrift, 1911, p. 346 et suivantes.

(2) Une partie d'entre eux a probablement émigré vers l'Amérique. C. f. M. Varlez : Revue Econ. internation., septembre 1925.

Si l'on veut suivre la marche de l'immigration austro-hongroise aux *Etats-Unis* d'Amérique, on trouve qu'elle a été :

De 1861 à 1870 : 7.800 personnes; de 1871 à 1880 : 72.969; de 1881 à 1890 : 353.719; de 1891 à 1900 : 597.047 personnes. Ainsi, de 1861 à 1900, soit pour une période de quarante ans, le chiffre de cette émigration s'élevait à 1.261.000.

Ce mouvement s'est considérablement accentué depuis cette date. En 1900, le nombre des émigrés austro-hongrois aux E.U.A., s'élevait, déjà, à 114.827; en 1902, à 171.989; en 1903, à 206.011; en 1905, à 207.693; en 1906, à 265.138; en 1907, à 338.452, atteignant alors son maximum. En 1908, ce chiffre tombe, en raison de la crise économique de 1907-8, à 168.509; en 1909, à 170.191; pour remonter de nouveau, en 1910, à 258.737 personnes. De 1901 à 1913 inclusivement, c'est-à-dire pour 13 années seulement, le nombre total d'émigrants atteignait le chiffre énorme de 3.071.000 hommes pour les E. U. A. seuls.

Ce nombre comprend les émigrants de toutes les nationalités de l'ancienne Monarchie : Allemands, Hongrois, Italiens, Roumains, Slovaques, Tchèques, Yougoslaves, mais le nombre d'émigrés *slaves* dépassait, et de beaucoup, celui des autres nationalités (1). C'est ce que montre le tableau suivant, indiquant la composition de l'immigration austro-hongroise aux Etats-Unis d'Amérique, suivant la nationalité des immigrés :

Nationalités	Emigration	Diminution de la population	
	de 1901 à 1910 : Nombre total	En moyenne et en ‰ de 1901 à 1909	par an
Slaves	1.149.414	57,4	6,4
Allemands	227.827	21,4	2,4
Hongrois	287.962	35,4	3,9
Juifs (2)	139.669	70,0	7,8
Roumains	78.490	20,9	2,3
Total....	1.883.362	42,3	4,7

(1) Les Slaves comptaient en 1900, en Autriche-Hongrie, 20.690.000 âmes sur 45.400.000 habitants de cet Etat.

(2) De 1899 à 1910, 180.000 Juifs ont émigré de l'Autriche-Hongrie.

L'émigration annuelle, qui s'élevait, donc, à 4,7 % de la population totale, présente une diminution de la richesse nationale de 1.883.362 individus, correspondant à une perte économique de plus 4.143 millions de couronnes-or. Si l'on y ajoute le montant des pécules que les émigrés emportèrent avec eux aux E. U. d'Amérique et qui s'élevait à 5.599.757 dollars pour la période considérée (1900 à 1910), cette diminution de la richesse nationale apparaît encore plus importante (1). La perte économique se traduit par plus de 6.917 millions de couronnes-or, pour la période 1860-1910.

Il ressort de ces mêmes statistiques que *presque la moitié de l'émigration totale était représentée par les Slaves*. Le régime introduit par l'Autriche-Hongrie, dans ces régions, était dirigé contre la population slave. A la suite de diverses mesures d'ordre économique et politique, qu'on fera connaître plus loin, une nombreuse population yougoslave fut contrainte d'émigrer.

L'émigration la plus forte, par rapport à la population totale de la nationalité en question était, celle des Polonais, et elle comptait 926 personnes sur 10.000 habitants, vient immédiatement après celle des Yougoslaves avec 692 personnes, puis des Juifs avec 683, tandis que l'émigration des Allemands n'était que de 219 et celle des Hongrois de 256 sur 10.000 habitants.

Le pourcentage le plus élevé des émigrés, relativement à l'émigration totale de l'Autriche-Hongrie, pour la période de 1901 à 1911, est encore constaté chez les *Polonais* (18,6 %); puis chez les *Yougoslaves* 16,1 %, les *Slovaques* 15,4 %; viennent ensuite les Hongrois, représentés par 14,7 % et les Allemands, avec 11,8 %.

Quant aux *Yougoslaves* seuls (Serbes, Croates et Slovènes), le chiffre de leurs émigrés s'élevait à 297.282 personnes, soit 16 % du nombre total de l'immigration austro-hongroise, c'est-à-dire que le chiffre d'émigrants yougoslaves dépassait celui des Allemands (227.827) et des Hongrois (287.962), bien que ces derniers

(1) D'après les données des E.U.A. de 1900 à 1910, les immigrants Yougoslaves ont apporté avec eux aux E. U. en tout 5.599.757 dollars, soit 16 dollars par personne et en moyenne. Les immigrés des régions pauvres (Monténégro, Herzégovine, Bosnie, Dalmatie) apportaient naturellement moins, à peine 10 dollars par personne. Les Russes apportaient en moyenne 14 dollars, les Polonais 12,8, les Slovaques 15, tandis que les Tchèques apportaient 28 dollars, les Allemands 51 à 55 dollars par immigrant. (Statist. Monatsch. 1911, H. II-III).

représentaient une population totale plus nombreuse (respectivement 10,6 millions et 8,1 millions en 1900).

Dans le nombre global des « *Slaves* » immigrés aux Etats-Unis, on a compté pour la période 1900-1909 : 266.504 Croates et Slovènes; 27.019 Dalmates, Bosniens et Herzégoviens; 338.000 Polonais; 84.000 Tchèques et 297.500 Slovaques.

Encore un fait intéressant à noter. Pendant que le nombre absolu des émigrés diminue en 1907-08 pour toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie, seul le nombre des émigrés serbes ne diminue pas, puisqu'il passe de 7.263 en 1906-07 à 7.444 en 1907-08 et ne tombe qu'en 1908-09 à 3.628.

C'est à cause de cette émigration intense des Yougoslaves de l'Empire austro-hongrois, que leur accroissement, malgré leur natalité très grande, était faible par rapport à l'ensemble de la population de cet Etat. Ainsi, tandis que celle-ci passait de 45.405.267 en 1900, à 49.458.421 en 1905, et que le nombre des Allemands croissait de 10.670.887 à 11.581.685, celui des Hongrois de 8.152.955 à 9.500.000, le nombre des Yougoslaves n'a augmenté que de 4.626.800 à 4.990.031, malgré leur « puissant accroissement naturel », comme le dit la « *Statistische Monatschrift* » (1913, p. 339).

Tous ces faits montrent clairement, quelle est l'influence que peuvent exercer sur le mouvement migratoire les *causes d'ordre politique et national*. C'est, d'ailleurs, la seule explication plausible de la prédominance relative de l'élément slave, en général, et de l'élément yougoslave, en particulier, dans l'ensemble de l'émigration de l'ancien Etat habsbourgeois.

Ces causes ont eu d'autres effets fâcheux sur le mouvement de la population yougoslave de cet Etat. En 1880, les Croates et les Slovènes comptaient pour 90,5 %, c'est-à-dire les 9/10^e de la population totale de la Croatie et de la Slavonie, en 1900 ils ne comptaient plus que pour 86 %, soit une diminution de 4,5 % au profit de l'élément étranger : allemand ou hongrois. Dans la période décennale de 1880 à 1890, la population yougoslave n'a augmenté que de 12,55 %, tandis que la population magyare augmenta de 66,10 %, la population allemande de 29,48 % et les autres populations étrangères de 41,04 %. Cette diminution de l'élément autochtone, par rapport aux éléments étrangers, a pour cause principale, d'une part, la forte émigration des Yougoslaves

vers les pays d'outre-mer, provoquée par des conditions de vie déplorables de la classe rurale, d'autre part, l'immigration nombreuse des Allemands et des Hongrois qui fut favorisée par l'Autriche-Hongrie.

Le mal était d'autant plus grand que, d'autre part, au nord-ouest, du côté des Allemands, la frontière yougoslave se déplaçait vers le sud en raison de ces mêmes causes. Depuis longtemps déjà, nombre de Slovènes furent germanisés en Styrie et en Carinthie, grâce surtout à l'église catholique qui se prêta volontiers au germanisme. *La germanisation*, qui aggravait le péril national, causé par la forte émigration, avait commencé même dans les villes de la Carniole.

L'invasion allemande, non seulement celle venant de la puissance publique austro-hongroise, mais aussi celle venant de l'initiative privée, était très intense dans toute la *Slovénie*. Des sociétés allemandes telles que « *Deutscher Schulverein* » et « *Sudmark* » travaillaient à la dénationalisation des Slovènes. Notons, aussi, que ces sociétés trouvaient, dans cette tâche révoltante, l'appui le plus solide et le plus sincère chez les grands propriétaires fonciers qui, pour plus de 80 %, appartenaient à la nationalité allemande.

La germanisation ne fut arrêtée qu'à partir du xix^e siècle, par le réveil national slovène, alors que de nombreux Slovènes, à demi germanisés, revinrent à leur nationalité primitive. A partir de cette époque, la limite entre les Slovènes et les Allemands, en Styrie et en Carinthie, est restée presque sans changements.

§ 2. — *L'Emigration provenant du territoire de la Hongrie*

Son importance. Ses causes. La disparition progressive de l'élément yougoslave du fait de la politique de magyarisation et de l'émigration.

Le recul le plus considérable vers le sud fut, cependant, celui qui subirent, pendant les deux derniers siècles, les limites ethnographiques des Serbo-Croates dans la *Hongrie méridionale*. La *magyarisation*, élevée par l'Etat à la hauteur d'un principe, se poursuit en Barania, fait des progrès dans le Banat, et surtout dans la Batchka. De même, par suite de l'expansion naturelle des Roumains, les Serbes ont perdu du terrain dans le Banat

oriental, surtout, semble-t-il, dans le dernier tiers du xix^e siècle et dans les années qui suivirent. La dénationalisation forcée, méthodiquement poursuivie par les Autrichiens, d'une part, par les Hongrois, d'autre part, a été une des causes les plus importantes de l'émigration yougoslave de ces contrées.

En examinant les chiffres relatifs à l'émigration de l'ancien Etat hongrois seul, pays classique des grandes propriétés foncières, qui englobait plusieurs provinces yougoslaves (Banat, Batchka, Barania, Croatie et Slavonie), on trouve que, pour une population de 20 millions d'habitants, son émigration extérieure passait de 22.000 en 1893 à 170.430 hommes en 1905. Ce chiffre considérable de l'émigration n'est guère dépassé que par celui de l'émigration de trois pays, beaucoup plus peuplés d'ailleurs : l'Italie, la Grande-Bretagne (250 à 400.000 émigrés par an, avant la guerre) et la Russie. Mais, si l'on tient compte du rapport entre le chiffre des émigrants et celui de la population totale de chacun de ces pays, alors, seule l'émigration italienne, qui a un caractère morbide, présente un coefficient d'émigration supérieur à celui de la Hongrie. Il faut bien dire que ce fait n'était pas l'effet d'une expansion normale d'une race qui essaime, puisque l'excédent annuel des naissances sur les décès n'était que de 160.000 personnes environ à l'époque où l'émigration annuelle s'élevait à 170.000 personnes, mais que c'était l'effet fâcheux d'une situation sociale et économique, qui péchait par certains endroits. Les causes de ce phénomène doivent être cherchées, ici plus que partout ailleurs peut-être, dans un système agraire irrationnel, où la grande propriété tenait une place considérable et même démesurée.

Avec un tel système, ce pays, qui avait un des sols les plus fertiles de l'Europe de 32 millions d'hectares, arrivait à peine, avant la guerre, à entretenir 20 millions d'âmes. L'exemple de ce pays prouve, donc, d'une façon indiscutable, dans quelle mesure l'émigration d'une nation peut être influencée par le système agraire qui y règne. Les statistiques relatives à la profession des émigrants montrent, en effet, que l'émigration hongroise avait un caractère essentiellement agraire, puisqu'environ 70 % des émigrés étaient des ruraux : journaliers, ouvriers agricoles, petits propriétaires et petits artisans ou industriels ruraux. Comme l'émigré n'avait aucun espoir de s'élever ou, au moins,

de se créer une situation quelconque dans un milieu, où il était entouré de latifundia, il retournait très peu dans son pays natal (5 à 6.000 en 1905). Ainsi, la perte que subissaient ces régions du fait de l'émigration était à peu près complète et définitive.

L'effet de cette émigration très exagérée fut la hausse rapide des salaires agricoles. Mais les salaires, même relativement élevés, et qui auraient paru naguère inadmissibles, ne suffirent pas à assurer à l'agriculture une main-d'œuvre agricole suffisante. De plus, le travail agricole perdait tout caractère sédentaire; on ne pouvait plus compter sur la main-d'œuvre locale. C'est pourquoi on eut de plus en plus recours aux groupes errants des moissonneurs slovaques.

Cette émigration est intéressante pour nous encore sous un autre rapport. C'est que, dans la Hongrie d'avant la guerre, qui tout entière n'était plus qu'« un grand et unique centre d'émigration », les Hongrois, qui y comptaient 9,5 millions environ sur une population totale de 20 millions, ne figuraient dans le nombre des émigrés que pour une part bien plus inférieure à la proportionnelle : 45.000 seulement sur le nombre total d'émigrés de 170.000 en 1905, par exemple.

On ne dissimulait même point du tout la tendance à accroître l'élément hongrois aux dépens des autres nationalités. C'est ainsi qu'on l'avouait ouvertement dans la préface de la publication : « A Magyar Czént Korona Orszagainak 1910, évi Népsz. (p. 17 et 18).

Bien mieux, l'émigration avant 1905 semble « porter presque exclusivement sur les éléments non magyars », comme le constate M. R. Gonnard (1). C'est pourquoi la majorité de la nationalité hongroise, suivant les statistiques officielles, et bien que la natalité magyare fut loin d'être supérieure à celle des autres nationalités du royaume, allait en croissant au détriment de ces dernières. Ainsi, pendant que cette majorité n'était que de 46,6 % en 1880, de 48,5 % en 1890, elle est déjà en 1900 de 51,4 %. Pour les seules provinces la Croatie et la Slavonie, les statistiques montrent une évolution ethnique analogue. Tandis que les Serbes et les Croates formaient 90,5 % de la population totale de ces provinces en 1880, ils ne constituaient plus en 1905 que 86 %. On observe, aussi, que la population hongroise y aug-

(1) C. f. La Hongrie, p. 46.

mentait, de 1880 à 1890, de 66,1 %, la population allemande de 29,48 %, les autres nationalités étrangères de 41,04 %, pendant que la population serbo-croate, malgré sa grande natalité, n'augmentait que de 12,53 % (1). La disparition de l'élément autochtone, donc yougoslave, devant l'intrusion étrangère, était remarquable tant dans ces deux provinces qu'en Voïvodina, également soumise à la Hongrie jusqu'à 1918.

Il était dans l'intérêt de l'hégémonie hongroise, de créer dans ces régions de tels rapports économiques et sociaux qui pousseraient l'élément national autochtone à émigrer pour céder la place aux éléments étrangers, à ceux qui appartenaient à la nationalité du maître : hongroise ou allemande.

Les circonstances économiques, et notamment les conditions agraires qu'on exposera plus loin, ont suscité dans les régions yougoslaves soumises à l'Autriche-Hongrie, un mouvement d'émigration inquiétant, qui tendait, dans les années qui précédèrent la guerre, à prendre une amplitude extraordinaire. Il y avait peu de pays en Europe, dont l'émigration extérieure se fût accrue aussi rapidement et fût devenue, proportionnellement à la population totale, aussi forte que celle de certaines de ces régions yougoslaves. L'agriculture, branche principale de l'activité économique du pays, risqua de se trouver à court de bras (2).

La concentration des grands domaines, notamment, a eu, au cours des 50 à 60 dernières années, les conséquences les plus néfastes au point de vue national et social. Elle menaçait de faire disparaître l'élément yougoslave au profit des éléments étrangers dans les provinces : Voïvodina, Croatie et Slavonie, et surtout dans les département de Syrmie, Virovitica, Pozega, Bélovar. Il en fut de même dans les régions soumises à l'Autriche, en Dalmatie et en Slovenie. La situation devenait inquiétante pour l'avenir même des Yougoslaves de toutes ces provinces. La cause principale de la diminution de la population yougoslave autochtone était l'émigration extérieure de ces provinces. Ainsi, pour la Croatie et la Slavonie seules, ayant une population totale de 2.621.954 habitants (en 1910), on a

(1) C. f. Revue économique et financière de Belgrade, janvier 1925.

(2) Notons qu'un grand nombre de ces émigrés, dont la majorité était des agriculteurs ne possédant pas de terres, sont revenus comme *volontaires* pour prendre part à la défense du pays, pendant la dernière guerre, contre l'Autriche-Hongrie même. D'autres sont revenus après la libération nationale pour s'établir comme colons sur les terres parcelées des gands domaines.

compté en 1905 16.413 émigrants en pleine force de production : 4.482 au-dessous de 20 ans, 11.595 de 20 à 49 ans, et 326 hommes seulement au-dessus de 50 ans.

SECTION II

L'ÉMIGRATION PROVENANT DE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

DE L'ÉTAT YUGOSLAVE

§1. — *Le mouvement migratoire avant 1914*

Il n'existe pas, malheureusement, on l'a déjà remarqué, de données statistiques exactes sur le mouvement migratoire de la population yougoslave pour *l'ensemble du pays* pour la période d'avant la guerre. Comme les régions composant l'Etat Yougoslave actuel vivaient sous des régimes politiques différents et étaient soumises à plusieurs Etats (Serbie, Monténégro, Autriche-Hongrie, Turquie), on rencontre des difficultés parfois insurmontables pour dresser un tableau d'émigration approximativement exact. En dehors du fait qu'on a porté un nombre important des Yougoslaves dans les statistiques comme « Autrichiens », « Hongrois », « Turcs », « peuple balkanique », on relève souvent des différences considérables entre les statistiques d'émigration officielles et celles des sociétés de navigation ou celles des pays d'immigration ce qui s'explique par le fait, que les premières n'enregistrent que l'émigration régulière, « légale ». Or, d'après l'opinion de M. Kosier, l'émigration illégale, secrète, égalait jusqu'en 1914 l'émigration légale, bien que l'émigration fût complètement libre. Ainsi, le nombre des émigrés par voie illégale variait, de 1909 à 1912, pour la Croatie et la Slavonie seules, de 3.546 à 6.706 personnes par an.

Aussi, sommes-nous obligés de nous servir, pour notre étude,

principalement des données statistiques établies par les autorités d'immigration des E.U.A., lesquelles comprennent environ 82 % de l'émigration yougoslave totale. Ces statistiques ne font de distinction de nationalité des émigrés (races and peoples) qu'à partir de l'année 1899, date où le mouvement migratoire yougoslave commence à prendre une importance suffisamment grande, de sorte que c'est à partir de cette date qu'on peut avoir quelques précisions sur le volume de cette émigration.

D'après ces données statistiques, le mouvement de l'émigration yougoslave a été de 1899 à 1913, le suivant :

nnées	Serbes, Bulgares et Monténégrins (1)	Croates et Slovènes	Dalmates, Bosniens et Herzégoviens	TOTAL
1899.....	94	8.632	367	9.093
1900.....	204	17.184	675	18.063
1901.....	611	17.928	732	19.271
1902.....	1.291	30.233	1.904	33.428
1903.....	6.479	32.907	1.736	41.122
1904.....	4.577	21.242	2.036	27.855
1905.....	5.823	35.104	2.639	43.566
1906.....	11.548	44.272	4.568	60.388
1907.....	4.076	47.826	7.393	59.295
1908.....	2.736	20.472	3.747	26.955
1909.....	2.640	20.181	1.888	24.709
1910.....	2.269	39.568	4.911	46.742
1911.....	1.638	20.385	4.577	26.600
1912.....	1.780	24.366	3.672	29.038
1913.....	1.363	42.499	4.520	48.382
Total....	47.031	432.779	45.364	514.507

Ainsi, le tableau précédent nous montre que l'émigration est bien plus forte chez les Croates et les Slovènes, que chez les Serbes, les Bulgares et les Montnégrins, proportionnellement à leur population totale et aux territoires respectifs qu'ils habitent. A ce sujet, il faut remarquer que les régions habitées par les Croates et les Slovènes sont des régions, où la grande propriété foncière est bien plus répandue et souvent occupe une place dominante, contrairement à ce qu'on constate pour les régions

(1) Les statistiques des E.U.A. comptent ensemble, jusqu'à 1907, les émigrants serbes, bulgares et monténégrins.

habitées par les Serbes, les Monténégrins et les Bulgares.

La même observation s'impose, si l'on fait une comparaison entre l'émigration des régions habitées par les Croates et les Slovènes avec celles habitées par les Bosniens, Herzégoviens et Dalmates, relativement aux régimes agraires en vigueur dans ces régions. On constate, alors, que l'émigration est bien moins forte, proportionnellement à la population totale et au territoire, en Bosnie, en Herzégovine et en Dalmatie, pays où le régime féodal subsistait encore, mais où la grande propriété était bien moins répandue ou tout au moins réduite généralement en petites exploitations cultivées par les paysans assujettis, que dans les régions où la grande propriété foncière occupe une place plus ou moins dominante : Banat, Batchka, Croatie, Slavonie et Slovénie, peuplées par les Croates et les Slovènes.

Le tableau indique, aussi, que le mouvement migratoire allait en croissant presque régulièrement jusqu'à 1906 et 1907, où il atteint son point culminant. Il diminue ensuite pendant la crise économique de 1907-1908, puis s'accroît de nouveau pour atteindre, en 1913, un chiffre important de 48.382 émigrés.

§ 2. — *Le mouvement d'émigration pendant la guerre mondiale*

La guerre a eu pour résultat de diminuer considérablement les échanges de population entre les pays, notamment entre les pays d'Europe et ceux d'outre-mer. La diminution qu'on constate est générale, elle a atteint les mouvements migratoires de presque tous les pays, de sorte qu'elle a été environ de 4/5^e du chiffre moyen de la période de 1910 à 1913. Le bouleversement complet opéré dans les relations internationales, l'enrôlement de millions d'hommes jeunes dans les tranchées et dans les usines (1), l'état d'une grande partie du monde militarisée à outrance, les dangers de la traversée de l'Atlantique et les difficultés d'obtenir des passeports, devaient nécessairement enrayer presque complètement l'émigration normale.

Cette diminution est constatée aussi bien chez les belligérants que chez les neutres. Ainsi, l'émigration de dix pays, dont huit

(1) Le nombre de mobilisés dans le monde entier, de 1914 à 1918, s'élevait, comme on l'a déjà noté (p. 19), à 69.884.463 hommes (B.I.T.: Enquête sur la production, t. IV).

neutres, était tombée d'une moyenne de 1.485.000 pour la période de 1910 à 1913, à 259.200 pour la période de 1915 à 1918, soit une baisse de 82,6 %. Mieux encore, le courant migratoire, dans plusieurs pays (Argentine, Australie, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Espagne) est renversé : il se dirige des pays d'outre-mer vers les pays européens, qui voient monter le chiffre de leurs immigrants transocéaniques. Ce phénomène curieux s'explique par le fait, qu'un large flot d'émigrés, mûs par le désir de défendre leur patrie ou par la crainte de rester bloqués pendant des années loin du pays natal, rentra chez eux. Les dangers de la guerre sous-marine ont causé, par la suite, la diminution de ce flot d'année en année, de sorte qu'il finit par tarir presque entièrement en 1917 et 1918.

L'émigration saisonnière elle-même a dû subir, en raison des faits de guerre, de profonds changements. Elle cesse presque complètement pour les principaux pays d'immigration, France et Allemagne, de sorte que ces pays furent obligés de faire appel soit à la main-d'œuvre coloniale, soit de procéder au recrutement forcé de la main-d'œuvre. Ainsi, le gouvernement allemand a amené de force 700.000 ouvriers polonais en Allemagne, pendant que la France cherche à attirer la main-d'œuvre de ses colonies ou à recruter la main-d'œuvre étrangère partout, où on la trouvait disponible (1).

L'émigration yougoslave a subi également une baisse considérable dans la période de guerre. Ceci se comprend aisément, le pays étant en guerre, l'émigration n'était pas autorisée pour tous ceux qui étaient dans l'obligation de répondre à la défense du pays, c'est-à-dire pour la majorité des personnes qui sont généralement portées à l'émigration. On ne dispose pas de données statistiques exactes sur le mouvement migratoire, qui s'est produit pendant la guerre, et celles dont on dispose comprennent, dans une proportion notable, les Bulgares et n'indiquent que les émigrés yougoslaves vers les Etats-Unis d'Amérique. D'après ces statistiques, le mouvement migratoire vers les Etats-Unis, dans la période de 1914 à 1919, fut énormément réduit dès l'année 1915, comme l'indique le tableau suivant :

(1) Rev. Internat. de Trav., mai 1922 et février 1922 — Informations sociales, Genève, 13 juillet 1923.

Années	Serbes, Monténégrins et Bulgares	Croates et Slovènes	Dalmates, Bosniens et Herzégoviens	TOTAL
1914	15.084	37.284	549	57.517
1915	3.506	1.912	305	5.753
1916	3.146	791	114	4.051
1917	1.134	305	94	1.533
1918	150	33	15	198
1919	1.205	23	4	232

La diminution du volume de l'émigration yougoslave ressort également du rapprochement de l'émigration dirigée vers les Etats-Unis d'Amérique et qui s'est produite au cours de deux décades successives 1901-1910 et 1911-1921. Cette émigration a été, d'après les données statistiques américaines, pour les périodes décennales considérées :

	Pour la période de :		
	1901 - 1910	1911-1921	1921-1925
Serbes , Monténégrins , Bulgares	97.093	54.255	13.863
Croates et Slovènes	309.727	126.718	23.638
Dalmates, Bosniens et Herzégoviens	30.654	18.336	2.154
Total.....	437.474	199.309	39.655

Ainsi l'émigration de 1911 à 1921 ne représente que 45 % de l'émigration de la période décennale précédente.

Le tableau montre, en outre, un fait intéressant à signaler, que l'émigration d'après-guerre, de 1921 à 1925, se dirigeant vers les Etats-Unis d'Amérique, a subi une diminution très marquée, de sorte qu'elle ne représente que 40 % de l'émigration de la période de 1911 à 1921.

SECTION II

LA RÉPARTITION DE L'ÉMIGRATION SUIVANT LES PROVINCES D'ORIGINE

La répartition de l'émigration suivant les provinces d'origine des émigrés est intéressante à connaître à plusieurs points de vue. D'abord, parce que cette répartition se trouve dans une corrélation

assez étroite avec les causes de l'émigration, comme on le verra plus loin; ensuite, parce qu'elle nous permet de nous rendre compte de la gravité du problème et du degré de la dépopulation pour chacune des provinces différentes composant l'Etat yougoslave. Voyons, donc, comment se répartissait, avant la guerre mondiale, l'émigration yougoslave d'après les provinces de provenance des émigrés.

§ 1. — *L'émigration provenant des régions soumises jusqu'en 1918 à l'Autriche-Hongrie*

Si l'on examine le mouvement de l'émigration yougoslave provenant des régions appartenant jusqu'en 1918 à l'Autriche-Hongrie, on trouve qu'il a suivi, d'après les statistiques des Etats-Unis d'Amérique (1), de 1901 à 1911, la marche suivante :

Années	Serbes	Croates et Slovènes	Total
1901	717	17.815	18.532
1902	1.004	30.223	31.227
1903	1.723	32.892	34.615
1904	2.023	21.105	23.128
1905	2.552	34.932	37.484
1906	4.424	43.157	47.581
1907	7.263	47.125	54.388
1908	7.444	19.782	27.226
1909	3.628	19.473	23.101
1910	—	—	48.231
1911	—	—	24.486
Total.....	30.778 (2)	266.504 (2)	370.005

Ainsi, l'émigration de ces régions montre un *accroissement rapide et presque régulier* pour la période qui a précédé immédiatement la guerre. Elle atteignait, en 1907, 9,6 % de la population yougoslave totale du territoire de l'ancienne Autriche-Hongrie, 5,5 % en 1908, 4,6 % en 1909, 9,1 % en 1910, 4,9 % en 1911, et 6 % en 1912, ce qui représente un taux très élevé.

(1) Annual Reports of the Comiss. general of immigration.

(2) Ce total n'est que pour la période 1901-1909.

Suivant *le sexe*, cette émigration pour la période de 1901 à 1910 se répartissait ainsi : 290.984 hommes et 49.397 femmes en tout, et selon l'âge des émigrés, il y avait 2.028 personnes au-dessous de 14 ans, 315.354 de 14 à 45 ans et 10.745 personnes de plus de 45 ans. Le pourcentage des enfants et des émigrés âgés de plus de 45 ans était plus faible que celui des émigrés juifs, tchèques et allemands provenant également du même territoire (25,15 %, 20,43 % et 16,85 %). En cela l'émigration yougoslave différait de l'ensemble de l'immigration aux Etats-Unis, ainsi que du reste de l'émigration austro-hongroise.

Elle dénotait aussi, contrairement à ce qu'on constate pour les autres nationalités alors soumises à l'Autriche-Hongrie, un *très grand pourcentage d'illettrés*. Celui-ci était de 34,7 % (119.858 personnes), dans la période de 1901 à 1910 pour les Serbes, Croates et Slovènes, et de 17,8 % (en 1908) pour les Bosniens, Herzévoгиens et Dalmates, tandis que le pourcentage d'illettrés des autres nationalités était bien moins élevé : Tchèques 1,3 %, Allemands 4,2 %, Polonais 29,6 %, Slovaques 20,6 %, Italiens 17,7 %. Il n'est dépassé que par le pourcentage d'illettrés roumains (37,7 %) et celui des Ruthènes (51,1 %).

Examinons maintenant quelle fut l'importance de l'émigration pour chacune des différentes régions yougoslaves de l'ancien Etat austro-hongrois. La question présente un intérêt particulier, parce qu'on peut établir, par son examen, que l'émigration varie très sensiblement d'une région à l'autre, soit en raison des différents régimes agraires qui y règnent, soit en raison d'une homogénéité ethnique plus ou moins grande de la population de ces régions, soit en raison de causes politiques ou autres, différentes suivant les régions.

1. — *L'émigration de la Croatie et de la Slavonie*

L'émigration la plus intense de toutes les régions yougoslaves de l'Autriche-Hongrie fut celle de la Croatie et de la Slavonie, comme il est facile de s'en rendre compte par le tableau suivant :

Années	Le nombre d'émigrés :				Nombre des rapatriés de l'Amérique
	d'après les statistiques officielles	dont Allemands et Hongrois	d'après M. Lakatos	dont pour l'Amérique	
jusqu'à					
1900....	45.817	?	?	24.917	?
1900....	4.492	502	39.829	10.557	704
1901....	9.433	753	38.208	15.638	821
1902....	13.515	952	49.603	22.298	1.356
1903....	16.172	1.078	50.331	23.230	3.038
1904....	4.780	425	33.565	10.478	2.014
1905....	30.139	1.210	48.531	38.234	2.239
1906....	29.055	1.390	45.925	36.844	2.083
1907....	29.356	1.890	49.470	40.073	6.954
1908....	2.863	519	19.230	9.904	6.864
1909....	11.460	974	37.497	30.103	1.579
1910....	14.024	1.288	36.831	29.591	2.819
1911....	6.604	1.030	16.515	12.308	4.418
1912....	15.979	1.545	35.176	29.303	3.390
Total :	196.872	13.556	500.711	333.488	38.279

Comme on peut le remarquer, en comparant les chiffres de l'émigration donnés par les statistiques officielles et celles qu'établit M. Lakatos (1) d'après les statistiques des sociétés de navigation, on constate des différences considérables qui s'expliquent par l'émigration irrégulière, celle qui est faite à l'insu des autorités publiques. C'est pourquoi on doit considérer les statistiques établies par M. Lakatos comme approchant plus près de la vérité. Suivant elles, il a émigré, pour les treize ans précédant la guerre, 500.711 personnes, dont 333.488 pour l'Amérique.

La capacité productive annuelle de cette émigration, si nombreuse, se chiffre par plus de 197 millions de dinars-or, s'il on admet que le revenu annuel de chaque émigré est de 562 dinars-or. Cette somme correspond à une perte effective de richesse pour la nation. On remarque, par ce même tableau, la faible proportion des émigrés hongrois et allemands, par rapport au nombre total

(1) C. f. J. Lakatos : Narodna statistika, p. 62 et suivantes.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que les chiffres donnés par M. Lakatos dépassent les chiffres donnés pour l'ensemble de l'émigration yougoslave des régions soumises jusqu'à 1919 à l'Autriche-Hongrie (voir p. 128).

de l'émigration, ce qui ne fait que confirmer notre affirmation relative à *la politique de dénationalisation*, que suivait l'Etat austro-hongrois, dans ces régions, à l'égard des Yougoslaves.

Quant *aux retours des émigrés*, ils ont été peu nombreux, puisque sur 338.488 personnes émigrées en Amérique, il n'en est revenu, pour la période considérée, que 38.279, soit 12 % environ.

2. — *L'émigration de la Slovénie*

Par son intensité, l'émigration de la Slovénie prend une place des plus importantes dans le volume total de l'émigration yougoslave. Elle a été évaluée (1), déjà en 1909, à 100.000 personnes, dont 30.561 se sont dirigées vers l'Amérique du Nord.

Ces données peuvent être complétées par celles que fournissent les statistiques officielles de l'ancien gouvernement régional de *Leibach*, relatives à l'émigration d'une partie du territoire de cette province, celle de la *Carniole*. D'après ces statistiques, on peut établir, pour cette partie de la Slovénie, le tableau suivant de l'émigration d'outre-mer :

Années	Nombre total d'émigrés	dont célibataires	Hommes mariés	Femmes	Enfants
1893-1900 ...	13.652	7.582	4.451	375	1.366
1901.....	2.195	1.383	686	27	98
1902.....	5.119	3.226	1.559	63	256
1903.....	6.512	4.184	1.864	83	360
1904.....	2.883	1.970	662	42	200
Total....	30.561	18.345	9.222	591	2.280

En fait, il est certain, que le chiffre des émigrés est beaucoup plus élevé, car un grand nombre de Slovènes ont été portés dans les statistiques comme Allemands, Autrichiens ou Italiens. Comme on le voit, c'est une émigration éminemment masculine et individuelle, où les hommes sans famille, célibataires (18.345 sur 30.561) représentent près de deux tiers des émigrés, tandis que les femmes ne représentent qu'une part infime (591). Quant aux causes déterminant l'émigration, suivant une statistique dudit

(1) C. f. Trunk : « Amerika in Amerikanci », p. 380, Celovec.

gouvernement, on compte sur le nombre total de 30.561 émigrés, 25.568 personnes, qui ont quitté le pays pour chercher du travail, 485 en raison des dettes, 27 pour se soustraire à l'obligation du service militaire dans l'armée autrichienne et 4.483 pour des causes non déclarées (1).

Il n'était pas possible d'établir, pour les années suivantes, le nombre d'émigrants slovènes, parce qu'ils sont comptés dans les statistiques américaines en commun avec les émigrés croates et qu'il n'y a aucun indice certain pour fixer leurs parts respectives. Néanmoins, le tableau suivant peut utilement compléter, dans une certaine mesure, cette lacune regrettable et nous donner une idée de l'importance de l'émigration des différentes régions composant la Slovénie. Ce tableau indique le taux de la *diminution* de la population de la Slovénie, de 1870 à 1910, provenant du fait de l'émigration, suivant les régions (diminution pour 1.000 habitants) (2) :

Régions	Taux moyen de la diminution pour la période décennale :			
	1870-80	1881-90	1891-1900	1901-10
Styrie	1,98	0,80	0,44	1,18
Carniole	3,13	4,28	6,51	6,68
Carinthie	0,09	1,89	4,32	0,54
Goriza-Gradiska .	0,58	6,00	3,68	1,61
Istrie	3,18	2,91	2,37	5,36

Ainsi, le taux de diminution le plus élevé est relevé pour la région de la *Carniole* (3,13 à 6,68 pour 1.000 habitants); viennent ensuite la Goriza et la Gradiska, puis l'Istrie et la Carinthie. Ce taux allait en croissant pour la Carniole, la Styrie et l'Istrie dans la période 1901-1910, tandis qu'il a fléchi pour les autres régions, Carinthie et Goriza avec Gradiska.

Dans son ensemble, la Slovénie montrait une tendance vers une émigration très forte, de telle sorte que ses fils étaient les

(1) Les déclarations des intéressés relatives aux causes déterminant leur expatriation imposent quelques réserves, quant à leur sincérité, parce qu'on a l'habitude de déclarer comme causes celles qui font le moins d'obstacle à l'émigration. En réalité, le nombre de ceux qui ont émigré pour cause de dettes ou de service militaire est beaucoup plus élevé.

(2) Statistische Monatschrift, p. 336 et suivantes, année 1913.

plus nombreux, proportionnellement au nombre total de sa population, dans l'émigration yougoslave extérieure.

On a compté, jusqu'en 1914, près de 50.000 émigrés de l'Istrie seule aux Etats-Unis.

3. — L'émigration de la Bosnie et Herzégovine

L'émigration provenant de la Bosnie et de l'Herzégovine vers les pays d'outre-mer était, suivant les statistiques officielles, assez faible, contrairement à ce qu'on observe pour leur *émigration interne et balkanique*. Le nombre total de cette émigration serait, pour la période de 1883 à 1905, de 32.625 personnes, ce qui représente 1.243 émigrés par an, ou bien 0,79 % de la population totale, qui était, en 1895, de 1.568.092 habitants. Le nombre de rapatriés pour la même période n'était que de 4.042 personnes. Cependant, comme les statistiques officielles n'indiquent que le nombre de ceux qui ont demandé une autorisation spéciale pour émigrer, le nombre des émigrants doit être, en réalité, plus élevé.

Il s'accroît notablement après 1895, de telle sorte qu'il s'élevait à 50.280 individus pour la période de 1895 à 1910, c'est-à-dire à 3.352 personnes par an, en moyenne.

De 1905 à 1914, le nombre des émigrés de la *Bosnie et de l'Herzégovine* s'élève à un total de 33.482 personnes, soit en moyenne 3.348 personnes par an, pendant que le nombre des rapatriés n'était, pour la même période, que de 11.762, soit 1.176 en moyenne par an. Cette émigration était répartie, suivant les années, ainsi :

Années	Nombre d'émigrés	Nombre de rapatriés
1905.....	497	171
1906.....	829	140
1907.....	983	174
1908.....	680	200
1909.....	2.966	331
1910.....	17.191	1.987
1911.....	10.893	1.007
1912.....	706	3.668
1913.....	548	3.838
1914.....	189	246
Total....	35.782	11.862

Comme on le voit, l'*émigration s'est considérablement accrue après 1908*, date à laquelle ces provinces furent annexées par l'Autriche. Aux causes d'ordre économique et social sont venues s'ajouter, alors, les *causes politiques et nationales*, agissant non seulement sur le mouvement de l'émigration d'outre-mer, mais aussi sur l'émigration des Musulmans de ces régions, qui ont émigré en masse vers la Turquie. Ce mouvement important d'émigration fut arrêté ensuite, en 1912, par les guerres balkaniques, où la Turquie avait pris part, puis, par la guerre mondiale.

L'émigration était particulièrement intense dans certains départements. Ainsi, pour la période de 1895 à 1910, le département de *Mostar* (Herzégovine) avait 14.503 émigrés, soit 6,6 % du nombre total de sa population; le département de *Bihac* en avait 4.435, soit 2.25 % de sa population totale et celui de *Travnik* 2.124, ou 0,88 % de ses habitants. En raison de cette émigration intense la population de certaines régions, notamment de l'Herzégovine, a commencé à diminuer très sensiblement. C'est ainsi que l'arrondissement de *Gacko* a perdu, pour cette période, 13.2 % de sa population, l'arrondissement de *Ljubus* 13.8 %, et ceux de *Ljubinje* et de *Trébinje* 13 % chacun (1). Si la population n'a pas diminué dans l'ensemble du pays, c'est que l'immigration des étrangers y était favorisée, pour des raisons politiques et militaires, par le gouvernement autrichien, ainsi que par des travaux publics importants entrepris à ce moment, qui attiraient un grand nombre de personnes, Yougoslaves ou étrangers.

En ce qui concerne le retour des émigrés, il était insignifiant jusqu'aux dernières années qui ont précédé la guerre, comme le tableau ci-dessus l'indique. Il devient, cependant, assez important après la crise économique de 1908, qui fut particulièrement grave aux E.U.A., et qui força une certaine partie de l'émigration à retourner au foyer natal. Le nombre de rapatriés, qui variait de 140 à 200 par an dans la période 1905-1908, augmenta en 1909 à 300, en 1910 à 1.987, en 1911 à 1.007, en 1912 à 3.668, en 1913 à 3.838 et en 1914 à 246.

(1) Les arrondissements de Bilece, de Foca et de Stolac avaient aussi une émigration très forte.

4. — *L'émigration de la Dalmatie*

L'émigration de la province de Dalmatie, qui compte 625.400 habitants, correspond, jusqu'en 1910, à celle de la Bosnie et de l'Herzégovine. Elle a suivi, de 1880 à 1910, la marche suivante :

De 1880 à 1890 il y eut 13.845 émigrés, de 1890 à 1900 12.500 environ, de 1900 à 1910 ce nombre s'élève rapidement à 31.814 émigrés. Dans cette dernière période décennale, de 1900 à 1910, l'émigration constituait, en moyenne, 5,4 % de la population totale, et il y avait des arrondissements, où elle atteignait un taux bien plus élevé. Ainsi, elle était de 16,48 % pour l'arrondissement de Brac, 13,49 % pour le Hvar, 7 % pour Raguse, etc.

La diminution de la population provenant du fait de l'émigration atteint, en Dalmatie, pour 1.000 habitants et pendant la période 1881-1890, une moyenne annuelle de 2,91; de 1890-1900, 2,37 et de 1901-1910, 5,36. Donc, le taux annuel de cette diminution s'est considérablement accru de 1881 à 1910.

§ 2. — *L'émigration du Monténégro et de la Serbie*

On évalue le nombre total des émigrés de l'ancien petit royaume de *Monténégro*, jusqu'en 1912, à 25.000 personnes environ, ce qui constitue 15 % de la population de cette province montagnaise.

L'émigration de la Serbie vers les pays d'outre-mer, notamment vers l'Amérique, a été pendant longtemps très faible. Grâce à l'*homestead* paysan (1) (§ 471, al. 4 de la Proc. civ.), le paysan serbe était protégé contre la prolétarianisation et attaché à sa terre. La Serbie fut presque le seul pays européen, qui ne fournit pas, pendant longtemps, des émigrés à l'Amérique. Les pays voisins, Bulgarie, Turquie et Grèce y avaient, au contraire, un nombre important d'émigrés. Quant à la Serbie, jusqu'en 1908, c'étaient presque exclusivement les *citadins* qui y émigraient, tandis que les paysans n'allaient qu'en *petchalbarstvo* (émigration saisonnière dans les pays voisins) pour chercher des revenus complémentaires aux revenus de leurs petites exploitations.

(1) Voir page 371 de cette étude.

Depuis, les paysans des régions de *petchalbarstvo* d'abord, puis ceux des autres régions, aussi, commencent à émigrer vers les pays d'outre-mer. La première émigration fut, paraît-il, provoquée par la propagande, mais elle s'est accentuée par la suite, surtout en raison des mauvaises conditions économiques et du désir d'un salaire plus élevé. On ne connaît pas le chiffre exact des émigrés dans les pays d'outre-mer, mais on peut l'évaluer, pour la période antérieure à l'année 1912, à 3.000 personnes environ, c'est-à-dire qu'il était presque insignifiant (0.1 % de la population totale).

Ce fait doit être attribué, en premier lieu, à la démocratie agraire de la Serbie et à l'existence du minimum légal de terres inaliénable et insaisissable. L'émigration de la Serbie a plutôt un *caractère saisonnier interne et balkanique*, où la première place est occupée par les paysans de la Serbie de l'est et du sud comme on l'a déjà vu (p. 80), notamment par ceux de la région de Luznica, de Pirot, de Nis et de Vranje, qui vont, chaque été, en quête de travaux agricoles ou autres, tels que la fabrication des briques, des tuiles, de menuiserie, en Serbie du Nord et de l'Ouest, en Roumanie et en Bulgarie pour rentrer ensuite, en automne, avec quelques pécules chez eux.

§ 3. — *L'émigration de la Vieille Serbie et de la Macédoine*

L'émigration de ces deux provinces vers les pays d'outre-mer est bien plus importante que celle de la Serbie. Ses causes doivent être cherchées autant dans le *système agraire arriéré de demi-servage* (*kmétstvo*), qui y existait jusqu'aux réformes agraires en cours, que dans la *faible sûreté publique matérielle et personnelle*, qu'on y rencontrait sous le régime ottoman. La *vendetta* (vengeance de sang) très fréquente dans les contrées de Dinar et dans celles de Morava-Vardar était, aussi, une des causes de la migration. Après avoir tué un oppresseur pour venger son parent, le meurtrier devait abandonner son pays d'origine; ses parents responsables selon l'usage, étaient aussi contraints d'émigrer à leur tour. Ils s'établirent toujours loin de leur pays d'origine, en changeant leur nom et leur *slava* pour qu'on ne les reconnut pas. La très grande pauvreté de la population de ces régions

empêchait, cependant, la majeure partie de cette émigration d'aller vers les pays lointains. C'est pourquoi on émigrerait généralement vers les pays limitrophes : Serbie, Bulgarie, Roumanie et Grèce. Le *mouvement migratoire des kmets* (serfs), paysans de la région de Vardar et surtout des environs de Debar, vers la Serbie et la Bulgarie est un fait bien connu. C'est surtout, la *migration saisonnière*, très importante par son nombre, qui s'élevait jusqu'à 100.000 personnes par an, qui caractérise les déplacements démographiques de ces provinces. Le nombre des émigrés de ces provinces en Amérique est évalué, pour la période d'avant 1912, année où elles furent libérées de la domination turque et unies à la Serbie, à 10.000. Il nous paraît que ce nombre doit être en réalité bien plus élevé, car nombre des émigrés de ces contrées est porté dans les statistiques américaines comme « Turcs », peuple balkanique, « Bulgares », etc., parce que ces statistiques n'établissent pas une distinction suffisante entre les nationalités des émigrants, au sens ethnique du mot. Que ce nombre soit plus élevé, c'est ce que nous font croire aussi les faits suivants. De 1820 à 1920, 311.000 Ottomans, surtout vers la fin de la période d'avant la guerre, ont émigré dans les pays d'outre-mer. Or, la majeure partie de ces « Ottomans » est représentée par les chrétiens, y compris les Yougoslaves. En outre, l'émigration du seul vilayet de Monastir a été (1) :

De 1902 à 1906.....	70.000 personnes
En 1906	9.447 —
En 1908	1.335 —
En 1909	6.101 —

Donc, il n'est guère possible que le nombre d'émigrés yougoslaves d'outre-mer ne soit pas bien plus élevé à 10.000.

(1) Rolley et Visme : La Macédoine et l'Epire, Paris 1912, p. 98. (Extr. des Annales de l'Institut National Agronomique).

SECTION III

LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ÉMIGRATION

La composition de l'émigration au point de vue de la profession

Pour la détermination des conséquences de l'émigration, la structure professionnelle de celle-ci est d'une importance très grande. A cet égard, on peut distinguer, d'après la source de son recrutement, deux types principaux d'émigration : celle qui est en sa majeure partie *industrielle*, et celle qui est, également en majorité, *agricole*. Tandis que la première est considérée souvent comme utile et peut avoir une influence favorable sur la hausse des salaires de la population restant dans le pays, l'émigration agricole est regardée comme nuisible, notamment là où elle prend de trop grandes proportions ou bien là, où elle enlève la plus grande partie de la classe agricole salariée d'une région, en la privant ainsi de la main-d'œuvre nécessaire.

L'émigration yougoslave est une émigration éminemment agricole. C'est ce que montrent les statistiques relatives à l'émigration des Yougoslaves du territoire de l'ancienne Double Monarchie aux Etats-Unis d'Amérique pour la période 1901-1910. Suivant ces statistiques, les agriculteurs représentaient, en moyenne annuelle, 32,2 % (109.646 personnes); les journaliers, dont la majeure partie, sinon la totalité, doit être considérée également comme agriculteurs, 46 31 % (157.630 personnes); les gens sans profession, 10,71 % (36.437 personnes); les domestiques, 5,88 % (20.000 personnes); tandis que les professions libres ne représentaient que 0,08 % (279); les ouvriers qualifiés, 4,62 % (15.737 personnes) et 0,19 % (652 personnes) appartenaient aux autres professions. Il est intéressant de noter que le *pourcentage des agriculteurs est bien moins élevé pour l'ensemble de l'émigration austro-hongroise de la même période, comparativement à l'émigration des Yougoslaves seuls*, pourcentage qui n'était que de 19,45 %. Ceci montre bien la situation défavorable de l'émigration yougoslave par rapport à l'émigration de la Monarchie entière, car l'émigration agricole apparaît comme la plus misérable de toutes.

Dans les dernières années précédant la guerre mondiale, le pourcentage des agriculteurs émigrés indiquait une *tendance à*

l'augmentation, si bien qu'en 1910, par exemple, il était déjà de 48,00 % (21.319 personnes), tandis que le pourcentage des journaliers a sensiblement diminué, car il n'est que de 32,26 % (14.345 personnes), sans que leur nombre absolu diminue pour cela. Ceci indique que l'émigration atteignait, de plus en plus, à côté des journaliers, les agriculteurs propriétaires aussi.

On trouve souvent des oscillations très grandes dans les pourcentages respectifs de ces deux catégories d'émigrés, agriculteurs et journaliers, ce qui peut être expliqué par le fait que, fréquemment, les agriculteurs indépendants ont été comptés comme journaliers. En additionnant ces deux catégories d'émigrés, pour toute la Monarchie et suivant les nationalités, on peut établir le tableau suivant, où les oscillations d'une année à l'autre sont minimales :

Sur 100 émigrés, il y avait *agriculteurs et journaliers* en % :

<i>Nationalité :</i>	<i>Années :</i>				
	1905	1906	1907	1908	1909
<i>Yougoslaves :</i>					
a) Serbes	83,4	83,0	89,9	91,4	84,7
b) Croates et Slovènes	76,8	78,8	76,6	65,6	72,8
Roumains	87,8	88,1	88,9	82,9	75,7
Italiens	60,6	58,4	58,8	45,4	63,6
Hongrois	61,9	58,0	61,2	46,7	61,8
Allemands	21,5	21,8	24,3	21,2	26,6
Tchèques	16,3	15,8	19,8	14,3	16,1

Donc, par sa structure agricole et journalière, l'émigration des Yougoslaves, avec celle des Roumains, vient en tête parmi les autres nationalités composant l'ancien Etat austro-hongrois. Notons aussi que parmi les Yougoslaves, les Serbes avaient le plus gros pourcentage d'agriculteurs émigrés, tandis que les Croates et les Slovènes avaient le plus gros contingent de journaliers.

Après la guerre, cette structure professionnelle de l'émigration yougoslave n'a pas beaucoup changé, comme l'indiquent les

chiffres suivants, relatifs à l'émigration des *Yougoslaves* dans la période de 1921 à 1928 (1) :

Années	Profession des Émigrés				
	Agriculteurs	Ouvriers non qualifiés	Membres des familles (2)	Ouvriers qualifiés	Professions libres
1921.....	1.687	6.303	4.616	498	81
1922.....	3.449	380	1.441	444	171
1923.....	2.781	3.416	1.620	996	557
1924.....	9.415	2.220	4.591	729	407
1925.....	8.610	1.610	3.936	582	407
1926.....	10.817	1.888	1.875	902	321
1927.....	15.075	1.305	2.716	1.627	253
1928.....	14.463	2.477	2.319	2.117	433

Comme on le voit, *l'immense majorité des émigrés est composée d'agriculteurs et d'ouvriers « non qualifiés »* qui sont, aussi, en leur plus grande partie, des ruraux.

Remarquons, enfin, que la majeure partie de l'émigration yougoslave d'avant la guerre avait un *caractère temporaire*. L'expatriation ne durait généralement que quelques années. C'est ce que confirme le fait que 70 % des émigrés environ laissaient leur famille dans le pays natal et s'en allaient seuls à la recherche du travail à l'étranger.

CHAPITRE III

L'ÉMIGRATION YOUGOSLAVE APRES LA GUERRE MONDIALE

SECTION I

L'IMPORTANCE DE L'ÉMIGRATION D'APRÈS-GUERRE

Le mouvement migratoire de 1919 à 1928. — Le rapprochement avec celui d'avant la guerre mondiale. — La place occupée, dans l'émigration totale par les nationalités étrangères. — La

(1) Statistiques officielles du Ministère de la Politique Sociale, Belgrade, 1921 à 1928. Voir aussi page 186 de cette étude.

(2) Sans occupation (femmes, enfants, vieillards).

dénationalisation des émigrés comme effet de la diminution de l'émigration. — L'immigration yougoslave aux Etats-Unis d'Amérique.

Voyons maintenant quel a été le mouvement de l'émigration depuis la guerre mondiale. A-t-il diminué, augmenté, ou est-il resté au même niveau qu'auparavant; quelles sont les causes qui ont pu agir dans un sens favorable ou défavorable sur ce mouvement, quelle est sa composition ethnique. Voilà les questions qu'il faut chercher à élucider, dans la mesure du possible.

En examinant les statistiques officielles sur le mouvement de l'émigration extérieure, à partir du moment de l'union nationale yougoslave (1^{er} décembre 1918) jusqu'en 1928, on trouve l'état numérique suivant pour l'ensemble du pays :

Années	Nombre des émigrés	Nombre des rapatriés	Différence en + ou en —
1919.....	291	7.324	+ 7.033
1920.....	5.988	18.980	+ 12.992
1921.....	12.965	8.219	— 4.746
1922.....	6.086	6.575	+ 489
1923.....	11.473	1.950	— 9.523
1924.....	19.575	4.794	— 14.781
1925.....	17.643	5.704	— 11.939
1926.....	18.230	5.554	— 12.676
1927.....	21.976	5.753	— 16.223
1928.....	21.789	5.827	— 15.962
Total....	136.016	70.680	— 65.016

Il résulte de ce tableau, d'une part, que la plus forte émigration a été atteinte en 1927 et que, d'autre part, le mouvement de l'émigration indique une tendance presque régulière à l'accroissement. C'est ainsi que le nombre d'émigrés a passé de 5.988 en 1920 à 11.473 en 1923, à 18.230 en 1926 et à 21.976 en 1927. Par contre, le mouvement de retour, qui fut très important pendant les trois premières années qui suivirent l'union nationale et l'adoption des réformes agraires, après avoir sensiblement diminué, reste presque constant pendant les quatre dernières années.

L'émigration de l'année 1928 est à peu près la même que celle de l'année précédente. Si l'on fait un *rapprochement avec le volume de l'émigration d'avant-guerre*, on s'aperçoit, que l'émigration transocéanique d'après-guerre a considérablement diminué. Cette diminution apparaîtrait encore plus grande, s'il n'y avait pas eu, depuis la guerre, d'émigration extraordinaire due à la liquidation de l'état de guerre, ou mieux, à la nouvelle délimitation des Etats danubiens en général et de l'Etat yougoslave en particulier. En effet, le nombre des émigrés comprend un nombre important de *sujets étrangers*. Ainsi, on en comptait 2.103 en 1923, 2.337 en 1924, 2.638 en 1925, 2.504 en 1926, 2.326 en 1928, ce qui fait en tout 9.582 personnes pour ces quatre ans, c'est-à-dire 14 % environ de l'émigration totale de ces mêmes années.

Au point de vue exclusivement *national*, il y aurait lieu de faire encore une remarque, c'est que dans le nombre total de l'émigration yougoslave il y avait une forte proportion de l'élément non yougoslave, par sa nationalité. C'est encore une des conséquences du nouveau statut politique établi par les traités de paix. Les minorités ethniques, enclavées dans les nouvelles frontières de l'Etat yougoslave, montraient naturellement une tendance plus accentuée que les nationaux à franchir ces frontières et à aller s'établir soit dans le pays de leurs conationaux, soit dans les pays d'outre-mer.

C'est ainsi que, en 1924, sur une émigration de 19.575 personnes, il y avait 8.528 Yougoslaves, 4.239 Allemands, 4.218 Hongrois, 149 Roumains, 104 d'autre nationalités, ce qui veut dire, que plus de la moitié de l'émigration était représentée par l'élément non national. Pourtant, dès 1926, cette proportion change sensiblement, car sur un total de 18.230 émigrés, il y en a 11.044 de nationalité yougoslave, 2.671 Allemands, 1.563 Hongrois et 2.504 sujets étrangers et parmi ces derniers un nombre important de Yougoslaves, naturalisés Américains. L'émigration tend, donc, à perdre ce caractère de migration nationale et politique, et à devenir un mouvement purement économique et social.

La place qu'occupaient jusqu'ici les sujets étrangers et les nationalités étrangères dans l'émigration diminue considérablement, de sorte que celle-ci s'approche de l'état normal, les causes exceptionnelles et passagères ayant presque cessé de jouer.

La diminution de l'émigration yougoslave d'après-guerre a eu

des répercussions sur l'*orientation nationale* de l'élément yougoslave aux Etats-Unis. C'est ce que constatait M. Simonovic, ancien Ministre de la Politique Sociale, dans son exposé devant le Parlement, le 20 mars 1926, en affirmant que les sociétés yougoslaves de secours mutuels, les écoles, les églises, la presse, tout y était en déclin. Du fait qu'il y a eu de moins en moins d'immigrants de Yougoslavie, il résultait une *dénationalisation progressive* des émigrés. Les générations nées aux E.-U.A. ayant perdu le contact avec le pays natal, contact qui était assuré par l'intermédiaire de ce courant continu d'immigration, ne connaissent que trop peu ou point la langue maternelle et sont assimilés bien vite par les Anglo-Saxons. H.-G. Wells aurait, donc, eu raison de dire en parlant de l'émigration sud-européenne (Italiens, Croates, Slovénes, Hongrois, Roumains, etc...) que « les enfants de ces hommes seront des Américains plus grands et des patriotes meilleurs que les Américains eux-mêmes. »

Les chiffres suivants montrent dans quelle mesure l'émigration a diminué, pour les *Etats-Unis*, par rapport au rapatriement pour la période de 1919 à 1925 :

Années	D'après les Statistiques des E. U. A. (1)		D'après les Statistiques du Commissariat de Zagreb	
	Nombre d'émigrés	Nombre de rapatriés	Nombre d'émigrés	Nombre de rapatriés
1919.....	265	6.968	265	6.968
1920.....	1.888	28.474	5.474	16.513
1921.....	23.536	13.034	12.462	7.860
1922.....	6.047	9.733	5.436	6.270
1923.....	6.187	2.064	4.130	1.376
1924.....	724	1.991	3.638	4.561
1925.....	—	2.464	3.891	4.329
Total....	37.923	64.728	35.295	47.877

La diminution du mouvement d'émigration apparaît surtout grande, si l'on pense qu'avant la guerre il émigrerait plus de 20.000

(1) On remarque que les statistiques des E.U.A. ne concordent pas avec celles que donne le Commissariat de Zagreb. Explication probable : immigrations illégales aux Etats-Unis et retours non enregistrés, nationalités non yougoslaves portées comme nationalités yougoslaves dans les statistiques des Etats-Unis. (C. f. Iseljen Sluzba, année 1925-1926, page 52 et 53.)

personnes par an de la Croatie et de la Slavonie seules, lesquelles ne représentent que le sixième du territoire et le quart (22,5 %) de la population totale du pays.

SECTION II

LA RÉPARTITION DE L'ÉMIGRATION SUIVANT LES PROVINCES D'ORIGINE DES ÉMIGRÉS

Comment se répartit l'émigration suivant les provinces d'origine des émigrés, dans la période de 1921 à 1928. — Causes de l'intensité inégale de l'émigration selon les provinces. — Diminution de l'émigration en Croatie et Slavonie, en Smyrnie, dans le département de Varazdin. — Accroissement de l'émigration de la Vieille Serbie et Macédoine.

L'émigration de 1921 à 1928 se répartissait suivant les provinces de la façon suivante :

Provinces	ANNÉES								Total de 1921 à 1928
	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	
Serbie	207	518	737	1.231	1.084	1.395	1.305	1.144	7.621
Voïvodina .	2.270	1.118	4.378	8.456	3.458	3.666	4.384	4.233	31.963
Monténégro	156	65	229	169	111	248	334	288	3.600
Croatie et									
Slavonie ..	6.547	3.033	3.168	4.911	7.753	6.682	8.596	8.600	49.290
Dalmatie .	817	750	1.376	3.219	3.181	3.184	3.652	3.509	19.638
Slovénie ..	2.489	440	1.312	1.197	1.579	2.131	2.727	3.162	15.037
Bosnie et									
Herzégov..	479	162	273	392	477	974	978	853	4.588

En rapprochant ces chiffres des données relatives (v. page 229) à la répartition de la propriété du sol agricole, on peut établir que l'émigration la plus forte, et ce fait est régulièrement constaté d'une année à l'autre, provient précisément des régions, où la

grande propriété foncière occupe une place prépondérante (Voïvodina, Croatie et Slavonie), ainsi que de celles où le sol est particulièrement pauvre, comme en Dalmatie, Herzégovine et Monténégro.

Il ressort, en effet, de ce tableau que l'émigration la plus forte, proportionnellement au territoire et à la population totale, est celle de la *Voïvodina*, province, où la grande propriété foncière occupe une place dominante, comme on le verra plus loin. Elle représente, malgré la grande fertilité du sol, 26 % de l'émigration totale, pendant que sa population ne représente que 11,4 % de la population totale, et son territoire 8 % du territoire du pays.

Viennent, ensuite, les provinces de *Croatie* et *Slavonie* avec un nombre total d'émigrés de 28.404 personnes, régions où la grande propriété occupe également une place importante; puis la *Dalmatie*, où l'on rencontre des régimes agraires de colonat, de *kmetstvo*, de *tezastina*, etc..., dans lesquels on trouve les vestiges du système féodal si préjudiciable au progrès de l'agriculture. On doit ajouter que, dans ce dernier cas, la pauvreté du sol a également agi défavorablement sur le mouvement migratoire, tandis que dans les deux premiers cas, aux causes d'ordre économique et agricole sont venues s'ajouter les causes d'ordre *national*, puisque ce sont des régions, où les *minorités ethniques* assez nombreuses ont surtout pris part dans l'émigration (Hongrois, Allemands, Roumains).

Par contre, la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine ont un nombre relativement peu élevé d'émigrés : 7.621 et 4.588 personnes respectivement, pour la période 1921-1928 et pour une population totale qui est de 2.655.078 et de 1.889.929.

Que l'émigration soit, dans une large mesure, l'effet de l'accroissement excessif de la grande propriété, cela ressort aussi de l'exemple de l'émigration tchèque et slovaque. En 1896, et depuis la situation n'a pas beaucoup changé grâce au fidéicomis, 35,6 % de la superficie totale de la Bohême appartenaient à des propriétaires de plus de 200 ha; en Moravie, 32,5 %; en Silésie, plus de 50 %; en Slovaquie, presque autant. Et on a vu, précédemment, quel fut l'importance de l'émigration tchèque et slovaque avant la guerre (p. 118).

D'autre part, on constate par le tableau ci-dessus, que le mouvement d'émigration a diminué considérablement. On a déjà

dit, que la plus forte émigration du pays était observée, avant la guerre, en Croatie et Slavonie. Or, l'émigration de ces provinces, qui était, de 1906 à 1913, de 123.000 hommes (dont 106.169 en Amérique), soit en moyenne de 15.375 personnes par an, n'était plus, en 1921, que de 6.547 personnes; en 1922, de 3.033; en 1923, de 3.168; en 1924, de 4.911; en 1925, de 7.753; en 1926, de 6.682; en 1927, de 8.596, et en 1928, de 8.600 personnes, c'est-à-dire que ce n'est qu'en 1927 et 1928 qu'elle a atteint la moitié de l'émigration d'avant la guerre (1).

En examinant la situation du *département de Syrmie*, où le partage des grands domaines fonciers a été particulièrement intense depuis 1920, on voit que l'émigration y est presque complètement arrêtée. Cependant, elle allait en croissant jusqu'à la guerre : en 1900, il y avait 108 émigrés; en 1905, 1.235; en 1910, 1.408, et en 1912, 1.490, au total, pour la période de 1900-1912, il a émigré 11.239 personnes de ce département, dont le sol agricole est des plus fertiles du pays (2). Bien mieux, on manquait de main-d'œuvre pendant la saison des travaux agricoles, qui amenaient les ouvriers agricoles des autres régions, surtout de la Bosnie, de Medjumurje et de Lika.

La diminution de l'émigration du *département de Varazdin* est encore plus frappante et plus marquée. Ici, encore, le partage des grands domaines a pris des proportions importantes. Le fait est d'autant plus intéressant à noter, qu'il s'agit du département le plus peuplé du pays.

Bien qu'elle fut pendant longtemps très peu mobile, ce qu'on doit attribuer au fait que la majorité des paysans jouit d'un lopin de terre en propre, la population de ce département, qui a un sol très morcellé, finit par émigrer à l'étranger en grand nombre, dans les années qui précédèrent la guerre. Un nombre important de paysans émigrerait aussi vers la Slavonie, pour y être colonisés, mais cette colonisation entreprise par des particuliers et des banques, n'a pas donné de meilleurs résultats. Depuis les réformes agraires en cours, l'émigration extérieure a cédé presque complètement la place à la colonisation intérieure.

(1) L'émigration du seul département de *Zagreb* était en 1910 de 3.633 personnes (dont 2.650 en Amérique); elle était encore plus nombreuse dans les années précédentes; la population agricole émigrerait surtout en raison de sa mauvaise condition économique et d'un surpeuplement agricole relatif.

(2) C. f. M. Lakatos : *Narodna statistika*, p. 63.

Les seules provinces, où on constate une augmentation de l'émigration, dans les années d'après-guerre, sont la Vieille Serbie et la Macédoine. Cette émigration se dirige surtout, comme on l'a déjà vu, vers l'Asie-Mineure (p. 104).

SECTION III

LA COMPARAISON DE L'ÉMIGRATION YOUGOSLAVE A CELLE DES AUTRES PAYS D'ÉMIGRATION

La diminution de l'émigration yougoslave après la guerre, par rapport à celle des autres pays. — Son explication par le développement de l'économie nationale : développement de l'agriculture, de l'élevage, de l'économie forestière, de l'industrie et du commerce. — L'influence des réformes agraires sur le mouvement d'émigration : l'étendue et l'importance de ces réformes dans la Vieille Serbie et la Macédoine, dans la Bosnie et Herzégovine, dans la Voïvodina et Smyrnie, dans la Croatie et Slavonie et dans la Slovénie. — Causes générales : restrictions à l'immigration.

Le chiffre total de l'émigration d'après-guerre (1919-1928), qui est de 136.016, comparé au chiffre de l'émigration d'avant-guerre, de 1907 à 1913 (261.721), montre clairement que les changements économiques, sociaux et politiques, intervenus depuis la guerre, ont eu une influence favorable sur le mouvement migratoire yougoslave. Il est relativement faible, étant donné que l'accroissement annuel de la population est supérieur à 130.000 personnes (coefficient moyen d'accroissement 1,5 %), c'est-à-dire que l'émigration n'enlève que 11 % de cet accroissement.

D'ailleurs, cette diminution de l'émigration, dans la période d'après-guerre, n'est pas un fait particulier à la Yougoslavie. Elle paraît un phénomène général et commun à la plupart des principaux pays d'émigration et même à l'émigration mondiale. En effet, le total des migrations (immigrations ou rapatriements) du monde, qui s'élevait à 4.301.000 en 1913, est tombé à 2.090.000,

c'est-à-dire à moins de 47 % en 1920, et à 1.583.000 en 1921 (36 %). En éliminant le nombre des rapatriés, le nombre des émigrés véritables a diminué de 3.625.000 en 1913 à 1.552.000 (42 %) en 1920, à 1.153.000 (31 %) en 1921, et à 1.200.000 personnes (33 %) en 1924 (1).

L'immigration transocéanique, venant des pays européens, qui était de 2.095.322 en 1913, est tombée à 1.168.389 (soit 55 %) en 1920, à 875.382 (soit 42 %) en 1921 et à 611.205 (30 %) en 1922. Toutes les natures d'émigration, dans tous les pays d'Europe, sont atteintes dans une proportion analogue par ce déclin, qui paraît avoir touché le fond en 1922 (2).

Mais, l'émigration yougoslave d'après-guerre présente une diminution encore plus grande que celle qu'on observe pour l'émigration des principaux pays européens d'émigration, comme le montre le tableau suivant :

Pays :	Nombre des émigrés en milliers :				
	1913	1920	1921	1922	1923
Italie	559,5	194,2	182,0	120,6	177,7
Grande-Bretagne ...	389,3	285,1	199,1	174,0	256,2
Pologne	261,8	74,1	87,3	38,5	55,4
Espagne	220,4	147,9	62,5	63,5	93,2
Russie	208,7	1,4	31,8	—	—
Portugal	77,6	46,4	17,9	17,9	30,7
Tchécoslovaquie	49,0 (3)	—	35,2	39,4	15,7
Autriche	194,5	7,5	5,1	10,5	15,4
Hongrie	119,1	3,0	6,0	3,0	1,9
Allemagne	116,3	79,2	23,4	36,5	115,4
Yougoslavie.....	48,3	5,9	12,9	6,0	9,3

Donc, en dehors de l'Autriche et de la Hongrie, démembrées et dont les territoires et la population ont été considérablement réduits en vertu des traités de paix de Saint-Germain et de Tria-

(1) D'après le Bulletin de la Statistiques Générale de la France : l'émigration et le rapatriement, qui s'élevaient à 5 millions de personnes en 1913, tombent à 2 millions et-demi en 1920 et à 1.750.000 en 1921, soit une diminution de 64 % (octobre 1921).

(2) C. f. M. William Oualid : Semaine des Conférences Sociales, 24-25 mars 1924, Madrid, p. 48 et suivantes.

(3) Moyenne pour les années 1905-1908.

non, ce qui explique la diminution corrélative de leur migration d'après-guerre, et de la Russie, qui se trouve dans un état d'isolement international, aucun des autres pays ne présente une diminution de l'émigration aussi grande que la Yougoslavie, puisque son émigration ne représente plus en 1920 que 12 %, en 1921 25 %, en 1922 6 %, en 1923 18 % de celle de 1913.

Si l'on tient compte du nombre total de la population de ces divers pays, il est facile de constater, que le chiffre de l'émigration yougoslave actuelle est peu élevé par rapport à l'émigration des autres pays.

Contrairement à ce qu'on observe en Yougoslavie, l'émigration de certains pays montre, après la guerre, un accroissement très marqué par rapport à celle d'avant la guerre. C'est le cas de l'Allemagne, par exemple, qui, non seulement ne stimule pas l'émigration, mais tend plutôt à la décourager. Malgré cela, son chiffre, qui était tombé à zéro en 1918, s'est élevé à 8.458 individus en 1920, à 23.451 en 1921, à 36.527 en 1922, pour s'élever subitement, en 1923, à 115.416; en 1924, à 58.637; en 1926, à 65.300; en 1927, à 61.400, sans y compter les émigrés par les frontières de terre ou ceux qui ont gagné d'autres continents en s'embarquant dans les ports italiens. Elle a presque atteint ainsi le chiffre de l'émigration de 1892 (116.339), l'une des plus fortes, bien que le territoire de l'Empire fut réduit, en 1918, de 13 % (70.539 km²) et sa population de 10,88 % (6.477.052 hab.) (1). Après la réforme monétaire, l'émigration, aussi bien celle qui se dirige vers les pays européens que de l'autre côté de l'Océan, tend à diminuer. De 1919 à 1927, il a émigré de ce pays 435.000 personnes (dont près de 80 % vers les E. U. A.), soit deux fois plus que dans la dernière décade précédant la guerre. Cette accélération du mouvement migratoire s'explique par la situation économique empirée après la guerre, ainsi que par des considérations psychologiques. Ce qui incite certains Allemands à émigrer, dit M. Albert Thomas, c'est plutôt une sorte de hantise qu'à moins de quitter le pays ils ne pourront trouver à l'avenir ni travail convenable, ni habitation, ni paix d'aucune sorte (2).

Par contre, l'émigration italienne a très sensiblement diminué

(1) L'émigration des 30 dernières années précédant la guerre atteignait une moyenne de 27.500 par an, en atteignant le point culminant en 1884 (220.902 émigrés).

(2) C. f. de Bryas, *op. cit.*, p. 191.

par rapport à celle d'avant-guerre, car l'émigration transocéanique, qui était de 559.566 en 1913, était de 194.224 en 1920, 182.040 en 1921, 121.410 en 1922 et de 130.779 en 1924. Mais, le volume de l'émigration *continentale* se maintient à un chiffre assez élevé : 153.717 en 1920, 60.846 en 1921, 123.030 en 1922, 271.089 en 1924.

Toutefois, en comptant ensemble ces deux formes de migrations, celle-ci est loin d'atteindre le chiffre effroyable de 872.000 personnes qu'elle avait atteint en 1903, malgré le fait que jusqu'à ces dernières années le gouvernement ait cherché, non seulement à l'encourager, mais à l'accroître sensiblement. En vue de développer ce courant, une enquête sur la situation du marché du travail dans le monde entier est établie et M. Mussolini a mis à l'étude la création d'un organisme, chargé de financer les entreprises italiennes d'émigration. Les Etats-Unis ayant réduit la quote d'immigration italienne à 3.845 personnes, le gouvernement italien s'efforce d'élargir les débouchés de l'émigration de son pays (1). De nombreux projets de colonisation sont étudiés par le Commissariat Général de l'Emigration, notamment au Brésil, en Argentine, au Pérou et dans toute l'Amérique Latine.

L'émigration transocéanique de la *Pologne* est aujourd'hui aussi moins nombreuse que dans la dernière décade avant la guerre, où elle dépassait sensiblement le chiffre de 100.000 par an, sans compter les 95.000 Juifs polonais émigrés. Elle est tombée à 5.901 en 1919, 74.121 en 1920, 87.334 en 1921 et 38.516 en 1922. Son émigration *continentale* a été également considérablement réduite depuis la formation de l'Etat polonais indépendant (2).

(1) Depuis quelques années, cependant, le gouvernement italien a changé sa politique d'émigration, et tend par des mesures diverses à restreindre l'émigration de sa population.

(2) *En France*, l'émigration hors d'Europe n'a jamais été bien grande : 19.000 en 1857, 5 à 6.000 de 1863 à 1887, 31.000 (maximum) en 1889; puis, elle tombe à une moyenne annuelle de 5.000 (12 p. 100.000 habitants, ce qui est la plus faible proportion en Europe). L'émigration continentale a été, en 1925, de 54.000 hommes.

SECTION IV

LES CAUSES DE LA DIMINUTION DE L'ÉMIGRATION APRÈS LA GUERRE

Le développement de l'économie nationale. — Les réformes agraires (partage des terres et colonisation intérieure). — La législation restrictive des pays de l'immigration.

1° La diminution du mouvement migratoire est surtout marquée dans les pays de l'Europe Centrale libérés de la domination étrangère : Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie. Sous l'empire du principe des nationalités, l'Autriche, la Hongrie, la Turquie se sont désagrégées. Ce n'était que justice : trop d'injustices criantes, d'oppressions politiques et nationales ont été commises et devaient être réparées. L'histoire de l'Empire turc et même celle de l'Autriche-Hongrie, dont le nouvel Etat yougoslave est issu, n'est, en effet, que le récit d'une longue oppression dans laquelle ces Etats ont tenu les populations subjuguées sous leur férule. Le peuple yougoslave, obtenant la liberté nationale, a pu respirer largement. Les causes d'ordre national et politique ont cessé d'agir sur son mouvement migratoire. Le pays a pu développer librement ses forces économiques et sociales. Les conditions économiques d'après-guerre, notamment les conditions agraires et agricoles, ont été améliorées. Elles ont donné la possibilité à la population du pays de trouver chez soi, dans la patrie, assez de moyens de subsistances, malgré son accroissement relativement important de cette dernière dizaine d'années. Bien que de nombreuses branches de l'activité économique du pays soient encore faiblement et insuffisamment développées, on constate des progrès très sensibles sur tous les champs de l'économie nationale.

Ainsi, dans l'agriculture, les superficies cultivées ont augmenté notablement depuis la guerre. Cette augmentation est marquée par les chiffres suivants (la superficie totale du pays étant de 24.848.829 ha) (1) :

(1) D'après les données du Ministère de l'Agriculture : « Superficies productives et rendement des plantes cultivées », année 1920 à 1926, Belgrade.

Années	Superficie totale des terres cultivées	Terres labourables	Prairies	Vignobles	Verger	Pâturages
1920.....	10.752.188	6.029.466	1.510.225	171.162	234.283	2.558.669
1923.....	11.351.254	6.276.191	1.607.553	166.786	255.781	2.695.505
1926.....	11.354.405	6.111.691	1.681.568	175.016	253.807	2.866.630

On constate, donc, une *augmentation des superficies cultivées*, de 1920 à 1926, de 401.593 ha. La superficie consacrée aux *céréales* est passée de 4.379.398 ha à 5.031.650 ha; celles des racines et tubercules, de 242.419 à 259.634 ha; plantes industrielles, de 80.172 ha à 118.512 ha; légumineuses, de 82.538 à 92.820 ha; cultures maraîchères, de 71.144 à 79.230 ha; cultures fourragères seules ont diminué de 223.722 à 207.177 ha. Par contre, les terres, portées dans les statistiques comme *marais*, ont diminué de 221.383 ha à 141.779 ha.

L'élevage montre aussi des progrès lents, mais sensibles, sauf pour les bovins et les porcs, et le troupeau de bétail se reconstitue progressivement après avoir subi une diminution considérable, du fait des guerres. C'est ce dont on se rend compte par le tableau suivant, qui indique l'état de l'élevage en 1914, 1919 et 1927 :

Espèce :	1914	1919	1927
Chevaux	1.554.776	1.008.980	1.120.310
Bovins	6.276.855	4.555.220	3.729.343
Porcs	5.233.950	2.972.503	2.769.848
Ovins	11.570.230	5.249.667	7.735.915
Chèvres	2.445.370	1.200.296	1.738.958
Volaille	—	15.075.292	16.279.432

(1921)

Le revenu national de l'*agriculture* et de l'*élevage*, ces deux mamelles qui nourrissent la Yougoslavie, s'est élevé dans la même mesure, et il est évalué à 31,5 milliards de dinars, dont 18,7 milliards pour l'*agriculture* seule.

Comme le pays est très riche en forêts (7.586.000 ha ou 30,5 %

de la superficie totale), l'*économie forestière* donne un revenu national assez élevé, de près de 11 milliards de dinars, dont 1.375 millions sous forme de salaires à la main-d'œuvre, qui y est occupée (80 à 100.000 ouvriers).

L'*industrie minière* et l'exploitation des lacs salés et des sources thermales, bien que très arriérée, fait aussi de lents progrès et donne actuellement environ 900 millions de revenu national. L'industrie manufacturière se développe aussi (environ 9.000 entreprises, grandes et petites). Elle occupe environ 260.000 ouvriers, en dépensant sous forme de salaires, 3.900 millions, ou 4.323 millions de dinars, si l'on y compte les salaires payés par les entreprises de monopole appartenant à l'Etat et aux communes.

L'*industrie familiale* se maintient encore en Yougoslavie, surtout à la campagne, et son revenu national total est évalué à 4.837 millions de dinars par an (y compris la production des célèbres tapis de Pirot, les ouvrages des artisans orfèvres et les ouvrages en cuir de Bosnie).

Les *métiers* occupent une des places les plus importantes dans l'activité économique du pays. Les 184.156 entreprises existantes dans le pays apportent à la nation environ 7.590 millions de dinars, dont 6.000 millions sous forme de profit aux patrons et 1.590 millions sous forme de salaires des apprentis et des aides.

L'*industrie du bâtiment* montre une activité très marquée ces dernières années. Il en est de même pour la construction des routes, des chemins de fer, des ports, etc... Le revenu national de ces formes d'activité économique s'élève à 808.882.000 dinars, somme qui comprend uniquement la rémunération du travail, mais non la valeur du matériel employé.

Les autres branches de l'activité économique nationale montrent éaglement des progrès remarquables, bien qu'ils soient encore insuffisants, relativement aux besoins du pays; c'est le cas des chemins de fer (revenu national : 1.796 millions de dinars), de la marine marchande (316 millions), de la navigation fluviale (150 millions de dinars), du transport automobile (300 millions de dinars).

A la fin de 1926, il y avait 691 *banques*, constituées comme sociétés par action, sans compter la Banque Nationale d'émission, la Caisse postale d'épargne, la Banque Hypothécaire d'Etat et les succursales des banques étrangères.

Le commerce (98.618 entreprises) a été prospère dans la période de 1919-1925. Cette prospérité se traduit, surtout, par le volume et la valeur du commerce extérieur du pays, qui montre un accroissement significatif. Le mouvement de ce commerce a été :

Années	EXPORTATION		IMPORTATION		VALEUR de l'exportation à l'importation en 0/0
	Quantité en tonnes	Valeur en millions de dinars-or	Quantité en tonnes	Valeur en millions de dinars-or	
1919....	282.679	164,0	155.170	712,2	23,03
1920....	915.186	284,6	439.563	746,9	38,10
1921....	1.583.658	321,2	733.638	538,1	59,69
1922....	2.213.881	259,2	1.232.414	452,3	57,29
1923....	3.025.914	478,0	1.123.019	493,4	96,86
1924....	3.915.700	671,2	1.127.686	578,5	116,02
1925....	4.398.466	783,3	1.513.862	769,1	101,73
1926....	4.884.718	713,6	1.241.054	696,6	102,44
1927....	4.251.459	584,4	1.331.256	663,3	87,8
1928 (1).	4.526.762	587,8	1.565.424	715,0	82,1

Ainsi, l'exportation du pays s'est accrue considérablement, tant en volume qu'en valeur, pour la période considérée, de telle sorte que le bilan du commerce extérieur est devenu actif dès l'année 1924. En raison des inondations de 1926 et d'une sécheresse excessive de 1927 et de 1928, il est redevenu, cependant, de nouveau passif en 1927 et 1928. Il faut ajouter aussi que la guerre a fait des brèches considérables dans l'industrie et dans le commerce, ce qui a créé un débouché nouveau à la main-d'œuvre disponible. L'application de la *loi de huit heures* dans l'industrie eût le même effet : tant pour satisfaire les besoins normaux de la production, que pour composer la troisième équipe et répondre aux nécessités de l'industrie à travail continu, des chemins de fer, etc..., des débouchés nouveaux s'ouvrent à la main-d'œuvre.

2° Mais, de toutes les causes, qui ont pu agir dans un sens favorable sur le mouvement migratoire, c'est-à-dire diminuer son volume dans une proportion très notable, il nous paraît, que ce

(1) Données pour 1928 provisoires.

sont les réformes agraires comportant l'affranchissement de la classe paysanne des régions entières (Bosnie, Herzégovine, Dalmatie, Vieille Serbie et Macédoine), ainsi que le partage, de grande envergure, des grands domaines privés et ceux appartenant à l'Etat et aux communes, qui ont exercé une influence positive et des plus efficaces. On verra plus loin, que des centaines de milliers de familles paysannes étaient soumises au régime foncier de demiservage et que, d'autre part, un nombre considérable d'agriculteurs des régions, où domine la grande propriété foncière, n'avait pas un pouce de terre en propre ou en avaient trop peu pour pouvoir subsister avec leur famille. Dans de telles conditions, les réformes réalisées ont dû produire un effet certain et immédiat. Cela se comprendrait mieux si, par quelques données statistiques relatives au partage et à la colonisation des grands domaines, nous montrions quelle importance exceptionnelle présente cette œuvre réformatrice pour la classe agricole.

Il a été exproprié, jusqu'à la fin de 1927, dans la province de la *Vieille Serbie* et *Macédoine*, 203.963 ha, dont 130.000 environ étaient expropriés en vertu de jugements définitifs. Les terres expropriées ont été partagées ainsi : 18.173 ha aux paysans locaux, 43.861 ha aux colons-volontaires et aux « cetniks ». Le nombre des familles colonisées s'élevait, en 1927, à 5.593. Pour leurs besoins, 4.122 nouvelles maisons furent construites, de 1921 à 1927. En outre, près de 20.000 familles paysannes, cultivant 270.692 ha de terres, ont été affranchies (v. page 265).

Dans la *Bosnie et Herzégovine*, la colonisation avait commencé dès 1892, sous le régime autrichien, par des éléments étrangers. On y avait colonisé, dans la période de 1892 à 1918, 2.292 familles de colons étrangers sur une superficie de 21.892 ha; 456 familles de colons indigènes (*Muhadziris*) sur 1.684 ha, et 36.552 familles d'intéressés locaux sur 52.714 ha.

De 1918 à 1928, le partage des grands domaines et des domaines publics se poursuit d'une façon plus intense, de sorte qu'il fut parcellé en tout 39.650 ha, dont 25.110 ha de sol forestier et 3.114 ha de pâturages, entre 13.385 familles, dont 7.187 familles d'intéressés locaux, 6.760 familles de volontaires. En dehors de cela, encore 4.880 volontaires obtinrent la terre dans d'autres provinces du pays. En outre, en Bosnie et Herzégovine, plus de 93.000 familles de kmets ont été affranchies et proclamées propriétaires

libres de terres qu'elles avaient détenues jusque là (775.233 ha) sous des conditions de kmetstvo.

Jusqu'à la fin de l'année 1927, il a été parcellé, dans les provinces *Voïvodina* et *Syrmie*, où la grande propriété occupait une place dominante, une superficie de 332.480 arpents, appartenant aux grands domaines. Elle fut répartie entre 98.198 familles paysannes, de catégories différentes, de la façon suivante :

Catégorie de bénéficiaires :	Nombre de familles	Superficie attribuée en arpents (1)
1° <i>Aux colons :</i>		
a) Colons volontaires de guerre..	7.749	67.661
b) Paysans pauvres	2.189	16.092
c) Optants	2.008	7.961
2° <i>Aux paysans locaux :</i>		
a) Paysans pauvres	78.344	187.874
b) Volontaires de guerre	7.408	52.892
Au total.....	98.198	332.480

En *Croatie* et *Slavonie*, il a été déclaré expropriable 173 grandes propriétés, occupant une superficie totale de 756.567 arpents, dont 269.086 de terres labourables.

Il a été exproprié, jusqu'en 1927, 154.379 arpents de terres de labours et de prairies, ou 65 % de la superficie totale des labours et des prairies expropriables, et 21.891 arpents de sol non arable, soit en tout 176.270 arpents. Sur la superficie expropriée, il fut partagée 167.126 arpents entre 99.108 famille, comme il suit :

Catégorie de° bénéficiaires :	Nombre de familles	Superficie attribuée en arpents
1° <i>Aux colons :</i>		
a) Volontaires	2.747	25.843
b) Paysans pauvres	779	5.625
c) Optants	841	5.117

(1) 1 arpent = 0,575 ha.

2° Aux intéressés locaux :

a) Paysans pauvres	94.741	130.441
b) Volontaires	936	6.253

Pendant le même temps, 3.133 maisons ont été construites pour les besoins des colons. Pour apprécier la valeur de ces opérations agraires, il nous suffit de dire, que sur un total de 2.053.130 habitants de population agricole, c'est-à-dire sur 400.000 familles agricoles environ, il y avait dans ces provinces, en 1910, 51.653 familles de journaliers agricoles et 43.719 familles de domestiques agricoles, ne possédant pas de terre en propre ni de terre affermée, ce qui représente le quart de la population agricole totale.

Quant à la Slovénie, 222 grands domaines (dont 36 de plus de 1.000 ha, 33 de 500 à 1.000 ha, 62 de 300 à 500 ha, 71 de 200 à 300 et 20 de 100 à 200 ha) ont été soumis à l'expropriation. Ces domaines occupaient une superficie totale de 350.073 arpents, dont 52.844 de terres labourables, 21.009 de pâturages, 251.281 de forêts et 24.901 d'autres catégories de sol.

Il fut exproprié, en tout, 22.514 arpents de sol labourable et 7.759 arpents non labourable. Sur la superficie expropriée, il fut attribué 26.250 arpents aux 20.764 familles des intéressés locaux, 894 arpents aux 115 familles de colons-paysans, 660 arpents aux 73 familles des optants et 33 arpents à 4 familles de colons-volontaires de guerre.

D'après les statistiques officielles de 1927 (1), dans les seules régions du Nord (2), 843 grandes propriétés ont été expropriées. Ces propriétés occupaient : 850.400 arpents de terres cultivées (sol arable et prairies), 274.724 arpents de pâturages, 928.167 arpents de forêt et 164.335 arpents du sol improductif ou autre, soit en tout, 2.207.625 arpents. De la superficie totale des terres cultivées de ces propriétés, il fut exproprié 535.426 arpents, et de la totalité des superficies non cultivées (1.357.216 arpents), il fut exproprié 47.905 arpents. Le reste fut laissé à la libre jouissance des grands propriétaires, au titre de maximum légal.

La superficie expropriée a été partagée entre 227.434 familles paysannes, bénéficiaires de différentes catégories, comptant environ 1.00.000 d'âmes, de la façon suivante :

(1) Statistiques non publiées.

(2) Croatie, Slavonie, Baranja, Banat, Batchka, Sirmie et Slovénie.

Catégorie de bénéficiaires :	Nombre de familles	Superficie attribuée en arpents
a) Intéressés locaux	200.356	356.422
b) Volontaires-colons locaux	8.032	61.735
c) Volontaires-colons	10.412	86.072
d) Optants	2.976	12.612
e) Colons-locaux	3.914	27.437
f) Colons	1.744	14.021

Au total, il fut partagé 558.299 arpents de terre.

On a également soumis à l'expropriation, dans ces mêmes régions, en dehors des grandes propriétés, un certain nombre (342) de moyennes propriétés (de plus de 100 arpents), appartenant aux personnes résidant d'une façon durable à l'étranger. Ces propriétés occupent une superficie totale de 126.696 arpents, dont 50.527 de terres agricoles, 34.395 de forêts et 41.774 d'autres catégories de terres. La majeure partie de ces propriétés expropriées a dû être, par la suite, rendue aux propriétaires.

On comprend l'importance exceptionnellement grande des réformes agraires en cours, si l'on dit que, selon les données officielles, le *nombre des familles paysannes intéressées s'élève à 369.278*, en comptant ensemble les petites propriétés nouvellement créées et celles qui ont été agrandies, et que l'étendue du sol arable, soumis aux réformes, atteint le chiffre considérable de 1.346.224 hectares. En y ajoutant aussi les superficies des pâturages et des forêts soumises au partage, dont l'étendue atteint 240.000 hectares pour la Bosnie et Herzégovine seules, la superficie totale du sol soumis aux réformes s'étend à plus de 1.700.000 hectares, soit 14,4 % de la superficie totale du sol agricole (1). Si d'autre part, on compte en moyenne quatre membres par famille intéressée, on trouve, que le nombre total d'habitants intéressés s'élève à plus d'un million et demi, soit 11,5 % de la population

(1) Superficies cultivées totales pour l'ensemble du pays étaient, en 1926, 11.354.405 ha. dont 6.276.191 ha. de terres labourables, soit 53.83 % et 1.607.568 hectares de prairies, soit 14.81 % (la superficie totale de l'Etat étant de 24 millions 848.829 ha.).

totale, sans compter dans ce nombre les intéressés de la Dalmatie.

Notons que les possibilités d'augmentation des exploitations rurales nouvellement créées ou de constitution de nouvelles exploitations ne sont pas épuisées, car, si l'on admet que 80 % de la population totale s'adonnent à l'agriculture, soit 9.613.856 habitants vivant en 1.900.000 familles, en chiffres ronds, il reviendrait à chaque personne s'adonnant à l'agriculture 1,14 ha et à chaque famille 5,43 ha de terres cultivées, sans compter les terres fertiles, traitées comme improductives, bien qu'elles ne le soient pas en réalité, de la Serbie du Nord et de la Serbie du Sud.

Les superficies disponibles auraient pu être notablement augmentées, si l'on avait réduit le maximum légal actuel des grands domaines. Rien que dans la région de *Voïvodina*, et dans la *Syrmie*, en réduisant ce maximum de 300 à 100 ha, on aurait obtenu encore 98.832 arpents de terre.

Il était injuste, donc, et tout à fait regrettable du point de vue économique et social, qu'en dépit d'une telle abondance de terres productives, des centaines de milliers de familles rurales en soient complètement privées et condamnées à vivre dans la misère ou à s'exiler en émigrant à l'étranger.

En résumé, les causes principales de la diminution du nombre des émigrants sont le développement économique du pays, la formation de l'Etat national indépendant, les pertes considérables en vies humaines causées par la guerre, les réformes sociales (loi de 8 heures, assurances) et surtout les réformes agraires.

3° Il faut observer, cependant, que la diminution de l'émigration d'après-guerre apparaissant comme un phénomène général, il doit y avoir aussi, en dehors de ces causes particulières à l'économie nationale yougoslave, des causes générales, qui ont pu agir sur le volume de l'émigration en général.

Ce sont, d'abord, les mesures législatives et réglementaires prises par la plupart des gouvernements intéressés depuis la guerre, en raison de la crainte de voir les forces vives de la nation s'écouler et disparaître par l'émigration, qui ont puissamment agi dans ce sens. Les formalités de passeport, de taxes, de contrôle, etc..., ont presque dans tous les pays gravement gêné la liberté de l'émigration. D'autre part, des mesures de restriction à l'immigration, prises par les principaux pays d'immigration, en vue de

prévenir l'intrusion d'étrangers indésirables, ont considérablement endigué le courant transocéanique. Les Etats-Unis ont limité, déjà, par l'Immigration Act du 20 mai 1921, le contingent d'immigrants à 358.000 individus, soit 3 % du nombre des personnes de toutes nationalités nées à l'étranger et résidant aux Etats-Unis lors du recensement de 1910. Par la suite, la porte aux immigrés fut de plus en plus fermée. Ce qui est important à signaler ici, c'est que ces mesures restrictives ont surtout atteint les Slaves, les peuples balkaniques, les Italiens et les peuples de l'Europe de l'Est (v. page 37). Ces peuples montraient, en effet, une grande résistance à l'assimilation; d'où la crainte, que leur afflux ne modifiât le caractère même du peuple des Etats-Unis, surtout parce que c'étaient des peuples présentant, généralement, un faible degré de civilisation. En outre, ces immigrants se dirigeaient principalement vers les régions industrielles, où ils étaient employés en qualité de manœuvres. Or, depuis 1920, le mouvement rural indigène vers les grands centres urbains s'est fortement accentué (1). Les nouveaux arrivants représentant une concurrence des plus sérieuses aux ouvriers nationaux, on manifesta, surtout de la part de la C. G. T. américaine, une grande hostilité à l'immigration, notamment depuis la crise du chômage très grave, qui atteignait, déjà en 1921, plus de trois millions de travailleurs (2).

La loi du 26 mai 1924, en subrogeant celle de 1921, fixa pour les années fiscales 1925, 1926 et 1927, le nombre d'immigrants admissibles aux Etats-Unis à 2 % du nombre total des étrangers résidant aux Etats-Unis lors du recensement de 1890 (164.667 pour l'année 1925). Pour l'année fiscale 1928 et les années suivantes, le contingent d'admissions est limité à 150.000.

Comme on l'a déjà vu précédemment, les autres principaux pays d'immigration ont introduit des restrictions analogues à l'immigration, ce qui a dû agir sur le volume de l'émigration.

Mais, en dehors de cette cause, il en est une autre, qui nous paraît avoir pu influencer le courant migratoire. La crise économique, les crises monétaires et la misère, qui en résultait à partir de 1920, ont retenu nombre des émigrants chez eux. Ce fut, notamment, le cas des pays à monnaie effondrée, où il était difficile de

(1) 51.9 % de la population des Etats-Unis réside dans les villes.

(2) L'émigration européenne vers les Etats-Unis, Larousse, novembre 1922.

rassembler les sommes nécessaires pour les frais de voyage, calculés presque toujours en or. Ici, la baisse de la valeur de la monnaie a été un sérieux obstacle à l'émigration, les prix de transport ferroviaire et maritime étant devenus inabordables pour une grande partie des intéressés.

Cet arrêt momentané du phénomène migratoire produit un certain engorgement dans la circulation des peuples et constitue une menace de crises nouvelles occasionnées par la surabondance de la population en Europe, surabondance, dont ont souffert surtout certains pays, tels que l'Italie, l'Allemagne (1), la Belgique, la Pologne, l'Angleterre. On doit admettre, que certaines causes, qui ont troublé les mouvements migratoires d'après la guerre sont de nature à s'affaiblir ou à disparaître : crises économiques, financières, monétaires, détraquement des changes, régime des passeports, chômages anormaux et largement subventionnés, hostilités nationales. Mais, d'autres dureront et peut-être s'aggraveront, notamment les mesures restrictives de l'immigration et les gênes pouvant résulter d'une législation, nationale ou internationale, trop minutieusement protectrice de l'émigrant.

Et, puis, si l'on tient compte de la baisse universelle et rapide de la natalité en Europe, du développement de plus en plus généralisé de l'industrialisme et de la possibilité des nouvelles « guerres d'enfer », destructrices des populations européennes, on pourrait même prévoir qu'à la grande ère de l'émigration européenne séculaire (1815-1914) succèdera peut-être une période de ralentissement du mouvement migratoire, au moins sous les aspects qu'on lui a naguère connus.

SECTION V

L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES ÉMIGRÉS DANS LES DERNIÈRES ANNÉES

Ses causes. — Les mauvaises récoltes. — Le poids des charges publiques. — Le gaspillage. — L'endettement non productif et usurier des paysans.

Depuis quelques années, le nombre des émigrés commence à augmenter de nouveau. C'est ce que constatait, avec regret, M. le

(1) L'Allemagne avait, au début de l'année 1929, près de 1,5 millions de chômeurs. En Yougoslavie, le nombre des chômeurs est aussi, relativement, très élevé. Il a été, en 1926, déjà, d'environ 50 à 60.000 ouvriers « professionnels » et de 60 à 80.000 ouvriers non professionnels, généralement des émigrants ruraux saisonniers (Notes parlementaires 1927, p. 271).

Ministre de la Politique Sociale, dans son exposé budgétaire fait au Parlement, le 13 mars 1928. Ce nombre, qui était de 6.086 en 1922, s'accroît assez rapidement : 11.473 en 1923, 19.575 en 1924, 19.085 en 1925, 18.230 en 1926 et 21.976 (dont 75 % étaient des agriculteurs) en 1927. En 1928, le mouvement d'émigration se maintient au niveau atteint en 1927.

D'où vient cette recrudescence du courant migratoire ? L'émigration relativement forte de ces dernières années est attribuée à l'empirement des conditions économiques générales, notamment à la mauvaise récolte causée par les inondations de l'année 1926 et par la sécheresse des années 1927 et 1928.

Le petit paysan souffre, en outre, depuis trois ans déjà, d'une grave crise agricole. La déflation a entraîné la chute des prix agricoles. Le marché européen est saturé d'offres de céréales, dont les prix subissent une baisse constante. Elles représentent, pourtant, le principal produit de l'agriculture et l'article le plus important du commerce extérieur du pays. Dès lors, le revenu du paysan diminue, pendant que les prix des produits industriels et autres, dont il a besoin, se maintiennent à un prix très élevé ou augmentent encore. Cette *disparité des prix des produits agricoles et des prix des produits industriels* à elle seule suffit, on le sait, à créer un grave malaise dans l'économie du pays. Pendant le même laps de temps, les charges publiques de l'Etat et des communes ont augmenté.

La crise économique générale, qui règne dans le pays depuis quelques années, a entraîné la réduction du nombre des bras employés dans l'industrie. L'Etat, lui aussi, en raison du déséquilibre de ses finances presque permanent, est obligé de réduire les investissements dans les grands travaux publics, bien que ceux-ci présentent un des meilleurs moyens d'assurer la prospérité économique et financière du pays.

Les *impôts et autres charges publiques* sont écrasants relativement à la force productive du pays. Ils absorbent jusqu'à 20 % du revenu national. C'est une cause d'aggravation de la crise et aussi de production moindre. Ainsi, pendant que les revenus des exploitations agricoles diminuaient, à cause de la crise agricole, de la chute des prix et des mauvaises années, leurs dépenses, en raison des faits précités, augmentaient. On arrivait, surtout dans les petites exploitations rurales, à un point critique, où on ne

pouvait plus joindre les deux bouts. On commence à s'endetter dans une telle mesure, que les dettes menacent de compromettre non seulement la prospérité, mais l'existence même de la petite exploitation agricole. Cet endettement est surtout grave par les conditions onéreuses, qui sont imposées à l'emprunteur, ainsi que par le caractère non productif de ces prêts. Le paysan, habitué après la guerre à un standard of life plus élevé, voulait continuer le même train, d'où besoin d'emprunter pour la consommation. Il avait acquis, aussi, la mauvaise habitude de gaspiller des sommes considérables pour s'acheter des bijoux, faire des noces coûteuses, fêter les « *slava* » en dépensant des sommes très élevées, suivre la mode des villes d'une façon irraisonnable, etc... Cela a dû amener fatalement un endettement excessif et souvent ruineux : on commence à vendre même les objets les plus indispensables à l'exploitation et à la maison, en ne s'arrêtant plus devant la dissipation même du foyer familial.

Puis, par dessus tout, surviennent successivement trois mauvaises années pour l'agriculture (1926-1928), l'une, caractérisée par des inondations considérables, ayant détruit la récolte des superficies immenses du sol le plus fertile du pays, les deux dernières apportant des sécheresses telles, qu'on n'en avait pas connu depuis longtemps.

En raison de cet état de choses, il y a des régions, où, parmi les petits paysans, règne non seulement la misère, mais la véritable famine. Dans la province l'Herzégovine seule, il y aurait, en 1928-1929, près de 100.000 personnes souffrant de la famine (1). Dans ces conditions, est-il surprenant de voir, malgré les réformes agraires d'une grande envergure, dont le but était de rendre petits propriétaires le plus grand nombre de prolétaires ruraux, que le mouvement d'émigration s'accroît de nouveau.

La crise agricole aigüe a provoqué une grave crise économique générale, en même temps qu'elle a mis à l'ordre du jour la question du dégrèvement des dettes des agriculteurs, car on considérerait, que toutes ces dettes étaient *usuraires*, et que c'est l'usure qui est la source principale du mal, dont souffrent les campagnes actuellement. On allait jusqu'à dire, à tort d'ailleurs, que, s'il n'y avait pas d'usure, il n'y aurait pas de crise agricole et que la guérison

(1) D'après une déclaration faite à la presse par le préfet de Mostar et par M. S. Radic.

de celle-ci devait être effectuée par la lutte contre l'usure et par le dégrèvement légal de la classe paysanne.

Ce dégrèvement, selon certains partis politiques de gauche, devait être fait sous forme d'un *moratoire* de plusieurs années ou même par l'*annulation des dettes*, et par l'interdiction pour tous, excepté quelques institutions de l'Etat, de prêter de l'argent aux paysans ! De telles mesures risqueraient, cependant, de faire plus de mal que de bien à l'économie nationale. L'exploitation agricole a besoin de crédit, comme toute autre entreprise industrielle ou commerciale, tantôt dans le but productif ou commercial, tantôt dans un but de consommation. Interdire l'emploi du crédit aux paysans, c'est condamner l'agriculture à la stagnation et les petits cultivateurs à la ruine et à l'émigration. On aidera le développement de l'agriculture, non par de pareilles mesures, mais en offrant aux agriculteurs un crédit large, facilement accessible et à bon compte. Le crédit agricole, organisé par la loi de 1925, n'a point satisfait ce besoin. C'est ce dont se rendent compte aujourd'hui ses promoteurs eux-mêmes. Il n'a pas pu le satisfaire, parce qu'il ne visait pas exclusivement les intérêts de l'agriculture, mais il devait servir aussi d'instrument aux partis politiques. Il est indispensable de le réorganiser sur des bases complètement nouvelles : constitution d'une banque agricole, en remplacement de la Direction du Crédit agricole, en la dotant de capitaux destinés à cette dernière de la part de l'Etat (500 millions de dinars) et des montants de capitaux qu'auraient pu souscrire les grands instituts bancaires du pays (1).

Mais, il faut remarquer qu'on ne peut pas attendre le salut et la prospérité de l'agriculture de la seule organisation du crédit agricole. A côté d'une bonne organisation du crédit agricole, qui fait complètement défaut à l'heure présente, on doit introduire *toute une série de mesures bien appropriées de politique agraire*, dans le but de *relever la productivité des exploitations agricoles* et de rendre ainsi possible l'existence et la prospérité des petits exploitants. Tant que la culture du sol restera primitive, extensive et irrationnelle, toutes les mesures destinées à résoudre le problème de la crise agricole, ainsi que celui de l'abandon de la campagne resteront peu efficaces et même inopérantes.

(1) Tout récemment, une « Banque Agraire » fut instituée à Belgrade sur la base que nous posons ici, en vertu du décret-loi du 17 avril 1929.

SECTION VI

LES CHANGEMENTS DANS L'ORIENTATION DE L'ÉMIGRATION D'APRÈS-GUERRE

Où se dirige l'émigration ? — L'accroissement relatif du nombre des émigrés vers l'Amérique Latine. — Les effets du changement de l'orientation des émigrés.

Non seulement dans le volume, mais aussi dans l'*orientation* de l'émigration yougoslave d'après-guerre, on constate des changements intéressants à souligner. Jamais, avant la guerre, l'émigration yougoslave, dirigée vers les *pays latins* d'outre-mer, n'a été plus élevée que celle se dirigeant vers les pays anglo-saxons.

En effet, jusqu'à la guerre mondiale, l'émigration yougoslave transocéanique se dirigeait vers les Etats-Unis en premier lieu, puis vers les colonies britanniques. Depuis la fin de la guerre, l'émigration a changé de direction et se dirige en nombre croissant vers les pays de l'*Amérique du Sud*. De 1919 à 1923, il a émigré vers l'Amérique du Sud, 5.491 personnes (2.855 rapatriés), tandis qu'il a émigré aux Etats-Unis, 27.766 (rapatriés 39.406), vers l'Empire britannique, 1.432 (rapatriés 766) et vers les autres pays, 11. En 1927, on voit que sur un total de 21.976 émigrés, 11.231 personnes se dirigent vers les *pays latins*, et 10.745 vers les pays anglo-saxons. En 1928, sur un total de 21.789, il n'a émigré vers ces derniers que 10.717.

Depuis la fondation du nouvel Etat yougoslave (1^{er} décembre 1918) jusqu'à la fin de l'année 1925 et de l'année 1928, il a émigré :

	Jusqu'à la fin de 1925	Jusqu'à la fin de 1928
aux Etats-Unis d'Amérique	35.296 personnes	9.606
vers l'Empire britannique	8.130 »	26.574
vers l'Amérique Latine	28.460 »	64.865
vers d'autres pays du monde	33 »	317

Le tableau suivant nous indique, comment s'est opéré progressivement le changement de direction, qu'avait prise l'émigration de 1919 à 1928 :

Années	Canada	E U.A.	Argentine	Brésil	Australie	Uruguay	N.Zelando	Chili	aut. pays
1919....	—	265	—	—	—	—	—	—	—
1920....	—	5.474	—	—	—	—	—	—	—
1921....	87	12.461	304	—	10	—	2	78	23
1922....	179	5.436	290	63	44	—	12	7	55
1923....	717	4.130	2.721	1.535	135	—	4	46	82
1924....	1.976	3.638	3.941	7.461	1.736	176	110	182	354
1925....	2.487	3.891	2.337	7.771	314	221	62	364	196
1926....	4.998	4.756	3.327	2.765	1.109	526	359	243	156
1927....	4.658	4.759	7.127	2.527	1.138	905	130	425	309
1928....	5.921	4.796	7.484	499	436	1.892	88	375	298

On voit, donc, un accroissement progressif du nombre d'émigrants, qui se dirigent vers les pays latins, bien que le nombre de ceux qui vont en Amérique du Nord reste toujours dominant. Dès l'année 1927, la première place est occupée par l'Argentine.

A première vue, il est un peu surprenant de voir, que le nombre d'immigrés yougoslaves aux Etats-Unis dépasse de beaucoup la quote-part d'immigration en 1925, 1926, 1927 et 1928. Cela provient de ce que les femmes et les enfants des immigrants naturalisés Américains n'entrent pas dans la quote légale. De véritables ouvriers n'y vont presque plus. Quant aux autres pays anglo-saxons, les émigrés vont en grand nombre au Canada (21.000 de 1919 à 1928) et vont volontiers en Australie (4.922).

Ce changement d'orientation de l'émigration yougoslave est déterminé certainement par des mesures restrictives de l'immigration des pays anglo-saxons, bien plus accentuées que celles des autres pays.

A ce sujet, on doit observer, que l'émigration vers les pays anglo-saxons est plus favorable pour les immigrés, parce que le *standard of life* dans ces pays est plus élevé qu'en Yougoslavie et dans les pays latins. En raison de ce fait, l'émigrant, qui gagnait autant que l'indigène comme rémunération de son travail et dépensait moins, envoyait le surplus à sa famille, généralement restée dans le pays natal, ce qui présentait pour celui-ci un élément important de l'actif de sa balance des comptes (1). En outre,

(1) Voir chapitre relatif aux effets économiques de l'émigration (page 287.)

les salaires sont également plus élevés dans les pays anglo-saxons que dans les pays latins, pays surtout agricoles, où le gain est non seulement moins grand, mais aussi plus aléatoire et lié parfois à des échéances de paiement effectif plus ou moins éloignées.

Il est intéressant, enfin, de remarquer que le *caractère de l'émigration* a changé également. Tandis qu'avant la guerre, c'était généralement une émigration saisonnière, plus ou moins stable, mais non définitive, aujourd'hui l'émigration en général, surtout celle se dirigeant vers l'Amérique du Nord, *tend à devenir définitive*, bien qu'à côté d'elle on rencontre aussi un courant assez marqué de migration saisonnière très instable, de courte durée.

SECTION VII

LA STRUCTURE SOCIALE ET COMPOSITION ETHNIQUE DE L'ÉMIGRATION D'APRÈS-GUERRE

La composition de l'émigration suivant la profession, le sexe, l'âge, l'instruction, la nationalité et la religion des émigrés.

§ 1. — *La profession et le sexe des émigrés*

Si maintenant on recherche quelle est la *composition* de l'émigration yougoslave d'après-guerre, on trouve, par rapport à l'émigration d'avant-guerre, des améliorations très sensibles sous certains égards, notamment au point de vue de l'instruction, mais elle reste, et c'est le fait dominant, en sa *majorité agricole*, en même temps qu'elle comprend des hommes de l'âge le plus productif. C'est ce dont on peut se rendre compte par l'analyse du tableau suivant, relatif à la profession et au sexe des émigrants dans la période de 1921-1928 :

<i>a</i> = hommes		<i>b</i> = femmes				
Années		Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Agriculteurs	Professions libres	Membres de famille sans gain
1921....	a)	356	2.477	837	74	1.378
	b)	142	3.626	850	7	3.238
1922....	a)	403	152	1.404	75	680
	b)	41	228	2.045	96	761
1923....	a)	910	1.703	2.053	210	841
	b)	86	1.713	728	347	779
1924....	a)	882	1.761	7.301	251	2.793
	b)	139	1.050	2.787	156	2.453
1925....	a)	791	1.224	6.676	199	2.544
	b)	177	1.023	2.723	208	2.078
1926....	a)	1.072	6.624	9.578	174	1.224
	b)	329	1.105	1.773	148	1.203
1927....	a)	1.237	1.302	12.798	143	1.372
	b)	390	1.003	2.277	110	1.344
1928....	a)	1.602	1.331	12.467	208	1.251
	b)	512	1.146	1.996	225	1.068

En approchant ces chiffres de ceux relatifs à la profession des émigrés d'avant la guerre (page 138), on établit aisément, que l'émigration actuelle est constituée, en sa grande majorité, comme l'émigration antérieure à la guerre, par la classe des agriculteurs et par des ouvriers non qualifiés.

Le tableau montre, aussi, que le nombre des émigrés agriculteurs s'accroît presque régulièrement d'une année à l'autre, ainsi que celui des ouvriers *qualifiés*, tandis que le nombre des ouvriers non qualifiés montre une tendance à la décroissance.

Il est intéressant de remarquer, à propos de ce caractère agricole de l'émigration yougoslave, qu'il semble que les réformes agraires, qui ont retenu nombre de familles paysannes au pays natal, aient agi dans le sens contraire pour ceux qui trouvaient, avant le partage des grands domaines, soit un salaire d'appoint, soit un salaire principal sur ces mêmes domaines. En supprimant, dans une large mesure, par l'expropriation des grands domaines,

la possibilité de ce salaire, un certain nombre de petits paysans ou de prolétaires ruraux fut poussé, semble-t-il, directement vers l'émigration. Ce serait notamment le cas de tous ceux *qui n'ont bénéficié en aucune manière des réformes agraires* réalisées, soit comme fermiers sur les terres expropriées, soit comme colons sur les étendues destinées à la colonisation. Aucun espoir ne miroitant plus devant leurs yeux, les réformes, qu'ils attendaient tant, ayant été presque achevées, sans qu'ils aient pu tous en bénéficier, ils n'avaient qu'à prendre le chemin de l'étranger.

On constate, par le tableau ci-dessus, que la part que représente le sexe féminin dans la totalité de l'émigration, est assez grande : 42.156 personnes contre 84.462 personnes du sexe masculin. Elle égale la part masculine dans l'émigration des ouvriers non qualifiés, ainsi que dans les professions libres, pendant qu'elle ne constitue qu'un peu plus du tiers dans l'émigration des agriculteurs et 1/5 dans l'émigration des ouvriers qualifiés. Par contre, elle dépasse sensiblement le nombre des émigrés mâles de la catégorie des membres de famille sans profession.

La composition de l'ensemble de l'émigration yougoslave d'après-guerre, selon *le sexe*, sans faire de distinction de profession des émigrés, peut être représentée par le tableau suivant (à l'exclusion des émigrés sujets étrangers) :

Années.	Nombre d'émigrés	
	Hommes	Femmes
1921.....	5.102	7.863
1922.....	2.872	3.214
1923.....	5.717	3.653
1924.....	11.587	5.651
1925.....	9.757	5.248
1926.....	12.093	3.633
1927.....	16.852	5.124
1928.....	16.839	4.950
Total.....	84.468	42.156

Il ressort de cet aperçu, que l'émigration féminine représente, pour la période considérée, plus de 33 % de l'émigration totale.

Néanmoins, la part de l'émigration masculine reste dominante (67 %), ce qui accentue la perte, que l'émigration cause au pays au point de vue économique. Bien que, dans ce nombre accru des femmes émigrant à l'étranger, on trouve une forte proportion de celles qui vont rejoindre leurs maris ou parents émigrés depuis longtemps et établis d'une façon stable dans le pays d'immigration, ce phénomène dénote un esprit de non retour, d'abandon définitif du pays, ce qui était très rare avant la guerre. En effet, en comparant ces chiffres avec ceux relatifs à l'émigration d'avant-guerre, on établit, au moins pour les régions pour lesquelles on dispose de données sur la composition de l'émigration suivant le sexe des émigrés, que le nombre des femmes émigrées, par rapport au nombre des hommes, a considérablement augmenté, surtout pour l'émigration qui se dirige vers les Etats-Unis.

C'est ce qui résulte du rapprochement des données statistiques que nous venons de donner avec celles relatives à l'émigration d'avant-guerre provenant des provinces de la Croatie et de la Slavonie, qui constituaient le plus important de l'émigration en Yougoslavie, car l'émigration de ces deux provinces seules représentait plus de 60 % (1) de l'émigration totale yougoslave. L'émigration suivant le sexe fut, pour ces provinces, d'après les statistiques officielles, qui sont d'ailleurs incomplètes, de 1899 à 1912 :

Années	Total	Hommes	Femmes
1899.....	4.195	3.662	533
1900.....	4.176	3.494	682
1901.....	7.879	7.021	858
1902.....	11.057	9.905	1.152
1903.....	13.488	12.007	1.481
1904.....	4.848	3.921	927
1905.....	27.142	24.093	3.049
1906.....	24.726	21.168	3.558
1907.....	25.493	21.265	4.228

(1) Les Croates seuls, sans compter les Serbes qui habitent ces régions, représentent 59.51 % de l'immigration yougoslave aux E.U.A.

1908.....	5.045	3.739	1.306
1909.....	13.441	10.761	2.680
1910.....	16.104	12.799	3.305
1911.....	8.215	5.561	2.654
1912.....	15.979	11.167	4.812

Et d'après les statistiques officielles pour la *Carniole*, sur 30.561 émigrés de 1893 à 1904, il y avait 27.567 hommes, 591 femmes, 2.280 enfants et 123 inconnus.

L'augmentation relative du nombre de l'émigration féminine doit être attribuée à la tendance, que montre un nombre croissant d'émigrés à se fixer dans le pays d'immigration d'une manière définitive, ou tout au moins stable. Cette tendance est, d'ailleurs, suscitée par la propagande des diverses organisations des pays d'immigration, notamment aux Etats-Unis d'Amérique, pour la modification de la loi d'immigration dans le sens d'autoriser l'entrée des familles des immigrés déjà fixés aux Etats-Unis, en dehors des quotas prévues par la loi, ou de reconnaître au moins le droit de priorité à de telles familles, dans les limites mêmes de la quote disponible. Ce serait un moyen de rendre plus rapide l'assimilation des émigrés, en rompant tous les liens entre eux et leur pays natal, en même temps que d'empêcher la sortie du pays de sommes importantes d'argent sous forme d'économies emportées ou envoyées par les émigrés à leurs familles.

Cette tendance que montre l'émigration yougoslave d'après-guerre à devenir de plus en plus stable se traduit, aussi, par le nombre croissant des *émigrés en famille*. Ainsi en 1928, sur un total de 21.789, ce nombre fut de 2.033 familles, comptant 5.386 membres. Le nombre des hommes émigrés *seuls* s'élevait à 14.484 et celui des femmes seules 1.919.

Le nombre des enfants émigrés a très sensiblement augmenté aussi (environ un tiers du nombre total d'émigrés), ce qui souligne encore le *caractère stable de l'émigration* d'après-guerre.

L'émigration d'avant-guerre, qui était beaucoup plus nombreuse que l'émigration actuelle, était aussi beaucoup plus mobile, ce qui a une grande importance au point de vue national et financier. On émigrail beaucoup, mais on revenait après quelques années (en moyenne après trois ans pour l'Amérique). La famille restait généralement dans le pays, l'émigré plaçait rarement ses

économies dans l'achat de la maison ou de la terre dans le pays d'immigration. Il envoyait toutes ses épargnes à la famille ou les apportait lui-même lors de son retour. Aujourd'hui, cela n'est plus. L'émigré est devenu bien plus immobile. Dans le pays principal de l'immigration yougoslave, aux E.U.A., n'émigrent presque plus que des femmes et des enfants. Les épargnes y sont placées dans l'achat de terrains lotis, de maisons, de terres ou bien encore dans les banques américaines ou dans les caisses postales d'épargne.

Mais, à côté de ces désavantages, que présente l'émigration croissante du nombre des femmes et les enfants, on peut dire, qu'il y a là, aussi, un certain avantage : par là, on contribue au rafraîchissement de l'émigration nationale d'outre-mer.

Il n'est pas sans intérêt de relever, enfin, les *différences très grandes dans la composition de l'émigration suivant le sexe et d'après les provinces* composant l'Etat yougoslave. Ces différences sont très marquées, comme l'indique le tableau suivant :

Provinces :	En 1925		En 1926		En 1928	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Serbie	826	103	1.134	106	942	202
Voïvodina	1.640	1.410	1.983	1.275	2.550	1.683
Monténégro	88	19	210	34	247	41
Croatie-Slavonie	4.212	8.376	4.434	1.217	7.158	1.442
Dalmatie	2.076	894	2.548	375	2.918	591
Slovénie	717	329	1.193	405	2.246	916
Bosnie et Herzégovine	198	117	591	221	778	75
Total des nationaux..	9.757	5.248	12.093	3.633	—	—
Total des étrangers...	1.677	961	1.579	925	—	—
En tout	11.434	6.209	13.672	4.558	16.852	5.124

Ainsi, la première place, au point de vue du nombre de femmes émigrées par rapport au nombre des hommes émigrés, occupe la Voïvodina, viennent ensuite la Croatie et la Slavonie, ainsi que la Bosnie et Herzégovine.

§ 2. — *L'âge des émigrés*

Quant à l'âge des émigrants, on y constate aussi des changements très marqués, dans ce sens que le nombre de personnes au-dessous de l'âge productif (18 ans) représente dans l'émigration actuelle une proportion assez importante, bien que très variable d'une année à l'autre, relativement à l'émigration d'avant-guerre. C'est ce que montrent les chiffres suivants :

<i>a</i> = hommes		<i>b</i> = femmes		
Années	au-dessus de 50 ans	De 31 à 50 ans	De 18 à 30 ans	jusqu'à 18 ans
1921 <i>a)</i>	187	1.434	1.665	1.811
— <i>b)</i>	195	1.921	3.347	2.400
1922 <i>a)</i>	152	1.277	740	694
— <i>b)</i>	132	1.210	1.247	744
1923 <i>a)</i>	180	2.588	2.043	906
— <i>b)</i>	61	747	2.016	829
1924 <i>a)</i>	512	4.454	4.646	3.378
— <i>b)</i>	248	1.618	28	2.591
1925 <i>a)</i>	408	3.680	4.146	3.190
— <i>b)</i>	311	1.583	1.848	2.467
1926 <i>a)</i>	335	4.747	6.481	2.109
— <i>b)</i>	219	1.209	1.635	1.495
1927 <i>a)</i>	439	5.843	8.295	2.275
— <i>b)</i>	255	1.405	1.868	1.596
1928 <i>a)</i>	363	5.513	8.910	2.053
— <i>b)</i>	205	1.306	2.164	1.275
Total <i>a)</i>	2.476	29.536	36.926	16.416
— <i>b)</i>	1.626	10.999	14.153	13.477

Donc, l'énorme majorité d'émigrés est représentée par des personnes, qui sont à l'âge économique le plus productif (18 à 50 ans). Le nombre de ces émigrés s'élevait à 91.614, dont 66.462 hommes, sur un total de 136.016 émigrants.

§ 3. — *L'instruction des émigrés*

Le nombre d'*illettrés* est relativement peu élevé dans l'émigration d'après-guerre, excepté pour l'année 1921, où il représente plus d'un tiers du nombre total des émigrés, comme on le voit par le tableau suivant :

Années	Nombre des émigrés				
	instruction :		connaissant :		
	lettrés	illettrés	anglais	allemand	autres langues
1921.....	9.643	3.319	—	—	—
1922.....	5.488	598	—	—	—
1923.....	8.048	1.322	—	—	—
1924.....	14.674	158	713	421	314
1925.....	14.937	115	1.638	941	222
1926.....	16.611	153	1.379	424	194
1927.....	20.209	225	—	—	—
1928.....	20.185	181	—	—	—
Total.....	109.795	6.071	3.730	1.786	730

Donc, contrairement à ce qu'on observait avant la guerre, le nombre des illettrés est infime parmi les émigrés d'après-guerre. Pendant que le pourcentage d'illettrés de l'émigration de la Croatie et de la Slavonie était, dans la période de 1901 à 1910, de 34,7 %, et de 17,8 % pour l'émigration de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Dalmatie (en 1908), il n'est plus, en 1926, que de 1 % pour les émigrés nationaux et de 0,8 % pour la totalité de l'émigration. Ce fait est d'autant plus intéressant à remarquer, que 51,45 % des habitants du pays sont des illettrés, ce qui montre encore, que c'est la meilleure force du pays, qui s'écoule à l'étranger. Cela nous autorise à dire, aussi, que ce n'est plus l'élément le plus pauvre, comme avant la guerre, qui émigre, puisque c'est lui qui ne reçoit généralement aucune instruction, élément, qui a pu trouver un appui suffisant soit dans les réformes agraires réalisées, soit dans le fait de l'amélioration des conditions économiques et sociales générales du pays. Cette conclusion peut trouver encore sa confirmation dans le fait que, suivant les données statistiques officielles, la grande majorité des émigrés, 90.042 émigrés,

dans la période de 1921-1928, payaient eux-mêmes les frais de leur voyage (sur un total de 126.727 émigrés), pendant que 24.186 émigrés avaient leur voyage payé par des parents ou amis habitant le pays d'immigration et 12.499 personnes voyageaient au frais de l'Etat San Paolo.

Il faudrait faire, à cet égard, une remarque importante. Ce changement du caractère de l'émigration, au point de vue de son instruction, est intéressant à signaler, parce qu'il pourrait avoir des répercussions sur le volume du *rapatriement*. Les émigrés munis de plus d'instruction quittent le pays souvent sans esprit de retour, si commun aux gens privés de toute instruction. Tel est l'exemple de l'émigration slovène, dalmate, en Yougoslavie, et celui de l'émigration de la Bohême et de la Moravie, en Tchécoslovaquie.

Au contraire, les émigrés moins instruits, souvent illettrés (ex. : Slovaquie) partent généralement avec un esprit de retour, car ils sont plus attachés aux traditions et à la religion du pays, plus enracinés au sol natal et au foyer familial. Ils présentent aussi une capacité d'adaptation moindre que les premiers au milieu nouveau, par conséquent, ils sont moins exposés à la dénationalisation.

Ces faits peuvent être confirmés, dans une certaine mesure, par le tableau suivant, relatif à l'état d'*instruction* élémentaire et de *rapatriement*, que nous dressons :

Provinces	Nombre d'émigrés de 1921 à 1928	Nombre des retours de 1924-1928	Rapport des rapatriés aux émigrés en 0/0	Le 0/0 d'habitants illettrés d'après le re- censement de 1921
Serbie du Nord et du Sud.	7.621	3.354	45,4	64,47 (1)
Voïvodina	31.963	6.234	19,7	24,31
Monténégro	1.600	836	52,2	67,02
Croatie et Slavonie	49.290	10.141	20,5	32,15
Dalmatie	19.638	3.243	16,3	49,48
Slovénie	15.037	3.308	21,9	8,85
Bosnie et Herzégovine. ..	4.558	868	18,8	81,56

(1) Ce pourcentage n'est relatif qu'à la Serbie du Nord seule (celui de la Serbie du Sud étant de 83.86 %), tandis que le nombre d'émigrants et de rapatriés est compté ensemble pour les deux provinces.

On arrive presque aux mêmes résultats, en faisant le rapprochement du chiffre de l'émigration d'avant-guerre, pour les provinces : Bosnie, Herzégovine, Croatie et Slavonie, et celui du rapatriement, avec le pourcentage des illettrés de la population totale de ces provinces, comme le montrent les chiffres ci-après :

Provinces	Période	Émigration	Retours	O/O des illettrés de la popula- tion totale
Croatie et Slavonie	1900-1912	333.488	38.279	32,15 %
Bosnie et Herzégovine . . .	1905-1914	35.782	11.862	81,56

Ainsi, les provinces présentant le plus gros pourcentage d'illettrés ont aussi un pourcentage de rapatriés, relativement au nombre des émigrés, plus élevé.

§ 4. — *La composition ethnique et confessionnelle de l'émigration*

Il y a lieu d'observer, aussi, qu'avant la guerre mondiale, l'émigration yougoslave, pour ce qui est des Etats yougoslaves libres (Serbie, Monténégro) et des provinces qui sont habitées par des Yougoslaves en masses compactes (Bosnie, Herzégovine, Dalmatie), sans posséder de *minorités ethniques*, était une émigration composée presque exclusivement de l'élément national. Aujourd'hui, elle présente un pourcentage assez important de l'élément *non national*. Un nombre assez élevé d'habitants (39.077, sur un total de 126.737 dans la période de 1921 à 1928) appartenant aux minorités ethniques, Allemands, Hongrois, Roumains, etc..., entre dans le nombre total de l'émigration, surtout dans l'émigration de la Voïvodina et de la Syrmie. Ils vont, principalement, en Amérique du Sud.

La composition de l'émigration d'après-guerre, d'après la *nationalité* des émigrés, fut la suivante :

Nationalité des émigrés :

Années	Yougoslaves	autres Slaves	Allemands	Hongrois	Roumains	autres
1921....	9.516	65	2.594	700	51	39
1922....	4.880	117	760	259	46	24
1923....	5.698	22	2.322	1.169	137	22
1924....	8.525	51	4.239	4.218	149	76
1925....	7.824	271	3.692	3.082	81	55
1926....	11.044	272	2.671	1.563	96	80
1927....	13.775	211	3.561	1.667	221	71
1928....	14.939	196	3.092	985	190	61
Total..	76.201	1.205	22.901	13.643	971	357

En dehors des émigrants indigènes de nationalité étrangère, qui ont une place importante dans le nombre total de l'émigration, comme on le voit, il y a eu un nombre assez grand d'*émigrés sujets étrangers*, parmi lesquels figurent un grand nombre de *Yougoslaves naturalisés Américains* qui, comme tels, réémigrent en Amérique. Ainsi, sur un total d'émigrés sujets étrangers de 2.504, en 1926, il y avait 1.632 sujets des Etats-Unis d'Amérique, 405 Polonais, 142 Tchécoslovaques, 87 Grecs, 61 Italiens, 39 Russes, 36 Hongrois, 22 Canadiens, 17 des Iles britanniques, 15 Argentins, 10 Australiens, 9 Allemands, 9 Roumains, 6 Albanais et 14 émigrés d'autres nationalités (1).

La présence d'un nombre aussi important d'émigrés indigènes de nationalité étrangère et de *sujets étrangers* s'explique par les conditions politiques qu'avaient créées les traités de paix de 1919-1920, en établissant les nouvelles frontières de l'Etat yougoslave, dans les limites duquel ont été nécessairement englobées des minorités ethniques (15,6 % en tout). Une partie de ces minorités a opté pour les nationalités étrangères, ou bien a émigré soit vers le pays pour la nationalité duquel elles ont opté, soit vers d'autres pays.

Signalons, enfin, que, de même qu'au point de vue de la nationalité, l'émigration yougoslave d'après-guerre, ne présente pas, au point de vue de la religion une grande homogénéité. Sa com-

(1) En 1928, il y avait parmi les émigrés 2.326 sujets étrangers dont sujets E.-U. A 1877, Tchécoslovaques 142, Canadiens 55, Italiens 47, Russes 33, Polonais 32, Hongrois 23, Allemands 20, etc..

position, au point de vue de la *religion* à laquelle appartiennent les émigrés, a été, pour la période 1921-1928 :

Années	catholique romaine	orthodoxe serbe	grecque catholique	protestante	musulmane	israélite	autres
1921.....	9.727	1.412	48	1.700	5	64	—
1922.....	4.441	1.393	139	159	7	18	1
1923.....	7.873	1.367	40	79	8	3	—
1924.....	15.290	2.233	457	1.518	25	34	18
1925.....	13.813	2.196	62	1.536	11	22	3
1926.....	14.191	3.430	286	244	39	38	2
1927.....	17.819	3.522	43	466	51	71	4
1928.....	17.191	3.540	66	874	25	18	8
Total..	100.345	19.093	1.141	6.574	171	268	36

Le tableau montre que l'émigration est en sa majeure partie représentée par les catholiques-rômaines (100.345), habitant principalement les régions appartenant jusqu'en 1918 à l'Autriche-Hongrie, tandis que les orthodoxes-serbes n'y viennent qu'en seconde place (19.093), bien qu'ils constituent la majorité relative de la population totale du pays (46,6 %) (1). Ce fait doit être attribué à la plus grande mobilité des catholiques et surtout à la différence des conditions agraires, qui règnent dans les provinces habitées respectivement par les catholiques et les orthodoxes. On constate, par ce tableau, aussi, que les variations du volume sont assez marquées, d'une année à l'autre, suivant la religion, surtout pour l'émigration catholique.

(1) Les catholiques ne constituent que 39.4 % de la population totale (voir page 25).

SECTION VIII

L'effectif total de l'émigration transocéanique et sa répartition suivant les pays d'immigration

L'effectif total des émigrants yougoslaves et leur orientation géographique. Le nombre des émigrants aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'Empire Britannique, dans l'Amérique Latine et autres parties du monde. L'orientation du groupe des Serbes, du groupe des Croates et du groupe des Slovènes.

Quel est l'effectif total de l'émigration yougoslave dans les pays d'outre-mer ? Il est assez difficile de l'établir d'un façon absolument exacte. Ce nombre varie très sensiblement selon les sources différentes et suivant les appréciations des organes de l'émigration ou des différents auteurs. Il ressort des statistiques des Etats-Unis, d'abord, que le nombre total d'immigrants yougoslaves, y compris les Bulgares, serait, pour la période de 1899 à 1925, le suivant :

Serbes, Monténégrins et Bulgares.....	156.509
Croates et Slovènes	485.899
Dalmates, Bosniens et Herzégoviens...	42.186
Total.....	703.594

Remarquons, ici encore, qu'il est fort probable, que ce nombre est en réalité plus grand, car il y a dans les statistiques officielles des E.U.A. des erreurs provenant de la confusion des diverses nationalités des pays balkaniques et des provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie. Les autorités américaines d'immigration ne connaissant pas suffisamment les dénominations exactes de ces nationalités et même de ces pays, prennent parfois la Yougoslavie pour la Tchécoslovaquie, les Slovènes pour les Slovaques, etc. Ces erreurs ont été bien plus fréquentes encore dans le passé. En raison de ces faits, il est presque impossible d'établir le chiffre total exact de l'émigration yougoslave.

Selon un rapport du Commissariat de l'émigration de Zagreb (N° 11.352, du 7 juillet 1924), il y aurait en tout 732.000 émigrés.

D'après les statistiques de ce Commissariat, et en se basant sur toutes les sources authentiques : le recensement des E.U.A. de 1920 sur l'origine de leurs habitants, basée sur leur langue maternelle, les statistiques des Dominions Britanniques et les statistiques ouvrières des divers pays et des organisations privées de l'Amérique Latine, le nombre total des émigrants yougoslaves (732.800 personnes) se répartit comme il suit :

1° 600.000 émigrés (81,8 %) aux *Etats-Unis d'Amérique*, dont 108.000 ou 18 % seraient des Serbes; 357.660 ou 59,51 % seraient des Croates, et 134.340 ou 22,49 % des Slovènes. Et selon leur profession nouvelle ces émigrants se répartissaient ainsi : 42 % dans l'industrie de l'acier et du fer, 12 % dans l'industrie du charbon, 6,5 % dans l'industrie du bois, 6 % dans les entrepôts, 5 % dans la production des fruits, 4 % dans l'industrie des produits chimiques et le reste dans les autres branches. Selon les résultats du recensement officiel des E.U.A., il n'y aurait, en 1920, que 408.973 immigrants yougoslaves, dont 208.552 seraient des Slovènes et 200.421 des Serbo-Croates.

D'après M. *Lakatos*, le nombre d'émigrés yougoslaves aux Etats-Unis serait de 800.000 personnes, et selon M. le D^r Biankini, il y aurait aux Etats-Unis un million de Croates seuls, et 1 million et demi de tous les Yougoslaves;

2° 35.200 ou 4,8 % dans *l'Empire britannique*, dont 30.000 au Canada, 400 en Afrique du Sud, 3.000 en Australie, 1.300 en Nouvelle-Zélande et 500 autres dans le reste de l'Empire britannique;

3° 47.160 ou 16,5 % du nombre total de l'émigration en *Amérique Latine*, dont 30.000 en Argentine, 6.000 au Chili, 4.500 au Brésil, 600 au Mexique, 1.500 en Amérique Centrale et 5.000 dans les différents Etats de l'Amérique du Sud. M. *Lakatos* estime le nombre total des émigrés yougoslaves en Amérique Latine à 100.000; et

4° 50.000 émigrés ou 6,9 % sont répartis dans les *autres parties du monde*, principalement en Turquie (1).

Du nombre total de l'émigration yougoslave, nombre qui atteignait 7,05 % (dont 6 % dans les pays d'outre-mer) de la population yougoslave totale, ont changé leur nationalité yougo-

(1) C. f. *The Kingdom of the Serb, Croat. and Slov.*, p. 146.

slave, 2 % de tous les Serbes émigrés, 12 % de tous les Croates et 16 % de tous les Slovènes émigrés.

On peut compléter les renseignements précédents relatifs à la répartition géographique de l'émigration yougoslave par quelques données, qui précisent cette répartition pour les trois branches (pleme) du peuple yougoslave.

1° Les *Serbes* s'orientent, en grands groupes assez compacts, vers les Etats-Unis de l'Amérique du Nord : notamment vers les Etats de Pensylvanie, Minnesota, Indiana, Illinois, Californie, Oregon, Michigan, etc.

2° Les *Croates* se groupent surtout dans l'Etat de *Pensylvanie* où l'on trouve 30 % de l'immigration croate totale de l'Amérique du Nord, d'avant 1910, soit environ 125.000 personnes. Viennent ensuite les Etats fédéraux : Illinois, Ohio et New-York.

D'après les statistiques de 1910, il y avait dans l'Illinois 80.000 émigrés croates, dans l'Ohio environ 50.000 et dans l'Etat de New-York 40.000. Dans la seule ville de Pittsburg et ses faubourgs, vivent environ 80.000 émigrés croates (Pensylvanie), c'est-à-dire presque autant que dans la plus grande ville croate en Yougoslavie, Zagreb. Dans l'Etat d'Illinois, le plus grand nombre de Yougoslaves se trouve à *Chicago*, où l'on compte jusqu'à 50.000 Serbes et Croates et dans l'Etat de l'Ohio, la colonie la plus grande des émigrés yougoslaves est celle de Cleveland, où on estime qu'il y a 40.000 Yougoslaves. Dans l'Etat de Kansas, il y a environ 20.000 Serbes et Croates, dont la moitié à Kansas-City et autant dans l'Etat du Missouri; dans l'Etat de Michigan il y a 15 à 18.000 Croates, et dans la ville de Calumet 15.000 Slovènes, Croates et Serbes : c'est une des meilleures colonies yougoslaves (1). Enfin, dans l'Etat Indiana, il y a plus de 10.000 émigrés yougoslaves, et plus de 5.000 émigrés dans l'Etat de Chicago.

3° Quant aux émigrés *Slovènes*, le plus grand nombre se trouve dans l'Etat de l'*Ohio*, où dans la seule ville de Cleveland et ses faubourgs, on a compté avant la guerre jusqu'à 25.000 Slovènes. Le reste de l'émigration slovène est dispersée dans un grand nombre d'Etats fédéraux dont la plus grande partie en Pensylvanie, Illinois, Colorado, Californie, Minnesota, Washing-

(1) Dr A. Tresic-Pavicic : *Preko Atlantika do Pacifika*, Zagreb 1907, p. 169.

ton, Michigan, Montana, etc. Dans les grandes villes, ils sont mêlés aux Croates.

D'après les données d'*Inter-racial Council*, il y aurait en Pensylvania 107.500 émigrés yougoslaves, en Illinois 75.000, en Ohio 62.500, dans le Minnesota 37.500, en Californie 19.000, en Washington 16.000, au Michigan 26.000, à New-Jersey 18.000, à New-York 11.000, dans le Montana 16.500, dans le Missouri 10.000, dans l'Oregon 4.500, dans le Kansas 8.000, dans le Wyoming 4.000, dans le West Virginia 6.500, dans le Massachussets 2.500, etc., pour ne citer que les Etats possédant le plus grand nombre d'émigrés yougoslaves.

Sur le *Pacifique*, les colonies les plus importantes de l'émigration yougoslave sont celles des Etats de Californie, de Washington et d'Oregon. Le plus grand centre de cette immigration y est *San-Francisco*, où l'on compte 10.000 émigrés yougoslaves, dont la plupart sont des Serbes; San Iose, Oakland, Sacramento, Los Angelès, etc.

L'émigration yougoslave dans le *Canada* est assez importante aussi : 30.000 personnes environ. La plus grande partie de l'émigration yougoslave de l'*Amérique Latine* se trouve en Argentine (30.000) et au Chili (6.000).

CHAPITRE VIII

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'EMIGRATION YUGOSLAVE TRANSOCEANIQUE

Les occupations des émigrants dans l'industrie de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. Les occupations dans l'agriculture de l'Amérique du Sud. La condition économique des émigrants occupés dans l'industrie. Les métiers. Le commerce. Les organisations professionnelles et sociales des émigrants du nouveau continent.

L'émigrant yougoslave s'adonne, dans les pays d'outre-mer, à toute branche d'activité économique et, naturellement, avant tout à celle où il peut gagner le plus, car c'est le but même de son

expatriation : non seulement pouvoir vivre, mais obtenir une rémunération maximum de son travail.

Le gros de l'émigration va à l'industrie, une partie importante à l'agriculture et un nombre peu élevé d'émigrés va au commerce. Etant donné que la profession de commerçant n'exige aucune qualification particulière, on observe, en Amérique, chez les ouvriers industriels, une tendance à entreprendre un commerce quelconque dès qu'ils sont en possession de quelques centaines de dollars.

Dans l'industrie, les émigrés yougoslaves ne sont pas occupés uniquement comme simples ouvriers. *Ils ont réussi, parfois, à fonder des entreprises propres* assez importantes, grâce à l'esprit entreprenant de certains émigrants instruits. Ainsi, en *Amérique du Nord*, on peut citer plusieurs entreprises industrielles, qui appartiennent à des Yougoslaves :

Buttle Elk Park Extension Mining et C^o, de Pittsburg, qui possède des mines de cuivre; The Enklid Foundry et C^o, à Cleveland, dont les actionnaires sont exclusivement des Slovènes; la Société Balkan Oil, Gas, Mining and Drilling C^o, dans l'Etat d'Oklahoma. Dans l'industrie de construction, il y a plusieurs entreprises yougoslaves, telles que l'Association Croato-Américaine de constructions et de prêts « Balkan » ayant son siège à Saint-Louis, dont le capital est de 1.000.000 de dollars; puis la Société Slovène de construction et de prêts, de Chicago; la « Société Yougoslave de construction et de prêts », de Chicago, etc...

Dans toutes ces entreprises yougoslaves, c'est généralement la main-d'œuvre yougoslave qui est occupée, et en majeure partie, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui sont des actionnaires. Bien que ces résultats soient assez faibles par rapport aux résultats qu'avaient atteints les émigrés des autres nations, ils sont importants au point de vue de l'affirmation de l'esprit national.

Le gros de l'émigration yougoslave de l'Amérique du Nord est employé dans l'industrie. Là, le simple paysan émigré, devient ouvrier industriel professionnel, mécanicien, métallurgiste, artisan, chimiste, et fait concurrence à l'Américain lui-même. D'après certains témoignages, il le dépasse même dans certaines industries, telles que l'industrie du fer et du charbon : là, il est le plus capable de tous et n'a pas de rival (1). Sans connaissance des formules, il donne la meilleure qualité de métal produit, tout en réalisant de

(1) Le journal « Samouprava », 1925, n° 133.

plus grandes économies en matériel. Les machines qui sont confiées à son contrôle, travaillent le mieux, parce que son œil est constamment fixé sur elles. Le paysan yougoslave devient, dans les usines américaines, l'ouvrier de première classe, grâce à sa force physique, à sa vigueur et à l'intelligence naturelle dont il est doué, et il est vite avantagé par rapport à tous les autres immigrés et indigènes. Il obtient les premières places dans l'usine et acquiert une grande confiance de ses supérieurs. On lui confie, dans la métallurgie par exemple, des places les plus importantes, et l'on sait que les Américains savent bien apprécier les capacités de leurs ouvriers.

La situation économique de cette catégorie d'émigrés est assez bonne. Nombre d'entre eux arrivent à faire quelques économies, à payer les anciennes dettes dans leur pays et à acheter quelques biens. Mais, ce n'est qu'un petit nombre qui réussit à s'acheter des maisons en Amérique (ce sont généralement des Slovénes). D'une façon générale, on peut dire que les conditions dans lesquelles vit l'émigré ici, sont bien plus difficiles que celles de son pays natal. La majeure partie des émigrés habite souvent des taudis ou des quartiers empoisonnés de fumées. Ils travaillent dans les profondeurs sombres et humides des mines ou dans les fonderies, où ils fannent vite, épuisés par un travail pénible et excessif, tombant malade et mourant souvent sans secours. Le climat ne leur convient pas toujours et les décime parfois, « leurs enfants ont des visages qui ont une sorte de couleur de terre, et des yeux de mourants ». Quiconque voit nos hommes, dit M. Sirovatka (1), et les durs travaux auxquels ils sont soumis, doit reconnaître que ce sont de véritables martyrs. Ils font les travaux les plus pénibles et sont exposés à mille risques, tant pour leur santé que pour leur vie. Gagnent-ils au moins en conséquence ? Je réponds, en aucune façon.

Prenons l'exemple d'un ouvrier de mine. Il ne pourra travailler, en moyenne, que 10 à 12 ans dans ce métier. Puis, s'il reste sain et sauf, il devra chercher du travail moins pénible pour vivre sur les économies réalisées sur son travail dans les mines, lorsqu'il gagnait 3 dollars par jour, ce qui représente un haut salaire. La plus grande partie de nos émigrés ne gagnait, avant la guerre,

(1) Kako jé et Americi... Zagreb, 1907, p. 20.

que 1,50, 2 ou 2,50 dollars. Aujourd'hui. les conditions ne sont point meilleures, les salaires ont augmenté certes, mais le coût de vie a haussé également (1). En outre, la classe ouvrière américaine souffre du chômage, à l'heure actuelle plus que jamais, de là, des difficultés considérables pour les immigrés, surtout pour les nouveaux venus.

Quant à l'industrie de l'*Amérique du Sud*, les résultats obtenus par les émigrés yougoslaves, sont bien plus satisfaisants. La plus grande industrie dans le Chili, par exemple, celle de *salpêtre*, se trouve dans les mains de ces émigrés. La seule entreprise Baburizza et C^o Ltd, possède 13 usines, avec une capacité mensuelle de production de 500.000 m³. Il y a encore d'autres entreprises yougoslaves importantes, telles que Mitrovich Brothers et C^o. On peut ajouter que le capital yougoslave est représenté, en majorité, aussi dans les entreprises suivantes : The Lantaro Nitrate C^o Ltd et dans la Compania de Salitre de Antofagasta, deux entreprises dominantes dans la production du salpêtre, puis dans The Lantaro, dans lequel l'entreprise Baburizza et C^o possède la grande majorité des actions. Celle-ci a acheté l'entreprise d'Antofagasta, en 1925, de sorte qu'elle possède actuellement 24 usines, 1.138.000.000 m² du sol salpêtré, et un capital social de 6.560.00 dollars (en actions de 5 dollars). Après la réalisation de cette grande transaction, la maison yougoslave Baburizza et C^o a pris une place dominante dans la production mondiale du salpêtre qui est d'environ 100.000 wagons par an.

D'ailleurs, en Amérique du Sud, l'émigration en général joue un rôle prépondérant, ce qui a fait dire à Gustave Lebon que si ces Républiques malheureuses étaient laissées à elles-mêmes, elles auraient fait retour à l'âge des Barbares. En ce qui concerne l'agriculture, il faut dire que les émigrés croates et slovènes ont joué un rôle important dans son développement, surtout dans la *Californie*. Ils ont créé une de ses branches les plus prospères :

(1) D'après une enquête de la « Conférence Industrielle Américaine » de New-York, faite dans 25 branches principales de l'industrie, dans les transports, etc. de toute l'Union, les *salaires* payés (à l'heure) étaient, à la fin de 1927 :

L'Industrie de construction	1.151 dollars
L'Industrie des produits finis et demi-ouvrés....	0.569 —
L'Industrie du charbon	0.900 —
Entreprises de chemins de fer.....	0.6015 —
Agriculture (journée)	2.420 —

(Inform. sur les questions migratoires. Chambre synd. ouvrière de Zagreb; décemb. 1928 et janv. 1929. — Polycopié.)

l'arboriculture fruitière, en transformant les vastes pâturages d'avant 1870 en contrées fruitières célèbres. Ce sont encore certains de ces émigrés yougoslaves (M. H. Letunic et C^o, à Watsonvill; F. Marinovic et Skuric), qui ont organisé le premier commerce des pommes de Californie avec l'Australie, la Russie, l'Amérique du Sud et l'Afrique. Il y a aujourd'hui, dans les mains des Yougoslaves, dans la vallée Pajaro, plus de 50 maisons qui s'occupent de la culture et de l'exportation de pommes. Il en fut de même, après 1885, avec la culture des figues, dont la production est aujourd'hui l'une des plus profitables du pays. Les possessions de certains émigrés en Californie, présentent une valeur de 10.000 à 100.000 dollars. Le plus grand nombre des émigrés en Californie est occupé non dans l'agriculture, mais dans les mines.

Notons aussi que ce sont surtout les Slovènes qui s'occupent de l'agriculture de l'Amérique du Nord, où ils possèdent des exploitations les mieux organisées et exemplaires, et où nombre d'endroits portent leur nom ou des noms slaves.

Les colonies agricoles yougoslaves les plus importantes sont surtout celles de l'Etat de *Washington*, puis de *Colorado*, de *Missouri*, de *Kansas*, de *Michigan*, de *Montana* et de *Minnesota*. Les Yougoslaves ne sont pas, cependant, des propriétaires de terres. Nombre d'entre eux sont des ouvriers; ce sont surtout ceux qui y sont venus dans les derniers temps. Ceux qui se sont installés ici depuis longtemps sont devenus de petits bourgeois et même des capitalistes.

Dans le Canada, le plus grand nombre d'émigrés est occupé dans l'industrie des mines et seulement une faible partie dans l'agriculture.

Quant à l'*Amérique du Sud*, c'est dans l'agriculture que le plus grand nombre des émigrés a trouvé de l'occupation. Presque tous les Etats de l'Amérique du Sud favorisent le développement de cette branche économique. Gratuitement ou à prix minime, l'émigré peut obtenir une certaine étendue de terre. Parfois, on lui paie les frais de transport, on l'exonère de l'impôt pour un certain nombre d'années, on lui fournit des machines et des outils agricoles.

Ainsi, le gouvernement *brésilien* paie aux émigrés agricoles les frais de voyage, dans certains cas. Il les dirige sur les fermes qui ont besoin de main-d'œuvre, s'ils veulent travailler comme ouvriers, ou sur des colonies fédérales, où ils obtiennent des terres,

avec ou sans maison, d'une étendue moyenne de 25 ha., au prix de 4,37 à 16,39 dollars par hectare, payable dans une période de 6 à 8 ans, le premier paiement échouant après 3 ans. Le prix de la maison est payé au prix de revient. Les colons de ces colonies fédérales jouissent encore des bénéfices suivants : transport gratuit jusqu'à la colonie, un certain travail rénuméré dans les constructions publiques et dans la colonie pendant 6 à 8 mois, de sorte que chaque chef de famille a 15 jours de travail assuré par mois, ce qui est suffisant pour l'entretien de sa famille jusqu'à sa première récolte. Il reçoit aussi des médicaments et des soins d'hôpitaux gratuits dans la première année d'établissement, les soins du médecin jusqu'à l'émancipation de la colonie; les outils agricoles, les semences, la littérature agricole et on y assure l'instruction élémentaire et agricole des enfants de 6 à 14 ans.

La République du Paraguay admet les émigrés comme colons dans des conditions analogues. Tout agriculteur peut acheter 20 ha. de terre à 1,60 dollars par acre dans les régions désignées par le gouvernement. Le prix des terres est payable en 5 années. Il est facile d'obtenir aussi des terres de pâturages.

Le gouvernement de *Bolivie* a désigné des territoires immenses pour les colons immigrants où ceux-ci peuvent acheter jusqu'à 50 ha. de terres (125 acres à 10 centavos, avec facilités de paiement).

L'Argentine réserve également de grandes étendues à la colonisation des émigrés; la terre est affermée pour un délai de 10 ans, moyennant 5 dollars par ha. et par an. Personne ne peut acheter plus de 2 lots agricoles de 250 acres et un lot pour le pâturage. La terre doit être colonisée dans un délai de 2 ans au plus tard et l'on doit investir pendant ce temps 1.000 dollars dans l'achat du bétail et 250 dollars dans la construction pour chaque mille carré.

Comme la saison d'été avec ses travaux agricoles, *en Argentine*, correspond à l'époque d'hiver en Europe, elle attire nombre de travailleurs saisonniers de l'Europe, qui y sont sans occupation pendant l'hiver. Généralement, ils n'y restent que pendant l'hiver et retournent au foyer natal au printemps avec leurs économies. On voit qu'une telle migration, de courte durée, présente certains avantages sérieux pour la classe ouvrière agricole. Elle lui permet de trouver un emploi pendant la saison morte. Les économies réalisées par les émigrés ne passent plus par les mains des intermédiaires, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas soumises à de nombreuses

retenues et provisions; c'est l'émigré lui-même qui les rapporte. L'absence du foyer familial étant assez brève, les liens de famille ne subissent pas le relâchement que l'on observe dans la migration de plusieurs années.

Malgré ces avantages particuliers qui sont offerts aux immigrants agricoles par les gouvernements des pays de l'Amérique du Sud, l'émigration yougoslave y fut, jusqu'à ces dernières années, relativement peu nombreuse. Ce n'est que depuis quelque temps qu'on observe un accroissement important du courant migratoire vers ces pays (voir page 165). La plus grande partie des émigrés s'adonne à l'agriculture, soit comme ouvriers, soit comme exploitants indépendants. Dans ce domaine, ils réussissent souvent à s'élever, tant au point de vue économique que social. Ainsi, les Dalmates, qui sont surtout nombreux en Argentine, y représentent les meilleurs agriculteurs du pays.

La vie des émigrés, qui entrent dans l'industrie, apparaît ici bien plus dure. L'industrie est, d'ailleurs, peu développée en Amérique du Sud, et offre trop peu de possibilités de placement. « Le cœur se resserre, dit un émigré, lorsque l'on voit cette foule d'ouvriers stationnant devant les portes de l'usine, et le chef invitant du doigt quelques-uns d'entre eux; chacun de ces malheureux pense que c'est lui qu'on appelle et tous accourent vers la porte d'où les agents de police les repoussent avec leur sabre » (1).

Les émigrés yougoslaves y trouvent encore plus difficilement du travail, parce que nombre d'entre eux présentent des défauts corporels, souvenirs douloureux de la guerre. Dans certains pays, tel que l'Argentine, l'emploi de tels ouvriers, ainsi que de ceux âgés de plus de 45 ans, est interdit.

Après l'industrie et l'agriculture, qui occupent la grande majorité des émigrés yougoslaves, viennent *les métiers*. Le nombre des émigrés qui s'y adonnent est relativement peu élevé, mais, il est plus grand que celui des commerçants et des intellectuels. En Amérique, les métiers sont, en quelque sorte, industrialisés eux aussi et l'on ne peut pas parler de petits artisans. Les immigrants artisans y réussissent, néanmoins, mieux que les paysans. Leur travail n'est pas aussi pénible et il est mieux rémunéré, mais cela ne vaut pas pour les ouvriers de tous les artisanats. Dans la fabri-

(1) « Iseljenik » du 25 mai 1925.

cation des chaussures, de même que dans les usines de préparation de la viande, on occupe des hommes qui n'ont jamais appris le métier de cordonnier ou de charcutier, car tout le travail est fait à la machine.

Dans les régions où l'émigration yougoslave est nombreuse, comme en Californie, certains émigrés deviennent *des restaurateurs, des hôteliers ou des commerçants*, surtout dans les grandes villes. Lorsqu'ils arrivent, ils débutent comme garçons chez un des anciens immigrés. Dès qu'ils ont appris le métier et fait quelques économies, ils ouvrent de petites boutiques ou des restaurants pour leur propre compte. Si ce sont des bons travailleurs, quelque peu économes, ils arrivent à se faire une bonne petite fortune.

Le nombre de ceux qui émigrent en Amérique, avec l'intention de se faire commerçants, est assez important, et l'on trouve parmi les émigrés yougoslaves du Nouveau Continent, un nombre relativement important de commerçants. La profession de commerçant étant accessible à tous, tout ouvrier industriel est porté vers le commerce dès qu'il a dans ses poches quelques centaines de dollars d'économies. S'il échoue et perd tout, il retourne dans l'usine pour tenter de nouveau la fortune dans le commerce dès que l'occasion se présente (1).

En Amérique du Nord, ce sont généralement de petites maisons de commerce n'ayant pour clientèle que les émigrés yougoslaves. Le commerce des émigrés de l'*Amérique du Sud* est bien plus développé et plus important. Au *Chili*, certains centres économiques importants se trouvent, pour ainsi dire, dans les mains de l'émigration yougoslave. Ainsi, à *Punta Arenas*, les entreprises les plus importantes et des biens immobiliers très grands sont sa propriété. On y parle plus le yougoslave que l'espagnol. Il en est de même à *Antofagasta*: la centrale électrique, les téléphones, les compagnies d'automobiles de voyageurs, la construction d'un port immense de cette ville qui doit coûter 100.000.000 de francs, le commerce et l'industrie du salpêtre, etc..., se trouvent entre les mains des Yougoslaves. On compte que les commerçants yougoslaves de bétail de ces régions possèdent plus de 2.000.000 de moutons et de bœufs et un nombre important d'autres espèces de bétail. Les émigrés yougoslaves de *Bolivie* ont fait également des conquê-

(1) M. Sirovatka, *op. cit.* p. 26.

tes appréciables dans le commerce, ainsi que dans l'industrie. Ils y possèdent le grandes mines d'argent, de cuivre, d'antimoine, de soufre, etc... Par contre, en Argentine, ils s'occupent peu du commerce et s'adonnent surtout à l'agriculture, dispersés généralement comme ouvriers dans des immenses exploitations agricoles.

La marine et la pêche occupent un grand nombre d'émigrés yougoslaves provenant du tilloral adriatique. Des milliers de marins yougoslaves sont placés dans toutes les compagnies de navigation. Ils sont estimés comme des très bons ouvriers et occupent toutes sortes de situations dans la marine. *En Argentine*, on rencontre même deux grandes entreprises de navigation des Frères Mihanovich, qui ont donné du travail à plusieurs milliers d'émigrés yougoslaves et qui jouissent d'une grande renommée tant sur le Pacifique que sur l'Atlantique. Il en est de même avec l'entreprise importante de Petrinovich.

La pêche occupe aussi un certain nombre d'émigrés du continent américain. En Californie et dans l'Etat de Washington, ce nombre est bien plus important qu'ailleurs. On estime que plus de 50 % de pêcheurs proviennent du milieu des émigrés yougoslaves, notamment des Dalmates. Sur le litoral de Californie, on compte qu'il y a 5 à 8.000 pêcheurs yougoslaves possédant 6 à 700 bateaux de pêche. Dans le seul port de San Pedro, sur la rive du Pacifique, sont établis environ 6.000 émigrés yougoslaves, dont la majorité s'occupe de pêche (1).

Quant aux *émigrés intellectuels*, leur nombre est insignifiant. Ils ne peuvent pas, d'ailleurs, trouver un placement avantageux ni dans l'Amérique du Nord ni dans l'Amérique Latine, parce qu'ils s'y trouvent en concurrence avec le nombreux prolétariat intellectuel du monde entier.

Les avantages de l'émigration, pour la majeure partie des émigrants, apparaissent douteux. Mieux, l'émigration est préjudiciable pour nombre d'entre eux, tant au point de vue matériel qu'au point de vue physique et moral. Sans avoir pu faire la moindre économie, ils ruinent souvent leur santé et parfois aussi détruisent leur foyer familial. Ils arrivent, généralement, à peine à gagner leur vie comme simples ouvriers sans parvenir à déboursier les frais de voyage, les dettes, etc...

(1) C.f. « Zadrugar » du 31 mars 1926, Split.

Ajoutons, à la fin, que *toute cette émigration nombreuse n'est presque point organisée* dans les pays d'immigration. Les immigrés n'ont formé, en Amérique, que de petites organisations sociales ou économiques divisées en organisations serbes, organisations croates et organisations slovènes ! Leur action est, par là même, très restreinte. Les plus importantes d'entre elles sont : Association Fraternelle Croate de Pitsbourg, la plus grande de toutes (50.000 membres), fondée en 1894; l'Union Carniole Slovène Catholique de Jolnet; l'Union Nationale Slovène de mutualité de Chicago; Fédération Srbobran-Concorde de Pitsbourg, etc...

Toutes ces associations sont généralement des sociétés de secours mutuels, ayant pour but le secours de leurs membres en cas de décès, de maladie, d'accident, etc... Le nombre des membres organisés s'élève à 222.938. L'état des organisations, au début de l'année 1926, était, aux Etats-Unis, le suivant :

	Nombre des Fédérations	Nombre des membres :			Capital en \$
		Réguliers	Jeunesse	Au total	
Serbes	4	15.206	2.811	18.017	252.049
Croates	1	61.662	23.227	84.889	3.007.240
Slovènes	9	80.116	39.916	120.032	5.298.526
En tout	14	156.984	65.954	222.938	8.557.815

Donc, l'union de ces associations mutuelles (divisées actuellement en plus de 20 unités suivant les *plémés*) en une fédération unique aurait compté un total de 222.938 membres et serait en possession d'un capital de 8.557.815 dollars (1). Ce serait une organisation puissante, qui aurait pu avoir, en dehors de son rôle de mutualité, une importance économique et sociale considérable (2).

En *Amérique du Sud*, il n'existe que deux associations d'émigrants : Société Slave Mutuelle, à Antofagasta, et Société Humanitaire Croate, à Punta Arenas (Chili).

(1) Cf. Exposé du Ministre de la Politique Sociale devant le Parlement. Compte rendu du 20 mars 1926 (Notes parlementaires).

(2) A l'instar de ces organisations qui n'ont pas un caractère nationalement unitaire, dans le pays même, furent créées, ces dernières années, des organisations d'émigrés, dont l'une à Leibach, l'autre à Split et la troisième à Zagreb, pour la défense des intérêts économiques, sociaux et moraux de l'émigration.

CHAPITRE IV

LE RAPATRIEMENT AVANT, PENDANT ET APRES LA GUERRE MONDIALE

Les mesures destinées à faciliter le retour des émigrants. Le mouvement de retour avant la guerre. Le retour pendant la guerre. Le retour après la guerre : la comparaison avec le mouvement de retour d'avant la guerre. Le nombre de retours suivant les provinces d'origine des émigrants. De quels pays proviennent les retours ? La diminution du mouvement de retours depuis quelques années et ses causes.

Le rapatriement des émigrants joue un rôle important dans la migration des nations, et lui donne en quelque sorte son caractère spécifique. La notion même de la migration diffère quelque peu là, où l'émigration existe sans rapatriement.

Celui-ci peut, dans une certaine mesure, compenser les pertes en population causées par l'émigration.

Il s'agit, avant tout, du *rapatriement volontaire*, dont le type est constitué par les réémigrants retournant dans leur patrie, de leur propre gré et à leurs propres frais. C'est à ce type qu'appartient la majorité des rapatriés. On ne trouve pas, dans la plupart des législations, sur l'émigration des dispositions particulières sur cette forme de migration. A cet égard, il n'y a d'exception que dans les législations de quelques pays où l'on dispose notamment, qu'on doit garantir aux réémigrants, au point de vue du voyage, surtout sur les bateaux, les mêmes faveurs que celles dont les émigrés jouissent lors de leur abandon de la patrie. Ainsi, la loi italienne, par exemple, établit l'obligation pour les entreprises du transport qui transportent les voyageurs italiens de 3^e classe des pays d'outre-mer en Italie, de respecter toutes les dispositions légales relatives au voyage, à l'hygiène, à la sûreté, etc..., qui sont applicables au transport des émigrés dans les pays hors-européens.

La loi yougoslave de 1921 (§ 8) stipule uniquement, que les réémigrants doivent rentrer dans leur patrie *par les ports nationaux*. Cette disposition n'a d'autre but que de protéger les réémigrants contre des abus, vols, les frais inutiles, etc..., auxquels ils sont exposés lorsqu'ils empruntent des voies indirectes de retour.

En effet, la question de la voie que va emprunter l'émigré, au moment de quitter le pays natal ou en y retournant, est une question importante. Il est, d'abord, très pénible pour l'émigré s'il est obligé de voyager plusieurs jours par le chemin de fer jusqu'au port d'embarquement ou de ce port jusqu'à son pays, de passer par le territoire de plusieurs Etats pour arriver à son but, de changer de trains, de monnaie, etc... Il y est exposé à un grand nombre de mécomptes et c'est précisément la raison pour laquelle, en dehors des raisons d'ordre économique et commercial, la loi stipule que l'émigré ne peut partir dans les pays d'outre-mer, de même qu'il ne peut en revenir que par les ports maritimes nationaux. Cette prescription importante n'a pourtant pas pu être appliquée jusqu'ici, parce qu'on ne dispose pas encore de ports nationaux suffisamment bien organisés au point de vue technique pour pouvoir être utilisés dans les buts de l'émigration transocéanique et, surtout, parce qu'il n'existe pour le moment que des sociétés nationales de navigation transocéanique de commerce et non de paquebots. Celles-ci n'ont pas trouvé la possibilité de se constituer avant la formation de l'Etat national indépendant. Depuis, l'immigration vers les pays d'outre-mer ayant été notablement réduite, on ne trouvait plus d'intérêt suffisant pour constituer de telles sociétés.

Pour faciliter le retour des émigrés qui ne disposent pas de moyens suffisants, ce qui est le cas fréquent des émigrés possédant une famille nombreuse, les lois de certains pays disposent que les entreprises de transport auront *l'obligation de transporter lors de leur retour, un certain nombre d'émigrés au prix réduit (50 %), ou à un prix qu'établissent les organes d'émigration, ou encore gratuitement*, dans les conditions valables pour les voyageurs de 3^e classe. Telles sont les lois italienne, espagnole, grecque, tchécoslovaque, etc... L'obligation du transport gratuit est prévue notamment en faveur de tous les émigrés, qui n'ont pas été admis lors du débarquement, en vertu des lois existantes du pays d'immigration, par les autorités de ces pays. Cette obligation est imposée auxdites entreprises généralement par les pays d'immigration aussi. Ainsi, les Etats-Unis exigent de ces entreprises de faire retourner, à leurs propres frais et à leur domicile dans la patrie, les émigrés qu'auraient refusé d'admettre les autorités d'immigration. C'est ce qu'établit, aussi, la loi yougoslave dans son § 19. Elle

stipule, en outre, dans son § 28, que « les entreprises de transport sont tenues de mettre à la disposition, sur chacun de leurs bateaux qui retournent dans la patrie, *gratuitement*, 15 places pour les émigrants pauvres revenant dans le pays, suivant les indications de nos autorités consulaires ».

Dans le même but, c'est-à-dire pour favoriser les retours, le Commissariat d'Emigration de Zagreb a invité toutes les sociétés de navigation à *accorder un tarif spécial, dit de retour*, pour les transports des rapatriés (300 dinars de moins) en même temps que de leur délivrer des *billets directs* du point de départ jusque dans la patrie, afin d'épargner aux rapatriés tant d'ennuis et des dépenses inutiles causés par les procédés contraires.

Si l'on examine le *mouvement des retours* d'après-guerre, on constate, contrairement à ce qu'on a vu pour la migration avant la guerre et avant les réformes économiques, qu'il est assez important.

Ainsi, le mouvement de retour de 1906 à 1913 était relativement faible, comme l'indique l'aperçu suivant :

Années	Emigration	Retours	Rapport des rapatriés aux émigrants en %
1906.....	60.388	—	—
1907.....	59.295	7.800	12
1908.....	26.955	30.529	120
1909.....	24.709	9.767	44
1910.....	46.742	7.973	17
1911.....	26.600	20.291	78
1913.....	48.382	13.086	31
Total....	293.072	89.446	30

De 1914 à 1918, pendant la guerre, le mouvement de migration d'outre-mer fut rendu presque impossible, tant en raison de ce que le pays était en guerre, qu'en raison du *blocus* des puissances centrales. En outre, en ce qui est du retour des émigrés du territoire de l'Autriche-Hongrie, qui constituaient l'immense majorité de l'émigration yougoslave, ils n'avaient point le désir de rentrer dans le pays, car ils auraient été envoyés dans l'armée austro-hongroise comme sujets de la double Monarchie.

En raison de ces faits, le mouvement des retours a considérablement diminué dès 1915, pour cesser presque complètement les années suivantes, comme l'indiquent les chiffres suivants relatifs aux retours des émigrants yougoslaves (1) des Etats-Unis :

Années	Serbes, Monténégrins et Bulgares	Slovènes	Dalmates, Bosniens et Herzégoviens	Total
1914.....	5.780	14.440	878	21.098
1915.....	2.354	2.381	105	4.840
1916.....	290	76	4	370
1917.....	325	24	6	355
1918.....	918	31	13	962
1919.....	3.241	154	2	3.397

Ces chiffres, semble-t-il, ne comprennent pas un certain nombre de rapatriés, assez important, d'ailleurs, puisqu'il s'élève à 5.402 hommes, qui sont venus prendre part à la guerre comme *volontaires* de l'armée serbe au front de Salonique. Notons qu'à presque tous ces rapatriés volontaires de guerre, ainsi qu'à 17.000 autres volontaires, l'Etat a attribué gratuitement déjà, jusqu'à la fin de 1926, de la terre des domaines expropriés : 10.112 furent colonisés dans les diverses régions, surtout dans celles du nord, et 11.300 environ avaient reçu de la terre dans leurs provinces d'origine ou de résidence.

Par contre, dans la période d'après-guerre, les retours ont été beaucoup plus nombreux, comparativement aux années précédant la guerre, comme l'indique le tableau suivant où sont relatés les chiffres de l'émigration et des retours de 1919 à 1928 :

(1) Les statistiques des Etats-Unis comptent ensemble les Serbes, les Monténégrins et les Bulgares, de sorte qu'il n'était pas possible d'établir le chiffre qui revient aux Serbes et aux Monténégrins seuls.

Années	Emigration	Retours	Différence en + ou en —
1919.....	291	7.324	+ 7.033
1920.....	5.988	18.980	+ 12.992
1921.....	12.965	8.275	+ 4.802
1922.....	6.086	6.588	+ 502
1923.....	11.473	5.159	— 9.992
1924.....	19.575	5.794	— 14.781
1925.....	17.643	5.691	— 13.381
1926.....	18.230	5.554	— 12.676
1927.....	21.976	5.753	— 16.223
1928.....	21.789	5.827	— 16.962
En tout....	136.016	71.132	— 67.790

Le nombre total de retours, du 1^{er} décembre 1918 à la fin de 1928, fut de 71.132 personnes, dont environ 3.300 sujets étrangers.

En rapprochant ces chiffres de ceux relatifs à l'émigration et aux retours de l'époque 1906-1913 (page 194), on constate que le nombre des retours est beaucoup plus élevé, pour la période d'après-guerre, si l'on prend en considération le nombre correspondant des émigrants de chacune de ces deux périodes. En conséquence, la perte en population provenant de ce fait est moindre dans la seconde période (67.790) que dans la première. En déduisant le nombre des retours du nombre de l'émigration de la même période, on trouve dans le premier cas une perte de 203.626 personnes, dans le second cas de 67.790 personnes. Le rapport du rapatriement à l'émigration, exprimé en % et en moyenne annuelle, était pour chacune des deux périodes considérées de 30 % pour la première et de 52,3 % pour la seconde.

Les apports des économies des rapatriés venant après 1919 en nombre aussi important des pays d'outre-mer, apports dont le montant s'élevait à des sommes assez élevées, ont joué un rôle très appréciable dans la constitution des capitaux si nécessaires au pays dévasté par la guerre et par une longue occupation ennemie.

Il faut remarquer, qu'on rencontre un mouvement de retour

analogue dans presque tous les pays de l'Europe Centrale, où de nouveaux Etats nationaux libres ont été formés. Il n'est pas douteux que cette formation des Etats indépendants ait exercé une influence positive sur ce mouvement (1). Un mouvement pareil, bien que moins général et moins accentué, n'a pu être observé que vers les années de 1907 et 1908, surtout parmi les émigrés récemment arrivés en Amérique, qui étaient dans l'impossibilité de trouver du travail en raison de la crise économique de cette époque, lorsque la production des principales industries fut réduite de 45 %. Cette crise avait gravement atteint les immigrants, ces étrangers mal vus alors par les indigènes, et provoqua un mouvement intense de retours.

Nous avons déjà vu, en parlant du rapport qui existe entre le mouvement de retour et le degré d'instruction des émigrés (page 193), comment se répartit le nombre des retours suivant *les provinces* et par rapport au nombre de l'émigration de 1924 à 1928 (2).

Il nous suffit ici de rappeler, qu'il résulte des statistiques que nous y avons données que le plus gros pourcentage des rapatriés, par rapports au nombre d'émigrants, est constaté pour le Monténégro (52,2 %), viennent ensuite la Serbie (45,4 %), puis la Slovénie (21,9 %), la Croatie et Slavonie (20,5 %), la Voïvodina (19,7 %) et en dernier lieu la Bosnie et l'Herzégovine (18,8 %) et la Dalmatie (16,3 %).

Il n'est pas sans intérêt de compléter les renseignements qu'on vient de donner sur le mouvement des retours par quelques chiffres, qui indiquent quels sont les pays d'immigration d'où provient ce mouvement et quelle est la part que prend chacun de ces pays dans le mouvement total de rapatriement. C'est dans ce but que nous établissons l'aperçu suivant, pour la période du 1^{er} décembre 1918 à la fin de 1925 :

(1) Le mouvement de retour d'Amérique vers la Pologne, par exemple, a été très intense aussi : en 1920, le chiffre des rapatriés s'élevait à 70.000, en 1921 à 68.827, dépassant alors le mouvement de départ, puis il diminue dès 1922 à 24.226 personnes (Rev. Internat. du Travail, août 1922 et avril 1923).

(2) Les données statistiques de rapatriés, suivant les provinces, n'ont pas été établies pour les années antérieures à 1924.

	E.-U.-A.	Empire Britann.	Amérique Latine	Autres pays	Total
1° Sujets yougoslaves ...	46.093	1.048	4.454	38	51.633
2° » étrangers	1.784	31	12	—	2.253
Total	47.877	1.079	4.466	38	53.886

Le gros des rapatriés (47.877) provenait donc, dans la période considérée, des Etats-Unis d'Amérique du Nord, ce qui est naturel d'ailleurs, étant donné que l'immense majorité de l'émigration yougoslave s'y trouve concentrée. Il est fort probable que ce nombre aurait été plus élevé encore, si les mesures restrictives à l'immigration n'avaient pas agi dans un sens nettement défavorable au mouvement de retours. En effet, la diminution du nombre des retours est très marquée à partir de 1923, où des mesures restrictives sont apportées à l'immigration. Le nombre total des retours, qui a été de 32.858 en 1920, de 14.155 en 1921 et de 10.423 en 1922, tombe à 2.298 en 1923, à 2.108 en 1924 et à 2.975 en 1925.

L'émigré n'étant pas sûr, au cas où il rentrerait dans la patrie, de pouvoir, au besoin, retourner à nouveau à cause des dites mesures dans le pays d'immigration où il se trouve déjà, et devant l'incertitude qui plane au-dessus de son avenir, hésite et préfère ne rien risquer, c'est-à-dire rester où il est, à l'étranger.

Si l'on compare le rapatriement des émigrants yougoslaves des Etats-Unis d'Amérique, y compris les Bulgares, pour les périodes diverses de 1908-1914, de 1914 à 1919 et de 1921 à 1925, on trouve qu'il a suivi la marche suivante :

Période	Serbes, Monténégrins et Bulgares	Croates et Slovènes	Dalmates, Bosniens et Herzégov.	Total
1908 à 1914....	34.133	97.083	5.582	146.298
1914 à 1919....	12.908	17.126	1.008	31.022
1921 à 1925....	20.966	8.684	2.309	31.959

Donc, dans la période de 1921 à 1925, le nombre de rapatriés paraît égaler celui des rapatriés de 1914 à 1919, pendant qu'il est loin du chiffre atteint dans la période 1908-1914, c'est-à-dire de celle qui a subi la grave crise économique qui a régné en 1907-1908 aux Etats-Unis.

Notons aussi que ces dernières années les émigrés yougoslaves des Etats-Unis viennent en groupes, généralement de 50 personnes, pour visiter la patrie, puis ils retournent de nouveau en Amérique. Pour favoriser de telles visites des émigrés, dont les avantages nationaux, moraux et matériels sont évidents, car elles servent à consolider les liens entre le pays et les émigrés, les autorités d'émigration accordent aux participants des faveurs particulières au point de vue du paiement des taxes auxquelles les émigrants sont soumis.

En outre, le Service d'émigration du Ministère de la Politique Sociale avait rapatrié un grand nombre d'ouvriers, de marins et de leurs familles de *Pola* et de *Trieste*, ainsi qu'un nombre important d'ouvriers des mines de l'Allemagne et de réfugiés yougoslaves de France et de Roumanie.

Du fait que le nombre des rapatriés a diminué ces dernières années (1923-1928), relativement aux années succédant immédiatement à la guerre, on ne doit pas, pensons-nous, conclure à l'échec des réformes économiques et agraires entreprises par le gouvernement. En réalité, une grande partie des émigrés subissant les effets du chômage était obligée de dépenser ses économies et ne pouvait pas penser au retour. Maintenant, lorsque la situation des émigrés s'est quelque peu améliorée à cet égard, ils restent pour faire de nouvelles économies, but principal de leurs expatriation.

On ne doit pas, en effet, perdre de vue que le gros de l'émigration yougoslave est constitué par le *prolétariat*, ne possédant rien ou presque rien, même pas les moyens de payer le voyage de retour. Et, si l'on veut déterminer un mouvement de retour, les réformes économiques ou sociales d'ordre général ne suffisent point, il faut que l'Etat intervienne en organisant le rapatriement et en l'assurant matériellement. La sollicitude du gouvernement

devrait être consacrée, en premier lieu, à ce groupe le plus nombreux et méritant un intérêt particulier.

Une grande partie de l'émigration yougoslave est prête à retourner dans le pays. C'est l'impression et l'appréciation de la presse yougoslave de l'autre côté de l'Atlantique. La cause principale du non retour se trouve dans la *pauvreté* de cette émigration. « L'immigrant gagnait beaucoup pendant la guerre, mais il dépensait beaucoup aussi et souvent follement : aller au travail en automobile, vêtu d'une chemise de soie, n'est pas chose rare » (1). Il faut rester maintenant pour faire des économies.

Le second groupe d'émigrés à distinguer, quant à la question du rapatriement, est celui des émigrants riches, généralement naturalisés Américains, dont le nombre est assez faible, et qui n'ont aucune envie de retourner dans le pays natal. Les changements d'ordre économique ou social dans leur pays natal n'ont aucun ou presque aucun écho dans leur milieu. Ils sont soumis à d'autres mobiles, très divers d'ailleurs, que nous n'avons pas à examiner ici.

Il en est de même d'un grand nombre d'émigrés qui sont établis dans le pays d'immigration d'une manière définitive et stable; ils ont une existence assurée et ne pensent point au retour.

Enfin, le dernier groupe d'émigrants est constitué par ceux qui, par leur travail et leurs épargnes, ont réussi à se constituer quelques économies. Ceux-ci ont, en leur majeure partie, le désir très vif de retourner dans la patrie, libre à présent de la domination étrangère, mais ils attendent le moment propice, des conditions économiques favorables dans le pays pour y trouver la possibilité de se créer une existence plus ou moins aisée. C'est, en conséquence, ce groupe surtout qui peut être touché par des réformes économiques et sociales réalisées ou à réaliser. L'industrie du pays n'étant pas suffisamment développée pour offrir un placement sûr et profitable aux émigrés intéressés, ils hésitent à y retourner. Une grande partie d'entre eux a pris l'habitude de la vie urbaine et du travail à l'usine, de sorte qu'ils se décideraient difficilement à rentrer dans un pays essentiellement agricole, où l'industrie n'est pas à même d'absorber le surplus normal de la population rurale et où, de plus, la classe ouvrière indus-

(1) C.f. Nova Evropa, juin 1923, p. 517.

trielle souffre d'un chômage assez grave et presque permanent. C'est ce qui a fait écrire un émigré que « l'énorme majorité des émigrants en Amérique ne peut retourner dans la patrie uniquement parce qu'elle ne peut plus s'occuper d'agriculture; l'usine est pour elle bien plus que l'agriculture. »

QUATRIEME PARTIE

Les causes de l'émigration

Il doit y avoir, dans cette masse humaine errante, un désir indomptable vers une nouvelle et meilleure vie.

J. CVIJC.

Il l'aime (la terre); pour l'acquérir, il consent à tout, même à ne plus la voir. Il émigre...

MICHELET (*Le Peuple*).

L'émigration est un fait général, universel et très ancien. Elle est un phénomène social de tous les temps et tous les lieux. En lui-même le déplacement de l'homme apparaît comme un fait nécessaire, faisant, pour ainsi dire, partie intégrante de sa vie économique. La Bible en fait la loi de l'espèce humaine : *crescite ac multiplicamini et replete terram*. Et le pasteur Robert Malthus entend interpréter ce commandement en enseignant que les lois de la population ont été organisées par Dieu en vue de forcer l'homme à émigrer et à peupler progressivement la terre (1). Les colons britanniques ont eu souvent l'impression d'obéir à une loi divine et de se croire investis d'une mission leur conférant des droits illimités sur les terres et les personnes des autres peuples.

On sait qu'en général, on ne quitte pas de cœur léger le foyer familial. Pour que les hommes se décident à quitter ce foyer, leurs champs et leur patrie, il faut un effort, une somme considérable d'énergie, de convictions profondes ou quelques tendances très fortes. Il faut avoir du courage pour émigrer dans des pays lointains, pour affronter les conditions de vie bien différentes de celles du pays natal, s'y plier ou s'y adapter. Avant de

(1) Une « mystique de l'émigration » inspira plus tard les romans indiens de Méry et les ouvrages de Rudyard Kipling.

dire que « l'Océan n'est guère plus large que le Rhin », on épuise toutes les ressources. L'homme le plus misérable s'attache au sol natal avec un invincible effort, comme un naufragé qui touche le rivage, mais que le flot emporte toujours en mer.

Il n'est point exagéré de dire que le Yougoslave ne quitte son pays, pour s'embarquer à destination des pays étrangers et lointains, qu'aux dernières extrémités : lorsqu'il ne trouve plus aucune issue pour maintenir sa vie et celle de sa famille. Il est donc d'un intérêt capital de rechercher quelles sont les causes qui le poussèrent à émigrer vers l'étranger en masse autrefois, en nombre important aujourd'hui encore. En négligeant les causes moins importantes, les motifs individuels et particuliers de l'émigration, on trouve que les *causes principales* de ce phénomène social sont de plusieurs ordres. Tantôt ce sont des causes d'ordre politique, national ou religieux, tantôt d'ordre économique ou social, c'est-à-dire l'insuffisance de moyens d'existence ou perspective d'un avenir meilleur dans un pays étranger, et plus rarement c'est l'esprit d'aventure ou la recherche de l'or. Examinons-les donc successivement pour établir dans quelle mesure, sous quelles conditions et à quelle époque plus particulièrement a agi chaque catégorie de ces causes.

CHAPITRE I

LES CAUSES POLITIQUES ET NATIONALES

Causes résultant des invasions, occupations ou colonisations étrangères. Procédés d'éviction et d'oppression nationale et politique. Obligation du service militaire. Intolérance religieuse.

Ces causes, agissant d'une façon plutôt périodique, et rendant intolérable le séjour dans le pays natal aux hommes, ont joué un rôle important surtout dans le passé du peuple yougoslave. L'invasion turque dans les pays yougoslaves, après la bataille de Marica (1371) et de Kosovo (1389), a fait émigrer une grande partie de la population vers le nord, vers la Hongrie ou bien vers la Bosnie et l'Herzégovine (uskoci) et même en Slovénie. Nous avons déjà signalé les mouvements les plus impor-

tants qui en marquent les étapes différentes. Un des mouvements les plus connus est celui qui a été guidé par le patriarche serbe *Arsénijé Carnojevic*, après la guerre turco-autrichienne, en 1689, se dirigeant vers l'Autriche et la Hongrie. Viennent, ensuite, les migrations serbes qui ont eu lieu après les insurrections serbes contre le joug turc, en 1804-1813 et 1813-1815, ou encore celles qui se sont produites de l'Herzégovine vers la Dalmatie, après les émeutes contre les Turcs, en 1597 et 1585.

Pour se protéger des massacres et de la sujétion des Turcs, un grand nombre de paysans *croates* quittèrent aussi leurs terres pour aller coloniser les régions du nord, voisines de la frontière autrichienne actuelle, *Burgenland*, qui présentait, récemment encore, une cause de grave dissension entre l'Autriche et la Hongrie au moment de la fixation des nouvelles frontières, en raison de sa population hétérogène : Croates (54.291 en 1910), Allemands et Hongrois. Là, ces colons nouveaux mirent en valeur des régions marécageuses et élevèrent une ceinture de châteaux forts destinés à la défense contre les invasions turques.

Le mouvement de l'*émigration des Musulmans de la Bosnie et de l'Herzégovine*, qui ont abandonné le pays en grand nombre après l'occupation de ces provinces par l'Autriche-Hongrie (1878), est dû à des *causes politiques et religieuses à la fois*. Il en fut de même des Musulmans de la Serbie, après la libération de ce pays qui s'est réalisé par étapes au cours du siècle dernier : à chaque étape de libération nationale, amenant l'agrandissement de l'Etat serbe au détriment de l'Empire ottoman, correspondait une nouvelle émigration des Musulmans du territoire libéré vers la Turquie.

Des phénomènes analogues sont observés après l'union nationale yougoslave de 1918 : un *nombre important de Hongrois et d'Allemands émigrent vers l'Amérique, vers la Hongrie et l'Autriche*, pendant que les Musulmans se dirigent vers la Turquie ou vers les pays d'outre-mer. Nous avons déjà rencontré tous ces mouvements en étudiant l'émigration interbalkanique et européenne. Nous n'y reviendrons plus.

Nous allons signaler d'autres manifestations de l'émigration politique souvent due à l'oppression, à la terreur, à l'exil et à toutes sortes de difficultés d'ordre politique et économique, que créait la Double Monarchie pour forcer l'élément slave à aban-

donner sa terre et son foyer et céder sa place aux étrangers, Allemands et Hongrois, colonisés par le gouvernement austro-hongrois dans les contrées yougoslaves. Un des procédés le plus usité fut la colonisation des Allemands et des Hongrois dans les régions purement yougoslaves. Ainsi, dans la *Syrmie*, à côté de colonies allemandes anciennes de plus de 100 ans, telles que celles de Ruma, Nova Pazova, Zemun, Slankamen, etc..., on en trouve de très récentes : à Subotisté, Progar, Dec, Tovanirk où, en 1869 encore, il n'y avait pas un étranger. On peut citer bien d'autres colonies disséminées, à dessein, un peu partout : Asanja, Grabovci, Klenak, Kupinovo, Ogar, Vitojevci, Becmen, Bézanija, Dobanovci, Beska, Hrfkovci, Nikinci, N. Banovci, Novi Slan-Kamen, etc...

M. Markovic, dans son livre : « Les Serbes en Syrmie et dans les environs d'Osjek », donne des renseignements suggestifs au sujet de l'anéantissement de l'élément yougoslave de ces régions. L'envahissement des étrangers se traduisit, notamment, par les faits suivants : de 1880 à 1910, l'appropriation du sol par les étrangers, au détriment des Serbes, se présente comme il suit : la propriété des Serbes a diminué, en nombre, dans l'arrondissement d'Irig de 82,4 % à 71,7 %, dans celui de Ruma de 51,2 à 46,9 %, de Zemun de 71,5 à 64 %, de Stara Pazova de 58,5 à 51,3 %, bien entendu en faveur des Allemands et des Hongrois. Un processus analogue s'est produit avec la propriété des autres éléments slaves : Croates et Slovaques. Quant à l'étendue des terres, les étrangers possèdent, actuellement, dans l'arrondissement de Zemun 20,7 % de la propriété, dans celui d'Irig 20,8 %, de Stara Pazova 28,3 %, et de Ruma 35,7 %, bien que, à une époque assez récente, ils n'y possédaient que des étendues insignifiantes.

Il s'est produit, dans le *Banat* et la *Batchka*, un changement ethnique encore plus profond. Le Banat, appelé au *xvii^e* siècle par les auteurs hongrois « la Serbie », car une majorité immense de sa population était serbe et lui donnait un caractère purement serbe, avait 4 évêchés de la religion orthodoxe serbe et 11 monastères. Aujourd'hui, du nombre total de sa population (Zupanija de Torontal et de Tamis), de 1.107.047, il y a 805.966 étrangers, dont 331.662 Allemands, 218.365 Hongrois et 255.939

Roumains, le reste de 301.083 étant des Slaves (269.655 Serbes, 19.223 Slovaques, 6.000 Bulgares, 4.203 Croates) (1).

Ce grand changement ethnique s'est produit au cours du XVIII^e, du XIX^e et au début du XX^e siècles, tant par une *colonisation systématique* de cette région, qu'effectuaient les autorités austro-hongroises, que par une *émigration très intense de l'élément non yougoslave*. Rien que sous le règne de Joseph II, on a colonisé, dans cette province, 38.000 familles allemandes. La terre leur était donnée gratuitement et elles étaient libérées de tout impôt. Ces familles provenant de l'Autriche, de Baden, d'Essen, du Luxembourg et même de la Lorraine, fondèrent de grandes colonies aux environs des villes de Vrsac, Mali et Véliki Beckerek, Temisvar, Bela Crkva, Cakovo, etc...

C'est de cette époque de la colonisation autrichienne dans le Banat que datent aussi les colonies peuplées par des *Français* de la Lorraine (Moselle), de l'Alsace et du Luxembourg : Sveti Hubert (en 1770), Hacfeld avec 400 familles (en 1767), Catad avec 202 familles, Soltur (en 1771) avec 62 familles, Sarlvil avec 62 familles, Blumental avec 92 familles. On rencontre quelques familles d'origine française encore dans les villages allemands : Albrechtsfeld, Marienfeld et Hajfeld. Dans la Batchka, on n'en trouve qu'à Backi Brestovac. Toutes ces familles sont depuis longtemps déjà presque complètement germanisées. Tous les Allemands à Banat sont des immigrés ou des colons; il n'y a pas parmi eux des autochtones.

Dans la seconde province, faisant partie de la Voïvodina, *Batchka*, il y avait, en 1720, 126.400 habitants, dont 95 % appartenait à la nationalité des Serbes, des Bunjevci et Sokci, et 5 % seulement aux nationalités étrangères. En 1920, cette province avait une population de 819.339 habitants, dont 407.063 étaient des Slaves (165.372 Serbes, 156.691 Bunjevci et Sokci, et 85.000 Slovaques, Russins et autres), soit 49,6 % de la population totale. Le reste, soit 50,4 %, appartenait aux nationalités allemande, hongroise, juive et autres, c'est-à-dire que *leur pourcentage a aug-*

(1) Par le partage de cette province, à la suite de la guerre mondiale, entre la Yougoslavie et la Roumanie, cette proportion entre les Slaves et les autres nationalités étrangères a changé très sensiblement en faveur des premiers, étant donné que la Yougoslavie a obtenu la partie occidentale, où les Yougoslaves représentent un pourcentage plus important de la population que les autres nationalités.

menté, en 200 ans, de 5 % à 50,4 %, pendant que celui des Slaves est tombé de 95 % à 49,6 %.

Nous avons déjà vu que ces deux régions, Banat et Batchka, fournissaient une forte proportion de l'émigration yougoslave au cours du xix^e et du xx^e siècles. Et il n'est pas douteux que cette émigration a contribué, dans une large mesure, à diminuer la force nationale yougoslave de ces contrées. La présence d'une nombreuse immigration yougoslave aux E. U. A. était un exemple vivant des conséquences néfastes des mauvaises conditions politiques et économiques de l'ancienne Double Monarchie. C'était, en même temps, la manifestation la plus éloquente en vue du changement du statut politique suranné de cet Etat.

Il apparaît en Bosnie et Herzégovine, après l'annexion de ces provinces par l'Autriche, en 1908, un mouvement important d'émigration de la population musulmane vers la Turquie, comme cela s'était produit après leur occupation militaire, en 1878, par cette même puissance. La Turquie en a profité pour coloniser des milliers de ces Musulmans (Muhadziri) dans la Vieille Serbie alors sous sa domination. On établissait les colonies surtout dans les régions où la population serbe était la plus nombreuse, la plus tenace et la plus résistante au point de vue national. C'est à la suite de cette émigration, qui s'est produite après 1908, que 1.000 familles de ces émigrants musulmans ont été colonisées autour de Djakovo et de Pec; 1.790 familles dans les environs d'*Uskub*, la capitale du tsar serbe Stephan Douchan; 500 familles autour de Pétric. Un certain nombre de ces familles des émigrants fut colonisé dans d'autres régions, notamment dans les environs de Kumanovo, de Stip, etc... (1).

Ce n'était pas tout. Le gouvernement ottoman allait encore plus loin, il avait défendu, par une ordonnance de 1876, l'emploi du nom serbe dans la Vieille Serbie et Macédoine : « Il n'existe pas de Serbes dans l'Empire turc. Il n'y a que la raïa chrétienne », disait-on dans cette ordonnance. D'autre part, les Albanais, aidés et stimulés par la puissance publique turque, descendent de leurs montagnes et incendient tout ce qui est serbe, en occupant la meilleure terre appartenant aux Serbes.

C'est par cette politique de l'oppression politique, de la force

(1) Cf. E. Gravier, Pregled, 1911 (Sarajevo : Emigracija Musulmana iz Bosne i Herzegovine).

brutale ou de l'intrusion méthodique, qu'on est arrivé à *modifier complètement la physionomie nationale de ces contrées*. C'est ainsi que dans ces régions, qui autrefois étaient le centre de l'Etat libre serbe, à Kosovo même, les Albanais forment la majorité de la population. La ville de Pristina avait, en 1919, 14.000 habitants, dont 12.000 Albanais et 2.000 Serbes, et la ville de Kosovska Mitrovica, sur 8.000 habitants, avait 7.000 Albanais et 1.000 Serbes seulement (1).

De tels procédés ont souvent eu pour conséquence de provoquer *l'abandon du pays de la part des indigènes*, c'est-à-dire des Yougoslaves qui prenaient le chemin des divers pays balkaniques, européens ou même transocéaniques.

Par sa politique colonisatrice et par une dénationalisation méthodique, l'Autriche-Hongrie s'efforce en *Bosnie et Herzégovine*, immédiatement après avoir « rétabli » la paix, lors de l'occupation de 1878, de renforcer l'élément autrichien et hongrois aux dépens de l'élément yougoslave. Sur les meilleures terres qui avoisinent le fleuve de Drina et de Sava, elle a colonisé des Allemands amenés de Hanovre, d'Oldenbourg, de Westphalie, de la Saxe, de la Silésie et même des Malorusses de la Galicie et de Russie Subcarpathe, en créant 19 grandes colonies, dont les principales étaient : Franz Josef Feld, Vinhardst, Dugopolje, Vucjak, Rudolfsthal, etc... Et en *Kraina* (confins militaires), elle créait des colonies autant pour des raisons *militaires* que pour affaiblir l'élément autochtone.

Ces procédés d'éviction politique, employés tant en *Bosnie et Herzégovine* qu'en *Croatie* et *Slavonie* par la Monarchie habsbourgeoise, faisait dire au journal catholique « *Novine* » : « Déjà avant la guerre, sous le coup du destin funeste, *des centaines de milliers de nos enfants ont dû s'embarquer sur le vaste océan et chercher une autre patrie de l'autre côté de la mer*, pour y trouver une croûte de pain noir. Nos hommes, qui devraient être la fleur de notre patrie, font mouvoir des machines, creusent et bêchent, le front couvert de sueur, dans les puis profonds de l'Amérique, tandis que leur propre terre estensemencée et labourée par l'étranger... Tout cela n'est qu'un seul côté de notre malheur, de notre misère; il y en a bien d'autres. Voilà pourquoi

(1) J. Tomic : Les Albanais en Vieille Serbie et dans le Sandjak de Novi Pazar, Paris, 1919.

nous tendons nos mains vers la liberté, vers l'égalité, vers l'indépendance et la vie. » (1) Si l'on relit l'histoire des années qui ont précédé la guerre, on voit que dans les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie, c'est une succession de complots et de procès politiques : procès d'Agram, procès des bombes de 1907, nouveaux complots l'année suivante, procès Friedjung, etc..., tous dirigés contre le peuple yougoslave.

Des exemples analogues de migrations, ayant un caractère politique ou national, peuvent être cités pour d'autres pays. Telles sont, notamment, l'émigration des *Polonais*, après l'insurrection étouffée en 1861, celle des *Tchèques* qui, après la défaite de la Montagne Blanche, en 1866, quittèrent alors en masse leur pays natal. Telles sont également les migrations survenues comme conséquences des changements de régimes politiques, des troubles ou révolutions : l'émigration de l'aristocratie française sous la Révolution, l'émigration russe acutelle, après la révolution bolcheviste de 1917, ainsi que, dans une certaine mesure, l'émigration irlandaise.

L'obligation du service militaire était aussi quelquefois le facteur décisif de l'émigration chez les jeunes gens. Ainsi, quand on introduisit cette obligation en Bosnie, en 1881, 8.000 hommes environ émigrèrent du pays pour s'y soustraire, ce qui amena le Gouvernement autrichien à y poser des obstacles administratifs et légaux (ordonnance du 11 octobre 1883). On exigeait des émigrés de prouver qu'ils possèdent des moyens pour se payer les frais de voyage et qu'ils ont répondu à leurs obligations militaires et à leurs obligations juridiques privées; ainsi que de signer un acte administratif, en vertu duquel ils cessaient d'être citoyens de l'Etat autrichien et ne pouvaient retourner dans le pays qu'avec une autorisation spéciale qui n'était accordée que dans les cas exceptionnels. Cette émigration peut être rapprochée de celle des Basques et autres Pyrénéens qui, désireux de se soustraire au service militaire, émigraient par milliers vers l'Amérique du Sud (Dict. d'Ec. pol., p. 799; t. I).

Il y a eu aussi des mouvements migratoires, où les motifs religieux ont été une cause décisive. Ce fut, notamment le cas des Bohumils de Bosnie, où les Hongrois faisaient une pression sur la secte religieuse des *Bohumils*, pour la convertir à la religion

(1) Numéro du 15 septembre 1917, Zagreb.

catholique. Le résultat en fut la migration des *Franiévc*i vers la Dalmatie. Ce mouvement peut être rapproché de celui des *puritains anglais* allant coloniser l'Amérique, et des *protestants en France*. La révocation de l'édit de Nantes, due au fanatisme religieux, a été le point de départ d'une émigration énorme : 3 à 400.000 protestants, qui formaient l'élite de la population commerçante, industrielle et scientifique, quittèrent la France alors avec leurs familles. Il en est de même des grands mouvements *migratoires juifs* récents en Russie, en Pologne et en Ukraine.

Toutes ces causes, politiques, nationales ou religieuses, ont agi puissamment sur l'émigration yougoslave, surtout dans le passé. Il faut observer, cependant, qu'elles sont souvent intimement liées à celles d'ordre économique et social. Ainsi l'émigration la plus forte provenait des régions suivantes : Croatie et Slavonie, Voïvodina, Slovénie, Bosnie, Herzégovine et Monténégro, c'est-à-dire de régions qui étaient toutes sous domination étrangère, jusqu'en 1918, excepté le Monténégro, région très pauvre, qui constituait un Etat national indépendant. Mais ces régions sont, en même temps, celles où les rapports agraires étaient les moins favorables, comme on le verra plus loin. D'autre part, on constate que la plus faible émigration était celle de la Serbie, Etat national indépendant et ayant une constitution agraire parfaitement démocratique.

CHAPITRE II

LES CAUSES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Surpeuplement. Manque de subsistances, la pauvreté, la prolétarisation de la campagne. Différence de richesses et du taux de salaire entre le pays d'émigration et ceux d'immigration. Conditions climatiques. Faible développement industriel. Industrialisation de l'agriculture. Travail saisonnier et la disparition de l'industrie familiale à la campagne.

Les causes d'ordre économique et social sont les plus fréquentes et les plus agissantes de toutes. En agissant d'une façon continue, elles ont incité des centaines de milliers d'hommes en pleine force productive à émigrer dans le Nouveau Monde, pour

y rechercher ce que leur patrie ne pouvait ou ne voulait pas leur donner.

En examinant les motifs de l'émigration, il apparaît, au premier abord, que le gros de l'émigration yougoslave d'avant-guerre et même d'après-guerre, est constitué par le groupe qui quittait le pays pour des *raisons d'ordre économique*. Ce sont souvent des gens ne possédant rien ou ne possédant que des dettes héréditaires. Qu'est-ce qui les pousse à l'émigration ? La misère, on n'a pas de quoi payer les impôts, les enfants et les vieux souffrent de la faim à la maison. De nulle part un revenu suffisant ou un gain sûr.

A côté de ce groupe, on trouve un groupe d'émigrants politiques de l'ancien régime étranger, des insurgés contre l'ordre social ou politique existant, dont nous avons déjà parlé. Viennent, enfin, ceux qui cherchent dans « le pays des possibilités illimitées », la réalisation de leurs rêves ou la paix et l'oubli de la tragédie de leur vie, les repris de justice, les aventuriers, les spéculateurs. etc... Seules les causes déterminant l'expatriation du premier groupe nécessitent après l'explication donnée des causes politiques et nationales, une analyse détaillée à laquelle nous allons nous attacher.

On considère, généralement, que l'émigration est le résultat d'une surpopulation plus ou moins grande, relativement aux moyens de subsistance et que dans l'humanité, comme dans la nature, la *raison première de l'essaimage c'est l'excédent de population*, résultant du jeu normal de multiplication. Dès qu'une fourmilière est surpeuplée des migrations se produisent, des nouveaux foyers plus ou moins éloignés se créent, car l'espace et les moyens de subsistance ne tardent pas à manquer. C'est parce que les terres ne suffisaient pas, que des disputes éclataient continuellement entre le patriarche Abraham et Loth, son neveu, conduisant ensemble leurs troupeaux dans les pâturages de la terre de Chanaan.

L'émigration n'a pas, cependant, toujours ce caractère. Parfois, elle n'a même aucun rapport avec la surpopulation. Ainsi, l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, l'Ecosse et l'Irlande, pays dont la densité de la population est assez faible relativement aux autres pays, donnent le plus grand nombre d'émigrants. Ce n'est pas la terre qui y manque, mais elle est accaparée et inaccessible au

paysan, de sorte qu'il est privé de moyens indispensables à la vie. L'émigration de l'Autriche-Hongrie, donc, des régions yougoslaves, qui lui étaient soumises aussi, atteignait pour la période de 1876 à 1910, le chiffre considérable de 3.547.630 d'émigrants se dirigeant vers tous les pays, principalement vers les Etats-Unis (2.953.587). Si on compare cette émigration à celle des autres pays, on constate qu'elle a un caractère presque morbide. Elle ne pouvait nullement, pas plus que l'émigration observée dans les autres régions yougoslaves, celles qui n'étaient pas soumises jusqu'à 1918 à l'Autriche-Hongrie, être considérée comme résultat d'une surpopulation. Celle-ci ne se produit, en effet, que dans le cas où une nation, en développant toutes ces forces productives, n'est pas en état de satisfaire ses besoins habituels et normaux. On peut même dire qu'il n'est presque pas de pays, à l'heure présente, où les rapports de la population et de la superficie du sol soient tels qu'une répartition appropriée et rationnelle de la propriété des terres et des moyens de subsistances ne puisse pas offrir à une population aussi dense qu'elle l'est actuellement des moyens d'existence suffisants. Il paraît étrange même que c'est souvent des pays les moins peuplés que partent les courants d'émigration les plus puissants. C'est ce que permet d'établir une comparaison entre la densité de la population des divers pays d'Europe et leur émigration.

L'exemple de l'émigration yougoslave est très caractéristique à cet égard. Si l'on examine la répartition de l'émigration d'après les provinces où elle prend naissance, on trouve qu'elle est aussi nombreuse dans les *régions dénommées « passives »*, parce que elles ne se suffisent pas à elles-mêmes et ne peuvent pas nourrir leur population, que dans les *régions dites « actives »*. Ces dernières fournissent même une plus grosse part des émigrants. A la première catégorie de régions appartiennent le Monténégro, l'Herzégovine, la Dalmatie, le littoral croate, la Lika, les îles adriatiques et la Slovénie. Ce sont des contrées montagneuses, habitées par l'élément national pur, où le sol est très pauvre, aride ou marécageux, la production agricole insuffisante pour satisfaire les besoins locaux et l'industrie très peu développée. Remarquons que cette appellation « provinces passives » est inexacte. Elle ne pourrait être appliquée qu'à des territoires relativement peu étendus. Or, avec une organisation économique

et agraire plus rationnelle, cette passivité aurait certainement vite disparu. Des superficies considérables du sol le plus fertile de ces contrées se trouvent souvent sous l'eau d'une façon permanente ou temporaire. Ou bien leur production est très faible en raison de la sécheresse excessive qui règne dans une partie de ces régions. Pour rendre ces superficies productives et nourrir ainsi le surplus des bras sans occupation et sans subsistances, dont le nombre s'élève à des dizaines de milliers, il suffirait d'effectuer des travaux d'améliorations foncières, telles que le drainage, le dessèchement ou les irrigations, qui auraient rendu à l'agriculture plusieurs dizaines de milliers d'hectares de terre de meilleure qualité (les environs du lac de Scutari, de la Neretva Inférieure, de Imotsko, de Sinj, etc...).

L'émigration des régions économiquement actives par excellence apparaît encore plus importante que l'émigration des régions précédentes. Pourquoi cela ? C'est en recherchant les différentes causes qui ont agi, au cours du temps, sur le mouvement migratoire, qu'on peut donner une réponse à cette question, qui touche de très près au problème de la répartition de la propriété du sol agricole et des moyens de subsistances. Nous la traiterons dans le chapitre suivant. Ici nous ne voulons parler que des causes économiques générales de l'émigration.

Ce sont ces causes qui jouent un rôle dominant dans l'émigration. C'est ce que fait ressortir assez nettement, pour l'émigration d'après-guerre, le tableau suivant, indiquant la situation économique et les motifs de l'émigration yougoslave, de 1921 à 1928, et cette même situation et les motifs d'après les provinces pour l'année 1926 :

Régions	Situation économique des émigrants indépendants			Motifs de l'émigration	
	Posséd. propr. dans la patrie	Ont vendu leur propriété	Sans fortune	Economiques	Autres
Voïvodina	891	4	1.598	3.213	45
Croatie et Slavonie	2.543	35	2.446	5.452	199
Monténégro	107	—	113	240	4
Dalmatie	1.519	6	1.280	2.861	62
Slovénie	413	2	1.037	1.503	95
Bosnie et Herzégovine ..	211	—	437	795	17
Serbie	765	15	429	1.230	10
Total des nationaux	6.449	62	7.340	15.294	434
Total des sujets étrangers	793	3	1.166	2.274	230
En tout pour l'année 1926	7.242	65	8.506	17.568	662
En tout pour la période 1921-1928	19.779	6.645	58.835	118.267	7.031

Il résulte de ces chiffres, d'abord, qu'un pourcentage assez élevé des émigrants (30 %) possédant quelque fortune, aliène celle-ci au moment de quitter le pays, ce qui peut-être considéré comme un signe de l'esprit de non retour qui anime ces émigrants au moment de l'expatriation.

Ce pourcentage montre, d'après les statistiques officielles, quelque tendance à l'augmentation, si l'on suit son mouvement de 1921 jusqu'à nos jours, c'est-à-dire que l'émigration tend à prendre un caractère définitif bien plus que dans les premières années qui ont suivi la guerre. D'un autre côté, on établit que le nombre des émigrants sans fortune, ainsi que de ceux qui ont émigré pour des motifs économiques, s'accroît presque régulièrement d'une année à l'autre. Ainsi, en 1921, leur nombre était de 9.568 contre 3.397 émigrés pour « *autres motifs* », en 1922, 5.186 contre 900, en 1923, 8.797 contre 573, en 1924, 16.837 contre

401, en 1925, 16.398 contre 705, en 1927, 21.698 contre 278 et en 1928, 21.674 contre 115 (1). Cela veut dire que l'émigration yougoslave qui, pendant plusieurs années après la guerre et après la formation de l'Etat national indépendant, était dans une certaine mesure une émigration quelque peu politique, dans laquelle les éléments non nationaux et les sujets étrangers prenaient une part assez importante, redevient une émigration presque exclusivement économique.

Mais, en fait, comme l'indique le tableau précédent, non seulement les prolétaires, mais aussi les possédants prennent part à l'émigration. Ce sont, généralement, de tout petits propriétaires, que leur propriété ne suffit pas à nourrir, eux et leur famille, pas plus qu'elle ne leur permet de tirer partie de toute la main-d'œuvre disponible, même s'ils cultivent leur domaine d'une façon intensive. C'est précisément un des inconvénients des trop petites exploitations : elles obligent l'exploitant et ses membres de famille à chercher un emploi supplémentaire en dehors de l'exploitation, soit comme journaliers, soit comme domestiques, soit enfin à émigrer vers d'autres régions ou vers les pays étrangers. Cet inconvénient est d'autant plus grand que l'exploitant a plus d'esprit d'initiative et d'aptitudes personnelles marquées.

Lorsqu'on parle des causes économiques de l'émigration, il faut remarquer que la caractéristique même des migrations provoquées par ces causes économiques, c'est l'*émigration de la population des pays économiquement faibles vers les pays économiquement puissants*. On constate toujours une différence marquée entre le pays-mère, qui offre des moyens de subsistance médiocres, et les pays d'immigration, caractérisés par la plus grande fertilité et par des ressources très variées. C'est ce qui fait dire à M. Burke qu'il est aussi naturel d'affluer vers les contrées riches et propres à l'industrie quand, pour une cause quelconque, la population y est faible, qu'il est naturel à l'air comprimé de se précipiter dans les couches d'air raréfié. Et le pangermaniste D' Rommel, en traduisant cette pensée en allemand, dit : « Quand une nation grossissante en coudoie une plus clairsemée qui, par suite forme un centre de dépression, il se produit un courant d'air

(1) C.f. Les statistiques officielles du Commissariat de l'Emigration de Zagreb, années 1926 à 1928.

vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont provisoirement mises de côté.

En effet, ce qui attirait les émigrants vers les pays d'outre-mer, c'étaient les prix du sol plus bas et surtout les *salaires plus élevés*. Bien des émigrants européens furent attirés en Amérique par la *facilité d'accès à la propriété*. Grâce au grand développement des chemins de fer, les personnes ayant besoin de la terre s'y transportent à des centaines de lieues, contrairement à ce qu'on constate chez les autres populations agricoles ressemblant aux « plantes qui naissent, croissent et meurent au même endroit » (1).

Quant aux salaires, une comparaison entre les salaires ouvriers aux Etats-Unis par exemple et ceux des régions yougoslaves permet de nous rendre compte de l'influence que peut exercer sur le mouvement migratoire la différence du taux de salaires. Les ouvriers yougoslaves gagnaient, vers l'année 1890, un franc comme salaire journalier. En Slovénie, le salaire variait, en 1891, de 0,80 à 1,05 couronne sans nourriture et de 0,60 à 0,85 avec la nourriture, tandis que aux Etats-Unis le salaire était, suivant les Etats, de 1 à 2 dollars, c'est-à-dire 5 à 10 dinars-or. Dans l'agriculture, la rémunération journalière était de 0,70 à 0,80, pendant que dans l'industrie elle variait de 1,50 à 2,50, dans l'artisanat de 2,15 à 2,60, et dans les constructions de 2 à 3 dollars (en 1911) (2). Nous verrons plus loin (page 250) que les salaires des régions de la Voïvodina et de la Croatie et Slavonie n'étaient pas plus élevés que ceux qu'on trouvait en Slovénie.

Comme l'émigrant yougoslave va en Amérique avec le seul désir d'améliorer sa situation matérielle et de retourner au foyer familial dès qu'il aura fait quelques économies, il est naturel que cette différence de rémunération de son travail exerce sur lui une attraction réelle.

Quelquefois, ce sont *des conditions climatiques défavorables, des inondations, des dévastations par les incendies ou des catastrophes élémentaires*, qui obligent la population à abandonner son pays natal et à chercher les contrées où elle sera mieux protégée et plus assurée de jouir des fruits de son travail. En Dalmatie, par exemple, ce fut le *phylloxera* détruisant les vignobles, une des ressources principales de la richesse de cette région,

(1) « Faites de l'Amérique une Prusse, alors on cessera d'émigrer », répondait un émigrant à un officier prussien.

(2) Statistische Monatschrift, 1911, p. 385.

qui a grandement accentué l'émigration dalmate. *Les famines*, surtout dans les régions pauvres, peuvent aussi déterminer la migration de la population de toute une région. C'est ainsi que les populations albanaises affamées descendaient des montagnes dans les plaines fertiles de Métohia et de Kosovo et en chassaient les Serbes en s'établissant à leur place (1).

Le faible développement industriel, notamment lorsqu'il est devancé par l'accroissement rapide de la population, peut être également une cause importante de l'émigration. Par contre, l'industrie prospère a une plus grande puissance d'absorption de la main-d'œuvre, offre plus de possibilités de gain et peut contribuer par là à diminuer considérablement le mouvement migratoire externe.

L'exemple de l'Allemagne est très instructif à cet égard. En 1881, 210.000 Allemands débarquent sur le nouveau continent, et ce chiffre se maintient jusqu'en 1894 où, subitement, il tombe à 41.000, puis à 27.000 en 1904 et à 25.000 en 1913 (2). Quelles sont les causes de ce fait curieux ? L'« industrialisation et l'urbanisme. L'Allemagne rurale émigrerait; l'Allemagne industrielle n'émigre plus » (3). Les villes allemandes absorbent, peu à peu, l'accroissement normal de la population, dont une grande partie, d'ailleurs, fut attirée vers ses colonies en Afrique et en Océanie.

Malgré la très forte densité de sa population, l'Allemagne, non seulement ne déverse qu'un faible courant d'émigration, après 1894, mais devient un centre d'immigration grandissante : c'est que l'utilisation maxima de son sol et de son sous-sol, et le développement de son exportation, lui permettent de nourrir de mieux en mieux un nombre d'hommes croissant.

Remarquons, cependant, que si l'émigration d'un pays à population dense se tarit lorsque celui-ci passe du stade agricole au stade industriel, il n'est pas moins vrai qu'elle reprend souvent, lorsque la trop grande concentration industrielle entraîne le chômage, ainsi qu'on le constate en Angleterre depuis la guerre.

A l'inverse de l'industrie prospère qui présente une plus grande puissance d'absorption de la main-d'œuvre, l'*industriali-*

(1) Dr Otto Bauer démontre que « le volume de l'émigration industrielle capitaliste n'est plus conditionné par la réussite de la récolte, mais par les oscillations (Schwankungen) du cycle industriel. (Proletarische Wanderungen, Neue Zeit, 1907.)

(2) Ce nombre a été de 250.000 en 1882, 194.000 en 1883, 180.000 en 1884, 124.000 en 1885, 84.000 en 1886, 100.000 environ de 1887 à 1893.

(3) R. Gonnard : L'Émigration européenne au XIX^e siècle.

sation de l'agriculture et le machinisme à la campagne agissent souvent dans un sens contraire et ne font qu'accentuer l'émigration de certaines régions (Voïvodina, Croatie et Slavonie).

Les progrès réalisés dans l'agriculture ont permis, en effet, aux mêmes unités d'exploitation, de produire, avec une main-d'œuvre moins importante, autant et même plus qu'antérieurement. Ces progrès varient pourtant suivant les types de production agricole et suivant les régions. Ils sont les plus marqués dans la culture des céréales, si bien qu'on a pu dire qu'en Amérique, pendant qu'il fallait 2 heures et 13 minutes de travail, en 1833, pour produire un boisseau de blé, en 1904, il n'en fallait plus que 10 minutes. Et depuis le machinisme dans l'agriculture a fait des nouveaux progrès, d'où la réduction du travail nécessaire par unité produite. Par là, l'industrialisation de l'agriculture contribue à faire émigrer un grand nombre des ruraux.

Cet effet de l'industrialisation de l'agriculture ne doit pas nécessairement être un mal, surtout avec le développement du machinisme et de l'outillage agricole. La diminution des bras à la campagne oblige l'agriculteur à *mieux utiliser les bras dont il dispose*, à diminuer ainsi les frais de main-d'œuvre, et conduit à l'outillage perfectionné, tout en permettant de donner de meilleurs salaires. Le mal n'est pas d'avoir moins de bras pour obtenir le même produit : quand avec un ouvrier on arrive à faire le travail de deux, il y a progrès; car, produire beaucoup avec le moins de dépenses possibles, de façon à nourrir la plus nombreuse population, tel doit être le but de l'agriculture. C'est ce que prouve l'exemple de l'Allemagne, où la population rurale atteint aujourd'hui à peine le quart de la population totale, ce qui n'a pas empêché sa production agricole de devenir très intensive et d'atteindre des rendements à l'hectare très élevés.

Bien plus grand est le mal, qui consiste dans le fait, que *l'agriculture reste une occupation faiblement rémunératrice relativement au commerce, à l'industrie et à la manufacture du pays et de l'étranger*. Elle est d'autant moins rémunératrice qu'elle est plus *primitive*, ce qui est précisément le cas de l'agriculture de nombreuses régions yougoslaves. En restant primitive et *extensive* elle ne peut pas nourrir toute la population agricole, qui augmente constamment. Celle-ci se voit obligée alors d'émigrer soit vers les villes, soit à l'étranger pour y chercher un gagne-pain quelconque.

Les rendements du sol agricole sont trop faibles et insuffisants par rapport aux besoins et comparativement aux rendements des autres pays européens. C'est ce dont on peut se rendre compte par le tableau suivant qui indique le rendement des principales espèces de culture dans la période de 1920-1926 (en quintaux et par hectare).

Genre de production :	Années :						
	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Froment d'hiver..	8.17	9.52	8.32	10.84	9.26	12.42	11.6
Orge d'hiver	8.19	8.53	7.13	9.22	8.55	11.9	11.3
Seigle d'hiver ...	8.01	8.23	6.12	8.24	7.36	10.55	9.48
Avoine	7.75	6.45	6.78	8.36	8.56	10.05	10.15
Maïs	14.75	9.97	11.94	11.95	19.31	18.30	17.10
Betterave à sucre	130.72	112.84	162.59	138.32	220.30	154.24	170.2
Pommes de terre..	58.85	34.12	34.64	54.44	47.14	53.08	42.4
Vignobles	17.93	18.35	27.53	26.47	17.64	23.02	16.6

Le mal du faible rendement s'accroît encore du fait que le *travail saisonnier* à la campagne n'offre pas une occupation et un gain suffisants à sa population, tandis que le *salaire d'appoint disparaît avec la disparition de l'industrie familiale*. L'industrie, surtout l'industrie agricole n'apparaît que rarement pour la remplacer. Le salaire en *nature* cédant la place au salaire en espèces, aucune réserve n'est généralement constituée pour la longue mort-saison, l'hiver : on a tout mangé, tout bu. Avec l'hiver, c'est le chômage presque permanent et la misère, pendant qu'en été on cherche dans l'alcool un stimulant pour le travail excessif.

Puis, la *nature même du travail agricole* soulève le dégoût des ouvriers ruraux qui ont fait connaissance avec la vie urbaine. Le travail dans les écuries et dans la ferme, le transport du fumier, etc., apparaît comme un travail d'ordre inférieur par rapport au travail à l'usine. On se dégoûte de la campagne et ses forces actives la fuient.

A toutes ces causes d'émigration viennent s'ajouter d'autres d'ordre agricole autrement importantes dont nous allons aborder maintenant l'étude.

CHAPITRE III

LES CAUSES D'ORDRE AGRAIRE

SECTION I

INFLUENCE DE LA RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL AGRICOLE SUR L'ÉMIGRATION

Influence de la grande propriété foncière sur l'émigration. « Rounding-up » et famine foncière. Capacité d'absorption de la main-d'œuvre par la grande et la petite propriété. Leur force comparative de production.

Il est bon, au sujet des conséquences sociales de la distribution du sol agricole, de rappeler le fameux mot de *Pline* l'ancien sur les latifundia romaines, connu de tous les économistes : « Latifundia Italiam perdiderunt ». Le grand propriétaire, que ce soit la personne physique, l'Etat ou l'église, n'aime pas vendre de terre. Bien au contraire, il désire accroître sa propriété, l'arrondir. Ce « *rounding-up* » chasse la population rurale vers l'étranger ou vers les villes, dans l'industrie, qui souffre déjà du trop-plein de la population ouvrière. Le contraste énorme entre la situation du prolétaire agricole et celle du gros propriétaire ne fait qu'accuser le mal. Un bon travailleur courageux et économe, lorsqu'il est entouré de petites propriétés rurales, a quelques chances de devenir propriétaire lui-même. S'il est entouré de grandes propriétés, il est étouffé économiquement, il n'a plus aucun espoir et découragé quitte le pays.

L'économiste allemand *Oppenheimer* donne la formule suivante au sujet de l'effet de l'extension de la grande propriété sur l'émigration : « *Le nombre des émigrants croît d'une façon à peu près proportionnelle au carré de la grande propriété foncière* ». Il cite l'exemple de l'Allemagne et démontre que la population des districts paysans croît sans cesse en densité et qu'en dépit de cela on y compte moins d'émigrants que dans les districts de grande propriété. Les chiffres relatifs à l'émigration de l'est de

l'Allemagne, où l'on connaît l'extension démesurée de la grande propriété, sont très instructifs. L'émigration y est relativement bien plus forte que l'émigration signalée dans l'ouest, bien que la population de l'ouest soit très dense et celle de l'est plus clairsemée (1).

Il faut noter, aussi, que la *rareté de la main-d'œuvre* est plus grande là où domine la grande propriété et marque une différence nette, à ce point de vue, avec la situation qu'on trouve dans les régions où domine la propriété paysanne.

D'un autre côté, la grande concentration des grands domaines provoque un réel « *land-hunger* ». Au cours des dernières dizaines d'années précédant la guerre, les petites propriétés ont atteint des prix de vente excessifs. La guerre a provoqué, par l'insuffisance de denrées agricoles et par leurs prix élevés, une nouvelle hausse des prix du sol, le rendant inaccessible à la classe pauvre. On peut citer des prix fantastiques de 30 à 50.000 dinars et même plus par hectare de terres cultivées, dans les années d'après-guerre.

La répartition de la propriété du sol agricole présente un intérêt primordial tant au point de vue du maintien de la classe paysanne à la campagne qu'au point de vue de l'organisation de la production agricole et de la répartition du revenu social. Pour répondre à ses fins, cette répartition implique un *équilibre agraire qui est conditionné par la coexistence des trois formes de propriétés grandes, moyennes et petites*, dont chacune a son importance et ses avantages économiques et sociaux. Il importe, au premier chef, de créer ou de maintenir la proportion la plus avantageuse entre ces diverses formes de propriété, car on garantit ainsi le mieux l'ordre social, les progrès de l'agriculture et la liberté de la classe rurale. L'avenir, la prospérité et la subsistance de la nation elle-même ne sont assurés qu'à condition d'avoir un tel équilibre dans les rapports agraires (2).

L'idéal, du point de vue social et économique, c'est la possession d'une étendue de terre que peut cultiver le producteur seul avec sa famille (self sustaining holding). S'il en possède plus, il est obligé de faire appel à la main-d'œuvre d'autrui; s'il en possède moins, il ne peut pas subsister, car elle ne suffit pas à le nourrir. Dans le premier cas, il se forme une classe plus ou moins

(1) Cf. E. Philippovich : La Politique Agraire, p. 86.

(2) Cf. Roscher : Economie Politique, p. 407 et s.

nombreuse du prolétariat agricole, dangereuse pour l'ordre social et cela d'autant plus que, quoique moins active et moins bien organisée que le prolétariat industriel, elle est vouée, en dehors du chômage accidentel, à un chômage régulier, saisonnier, correspondant à la nature même de la production agricole. Dans le second cas, on crée une classe d'indigents, condamnés à une mort lente ou bien à l'émigration vers les villes ou vers l'étranger. En conséquence, l'étendue de la *propriété paysanne devait être non seulement fonction de la nature du sol et du système de culture, mais aussi fonction de l'importance de la famille*, c'est-à-dire de ses capacités de travail : il faut donner à la famille une occupation constante, sans dépasser ses possibilités de travail.

La question de l'influence de la répartition de la propriété du sol agricole sur l'émigration se trouve dominée par celle de la capacité d'absorption de la main-d'œuvre et par celle de la force productive de la grande et de la petite propriété rurale. Pour déterminer cette influence, il nous faut donc examiner ces deux questions qui nous paraissent d'une importance capitale.

§ 1. — *La capacité d'absorption de la main-d'œuvre par la grande et la petite propriété*

La question de la force productive comparative et celle de la capacité d'absorption de la main-d'œuvre de la grande et de la petite propriété soulèvent depuis longtemps bien des controverses ardentes, mais ce n'est qu'avec H. Passy et surtout avec le marxisme que la discussion de ces questions va présenter une certaine clarté. Le problème se trouve, cependant, définitivement posé d'une manière exacte au début du xx^e siècle. D'après la thèse des partisans de la grande propriété les avantages de celle-ci consistent non seulement en ce qu'elle a une direction plus éclairée, et qu'elle est promotrice d'améliorations et de progrès agricole, mais aussi dans le fait qu'elle peut *mieux organiser la division du travail, réaliser une économie importante de main-d'œuvre*, d'attelage, de construction, qu'elle nécessite moins de capitaux d'exploitation. Pour cela même la grande propriété a moins de frais de production à rembourser sur ses récoltes, laisse un *excédent de produits* relativement supérieur à l'excédent

que donne la petite propriété, et elle donne un *revenu net* plus grand que cette dernière.

Par contre, les partisans de la petite propriété en s'appuyant sur les faits affirment, que c'est elle qui, tout en donnant un revenu sinon supérieur, du moins incontestablement égal à celui de la grande, entretient plus de population. C'est elle qui donne un *produit brut* certainement supérieur à celui de la grande propriété, et c'est ce produit brut qui intéresse la société avant tout, parce que pour elle le produit brut et le produit net sont identiques, comme le disait Prudhon (1). *C'est le monopole, ajoutait-il, qui vise constamment au plus grand produit net, dût-il ne l'obtenir qu'au prix de l'extermination du genre humain.*

Voyons, en scrutant les faits, qu'elle est la vérité qu'aurait pu contenir chacune de ces deux thèses opposées. Examinons, d'abord, la question de la capacité d'absorption de la main-d'œuvre par les deux principaux types de propriété agricole.

Il résulte des recherches du Secrétariat des paysans suisses, que la *petite propriété* emploie *deux à trois fois plus de bras* que les propriétés de plus de 30 ha. On compte, en moyenne, un homme de pleine capacité pour 2 ha 1/2 pour la première et un homme pour 5 à 7 ha pour les secondes (2).

Et d'après des recherches de M. le D^r Brdlik (3), le nombre de bras employés suivant l'étendue des exploitations et sur 100 ha de terres cultivées, a été en Tchécoslovaquie (régions examinées) :

195,9	dans les exploitations jusqu'à 2 ha,
68,2	— de 2 à 5 ha,
32,2	— de 5 à 20 ha,
25,8	— de 20 à 100 ha,
24,2	— de plus de 100 ha.

Ainsi, le *nombre des bras employés diminue considérablement avec l'étendue de l'exploitation*. On peut observer aussi que le travail des enfants, dans les grandes exploitations, est réduit au minimum, ce qui exerce une influence fâcheuse sur l'éducation, la santé, ainsi que sur l'amour de la jeunesse agricole pour l'agri-

(1) « Contradictions économiques », I, p. 246.

(2) D^r Laur : Economie rurale, p. 223 et s.

(3) Zémédel. Archiv., Prague 1919.

culture. M. le professeur D^r F. Aeroboe (1), en recherchant quel est le nombre de bras employés en agriculture, suivant la catégorie de propriétés en Allemagne, arrive aux résultats analogues. Ce nombre a été, en 1907, sur 100 ha de terres :

Catégorie de propriété	Nombre d'ouvriers employés	
	en moyenne	au maximum
De moins de 0,5 ha.....	560	730
De 0,5 à 2 ha.....	170	270
De 2 à 5 ha.....	88	110
De 5 à 20 ha.....	44	60
De 20 à 100.....	22	30
Plus de 100 ha.....	17	20

On constate donc une différence considérable dans le nombre des bras employés pour la même étendue des terres (100 ha), suivant qu'il s'agit de la grande, moyenne ou petite propriété. Bien qu'un homme avisé ne soit pas surpris des résultats de ces recherches il était bon de mettre en lumière, par ces chiffres instructifs, dans quelle mesure la grande propriété contribue à faire désertir la campagne.

Il est indéniable, donc, que la grande propriété économise la main-d'œuvre. Mais, cette « *économie rentable* » de la main-d'œuvre a pour effet de déprimer encore plus la situation des deshérités d'abord, de réduire la population et la production totale, ensuite. Le dommage social qui peut résulter du mode d'exploitation d'un grand propriétaire est très appréciable. Celui-ci dépensera pour l'exploitation de ses terres une somme de capitaux et de main-d'œuvre qui lui assurera le plus grand produit net, s'arrêtant au moment où un accroissement des dépenses ne donnerait plus un supplément égal de produit. Or, nous savons que *l'intérêt général lui commande d'aller au delà*, mais parfois aussi, de rester en deçà.

Il faut observer aussi que *l'économie de la main-d'œuvre* peut être très utile, lorsqu'un pays en manque, mais elle est une source de prolétariat nombreux condamné au chômage, à la misère ou à l'émigration, lorsque cette main-d'œuvre est abon-

(1) Algem. Landwirt. Betriebslehre, 1919.

dante, comme c'est le cas du pays yougoslave. Il en résulte nécessairement l'asservissement de la classe ouvrière agricole ou son émigration plus ou moins intense. Par là, la grande propriété agit défavorablement aussi sur l'accroissement de la population rurale.

§ 2. — *La force productive comparative de la grande et petite propriété rurale*

En ce qui concerne la *productivité comparative* de la grande et de la petite propriété agricole, si l'on interroge les faits dans ce qu'ils ont d'essentiel, si on fait une synthèse des recherches effectuées jusqu'à présent, on constate que l'opinion généralement admise sur la supériorité de la grande propriété ne se trouve pas toujours confirmée. Il résulte des recherches minutieuses et très intéressantes qu'avait faites à ce sujet M. le professeur *D' Brdlik* sur la base des comptabilités de plusieurs centaines de propriétés paysannes et seigneuriales en Tchécoslovaquie, que la production de la petite propriété est supérieure à la production de la grande et moyenne propriété. Si l'on exprime cette production en *valeur monétaire* (couronnes), on trouve qu'elle diminue avec l'étendue des exploitations, comme l'indique le tableau suivant (1) :

Genre de production	Etendue des exploitations en Ha.			
	de 2 à 5	de 5 à 20	de 20 à 100	de pl. de 100
Production végétale.....	223	328	253	274
Production animale.....	309	213	161	104
Production industrielle...	—	—	2	30
En tout.....	532	451	416	408
Par rapport aux exploi- tation de 2 à 5 ha et 0/0	100 %	85 %	78 %	77 %

On voit, par ces données, que la valeur produite par la petite propriété dépasse très sensiblement la valeur de la production des autres catégories d'exploitations. On s'aperçoit, aussi, que cette supériorité provient de la production animale (élevage et ses produits). Il faut ajouter, cependant, que la diminution du revenu

(1) C.f. La Revue : Zémedel. Archiv, Prague, années 1919-1920.

avec l'étendue des propriétés, varie très sensiblement, suivant les régions culturales. Elle est la plus marquée dans les régions à fourrages, moindre dans les régions à céréales, dans les régions à « céréales-pommes de terre » et celles « à betterave ».

D'autre part, en résumant les résultats obtenus par M. le D^r Brdlik sur la capacité productive des diverses catégories de propriétés agricoles, on trouve que la *productivité exprimée en rations alimentaires journalières* (3.000 calories) et par hectare serait, en prenant comme base de comparaison la productivité de la propriété de 2 à 5 ha., évaluée à 100 %, pour l'ensemble de la production agricole des régions examinées : de 87 % pour les propriétés de 5 à 20 ha., de 109 % pour celles de 20 à 100 ha. et de 137 % pour les exploitations de plus de 100 ha. Ici encore, on trouve que cette différence de productivité varie non seulement avec l'étendue des exploitations, mais aussi avec les *régions culturales* : elle s'accroît avec l'étendue de l'exploitation dans les « régions à betteraves » et à « céréales-pommes de terre » ; tandis qu'elle diminue avec cette même étendue dans les « régions à céréales » et « à fourrages », c'est-à-dire dans la plus grande partie du pays. En ce qui concerne, enfin, la *productivité des albumines et des matières grasses*, elle décroît avec l'étendue de l'exploitation, surtout dans les régions de cultures fourragères (élevage), tandis que les grandes exploitations présentent une certaine supériorité dans la production des *hydrocarbonates* (sucre, racines). Ainsi, d'après ces résultats, les deux principaux types d'exploitations agricoles se complèteraient mutuellement au point de vue des espèces de culture et de production, mais la petite propriété prend nettement le dessus dans la majeure partie de la production agricole.

M. D^r Laur, en examinant la production des diverses catégories d'exploitations en Suisse arrive aux mêmes résultats, c'est-à-dire que le *revenu brut* ou la valeur de la production agricole d'une exploitation est d'autant plus élevé, par unité de superficie, que l'exploitation est plus petite. D'après ses recherches, la valeur produite par les diverses catégories d'exploitations serait la suivante (1) :

(1) Einfluss der Betriebsgrösse auf d. Landwirt. Rothertrag, par M. D^r Laur, dans Archive f. exacte Wirtschaftsforschung, 1916, H. 2-3.

Etendue de l'exploitation	Rendement brut à l'ha. et en francs suisses		Excédent des produits destinés au marché :	
	Moyenne 1906/13	Moyenne 1914/19	En 1922	
De 2 à 3 ha.....	608 frs	1.171 frs	691 frs	68 %
De 5 à 10 ha.....	565	1.054	597	73
De 10 à 15 ha...	481	957	574	77
De 15 à 30 ha...	442	848	457	80
30 ha. et plus....	351	725	297	84

Ainsi, le rendement brut apparaît bien supérieur pour les exploitations de petite étendue que pour celles possédant une grande étendue. Or, au point de vue de la *densité de la population*, c'est le revenu brut ou économique, c'est-à-dire la totalité des revenus qu'une exploitation fournit à l'exploitant, à des tiers et à l'Etat, qui importe. Quant à l'excédent des produits destinés au marché, c'est-à-dire à la satisfaction des besoins de la population non rurale, on voit qu'il est assez élevé même pour les tout petites et petites propriétés.

Cela provient de ce que les grands propriétaires en se tenant à leur politique rentable *négligent souvent les cultures qui nécessitent beaucoup de travail, mais qui donnent un revenu brut élevé*. En procédant ainsi, par conséquent, en réduisant d'une manière continuelle la production agricole, ils font monter leur revenu net en même temps qu'ils économisent la main-d'œuvre et par là, compensent, et au-delà, la diminution du produit brut. Au point de vue social, le bilan d'une telle opération est négatif. C'est précisément cette question de rentabilité qui fait naître tant d'antagonismes entre l'intérêt social et l'intérêt particulier du grand propriétaire.

C'est à propos de cette question du produit net des grands domaines qu'on doit rappeler l'histoire de ce domaine d'Ecosse d'où 15.000 fermiers furent expulsés pour faire place à quelques dizaines de bergers, le propriétaire ayant trouvé son avantage à cette substitution. « Les grands d'Ecosse ont exproprié des familles comme ils auraient fait sarcler les mauvaises herbes... Un homme est vendu pour une toison de brebis, pour un gigot de mouton et pour moins encore. » (1).

(1) Karl Marx : Le Capital (trad. franç.), I chap. 27, p. 322.

Le gros propriétaire fait, en outre, de la terre souvent un usage qui n'a aucun rapport avec les besoins économiques d'un pays : ce sont ses besoins de luxe et de caprice (terrain de chasse, jardins et parcs d'agrément, lacs artificiels) qui sont mis au-dessus des intérêts communs.

D'un autre côté, grâce au développement des communications, les grands propriétaires fonciers cèdent à l'étranger, contre les objets de luxe ou de l'or, une partie considérable de la production de leurs terres, qu'on *soustrait ainsi à la satisfaction des besoins de la population du pays*. De là, une nouvelle cause de privations et de diminution de la population plus ou moins correspondante à la quantité des denrées de première nécessité ainsi soustraites au pays. Ainsi, *tandis que la Yougoslavie exporte le froment, plus d'un tiers de sa population est réduit à l'alimentation au maïs et à l'orge*. C'est, aussi, l'explication des maux effroyables et analogues dont souffrait, avant la guerre mondiale, des pays comme l'Inde. En raison de ces mêmes facilités de transport des produits, les gros propriétaires fonciers ont pu « consommer plus de terre et moins de travail », c'est-à-dire concentrer les terres dans leurs mains et par une organisation rationnelle de travail diminuer la main-d'œuvre nécessaire dans les proportions qu'on vient d'établir (p. 223).

D'après les données statistiques fournies au Congrès de l'Association des médecins yougoslaves, qui a eu lieu le 24 septembre 1927, à Belgrade, l'alimentation de la population agricole est extrêmement mauvaise et insuffisante, c'est pourquoi 40 % de la jeunesse mâle arrive au recrutement, le reste meurt avant cette époque. On attribue ce fait à la misère matérielle générale du pays, qui exporte la bonne nourriture (le blé) et doit se contenter de la mauvaise. Les renseignements qui ont été fournis à ce Congrès sont très impressionnants. Non seulement le maïs constitue la nourriture principale pour une grande partie de la population, mais on voit dans l'Herzégovine, par exemple, les enfants manger des feuilles. Ainsi, le problème de l'alimentation devient, ce qui paraît paradoxal, un problème national dans un pays agricole. Pour souligner l'importance de ce problème, il faut ajouter encore, que le *bon pain signifie l'accroissement des capacités de travail et la prolongation de la vie humaine*, que tuent, par contre, la famine et la privation, en provoquant des

maladies particulières, telles que le pèlagre, le scorbut, en même temps qu'elles entraînent la dégénérescence physique de la population.

SECTION II

LA RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL AGRICOLE EN YOUGOSLAVIE

Comment se répartit la propriété du sol agricole suivant les provinces ? Degré de concentration foncière et de prolétarianisation variable suivant les provinces. Leurs effets sur la condition économique de la classe rurale et sur l'émigration.

« Les bêtes sauvages, qui vivent en Italie, disait Tiberius Gracchus, ont leurs repaires... Seuls, ceux qui luttent et meurent pour l'Italie, n'ont que l'air et la lumière. Sans maison et sans emplacement, ils errent avec leurs femmes et leurs enfants d'un bout à l'autre du monde. C'est un mensonge ce que les marchands disent aux soldats, en les appelant à défendre les tombeaux de leurs aïeux et leurs choses saintes contre l'ennemi. Car, parmi tant de Romains personne n'a d'autel de son père ni tombeaux de ses aïeux, mais ils luttent et meurent uniquement pour la prodigalité et la richesse des autres. Ils se disent maîtres du monde et n'ont pas un morceau de leur propre terre. »

(PLUTARQUE, Tiberius Gracchus, 9).

Comme cause principale de l'émigration apparaît *the land-hunger*, la famine foncière, ou plus exactement la mauvaise répartition de la propriété du sol agricole, aggravée dans certaines provinces du pays par des systèmes agraires *médiévaux*. Il y avait, en Yougoslavie, avant les réformes agraires en cours environ 600.000 familles paysannes, soit 30 % du nombre total des familles rurales, qui n'avaient point ou n'avaient pas assez de terres pour pouvoir subsister. 280.000 familles, environ, d'entre elles ne possédaient point de terre. En conséquence, *the land-hunger* n'est pas une « psychose de la guerre », comme on l'a dit, mais bien une réalité antérieure à la guerre.

Si l'on examine la situation agraire et la répartition de ces familles rurales déshéritées suivant les provinces, on trouve qu'en Voïvodina, environ 90.000 familles paysannes n'avaient pas de terres ou n'en avaient que trop peu, pendant que dans la région

de *Banat* seule, 1.508 personnes détenaient environ 1.300.000 arpents cadastraux.

En *Croatie* et en *Slavonie*, il y avait, avant la guerre, en chiffres ronds, 180.000 familles paysannes sans terre ou avec une moyenne de moins de 5 arpents. D'autre part, dans ces mêmes régions, les 700 grands propriétaires détenaient plus de 1.000.000 arpents cadastraux.

En *Bosnie et Herzégovine*, 50 % environ des familles paysannes (environ 100.000), ne possédaient aucune terre ou en possédaient au-dessous de 5 arpents cadastraux, pendant que les 10.000 familles des begs et agas possédaient presque la *moitié* de la terre de ces deux régions.

En *Dalmatie*, il y avait, sur 83.455 familles paysannes, plus de 60.000 familles sans terre ou possédant une propriété de moins de 5 arpents de terre.

Dans le *Monténégro*, il y avait 25.000 familles sans terre, soit 50 % du nombre total des familles paysannes.

En *Slovénie*, sur 75.477 familles paysannes, plus de 25.000 familles n'avaient pas de terre ou en avaient moins de 5 a. cad.

En *Serbie*, il y avait environ 150.000 familles sans terre ou avec moins de 5 arpents de terre.

Ainsi, la classe paysanne manquait de terre sur tout le territoire du pays, mais, au fond, le problème de la répartition du sol agricole présente une acuité très différente suivant les provinces. Cela s'explique par le fait qu'elles ont subi, au cours du temps, une évolution agraire différente en raison des dominations et des régimes politiques différents auxquels elles étaient soumises.

§ 1. — *La répartition de la propriété du sol agricole en Serbie et Monténégro*

La situation agraire de la Serbie et du Monténégro se présente sous un aspect bien différent par rapport aux autres provinces. La Serbie avait aboli le régime féodal dès sa libération de la domination turque (1804-1838), avant laquelle la population agricole, la *raïa* cultivait la terre des grands seigneurs, agas et begs, comme des *demi-serfs*, *kmets*. Ces rapports furent abolis par la loi de récupération des terres du 28 juillet 1839 (article 6).

Le Code civil serbe du 11 mars 1844 (art. 213) consacra cette situation, en prescrivant que « chaque citoyen est propriétaire absolu de son bien, assuré et protégé dans sa propriété par la loi », et que les spahilouks, les timars et les ziamets, c'est-à-dire les rapports féodaux entre le propriétaire et le cultivateur sont abolis ».

Quant à la répartition de la propriété du sol agraire, elle se présente sous un jour très démocratique, comme on peut le constater par les données statistiques suivantes de l'année 1897 :

Nombre des propriétés jusqu'à 2 hectares	=	50.541
2 à 5	»	73.627
5 à 10	»	78.260
10 à 30	»	48.515
30 à 60	»	3.329
60 à 100	»	397
100 à 300	»	83
plus de 300	»	3

On comptait au total 273.421 propriétaires et 2.527.088 ha. de terres cultivées en propriétés privées. 11 % des chefs de familles paysannes, suivant ces statistiques, ne possédaient pas de terre propre. Depuis ce temps, la prolétarianisation de la classe paysanne semble avoir fait des progrès assez marqués, de sorte qu'on juge que le nombre de non-possédants ruraux s'est accru à près de 20 % du nombre total des chefs de familles paysannes (1).

Les propriétés jusqu'à 5 hectares d'étendue occupaient 55 % de la superficie arable, les propriétés de 5 à 10 ha. occupaient 27 % de cette même superficie, celles de 10 à 20 ha. 14 % et les propriétés de plus de 20 ha. n'occupaient que 4 % (2). Etant donné cette situation favorable, l'émigration de la Serbie est très faible.

Quant à la province de Monténégro, pays aride, montagneux et pauvre, ressemblant à une « mer houleuse, pétrifiée », possédant un sol impropre à l'agriculture, couvert d'une végétation misérable, elle aussi possède un régime agraire démocratique. Il n'y existe pas de vestiges du régime féodal. La grande propriété

(1) C.f. M. Bilimovic : Yugoslavien et M. Prohaska : Nase Zadrugarstvo.

(2) C.f. M. K. Yovanovitch : La Serbie Economique, Nice 1917.

foncière est presque inexistante et on en cite comme curiosité qu'un seul cas de grands propriétaires de plus de 300 ha. de terres cultivées, celui de l'ancien roi Nicolas. Les paysans sont des propriétaires libres, cultivant leur propre terre ou celle de leurs voisins émigrés à l'étranger; les fermiers n'y existent que sur les terres appartenant aux églises et aux couvents.

Etant donné que les produits de l'agriculture et de l'élevage, branches principales de l'activité économique du pays, ne pouvaient pas nourrir la population de cette province, ni absorber toute la main-d'œuvre disponible, la plus grande partie de celle-ci était obligée d'émigrer à l'étranger, cela d'autant plus que l'accroissement de la population était relativement élevé, grâce à une progéniture nombreuse. Le plus grand nombre d'émigrants allait vers l'Amérique, où les chances de réussite furent assez bonnes jusqu'à la guerre.

Une contrée voisine, la *Métohia* offrait par sa fertilité et sa population clairsemée un déversement naturel à la population pauvre et nombreuse du Monténégro. Les autorités agraires en ont profité depuis la guerre pour y coloniser des milliers de paysans ne possédant pas suffisamment de terre. On se propose, également, dans le but de trouver un placement à cette population, d'entreprendre le dessèchement du lac de Scutai, ainsi que d'exécuter certains travaux importants d'améliorations foncières dans les régions de la Vieille Serbie et Macédoine. On obtiendrait ainsi des superficies importantes de sol très fertile pour occuper, par leur mise en valeur, le surplus de la population agricole.

§ 2. — *La répartition du sol agricole en Bosnie et Herzégovine*

Une grande partie des terres, comme on le verra plus loin, presque la moitié, est cultivée sous le régime de *kmetstvo*. En 1910 encore, il y avait 10.463 *gros propriétaires* des terres des *kmets* (begs et agas), dont 9.537, soit 91,15 % étaient des Musulmans. D'autre part, il y avait 111.103 familles des *kmets*, cultivateurs, demi-serfs, avec 650.000 membres de famille, dont 92 % étaient des chrétiens, cultivant 876.200 ha. de terre appartenant aux begs et agas. Il en revenait, en moyenne, 8 ha. environ par

famille, pendant que les gros propriétaires en possédaient 85 ha., en moyenne.

Le système de kmetstvo fut aggravé par le *morcellement très accentué* et même excessif tant pour les propriétés libres que pour les exploitations des *kmets*. C'est ce qu'indiquent les chiffres suivants :

Catégorie d'exploitation	Exploit. des kmets		Propriétés libres	
	Nombre absolu	en %	Nombre absolu approxim.	en %
Jusqu'à 2 ha.....	18.951	19,95	65.300	51,5
2 à 5 »	26.806	28,21	34.214	25,4
5 à 10 »	26.961	28,38	32.940	23,7
Plus de 10 »	22.289	23,46	4.400	0,4

Donc, sur un nombre total de 95.007 exploitations des kmets, presque la moitié possédait moins de 5 hectares, et plus de 2/3 moins de 10 hectares, l'état de morcellement qu'on ne trouve nulle part dans un pays aussi peu peuplé. Le morcellement est encore plus grave pour les propriétés paysannes libres, puisque sur un nombre total de 136.854, il en était 51,5 % de moins de 5 hectares et la presque totalité occupait moins de 10 hectares.

Dans certains départements, ce morcellement est poussé encore plus loin. Ainsi, dans le département de *Tuzla*, le plus peuplé en Bosnie et Herzégovine, on trouve l'état suivant de morcellement (statistique de 1906) :

Catégorie d'exploitation	Propriétés libres		Exploit. des kmets	
	Nombre absolu	en %	Nombre absolu	en %
Jusqu'à 2 ha.....	24.827	48,33	3.463	15,81
2 à 5 »	13.990	27,23	6.846	31,26
5 à 10 »	7.742	15,07	7.510	34,30
Plus de 10 »	4.813	9,37	4.070	18,63

Le morcellement, dans lequel la trop petite propriété ne peut nourrir le propriétaire et sa famille, agit dans le même sens, au point de vue de l'émigration, que la grande propriété. M. Sou-

chon (1) démontre, par des statistiques relatives à la dépopulation de la campagne en France, que cette action est beaucoup plus rapide dans les régions très morcelées et que le *dépeuplement y est plus accentué que dans les régions de grande propriété*. M. Daniel Zolla (2), en recherchant quels sont les départements qui tendent le plus vite à se dépeupler, trouve que ce sont les départements de petites propriétés, ceux de l'Est et du Nord-Est, dont la population est bien moins stable que celle de la Bretagne ou de certaines régions du Sud-Ouest, par exemple. Cet effet du morcellement est surtout marqué là où le sol est peu productif.

Le courant de migration balkanique très intense de la Bosnie et Herzégovine, que nous avons connu précédemment, ne fait que confirmer cette opinion sur les effets du morcellement.

Pour remédier au morcellement si nuisible au développement et à la productivité de l'agriculture, ainsi que pour satisfaire aux besoins de la colonisation intérieure, on a pu destiner en Bosnie et Herzégovine une superficie de 571.600 hectares de pâturages et 1.918.900 hectares de forêts. Dans la période d'après-guerre, jusqu'à 1929, on en a partagé 40.851 ha. seulement, par conséquent, l'état de morcellement très grand subsiste encore.

§ 3. — *La répartition de la propriété du sol agraire en Slovénie*

La question la plus importante en Slovénie est celle qui concerne les *domaines forestiers*. Cette province est très riche en forêts, car celles-ci occupent 690.633 hectares, soit 42,65 % de la superficie totale. Sur l'étendue totale des forêts, il appartient 153.957 hectares, soit 22,6 %, aux grands propriétaires. En outre, les nationaux n'en possèdent que 53.862 (7,9 %), pendant que les étrangers en détiennent 85.111 hectares (22,0 %), et les personnes morales 14.760 (2,2 %).

Les propriétés forestières de plus de 50 hectares (579 propriétés privées et 83 propriétés de personnes morales) occupaient 197.066 ha., dont 152.654 ha. appartenaient à la propriété privée. Les propriétés de moins de 50 hectares occupaient en tout 493.567 hectares, soit plus de 70 % de la superficie totale. L'Etat ne possé-

(1) La propriété paysanne, Paris, 1899.

(2) Les questions d'hier et d'aujourd'hui, Paris.

dait qu'une seule propriété de 1.764 hectares, soit 0,26 %, tandis que la propriété privée occupait 85,66 %, les personnes morales 8,68 % et le fidéicomis 5,40 %.

Comme on le voit, il y a là un *morcellisme forestier très marqué*, qui est nuisible aux intérêts durables de l'économie forestière.

Quant au sol agricole, les *superficies labourées* n'occupent que 15 à 29 %, les prairies et pâturages 23,3 à 41 % de la superficie totale du sol. C'est pourquoi, la production des céréales y est *déficitaire*. La production de l'élevage dépasse, au contraire, les besoins de la consommation de cette province et l'on exporte surtout des bovins. La situation générale du cultivateur n'est pas très bonne et c'est surtout dans l'industrie forestière ou dans l'émigration qu'on cherche une occupation meilleure.

Le morcellement du sol est très grand surtout dans la région de la *Carniole*, où les statistiques officielles de 1902 montrent l'état suivant de la répartition de la propriété foncière (nombre total des propriétés étant de 75.477) :

Catégorie de propriétés	Nombre de propriétaires	en %
Moins de 0,5 ha.....	9.361	12,5
De 0,5 à 1 ha.....	6.307	8,4
De 1 à 2 ha.....	8.166	10,8
De 2 à 5 ha.....	14.663	19,4
De 5 à 10 ha.....	14.921	19,8
De 10 à 20 ha.....	14.590	19,3
De 20 à 50 ha.....	6.409	8,5
De 50 à 100 ha.....	728	0,9
De 100 à 200 ha.....	184	0,3
De 200 à 500 ha.....	102	0,1
De 500 à 1.000 ha....	39	0,1
Plus de 1.000 ha.....	38	0,0

Ces 75.477 propriétés occupaient une superficie de 995.521 ha.

D'après ces statistiques, la propriété menue (moins de 5 ha.) représentait 50,8 %, la petite propriété (de 5 à 20 ha.) 39,1 %, la propriété moyenne (de 20 à 50 ha.) 8,5 %, et les propriétés de

plus de 50 hectares 1,4 % du nombre total des propriétés. Les propriétés rurales sont très parcellées et les parcelles disséminées loin des habitations, ce qui présente des graves inconvénients pour la culture rationnelle.

La place dominante de la propriété paysanne n'y est qu'apparente, car si l'on examine les chiffres relatifs aux superficies occupées par les différentes catégories de propriétés, on trouve que les 344 domaines de plus de 100 hectares occupaient 223.448 hectares, soit presque le tiers de la superficie totale, ou une moyenne de 668 hectares par propriété, pendant que l'ensemble de toutes les autres propriétés, celles de moins de 100 hectares, au nombre de 75.133, ne possédaient que 772.071 hectares, dont 326.973 ha. de terres labourables et de prairies.

La classe des ouvriers agricoles atteignait le chiffre de 32.000 familles environ, c'est-à-dire que, pour deux familles de propriétaires ruraux, il y en avait une d'ouvriers agricoles.

Quant à l'ensemble du territoire de la Slovénie, l'état de répartition du sol se présentait sous un jour plus favorable, car sur un total de 1.619.712 hectares de terres, la propriété paysanne occupait 1.390.000 hectares (87 %) et la grande propriété, celle de plus de 75 ha., 209.249 ha. (13 %). Quant à la superficie du sol agricole seul (labours, vignes, vergers, prairies et pâturages), à l'exception des forêts, la propriété paysanne occupait 790.431 ha., soit 94,6 % et les grandes propriétés, 47.927 hectares, soit 5,4 %. Par conséquent, le partage du sol labourable des grandes propriétés présente ici très peu d'importance, excepté dans la région de Prékumurje.

Ajoutons, enfin, qu'il y avait, en Slovénie aussi un certain nombre de *biens fidéicomis*, dont le nombre s'élevait à 45 (150 exploitations), occupant une superficie de 143.179 hectares, soit 12,76 % de la superficie totale du sol. Le décret du 25 février 1919 proclame l'abolition de tous les fidéicommiss sur le territoire de l'Etat, comme faisant obstacle au progrès de l'agriculture.

L'émigration très intense de cette province apparaît comme effet du morcellement excessif et de la faible fertilité du sol, en même temps que comme effet des conditions politiques qui y régnaient.

§ 4. — *La répartition du sol agricole en Dalmatie*

Le morcellement du sol et, dans une moindre mesure, la mauvaise répartition de la propriété foncière, constituent ici aussi, à côté du colonat et du kmetstvo, une cause de malaise dont souffre l'agriculture, ainsi qu'une cause de pauvreté et de l'émigration.

Les statistiques de 1902 montrent, en effet, que 81,4 % des exploitations n'occupaient pas plus de 5 hectares de terres et celles de moins de 1 hectare y figurent pour 37 % du nombre total des exploitations. Un tel morcellement n'existait dans aucune autre province de l'ancienne Autriche-Hongrie, et on ne le trouve que dans les pays bien plus peuplés et industrialisés. L'étendue moyenne des propriétés rurales était de 7,6 ha. en 1850 et de 6 ha. déjà en 1833, ce qui veut dire que cette étendue ne peut donner prise aux réductions même si le sol était plus fertile qu'il ne l'est.

Aujourd'hui, le morcellement est encore plus grand en raison des nouveaux partages successoraux intervenus depuis, si bien qu'on trouve des cas dans le département de *Split*, par exemple, où un hectare de terre a jusqu'à 30 propriétaires. De plus, la propriété est très dispersée, de telle sorte qu'il y a des habitants qui ont des parcelles dans l'intérieur du pays (Zagorjé) et qu'inversement, ceux de l'intérieur en possèdent dans les régions du littoral.

Le morcellement s'aggrave encore du fait qu'une même propriété, parfois d'une étendue minime, soumise au régime de colonat ou de kmets, était divisée en petites possessions affermées à plusieurs familles paysannes. En outre, la totalité des exploitations rurales, soit 83.455, occupant 1.283.499 hectares de superficies agricoles, ne possédaient que 137.216 hectares de terres de *labours*, soit en moyenne 1,5 hectare par propriété. Le reste était occupé par les pâturages (594.475 ha.), par les forêts (380.884 ha.), par les vignobles (82.272 ha.), par les jardins (37.001 ha.), par les terres en friches (41.697 ha.) et par les prairies (9.948 ha.). On voit, donc, que la *plus grande partie des superficies agricoles est représentée par les pâturages*; c'est-à-dire, que le sol labourable est absolument insuffisant pour satisfaire aux besoins de la production agricole de cette région. Dès lors, cette région ne se suffit pas à elle-même et doit importer des quantités importantes de céréales

chaque année. Le sol étant, de plus, très pauvre et soumis en grande partie au système de *kmetstvo* et de *colonat*, le rendement à l'hectare reste très faible (8 quintaux environ par hectare pour le froment) et la culture assez primitive.

D'après un rapport d'une commission du Ministère des réformes agraires, il y aurait en *Dalmatie du Sud*, sur 19.666 familles paysannes, 5.422 familles, soit 30 %, travaillant exclusivement la terre d'autrui et ne possédant pas un pouce de terre en propre; 11.544 familles (59 %) cultivant en même temps leurs propres terres et celles des autres, et seulement 2.493 familles (11 %) cultivant uniquement leurs propres terres. En *Dalmatie du Nord*, sur 68.469 agriculteurs, il y a 4.578 agriculteurs travaillant la terre d'autrui, 20.373 cultivant leurs propres terres et celles des autres, et 41.420 cultivant exclusivement leur propre terre. Pour toute la Dalmatie, selon les mêmes renseignements, 45.000 familles paysannes cultivent leur propre terre; 10.000 cultivent uniquement la terre d'autrui et 32.000 environ travaillent la terre affermée, à côté de quelques lopins de leurs propres terres. On y rencontrait, en outre, 567 familles vivant exclusivement du salariat, n'ayant ni terre en propre, ni terre affermée.

Comme on le voit, cette situation, où seulement la moitié de familles agricoles étaient indépendantes, est déplorable. La commission a rencontré des cas de misère indescriptible, de sorte que les paysans lui déclaraient, souvent, qu'ils étaient prêts à quitter leur foyer et à aller chercher ailleurs, dans le monde, leur pain quotidien (à condition qu'on leur paie leur travail et les avances investies au sol cultivé par eux), si l'on ne les libérait pas de l'esclavage économique.

La misère de la classe rurale en Dalmatie est assez caractérisée, si l'on dit que, en partageant à partie égale la terre labourable, il en reviendrait seulement 0,17 hectare à chaque habitant de la campagne, et 0,33 hectare de terres arides, infertiles et incultivables. La situation est quelque peu meilleure, à ce égard, dans la Dalmatie du Nord, où il reviendrait à un habitant de la campagne 0,35 hectare de terre cultivée.

A ces causes de pauvreté de la population venait s'en ajouter d'autres. Par suite du *déboisement*, la majeure partie du sol devint impropre à la culture et fut abandonnée aux pâturages, qui occupent 632.878 hectares, soit 74,46 % de superficie agricole, contre

126.055 hectares, soit 14,85 % de terres labourables, sur une superficie totale de 1.472.900 hectares. La dévastation des vignobles par le *phylloxera*, ainsi que le faible développement des moyens de communications qui auraient permis d'écouler facilement les principaux produits de cette province (vins, huile, poisson, etc...) ont été aussi une des causes du malaise économique.

Toutes ces causes : pauvreté du sol, faible étendue du sol arable et fertile, mauvaise répartition des propriétés, morcellement, asservissement d'une grande partie de la classe rurale, ainsi que le déclin de la marine marchande indigène, où les nombreux Dalmates trouvaient autrefois de l'occupation, ont eu une influence considérable sur l'émigration. Chaque année, un très grand nombre de Dalmates s'embarquaient à destination des pays d'outre-mer. Presque tous, ils y étaient poussés par les conditions économiques et sociales qu'on vient de décrire. Leur nombre s'accroissait, avant la guerre, de jeunes gens qui désiraient éviter le *service militaire* dans l'armée autrichienne, ainsi que de ceux qui étaient avides de gains importants et faciles.

Il faut noter, cependant, que presque tous ces émigrants, après avoir fait quelques économies, retournaient au pays natal pour y acheter une propriété et passer, dans un labeur honnête, le reste de leur vie. La plupart des terres rachetées au seigneur proviennent, en effet, des économies de ces émigrants. Après la guerre, le courant de l'émigration est devenu bien plus faible. Les paysans dalmates se dirigent surtout vers les provinces où le partage des grands domaines s'effectue.

§ 5. — *La répartition du sol agricole en Croatie et Slavonie.*

Cette répartition était, pour ces deux grandes provinces, d'après les statistiques de 1895, très mauvaise, car de très grandes régions souffraient soit d'une extension excessive des grands domaines fonciers, soit d'un morcellement exagéré, comme on peut le constater par les chiffres suivants :

Etendue de l'exploitation	Nombre d'exploitations	en %	Sup. occupée en arpents	En % du sol agricole total
Moins de 1 arpent....	53.886	13,24	24.374	0,51
De 1 à 5 »	126.289	30,99	370.630	7,95
De 5 à 10 »	110.999	27,25	804.805	17,26
De 10 à 20 »	81.657	20,05	1.128.312	24,20
De 20 à 100 »	33.433	8,21	1.043.890	22,39
De 100 à 500 »	813	0,18	158.287	3,40
De 500 à 1.000 »	117	0,03	85.157	1,83
Plus de 1.000 »	209	0,05	1.047.540	22,46

Ainsi, 180.175 familles paysannes, représentant 44,1 % du nombre total des propriétaires, possédaient moins de 5 arpents, soit en tout 395.004 arpents ou 8,5 % de la terre agricole. Ces 180.175 propriétés n'avaient en moyenne que 2 arpents de terre, ce qui est loin de pouvoir assurer l'existence des familles qui les cultivent. Leur situation était d'autant plus précaire que la grande propriété était plus étendue; ils n'avaient aucun espoir d'agrandissement en raison de « l'enclosure » de fait, que le paysan ne pouvait pas rompre.

Les 1.139 grands domaines privés de plus de 100 arpents occupaient, à eux seuls, 1.290.984 arpents, soit plus d'un quart de la superficie totale de ces provinces ou une moyenne de 1.333 arpents par domaine, étendue qu'une exploitation modèle n'exige point. Dans ce nombre, il y avait 38 domaines qui occupaient une superficie de 696.900 arpents (dont 140.658 en terre labourable et 442.641 en forêts), soit une moyenne de 18.340 arpents.

Les latifundia ayant plus de 1.000 arpents, occupaient une superficie de 602.000, dont 339.000 hectares de sol agricole, c'est-à-dire 22,5 % de la superficie totale. Deux des plus grands domaines étaient de 69.207 arpents (Gutmann) et de 69.240 (Prince Schaumberg Lippe). Celui-ci fut déjà, avant la guerre, parcellé en 54 grandes ou petites propriétés.

Le nombre des « menus » propriétaires allait, à l'époque d'avant-guerre, en augmentant. Ne pouvant pas subsister, avec leur famille, des revenus de leur terre, ils se rangeaient dans la classe des salariés ou des émigrants. La petite propriété, celle de 5 à 20 arpents, occupait une place relativement peu importante :

41,46 % du sol agricole. Il revient à la moyenne propriété (de 20 à 100 arpents), qui représente 8,21 % du nombre d'exploitation, 22,39 % du sol agricole.

Si l'on envisage la répartition des pâturages et des forêts, qui occupaient 1.600.000 hectares sur 4.250.000 ha. du sol total, on voit que la situation réelle du paysan de ces provinces est beaucoup moins favorable qu'elle n'apparaît à première vue, car ces grandes ressources de la richesse appartiennent à de très grands propriétaires et à l'Etat lui-même (1).

La répartition de la propriété du sol agricole présente, d'ailleurs, dans son ensemble une extrême inégalité suivant les départements, de sorte que le pourcentage du nombre des *propriétés naines*, celles au-dessous de 5 arpents, variait, par rapport au nombre total des propriétés, de 31,19 % à 56,42 %, et la superficie qu'elles occupaient, par rapport à la superficie agricole totale, de 3,03 % à 17,83 %, le nombre des *propriétés de 5 à 20 arpents* variait de 40,44 % à 57,42 % et par leur superficie de 20,46 % à 64,10 %, et les *propriétés de plus de 200 arpents* variaient par leur nombre de 0,03 % à 0,42 % et par leur superficie de 10,04 % à 59,99 %.

Il faut ajouter qu'il y avait des régions tellement *surpeuplées*, par rapport à la superficie agricole, que l'existence de la classe agricole y devenait presque impossible. Ce surpeuplement est surtout accentué sur le littoral croate et dans le nord-ouest de la Croatie. Ainsi, on a pu compter un nombre très élevé d'habitants par kilomètre carré de superficie agricole dans les arrondissements suivants : Pregrada 305, Senj 300, Ivanec 289, Susak 285, Krapina 284, Crkvenica 281, Zlatar 257, Stubica 255, N. Marof 230, Klanjec 228, etc... En rapprochant ces chiffres de ceux qui sont relatifs à la *Slavonie* et à la *Voïvodina*, régions où les grandes propriétés occupent une place considérable, on constate que la densité de la population est dans ce dernier cas beaucoup plus faible : dans l'arrondissement de Miholjac, 88 habitants par kilomètre carré du sol agricole, Osjek 90, Virovitica 106, Pozega 108, Nasice 119, Djakovo 83, Ruma et Mntrovica 84, Zemun 77, etc... Il en est de même dans les arrondissements des anciens confins militaires : Zrmanja 86, Brod 95, Sid 90, Gareznica 95, Vinkovci 99, Novska 108, N. Gradiska 127.

(1) C.f. M. Ivsic, op. cit.

Les domaines de mainmorte de plus de 100 arpents, à eux seuls, occupaient, en Croatie et Slavonie, la superficie considérable de 2.223.216 arpents, dont la majeure partie était constituée par des forêts et des pâturages, la terre labourable n'occupant que 63.883 arpents. Si l'on y ajoute la superficie des domaines de la même catégorie au-dessous de 100 arpents, la superficie totale des biens de mainmorte s'élève à 2.992.000 arpents, soit 40 % de la superficie totale de ces deux provinces (7.400.000 arpents).

L'exploitation de ces biens se faisait en régie ou par le faire valoir indirect par des petits cultivateurs, comme ayants-droit sur les biens communaux ou comme fermiers. La possession des superficies aussi considérables par diverses institutions publiques, presque toutes mauvais agriculteurs, surtout lorsqu'il s'agit de superficies agricoles, devait entraîner nécessairement les conséquences les plus néfastes pour l'économie nationale et surtout pour la production agricole. On sait trop bien quels sont les résultats de telles possessions et de tels modes d'exploitation pour qu'il y ait besoin d'y insister.

On rencontre, enfin, dans ces provinces un problème agraire, particulier, celui de « *la révision des ségrégations* ». Lors de l'affranchissement de la classe paysanne, les ségrégations ont été réalisées entre les biens attribués aux paysans et les terres *allo-diales* laissées aux seigneurs ou à l'Etat. Des injustices très grandes furent alors commises, en vertu des patentes impériales du 2 mars 1853 et du 17 mai 1857, à l'égard des paysans, anciens serfs, notamment lorsqu'il s'agissait de la ségrégation entre ces derniers et les seigneurs. En outre, certaines communes, tout en ayant une population plus nombreuse obtenaient par la ségrégation moins de forêts que d'autres plus petites. Souvent, les forêts attribuées aux communes étaient dispersées en petites parcelles, de sorte que leur surveillance et leur administration étaient rendues extrêmement difficiles et déficitaires. Puis, par suite de l'arrondissement des forêts domaniales, certains villages avoisinants ces forêts obtenaient des forêts très éloignées et parfois difficiles à exploiter. D'autres fois, encore, l'étendue attribuée aux communes ne répondait point à l'étendue et à la valeur des forêts, dont jouissaient les paysans avant la ségrégation.

Les préjudices ainsi causés à la classe paysanne ont provoqué un grand mécontentement dans son sein. C'est pourquoi, elle n'a

pas cessé depuis lors de réclamer une *révision des ségrégations* dans le but de rentrer dans des droits dont elle a été injustement privée lors de son affranchissement. Jusqu'ici, ces revendications n'ont pas été satisfaites et le problème des ségrégations, qui présente ici une très grande importance pour le développement de l'agriculture, et surtout de l'élevage, n'a pas été résolu à cause de sa grande complexité et des difficultés considérables de rétablir le *statu quo*, qui existait avant l'émancipation des paysans.

En somme, la situation économique et sociale de la classe agricole se présente, en raison des faits qu'on vient d'exposer, sous un jour très peu favorable. Aussi, n'est-il point étonnant de constater que ce sont ces provinces qui fournissent une grosse partie de l'émigration totale (environ un tiers) (1).

§ 6. — *La répartition de la propriété du sol agricole en Voïvodina*

Cette province comprend trois régions : *Banat, Batchka* et *Barania*, toutes faisant partie jusqu'en 1918 de l'ancien Etat hongrois. La majeure partie de cette province est constituée par une plaine immense de plus de 1 million d'hectares, la plus grande du pays et la plus féconde, véritable « Eldorado » des cultivateurs yougoslaves. Son sol est, par sa nature, analogue aux terres noires de loëss, telles qu'on en trouve en Russie et en Chine; il est célèbre par son incomparable fertilité, qui a valu à la Voïvodina de jouer longtemps le rôle de « *petit grenier de l'Europe* ». Les terres cultivées y occupent 86,8 % de la superficie totale du sol, soit 1.710.338 ha. Grâce à ses terres noires (diluvion), la Voïvodina produit plus de 85 % de la production totale du maïs et du froment, plus de 65 % du seigle et environ 60 % de l'avoine et de la pomme de terre.

Le servage y fut aboli par la loi du 7 octobre 1848 et la libération des paysans fut réalisée par les patentes de 1853 et 1857, d'après lesquelles une partie des terres seigneuriales a été partagée entre les paysans, tandis que le reste fut reconnu propriété privée des anciens seigneurs. Les paysans libérés ont été obligés, dans là plupart des cas, de continuer à travailler sous différentes condi-

(1) Voir chapitre relatif à la répartition de l'émigration suivant les provinces d'origine, p. 144.

tions (ouvriers, fermiers, biros, etc...), très dures, d'ailleurs, dans les grandes propriétés avoisinantes.

L'affranchissement a même rendu plus dure, sous certains égards, la condition de la classe rurale. Le paysan perdit une grande partie des terres qu'il tenait jusque-là de son seigneur, moyennant des dons en nature et des corvées. Si le petit lopin de terre dont il était devenu propriétaire libre ne pouvait pas désormais le nourrir, il devenait journalier. Les droits, que possédaient les serfs sur les pacages et les coupes forestières, furent abolis. Les communes et le seigneur s'en partagèrent la plus grande partie. Les forêts furent, par la suite, presque complètement dévastées par une exploitation irrationnelle.

Ce qui caractérise la situation agraire de cette province, c'est qu'à côté des grands domaines de 5 à 10.000 hectares et même de plus de 30.000 ha., *on voit une population agricole, augmentant sans cesse, privée en sa majeure partie de toute possession de terres.* Il s'y formait une propriété naine avec un prolétariat agricole nombreux, dont la vie faisait un contraste singulier et frappant avec la vie des propriétaires d'immenses superficies, et dont la situation devenant de plus en plus pénible (1).

On manque de données précises sur la répartition de la propriété du sol en Voïvodina. Mais, on sait que dans l'ancien Etat hongrois (dont faisait partie cette province), il y avait 3.700 grands propriétaires, possédant en tout 11 millions d'arpents cadastraux des terres, tandis que 1.000.200 autres propriétaires n'en possédaient que 2.663.000 arpents.

Suivant les statistiques hongroises de 1895, la grande propriété (celle de plus de 115 ha.) occupait 40 % et les *latifundia* (celles du plus de 575 ha.) environ 1/3 de la superficie totale du sol. Pendant que 99,1 % du nombre total des propriétaires ne possédaient que 54,6 % de cette superficie, 0,9 % des propriétaires au-dessus de 100 arpents en détenaient 45,4 %. Parmi ces derniers, il y en avait 3.977 familles de latifundistes possédant le tiers du sol total du pays.

En Voïvodina seule, la situation s'approchait beaucoup de la précédente, au moins en ce qui est des propriétés de moins de 5

(1) Dans les grandes propriétés de ces régions, le luxe était porté au plus haut point : dans une écurie d'un magnat foncier on pouvait compter 20 à 30 équipages de maître, voitures ou traîneaux, et un nombre de chevaux en rapport avec celui de voitures ! (M. Gonnard : La Hongrie, p. 179.)

arpents et de celles de 100 à 1.000 arpents, comme le montre le tableau suivant :

Catégorie de la propriété	Nombre de propriétaires		Superficie occupée	
	Voïvodina En %	Hongrie En %	Voïvodina En %	Hongrie En %
Jusqu'à 5 arpents.....	55,5	53,2	10,1	6,2
De 5 à 100 »	42,8	46,9	70,0	48,4
De 100 à 1.000 »	0,7	0,8	13,4	14,2
Plus de 1.000 »	0,4	0,1	6,5	31,2

Ces données peuvent être complétées par les données relatives à la répartition du sol de cette même province, suivant les cultures, pour les propriétés au-dessus de 100 arpents (57,5 ha.),

superficie en *hectares* (1) :

Région	Labours, Vergers Vignes	Prairies	Pâturages	Forêts	Marais et improductif	Total
Banat	294.404	33.163	194.138	32.754	63.275	624.021
Batchka ..	237.800	14.546	57.873	44.605	49.503	406.275
Barania ...	25.976	6.907	29.365	38.253	23.886	124.540
Au total..	557.180	54.616	281.376	115.612	136.664	1.154.836

En considérant que la superficie totale de la Voïvodina est de 1.970.200 ha. et que 1.154.836 ha. en appartiennent aux domaines de plus de 100 arpents, on voit facilement quelle situation dominante occupent ces domaines.

Les statistiques (de 1910) montrent, en outre, que sur un total de 110.654 exploitations, il y avait 1.430 exploitations directes et 139 exploitations affermées de plus de 100 arpents; 50.285 exploitations directes et affermées de 10 à 100 arpents et 58.791 exploitations directes ou affermées au-dessous de 10 arpents.

Dans la seule *régon de Batchka*, il y avait en tout 99.476 exploitations indépendantes et 75.591 familles d'ouvriers avec 228.038 membres, dont 47.356 membres des familles ouvrières agricoles permanentes (birosi) et 180.682 membres des journaliers. La population agricole totale était alors (en 1910), de 488.489 habitants. Un nombre aussi considérable d'ouvriers agricoles et de journaliers montre bien à quel degré la campagne fut prolé-

(1) Cf. M. Robenek : Le schématisme des grands propriétaires fonciers, Budapest, 1911.

risée. Ceci s'explique aisément, si l'on remarque que, sur un total de 813.250 ha. de superficie totale, les propriétés de plus de 100 arpents seules possédaient 406.275 ha., soit 50 %. Le nombre des *latifundia* (plus de 1.000 arpents) était de 105, dont 11 seulement appartenait aux Yougoslaves. Le nombre d'habitants des propriétés de 100 à 1.000 arpents était de 4.719 et le nombre des fermiers au-dessus de 100 arpents était de 631, celui des propriétaires et des fermiers de 50 à 100 arpents était de 15.001, des propriétaires et des fermiers de 10 à 50 arpents : 118.000.521, des propriétaires et des fermiers de 5 à 10 arpents : 51.875, des propriétaires et fermiers au-dessous de 5 arpents : 69.077, et des employés de ferme : 523.

Quant à la *région de Banat*, dont la classe agricole comptait 428.648 habitants, on y constate une répartition de la propriété rurale analogue à la précédente. Il y avait 1.508 grands propriétaires occupant 1.300.000 arpents, dont 87 *latifundia* de plus de 575,5 ha. (81 Hongrois, 6 Allemands et pas un Yougoslave); les propriétaires de 100 à 1.000 arpents étaient au nombre de 3.456, dont 1.458 Yougoslaves, fermiers au-dessus de 100 arpents, 156 dont 16 Yougoslaves, propriétaires et fermiers de 50 à 100 arpents, 11.792, propriétaires et fermiers de 10 à 50 arpents, 117.686, propriétaires et fermiers de 5 à 10 arpents, 57.539, propriétaires et fermiers au-dessous de 5 arpents, 59.820, et employés de ferme, 804.

Le nombre des *ouvriers agricoles permanents (birosi)*, y compris leurs membres de famille, s'élevait à 42.621 et celui des *journaliers agricoles* à 134.686, soit en tout 177.307, ou 41 % de la classe agricole.

L'effectif des ouvriers agricoles et de leurs membres de familles, en Voïvodina, est, donc, considérable, puisqu'il s'élève, pour ses deux régions principales, Banat et Batchka, à 405.345, dont 260.230 n'avaient pas un pouce de terre ni propre ni affermée, soit 30 % des ruraux et seulement 43.115 ouvriers permanents possédaient quelques lopins de terre reçus du grand propriétaire, en « *députat* », sorte du salaire en nature, ce qui rendait leur condition moins précaire.

L'émigration des Yougoslaves de la Voïvodina était importante, comme on l'a vu. Elle se dirigeait surtout vers les pays d'outre-mer. Un certain nombre de petits propriétaires venait

avec leurs familles, s'établir aussi dans la province voisine *Syrmie*, où la terre était meilleur marché et où, par conséquent, ils pouvaient transformer leurs petites propriétés en nouvelles propriétés deux ou trois fois plus grandes. Des migrations analogues se produisaient également vers la Serbie. Il est presque inutile de dire que l'émigration était provoquée, le plus souvent, par cette situation agraire qu'on vient de décrire.

En résumé, on constate, donc, une extension trop grande des grands domaines dans les régions du nord (Croatie, Slavonie, Slovénie et Voïvodina), où souvent le système de latifundia prend une place dominante.

Un pareil système de latifundia condamne la campagne à n'être habitée que de la façon la plus clairsemée et à être désertée par l'émigration d'une façon continue.

Il nous paraît incontestable que c'est cette situation précaire de la classe agricole, qui était la cause la plus importante de l'émigration très forte avant la guerre, chez la population yougoslave. Chaque année, alors, s'embarquaient à destination des pays d'outre-mer plusieurs dizaines de milliers d'émigrants.

La comparaison du nombre des émigrants, suivant les régions, avec la répartition de la propriété rurale de ces mêmes régions, nous fait apparaître sous un jour éclatant *l'influence sociale qu'exerce cette répartition sur le mouvement de migration*. Des contrées entières ont été dépeuplées, dans le sens de la diminution de l'élément national, par l'effet de la *distribution irrationnelle, injuste de la terre*, souvent accompagnée de violences brutales de l'ennemi. Les *Croates* et les *Slovènes*, notamment, chassés de leur pays natal, ont été dispersés partout en Europe, en Amérique et en Australie (1).

L'Etat a dû intervenir pour corriger et modifier cet état de choses dans le but de fortifier la propriété paysanne, car c'est elle qui enracine fortement l'homme à la terre. Le développement de cette propriété doit intéresser au plus haut point tout gouvernement, parce qu'elle constitue la meilleure garantie pour la nation contre la perte de nombreux éléments paysans, souvent les meilleurs, perte qui, à son tour, a des répercussions sur la population

(1) Un sort analogue ont eu les *Slovaques* et les *Tchèques*. La Bohême du Sud, région des émigrants, fut appelée ironiquement « *Le Royaume de Schwarzenberg* », parce que cette famille possédait plus de 200.000 hectares de terres.

et la prospérité des petites villes. En effet, celles-ci vivent de la façon la plus directe de la prospérité de la campagne. La désertion de celle-ci entraîne celle des petites villes ou tout au moins empêche leur prospérité. Il y a là un de ces phénomènes sociaux connexes très intéressants à observer.

SECTION III

LA CONDITION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET JURIDIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LES RÉGIONS SOUMISES, JUSQU'À 1918, A LA HONGRIE

Condition économique. Taux des salaires agricoles. Condition juridique et sociale : des ouvriers, des journaliers et des domestiques. Etat arriéré de la législation ouvrière agricole. Effets sur l'émigration.

Le nombre considérable des ouvriers agricoles, journaliers et domestiques des provinces de Voïvodina, de Croatie et de Slavonie, toutes soumises jusqu'en 1918 à la domination hongroise, nous oblige à consacrer une section spéciale à la condition économique, sociale et juridique de la classe ouvrière de ces régions. On verra, par le bref exposé que nous allons en faire, et qui se rapporte plus particulièrement à la Voïvodina, le régime juridique de la classe agricole de la Croatie et de la Slavonie étant quelque peu différent, à quel point fût la situation de cette classe insoutenable et que dès lors elle devait avoir inévitablement pour conséquence la nombreuse émigration que nous avons connue précédemment.

§ 1. — La condition économique

A la suite de l'affranchissement des paysans de ces régions, le paysan est devenu libre, il ne devait plus ni services, ni rentes, mais il avait perdu son soutien dans les temps de misère et dans toutes les atteintes du malheur. Auparavant, son existence misérable, si l'on veut, était assurée en toutes circonstances; la classe ouvrière, détachée du sol, n'existait pas. Désormais, le paysan pouvait, à la suite d'une mauvaise récolte, tomber dans l'indigence

ou dans les dettes et perdre sa maison et son champ. Délivré du servage, il était insuffisamment préparé à manier sa liberté et à entrer dans le cycle de l'économie d'échanges monétaires libres. En plus, il fut dans l'obligation de dédommagement s'attachant au dégrèvement, en même temps qu'il perdit le droit d'usage sur les biens seigneuriaux (pâturages, forêts, avance des semences, etc...), de sorte qu'il cessa d'avoir une existence assurée. Beaucoup de paysans perdirent leur propriété, d'autres la morcellèrent et une classe sortant des rangs des possesseurs de cette propriété, la classe des ouvriers ruraux déracinés, se constitua. Le serf se transforma, ainsi, en prolétaire, personnellement libre, mais économiquement dépendant presque autant que le premier. Ce phénomène s'accrut davantage dans les régions où les grandes propriétés ont, par leur développement démesuré, accapré la terre, de sorte qu'il était impossible aux non possédants de se créer une exploitation agricole (1).

Il s'accrut également *par l'usure* qui devint dans certaines régions un véritable fléau. Là, le taux de l'intérêt le plus faible, était de 30 %, et si l'emprunteur était dans l'embarras ou depuis longtemps endetté, le taux s'élève à 100 et 200 %. L'usure dans les *prêts en nature*, notamment l'usure sur le bétail, était plus excessive encore. La liberté économique mal assurée conduisit, ainsi, les populations insuffisamment préparées à la supporter à la servitude de l'usurier auquel allait tout le revenu de l'exploitation. Il arrivait, parfois, que l'usurier donnait au paysan comme prix d'un jour de travail un paquet de tabac de 6 fillers. La doctrine de M. Cauwès, que la liberté de l'intérêt n'est légitime « qu'à condition qu'il y ait une certaine égalité de force économique entre le prêteur et l'emprunteur », paraît, donc, exacte. Si ce dernier est ignorant, dénué de ressources, la liberté de l'intérêt le livre à la merci d'un capitaliste souvent sans scrupules. « Ce que l'on appelle alors la liberté ne mérite pas d'autre nom que spoliation avec complicité de la loi » (2).

Les crises agricoles, provoquées en partie par la concurrence des pays neufs, constituaient une cause plus générale encore du malaise de la classe ouvrière agricole. Elle fut d'autant plus sensible que les nombreux travailleurs étaient en majeure partie

(1) C.f. Maïlath : Rev. d'Econ. pol., a. 1904.

(2) C.f. Tr. d'Econom. polit. T. III, p. 237 et suiv.

payés en nature, ou par participation à la récolte, que le négociant ou l'aubergiste du village leur achetait à très bas prix et souvent d'avance. La dévastation du *phylloxéra*, qui fut une cause de trouble social par les ruines qu'elle a causées et les ventes forcées qui ont suivi, furent aussi une cause de l'émigration.

Enfin, il faut dire que l'*antagonisme entre les patrons et les ouvriers agricoles* était très grand. Il se trouvait accentué encore du fait que les premiers étaient généralement des *étrangers* : Hongrois, Allemands, Juifs, etc...

Les salaires des ouvriers agricoles dans la Voïvodina et dans la Croatie et Slavonie étaient, avant la guerre, assez bas et très variables suivant la saison, comme il est facile de s'en rendre compte par les chiffres suivants :

a) *Les salaires des hommes (valeur en couronnes) (1) :*

	Au printemps	En été	En automne	En hiv.
Ouvriers nourris	1,10	1,47	1,10	0,93
Ouvriers non nourris	1,62	2,00	1,54	1,31

b) *Les salaires des femmes* sont notablement inférieurs à celui des hommes :

Ouvrières nourries	0,79	1,00	0,77	0,66
Ouvrières non nourries ..	1,14	1,36	1,13	0,95

c) *Le salaire des enfants* est plus faible encore :

Enfants nourris	0,47	0,62	0,47	0,39
Enfants non nourris	0,68	0,5	0,66	0,55

En somme, la moyenne annuelle du salaire était de 1,25 pour les hommes nourris; 1,62 pour les autres; pour les femmes, elle est de 0,11 et de 1,15, et pour les enfants, de 0,49 et 0,69 (2).

Dans plusieurs régions de la Croatie et Slavonie, on trouvait des salaires plus élevés. Ceux-ci montraient, d'ailleurs, en raison de la rareté croissante de la main-d'œuvre, une tendance marquée à la hausse au cours des années qui précédèrent la guerre.

(1) La valeur de la nourriture est évaluée, quand elle est fournie à l'ouvrier, de 45 à 55 fillers.

(2) C.f. R. Gonnard : La Hongrie, p. 225 et s.

L'habitude de payer une partie du *salaire en nature* était très enracinée, ce qu'on trouvait assez naturel et avantageux pour l'ouvrier. La position du journalier agricole possédant un petit lopin de terre à cultiver était la meilleure; de plus, c'était cet élément qui fournissait au propriétaire les meilleurs ouvriers. La possession de ce petit lopin de terre lui assurait une certaine indépendance, ainsi que la fixité. Là, où de tels cas étaient nombreux, on voyait décroître en grand le manque d'ouvriers.

§ 2. — *La condition juridique et sociale de la classe ouvrière*

Quelle était la condition juridique et sociale de la classe ouvrière dans les régions dont on vient de parler et plus particulièrement en Voïvodina ?

Tout d'abord, on y distingue des ouvriers *serviteurs* ou *domestiques*, attachés à demeure à l'exploitation, des *ouvriers proprement dit*, qui contractent avec le propriétaire un engagement de plus ou moins longue durée; et enfin, des *journaliers*, ouvriers s'engageant à la journée.

Les travailleurs des deux premières catégories habitent, ordinairement, le domaine et reçoivent du propriétaire, outre le logement, le salaire en partie en nature ou en aliment, et en partie en espèces. Les domestiques, généralement descendants des anciens vassaux, étaient traités comme membres inférieurs de *domus*. Ce n'est qu'une loi du 20 août 1907 qui enleva à leurs maîtres le droit de les *punir corporellement* en leur imposant certains devoirs relativement à la qualité de la nourriture et du logement à fournir.

Le statut juridique des ouvriers agricoles des régions faisant partie de l'ancienne Hongrie, était accusé, avec raison, d'archaïsme par les représentants des partis avancés. Ce statut est intéressant à analyser parce qu'il met en lumière la condition lamentable de la classe ouvrière en même temps qu'il traduit *l'état singulièrement arriéré de la législation ouvrière agricole*.

La loi fondamentale est la *loi II de 1898* « sur la réglementation des conditions de droit entre le patron et les ouvriers

agricoles ». Elle soumet ces derniers à des obligations étroites et à des sanctions trop énergiques, en frappant l'ouvrier. en sa personne même, s'il ne tient pas ses engagements. Aux termes de cette loi, tout individu qui, « sans être serviteur » soumis à des prescriptions particulières, s'engage à accomplir des travaux agricoles, doit être muni d'une carte d'identité (*livret*) délivrée par la mairie de sa résidence. L'ouvrier contracte librement avec le propriétaire, mais sauf stipulation contraire, « les ouvriers liés par un travail commun et par un même contrat, sont *solidairement tenus* à payer les dommages-intérêts et frais de procédure fixés par la loi et le contrat (art. 6 et 7). Pour les travaux de la moisson, de la rentrée, du foulage, du battage et autres que les ouvriers désirent entreprendre « non en qualité de personnel de service, » les contrats doivent toujours être passés *par écrit*, sauf exception prévue, devant l'autorité communale avec stipulation de la nature et de l'importance des travaux et du salaire convenu (art. 9, 10 et 13).

Le droit de résiliation du contrat n'existe, pour le patron et l'ouvrier, que dans un certain nombre de cas limitativement énumérés par la loi (art. 21 et 25). L'art. 32 interdit de « racheter les salaires et les attributions d'aliments par les boissons ou par les articles manufacturés, et l'art. 33 oblige le patron à faire soigner, 8 jours au plus et à ses frais, tout individu appartenant à une commune *étrangère*, et tombé malade au cours des travaux. Passé ce délai, il doit prévenir l'autorité communale. Donc, les ouvriers du lieu n'étaient point protégés, même s'ils sont tombés malades au cours des travaux effectués pour le compte du patron. Le patron était tenu de fournir la nourriture aux ouvriers, même pendant la suspension des travaux résultant du mauvais temps. Cette stipulation, qui paraît favorable à l'ouvrier, l'est presque autant pour le patron, puisqu'il avait le droit « d'ordonner n'importe quel travail », donc, d'utiliser l'ouvrier même pendant le mauvais temps à certains travaux.

L'art. 37, assurément archaïque, relatif à la grève, stipule que « si les ouvriers, sans justifier de leur absence ne se présentent pas au chantier, ou s'ils s'éloignent sans autorisation, et si l'autorité communale agissant sur l'initiative du patron, et employant les moyens de contrainte à sa disposition, n'a pu empêcher le départ non justifié des ouvriers, l'autorité au premier degré est

tenue sur la simple présentation du contrat par le patron, ou sur sa demande verbale ou écrite, d'agir immédiatement, et d'ordonner que les ouvriers soient, sans retard aucun, *ramenés de vive force*, sur le chantier abandonné ». Aucun appel n'est possible contre le mandat d'amener lancé contre l'ouvrier. Il y a mieux encore (art. 38) : « si les ouvriers se refusent à commencer le travail et si, en général, ils refusent de remplir les engagements contractés » (art. 39) « ou si malgré l'engagement contracté se présentent dépourvus de leurs outils ou sans ouvriers auxiliaires, ou si, de parti pris, exécutent mal le travail dans le but de causer des dommages au patron et d'obtenir la résiliation du contrat..., il y a lieu de leur faire subir le traitement indiqué par l'art. 68 », c'est-à-dire qu'ils sont « convaincus de *contravention et punissables d'une peine de 60 jours d'emprisonnement au plus.* » La législation hongroise ne s'embarrassait donc pas des théories juridiques d'après lesquelles le manquement à une « obligation de faire » ne saurait entraîner que des *sanctions pécuniaires*. Elle punit par la prison le refus de faire le travail contracté, ainsi que les malfaçons, frappant l'ouvrier dans sa personne même, s'il ne tient pas ses engagements, reprenant par là l'ancienne tradition mercantiliste établie par Elisabeth en Angleterre et Colbert en France.

La loi (art. 65) considère « comme nuls et sans effets » les complots par lesquels les ouvriers cessant tous ensemble le travail essaient de forcer le patron à leur donner un salaire supérieur ou de lui arracher des avantages en général ». Il en est de même en ce qui concerne les ententes qui ont pour but de « soutenir les ouvriers qui persistent dans le complot ou de causer du mal à ceux qui, revenus sur leur décision, ont rompu avec les conspirateurs ». Le fait de propager ou de réaliser ces « complots et ententes », de répandre des fausses nouvelles ou de tenir des réunions avec les ouvriers engagés par contrat, de céder des locaux dans le but d'y tenir ces réunions, et de prendre part à ces réunions, est *punissable de 60 jours d'emprisonnement et d'une amende de 400 couronnes au plus.*

La loi prévoit d'autres pénalités moins graves, sanctionnant les autres obligations de l'ouvrier. Elle autorise, en outre, le patron à *retenir sur le salaire des ouvriers la valeur des dommages causés* par ces derniers (art. 41) et montre une inégalité

de traitement nullement justifiée, puisque le patron ne peut être frappé que d'un emprisonnement allant jusqu'à 30 *jours*, et d'une amende de 60 couronnes au plus, s'il contrevient aux principaux devoirs que la loi lui impose.

En ce qui concerne *les journaliers agricoles*, la loi II de 1898, permet le contrat verbal. Sauf dispositions contraires, la durée du travail est toujours comprise pour une seule journée, *comptée du lever au coucher du soleil* (art. 49), avec une heure de repos à midi et une 1/2 heure le matin et le soir, du 25 avril au 30 septembre. Le journalier est tenu de faire non seulement le travail pour lequel il a été engagé, mais aussi, « *tout autre tâche que le patron lui assigne* » (art. 50). Même quand le contrat a été conclu pour un mois au moins « si une circonstance fortuite empêche l'accomplissement du travail stipulé, le patron peut employer l'ouvrier à la journée en lui assignant un autre travail agricole quelconque, et le journalier est tenu de l'exécuter. »

L'institution principale destinée à améliorer le sort des ouvriers agricoles était *la caisse de secours* instituée par loi XVI de 1900 et alimentée : 1° par les cotisations des ouvriers membres, payant 10,40 ou 5,72 couronnes (membres ordinaires) et une couronne (membre extraordinaire); 2° par celle des patrons payant 120 fillers par tête de domestiques agricoles à son service; 3° par l'Etat dont la quote part était fixée à 100.000 couronnes par an, et 4° par les dons.

Les secours accordés, d'ailleurs très minimes, varient selon le groupe auquel appartient le bénéficiaire. Les individus faisant partie du groupe des *membres ordinaires*, dont la cotisation est de 10,40 couronnes, ont le droit au secours : en cas d'accident (60 jours au plus), en cas d'invalidité causant une incapacité de travail de plus de 60 jours, en cas de mort due à un accident (indemnité forfaitaire de 400 couronnes pour les mariés et de 100 couronnes pour les célibataires), en cas de vieillesse, en cas de mort naturelle (100 à 270 couronnes). Ces secours sont encore plus infimes pour les membres du second groupe, dont la cotisation annuelle est de 5,72 couronnes, tansi que les *membres extraordinaires* et les *domestiques* non membres, n'ont aucun droit et aucun secours, dans les deux derniers cas.

Quant aux *domestiques de ferme*, enfin, ils sont, comme les autres travailleurs agricoles, soumis à un régime juridique qui a

conservé l'empreinte des traditions féodales et parternalistes qu'on retrouve encore dans la loi XLV de 1907, qui réglementait de nouveau le rapport des employés et des domestiques, c'est-à-dire « des travailleurs qui s'engagent par contrat et contre salaire pour l'accomplissement d'un *service personnel, ou pour une durée d'au moins un mois* ». Le livret spécial est obligatoire. Si le domestique n'entre pas en service à la date convenue, il peut être *contraint de force à l'accomplissement de ces obligations*, sur la plainte du maître (art. 17). Si le récalcitrant continue à résister il peut être puni d'un *emprisonnement de 60 jours et d'une amende très élevée de 400 couronnes* (art. 7 et 57) et qu'il n'essaie pas de se venger par le sabotage, des nouveaux coups tomberaient sur son dos : il est tenu de tout dommage causé intentionnellement ou par coupable négligence, ou par désobéissance aux instructions du maître (art. 18).

Certaines dispositions, mêmes celles qui semblent impartiallement peser sur les deux parties, pèsent en fait bien plus lourdement sur le domestique. Une analyse des textes le feraient aisément ressortir. Il suffit de dire que la même amende frappe le patron et le domestique, par exemple, dans le cas où celui-ci loue ses services à deux patrons pour la même période, même s'il est détourné par un autre patron (art. 58).

Le maître a le *droit de réprimande*, mais non le droit d'infliger des amendes ou des réductions de salaires (art. 33). La loi s'efforce, donc, de maintenir les traditions d'engagement permanent et d'autorité patronale, que Le Play considérait comme un gage de stabilité social, mais qui sont incriminées aujourd'hui d'anachronisme, que rien ne justifie plus.

En raison de cette situation, l'émigration de la classe rurale vers l'étranger était très nombreuse, comme on l'a vu, émigration qui suivie de retours a eu pour effet de répandre dans les campagnes des idées d'émancipation sociale et des idées socialistes ou mieux partagistes. Ces idées ont trouvé un écho assez grand surtout parmi les Serbes et les Roumains. En 1904, en plusieurs endroits, surtout parmi les paysans de l'Alföld, une révolte éclata et provoqua une répression sanglante. Pour enrayer les grèves des moissonneurs, l'Etat organisa dans les domaines publics une « *armée de moissonneurs de réserve* », faisant ainsi une réalité légale de la théorie célèbre de Karl Marx. On les envoyait se

mettre à la disposition des propriétaires, à des conditions acceptées d'avance, partout où une grève de moissonneurs éclatait. Le fait que le gouvernement hongrois a eu recours à de semblables procédés, marque bien la différence qui existe entre le milieu social hongrois et celui de l'Occident, en même temps qu'il montre l'importance extraordinaire de la moisson dans une nation agricole.

Le socialisme agraire naît, ici comme ailleurs, des excès du laisser-faire. En tant que l'interventionnisme existait, tandis qu'en d'autres pays il semblait incliner de plus en plus, en fait, du côté de la solution socialiste, écartée en principe, ici, il se posait avant la guerre résolument en adversaire de cette solution.

SECTION IV

LE RÉGIME DE KMETSTVO, DE COLONAT ET DE TCHIFTCHIA

Etat de ce régime en Vieille Serbie et Macédoine; en Bosnie et Herzégovine; en Dalmatie. Condition sociale de la classe paysanne. Dépendance économique et juridique du cultivateur. Répercussions sur la production agricole et sur le courant d'émigration.

« Je devais m'éloigner de mon ennemi, pour pouvoir me jeter de loin sur lui avec une ardeur plus grande. Dans mes yeux, cet ennemi a une figure bien déterminée, il a un nom bien connu : cet ennemi, c'est le kmetstvo. Sous ce nom je comprends tout ce contre quoi j'ai décidé de lutter et avec quoi j'ai juré de ne jamais me réconcilier. »

TURGENIEV.

La condition de demi-serf (kmet, colon ou tchiftchia) a eu également une influence importante sur la migration de la population yougoslave. Les kmets, en quête d'une vie meilleure et supportable, allaient tantôt vers les régions voisines, tantôt vers les Etats balkaniques voisins ou vers les pays d'outre-mer. Par le régime arriéré de l'affermage du sol et de la sujétion du cultivateur au seigneur, le paysan était réduit non seulement à une vie misérable, mais aussi à une condition de dépendance économique et juridique par rapport au maître du sol qu'il cultivait. Dès qu'il

avait obtenu le droit de quitter la terre et le seigneur, il fuyait, souvent, le pays même pour chercher ailleurs dans le monde le soulagement de sa misère.

Il est, donc, nécessaire de compléter l'étude des causes de l'émigration par l'étude du régime économique et juridique de kmetstvo auquel fut soumise une grande partie de la population rurale de la Vieille Serbie et de la Macédoine, de la Bosnie et de l'Herzégovine, ainsi que de la Dalmatie. Le régime agraire de chacune de ces provinces présente des particularités qu'il est intéressant de connaître.

§ 1. — *Les conditions agraires de la Vieille Serbie et Macédoine*

Sous le régime agraire antérieur à l'invasion turque (xiv^e siècle), la terre appartenait au souverain, à l'église ou au clergé et à la noblesse. Cette organisation se maintint sous la domination turque, qui a duré de 1389 jusqu'à 1913, mais elle s'aggrava à bien des égards. Les chrétiens propriétaires se virent dépossédés de leurs terres et de leurs revenus, à l'exception de ceux qui, renonçant à leur religion, embrassèrent la religion musulmane et conservèrent leurs terres en toute propriété (1).

A) *Le régime des terres*

Le fait le plus remarquable dans l'organisation du droit de propriété dans les pays musulmans, le principe fondamental, c'est que le chef suprême de l'Etat est le maître absolu de toute la terre. Les possesseurs des terres n'ont qu'un droit d'usage. Les terres de la population vaincue étaient déclarées propriété du sultan, qui en disposait à son gré. Néanmoins, les propriétaires dépossédés pouvaient être maintenus généralement sur leurs terres, moyennant un tribut dit baït-ul-mal. La propriété réelle du sultan s'étendait principalement sur les terres appartenant, avant la conquête, à l'Etat vaincu et sur celles qui avaient été abandonnées par les propriétaires.

(1) « L'armée se livrera, disait un manifeste du Sultan Murat, au pillage. Les hommes, les femmes, les garçons et les filles, l'or et l'argent resteront acquis à l'armée. Le Sultan conservera à lui la ville avec les maisons vides. » Le vainqueur se réserve, donc, le droit de propriété exclusive pour tout bien immobilier.

Le régime agraire musulman est régi, tant en ce qui concerne l'appropriation du sol que son exploitation, par le code religieux, le Coran. D'après celui-ci, on distingue quatre catégories de propriétés sur les territoires soumis à la domination turque : les biens de *vakufs*, les *mulks*, les biens domaniaux et les mévats.

1° *Les terres de fondations différentes, dites de vakufs*, présentent beaucoup d'analogie avec les biens ecclésiastiques en Occident. Elles sont administrées par un ministre des cultes et sont destinées aux besoins du culte et autres fonctions publiques, œuvres pieuses, etc... Leur origine est différente, comme celle des biens ecclésiastiques; seulement on rencontre ici un procédé d'acquisition de propriétés privées (*mulk*) particulier : c'est une sorte de *fidéicommiss familial* destiné à protéger la fortune familiale contre l'esprit de dissipation des héritiers, ou à la soustraire à l'impôt de succession ou autres impôts, ainsi qu'aux ventes pour dettes, faveurs dont jouissaient ces « *vakufs familiaux* », au même titre que les autres *vakufs*. Sous l'influence des idées libérales qui traitaient ces biens comme tous ceux de la main-morte des essais de leur sécularisation partielle ont été tentés en 1808, 1873 et 1875, mais on n'a jamais osé proclamer leur sécularisation totale, de sorte qu'il en existe aujourd'hui encore.

2° *La deuxième catégorie des terres dites mulks*, les moins répandues, constituent seules l'objet de la *propriété privée* et absolue, sans que cependant le propriétaire ait le droit de disposer *inter vivos* et par testament. Un recueil des lois, publié au xvi^e siècle, sous le titre « *Muletka* », cite comme propriété privée : les biens meubles, les maisons, les bâtiments (granges, hangars), vergers et vignobles situés dans les villes ou villages. Tout le reste se confond avec les terres non cultivées, considérées comme domaine de l'Etat. Le sultan, en sa qualité de kalife, avait le droit de confisquer ces propriétés. Pour l'éviter et pour s'assurer au moins l'usufruit perpétuel inaliénable, on recourut souvent au procédé signalé plus haut, c'est-à-dire à la constitution des *vakufs familiaux* (1).

3° *Toutes les autres terres exploitables faisaient partie des*

(1) Dans la législation musulmane, la maison et le foyer ne peuvent être vendus, sauf pour les coupables de crimes et de délits. Si la maison, avec ce qui est nécessaire à son entretien, n'a pas une grande valeur, elle ne peut être vendue, même pour la dette hypothécaire. (Cf. Pappafava : Bull. de la Soc. de Lég. comp. 1924, p. 89.)

biens domaniaux ottomans (Beit-ul, Mal-Muslimin). Les terres occupées à la suite des guerres considérées comme butin du vainqueur devenaient, en vertu du droit chérifien, la propriété du sultan, du kalife, comme on l'a déjà dit. Il les donnait à ses sujets, ou généralement les transformait en *fiefs militaires* (érazimirié, *spahiluk*), qu'il distribuait aux spahis, ce qui se comprend facilement quand on sait, que l'Empire turc était une monarchie constituée sur une base militaire. Ces fiefs ne pouvaient pas être légués ni aliénés inter vivos et étaient soumis à une stricte réglementation. Au cours du temps, grâce à la désagrégation du pouvoir central, les spahis accaparèrent les terres de ces fiefs et les transformèrent en propriétés individuelles, dites *tchitluks*.

4° Enfin, la quatrième catégorie de terres était constituée par les superficies sans propriétaires, « *mevat* », *res nullius*, situées généralement loin des régions habitées (p. ex. les forêts et pâturages des montagnes). Elles devenaient, suivant le droit musulman, la propriété de ceux qui les mettaient en valeur. L'Etat conservait, cependant, un droit permanent d'expropriation dans l'intérêt public et général, en indemnisant l'occupant seulement de la valeur des constructions. Ces terres de *mevat* avaient les caractères des biens communaux des pays de l'Occident, et tous les paysans, mêmes indigènes, y jouissaient du droit de pâturage et de l'approvisionnement en bois de chauffage et de construction.

La superficie de ces terres sans maître était très considérable en Vieille Serbie et Macédoine. Après les réformes de 1919-1920, on en a disposé, dans une large mesure, pour la colonisation intérieure.

Bien qu'on a essayé, à plusieurs reprises, d'introduire des réformes dans les rapports agraires de l'Empire turc, on n'a pas réussi à y mettre de l'ordre : plus on approche de notre époque, plus ces rapports se compliquent (1). Les faits de la possession du sol n'étaient pas, d'ailleurs, bien que ce soit la base de toute l'organisation agraire d'un pays, établis d'une façon certaine, malgré l'institution d'un registre spécial introduit en vertu d'une ordonnance de Mehmed II, en 1475, pour l'inscription de tous les biens fonciers.

(1) Cf. J. W. Zinkeisen : Geschichte d. Osmanl. Reiches in Europa III, p. 155 et s. et K. J. Iiricek : Das Fürstentum Bulgarien, p. 195 et s.

B) *La condition économique et sociale de la classe paysanne*

Les conditions de la classe paysanne sont ici beaucoup plus dures que dans toutes les autres régions yougoslaves. Elle n'y jouissait d'aucune situation stable; et son droit d'exploitation n'était inscrit nulle part.

La classe paysanne se composait presque exclusivement des chrétiens assujettis, car les Turcs, peuple guerrier, s'adonnaient rarement à l'agriculture. *C'était une classe privée de tout droit et mise hors la loi*; sa condition se réduisait à celle des serfs. A titre de redevance pour les terres exploitées, *la raïa*, comme on appelait cette classe sans droit, devait aux spahis, seigneurs fonciers, outre un impôt en nature ou en espèce, dit *haratch*, une redevance en nature, *hak*, dont le taux variait selon la fertilité du sol et atteignait parfois la moitié de la récolte. En plus, la raïa fut astreinte aux *corvées* au début au profit de l'Etat, puis aussi au profit des spahis : travaux publics, constructions des routes, des châteaux du spahi, travaux de culture sur les terres de celui-ci, et même les travaux domestiques durent être accomplis par la raïa. Elle a été soumise, pendant une longue période, à un impôt particulier, *l'impôt en sang*, prescrit au cours des grandes guerres en Europe : les familles chrétiennes étaient obligées de céder aux Turcs les enfants mâles, qu'on envoyait à Constantinople pour former, après les avoir convertis à l'islamisme, la meilleure des armées turques, celle des *Yanitchari*.

La seule garantie que la classe paysanne avait autrefois, c'était que *son droit de culture* des terres de « spahiluk » était garanti par l'Etat, de sorte que les spahis ne pouvaient pas la chasser de leurs terres. Le droit d'exploitation devenait héréditaire, sans que le cultivateur ait pu acquérir le droit de disposition ou encore moins un droit de propriété sur ces terres (*haracke zemlje*). Mais, dès que les spahis, grâce à l'affaiblissement du pouvoir central, transformèrent leurs fiefs en tchitluks, les *possessions de la raïa ne jouirent plus d'aucune stabilité* (1). Les tchiftchia purent généralement être chassés des terres qu'ils cultivaient.

(1) En ce qui concerne la justice seigneuriale, elle différait de celle connue dans les pays d'Occident au moyen-âge, puisqu'il y avait des juges spéciaux chargés de juger tous les litiges qui pouvaient surgir entre les seigneurs et les assujettis.

A l'origine des rapports de *kmets* ou de *tchiftchia* d'aujourd'hui, il n'existait qu'une *obligation de cultiver les terres des spahis*, puis, celles des tchitlouk-sahibias, obligation le plus souvent imposée par la force. Les seuls rapports de kmet, qui semblent être constitués par des procédés légaux, sont ceux qui sont établis sur les biens des *vakufs* et des monastères. Dans tous les autres cas ils ont été, généralement, les résultats de la violence, des abus et de l'usure (1).

Au début, les kmets avaient l'obligation de cultiver une certaine étendue des terres choisies, les plus fertiles du tchifluk, pour le compte du seigneur; le reste, c'est-à-dire la partie la moins fertile et moins étendue, était cultivé par le kmet pour son propre compte, ce qui lui servait comme rémunération de son travail sur la première partie. Puis, une sorte de métayage (*kmetstvo*) remplace ce système. Les droits du kmet y ressemblent à ceux que comporte l'affermage *héréditaire*, où le droit d'utendi (de culture) limite le droit du propriétaire pendant toute la durée du fermage. Ses conditions, ainsi que sa durée, sont fixées par la coutume, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les parties.

L'étendue de tchifluk varie, suivant la qualité du sol, de 70 à 80 dounoumes (7 à 8 hectares), quand c'est une terre de bonne qualité. Elle est de 100 dounoumes, quand c'est une terre de moyenne qualité et de 130 dounoumes, ordinairement, quand elle est médiocre. Mais, il y avait des tchifluk de 300, 500 et même 2.000 dounoumes, cultivés par les grandes familles paysannes, les *zadrugas*.

D'autre part, les terres assujetties, celles cultivées par les tchiftchias se divisaient, d'après leur étendue, aux beglouks et aux agalouks. Elles occupaient 60 à 80 % du sol total de l'Empire ottoman européen.

On peut distinguer, au point de vue de la condition écono-

(1) Suivant un témoignage d'un économiste de l'épiscopat d'Uskub, D. M'adévonie un envoyé spécial du Sultan, venant de Constantinople vers 1750, rassemblait tous les begs et agas de Skoplje, Kumavono, Kratovo, Veles, etc... et leur partageait les villages et les terres en propriété. Ainsi, à Kumanovo, suivi de son cortège et monté sur un endroit dominant les environs, montrant du doigt, il disait aux begs et aux agas rassemblés : « Ceci est à toi, cela à toi, etc... » et il agissait de même pour les autres lieux. Ainsi, furent créés les gospodarlouks au détriment des propriétaires paysans et des kmets. (Cf. J. H. Vasiljevic : *Iuzna Srbija*, t. I, p. 133, Belgrade 1909.)

mique et juridique du tchiftchia, trois régions différentes dans les limites de la Vieille Serbie et de la Macédoine :

1° *La région du droit écrit;*

2° *La région du droit coutumier;*

3° *La sphère de l'arbitraire.*

1° *A la première région appartiennent le territoire de Sjenica, de Plevljé, de Pristina et de Pec, où la loi séférienne (1) réglait les rapports entre propriétaires et tchiftchia d'une façon plus favorable qu'ailleurs et où leurs droits respectifs étaient inscrits sur le registre des propriétés immobilières. Le droit du cultivateur est héréditaire et la loi lui reconnaît en cas de vente le droit de priorité de rachat. Le hak (fermage) dû au propriétaire est de 1/4 des semailles, 1/3 du foin, et 1/2 de la récolte. En outre, le tchiftchia doit, au propriétaire la moba, obligation de travailler sur les terres de celui-ci, il doit lui élever le bétail meilleur marché qu'aux autres, donner certaines prestations, cadeaux, etc... Par la suite, le travail obligatoire et gratuit tombe en désuétude : tout travail fourni devant être rénuméré.*

2° *Dans la deuxième région, celle du droit coutumier, la condition du tchiftchia est moins favorable que la condition de celui du ressort précédent. Ici, le cultivateur est traité plutôt comme une sorte d'ouvrier agricole, tandis que les rapports, entre lui et son propriétaire, sont peu définis et varient suivant les contrées. Ainsi, dans la région de Bitolj, le propriétaire fournit les semences, les instruments aratoires et la traction animale en vertu d'un accord passé pour un délai déterminé, mais prolongé tacitement en cas de non dénonciation. La récolte est partagée par moitié, sans défalquer les semences au profit du propriétaire. Parfois, le risque de la perte des semences était à la charge du fermier, tenu à en dédommager le propriétaire, même en cas de perte totale de la récolte. En plus, il devait un certain travail sur les terres de ce dernier. Par contre, dans la région de Skopljé, où les rapports de kmets sont analogues aux précédents, le beg prélève les semences avancées, avant le partage de la récolte par moitié. Dans la région de Kumanovo, c'est le tchiftchia lui-même qui fournit les semences et travaille avec ses bœufs. La récolte y est*

(1) Voir p. 266 où il est question de cette loi.

partagée par moitié, après le prélèvement du dixième (*dessetak*).

Le tchiftchia devait au propriétaire, en dehors de l'*hospitalisation*, lorsque celui-ci se rendait au tchifluk, des dons en nature, consistant principalement en têtes de bétail, aux jours des grandes fêtes. Le nombre d'impôts et prélèvements divers dûs par le cultivateur s'élevait jusqu'à quarante. Voici, à titre d'exemple, comment se répartissait, en 1910, le revenu d'un tchiftchia de la région de *Kukus*. Celui-ci possédait environ 12 hectares de terres dont il cultivait la moitié (3 hectares en froment, 3 en autres céréales). La récolte s'élevait à 2.500 okas (1) de froment et 2.630 okas d'autres céréales. Là-dessus, on prélevait, d'abord, le dixième, c'est-à-dire 300 okas de froment et 330 okas d'autres céréales, ainsi que les 600 et 500 okas de semences au profit du propriétaire. Le reste était partagé, alors, par moitié. En définitive, la part du cultivateur ne représentait, en espèces, que 1.480 groches (290 francs). Si on y ajoute 238 groches provenant de la vente de 15 moutons, 100 groches de la vente de la volaille et 100 groches de la vente du beurre et du fromage, le revenu annuel total s'élevait à 1.918 groches, pour faire face à des dépenses annuelles s'élevant à 2.708 groches. Cela faisait, en somme, un *déficit* de 790 groches. Le résultat était la misère du cultivateur, qui fut obligé souvent, en encourant les plus graves risques de sévérité du beg, de recourir aux fraudes en dissimulant une partie de la récolte.

La condition du cultivateur a encore empiré à partir du moment où la *dîme* (*dessetak*) ne fut plus perçue par les spahis, mais par les *fermiers de la dîme*, c'est-à-dire lorsqu'on introduisit « l'*iltisme* » par lequel la dîme fut affermée aux enchères publiques de la part de l'Etat. Le fermier de la dîme soumit, alors, à la dîme non seulement le blé et le maïs, comme c'était le cas auparavant, mais aussi tous les autres produits agricoles.

Parfois, dans les régions fertiles, telles que celles de *Bitolj*, le propriétaire confiait la culture à des ouvriers agricoles ordinaires et il dirigeait lui-même l'exploitation de ses terres.

3° Enfin, dans le ressort dit de l'*arbitraire*, s'étendant aux régions où l'élément serbe est mêlé à l'élément albanais (Kosovo, Métohia), la condition du cultivateur fut des plus dures et

(1) Une oka = 1.280 grammes.

ressemblait à celle du serf, *otrok*. Il ne possédait aucun droit garanti par la loi; rien ne lui garantissait le partage équitable de la récolte, ni la sécurité du lendemain. Outre le *hak* s'élevant à 1/3 ou à 1/4 de la récolte, il payait les *impôts* à la place du propriétaire et était soumis à la *corvée* et à tout travail qu'il plaisait au beg de lui commander. Pour comble de misère, une obligation particulière à ces régions venait s'ajouter aux précédentes, les paysans devaient nourrir les gendarmes chaque fois qu'ils venaient au village, c'est-à-dire tous les jours, parce que la sécurité y était très mauvaise.

A côté du tchiftchia, on trouve en Vieille Serbie et Macédoine une catégorie particulière de fermiers, napolitchari, sorte de métayers dont la condition s'apparente à celle du tchiftchia du troisième ressort. Le partage de la récolte, par moitié (napolica), se fait après le prélèvement de l'impôt (le 1/10), qui atteint en réalité jusqu'à 20 %, et des semences qui atteignent également 20 % de la récolte, de sorte que le cultivateur ne reçoit, en définitive, qu'environ 34 % de la récolte, ou 44 % de la récolte dans le cas où on ne défalque pas les semences. Les napolitchari ont généralement leurs maisons en propre, leurs bêtes de trait, les outils aratoires et quelque peu de terres propres. Tantôt, la maison qu'ils habitent est construite aux frais du propriétaire, tantôt à leurs propres frais sur le terrain du premier et souvent dans l'enceinte de son domaine. Ils ne paient pas de loyer, mais ils sont dans l'obligation d'entretenir la maison. Que les semences soient fournies par le seigneur ou par le fermier, elles sont généralement prélevées avant le partage de la récolte par moitié, mais seul le grain est soumis au partage, tandis que la paille et les autres déchets restent au cultivateur.

Le napolitchar doit souvent au propriétaire le *paraspur*, c'est-à-dire l'obligation de cultiver les champs et les jardins appartenant à ce dernier sans recevoir aucune récompense; tout le produit obtenu dans ce cas sur ces terres appartient au propriétaire. Par contre, il y avait parfois aussi le *paraspur*, obligation de culture du seigneur envers les domestiques, notamment pour les *soubachas*, chefs des ouvriers et des domestiques. Le propriétaire s'engageait, en dehors de la solde et de quelques fournitures en nature, à cultiver pour le compte de ses domestiques, par ses

journaliers, une certaine étendue de terres, peu importante d'ailleurs.

Quant aux *ouvriers agricoles*, il en existait deux catégories dans les régions occupées jusqu'à naguère par les Turcs : *izmetchars* (domestiques) et *argates* (journaliers).

Les premiers vivaient à proximité de l'habitation du seigneur et se livraient, sur le domaine ou à la maison, à tous les travaux que commandait le seigneur. Si les membres de leur famille étaient employés aussi dans la maison du seigneur, ils recevaient un salaire spécial. Les gages et les conditions de ces domestiques variaient avec le régions, mais ils étaient toujours misérables. Ainsi, dans la région de Kumanovo, ils recevaient, comme gage, 500 à 1.500 groches (100 à 300 francs) par an; dans la région de Skoplje, 50 chiniks (1) de blé, 15 kilogrammes de sel, 15 kilogrammes de haricots, des légumes pour l'hiver et la chaussure suivant le besoin; dans la région de Bitolj : 25 chiniks de blé, 25 groches pour la chaussure, 25 kilogrammes de sel et 20 groches en numéraire. Lorsqu'ils travaillaient aux champs, ils étaient nourris par le maître; dans la région de Vucitrn, ils recevaient en tout 50 dinars par an.

Les *argates* sont des ouvriers agricoles proprement dits, travaillant les champs moyennant un salaire *en espèce ou en blé* (momci). Ils sont recrutés parmi les paysans libres ne possédant pas suffisamment de terres : Serbes, Turcs ou Tziganes. L'employeur fournit la nourriture et les outils, l'ouvrier ne fournissant que son travail. Le salaire variait non seulement avec la contrée et la sorte de travail, mais aussi d'un employeur à l'autre. Il était, avant la guerre, pour le fauchage (à main) 1 à 1,50 dinars, pour le bêcheage 0,80 à 1 dinar, pour la moisson, faite d'ordinaire par les femmes, de 0,50 à 0,60 dinars.

Dans de telles conditions, il n'est point étonnant de constater que la main-d'œuvre agricole a déserté ces régions, avant la libération de 1912, pour aller en Serbie du Nord, en Bulgarie, en Roumanie et en Amérique, de telle sorte qu'on entendait souvent les begs et les agas déplorer le manque de bras et la cherté de la main-d'œuvre (2).

(1) Un chinik équivalait à 12 kilos et demi environ.

(2) La population de la V. Serbie et Macédoine est de 1.474.560 hab. vivant dans 266.550 familles, dont environ 210.000 familles paysannes. D'après certaines données du Min. des Réf. Agr., il y a en tout 19.899 familles de tchiftchia, établies sur 270.692 ha. de terres et 5.973 tchiflik-sahibias.

Les réformes tentées par le gouvernement turc afin d'améliorer la condition économique et juridique du cultivateur n'ont pas donné les résultats désirés. En fait, on se contentait de régler et de codifier, en quelque sorte, les rapports des kmets. C'est notamment le cas de l'ordonnance du 14 *Sefer* 1276 (1859), qui sert de base pour arbitrer les rapports de kmets, régis jusqu'alors par le droit coutumier. Aux termes de cette ordonnance, les kmets devaient payer, à titre de fermage, une quote-part de la récolte, le hak, s'élevant suivant les régions à 1/3 ou à 1/4 et parfois, dans le cas où le propriétaire fournissait des semences et des bêtes de trait, le hak s'élevait à la moitié de la récolte. Ce n'est qu'exceptionnellement que le hak était payé en argent. L'ordonnance de Cheval du II cheval 1282 (1869) vient, ensuite, régler l'administration des forêts et des pâturages.

Ces réformes n'ont fait que rendre plus misérable la situation de la classe paysanne sous certains égards. Les rapports du seigneur et du paysan étaient réglés jusqu'alors par le droit public. Le paysan y trouvait quelques garanties de stabilité et de non-arbitraire, garanties dont il fut généralement privé après les réformes. Désormais, les seigneurs demeuraient sur les mêmes terres, mais en les détenant à titre de propriétaires absolus, pendant que les mêmes paysans continuaient à labourer les mêmes champs, mais dans des conditions différentes. L'ancien servage fut remplacé par des *rapports* « *semblables au kmetstvo* », suivant un terme officiel usité en Bosnie, persistant sans changement jusqu'en 1919. Les propriétaires fonciers, usant de leur pouvoir politique et social, ne respectaient pas, d'ailleurs, les prescriptions des réformes édictées, de sorte qu'ils se donnaient beaucoup plus de liberté au point de vue de la disposition de leurs terres, du délogement et des changements des tenanciers qu'avant les réformes.

La condition aussi précaire du cultivateur avait des répercussions des plus néfastes sur la production agricole et sur la situation économique du pays. La production agricole tomba au niveau le plus bas. On se contentait de produire le strict minimum pour la subsistance. Aujourd'hui encore, la charrue en fer est inconnue d'un grand nombre des cultivateurs (1). Le commerce,

(1) Rev. Econ. et Finan. de Belgrade, mai 1925.

les métiers et l'industrie n'existaient presque point sous le régime turc; leur activité était bornée au domaine restreint de la consommation locale. La misère du paysan atteignait indirectement ces branches d'activité. Aussi, fut-il presque de règle de voir le négociant ou l'artisan travailler en même temps la terre, soit la sienne, soit la terre affermée.

En vertu des articles 1 et 2 des « Dispositions préliminaires des réformes agraires » du 25 janvier 1919, *les rapports des tchiftchias sont résiliés et interdits à l'avenir et les tchiftchias sont proclamés propriétaires libres des terres détenues par eux*. Cependant, le problème de tchiftchia est loin d'avoir reçu sa solution, car, au lieu de mettre de l'ordre dans les rapports agraires très compliqués, on les a souvent singulièrement embrouillés. On entend souvent des plaintes très vives des intéressés contre le chaos créé par les autorités agraires, plaintes dont on trouve l'écho dans la presse quotidienne, dans les revues, au Parlement. Pour caractériser ce nouveau désordre, il suffit de dire, que bien qu'on ait posé le principe de l'abolition des rapports de tchiftchia on n'a même pas, jusqu'à présent, donné une *définition* quelconque de ces rapports. Les fonctionnaires chargés de leur règlement leur donnent chacun un sens différent. Faute d'un critère objectif, on commet sans cesse des erreurs; ce qu'on décide aujourd'hui en faveur du cultivateur, demain, on le décidera en faveur du propriétaire. Il y a des cas, où les familles, qui vivent sur une terre depuis un temps immémorial et la cultivaient sous des conditions de tchiftchia, se sont vues expulsées, de ces mêmes terres, en vertu de décisions des autorités agraires. Parfois, on les voit obligées de racheter ces terres, dont elles ont été proclamées propriétaires libres par la loi et par la Constitution même, en faisant de lourdes dettes qui pèsent sur elles autant que le servage lui-même. Un député, indigné de tels procédés, s'est écrié : « On ne saurait même pas donner un nom à de tels agissements » (1).

Bien des problèmes afférents à ces rapports de kmetstvo n'ont point été résolus, d'ailleurs, jusqu'à ce jour. Tels sont la question du transfert juridique des terres affranchies au nom des tenanciers, la question de l'indemnité, la procédure relative au règlement des litiges relatifs à ces rapports, etc... Par là, la valeur

(1) Politika, de Belgrade, du 27 octobre 1927.

pratique de l'œuvre réformatrice accomplie se trouve considérablement diminuée, de sorte que ces régions continuent à fournir un fort courant d'émigration, surtout *saisonnrière*. L'intérêt économique général dicte, cependant, de régler le plus vite possible toutes les questions en suspens.

§ 2. — *Le régime agraire de la Bosnie et Herzégovine*

Le régime féodal s'est introduit en Bosnie et Herzégovine dès le début de leur organisation politique. Ces pays connurent, au moyen-âge, comme la Serbie, en dehors du système de servage, celui de l'esclavage (*otrok*) qui consistait notamment à fournir des *hommes de peine* et des ouvriers pour le travail des mines. Pendant le règne de l'Etat serbe et jusqu'à la fin du xiv^e siècle, on y trouve les rapports féodaux comme dans les Etats de l'Europe Centrale, sous forme de *bachtinés* (propriétés libres) et *pronies* (bénéfices, droits de jouissance).

La formation sociale de ces régions n'a subi, pendant l'occupation ottomane, qui a eu lieu au xv^e siècle, d'autres transformations que celle de l'organisation juridique, qui a pris les formes extérieures et religieuses du mahométanisme. C'est le Coran qui régissait la vie morale, religieuse et même les droits civiques et les rapports sociaux et économiques. Les anciens seigneurs serbo-croates adhérèrent à l'islamisme et ne perdirent rien de leurs biens et, en plus des titres d'agas et de begs par lesquels ils remplacèrent leurs titres slaves bans, zupans, knez, voïvoda ou herzeg, ils devinrent des fonctionnaires officiels du sultan, des *spahis*. Ils obtinrent des fiefs, spahilouks en jouissance à titre de traitement, qu'ils transformèrent rapidement en *fiefs héréditaires*, puis en *tchitluks*, propriétés familiales, de sorte que les terres *miriés*, qui étaient données en fiefs et qui étaient propriétés de l'Etat, disparaissaient comme telles aussitôt.

La situation de la classe paysanne, sous le régime turc, fut analogue à celle qu'on rencontre dans la Vieille Serbie et Macédoine. Les paysans purent généralement rester sur leurs terres, mêmes après l'occupation turque, en tant qu'ils n'étaient pas capturés et envoyés vers l'intérieur de l'Empire. Mais, étant chrétiens, ils formaient une classe hors la loi, *raïa*, ne possédant

aucun droit à l'exception d'un droit héréditaire de culture des terres, moyennant le *hak* et les *prestations* diverses auxquelles ils étaient soumis et dont certaines portaient sur la personne même de la raïa (corvées, impôt du sang, interdiction de changer de seigneur, etc...). Tous les hommes attachés à la glèbe payaient, en plus, la *dîme* à l'Etat. *Outre le hak, les paysans étaient soumis encore à de nombreux impôts : askéria*, impôt basé sur l'exemption du service militaire et réparti par villages en raison du nombre de personnes mâles non musulmanes âgées de 16 à 60 ans; *vergui*, impôt foncier dont le taux était de 4 % de la valeur des immeubles; puis les impôts divers sur le *bétail* : *porez* pour le gros bétail, *resni agnam* pour les moutons, etc...; impôts sur le tabac, sur les moulins, etc...

Le sort de la raïa a empiré surtout à partir du moment du déclin du pouvoir central ottoman, lorsque les *spahis* s'en émancipèrent et transformèrent leurs *spahilouks* en *tchitluks*, propriétés libres.

Dans de telles conditions juridiques et économiques des terres, dans un tel état d'insécurité, de charges, de redevances nombreuses et de confiscation possible, l'agriculture de ces provinces devait nécessairement rester rudimentaire, le cultivateur n'ayant aucun intérêt à intensifier la production. Bien au contraire, il la limitait aux besoins indispensables de l'entretien de sa famille. Les propriétaires fonciers ne témoignaient non plus d'aucune initiative pour le développement de l'agriculture. Aussi le gouvernement ottoman, mû également par le désir de parer aux mouvements de libération des peuples soumis, se vit-il obligé d'essayer d'introduire certaines réformes d'ordre économique, social et administratif, par une série d'actes, tels que le *Hatiché-rif de Gilhane* de 1839, charte fondamentale de la réorganisation de l'Etat, la *loi dite de Ramazan* de 1856, l'*ordonnance de Séfer* du 14 séfer 1276 (1859) réglant les rapports agraires, suivie d'une *ordonnance de Cheval* (1869) et enfin d'un décret sur l'émancipation facultative des kmets de 1876. L'*ordonnance de Séfer*, qui codifie les droits coutumiers des kmets et sert de base pour arbitrer ceux-ci, stipule que les kmets, fermiers, devaient donner au propriétaire du sol, à titre de fermage, une partie de la récolte, *hak*, variable suivant les régions. Dans les départements de Banja-Luka, Bihac et Zvornik, cette quote-part était du tiers. Il en fut

de même dans le département de Sarajevo et de Travnik, mais ici le *hak* s'élevait parfois à la *moitié*. Il était de moitié de la récolte encore là, où le propriétaire du sol fournissait au *kmet* des bêtes de trait et des semences. Dans le département de Mostar, le *hak* était plus varié : la moitié, le tiers ou le quart de la récolte suivant les localités. Fixé toujours à l'avance et à forfait, le *hak* était payé en nature, en produits agricoles obtenus sur le sol affermé et exceptionnellement en espèces.

L'application de ces réformes, rencontra de très grandes difficultés de la part des *begs* et des *agas*, désireux de maintenir leurs privilèges féodaux. Impuissante la Porte fut obligée de se désister et de consacrer de nouveau l'ancien état des choses, pendant que les seigneurs, de leur côté, par tous les moyens même les plus abusifs, s'attachaient à transformer leurs tenures féodales en propriétés libres et personnelles. Etant donné le grand nombre de prolétaires agricoles en quête de terres, ils pouvaient facilement imposer aux paysans des conditions parfois plus dures que celles du servage pur. Les conditions économiques et sociales devinrent insoutenables à tel point, que de nombreuses insurrections et des troubles contre le pouvoir ottoman se produisirent dans la deuxième moitié du *xix^e* siècle.

En 1878, 85.000 *familles de paysans aux conditions de kmets* (dont 60.000 orthodoxes et 25.000 catholiques) *étaient encore assujettis à 6-7.000 familles de begs et agas*. Les paysans *kmets* formaient 52,5 % du nombre total des cultivateurs et 47,5 % seulement étaient des propriétaires libres (77.000), presque dans leur totalité (95 %) appartenant à la religion musulmane. En ce moment les paysans représentaient 90 % de la population totale du pays. Une grande partie des terres productives appartenait aux *begs*.

En 1875, une insurrection d'ordre économique et nationale éclata dans ces régions, amenant la guerre de la Serbie, du Monténégro et de la Russie contre la Turquie. L'Autriche, usant des moyens diplomatiques et, sous prétexte qu'elle seule est capable de résoudre la question sociale et agraire en Bosnie et Herzégovine, obtient en 1878 le mandat du Congrès de Berlin d'occuper militairement ces provinces yougoslaves. « *Il n'y a qu'un seul moyen*, disait alors le comte Andrassy, *de fermer la plaie béante de l'état social de ces provinces, c'est de désintéresser les proprié-*

taires du sol à l'aide du rachat, de la part de l'Etat, des corvées et des dîmes seigneuriales. » C'est par ces arguments que l'Autriche réclama l'occupation de ces provinces par un « pouvoir fort et impartial » (1).

Et qu'a-t-il fait ce « pouvoir fort et impartial » pour résoudre ce grave problème du pays. Rien ou presque rien. Par une de ses premières circulaires, il invite les fonctionnaires « à faire savoir aux paysans que l'occupation ne les a pas délivrés de leurs devoirs séculaires » et que « le gouvernement à la volonté très ferme de soutenir les begs dans tous leurs droits acquis depuis l'antiquité. » Il agissait de la sorte parce que les begs étaient les seuls vrais soutiens de l'Etat, comme le disait le baron Kallay, dix ans après l'occupation, en 1889. Presque 30 années après, en 1907, alors que la question agraire restait entièrement ouverte, le successeur du ministre Kallay, le baron Burian, déclarait devant les délégations austro-hongroises, que « la question agraire n'existe plus » en Bosnie et Herzégovine (2).

Les mesures de *rachat facultatif* des kmets, édictées au cours de la domination autrichienne, n'ont fait qu'inciter à la spéculation des banques de Vienne et de Budapest, tout en rendant plus dure la condition juridique et économique du paysan. Le *hak* est fixé désormais sur la base de la dîme évaluée arbitrairement. L'élaboration du cadastre et la réglementation des rapports des kmets avec les seigneurs a donné lieu à de nombreuses erreurs et même à des abus. Les begs et les agas étaient inscrits au livre du cadastre comme *propriétaires* et les kmets comme simples fermiers héréditaires. Le kmet perdit le droit de préemption et de rachat, qui lui avait été garanti sous le régime turc. Par ailleurs, l'Autriche n'a fait qu'appliquer l'ordonnance de Séfer déjà citée. Dans les nombreux procès que soulevèrent ces réformes, les jugements des tribunaux furent régulièrement favorables aux propriétaires. Aussi, les kmets ne réclamèrent-ils plus la justice, en connaissant le penchant du juge à la cause des begs, soutien solide du régime instauré en 1878. Et lorsque la vie leur devenait impossible dans leur pays natal, ils quittaient leur foyer et émigraient à l'étranger ou dans d'autres provinces. C'était, d'ailleurs,

(1) C.f. A. d'Avril : Négociations relatives au Traité de Berlin, Paris 1886, p. 106 et s.

(2) C.f. M. J. Zujovic, *op. cit.* p. 31.

le but final de cette politique inaugurée par l'Autriche dès son avènement en Bosnie et Herzégovine.

Les terres devenues ainsi vacantes étaient immédiatement colonisées par les colons allemands, notamment dans les régions les plus fertiles : nord de la Bosnie, région de Bjeljina, etc..., mais en dehors de ces terres, une superficie de 21.892 hectares de terres domaniales fut colonisée, jusqu'à 1913, par 2.300 familles, avec 13.333 membres (décret du 16 septembre 1880).

Beaucoup de forêts appartenant aux villages et aux communes furent déclarées propriétés de l'Etat ou octroyées aux begs comme propriétés privées. Les servitudes de la coupe de bois, de pâturages, de libre parcours et de glandage, dont jouissaient les paysans très largement sous l'Empire ottoman, sont maintenant contestées et limitées.

En 1881, le gouvernement autrichien, sans affranchir les paysans et résoudre les problèmes agraires, introduisit *le service militaire obligatoire* pour les paysans, qui en étaient dispensés pendant le régime turc, ce qui provoqua une insurrection des Serbes, qui dura toute une année, ainsi qu'une *forte émigration*, comme on l'a déjà mentionné.

Après les réformes de rachat facultatif, le nombre de propriétaires libres reste relativement peu élevé. Il n'a augmenté, de 1878 à 1911, par le rachat des kmets, que de 28.482 et de 4.000 propriétaires environ par *l'immigration des familles, pour la plupart étrangères à la race slave*, ainsi que par la division des zadrougas en petites propriétés indépendantes. Ce nombre n'atteignait, en 1910, que 136.854 familles, avec 634.789 membres de familles, soit 55 % du nombre total des familles paysannes (247.957), tandis que le nombre des paysans *demi-kmets*, c'est-à-dire de ceux qui, propriétaires libres de certaines portions de terres, en cultivent en même temps d'autres aux conditions de kmets, s'élevait à 31.427 familles. Une grande partie de ces propriétés était, cependant, des propriétés naines. Ainsi, d'après les statistiques de 1906, 51,5 d'entre elles avaient moins de 2 hectares. Enfin, le nombre des *kmets* sans terres propres s'élevait à 79.677, soit 32,5 % du nombre total des familles paysannes. La terre détenue par ces 111.104 familles des kmets et de demi-kmets appartenait à 14.744 propriétaires fonciers.

Quant aux grands propriétaires (10.463), le nombre de ceux

dont les terres étaient cultivées par les kmets, était représenté en majeure partie par des Musulmans (91,15 %), pendant que les propriétaires orthodoxes et les catholiques ne représentaient, respectivement, que 6,05 % et 2,55 %. Les grands domaines sans kmets appartenaient également, dans une forte proportion (70,62 %), à l'élément musulman. Ces faits sont d'autant plus frappants que l'élément musulman ne représentait que 32 % de la population totale de ces provinces.

Les conditions économiques et sociales de la classe rurale de ces provinces sont encore mieux mises en lumière par les chiffres suivants relatifs à la répartition du sol agricole. *Sur une superficie productive totale de 1.700.000 hectares (1), les 10.463 begs et agas détenaient 775.233 hectares de terres, cultivées sous conditions de kmetstvo*; les terres libres, y compris les beglouks (2), dont une partie seulement représente la véritable propriété libre (91.900 ha.), occupaient 924.767 hectares. On estime que 90 % des terres arables n'étaient pas libres. On voit, par là, de quelle prépondérance sociale jouissaient les begs et les agas et dans quelle extrême dépendance se trouvaient les cultivateurs.

Aussi, n'est-il point étonnant de voir les paysans émigrer en masse vers les autres régions de l'Etat ou même à l'étranger, tandis que leurs terres étaient transformées en beglouks et déclarées libres de tout droit de kmet.

La situation des paysans a empiré encore par le fait d'un *morcellement très accentué* de leurs possessions, qu'on a déjà connu (voir page 233).

Le régime agraire tel qu'on vient de le décrire, était préjudiciable à la *production agricole* qui était, avant la guerre, déficitaire, bien que ce soit un pays essentiellement agricole. Il importait chaque année 1/7 des produits agricoles de sa consommation. Le rendement à l'hectare, qui était pour les céréales de 7,1 quintaux, était extrêmement bas. Une grande étendue de terres labourables, 1/3 environ, n'était pas cultivée et était laissée en jachères. Le régime agraire existant s'opposait à toute amélioration de culture et à l'application des méthodes d'exploitation intensive.

(1) La superficie totale de la Bosnie et Herzég. étant de 5.119.000 ha.

(2) Constitués par la violence des janissaires, par l'abandon et l'émigration des paysans qui avaient acquis sur ces terres des droits de kmet, revendiqués aujourd'hui encore.

Cultivant la terre appartenant aux begs et aux agas, à leurs propres frais et sans aucune participation financière de ces derniers, les kmets se sont rendus compte que l'intensification de la culture ne fait qu'augmenter le revenu net du propriétaire, qui reçoit le 1/3 ou la 1/2 de la récolte à titre de fermage, tandis que leur part de revenu net diminue, par rapport aux capitaux engagés dans la production. Le maximum de revenu *net* était assuré aux kmets par une culture extensive et avec un engagement minimum de capitaux. M. D' Feifalik (1) démontre, par un graphique très intéressant, que plus le kmet intensifiait la production, plus son revenu allait, comparativement à la part qui revient au propriétaire du sol, en décroissant.

Ainsi, si l'on suppose le revenu brut par hectare égal à 200 dinars, après le prélèvement de la dîme de l'Etat de 20 dinars, le 1/3 de la récolte, soit 60 dinars, revient au propriétaire, 60 dinars au cultivateur, 60 dinars représentent les frais de production. Si ce revenu augmente, par une culture plus intensive, à 396 dinars, la part du propriétaire s'élève à 119 dinars, soit une augmentation de presque 100 %, celle du cultivateur ne s'élève qu'à 79 dinars, c'est-à-dire de 30 % environ. Si l'on pousse l'intensification de la production jusqu'à 790 dinars à l'hectare, le kmet cesse de participer dans l'accroissement du revenu, puisque sa part tombe à 59 dinars, tandis que celle du propriétaire augmente toujours et s'élève à 179 dinars. Le cultivateur ne tire, donc, aucun profit des efforts et des frais croissants, qui auraient pour but d'augmenter le rendement à l'hectare.

D'autre part, les propriétaires du sol n'ayant aucun droit sur le bétail qu'élevait les kmets, ceux-ci trouvaient leur intérêt à faire moins de blé et à pratiquer surtout l'élevage, pour lequel il avaient d'ailleurs des conditions assez favorables (forêts, pâturages domaniaux); mais l'élevage ne pouvait pas faire non plus de progrès, car sa prospérité est étroitement liée à celle de l'agriculture proprement dite.

Ce sont tous ces faits qui expliquent que les conditions économiques de la classe rurale de ces provinces avant la guerre mondiale étaient plus dures que dans n'importe quel autre pays d'Europe.

(1) C.f. Ein neuer aktueller Weg. z. Lösung d. bosn. Agrarfrage, p. 8, Vienne, 1916.

Pour remédier à cet état de choses, le décret du 25 février 1929 proclame la *suppression complète et définitive de la condition de kmet en général et des conditions analogues, en même temps qu'il ordonne le partage et la colonisation des grands domaines privés et domaniaux.*

La portée des réformes édictées par ce décret est considérable, et sans précédent, puisque, déjà à la fin de l'année 1922, 93.000 familles de kmets détenant 775.233 hectares de terres (dont 566.760 de terres labourables, 161.978 hectares de forêts et 47.179 hectares de pâturages), *ont été affranchies.* Cet affranchissement est d'autant plus complet et plus radical que les affranchis n'avaient aucune indemnité à payer aux anciens propriétaires.

Notons que le nombre de cultivateurs affranchis dans la Vieille Serbie, Macédoine et en Dalmatie atteint presque le même chiffre. En plus, 150.000 hectares de terres de beglouks ont été rachetés en Bosnie et Herzégovine au profit des cultivateurs.

Une certaine catégorie de ces *terres de beglouks* devient propriété libre des cultivateurs par le rachat forcé à condition que : a) l'existence de leurs familles dépende de l'exploitation du beglouk en question et b) que la durée du contrat ne soit pas fixée. La deuxième catégorie des terres de beglouks comprend celles qui ont été cultivées au cours des 10 dernières années, antérieures au 25 février 1919, par des fermiers ayant des contrats librement consentis. Ces terres sont également soumises au rachat, mais le prix du rachat est payé par les cultivateurs eux-mêmes.

La superficie totale des terres de beglouks, soumises en partie aux réformes agraires, s'élève à 221.000 hectares, dont on compte 1/3, soit 74.000 hectares détenus sous des rapports analogues à ceux de kmets, 27.000 environ sous fermage décennal, 27.600 hectares cultivés par « *hodalice* », et 91.900 de terres proprement beglouks, c'est-à-dire propriétés libres des begs (1).

Les résultats économiques de ces réformes ont été appréciés différemment. Suivant les uns, ils sont satisfaisants, suivant d'autres ils ne le seraient point. On se contentera ici de dire que l'étendue des terres cultivées, qui n'était que de 447.400 hectares en 1918, s'est élevée, après les réformes, à 634.331 hectares, en

(1) Jusqu'à la fin de l'année 1927, environ 49.063 (dont 15.293 dans le dép. de Vrbas, 11.647 de Mostar, 5.126 Sarajevo, 8.068 Tuzla, 3.766 Bihac, 5.073 Travnik) demandes de droit de propriété sur les terres de beglouks ont été déposées devant les autorités agraires portant sur une superficie de 170.000 ha.

1920, et à 626.320 hectares, en 1921. Elle n'a pas atteint, cependant, l'étendue des terres cultivées en 1913 (830.360 ha.).

Il n'est pas douteux que l'incertitude de possession, qui a été une des conséquences du fait, que la réglementation des rapports agraires n'a pas eu un caractère définitif, a exercé, dans une certaine mesure, une influence défavorable à cet égard. La culture fut limitée aux terres les plus productives; de plus, les investissements des capitaux, des fumures, diminuaient dans les cas assez fréquents où la possession du cultivateur fut rendue incertaine par des marchandages politiques et par les modifications réglementaires qui s'en suivaient.

§ 3. — *La condition économique, sociale et juridique de la classe paysanne en Dalmatie*

La Dalmatie, subissant moins que les autres provinces la domination turque et pouvant profiter des influences multiples de l'Occident, fut pendant longtemps la plus avancée au point de vue de la civilisation et la plus riche de toutes les provinces qu'occupe le peuple yougoslave. Le commerce y était très développé, grâce surtout à une marine marchande dalmate, qui sillonnait autrefois toutes les mers et contribuait à augmenter la richesse nationale.

L'Autriche, qui l'occupa en 1814, a laissé, cependant, ce pays comme un héritage bien pauvre à la Yougoslavie. Sans rechercher les causes lointaines et multiples de cet état de choses, nous nous arrêterons à celles qui sont relatives au sol, à la structure et à la situation agraire de cette province, car les conditions économiques très peu favorables de la classe agricole sont dues ici, d'une part, à la nature du sol et à l'insuffisance des terres cultivables, d'autre part, aux conditions sociales et juridiques du cultivateur.

La Dalmatie occupe une étendue de 12.732 km² et compte 621.429 habitants, soit 49 habitants par kilomètre carré, c'est-à-dire qu'elle est très faiblement peuplée. Elle possède un sol en grande partie aride et peu fertile, en même temps qu'elle souffre d'une sécheresse estivale, qui dure presque continuellement pendant trois mois dans le Nord et quatre mois dans le Sud. Un autre fait caractéristique du pays, c'est que les forêts y occupent 30 %

de la superficie totale du sol, pendant que la population manque de bois de chauffage et de construction. C'est que ces forêts ne sont plus, en réalité, que des maquis et des broussailles, depuis le déboisement opéré par les Vénitiens. Puis, non seulement le sol y est très pauvre, mais la terre *productive* n'y représente qu'une faible partie de la superficie totale du pays. Elle pourrait être, cependant, très sensiblement augmentée par le dessèchement des marécages autour de la rivière Neretva, ainsi que de ceux de la plaine de Sinj.

La pauvreté de cette province fut accentuée encore, jusqu'en 1918, par d'autres causes d'ordre économique et politique, notamment par son isolement de la Bosnie et Herzégovine, qui constituent son *hinterland* et avec lesquelles elle a des liens économiques et ethniques communs, ainsi que des aspirations et des traditions communes.

Comme autre cause de la pauvreté de la population, on a déjà mentionné (page 237) les conditions sociales de la classe agricole et en premier lieu la *répartition de la propriété du sol agricole*. Sur un total de 63.455 exploitations rurales, 58,8 % seulement sont exploitées par les propriétaires eux-mêmes et 41,2 % par des colons, *kmets* et *métayers*.

On y trouve, en outre, les rapports agraires les plus compliqués résultant d'un enchevêtrement des institutions de l'ancien droit médiéval, du droit serbe et croate et du colonat romain, avec les institutions agraires de la République Vénitienne et celles du féodalisme militaire turc. Cette situation s'explique aussi par le fait qu'il y avait beaucoup de villes en Dalmatie qui jouirent, au cours de l'histoire, de certaines autonomies. Ainsi, Raguse, fut une république indépendante. Ces villes avaient leurs lois et leur régime propres réglant librement les rapports agraires.

L'Autriche, qui avait aboli le servage par la loi du 7 octobre 1848 sur tout son territoire et introduit l'émancipation des paysans par plusieurs édictes de 1848 à 1851, avait excepté la Dalmatie de ces mesures de libération, sous prétexte qu'il y a là « des circonstances particulières qu'il faudrait d'abord étudier avant de régler ». En réalité, la raison principale c'était le fait, que les propriétaires fonciers, représentés en majeure partie par des Italiens, bien disposés à l'égard de l'Autriche, constituaient un soutien sûr du régime non national.

Ce qui caractérise les divers rapports agraires, qui règnent dans cette province, c'est une *certaine immobilité héréditaire*, dont jouissait le cultivateur ayant des droits et des devoirs à l'égard du propriétaire du sol auquel il était attaché. La diversité et la complexité des rapports agraires y sont telles, qu'il est difficile de démêler ceux de caractère féodal de ceux qui n'ont pas ce caractère; ce qui soulève de grosses difficultés au point de vue de la solution pratique, notamment au point de vue de la question de l'indemnité.

Pour en simplifier l'étude, nous ramènerons à quelques types principaux les divers rapports agraires qu'on y rencontre. Ce sont : le *kmetsvo* de Raguse et le *polovnichtvo*, dans les communes de Raguse, Cavtat, Šipan, Zaton, Lopud, Rijeka, etc...; la *téjachtina* ou *colonat* sur les îles Korcula, Hvar, Vis, Brac et Solta et dans quelques communes du littoral; *stolno kmetstvo* (kmetska mjesto) exclusivement sur l'île de Rab; les *kmétijé*, principalement dans la région de Ravni Kotari; la *gospodchtina* et des *kmetsvo immuables*, principalement dans les communes de Biograd, Sali, Bozava, Iz, Véliki, Silba, Benkovac, etc...; les *fermages héréditaires*, les *donnations héréditaires* et les *livelis perpétuels*, principalement sur l'île de Pasman et à Vrpovac; le fermage et les *livelis ordinaires* (communes Imotski, Dinj, Knin, Skradin, Novigrad, etc...); *yendétchénje* de la *Krajina* de Neretva; et, enfin, les *rapports féodaux* avec les caractères du véritable féodalisme, qu'on rencontre dans quelques endroits.

1° *Dans le kmetsvo de Raguse*, répandu sur le territoire de l'ancienne République de Raguse, le contrat est résiliable au gré des parties contractantes. Le propriétaire afferme sa terre au paysan, ainsi que la maison d'habitation, en l'obligeant à lui payer la partie convenue des revenus bruts de la terre ou une redevance périodique, soit en nature, soit en espèces (*uvjet*). En dehors de cette redevance, le paysan est tenu à faire le service (*sluzba*), travail gratuit sur les terres du propriétaire dits « *carina* », terres que celui-ci cultive en régie propre. Ce service, contre-partie de la jouissance de la maison appartenant au seigneur, habitée par le cultivateur, était trop lourd et déjà sous la République, on lui a substitué les 100, puis, en 1800, les 90 journées de travail par an. (corvées). Le cultivateur était tenu, en outre, de faire divers « cadeaux » au propriétaire.

Le droit d'acquérir les terres et les maisons, c'est-à-dire les biens immobiliers, ne fut accordé aux paysans qu'en 1816, date où fut appliqué à la Dalmatie le Code civil autrichien. Quant aux *corvées*, elles furent supprimées en 1878 (loi du 11 janvier), mais on maintint le paiement de 5 florins en *reconnaissance de l'infériorité de la condition du cultivateur*. En plus, celui-ci fut désormais chargé de tous les frais de réparations de la maison habitée par lui, en même temps qu'il fut tenu de rembourser au propriétaire le montant des charges publiques. Le seul avantage appréciable, reconnu par la loi au cultivateur, c'est le droit à *l'indemnité due* par le propriétaire pour les améliorations éventuelles apportées aux terres, dans le cas où le kmet perdrait la qualité de tenancier-contadin.

Ce mode de tenure est, d'ordinaire, *temporaire* et sa durée dépend de la durée des cultures, c'est-à-dire que le fermage dure autant que les cultures elles-mêmes. Parfois, il est pourtant héréditaire, de sorte qu'il y a des régions où les colons détiennent la même terre pendant des dizaines d'années, d'une génération à l'autre, sans contrat spécial. Il est héréditaire en tout cas.

2° *La tejachtina ou colonat* est considérée comme rapport de *droit privé*, établi par la volonté des contractants dans un but de gain commun. Le propriétaire donne la terre, le colon fournit le travail et les capitaux nécessaires, le revenu du sol étant partagé suivant les stipulations du contrat et chaque partie disposant librement de sa part.

Le colonat est analogue au rapport de kmetstvo que nous avons rencontré en Bosnie, puisque le paysan donne au seigneur, au titre de fermage, une quote-part de la récolte. Son droit de culture n'est pas, cependant, toujours permanent comme dans le kmetstvo, et il est fixé soit par des contrats privés, soit par la coutume ou tradition. Pendant le délai d'affermage, le droit de culture est héréditaire. Le plus souvent, c'est un rapport à long terme, qu'on ne peut pas résilier à n'importe quelle époque, à moins que le colon néglige la culture ou ne réponde pas à d'autres obligations. En fait, le propriétaire usait souvent du droit de résiliation, mais il était obligé d'indemniser le colon congédié des frais engagés dans la culture, à moins qu'il y ait une stipulation contraire dans le contrat établissant le colonat.

Le fermage est représenté par une quote-part de la récolte

(1/2, 1/3 ou 1/4) et par d'autres prestations, dont la nature varie selon l'espèce de culture et les régions. Les héritiers du colon sont tenus, jusqu'au terme du contrat, aux mêmes obligations que le colon lui-même dans le cas du décès de ce dernier.

Le régime de colonat prend des aspects très variés suivant les régions et même suivant les localités. Il varie, au point de vue économique, social et juridique, ainsi qu'avec les cultures, la densité de la population, et subit des influences de lois et de coutumes locales (spahis, turcs, mezzadria vénitienne, proniaris serbes ou byzantins, etc...). La forme du colonat n'a pas un caractère immuable, et peut changer au cours de peu de temps. Ainsi, à la fin du siècle dernier, le phylloxéra ayant détruit une grande partie des vignobles, leur reconstitution, ainsi que la lutte constante contre les maladies de la vigne jusque-là inconnues nécessitant des frais importants, les conditions du colonat ont dû changer. Il en est de même lorsqu'il s'agit du remplacement de la vigne par la culture des céréales.

Les conditions du colonat sont tellement variables, qu'on en trouve du simple contrat de fermage ou de métayage jusqu'au fermage héréditaire, régi par des coutumes immémoriales, et même jusqu'à la condition de *contadin* en Dalmatie du Sud, comparable à celle du serf du moyen-âge et relevant du droit public.

Le colonat existe dans les régions des anciennes Républiques de Raguse et de Vénétie : en Dalmatie, Istrie, Goriza et Gradiska.

Les rapports de colonat étaient généralement inscrits au livre du cadastre institué, ici, en 1850. Les cultures principales sur les terres des colons sont la vigne et l'olivier.

3° *Le stolno kmetstvo* sur l'île de *Rab* ressemble au *kmetstvo* de Raguse, avec cette différence, que le paysan ne reçoit pas du propriétaire la maison qu'il construit lui-même sur la terre du seigneur. C'est un rapport où le propriétaire, régulièrement un citadin, donne au paysan la terre non cultivée pour en mettre une partie en culture et élever sur l'autre partie, servant de pâturage, le bétail. Pour la jouissance du pâturage, celui-ci donne au propriétaire la moitié ou le quart de tout le bétail, qui y est né et nourri. Pour la terre cultivée, il donne une partie de la récolte (1/2, 1/3 ou 1/4), ainsi que certains cadeaux. Lorsque le rapport des kmets est résilié, le propriétaire doit indemniser le kmet des frais de construction de la maison et des investissements faits au sol.

A côté de stolno kmetstvo, il existe, sur l'île de Rab, le kmetstvo ordinaire, dont le régime s'apparente au colonat.

4° *Le régime de kmétija* des Ravni Kotari ressemble au kmetstvo de Raguse en tant qu'il est établi par contrat et que le propriétaire donne ordinairement au cultivateur la maison et les bâtiments, les vergers et des terres de différentes cultures, ainsi que le bétail. Comme ce sont généralement des propriétaires qui abandonnent la campagne pour aller habiter les villes, ils afferment leurs biens, meubles et immeubles, à une famille paysanne moyennant un fermage convenu en *nature* et correspondant à une partie de la récolte et du bétail élevé. C'est un rapport très précaire où le contrat de fermage est conclu dans des termes assez larges et sans beaucoup d'engagements réciproques. Le propriétaire a le droit de congédier le fermier à son gré, surtout si celui-ci n'exploite plus la terre à sa convenance. Le fermier, de son côté, peut librement quitter la ferme, notamment s'il ne trouve pas son compte dans l'exploitation ou bien céder son droit de fermage à une autre famille paysanne.

5° *Le régime de gospodchtina ou de kmetstvo immuable* est un vestige typique de l'*emphytéose romaine*, hérité des Vénitiens. Le rapport est durable, le cultivateur y jouit de l'immobilité, donc, il est analogue au kmetstvo, mais le cultivateur y est encore aujourd'hui tenu, en dehors d'autres obligations, à certains *services personnels* à l'égard du maître du sol. Le cultivateur habite la maison construite par le propriétaire et paie le fermage correspondant à la moitié de la récolte, en même temps qu'il est tenu de faire quelques cadeaux au propriétaire pour la jouissance de la maison.

6° *Le régime des fermages héréditaires* et redevances héréditaires (nasledne dazbine), de même que celui des *livelis perpétuels*, est caractérisé par le *fermage périodique en argent* ou en *nature* et dont le montant est fixé sans tenir compte de la nature et de l'importance des revenus et du fait si la terre est cultivée ou non. Ce régime répond aux prescriptons des § 1122 et 1123 du Code civil autrichien.

Dans le centre de la Dalmatie (Zagora), dans la région de Trogir et de Split, l'affermage est souvent héréditaire, quelquefois immémorial. On y trouve des rapports agraires dits « *livelis* », où le propriétaire reçoit périodiquement une rente foncière fixe

et permanente (livels) en nature ou en espèces (1), qui ne varie pas si la terre a donné quelques revenus ou non, si elle est cultivée ou non. En vertu d'une règle coutumière, les parties n'ont pas le droit de changer le montant de la rente; en conséquence, le rapport a pris un caractère permanent.

A côté de ces rapports, on rencontre, encore, le fermage et les livelis ordinaires existant sur les terres labourables ou prairies affermées pour un temps déterminé ou non, moyennant un fermage payé en nature, égal généralement à la moitié de la récolte et plus rarement au tiers.

7° *Quant au yendetchenié*, ce rapport existe sur les terres humides, marécageuses, où le cultivateur effectue des travaux de drainage au moyen des chaussées. On forme de la terre extraite des chaussées des superficies cultivables. La durée du fermage est de 29 ans et le montant du fermage est fixé comme dans le cas précédent.

Ajoutons, enfin, qu'il y a, en Dalmatie, 76 *propriétés familiales en fidéicomis* de citadins ou de paysans, qui sont inscrits sur les livres spéciaux, déposés dans le Tribunal départemental de Raguse.

Le côté économique du problème agraire en Dalmatie se présente sous le même aspect qu'en Bosnie et Herzégovine. *Le cultivateur payant le fermage par une quote-part de la récolte et en nature, n'a aucun intérêt à intensifier la production, à augmenter les capitaux d'exploitation*, puisque ces revenus n'augmentent nullement dans la même proportion que ceux du propriétaire du sol et même diminuent à partir d'une certaine limite (2). Il ressort des calculs qu'avait faits la Direction agricole de Split, sur la base des prix effectifs des terres, du travail, des capitaux et de la productivité du sol, que seul le propriétaire de la terre tire quelques revenus nets dans le système de faire valoir indirect, qui règne en Dalmatie, tandis que le fermier n'arrive pas toujours à se faire payer, par le revenu qui lui reste, après le paiement du fermage, les journées de travail au prix courant. Ainsi, le propriétaire n'apportant le plus souvent que la terre nue dans cette association du capital et du travail, on a établi qu'il tirait, sur un

(1) C.f. Le projet de loi du Minist. des Réformes Agraires, n° 27.400 du 31 juillet 1926.

(2) C.f. M. Dr Radic : Privi koraci k agrarnoj reformi, Split 1919.

hectare de terre, dont la valeur est évaluée à 15.000 dinars, un revenu annuel moyen de 105,50 dinars, soit 7 % du capital investi. Le cultivateur dépense, de son côté, en moyenne, 6.926,25 dinars par an, et ne reçoit que 6.375 dinars; donc, *il subit une perte de 551,25 dinars par an et par hectare*, perte qui, si elle ne portait pas sur l'évaluation du prix de son travail, amènerait bien vite sa ruine. En dehors de cela, même ce revenu, on le sait, ne lui est point assuré, en raison des risques provenant des conditions climatiques ou autres (maladies, incendies, inondations, grêle, etc...), de sorte qu'il travaille à ses risques et périls et qu'il est payé à terme.

Un tel régime force le cultivateur à limiter ses efforts et les investissements au minimum nécessaire à l'entretien de sa famille.

La production agricole du pays s'en ressent nécessairement : les rendements à l'hectare obtenus en Dalmatie, comparés à ceux des autres provinces yougoslaves ou des autres pays européens, où la propriété du sol est affranchie de toutes entraves et appartient aux cultivateurs eux-mêmes, apparaissent très inférieurs et absolument insuffisants. La région est rangée parmi celles dites *passives*, c'est-à-dire ne pouvant pas se suffire à elle-même par leur production agricole et devant importer des céréales des autres régions. Cette situation provoqua une émigration en masse (1). Ce n'est que, grâce à l'extrême sobriété et aux privations de la population, ainsi qu'au fait, que la plupart des exploitations (64.419 sur un total de 83.455, soit 77,2 %) n'avaient recours qu'à la main-d'œuvre familiale, que le cultivateur put subsister avec sa famille et que de telles conditions purent se maintenir jusqu'à nos jours. La vie en zadrougas a également, peut-on dire, contribué à rendre l'existence de la population rurale possible dans des conditions aussi difficiles.

Il résulte de tout ce qui précède, que pour améliorer les conditions économiques de cette province et pour remédier à l'émigration très forte, qui en provenait, il y aurait deux questions essentielles à résoudre : *supprimer la conditions des kmets et régler la question du colonat et de nombreux rapports similaires, d'une part, et augmenter, d'autre part, les superficies productives par des améliorations foncières des terres marécageuses ou par la mise en culture des superficies importantes*.

(1) Voir page 135.

qu'occupent les pâturages et les terrains en friche, c'est-à-dire, procéder à la réforme des biens communaux. Ceux-ci ont, en effet, notamment par leur étendue, une importance particulièrement grande en Dalmatie. Les pâturages, à eux seuls, occupaient, en 1902, 632.278 hectares, soit presque la moitié de la superficie totale du sol (46,32 %) ou les 3/4 des superficies agricoles (74,46 %). Il en revenait aux communes 430.000 hectares.

Une partie importante de ces pâturages, environ 150.000 hectares, étant propre aux cultures diverses, il serait nécessaire de la mettre en valeur, au moyen du partage individuel, après l'exécution, bien entendu, des améliorations foncières indispensables. Par là, on augmenterait la superficie du sol agricole et, par suite, la production agricole elle-même. Une seconde partie de ces pâturages devait être reboisée dans le but de protéger les superficies agricoles contre les dévastations torrentielles et de doter la région, très pauvre en haute et moyenne futaie, de forêts. Le reste (100.000 hectares) se prêtant bien aux pâturages rationnels en commun, devait y être maintenu.

Quant à la condition du kmet et du colonat, le décret du 25 février 1919 résoud les rapports de kmetstvo et de colonat, ainsi que tous les rapports analogues au kmetstvo (articles 7 et 8) et en interdit la constitution à l'avenir. La réglementation de ces rapports n'a pas encore été réalisée, bien que plusieurs projets de loi aient été élaborés dans ce but, sans qu'aucun d'entre eux ait pu aboutir jusqu'à présent, de sorte que la condition du cultivateur reste encore très précaire, mal définie et ne lui offre aucune garantie de stabilité et de jouissance des fruits de son exploitation.



Ainsi, en résumé, les causes de l'émigration yougoslave sont d'ordre politique, national ou religieux en tant qu'il s'agissait de l'émigration provenant des régions soumises à la domination étrangère jusqu'à naguère. Viennent ensuite les causes économiques et sociales, bien plus importantes et plus agissantes que les précédentes : l'industrie peu développée, l'agriculture primitive et faiblement rémunératrice, les dettes et l'usure, la mauvaise répartition de la propriété, caractérisée tantôt par une trop grande extension des grands domaines fonciers, tantôt par un morcel-

lement excessif du sol, le régime arriéré de kmetstvo, de tchiftchia et de colonat. La division de la *zadruga*, c'est-à-dire la désagrégation des grandes communautés familiales si bien adaptées aux conditions économiques et sociales de la vie de la classe agricole yougoslave, a été aussi une cause importante de la prolétarianisation des masses rurales et, par là, de l'émigration aussi (1).

(1) Notons que l'*auri sacra fames*, la recherche et l'exploitation des mines d'or et d'argent du Continent américain, qui a suscité de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de l'Angleterre, du Portugal des milliers d'hommes à émigrer, n'a exercé qu'une très faible attraction sur l'émigration yougoslave.

CINQUIEME PARTIE

La politique nationale d'émigration

Il y a ici (en Dalmatie) un peuple magnifique, mais très pauvre. De la seule île de Korcula ont émigré, cet été, 1.200 âmes, c'est donc toute une bataille perdue. Les choses ne doivent plus rester ainsi. Il faut y mettre fin.
— Discours de S. M. le Roi Alexandre I^{er}.

Il n'y a pas de doute que la prospérité des faibles est dans l'intérêt des puissants. Il faut qu'ils progressent ensemble, sans quoi le progrès sain n'est guère possible.
— Le professeur A. Bazala (Notes Parlementaire, 1927, p. 274).

La gravité du problème migratoire yougoslave est suffisamment marquée par le seul fait que l'émigration extérieure représente plus de 7 % de la population totale du pays, et qu'en plus elle est dispersée dans le monde entier sans jouir d'aucune protection particulière et sans être suffisamment organisée. Dans ces conditions la perte considérable que présente l'émigration pour la nation, au point de vue démographique, tend à devenir définitive.

On est frappé de l'indifférence avec laquelle toutes les couches de la société considéraient, avant la guerre, le phénomène économique et social important qu'est l'émigration. C'était pourtant un véritable cancer sur le corps de la nation, menaçant de dégénérer en un mal chronique et incurable. Cela d'autant plus, qu'un petit peuple de 13 millions d'habitants ne peut avoir des intérêts particuliers à voir son émigration prendre des mesures par trop grandes, surtout si celle-ci a un caractère définitif. Depuis la guerre, on prend conscience du rôle et de l'importance du déplacement de la main-d'œuvre pour la richesse, le bien-être et même la destinée de la nation et cette conscience impose aux gouvernements d'avoir une politique, c'est-à-dire l'élaboration et l'application d'un plan systématique et rationnel d'émigration.

Remarquons que cette politique a presque toujours un caractère international, car elle met en présence des intérêts si nombreux, si complexes et même parfois antagonistes non seule-

ment des classes différentes d'un même pays, mais aussi ceux des divers pays. C'est ce qui fait qu'il est difficile d'en dégager les principes.

Mais, en ne s'en tenant qu'aux quelques idées maîtresses, on peut dire que cette politique est déterminée par les *effets* que produit l'émigration, par la valeur positive ou négative de celle-ci, tant au point de vue national qu'au point de vue international. Ces effets sont de nature assez variée, mais on peut les grouper, en vue d'une analyse, en trois catégories principales : effets économiques, effets sociaux et effets démographiques. Par conséquent, nous aurons à envisager ces différentes catégories d'effets, correspondant aux divers aspects du problème de l'émigration. Nous aurons à examiner ensuite, à côté des principaux problèmes de l'émigration, les moyens de lutter contre l'émigration et les effets qu'elle produit au point de vue international.

CHAPITRE I

L'EMIGRATION AU POINT DE VUE NATIONAL

SECTION I

LES EFFETS ÉCONOMIQUES DE L'ÉMIGRATION

Appauvrissement du pays au profit des pays d'immigration. Le manque de main-d'œuvre agricole et ses répercussions sur l'intensification de l'agriculture. Hausse des salaires. Epargnes des émigrés comme élément actif de la balance de comptes. Leurs influences sur l'affranchissement des paysans et sur l'usure. Leur montant. Valeur des possessions des émigrés à l'étranger.

En se plaçant au point de vue économique national, on peut constater, d'abord, certains *désavantages* qui proviennent de l'émigration. L'un des plus importants, c'est que le pays d'émigration *élève et entretient à ses frais les émigrés, lorsqu'ils sont des enfants*, c'est-à-dire consommateurs improductifs. Les pays d'immigration vont en profiter, en s'épargnant les frais de leur

éducation. puisqu'ils reçoivent, en général, les hommes faits, en pleine force de production. Les peuples antiques, qui avaient besoin de bras, se procuraient des esclaves de guerre, faute de quoi ils en achetaient aux pays barbares. Les premiers colons de l'Amérique, il y a moins d'un siècle, achetaient des nègres qui coûtaient assez cher. Aujourd'hui, l'émigrant ne coûte rien; de plus, il se paie lui-même ses *frais de voyage* et l'on exige encore qu'au moment du débarquement, il soit en bonne santé et qu'il possède un *certain pécule*, de façon qu'il ait le temps de trouver du travail sans recourir à la charité publique.

Suivant une estimation intéressante de *Henry George*, auteur de « Progrès et Pauvreté », et de « Nationalisation du sol », chaque émigrant augmentait de 400 dollars la valeur du territoire des Etats-Unis, ce qui représente une valeur considérable de richesse pour la totalité des immigrants, dont ces « indésirables » auraient doté le sol américain. Il est évident, que ce gain pour les Etats-Unis correspond à une perte égale pour l'Europe. *Engels*, déjà, estimait la perte qu'aurait subie l'Allemagne, de 1849 à 1870, sous forme de capital matériel et humain du fait de l'émigration, à 1.751 millions de taliers. Cette perte est évaluée pour l'Autriche-Hongrie, pour la période de 1860 à 1910, à 6.917.000.000 couronnes. Pour l'émigration yougoslave, elle pourrait être évaluée à plus de 400 millions de dollars (22,4 milliards de dinars), en prenant comme base de calcul 500 dollars par personne émigrée (400 dollars comme valeur du capital humain et 100 dollars de frais de transport et autres).

A côté de cela, il y a d'autres inconvénients d'ordre économique particulièrement intéressants à signaler. L'émigration soulève un problème qui peut devenir parfois très grave, celui du *manque de main-d'œuvre agricole* dans les régions où l'on ne crée pas des conditions d'existence supportables pour la classe rurale.

Puis, un des premiers résultats et des plus certains d'une émigration trop intense, surtout si les émigrants sont des paysans, c'est une élévation assez rapide des salaires agricoles. Celle-ci fait, à son tour, dans bien des cas, *obstacle à l'intensification* de l'agriculture. On cite l'exemple de la *Basilicate*, région italienne où l'émigration des paysans a été la plus forte et où en même temps les progrès agricoles ont été les plus faibles, principalement à cause du manque de bras. En Yougoslavie, l'émigration avait

causé des manques très grands de main-d'œuvre en *Voïvodina*, en *Syrmie* et en *Croatie* et en *Slavonie*, où nombre des grands domaines fonciers a été soumis au *système extensif de culture*, faute des bras en nombre suffisant. L'exemple analogue nous est fourni, aussi, par la Hongrie.

Le manque de main-d'œuvre peut avoir des conséquences fâcheuses et très curieuses sur la culture des terres. Partout où on l'observe, on constate une *régression dans l'évolution de l'agriculture*. Les exploitations employant les bras salariés tendent à réduire autant que possible, en raison du manque de bras et de l'augmentation des frais de culture, les superficies cultivées, surtout pour les terres lourdes. On transforme ces terres en pâturages et « parcs », que peuplent les troupeaux de bêtes à cornes ou de chevaux. C'est un phénomène assez général, qu'on a pu observer depuis la guerre dans nombre de pays, notamment en France, où les statistiques montrent une forte diminution des superficies ensemencées en blé, fourrages cultivés, etc..., sans qu'on ait eu comme contre partie l'accroissement du troupeau de bétail, comme cela s'est produit en Angleterre à partir du xvi^e siècle.

Evidemment, c'est un retour fâcheux en arrière et cette évolution n'est pas sans avoir de grosses conséquences économiques. Suivant les calculs scientifiques de M. Lair, 100 hectares de prairies fournissent en viande la ration nutritive annuelle de 50 à 75 personnes, tandis que la même superficie cultivée en froment, orge ou en pomme de terre fournirait la ration de 775 à 1.030 personnes. Si l'on veut de la viande, la moitié de cette récolte de pommes de terre, par exemple, peut faire obtenir 3 fois plus de viande de porc que le pâturage ne fournit de viande de bœuf, tout en laissant disponible la ration de 350 à 700 personnes.

Cependant, l'émigration excessive, considérée comme un mal, n'est pas, au point de vue économique, sans une certaine contre partie. On est d'avis, d'abord, que les pays d'où proviennent les émigrants tirent un grand profit de leur départ : les salaires de leurs travailleurs augmentent et, par suite, ceux-ci ont des conditions de vie meilleure. L'émigration constitue un moyen d'action et d'expansion économique pour les pays présentant un certain degré de développement industriel, grâce aux noyaux ethniques, linguistiques et de consommateurs des produits nationaux. Par là, on fait connaître ces derniers et l'on accroît le commerce d'export-

tation. L'émigration peut encore produire, au point de vue de la métropole, quelques avantages économiques très appréciables. Elle constitue pour celle-ci une source de revenus, un élément *actif* de la balance de comptes. On a dit de l'Italie, que c'étaient des millions d'émigrés qui, par l'envoi de leurs innombrables petites économies (369 millions de liras en 1914), avaient soutenu le crédit et relevé la situation financière du pays avant la guerre (1). Cet avantage est pourtant plus ou moins grand, suivant l'esprit d'épargne et l'habitude de sobriété des émigrants. Et sous cette réserve, on peut dire, que les sommes ainsi arrivées dans le pays d'émigration peuvent augmenter la circulation monétaire, atténuer la pauvreté de certaines régions, amortir ou diminuer les dettes, contribuer au rachat des terres paysannes, etc...

En parcourant certaines colonies et villages des régions de la colonisation intérieure en Yougoslavie (Voïvodina, Vieille Serbie et Macédoine), nous avons eu bien des fois l'occasion de voir les maisons des colons ou des paysans revenus des pays d'outre-mer, contruites « avec l'argent d'Amérique », ou leurs fermes mieux pourvues d'inventaire, embellies par ce même argent et servant de modestes modèles aux voisins.

L'émigration a favorablement influencé aussi l'affranchissement de la propriété rurale dans la Vieille Serbie et Macédoine. Grâce aux économies des émigrés, un certain nombre de propriétés a pu être rachetées. Le paysan retourné dans son pays, avec un certain capital, cherche surtout à le placer dans l'acquisition de la terre, devenant de la sorte un *petit propriétaire*, qui parvient souvent à intensifier la culture de ses terres. Cela est un bien au point de vue social. Dans certaines régions d'Italie, surtout en Sicile, l'émigration a beaucoup concouru et n'a pas cessé de concourir au morcellement graduel des grandes propriétés. Seulement l'intervention de l'Etat dans cette opération n'est pas rendu superflue, car l'émigrant paie presque toujours la terre trop cher et bien au-dessus de sa valeur réelle.

Parfois, l'usure agraire a grandement diminué du fait des capitaux disponibles augmentés et des dites épargnes. Accumulées à l'étranger et envoyées ou apportées au pays natal, celles-ci ont

(1) Les envois par la Banque de Naples et par mandats-poste s'élevaient à 1.145 millions de liras en 1920, à 1.027 en 1921 et à 869 en 1922, sommes qui ne représentent qu'environ 40 % du total des transferts des émigrés italiens.

pu compenser, dans une mesure importante, le bilan du commerce extérieur passif de certains pays européens. Dans les pays, où elles présentaient une certaine intensité, elles ont produit des remarquables améliorations.

Il ne faut pourtant pas exagérer la valeur de cet avantage provenant des épargnes des émigrants. C'est ainsi, que les envois d'argent des émigrés de l'Autriche-Hongrie, de 1901 à 1910, ne s'élevaient qu'à une somme de 2.094.412.000 couronnes, alors que pendant la même époque (de 1900 à 1910) il émigra de ce pays 2.286.630 individus, c'est-à-dire que les épargnes n'atteignaient que 90 couronnes environ par an et individu.

Il est difficile d'établir, d'une façon exacte, le montant total des sommes, qui arrivent en Yougoslavie, des pays d'outre-mer, comme épargnes des émigrés yougoslaves. On ne peut qu'en donner quelques chiffres approximatifs. Ainsi, la somme des capitaux envoyés par l'intermédiaire des banques ou par la poste, de 1901 à 1910, par ces émigrés, est évaluée à plus de 360 millions de couronnes. D'après M. Lakatos, ces envois dépassaient, pour la période de 1900 à 1912, le montant de 500 millions de couronnes. Ce même montant variait, de 1911 à 1914, de 50 à 70 millions de couronnes par an. Après la guerre, les envois de capitaux des émigrés ont très sensiblement diminué. Les sommes importées par les rapatriés sont évaluées, pour la période de 1918-1921 à un total de 52 millions de dollars et pour la période de 1919 à 1925, à 150 millions de dollars. Il faudrait, cependant, déduire de cette somme les frais de transport des émigrés, environ 8 millions de dollars, le montant des pécules apportés par eux dans les pays d'immigration, 1,5 million de dollars environ et les autres frais pouvant s'élever à 4,5 millions de dollars, pour établir le bénéfice net que tire le pays de ces épargnes. Suivant une estimation du Commissariat de l'émigration de Zagreb, l'*actif* de l'émigration yougoslave s'élevait, pour l'année 1927, à une somme de 16.647.752 dollars, arrivés dans le pays et répartis ainsi :

1° par l'intermédiaire des Banques :	\$
a) de l'Amérique	11.579.714
b) des colonies britanniques (excepté le Canada)	250.000
c) de l'Europe (émigrations stables ou saisonnières)	701.750
2° Par l'intermédiaire de la Caisse postale d'épargne	626.376

3° Par l'intermédiaire des Sociétés de navigation..	540.600
4° Envois en lettres chargées	1.750.000
5° Les apports des rapatriés	1.191.110
6° Les taxes de retour	8.202

Le *passif* s'élèverait à 2.123.677 dollars, dont pour les billets de voyage (valeur réellement sortie du pays) : 1.125.769,75 dollars

Pour les billets de chemin de fer dans les pays d'immigration : 348.050,50 dollars.

Le montant que les émigrants doivent apporter dans le pays d'immigration (« Landing money ») : 210.140 dollars.

Autres apports des émigrants en plus des premiers : 253.770

Les frais des visas consulaires : 35.599 dollars.

Les Head-taxis payés par les émigrants aux E. U. A. et Mexique : 23.205 dollars.

Somme envoyée aux émigrants par leurs parents : 120.000 dollars.

Les frais de transports par chemin de fer, du port de débarquement en Europe jusqu'à la frontière yougoslave, payés par les rapatriés : 7.640 dollars.

Ainsi, le solde du bilan ne serait que de 14.524.075 dollars, lequel devrait être l'équivalent de toutes les épreuves, souffrances et misères des émigrants. Si l'on divise la somme totale de ce solde par le nombre total d'émigrés (732.000), on trouve qu'il est moins de 20 dollars par émigré, c'est-à-dire autant qu'il l'était pour l'émigration austro-hongroise de 1900 à 1910, ce qui n'est pas grand'chose évidemment.

Comme les envois d'épargne ont diminué parallèlement avec la diminution de l'émigration d'après-guerre, on a pu dire, que le tarissement de cette source est une des causes principales, à côté du phylloxéra dans la vigne, du faible prix du tabac et du fait qu'une grande étendue de terre se trouve sous l'eau, de la famine en Herzégovine (1). Les sommes d'argent envoyées par les émigrants, avant la guerre, étaient plus élevées, d'une part, parce que les émigrants étaient plus nombreux et plus mobiles. Ils partaient dans les pays d'outre-mer pour quelques années (en moyenne pour 3 ans), généralement sans famille, et envoyaient ou apportaient leurs économies. Après la guerre, l'émigration devient plus stable, les émigrants s'efforcent de faire venir leurs

(1) C.f. *Politika* du 11 mars 1928.

familles chez eux, c'est pourquoi ils dépensent leur gain sur place. D'autre part, le courant migratoire a notablement diminué ce qui a exercé une influence certaine sur le montant des envois. Il faut remarquer, aussi, que les émigrants n'ont pas confiance dans les institutions bancaires du pays à cause des nombreuses faillites survenues précisément aux banques recevant l'épargne des émigrants : la Banque Agricole Serbe, la Banque Fédérée (Ujedinjena), la Banque Slave, etc... Dès lors, ils placent la plus grande partie de leurs épargnes dans les banques américaines (1).

On évaluait l'épargne des émigrants yougoslaves placée dans les banques des Etats-Unis, à la fin de 1924, à 250.000.000 de dollars (14 milliards de dinars). Quant à la valeur de leurs possessions en biens immobiliers ou en capitaux en général, on n'a pas pu établir son montant.

Le capital de l'émigration yougoslave de l'Amérique du Sud est évalué à 250.000.000 de francs-or. Il présente cet avantage d'être concentré dans un petit nombre de mains. L'épargne de cette émigration reste, généralement, dans les banques américaines, bien que l'intérêt payé par les banques yougoslaves soit beaucoup plus élevé, ce qui s'explique par le fait que certaines de ces banques nationales, comme on vient de le dire, ont déjoué la confiance des émigrés dans les années d'après la guerre. Plusieurs d'entre elles, qui ont su attirer ces épargnes, par des réclames bruyantes, sont tombées, par la suite, en faillite, en raison de leurs opérations peu solides. Bien que ces épargnes ne soient pas aussi importantes que celles des émigrés établis aux Etats-Unis, car, ici, les émigrés font plus de placements dans l'achat des terres, dans le commerce et dans l'industrie qu'ils ne font de mises de côté, des sommes très appréciables de monnaie saine auraient pu entrer dans le pays pour servir utilement à son assainissement financier, si l'on avait su adopter une bonne politique de leur concentration et de leur utilisation.

Lorsqu'on parle des économies d'émigrés, il faut cependant remarquer que souvent ceux-ci arrivent à peine à subvenir à leurs propres besoins, sans arriver à nourrir aussi leurs familles restées dans la patrie. On sait, en effet, que tous les émigrés ne peuvent

(1) Tous les immigrants des Etats-Unis, c'est-à-dire 13 millions, envoient, d'après les statistiques américaines, 500 millions et exportent avec eux 75 millions de dollars par an.

pas faire des économies sur leurs salaires, surtout dans les premières années de leur expatriation, où leur rémunération est très modeste.

SECTION II

LES EFFETS SOCIAUX DE L'ÉMIGRATION

Effets sur la personne même de l'émigré : santé, mortalité. Effets sur les liens de famille et sur les mœurs. Changements d'ordre intellectuel et moral. Effet de la discordance du nombre des femmes et hommes émigrés.

Les effets sociaux de l'émigration sont multiples et se traduisent par ceux qui sont relatifs à la personne même de l'émigré, aux liens de famille, aux mœurs, aux changements d'ordre intellectuel, moral ou politique et à la discordance du nombre des femmes et hommes émigrés.

Quant aux conséquences relatives à la personne de l'émigré lui-même, on peut dire, d'abord, que l'émigration en provoque de très graves et presque inévitables. C'est, avant tout, l'épuisement physique des émigrants causé par le surmenage, par les labeurs des plus durs et des plus pénibles dont ils sont chargés à l'étranger, par les fatigues excessives venant soit des conditions mêmes de leur travail, soit du désir d'un gain rapide.

C'est cet épuisement physique qui faisait dire à M. Sirovatka que nos hommes (émigrés) sont de vrais martyrs. Ils font, en effet, les travaux les plus pénibles et sont exposés à mille risques tant pour leur santé que pour leur vie. Et ils gagnent rarement en conséquence. C'est ce même fait qui a fait écrire à un journaliste français, il y a déjà une vingtaine d'années : « J'ai vu des milliers de Slaves expulsés de leur pays par la misère et par la faible productivité de leurs champs. Ils viennent ici (à Pittsburg) pour mourir dans les mines, pour se consumer dans le feu des fonderies... Ils ne parlent pas un mot d'anglais; les figures de leurs enfants ont une couleur de terre et les yeux de mourants. Nombre d'entre eux ne peuvent supporter la rigueur du climat. A Pittsburg

et dans ses environs, il y a plus de 300.000 Slaves, Slovaques, Croates, etc... Un véritable fléau d'émigration a atteint ces peuples et les chasse de leur pays : ils tombent vite malades et meurent sans secours » (1).

Il faut considérer l'émigration sous un autre aspect encore. *La mortalité des émigrés est généralement plus grande que celle du pays d'immigration et du pays de provenance* de ces émigrés. Lorsqu'ils s'établissent à la campagne, sous un climat salubre, et qu'ils fondent des familles, leur mortalité peut rester modérée. Lorsque, au contraire, ce qui est le cas le plus fréquent des émigrants yougoslaves de l'Amérique du Nord, ils s'entassent dans les villes, et que, de plus, ils restent célibataires pendant une période plus longue de la vie ou émigrent sans famille, leur mortalité s'élève bien au-dessus du taux normal. Ils s'y trouvent dans de mauvaises conditions d'hygiène, de logement et d'ateliers. Puis, leur mortalité s'accroît du fait qu'ils restent souvent célibataires. Ce fait semble tellement vrai qu'on le prend pour un facteur d'accroissement relatif de la mortalité d'un pays. D'autre part, l'immigration, en général, est bien plus frappée, au point de vue de la mortalité, par les mauvaises conditions d'hygiène que les indigènes, qui ont déjà réussi à s'y créer une vie plus ou moins supportable. C'est ce qu'établit M. Bourdon pour la mortalité de l'immigration parisienne pendant la transformation de Paris, lors du second Empire. Il observe, que la puissante immigration d'alors avait dû être frappée, « non par l'effet des percées des nouveaux boulevards, mais comme toute immigration des villes » (2).

Comme ce sont généralement les hommes jeunes, vigoureux, les plus courageux et les plus entreprenants qui abandonnent le pays pour aller à l'étranger, où *ils ruinent le plus souvent leurs forces, leur santé*, se meurent petit à petit ou retournent au pays tout épuisés, la qualité même de la nation peut en être atteinte. *L'alcoolisme*, qui est souvent assez répandu dans le milieu des émigrants, agit, lui aussi, défavorablement sur la qualité de la « plante-homme » et sa descendance.

Puis, non seulement l'émigrant revient souvent chez lui atteint de *graves maladies*, notamment de la tuberculose, mais parfois l'émigration cause un *certain relâchement des liens de*

(1) Cf. M. Kosier, *op. cit.* p. 199.

(2) Cf. Revue d'Econ. polit., 1926, page 192.

famille, si forts dans le pays. C'est ce qui se produit lorsque le mari a émigré tout seul en laissant pendant plusieurs années, à la maison, sa femme et ses enfants, ce qui est le cas très fréquent de émigrants yougoslaves. A cet égard, il serait à souhaiter, lorsqu'il s'agit d'une émigration durable, que les hommes émigrent avec leurs familles ou que celles-ci les rejoignent peu de temps après.

En séjournant plus ou moins longtemps à l'étranger, les émigrés subissent aussi, en dehors du dit relâchement des liens de famille, *un relâchement des mœurs*, qui sont très patriarcales en Yougoslavie, surtout dans les régions du Monténégro, d'Herzégovine, de Dalmatie, de Lika, de Slavonie, qui donnent une partie importante de l'émigration totale.

On sait, en outre, que *les hommes changent plus vite et plus profondément lorsqu'ils voyagent ou changent de pays*; dès lors les émigrants, eux aussi, subissent, du fait de l'émigration, *des changements* d'ordre intellectuel ou moral plus ou moins profonds. Du *point de vue intellectuel*, on peut dire, quand un émigrant revient dans son pays, qu'il apparaît presque toujours avoir gagné : il apprend des métiers divers, l'anglais, l'espagnol, le portugais, en même temps qu'il a une vision plus large. Du *point de vue moral*, l'émigrant apparaît parfois amélioré, parfois c'est le contraire. Lorsqu'un simple paysan vient dans un grand centre industriel et y passe des années, il retourne, souvent, dans son pays natal, dépaysé et même parfois semblable à un nouveau-né. Il oublie la vie simple de ses ancêtres, il quitte le costume pittoresque de ses aïeux et s'habille comme un prolétaire moderne. La vie moderne matérialisée du monde de l'autre côté de l'Océan, l'atmosphère de « *self-made-men* » exerce une influence importante sur l'émigré. Il supporte mal les conditions de vie, les mœurs, les habitudes de la région qu'il avait quittée pendant un laps de temps plus ou moins long. Il n'a fréquemment qu'un seul désir : quitter le pays, de nouveau, le plus tôt possible. S'il se résigne à y rester, il agit souvent comme une sorte de « *dissolvant* » sur la société patriarcale où il vit. L'émigré vient, en outre, en contact avec les conceptions sociales ou religieuses et avec les idées politiques complètement différentes de celles de son pays natal. La différence est, en effet, considérable entre les

rapports sociaux, moraux et religieux et la civilisation générale qui règnent dans le pays yougoslave, d'une part, et ces mêmes rapports et la civilisation des pays d'outre-mer, anglo-saxons ou latins. Sans pouvoir entrer ici dans l'analyse détaillée de ces différences, on peut dire que, ce sont, contrairement à ce qu'on observe dans la société yougoslave, les idées utilitaristes qui dominent dans le monde des anglo-saxons et même en Amérique Latine. On y consacre les efforts principaux au développement des éléments constitutifs de la *civilisation matérielle*. La psychologie et la mentalité de ces pays diffèrent également de la psychologie et de la mentalité de la nation yougoslave. Dès lors ce fait doit exercer aussi une certaine influence sur les émigrés.

Il en est de même en ce qui concerne *les rapports sociaux des hommes et des femmes*. Sous l'influence de l'Orient et du monde antique, on admet, en Yougoslavie, la prédominance sociale de l'homme, point de vue dont s'écarte très sensiblement l'Amérique Latine, pendant que les pays anglo-saxons, non seulement reconnaissent l'égalité de l'homme et de la femme, mais donnent à celle-ci des privilèges particuliers à tant d'égards.

En jouissant dans les pays anglo-saxons des libertés politiques, dont il était souvent privé, avant la guerre, dans son pays d'origine, l'émigrant subit aussi inconsciemment l'*influence de la vie politique du pays d'immigration* et de ses institutions publiques, qu'il va tâcher de copier ou de transplanter dans son pays lorsqu'il sera de retour.

Lorsque les émigrants retournent dans le pays natal avec un pécule plus ou moins important, à un âge déjà avancé, souvent épuisés physiquement, ils sont rarement capables, même s'ils sont encore à l'âge productif, d'entreprendre quelque travail utile. Leur existence se trouve, en quelque sorte, brouillée, ils ne savent plus que faire et vivent, alors, *en petits rentiers*. De plus, là, où l'émigration est assez forte, elle a pour effet de changer grandement le rapport des infirmes et des incapables d'une part et du reste de la population de l'autre. Comme les premiers restent souvent sans moyens d'existence, ils viennent directement à la charge de la société et de la bienveillance publique, pendant que les hommes les plus sains ou les plus productifs vont travailler pour un pays étranger.

On a vu, que la grosse majorité de l'émigration yougoslave

était représentée par des hommes de 20 à 40 ans. Or, l'émigration à cet âge *influe sur le nombre des mariages*, comme Buzek le prouve par l'exemple de l'émigration de la Galicie (1), ce qui est de nature à avoir des répercussions sur l'accroissement de la population. Dans le même ordre d'idées, A. Rauber signale un autre inconvénient de l'émigration, inconvénient qui provient de la différence constante *du nombre des hommes et des femmes émigrés* (2). En constatant, que ce nombre est régulièrement plus élevé pour les hommes que pour les femmes, il dit que, par là, la forte discordance qui existe déjà, pour d'autres causes, entre les deux sexes, s'accroît davantage et le mal qui en provient ne fait que s'aggraver.

L'émigration peut présenter, lorsqu'elle est intense et nombreuse, des effets parfois fâcheux pour la nation aux moments les plus critiques de son existence. Tel est notamment le cas du préjudice qu'elle cause à *la défense nationale* : au moment où il faut défendre la patrie contre l'ennemi, des centaines de milliers de ses meilleurs soldats peuvent se trouver à l'étranger et souvent être empêchés de répondre à leur devoir de citoyens. C'est ce qui s'était précisément produit avec l'émigration yougoslave d'outre-mer, dans la période de 1914-1918, en raison de la guerre sous-marine.

Mais, à côté des inconvénients, l'émigration présente aussi certains avantages au point de vue social. C'est ainsi que les émigrants rapatriés exercent une influence favorable et positive sur leur milieu, dans ce sens qu'ils apportent des *vues plus larges*, moins particularistes ou régionalistes au point de vue de l'organisation du nouvel Etat. Ils apportent souvent la conviction profonde que la mission historique des petits Etats indépendants ou autonomes est achevée et que, seule, leur union fait leur force. Il n'est pas rare, en effet, de rencontrer parmi eux les *adeptes les plus convaincus de l'union nationale* et les adversaires de tout particularisme ou tendance séparatiste. Quelle est l'importance d'une telle disposition d'esprit pour un nouvel Etat en formation, il est inutile de le dire. Les rapatriés apportent, en outre, dans leur milieu, un degré supérieur de culture et de civilisation et

(1) C.f. *Überseeische Politik*, Hambourg, 1884.

(2) *Weilbiche Auswanderung und ihr Verhältniss zu einer begründeten Bevölkerungspolitik*, Leipzig, 1901, p. 34.

exercent par là une influence bienfaisante sur ce milieu. Revenus chez eux, ils aiment, en général, à montrer à leurs compatriotes qu'ils ont de l'argent, mènent une vie meilleure, c'est-à-dire s'efforcent d'améliorer leurs conditions de vie, de logement, leur alimentation, leur habillement, ainsi que de rendre leur travail plus productif, pendant que les autres tâchent de les imiter.

D'autre part, l'émigration peut constituer pour un Etat une sorte de « *souape de sûreté* », indispensable à l'exubération d'une population prolifique. Puis, lorsque les émigrants se recrutent parmi les éléments hétérogènes de la population d'un pays (minorités ethniques ou religieuses, réfugiés, etc.), leur installation à l'étranger est tenue parfois pour un procédé de débarras fort opportun. Enfin l'émigration peut devenir encore une sorte de véhicule de l'influence nationale pour peu que l'on sache choisir le terrain de diffusion et maintenir des relations étroites entre la patrie et la population dispersée à l'extérieur.

SECTION III

LES EFFETS DÉMOGRAPHIQUES DE L'ÉMIGRATION

§ 1. — *L'influence sur l'accroissement de la population*

Dépeuplement par l'émigration. — Influence sur la natalité du pays d'émigration. — Opinions diverses à ce sujet. — Emigration normale comme cause de la densité de la population.

L'émigration présente des répercussions importantes, non seulement au point de vue économique et social, mais aussi au point de vue démographique et national.

Elle diminue, d'abord, considérablement la force numérique de la nation, en même temps qu'elle la prive de sa meilleure force économique, la plus vigoureuse et la plus entreprenante. Elle correspond parfois à un véritable *dépeuplement de la campagne*, lequel prenait une forme assez aiguë avant la guerre dans certaines provinces (Slovénie, Croatie, Slavonie, Voïvodina, Dalmatie et Monténégro). Par là, l'émigration a produit des effets économiques, qu'on avait déjà rencontrés précédemment (voir page 287).

Mais, envisagée sous un autre aspect, l'émigration présente aussi certains avantages. On considère qu'une nation qui émigre se multiplie davantage. L'émigration, largement pratiquée, habitue les parents à l'idée que les enfants auront toujours, au pis aller, la ressource de s'expatrier. D'autre part, en voyant des vides se créer, chacun est porté à penser, qu'il y aura de la place pour les nouveaux venus. « L'histoire montre, dit M. Blonde!, que les peuples qui émigrent redoublent d'efforts, pour combler les vides, qu'ils redoublent de vertu et de travail pour préparer les départs et les nouveaux établissements. » Par les vides qu'elle produit dans le pays, l'émigration paraît appeler les courants d'accroissement comme les gouffres l'eau passant à leurs bords.

En raison de cette action surexcitante de la natalité d'un pays d'émigration, Malthus ne voit dans celle-ci qu'un palliatif temporaire et n'admet pas qu'elle puisse soulager un pays durablement, à moins d'enlever chaque année une proportion extraordinairement forte des jeunes adultes (Irlande).

Il cite des exemples divers et montre que, dans des contrées où l'émigration est endémique, la population reste très dense, et qu'une émigration, même énorme, si elle n'est pas continue, peut être très vite compensée (1).

J.-B. Say voit en émigration une perte sèche pour le pays et considère que le départ de 100.000 émigrants, par exemple, équivaut à la perte d'une armée d'un nombre égal, avec armes et bagages. Ce n'est pas qu'elle affaiblisse durablement l'effectif de la population, car la natalité a vite fait de combler les vides, mais la nation perd des hommes faits, qui représentent un capital et qui, de plus, emportent d'autres capitaux avec eux. Selon lui, une grande perte d'hommes faits, adultes, est une grande perte de richesse acquise; car tout homme adulte est un capital accumulé qui représente toute les avances qu'il a fallu faire pendant plusieurs années pour le mettre au point. Un marmot d'un jour ne remplace pas un homme de 20 ans; et le mot célèbre du prince Condé, sur le champ de bataille de Senef, est aussi absurde qu'il est barbare (2).

(1) St-Mill : Principes, II. Trad. fr., p. 304 et Malthus : Essai, trad. franç. Guillaumin, p. 352.

(2) « Une nuit de Paris réparera tout cela », disait Condé après la meurtrière bataille de Senef. « Une nuit, oui, plus vingt années de soins et de dépenses », répond J.-B. Say (Traité d'Ec. Polit., p. 425 et s.).

Que doit faire l'Etat dans ces conditions ? Malthus déclare qu'il ne convient pas d'encourager l'émigration, mais il affirme que ce serait une criante injustice et une mesure impolitique que de la défendre (1). D'après Say, qui s'oppose à toute mesure de coercition relative à l'émigration, car il y voit une violation du droit naturel, aucun Etat n'a le droit de retenir de force ses ressortissants. « Lorsqu'on empêche, dit-il, une population surabondante de sortir par la porte des frontières, elle sort par la porte des tombeaux. » Bentham écrit de même qu'empêcher l'émigration, « c'est changer l'Etat en prison, c'est publier, au nom même du gouvernement, qu'il ne fait pas bon y vivre ».

Plus tard, les économistes libéraux envisagent l'émigration comme un phénomène indifférent, ou bienfaisant, et en tout cas naturel et que, pour cette raison, l'on doit laisser libre. Ils croient que son influence n'est pas bien grande en ce qui concerne la population qui la fournit. « L'influence de l'émigration sur la santé du corps social, dit *Leroy-Beaulieu* dans son traité de colonisation, est analogue à l'influence d'un saignement de nez sur la santé d'un homme. »

En conséquence, l'Etat n'a qu'à s'abstenir. En Angleterre, *Mac Culloch* prétend que l'émigration spontanée ne produit pas d'effets sensibles, ni sur la population, ni sur les salaires. *Merivale* soutient qu'elle ne représente qu'une perte infime de la force et de la substance nationale et qu'elle ne peut ni affaiblir ni alléger la population d'un pays.

Par contre, Wakefield estimait qu'une émigration « choisie » pouvait diminuer fortement la population d'un pays, avec un chiffre relativement minime : 75.000 par an pour l'Angleterre, par exemple.

Dans la seconde moitié du xix^e siècle, on rencontre des économistes qui font l'apologie de l'émigration comme moyen d'alléger la surpopulation et aussi de créer des colonies et de nouveaux Etats. Pour *Le Play*, c'est « un stimulant précieux pour les familles qui en fournissent le personnel; elle est, pour d'autres, la source d'une foule d'avantages » (2).

En dépit de cette diversité d'appréciation sur les effets de l'émigration, on peut dire qu'en règle générale, l'émigration

(1) Essai, p. 352.

(2) Réf. Soc., ch. 30, III et ch. 39, I et VI.

modérée et même assez forte stimule la natalité. Par conséquent, si la densité de la population est une cause de l'émigration, l'émigration *normale*, non morbide, paraît une des causes de la densité de la population, quelque paradoxale que cela paraisse à première vue. Aussi, M. Cazajoux a-t-il dit avec beaucoup de raison : « Tout ce qui est fait pour attirer les Français aux colonies contribuera à la repopulation de la France (1). »

L'exemple de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Italie et même de la Yougoslavie, qui ont une forte émigration, en même temps que leurs populations augmentent relativement rapidement, semble confirmer cette opinion. A ce titre on peut signaler aussi l'exemple de l'île anglaise de Skye (2). Pourtant, cela ne paraît pas être toujours vrai : l'émigration de l'Allemagne diminuait à la fin du siècle dernier, tandis que la densité de sa population s'accroissait de plus en plus. Il est vrai que le cas de l'Allemagne est un peu particulier. Elle a suivi, en matière de politique d'émigration extérieure, la devise qui peut être formulée ainsi : « *Exporter les marchandises, non les hommes.* » Dans ce but, elle a fait des efforts considérables pour développer son industrie nationale et son commerce, en les rendant capables d'absorber la plus grande partie de l'accroissement normal de sa population.

Quoiqu'il en soit, l'émigration ne doit donc pas être considérée, nécessairement, dans les conditions normales, comme une cause importante de la dépopulation d'un pays. Elle ne fait, le plus souvent, que dégorger le surplus de la population, la main-d'œuvre disponible, qui, se trouvant dans des conditions économiques défavorables, cherche le placement ailleurs et fait par là libre place de consommateur à un autre (3).

(1) Cf. Réformes Sociales, 16 janvier 1897.

(2) Cf. P. Leroy-Beaulieu, Principes d'Ec. Pol., p. 219.

(3) Schönberg : National Oekonomie, Bd I, p. 758 et. s.

§ 2. — *La question de la dénationalisation des émigrés*

Le pourcentage des émigrés yougoslaves dénationalisés. — Comparaison avec celui des émigrés des autres pays. — La dénationalisation dans l'Amérique Latine. — Dans l'Amérique du Nord. — Qu'est-ce qui la facilite ? — Remèdes. — Point de vue des émigrés. — Point de vue des adversaires de la dénationalisation. — Question de la double nationalité.

A côté du danger de la dépopulation, qui peut être plus ou moins grand et plus ou moins réel, suivant l'intensité du mouvement migratoire et d'après les conditions démographiques des régions d'émigration, il en est un autre qui n'est pas moins grave que le premier. C'est le danger de la dénationalisation que présente l'émigration, notamment l'émigration *stable*. Du nombre total des émigrés yougoslaves 2 % de tous les Serbes, 12 % de tous les Croates et 16 % de tous les Slovènes émigrés ont changé de nationalité. D'après le recensement fédéral des E.U.A. de 1920, le pourcentage des émigrés naturalisés Américains aux Etats-Unis est encore plus élevé : 25,2 % (43.000), dont 35,8 % chez les Slovènes, 22,5 % chez les Croates et 12,8 % chez les Serbes. Il ressort de ces données que ce sont les Serbes qui montrent le plus de résistance à l'assimilation et à la dénationalisation à l'étranger ; ce sont eux qui possèdent la conscience nationale la plus développée. Par contre, les Slovènes, qui représentent un gros pourcentage dans la totalité de l'émigration yougoslave, possèdent une mentalité particulière à ce point de vue, mentalité que traduit d'une façon imagée l'évêque Trobec en disant : « La Slovonie est notre mère, l'Amérique notre épouse. »

S'il est rare que l'émigré se marie, par exemple, dès la première génération avec un étrangère, et, s'il le fait, c'est généralement avec une femme de nationalité slave (russe, tchèque, polonaise, bulgare), plus tard, il se marie bien souvent avec une Américaine, Anglaise, Allemande, etc... Dans ce cas, les enfants s'américanisent très vite. La dénationalisation est très rapide, surtout pour les Yougoslaves nés sur le territoire américain, et dont le nombre est très élevé par rapport au nombre des

Yougoslaves immigrés. Ainsi, d'après une statistique récente, il y a dans l'Union Américaine seule, environ 50.000 Serbes immigrés et 25.000 personnes qui y sont nées de parents serbes, près de 174.000 Croates immigrés et 120.000 personnes nées de parents croates et environ 125.000 Slovènes immigrés et 128.000 personnes nées de parents slovènes. Cette génération, née sur le sol américain, reçoit, généralement, son instruction dans les écoles américaines, se marie avec les Américains, se mêle activement à leur vie sociale, adopte leur langue, leurs habitudes et s'américanise très rapidement. Les enfants de ceux qui sont mariés avec des Américaines ou des Allemandes, ont perdu leur nationalité yougoslave et se sont complètement américanisés (1).

Les autres pays présentent un pourcentage de leurs émigrants naturalisés aux Etats-Unis bien plus considérable : Pays de Galles 72,9 %, Allemagne 72,8 % (1.300.000), Danemark 69,2 %, Suède 69 %, Norvège 67,3 %, Irlande 65,7 % (680.000), Suisse 64,9 %, Canada 57,9 %, France 56,7 % (130.000), Hollande 56 %, Angleterre (sans le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande) 63,1 % (573.000) ; Ecosse 60,9 %, Tchécoslovaquie 45,8 % (245.000), Russie 40,2 % (560.000), Autriche 37,7 %, Hongrie 29,1 % (116.000), Italie 28,1 % (450.000), Pologne 28 % (319.000), Lettonie 25,6 % (2).

Bien que, d'après ces chiffres relatifs à l'américanisation des immigrés aux Etats-Unis, la dénationalisation de l'émigration yougoslave apparaisse sous un jour favorable, en fait, on doit considérer qu'il n'en est pas ainsi. Car, ces statistiques ne paraissent pas être exactes, au moins pour l'émigration yougoslave, parce que nombre de Yougoslaves ont été inscrits avant la guerre comme Autrichiens, Hongrois ou Allemands, le gros de l'émigration yougoslave provenant, en effet, du territoire de l'ancien Etat austro-hongrois. D'après le livre *The Yugoslavs in the United States*, édité en 1921 à l'occasion d'une exposition de l'émigration yougoslave, le pourcentage des émigrants yougoslaves naturalisés Américains serait de 65 % ! Ce chiffre paraît être assez exagéré. Il semble que les émigrés yougoslaves voulaient montrer, par ce pourcentage élevé de leurs naturalisés, les sympathies et l'attachement qu'ils ont pour la nationalité américaine. Quoi qu'il en soit, il est certain que ce pourcentage est plus élevé de 25 %.

(1) F.s. Sustercic : Pouk rojakom Slovencem.

(2) C.f. Foreign Language Information Service, New-York 1920,

Il est surtout trop grand pour les *Slovènes* (35,8 %), dont la dénationalisation apparaît comme un grave problème, car on compte que plus de 50 % de la population slovène se trouve dispersée en dehors des frontières de l'Etat yougoslave : en Italie (500.000), en Allemagne, en Autriche et en Amérique.

Il faut observer, d'ailleurs, que le danger de la dénationalisation des émigrés yougoslaves est moins grand dans les pays de l'Amérique Latine, car ceux-ci, tant au point de vue économique et social qu'au point de vue de la civilisation et du degré de peuplement, présentent des conditions tout à fait différentes et moins favorables à l'assimilation que celles qu'on rencontre aux Etats-Unis et dans les pays anglo-saxons, en général. Les émigrés et leurs enfants conservèrent, dans l'Amérique du Sud, d'autant plus aisément leur nationalité que l'émigration y fut, dès qu'elle a pris une certaine importance, mieux organisée, mieux protégée et dirigée de façon à ne pas être trop dispersée en petits groupements ou familles isolées, qui auraient vite sombré dans la masse américaine.

L'Amérique du Nord présente un milieu particulièrement favorable à l'assimilation de l'émigration. L'ancien Président *Coolidge* souligne ce fait par les mots suivants : « Une des bizarreries de l'histoire de l'humanité est que, les peuples qui n'ont pas pu s'assimiler et s'unir sous le ciel de l'Europe, découvrent, en venant en Amérique, une capacité étonnante de collaboration, de fusion et d'efforts harmonieux. Ce sont, pourtant, les mêmes hommes qui ont été auparavant de l'autre côté de l'Atlantique. Il n'est pas douteux, qu'ils ont trouvé dans nos institutions, dans la forme du gouvernement et dans la société américaine quelque chose à la création de quoi ils ont contribué, eux-mêmes, quelque chose qui leur a donné, à tous, une base politique et civilisatrice commune » (1).

L'américanisation s'effectue, ici, assez rapidement pour une grosse partie des émigrés. Ainsi, d'après *E. H. Bierstadt* (2), la première génération des immigrants peut être divisée, au point de vue de l'américanisation, en deux catégories : à la première appartiennent les individus ayant une certaine instruction ou connaissant certains métiers. Ils s'assimilent facilement ou s'effor-

(1) *Forcing Language Information Service*.

(2) *Aspects of Americanisation*, p. 53.

cent d'apprendre la langue et d'adopter le vrai esprit de l'Amérique. Des gens plus âgés, naturellement, s'assimilent plus péniblement. A la deuxième catégorie appartiennent les gens sans instruction, de simples ouvriers, dont le nombre est très grand dans les régions des mines et de l'industrie du fer. Ils se tiennent, ordinairement, à l'écart de la vie américaine, car, ne sachant pas lire ni écrire leur langue maternelle, il leur est d'autant plus difficile d'apprendre à lire et à écrire la langue anglaise. D'ailleurs, ils ont rarement l'occasion de l'apprendre. Mais, la seconde génération même de ce groupe réfractaire s'assimile vite. Il ajoute, qu'à cet égard, les écoles yougoslaves de paroisses rendent un service inappréciable en faisant tout l'enseignement en langue anglaise, la langue maternelle n'étant enseignée que comme cours spécial.

L'œuvre d'assimilation aux E.U.A. se poursuit d'une façon méthodique. Non seulement on rend l'accès du territoire américain presque impossible aux races réfractaires à l'assimilation, mais la plupart des Etats fédéraux ont voté depuis quelques années des « alien land laws » stipulant que seuls les étrangers susceptibles de naturalisation pouvaient acquérir une propriété foncière, prendre des intérêts dans des exploitations agricoles et louer des propriétés à bail pour une fin agricole. Comme c'est par l'école que peut surtout se réaliser l'assimilation, les E.U.A. ont rendu obligatoire pour les enfants étrangers la fréquentation des écoles publiques. Les « language-schools », c'est-à-dire les écoles où l'enseignement est fait en langue étrangère sont autorisées, sous conditions particulières, et elles sont étroitement surveillées. Les E.-U. A. ont pris soin aussi de toujours limiter l'intervention des consuls étrangers aux seules questions auxquelles les usages internationaux leur donnent le droit de se mêler.

On poursuit, dans ce pays, une politique d'assimilation très nette. Sudney Gulick, secrétaire du National Committee for Constructive Immigration Legislation, la définissait en 1921 en écrivant : « Nous ne devons admettre, chaque année, dans le pays, que le nombre d'immigrants que nous pouvons assimiler et américaniser et auxquels nous pouvons fournir un travail sain et régulier, sans abaisser le niveau de vie et de travail américains » (1).

(1) The Nation; New-York, 2 février 1921 et Rev. Inter. du Trav. 1^{er} janvier 1922 et 2 août 1923.

L'assimilation de l'émigration yougoslave aux Etats-Unis est rendue facile et rapide, aussi par les conditions économiques et sociales générales dans lesquelles elle se trouve, de sorte qu'on ne peut pas compter sur le seul sentiment national pour empêcher sa dénationalisation. Le sentiment national lui-même disparaît à la deuxième ou à la troisième génération déjà. L'enfant, qui va dans les écoles américaines et qui vit parmi les enfants américains, subit une influence bien plus grande de ce milieu que de sa famille. Dans les grandes villes, la langue maternelle, elle-même, cède place bien vite à la langue du pays d'immigration : les enfants comprennent à peine leurs parents, mais ne parlent plus la langue maternelle. Il en est un peu autrement dans les petites villes et dans les colonies où l'émigration forme des noyaux nationaux un peu plus nombreux. L'esprit national, la langue maternelle, l'amour pour le pays natal disparaissent, ici, moins vite.

Il serait, donc, nécessaire d'établir des liens plus intimes entre la patrie et les émigrés dans le but de renforcer l'esprit national au sein de ces derniers ou, tout au moins, d'assurer à la nation les sympathies de ceux d'entre eux, dont la dénationalisation n'aurait pas pu être empêchée par la propagande nationale, par les associations mutuelles ou nationales, par les écoles, églises, bibliothèques, soko, presse nationale, etc. Ceci est surtout important pour l'émigration qui se trouve aux Etats-Unis et qui est, comme on vient de le dire, la plus exposée à la dénationalisation, car les Etats-Unis jouent aujourd'hui et joueront certainement davantage dans l'avenir, un rôle considérable dans toutes les questions économiques, sociales et politiques internationales. A cet égard, l'amour de la patrie chez les émigrants ou, au moins, leur attachement au pays natal, peuvent présenter une importance particulièrement grande. On se rappelle les services qu'ont rendu les émigrés allemands des E.U.A. à leur pays pendant la guerre mondiale. Quant à l'émigration yougoslave, elle aussi a rendu, à la même époque, par son action nationale à laquelle elle a su intéresser le Président Wilson lui-même, des services éminents et inappréciables à la patrie. Elle éleva sa voix contre l'oppression austro-hongroise et aida grandement à la libération du peuple yougoslave. Elle mit à sa disposition ses moyens financiers, organisa des régiments de combattants volontaires, etc...

Lorsqu'on parle de *l'américanisation*, il n'est pas sans intérêt de voir, quel est le point de vue auquel se placent les émigrés eux-mêmes. Il apparaît nettement favorable à l'américanisation, bien qu'il y ait aussi une opinion assez marquée qui lui soit contraire. Il y a même des organisations mutuelles d'émigration yougoslave aux E.U.A. qui posent à leurs membres *l'obligation de devenir sujets américains* dans un délai de cinq ans. La plus grande d'entre elles, l'Association Fraternelle Croate, se déclare pour l'américanisation et invite ses membres à devenir « citoyens ». L'américanisation n'est considérée par les émigrés, que comme un acte d'hommes d'affaires. L'émigré se rend compte qu'il lui est plus facile d'obtenir du travail, qu'il est mieux protégé, mieux traité par les autorités américaines, s'il est sujet américain. L'immigré naturalisé acquiert des droits civils, civiques et politiques, il n'est pas exposé à des traitements exceptionnels et à l'expulsion même, comme l'est celui qui conserve sa nationalité yougoslave (1).

Les partisans de l'américanisation considèrent, en outre, que les émigrés naturalisés Américains ne doivent pas être nécessairement des *dénationalisés*, et que l'américanisation ne doit pas être comprise comme *assimilation*. Par celle-ci la nation yougoslave « ne perd rien, ni au point de vue national, ni au point de vue matériel ». Citoyens loyaux de leur nouvelle patrie, ils resteront des fils fidèles de leur pays natal. D'ailleurs, la plus grande partie d'entre eux retournerait bien volontiers au pays dès qu'elle aurait fait des économies suffisantes pour la vieillesse (2).

Les adversaires de l'américanisation sont représentés surtout par l'opinion publique, par les hommes politiques et même par les économistes du pays.

Ils considèrent l'américanisation, non seulement comme dénationalisation, mais aussi comme synonyme de *germanisation* et d'*italianisation*. Ses effets ne seraient pas aussi passagers et insignifiants, au point de vue national qu'on le prétend, mais, au contraire, durables et importants, car l'américanisation doit avoir pour effet d'entraîner la disparition du sentiment national, l'abandon de la langue maternelle et même de la religion. Elle crée

(1) Cf. J. M. Trunk : Amerika in Amerikanci, p. 40 (Celovec. 1912).

(2) Cf. Dr. S. Baton : Nova Evropa, juin 1923, p. 516 (Amerika ani sacijai nasi iseljenici).

une attache plus solide et plus intime entre l'émigré et l'Amérique. L'expatriation de l'émigrant naturalisé Américain doit être considérée comme définitive : il ne pensera plus au retour au foyer natal. A l'appui de cette opinion on invoque le fait, que les retours dans la patrie de ces dernières années sont de plus en plus faibles. Puis, les Américains, eux-mêmes, ne considèrent-ils pas, souvent, que les enfants des immigrants naturalisés seront des Américains plus grands et des meilleurs patriotes que les Américains nés.

Pour concilier les deux opinions opposées des adeptes et des adversaires de l'américanisation, on propose d'adopter une solution qui satisferait en même temps les intérêts des émigrés et ceux de la nation. Cette solution consisterait dans l'adoption du système de la *nationalité double* qu'admettent déjà les législations de certains pays (Suisse, Italie, etc.). D'après la législation suisse, le citoyen suisse reste sujet suisse même dans le cas où il adopte la nationalité américaine; il en est de même de ses enfants, fussent-ils nés dans le pays d'immigration. La législation italienne connaît également la possibilité de la nationalité double, italienne et américaine, mais uniquement pour la première génération des émigrés. On considère, en Italie, que la deuxième génération d'émigrés italiens américanisés, ne retenant que la nationalité américaine, est appelée à jouer un rôle important dans le domaine de son affirmation politique et économique et dans celui de la propagande nationale aux Etats-Unis. La solution de la loi suisse apparaît mieux convenir au problème de l'émigration yougoslave, car la population italienne est bien plus nombreuse que la population yougoslave et la question de la nationalité des émigrés italiens se pose dans des termes différents. De plus, l'émigration italienne étant bien plus considérable, elle peut répondre au rôle qu'on lui assigne, lorsqu'elle est américanisée, rôle que l'émigration yougoslave peut jouer difficilement.

CHAPITRE II

L'EMIGRATION AU POINT DE VUE INTERNATIONAL

Effets de l'émigration au point de vue international. Point de vue des pays d'immigration. Point de vue des pays d'émigration. Antagonisme et divergences de conceptions entre ces deux groupes de pays. Opposition d'intérêts entre la classe ouvrière et les milieux patronaux. Nécessité d'une réglementation internationale des mouvements migratoires.

La théorie de la migration est le point fondamental de l'histoire universelle, dit M. Moritz Wagner (1). Elle joue un rôle considérable dans les rapports ethniques, démographiques et économiques des nations. On peut dire qu'excepté les phénomènes de natalité et de mortalité, il n'est pas de phénomènes sociaux d'une importance comparable à celle que présente l'émigration. Un phénomène social aussi important doit nécessairement produire, dans le domaine international, comme dans le domaine national, des avantages et des désavantages qu'il est bon de mettre en relief.

D'abord l'émigration constitue le meilleur moyen d'assurer l'équilibre du marché international du travail, de déverser le trop plein de population à natalité surabondante ou la main-d'œuvre en chômage momentané ou en surnombre vers les pays, où la main-d'œuvre et la population sont déficitaires. Les pays d'immigration y trouvent une main-d'œuvre toute formée, pleine d'initiative et vigoureuse, dont ils n'ont pas besoin de payer les frais d'éducation. Cette main-d'œuvre vient alimenter leurs armées industrielles et accepter même les besognes dont la population indigène ne veut pas. Puis, grâce à l'émigration, une nation peut, suivant l'expression saisissante de Montesquieu, « en provigner » d'autres, filles de son sang.

(1) C.f. Rev. d'Econ. Pol., 1925, p. 1.057 et R. Gonnard : L'émigration française jusqu'au XVIII^e siècle, dans la même revue, sept. 1916.

Ce sont les émigrants qui ont créé, politiquement, les grands Etats modernes d'outre-mer : les deux Amériques, les Dominions d'Australie et d'Afrique. « Les Etats-Unis, dit le sénateur La Follette, doivent leur puissance politique, économique et morale d'aujourd'hui à l'activité des hommes et des femmes qui ont été les immigrants. » Ce sont eux qui ont mis en valeur les pays neufs. Sans l'émigration, surtout sans l'émigration de la seconde moitié du xix^e siècle, les Etats-Unis n'auraient pas pu mettre en valeur une grande partie de leurs vastes richesses agricoles et minières, ni développer leur grande industrie, construire les chemins de fer, défricher les prairies de Far-West, planter les vignobles et les vergers de la Californie; on n'aurait pas pu produire, en quantité considérable, le café du Brésil, etc... Ce sont les émigrants qui, continuant à assurer le peuplement des pays neufs et à améliorer la répartition des populations sur le globe, suivant une juste proportion par rapport à l'étendue et à la richesse des territoires, procurent de la main-d'œuvre au pays qui en manque et des aliments aux pays trop peuplés. Au point de vue *social*, l'émigration constitue un exutoire pour les classes paupérisées et pour les éléments que la misère ou l'impatience d'un sort médiocre pourraient rendre dangereux. En même temps, elle contribue à favoriser l'échange des idées, le contact des civilisations, la diffusion des progrès techniques. Enfin, au point de vue *moral*, elle exprime l'unité de l'espèce humaine et affirme la solidarité des races différentes qui la composent. Tels sont les principaux avantages de l'émigration au point de vue international.

Par contre, l'affluence rapide des émigrants, presque tous travailleurs manuels, peut avoir pour conséquence la baisse des salaires et, partant, une moins bonne condition de vie pour les classes ouvrières du pays d'immigration. On doit objecter, cependant, que cette baisse peut être compensée en grande partie par la baisse correspondante du coût de la vie, grâce à une plus grande production due au travail des immigrants nouveaux. De plus, la production étant augmentée, elle facilite l'accroissement du capital employé dans l'industrie et l'agriculture et produit une nouvelle demande de main-d'œuvre, donc, des salaires plus élevés aussi.

La baisse du *standard of life* pourrait provenir, d'après le professeur américain *Murray East*, aussi d'une diminution relative

de la richesse moyenne des pays d'immigration par rapport au nombre de la population. Selon lui, si l'augmentation de la population des Etats-Unis devait continuer dans la proportion atteinte dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quand elle a doublé en moins de 40 années, dans deux générations, tout au plus, la population du pays ne pourrait augmenter en nombre sans que la richesse moyenne, en conséquence la standard of life aussi, ne tombât au niveau des pays surpeuplés de l'Europe (1). Bien que légitime cette préoccupation paraît exagérée et prématurée. Les Etats-Unis, qui comptent aujourd'hui une population de 110 millions environ et ont une superficie de 8 millions km², même s'ils atteignaient 400 millions d'habitants en l'an 2.000, n'auraient toujours que 50 habitants par km². Or, la France, où l'on se plaint d'un faible accroissement de la population et qui n'est pas plus favorisée au point de vue du climat, de la production agricole et des autres sources naturelles que les Etats-Unis, en a actuellement 75 par km². Puis, les prévisions en un siècle ou plus, alors que l'imprévu et l'imprévisible tiennent tant de place dans la vie de l'humanité, peuvent être fausses. Qui aurait, en effet, pu prédire il y a un siècle, que les Etats-Unis deviendraient créditeurs, pour des sommes considérables de l'Europe ? On peut se demander aussi, si toutes les sources de l'émigration actuelle qui tend vers l'Amérique, ne tariraient pas dans 50 ou 100 ans, en raison de la diminution de la natalité des pays européens ou (que Dieu nous en préserve !) en raison des nouveaux carnages éventuels de l'humanité.

Mais, en dehors de cela, une autre question très complexe et très délicate a été soulevée par les intellectuels des Etats-Unis, question qui se rapporte moins à la quantité qu'à la qualité de l'immigration. On affirme, que l'affluence d'immigrants appartenant à des races inférieures à la race anglo-saxonne, peu désirables pour bien des raisons (maladies, criminels de droit commun, illettrés, etc..), peut produire un abaissement du niveau moral et intellectuel de la nation.

On craint, aussi, un antagonisme dangereux des races formant un pêle-mêle, qui romprait l'unité du peuple nord-américain. Suivant la thèse américaine, un trop grand mélange de sang latin et slave pourrait produire une certaine dégénérescence dans la

(1) C.f. *L'umanità al bivio*, trad. ital. Turin, 1926.

race indigène. De plus, au danger du grand nombre de nègres et de mulâtres (12 millions environ), viendrait s'ajouter celui des Chinois et des Japonais, plus actifs et plus intelligents que les premiers. Puis, toutes ces races, à cause des grandes différences physiques, morales et intellectuelles, se fondent difficilement avec les blancs.

Outre ces raisons nationales et politiques, des raisons économiques, telles que la crise économique, le chômage, etc..., sont invoquées pour justifier les mesures récentes de la législation spéciale tendant à restreindre grandement l'immigration aux Etats-Unis. Nous ne pouvons pas ici entrer dans la discussion de ces arguments, quoique un examen attentif pourrait leur ôter une grande partie de leur valeur. La porte fermée ou à peine entr'ouverte des Etats-Unis, en raison des effets réels ou supposés que l'immigration aurait pu produire, si elle n'était pas limitée, est un fait avec lequel il faut compter, car non seulement les Etats-Unis, mais les autres pays aussi, comme on a déjà vu, trouvant l'immigration trop menaçante, ont apporté des barrières légales, surtout, depuis la fin de la guerre. De là va naître un antagonisme, une opposition d'intérêts entre les pays d'émigration et ceux d'immigration, qui ont rendu les problèmes migratoires, dans les rapports internationaux, plus graves et plus aigus que jamais.

Cette opposition d'intérêts entre les deux groupes de pays intéressés a trouvé son expression dans nombre de conférences internationales, économiques, politiques ou diplomatiques. Ainsi, la « Conférence des pays d'émigration », qui groupa, en 1922, sur l'initiative du gouvernement italien, les représentants de toutes les nations exportatrices de main-d'œuvre, a établi un programme général de collaboration des pays intéressés et décidé la création d'un « *Comité permanent* » qui se réunit régulièrement à Rome. La constitution de ce comité est un fait politique de la plus haute importance; elle vise à réaliser le *front unique de tous les pays d'émigration* contre ce qu'ils appellent la *domination pesante et la force ploutocratique* des pays riches en capitaux et matières premières, mais pauvres en hommes.

On constate chez les pays d'origine des émigrants une tendance naturelle à considérer qu'ils perdent ou gagnent à l'établis-

sement de leurs fils à l'étranger selon le degré d'attachement que ceux-ci conservent à leur patrie.

Il n'en a pas été toujours ainsi, car pendant longtemps l'émigrant a été considéré par ces pays comme complètement perdu et destiné à se fondre dans la masse du pays où il entraît, mais on s'y résignait. L'éveil du sens et du prestige national a provoqué un revirement complet dans les vues des dirigeants. La tendance actuelle est le maintien de l'allégeance nationale par la protection au dehors de la souveraineté nationale et l'entretien de l'esprit national par un contact continu avec les groupements homogènes des émigrés, afin de conserver ainsi leurs traditions, leur langue, etc... L'Italie est, à cet égard, un véritable modèle. Elle crée à l'usage de ses émigrants un puissant organe officiel de patronage et de direction, dit Commissariat Royal de l'émigration, et de nombreux instituts de patronage national dans les principaux centres d'immigration (loi de 1903) (1).

En outre, le gouvernement italien développa une grande activité dans les questions relatives à l'émigration pendant les premières années qui ont suivi la guerre. Depuis quelques années, pour des raisons d'ordre politique et national, il a adopté des mesures plutôt restrictives contre l'émigration. Ainsi, l'émigration des agriculteurs n'est autorisée que pour les émigrants saisonniers et ceux qui se dirigent vers les colonies italiennes. L'émigration de ceux qui sont invités à émigrer par leurs parents déjà expatriés est limitée, pendant qu'on favorise, dans une certaine mesure, l'émigration des intellectuels, des hommes de professions libres, des techniciens et de ceux dont l'émigration rendrait possible le retour dans la patrie de personnes émigrées antérieurement. Par ce dernier moyen, par l'« *émigrazione sostitutiva* », le gouvernement tend « au rafraîchissement politique » de l'émigration italienne à l'étranger. Les autres pays d'émigration adoptent une politique assez analogue à celle du gouvernement italien.

De leur côté, les pays d'immigration, par un sentiment diamétralement opposé, s'efforcent, au contraire, d'effacer le plus vite possible toute différence entre les éléments immigrés et ceux du pays. Ils éliminent à l'entrée les éléments inassimilables ou peu assimilables au point de vue de la race (de couleur) ou de civili-

(1) C.f. M. W. Oualid : L'aspect juridique de l'émigration, rapport cité à la Bibliographie.

sation (illettrés), en même temps qu'ils s'efforcent d'assimiler et d'absorber par tous les moyens les émigrés reçus. Ces pays considèrent que l'immigration, surtout du moment où elle dépasse un certain volume, est de nature à porter atteinte aux deux conditions vitales de l'existence d'un Etat : *le maintien de l'unité nationale* et *la garantie de la sécurité* vis-à-vis des pays voisins. Ceci est notamment vrai, si l'immigration n'est pas contrôlée et lorsque les immigrants, grâce à leur densité sur certains points, constituent des blocs compacts au point de vue ethnique, moins susceptibles à l'assimilation et aux influences du nouveau milieu. De plus, l'afflux, dans un milieu déterminé, des masses étrangères différentes des autochtones par la langue, les mœurs, les traditions, est un fait qui peut avoir aussi des graves répercussions économiques, sociales et politiques, désorganiser le marché du travail, les conditions de production, de consommation, etc... Dès lors, l'activité politique des pays d'immigration se traduit par tout un ensemble de mesures qu'on a qualifiées, par analogie avec la politique commerciale et par opposition au libre échange, de *protectionnisme*, voire de *prohibitionnisme ouvrier*. Les unes sont des mesures de surveillance assez différentes. Les autres visent la *sélection* des immigrants en mettant diverses conditions à leur admission (hygiène, instruction, orientation politique, etc.) ou limitent numériquement l'immigration à un taux considéré comme le maximum absorbable chaque année. Enfin, certaines mesures ont pour but de combattre la constitution de colonies, d'îlots hétérogènes dans la masse du pays et de poursuivre, d'autre part, l'assimilation et la nationalisation, aussi rapide que possible, des étrangers installés à demeure.

Le prototype de ce protectionnisme est la législation restrictive américaine avec sa multitude d'exigences et d'épreuves : sanitaires, économiques et intellectuelles, que les lois de 1921 et de 1924, renforcent en fixant le contingent total d'immigrants qui pourra y être admis chaque année, contingent qui répond aux *possibilités d'absorption économique* et surtout aux *possibilités d'assimilation nationale*. Les Etats-Unis suivent, en outre, une politique de sélection ethnique particulière, en fixant le contingent d'immigrants admissibles sur leur territoire pour *chaque nationalité*. Naturellement, la fixation d'un contingent déterminé d'immigration a touché (c'est le but même de cette mesure) bien plus certaines nationalités que d'autres. En partant de la théorie, très

généralement admise aux E. U. A., de la supériorité des races nordiques, on a pris comme base de contingent le recensement de 1890 lorsque l'immigration de l'Europe méridionale et orientale était encore faible, pour assurer aux immigrants des races nordiques un traitement de faveur par une voie détournée. En fait, c'est une véritable sélection ethnique que ce pays opère par l'application d'un texte législatif, qui semble ne viser que la restriction numérique. Ce caractère de la législation américaine est d'autant plus marqué, qu'aux termes de la loi du 26 mai 1924, ne sont admissibles aux E. U. A. que les immigrants susceptibles d'acquérir ultérieurement la qualité de citoyens américains (1), ce qui a eu pour effet d'interdire complètement l'immigration des Japonais (naturalisation n'étant possible que pour les étrangers de la race blanche ou de naissance africaine. Constitution de 1790 et ses modifications de 1870).

C'est surtout cette politique de sélection qui crée, entre les pays d'émigration et ceux d'immigration, des intérêts antagonistes, dont l'exemple, particulièrement intéressant, nous es fourni précisément par l'immigration yougoslave aux Etats-Unis. On a constaté que leurs consulats pratiquent, parmi les personnes qui voudraient émigrer aux E. U. A., une politique spéciale de sélection au moyen du visa d'entrée aux Etats-Unis, dans le but d'une américanisation la plus rapide possible des immigrants yougoslaves. Ils donnaient, par exemple, une priorité à l'immigration des femmes et des fiancées des hommes déjà immigrés. Or, l'intérêt de la nation yougoslave était, au contraire, de donner cette priorité aux hommes en général et surtout aux émigrés des régions dites passives, émigrés que les Etats-Unis refusaient ordinairement.

D'autre part, la loi américaine sur l'immigration compte, dans les quotes prévues pour chaque pays, les immigrés d'après le *lieu de leur naissance*. Cependant, nombre de sujets d'autres Etats, notamment de la Hongrie, de l'Autriche, de l'Italie et de la Roumanie, étant nés sur le territoire yougoslave, obtiennent de leur pays des passeports d'émigrants et se trouvent en concurrence, pour la quote yougoslave d'immigration, avec les émigrants sujets yougoslaves. Etant donné qu'ils émigrent généralement avec toute

(1) C.f. Rev. Internat. du Trav., vol. VIII, n° 4, octobre 1923, p. 624.

leur famille et que ce sont pour la plupart des ouvriers qualifiés, ils sont favorisés, conformément à l'esprit d'assimilation de la loi américaine, lors de l'accord des visas d'immigrés au détriment des émigrants sujets yougoslaves. Et la pratique a démontré déjà, qu'il ne faut pas compter sur la compensation éventuelle par l'immigration, aux Etats-Unis d'Amérique, des sujets yougoslaves nés sur le territoire des Etats voisins et aux dépens des quotes de ces mêmes Etats.

Les effets d'une telle politique de sélection et de restriction sont d'autant plus fâcheux que la quote réservée à l'immigration yougoslave est réduite, depuis 1925, à 671, pendant qu'il y a régulièrement environ 15.000 demandes des sujets yougoslaves tendant à obtenir l'autorisation d'immigrer aux Etats-Unis d'Amérique.

*
**

Les divergences de conceptions entre les deux groupes de pays, d'émigration et d'immigration, ont été mises en lumière d'une façon très intéressante par les débats de la Conférence de l'Union Interparlementaire de Berlin, qui a eu lieu au mois d'août 1928. Dans la discussion très animée, qui s'est engagée au sujet du problème migratoire, les délégués des Etats-Unis d'Amérique ont déclaré, dès le commencement du débat, que l'immigration constitue un problème purement interne et qu'en conséquence une conférence internationale n'a pas le droit de s'en occuper. Dès lors, ils se sont abstenus de tous les votes qui ont eu lieu à ce sujet. Le délégué français, M. Nogaro, a attiré, de son côté, l'attention de la Conférence sur le danger qu'aurait présenté l'opinion, si elle était adoptée, que les questions relatives à la naturalisation et à l'acquisition de la nationalité dans les pays d'immigration doivent être considérées comme questions d'ordre international. Le délégué letton, M. Maizels, s'est élevé contre une telle conception, qui, selon lui, « ne correspond pas à l'esprit de large internationalisme dont l'Union Interparlementaire devait s'inspirer ». En soulignant le fait, que le problème de la population du monde est dans un rapport étroit avec le problème « toujours actuel » de l'égalité des races, le délégué suédois, M. Lindhagen, a proposé une résolution dans laquelle on exprime l'opinion, que la question de la colonisation au moyen des émigrants des pays surpeuplés, présente une grosse importance pour les grandes parties de l'Europe et de l'Asie et que les questions migratoires non encore réso-

lues, y compris la question relative à la nationalité des émigrants, constitueraient un grave danger pour la paix du monde.

En somme, pendant que les pays d'émigration cherchent à déverser au dehors le trop plein de main-d'œuvre en subissant le moindre dommage économique, démographique et national, les pays d'immigration, au contraire, par une politique complètement opposée, s'efforcent d'assimiler le plus vite possible la population immigrée, de rompre tous les liens qui l'unissent à son pays d'origine et d'empêcher celui-ci d'en tirer des avantages économiques, nationaux ou politiques quelconques.

Concilier ces deux politiques aussi opposées, c'est une des plus graves questions qui se posent en matière de politique internationale. L'effort général vers une solution juste et vers une meilleure organisation des échanges démographiques est un des buts dont la poursuite présente à l'heure actuelle un intérêt de premier ordre. Si les deux groupes de nations devaient continuer à légiférer sur la matière dans leur pleine souveraineté jalousement défendue, la solution serait impossible. Ce n'est que par la voie de conventions bi ou multilatérales que pourra s'opérer le règlement de la plupart des questions visant le contingentement des émigrants, leur protection et les mesures d'assistance qu'ils peuvent requérir.

Les pays d'immigration ne savent pas toujours apprécier à sa juste valeur l'enrichissement réel que crée l'afflux d'une abondante main-d'œuvre. D'autre part, ils ont tendance à limiter l'immigration en même temps que de mesurer trop parcimonieusement la protection de leurs lois sociales lorsqu'il s'agit d'étendre celle-ci aux immigrants ou de satisfaire certains intérêts légitimes de ces derniers. Tant que ces pays n'auraient pas changé d'attitude, actuellement presque intransigeante, il est difficile d'arriver à une solution juste du problème migratoire. Il faut espérer, cependant, que le B. I. T., par sa « Section d'émigration » et sa « Commission permanente d'émigration » pourra contribuer, dans une large mesure, à la conciliation des politiques divergentes et des attitudes qui paraissent inconciliables, dont on vient de parler, et à la réglementation de l'émigration. Jusqu'ici, il reste dans un rôle de conseiller et d'agent coordinateur.

On constate une opposition d'intérêts dans la question de l'émigration non seulement chez les gouvernants, mais aussi chez les gouvernés, dans la classe ouvrière des différents pays et dans les milieux des employeurs. Le problème de l'émigration présente, d'abord, pour la classe et les organisations ouvrières un intérêt capital et on n'est pas surpris de constater qu'il fait l'objet de résolutions de plus en plus nombreuses de leur part.

Lorsqu'un ouvrier émigre, il perd en s'expatriant l'appui et la protection du syndicat auquel il pouvait être inscrit dans son pays. Dans le pays d'immigration, il se défie souvent des organisations ouvrières et se trouve *isolé* pour la défense de ses intérêts professionnels. Ils se constitue alors rapidement, dans certaines régions industrielles, des masses importantes de travailleurs complètement inorganisées au point de vue syndical, ou bien on voit apparaître la tendance à fonder des associations professionnelles autonomes. Ceci devait, naturellement, attirer l'attention inquiète des grandes « Cenrtales » ouvrières des pays d'émigration et d'immigration et des fédérations internationales.

Les trois Internationales Syndicales se sont occupées fréquemment, depuis la guerre, du problème migratoire. Pour l'Internationale de Moscou, on sait avec quelle ardeur elle s'efforce de convertir à sa foi les émigrés et autres travailleurs moins protégés, mais il est difficile de discerner quelle est son attitude exacte à l'égard des migrations sur le terrain purement social. Les deux autres réclament la conclusion des conventions internationales, le contrôle méthodique des syndicats ou des fédérations internationales ouvrières sur les migrations, ainsi que l'égalité de traitement entre les nationaux et les émigrés.

La C. G. T. française a traité aussi à maintes reprises la question. Sa politique peut se résumer ainsi : son internationalisme doctrinal lui interdit de faire mauvais accueil aux travailleurs étrangers et de s'opposer à la liberté des mouvements migratoires. Mais la devise de la Fédération Syndicale Internationale (d'Amsterdam) étant « *bien-être et liberté* », il est logique de chercher à ce que cette liberté d'immigration ne nuise pas au bien-être des travailleurs. Pour cela, il faut empêcher la concurrence au rabais sur le marché du travail :

1° en réclament pour l'ouvrier étranger le même salaire et la même protection sociale que pour l'ouvrier français;

2° en faisant entrer le travailleur étranger dans les syndicats français de sa profession affiliés à la C. G. T., qui le défendront au même titre que tous leurs membres et développeront les bonnes relations de solidarité ouvrière;

3° en réglant et en contrôlant, enfin, l'immigration de telle sorte que les contingents introduits dans chaque profession aient pour unique effet de remédier aux manques certains de main-d'œuvre et ne puissent créer de chômage, ni servir à briser une grève.

La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, bien que groupant des effectifs moindres que la C. G. T., suit avec beaucoup de continuité et d'attention les problèmes de l'immigration. Elle préconise l'établissement d'une série « d'ententes internationales fixant les conditions d'immigration de la main-d'œuvre étrangère et le régime de réciprocité dans l'application de la législation du travail ». Il faudrait « équilibrer la répartition de la main-d'œuvre immigrée en tenant compte des nécessités économiques réelles » et « prendre des mesures utiles pour faciliter l'assimilation progressive de cette main-d'œuvre ».

La C.G.T.U. a pris une attitude qui diffère sensiblement sur plusieurs points de celles de deux autres fédérations. Elle pose, cependant, le même principe que « les courants migratoires constituent un phénomène naturel » et que « nul ne peut nier le droit à l'immigration pour les hommes chassés du sol natal par le chômage, la misère ou les convulsions politiques ».

Pour elle, il ne peut être question, même en période de chômage, d'interdire aux victimes de bouleversements politiques de trouver en France un droit d'asile, droit justifié par un souci naturel de solidarité ». Elle réclame pour les syndicats ouvriers le contrôle « effectif et permanent de l'immigration » (1).

Naturellement, l'attitude des milieux patronaux, à l'égard de l'émigration diffère très sensiblement de celle de la classe ouvrière. Qu'il s'agisse de la France ou de l'Allemagne, de l'Angleterre ou des Etats-Unis, de la Pologne ou de l'Italie, de l'Australie, du Brésil, de l'Argentine, du Canada, les vues des organismes patronaux, d'une part, et celles des ouvriers, de l'autre, sont souvent opposées. Les uns réclament le maximum

(1) La Vie Syndicale, n° 18, année 1925.

de liberté et de facilité pour l'immigration, pendant que les autres s'y opposent.

Il résulte de tout ce qui précède, qu'un besoin de plus en plus impératif d'une *réglementation internationale* des problèmes de l'émigration se fait sentir. La politique suivie jusqu'ici en matière de réglementation de l'émigration et de l'immigration dépendait principalement de la législation interne des pays d'immigration. C'est à cette législation qu'ont été soumis, presque exclusivement, les émigrés. Bien que l'émigration soit, de par son essence, un phénomène international qui intéresse toujours (départ, transit, traversée, arrivée) plusieurs pays à la fois, les pays intéressés le réglementent aujourd'hui encore souverainement. On peut dire qu'en dehors de quelques conventions internationales (qui fixent les règles d'émigration entre certains pays déterminés), ce problème n'a pas encore fait l'objet du droit international. C'est une grande question de savoir si, à l'avenir, on continuera à résoudre ce problème d'une façon absolument libre et souveraine, sans se préoccuper des intérêts et de la solidarité de la société humaine.

Il y a eu, jusqu'à présent, plusieurs tentatives tendant à élaborer une protection internationale des ouvriers, dont les bases ont été établies à la Conférence internationale de *Berne*. La Conférence internationale de *Rome* (mai 1924) avait aussi pour but de régler, d'accord entre les pays d'émigration et les pays d'immigration, la question de la protection sociale des émigrés et de leur assurer tous les droits dont jouissent les ouvriers nationaux. Comme les émigrés sont généralement des ouvriers, ils devaient profiter également de toutes les mesures de protection internationale des ouvriers. Des résultats positifs ont été obtenus, dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le travail des femmes et de la jeunesse ouvrière, le travail de nuit, l'assurance des ouvriers, etc... Cependant, on n'a pas réussi jusqu'ici à organiser une protection spéciale de l'émigration continentale et transocéanique. La discussion qui a été engagée à ce sujet à la Conférence Internationale du Travail à *Washington*, n'a abouti à d'autres résultats qu'à faire voter une résolution, en vertu de laquelle fut instituée une commission spéciale, chargée de rechercher les mesures destinées à réglementer le mouvement des ouvriers en dehors de leur patrie et les mesures de protection des émigrés. Les efforts de cette commission, composée de 18 membres

dont six représentants des gouvernements, n'ont pas encore, malheureusement, donné de résultats positifs.

La Conférence Internationale d'émigration, qui a eu lieu à La Havane (Cuba), aux mois de mars-avril 1928, a adopté environ quarante résolutions portant sur différents aspects du problème des migrations. De trois résolutions les plus importantes, l'une recommande que les pays d'émigration, comme ceux d'immigration, procèdent à la compilation de leur législation d'émigration, de transmigration et d'immigration et à celle se rapportant au travail agricole et industriel, afin de faire progresser la codification des matières sur lesquelles un accord international est intervenu. La seconde résolution traite les questions soulevées au cours de la sixième Conférence panaméricaine : 1° du principe d'après lequel tous les immigrants devraient être assujettis à la législation ou à la juridiction du pays dans lesquels ils se sont fixés; 2° que toutes les résolutions concernant les migrations soient inspirées du principe de l'égalité des droits civils entre les nationaux et les étrangers et du principe que l'immigrant doit être considéré comme un homme libre; 3° du droit des Etats américains à fixer les conditions d'admission des immigrants venant d'autres continents; 4° d'étudier la définition des termes « émigrant » et « immigrant » et en outre de discuter de l'adoption de principes concernant le contrat de transport, le contrat de travail et la protection des émigrants, et 5° on demande qu'aucun des Etats américains n'entrave les migrations d'un pays à l'autre de l'Amérique (1).

La Conférence de l'Union Interparlementaire de Berlin (1928), s'est également occupée de la question, comme on l'a dit plus haut. Après un vif débat, elle a voté à l'unanimité la résolution, où il est dit que, vu la grande importance du problème migratoire pour le monde entier et considérant, que les mesures que certains Etats avaient prises à cet égard sont susceptibles d'influencer les conditions de la vie et du progrès des autres pays et même de troubler les bonnes relations entre les nations, la Conférence exprime le vœu que les Etats intéressés concluent des conventions, qui concilieraient leur propre conception sur le problème migratoire avec les intérêts économiques et sociaux des émigrants. Ces conventions devraient régler notamment les questions suivantes :

(1) Chronique mensuelle des Migrations, juin-juillet 1928.

1° L'organisation du service d'information nationale et internationale, afin de mieux orienter l'émigration;

2° Les prescriptions relatives aux conditions d'émigration et d'immigration sur le territoire étranger; la fixation des contingents d'immigration pour les divers pays;

3° La protection des émigrants, spécialement en ce qui concerne la délivrance des passeports, la santé et le moral; ceci surtout lorsqu'il s'agit des femmes, des enfants ou de la jeunesse, de la traite des blanches et de la prostitution;

4° Les conditions hygiéniques, les questions des transports, des maladies infectieuses, etc...;

5° L'application de la législation sociale nationale des pays d'immigration en faveur des émigrants, surtout l'application relative aux assurances sociales;

6° La réglementation de la question de l'acquisition de la nationalité des émigrants;

7° La réglementation du service militaire des émigrants.

C'est, surtout, la question de l'assimilation des immigrants aux nationaux, bien que des considérations politiques, économiques et financières s'opposent à une solution idéale, à l'égalité du traitement au point de vue des droits civils, civiques, politiques, etc., qui devait trouver une solution équitable, par laquelle on assurerait les intérêts primordiaux des travailleurs occupés à l'étranger.

Les principes généraux dominant le statut juridique international devaient être, en cette matière, l'application à l'émigrant de la « *déclaration des droits du travailleur* », contenue dans la Charte Internationale du Travail, partie XIII du Traité de Versailles. Ce traité insiste sur les conditions d'emploi de l'étranger. Il faut, dit-il, assurer la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger. Il faut, que les règles édictées dans des pays d'immigration assurent un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays. Des raisons d'humanité et d'intérêts de la collectivité humaine s'opposent à ce que les mesures sociales relatives à la durée du travail, aux pensions de vieillesse et d'invalidité, au droit d'association en vue de tout objet non contraire aux lois, etc. soient limitées aux travailleurs nationaux.

C'est en organisant l'émigration, afin d'empêcher que ceux

qui émigrent ne sombrent pas moralement et physiquement, en accordant aux ouvriers étrangers les mêmes avantages économiques et sociaux qu'aux travailleurs nationaux, en dirigeant les courants migratoires vers des pays qui pourront facilement les absorber, que l'on peut établir l'équilibre démographique entre les différentes nations et contribuer par là à la paix du monde.

CHAPITRE III

LES PRINCIPAUX PROBLEMES DE L'EMIGRATION

YOUGOSLAVE

Le mouvement migratoire de gens, qui n'est qu'un moment bien court dans l'existence de l'individu, constitue un phénomène continu dans la vie d'un peuple. Comme tel, il soulève de nombreux problèmes, qui se sont multipliés surtout depuis la guerre, tant au point de vue externe qu'au point de vue interne. A n'envisager que les principaux, on doit se demander : l'émigration est-elle chose privée, chose qui doit rester privée ou l'Etat doit-il l'organiser et dans quel sens (restrictions ou encouragement et facilités) ? Peut-il agir efficacement ? Quelles mesures sont à recommander ? Puis, où diriger l'émigration ? Comment régler la question de transport et des épargnes des émigrés ? Comment régler la question du recrutement des émigrés et surtout comment assurer leur protection d'une façon efficace ? Ce sont autant de questions vitales pour une grande partie de la population nationale.

Examinons, donc, brièvement ces principaux points du problème migratoire, c'est-à-dire :

1° *La protection* de l'élément national à l'étranger, impliquant l'assistance aux émigrants en général, et une assistance spéciale aux femmes et aux enfants, la réglementation du recrutement, du service sanitaire et de l'hygiène, la réorganisation du service consulaire.

2° *Les mesures nécessaires pour diriger l'émigration, la proportionner aux besoins réels des pays d'immigration en main-*

d'œuvre, ce qui implique la collaboration entre les services d'émigration et ceux d'immigration des différents pays, et même la collaboration des gouvernements des pays intéressés.

3° *La réglementation des transports et la protection des épargnes* des émigrés et leur organisation, car ces épargnes, si péniblement acquises, ne doivent pas servir à l'enrichissement des spéculateurs.

Qu'a-t-on fait jusqu'ici pour donner à ces problèmes une solution juste et rationnelle ? Pour le plus grand nombre de problèmes, rien ou presque rien. Cependant, dès que l'émigration a pris un aspect nouveau et surtout dès que les Etats-Unis d'Amérique ont restreint d'une façon radicale l'immigration, et que d'autres pays l'ont suivi dans cette voie, le problème de l'émigration impose aux gouvernants d'avoir une politique d'émigration bien définie. La solution des tous ces problèmes doit être cherchée ailleurs que dans la simple politique du laissez-faire.

SECTION I

LE PROBLÈME DE LA PROTECTION DES ÉMIGRÉS

Attitude de l'Etat dans le passé. Risques courus par les émigrés.

Les principes fondamentaux de la protection nationale de l'émigration : avant le départ, pendant le voyage, lors du séjour à l'étranger. L'exemple de l'Italie.

Si l'on examine l'attitude de l'Etat et les prescriptions relatives à l'émigration, dans le passé le plus proche, on trouve qu'elles apparaissent comme inspirées par la raison d'Etat bien plus que par l'intérêt de l'émigrant. Mal protégée, mal réglée et mal dirigée, l'émigration s'est tantôt heurtée à des obstacles de tout genres, tantôt trouvée en butte à des sollicitudes dangereuses.

Si, en principe, l'émigration devait être libre, les pouvoirs publics ont le devoir de surveiller et d'exiger des garanties sérieuses des agents qui s'occupent de l'émigration. Il importe, en effet, que l'émigrant ne soit pas la dupe des racoleurs sans scrupules, qui ne désirent que toucher une prime proportionnelle

au nombre d'hommes qu'ils expédient, ou la victime des agences louches, des marchands d'hommes, de la traite des blancs, etc...

L'émigrant mérite, nous semble-t-il, une protection plus grande encore que tout autre travailleur, parce qu'il court des nombreux risques tant avant le départ que pendant le voyage et après l'arrivée dans le pays d'immigration, à cause de son ignorance et de l'avantage qu'en tirent ceux qui l'exploitent en faisant miroiter à ses yeux des perspectives illusoires. Dangers menaçant les femmes et les enfants, risques plus grands et plus fréquents d'accidents, conditions défectueuses de transport, motivées par la concurrence des frêts et l'entassement des émigrants; divergences d'intérêts qui séparent les gouvernements des pays d'émigration et d'immigration, notamment quant aux moyens de contrôle des émigrants avant leur départ; dépaysement à leur arrivée en une contrée, où tout leur est souvent inconnu, à commencer par la langue, tels sont quelques-uns de ces risques. Pour les atténuer, une protection spéciale, outre la protection à laquelle les émigrants ont droit en leur qualité de travailleurs, leur est dûe en leur qualité d'émigrants.

Pendant longtemps l'émigrant fut considéré par sa nation comme presque définitivement perdu. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Le principe fondamental de toute politique nationale de l'émigration est que le citoyen, obligé par les circonstances économiques, sociales ou autres, à s'expatrier pour un temps plus ou moins long, ne doit pas relâcher, de ce fait, le lien qui l'unit à sa patrie. Celle-ci doit s'occuper non seulement de contrôler les conditions dans lesquelles il peut être recruté sur son propre territoire, transporté au pays d'immigration, mais aussi de lui assurer des appuis efficaces au dehors, afin de maintenir l'allégeance nationale par l'entretien de l'esprit d'attachement au pays natal. Dans ce but, on doit veiller, par la création ou la subvention d'œuvres de patronage, d'éducation et d'aide matérielle : écoles, mutualités, sociétés sportives ou amicales, etc., à ce que les groupements nationaux à l'étranger conservent leur langue et leurs traditions nationales et religieuses. La protection nationale doit rendre sensible à l'émigrant la réalité abstraite de la patrie lointaine, mais toujours présente, en maintenant chez lui l'esprit national et en ne perdant jamais de vue ses intérêts matériels ou moraux.

La protection individuelle de l'émigrant implique une protection avant son départ, pendant son voyage et à son arrivée. Avant son départ, il doit être renseigné objectivement, soustrait à la propagande mensongère ou frauduleuse, défendu contre les agents d'émigration clandestine, véritables exploiters ou marchands d'hommes. Il doit être recruté ou embauché de préférence dans les conditions conformes aux prescriptions de la législation des pays d'immigration pour éviter les frais de rejet ou d'expulsion. Pendant son déplacement, il doit bénéficier de conditions hygiéniques de transport, tant en chemin de fer qu'en bateau, être garanti contre les risques de mort ou d'accidents qui le menacent, et en ce qui concerne les femmes et les enfants, contre la traite des blanches ou de mineurs.

A son arrivée et pendant son séjour dans le pays d'immigration, où tout lui est étranger, l'émigrant doit être accueilli, orienté et surtout placé dans des conditions suffisantes d'hygiène et d'humanité, en tenant compte de ses aptitudes et de ses besoins. Evidemment, cette protection nécessite une collaboration des pays d'émigration et ceux d'immigration, sinon une réglementation internationale, sans cela elle se heurte parfois à des difficultés insurmontables.

La seconde idée maîtresse de la politique nationale d'émigration, plus récente encore que la précédente, est que l'émigrant n'est pas une bouche inutile dont le départ débarrasse la collectivité, mais qu'il représente, par sa force de production et d'épargne, une *véritable richesse*. Dès lors, il faut que le pays s'en occupe, qu'il en profite, d'abord en décidant l'émigrant à faire rentrer, au fur et à mesure, dans les caisses nationales le fruit de ses économies, ensuite, en monnayant cette force productive fournie à d'autres pays.

Les buts de la politique nationale d'émigration ne peuvent pas être mieux mis en évidence que par un aperçu de la politique italienne d'émigration, considérée comme la politique type d'émigration. L'Italie, pays pauvre en ressources naturelles et riche en hommes, est devenue la plus importante nation exportatrice d'hommes, puisque même après la guerre il en émigre chaque année, en moyenne, près de 300.000 individus.

Depuis le début du XIX^e siècle, l'on a vu s'organiser, petit à petit, la direction et la surveillance de son émigration. L'instru-

ment essentiel de la politique d'émigration est le « Commissariat Royal de l'Emigration », rattaché au Ministère des Affaires Etrangères. Il a la haute main sur tout ce qui touche de près ou de loin au contrôle de l'émigration et à la protection des colonies italiennes établies à l'étranger. A sa tête est placé un commissaire général, assisté de trois commissaires adjoints et d'un corps important d'inspecteurs d'émigration. L'activité du Commissaire général peut être ramenée à trois chefs principaux :

1° Contrôle des départs et valorisation du futur émigrant, afin qu'il soit mieux armé pour la lutte économique en même temps que plus réfractaire à l'assimilation étrangère.

2° Protection de l'émigrant en cours de voyage par l'exercice d'un contrôle sévère sur les entreprises de transports.

3° Protection de l'émigrant à l'étranger en obtenant pour lui le maximum de garanties légales ou contractuelles, dont l'application est surveillée par les inspecteurs d'émigration, les consuls ou les « attachés d'émigration », et par un grand nombre d'associations privées.

Pour éviter le recrutement clandestin, la législation sur l'émigration donne au seul Commissariat Royal le droit d'autoriser en Italie les opérations, même préliminaires, de recrutement d'ouvriers en vue de l'émigration. Les licences de ce genre ne peuvent être accordées qu'à des sujets italiens et sur demandes donnant des indications précises quant au nombre des ouvriers embauchés, à la nature, à la durée et au lieu de l'exécution du travail qui leur sera demandé. L'employeur doit s'engager à donner à l'ouvrier l'assistance médicale, à l'assurer contre les accidents de travail et à le rapatrier dans certains cas déterminés. Il doit s'engager également à ne pas refuser les bons offices que le consul italien de la circonscription ou les inspecteurs d'émigration offrirait pour régler les litiges survenant entre lui et ses ouvriers. En outre, consuls et inspecteurs seront autorisés à visiter les ateliers et chantiers, les logements des ouvriers et leurs cantines.

Cet ensemble des mesures « préventives » de défense de l'émigrant est complété par un effort remarquable de *préparation individuelle* destinée à « valoriser » celui-ci. On cherche d'abord à augmenter les connaissances techniques de l'ouvrier qui, émigrant comme manœuvre, gagnerait des salaires moins élevés que

ceux qu'il peut espérer comme spécialiste, et risquerait partout d'être le premier refoulé en cas d'encombrement du marché du travail. Par l'enseignement pratique donné dans les écoles professionnelles et dans les cours spéciaux populaires du soir, on vise aussi à accroître sa culture générale et notamment la connaissance des principales dispositions des législations étrangères concernant l'émigrant (1).

Pendant le voyage, la protection des émigrants est assurée, surtout en ce qui concerne les émigrants transocéaniques, par une série de prescriptions auxquelles doivent se conformer les Compagnies de navigation. Les armateurs ne peuvent obtenir la *patente* spéciale de transport des émigrants que si leurs bateaux remplissent certaines conditions et moyennant une caution en espèces. Afin de réserver le plus possible au pavillon national le transport des émigrants, la loi oblige les Compagnies étrangères désireuses d'obtenir la patente, à désigner comme mandataire un citoyen italien domicilié en Italie ou une Société italienne légalement constituée. Des inspecteurs spéciaux accompagnent les émigrants aux frais des Compagnies de transport, afin de veiller à ce que toutes les prescriptions de police et d'hygiène soient respectées en cours de route.

Comme autre forme de soutien que l'Italie cherche à donner à ses émigrants, il faut signaler la création d'organismes financiers ayant pour objet de seconder les entreprises italiennes à l'étranger et de les garder ainsi sous sa dépendance. Le décret numéro 3.148 du 15 décembre 1923 crée l'*Instituto Nazionale di Credito per il Lavoro italiano all'Estero*, qui a pris la forme de société anonyme par action au capital de 100 millions de lires (2) et dont les buts sont :

a) *Financer*, intégralement ou partiellement, les entreprises de travail ou de colonisation à l'étranger qui emploient uniquement ou en majorité des travailleurs italiens;

b) Accorder, soit à des sociétés commerciales, soit à des collectivités et à des coopératives italiennes de production, soit encore, mais exceptionnellement, à des colons ou artisans italiens émigrés, des avances pour les cautions ou l'achat du maté-

(1) C.f. Chronique Mensuelle des Migrations, juillet 1926.

(2) Vingt-quatre membres de son Conseil élus par l'Assemblée des actionnaires, quatre nommés par le Min. des Aff. étrangères.

riel nécessaires pour l'obtention de concessions ou l'exécution des travaux ou de projets de colonisation;

c) Rassembler des données et renseignements sur les travaux de colonisation à exécuter à l'étranger et procéder à des études d'ensemble ou détaillées sur les entreprises projetées; encourager les études entreprises à ce sujet et recueillir la documentation sur le mouvement commercial, ainsi que sur la situation des marchés du travail par rapport à l'emploi de la main-d'œuvre italienne;

d) Stimuler, intensifier et recueillir les épargnes des émigrants. En créant cet institut, le gouvernement entendait, comme le précisait M. Mussolini dans une lettre adressée au Commissaire Général de l'Emigration lors de la signature du décret du 15 décembre 1923, substituer à l'ancienne émigration de forme chaotique, une émigration de travailleurs conscients de leur propre valeur, encadrés des techniciens et des chefs italiens, dont le labeur ne servirait pas uniquement à augmenter les revenus des capitaux étrangers, mais deviendrait un élément actif de la pacifique expansion morale et économique de la patrie italienne, et dont les épargnes seraient complètement protégées (1).

Comme on le verra plus loin (page 340), la protection légale yougoslave de l'émigration, tout en se rapprochant sur nombre de points de la législation italienne, est loin d'être aussi complète et aussi efficace.

SECTION II

LA QUESTION DE L'ORIENTATION DES ÉMIGRÉS

De la nécessité d'orienter l'émigration méthodiquement. Du besoin de réglementer son recrutement. Le service d'information. La préparation professionnelle et générale des émigrés. Où diriger l'émigration ? Désorientation qui règne à cet égard.

La question de l'orientation de l'émigration présente une importance considérable. Il s'agit de la nécessité d'ouvrir des

(1) Chronique mens. de l'Emigration. Infor. sociales, vol. IX, n° 13, p. 518.

enquêtes sur la pénurie ou sur la surabondance de la main-d'œuvre dans les pays d'immigration, de façon à pouvoir diriger l'émigration vers les pays qui offrent les meilleures conditions de travail, de réussite et de santé et où cette émigration serait concentrée en groupements suffisamment nombreux et compacts, afin de tirer le meilleur parti de son expatriation, d'une part, et de mieux résister à l'assimilation, d'autre part. La protection nationale de l'émigration serait alors plus facile à réaliser, aussi.

Le régime de l'émigration spontanée ne peut convenir qu'aux forts, capables de résister aux premiers déboires et de surmonter les difficultés insoupçonnées de loin. Il est plein de périls pour ceux qui ont moins de résistance physique et morale, ou supportent mal des charges nombreuses que rend nécessaires une installation rapidement fructueuse. En outre, les réglementations de plus en plus strictes, qui régissent les migrations, rendent aujourd'hui ce mode d'émigrer difficilement praticable.

L'émigration devait se faire en conséquence d'une offre de travail préalable, de préférence pour une tâche déterminée, acceptée d'avance et au sujet de laquelle on devait établir, dans la mesure du possible, des contrats de travail. Il est vrai que ce mode d'*émigration sous contrat* n'est pas sans inconvénients. En outre, certains pays (Etats-Unis, Australie) n'acceptent pas d'immigrants engagés de loin par contrat, ces travailleurs étant exposés, pense-t-on, à accepter des conditions de travail inférieures à celles en cours dans le pays et de nature à nuire de ce fait aux travailleurs nationaux.

C'est pourquoi l'Etat doit réglementer au moins rigoureusement les conditions selon lesquelles s'effectue l'engagement des travailleurs à distance. Dans l'intérêt national comme dans l'intérêt particulier des émigrants, des dispositions spéciales doivent être prises pour épargner aux émigrants les risques d'inadaptation que présente une *émigration non préparée* et le danger plus grand encore d'être entraînés par des informations trompeuses, et pour *diriger l'émigration* nationale vers les régions où la main-d'œuvre offerte sera appréciée et placée dans les meilleures conditions.

L'orientation de l'émigrant revêt, donc, deux aspects assez différents : simple information documentaire répandue dans les milieux intéressés ou fournie directement à ceux qui ont le désir

d'émigrer; et la préparation des émigrants, qui consiste dans une sorte d'enseignement spécial, professionnel ou général ayant pour but de donner aux futurs émigrants une instruction capable d'aider leur adaptation à la vie nouvelle qu'ils veulent entreprendre.

Le *service d'information* est organisé en Yougoslavie par le Commissariat général d'émigration, qui doit répondre aux demandes de renseignements des intéressés. Le règlement d'émigration d'août 1922 énumère les moyens que doit utiliser le service d'information du Commissariat pour sa documentation. A côté des renseignements obtenus par dépouillement de la presse étrangère, l'office utilise, pour connaître les conditions de vie dans les pays d'immigration, des dépositions faites par des émigrés expérimentés et instruits, ainsi que les informations envoyées régulièrement par les attachés d'émigration à l'étranger, les observations sur place et les renseignements recueillis par la correspondance avec d'autres institutions d'émigration, avec des entreprises commerciales importantes ou avec des associations privées (1). Le fonctionnement de ce service est loin de répondre à tous les desiderata; il présente encore trop de lacunes et d'imperfections.

Quant à la *préparation* des émigrés, comportant un ensemble de mesures susceptibles de faciliter l'adaptation des émigrés au nouveau milieu, elle est inexistante en Yougoslavie. Or, le défaut de préparation des émigrants à l'existence nouvelle dont ils vont affronter les difficultés inconnues d'eux aboutit trop souvent à des échecs qui pourraient être évités en donnant préalablement aux intéressés les notions pratiques capables de faciliter leur adaptation au milieu où ils auront à agir. D'autre part, l'émigration est devenue durant ces dernières années une sorte d'exportation commerciale dont la valeur est variable selon la valeur du produit exporté : la main-d'œuvre. Les pays ayant la main-d'œuvre surabondante sur le marché intérieur ont donc intérêt à présenter à l'offre de travail extérieure une main-d'œuvre bien adaptée qui sera recherchée en raison de son habileté. En conséquence, il faudrait l'éduquer en vue de cette offre.

La préparation peut être conçue de plusieurs façons : sous forme de cours théoriques s'adressant à l'élément le plus doué

(1) Depuis 1927, la Chambre du Travail pour la Croatie et la Slavonie.

de l'émigration, comme en Allemagne, au Japon, etc.; sous forme d'un enseignement général professionnel d'un caractère pratique : cours publics ouverts aux auditeurs de bonne volonté (Italie); enfin, surtout pour la préparation à l'agriculture, sous forme de cours fermés, faits dans des écoles-fermes pour un nombre restreint d'individus (Grande-Bretagne, Pays-Bas). Cette dernière méthode d'exercices pratiques s'est, de plus, révélée comme un excellent procédé de sélection pour l'élimination des individus inaptes aux travaux de colonisation.

Quant à la direction à donner à l'émigration, si l'on examine la question de près, on trouve que les pays qui servaient de déversoir à la population nationale établissent des restrictions de plus en plus grandes, pour rendre pratiquement presque impossible toute immigration yougoslave. Tel est le cas notamment des E. U. A. et de l'Australie.

Ces pays ont réduit, comme on l'a déjà vu, considérablement la quote d'immigration réservée aux émigrés yougoslaves, de sorte qu'elle n'est plus que de 671 pour les E. U. A. et de 600 personnes par an pour l'Australie. Et encore, dans les limites de la quote établie par les E. U. A., on reconnaît (« Immigration Act » de 1924) le *droit de priorité au visa d'entrée*, jusqu'à 50 % de cette quote, aux personnes suivantes : 1° enfants célibataires de moins de 21 ans, le père ou la mère, le mari ou la femme du sujet américain, qui est âgé au moins de 21 ans; 2° immigrant qui est un agriculteur capable, sa femme et ses enfants de moins de 16 ans. En dehors de la quote ne peuvent immigrer aux E. U. A. que les personnes suivantes : a) enfants célibataires de moins de 18 ans ou femme de citoyen américain qui est établi aux E. U. au moment de la demande du visa américain; b) immigrant qui était déjà légalement admis aux E. U. et qui y retourne après un séjour temporaire à l'étranger; c) immigrant né au Canada, au Mexique, à Cuba, dans la République Dominicaine, à Haïti, etc.; d) prêtres, professeurs de certaines Ecoles et élèves de plus de 15 ans, sous des conditions particulières. A toutes les autres catégories de personnes la quote est appliquée.

A partir du 1^{er} juillet 1927, le contingent d'immigrants admissible pour chaque nationalité, établi d'après le *pays de naissance*, est fixé ainsi : il sera égal au nombre qui est à 150.000 ce que le nombre d'habitants de même nationalité résidant sur

le territoire continental des E. U. A. en 1920 est au nombre total d'habitants qui résidaient sur le même territoire en 1920 (base le « National origin plan » de 1920), sans que ce contingent puisse être moins de 100.

A côté des Etats-Unis, où les possibilités d'immigration sont donc réduites au minimum, il n'y a aujourd'hui que deux canaux principaux de déversement du surplus de la main-d'œuvre nationale : le Canada et certains Etats de l'Amérique du Sud : Argentine, Chili, Brésil, Paraguay, Pérou, etc... Il faut observer, cependant, que l'immigration dans ces pays est loin de présenter les mêmes avantages que celle dans les Etats-Unis où, dans un milieu d'une civilisation très avancée et d'un grand développement économique et technique, l'immigrant pouvait non seulement trouver un placement avantageux et une rémunération assez élevée, mais où il pouvait aussi apprendre bien des choses utiles. Il rentrait souvent dans son pays complètement transformé : d'un simple ouvrier ou paysan illettré, il devenait un *ouvrier qualifié*, artisan de premier ordre, mécanicien ou agriculteur instruit. De plus, aux Etats-Unis, le niveau de la vie elle-même est plus élevé, les salaires très hauts. L'immigration y est, au point de vue national, plus concentrée, elle y forme des groupements plus compacts, donc, offre plus de résistance à l'assimilation.

Parmi les divers pays ouverts à l'immigration, c'est le *Canada* qui semble présenter, à l'heure actuelle, les meilleures conditions à l'immigration yougoslave. D'abord, c'est le pays le plus proche de l'Europe, présentant, en outre, avec elle de grandes facilités de communications, ce qui le rend facilement accessible. Cette circonstance est importante pour l'émigration saisonnière et pour sa *mobilité* en général, laquelle présente des avantages particuliers pour la conservation nationale de l'émigration. Puis, au point de vue territorial, le Canada fait un tout, en quelque sorte, avec les Etats-Unis et par suite avec les nombreuses colonies yougoslaves qui s'y trouvent. Les émigrés y trouveront l'occasion de se perfectionner dans des branches de production qui sont du plus haut intérêt pour la Yougoslavie. Ceux qui s'y sont établis déjà ont réussi à se créer des conditions de vie satisfaisantes ou au moins supportables. Mais, ici encore, on met certaines restrictions à l'immigration (sélection, caution en argent, etc.) et l'on

tend à réduire le contingent d'immigration non britannique au profit de l'immigration britannique (1).

Il en est tout autrement dans les autres pays d'immigration, dans ceux de l'*Amérique du Sud*. Là, il y a des contrées, qui sont plus arriérées au point de vue des progrès techniques et de la civilisation que les contrées yougoslaves. Les *salaires*, ainsi que le *standard of life* lui-même, sont moins élevés que dans les Etats-Unis. L'immigration yougoslave y est nécessairement très dispersée, car le degré de peuplement de ces pays est bien faible et les grands centres économiques, industriels ou commerciaux, qui auraient pu rendre possible la concentration des forces nationales sur le territoire étranger, sont peu nombreux et très éloignés les uns des autres. Au surplus, on est toujours mal renseigné sur les conditions économiques et sociales qui y règnent, de sorte qu'il est difficile de se prononcer sur les avantages et les inconvénients de l'immigration dans ces pays sans examiner sur place ces conditions. Ce qui fait croire que celles-ci ne sont pas des meilleures, c'est que certains pays ou sociétés de colonisation *favorisent*, comme on l'a déjà vu, par tous les moyens l'immigration en payant même d'avance les frais de voyage et de transport des émigrés et de leurs familles. Pour la législation allemande, c'est une raison suffisante de considérer une telle émigration comme préjudiciable tant pour l'émigré que pour la nation et de l'interdire par conséquent (2).

D'ailleurs, dans les pays de l'*Amérique du Sud*, ne peuvent réussir que des immigrés possédant une certaine instruction. Ce sont encore les commerçants, surtout dans le *Chili*, qui réussissent le mieux, tandis que les ouvriers industriels, en raison de la crise industrielle, n'ont même pas la chance de trouver une occupation rémunératrice. L'*Argentine* fait, du reste, des difficultés à l'immigration des ouvriers industriels, pendant qu'elle favorise l'entrée des agriculteurs. L'immigration de ces derniers est favorisée aussi par le *Brésil*. Quant aux autres pays de l'*Amérique Latine*, la plupart d'entre eux ont cessé de favoriser l'immigration. Ainsi, l'*Etat de San Paolo*, qui a favorisé jusqu'en 1927 l'immigration en payant les frais de transport aux immigrants, a abandonné cette politique d'encouragement en raison de la crainte de super-

(1) C.f. *The Times* du 12 janvier 1929 (Editorial).

(2) Voir page 343 de cette étude.

production du café, des charges financières trop grandes qu'une telle politique lui impose et des fluctuations de la main-d'œuvre. Il a constaté d'après l'expérience acquise, que la qualité des immigrants était meilleure lorsque ceux-ci arrivent dans le pays à leur propres frais.

Le *Paraguay*, lui aussi, renonce à la politique d'encouragement de l'immigration et ne cherche plus à attirer que les personnes disposant de capitaux propres, notamment celles qui seraient à même d'entreprendre l'exploitation de grands domaines fonciers ou d'organiser de grandes exploitations d'élevage.

Quant à l'émigration dans l'*Australie*, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique et l'Asie elle ne semble convenir, dans les conditions présentes, qu'à ceux qui y vont comme hommes d'affaires dans des buts de spéculations diverses. Le simple ouvrier ne peut y prospérer que difficilement.

On n'a pas su prendre, jusqu'à présent, les mesures nécessaires pour donner à l'émigration une direction profitable, après avoir acquis tous les renseignements utiles sur les conditions économiques réelles des pays où cette émigration devait être orientée. A cet égard, on observe une désorientation complète regrettable. Les intéressés ne savent pas où émigrer. Ils sont laissés à la merci des différents agents louches, qui opèrent le recrutement secret ou font la propagande illicite.

C'est ainsi que nombre d'intéressés se laissent persuader aujourd'hui encore qu'il est aisé d'entrer aux Etats-Unis par voie détournée et en dehors des quotes d'immigration. Ils prennent le chemin du Canada ou des autres pays voisins des Etats-Unis dans l'espoir de franchir, ensuite, d'une façon ou d'une autre, les frontières des Etats-Unis. C'est ce qui explique l'accroissement rapide de l'immigration yougoslave au Canada. Si vraiment ils réussissent dans leur entreprise peu raisonnable, ils auront l'amère désillusion d'être déportés ou de subir d'autres peines ou amendes infligées par les autorités des Etats-Unis. Dans le but de favoriser cette immigration illégale, tout un commerce apparaît soit pour faire franchir, d'une façon illicite, les frontières des Etats-Unis, soit pour fabriquer de faux certificats de domicile de divers Etats, dont les quotes sont assez grandes ou qui se trouvent en dehors de la quote, comme les pays de l'Amérique du Sud. Com-

bien de temps, d'énergie et d'argent des émigrés sont inutilement gaspillés ainsi.

SECTION III

LA QUESTION DES ÉPARGNES ET DE TRANSPORTS DES ÉMIGRÉS

Utilité de ces épargnes. La question de leur organisation et de leur utilisation. L'importance économique et financière de la question du transport des émigrés.

En ce qui concerne l'épargne des émigrés, la loi sur la Banque Nationale privilégiée d'émission du 26 janvier 1920 stipule que la banque doit s'efforcer « de collecter et d'utiliser la monnaie saine de nos émigrés dans l'intérêt de la circulation monétaire nationale » (art. 11, § 10). Malheureusement, la Banque n'a rien fait pour répondre à ce devoir trop sommairement posé, elle n'a rien entrepris pour organiser les épargnes des émigrants.

La question des épargnes des émigrés mérite, pourtant, une attention particulière, parce que l'émigré qui s'expose à tant de privations pour épargner les sommes nécessaires à l'entretien de sa famille, ne doit rien craindre pour la sauvegarde de ses épargnes. Celles-ci ne doivent pas servir à l'enrichissement de spéculateurs sans scrupules. L'émigrant, ne connaissant pas la langue, les mœurs et les conditions du pays, où il travaille, tombe facilement dans les mains de gens sans conscience, dont le nombre est si riche dans la période d'après-guerre.

L'utilité de ces épargnes est évidente pour l'économie nationale. Elle prend une importance toute particulière lorsque le marché financier d'un pays est pauvre et insuffisant, ainsi que là où il y a un grand besoin de capitaux pour l'augmentation et l'élargissement de la force productive du pays, soit sous forme de colonisation intérieure, soit sous forme de développement de l'agriculture dans les régions faiblement exploitées, ou sous forme de création de nouvelles industries ou du développement de l'industrie existante.

Malgré cette importance des capitaux provenant des épargnes de l'émigration, on n'a, jusqu'à présent, presque rien fait en vue

d'organiser leur concentration et leur meilleure utilisation. Le seul résultat positif obtenu par le Gouvernement consiste en quelques conventions conclues avec les Etats-Unis, le Canada et quelques autres pays d'immigration, en vue de faciliter l'envoi des épargnes dans le pays par l'intermédiaire des Caisses postales d'épargne. A juger, d'après l'accueil qu'ont fait les banques privées à l'inauguration de cette nouvelle voie d'envoi de l'argent des émigrés, celle-ci paraît très bien choisie pour écarter les intermédiaires de transfert de cet argent et diminuer le nombre d'abus auxquels celui-ci fut exposé. Cependant, cela n'est pas suffisant. Il faudrait encore prendre les mesures nécessaires pour mettre à profit les épargnes des émigrés, en même temps que pour rendre tout à fait impossibles les abus qu'en ont faits certains instituts bancaires, ce qui a détourné, depuis quelques années, ces épargnes des établissements nationaux.

La politique du Gouvernement devrait tendre à stimuler, intensifier et recueillir les épargnes des émigrés. Dans ce but, on aurait pu créer, comme on l'a fait en Italie, un institut sous forme d'une société anonyme par actions, qui aurait pu organiser les capitaux des émigrés et diriger en même temps les opérations financières de partage et de colonisation des grands domaines sur une vaste échelle. Ces opérations auraient pu contribuer aussi à augmenter le nombre des retours des émigrés et à réduire celui des départs. Jusqu'ici, le Gouvernement yougoslave n'a su prendre aucune mesure utile à cet égard. L'épargne des émigrés est abandonnée à des spéculateurs, aux instituts privés peu solides et parfois sans scrupules. En raison de cet état de choses, la plus grande partie de cette épargne reste actuellement dans les banques américaines.

Complétons ces observations sommaires sur l'épargne des émigrés par un mot concernant l'*organisation du transport des émigrés* de la patrie vers les pays d'outre-mer, par les sociétés nationales de navigation, c'est-à-dire par celles qui auraient leur siège dans le pays même. Nous en avons déjà parlé précédemment (1) et nous n'aurons ici qu'à en faire ressortir l'importance au point de vue économique et financier et fournir quelques renseignements complémentaires.

(1) Voir page 192.

D'après un calcul du Commissariat d'Emigration de Zagreb, fait sur la base de frais de transport des émigrés des ports yougoslaves jusqu'à l'Amérique du Sud, 11.000 émigrés ont payé, en 1925 pour les billets, en chiffres ronds, 52.000.000 de dinars, dont il n'est resté dans le pays (pour les chemins de fer, les taxes, les frais de régie des agences de transport, etc.), que 8.000.000 de dinars, c'est dire, qu'il est sorti du pays, sans aucune nécessité réelle, 44.000.000 de dinars. Si le transport des émigrés avait été organisé par des sociétés nationales, il aurait pu y rester cependant, en dehors des dits 8 millions, les sommes correspondant :

1° aux traitements du personnel des bateaux et frais de régie	dinars	4.600.000
2° au prix des denrées alimentaires pour ledit personnel		2.500.000
3° au prix des denrées alimentaires pour les émi- grés		6.000.000
4° à la réparation et nettoyage des bateaux dans les chantiers nationaux		1.800.000
5° à l'assurance des bateaux		1.800.000
6° aux taxes des ports, à l'eau potable, à la visite médicale, etc.		1.200.000
7° à l'amortissement et au profit des bateaux		6.000.000
au total.....		dinars 23.900.000

Le montant de cette somme importante se trouverait, d'ailleurs, sensiblement accru du fait de transport des rapatriés des pays d'outre-mer. Puis, comme l'effectif de l'émigration a notablement augmenté depuis 1925, les sommes qui resteraient dans les pays auraient été aussi plus élevées. De plus, l'organisation de ce transport aurait pu donner du travail à un nombre plus grand d'ouvriers nationaux.

En vue de protéger les intérêts nationaux de l'émigration des mesures spéciales relatives aux transports des émigrants, sont prises. Tant que l'émigration n'a pas fait l'objet de la législation moderne en Yougoslavie, comme dans les autres pays intéressés, les sociétés de navigation n'étaient, le plus souvent, soumises à aucune réglementation au point de vue du transport des émigrants. Depuis l'intervention des Etats dans la réglementation de l'émigration, on considère généralement que le transport des émigrés

doit être *concessionné*. Mais, en dehors de ce principe, il n'y a aucune uniformité dans les législations des divers pays : chaque pays procède comme l'exigent ses intérêts propres. Pour exercer un contrôle plus efficace sur les opérations des diverses agences de transport, la loi yougoslave exige des sociétés étrangères d'avoir comme représentants une société nationale, c'est-à-dire ayant son siège dans le pays, ou un sujet national. Au point de vue de l'embarquement et du débarquement, la loi yougoslave dispose que les sociétés de navigation concessionnaires doivent embarquer et débarquer les émigrés uniquement dans les ports nationaux. En même temps, on prescrit certaines règles au point de vue de la qualité des bateaux, dont disposent ces sociétés, et l'on exige une caution en argent de 500.000 dinars.

Le système des concessions de transport présente, cependant, certains inconvénients importants. Il tend à l'établissement d'un monopole sur certaines lignes : là, où il y a de la concurrence, le prix de transport, la nourriture et le traitement des émigrés sont bien meilleurs. C'est pourquoi le Gouvernement yougoslave a décidé, déjà en 1923, d'accorder désormais l'autorisation de transport à toutes les sociétés remplissant les conditions légales.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION DU SERVICE D'EMIGRATION EN YUGOSLAVIE

Service d'émigration avant l'union nationale. Son organisation actuelle. Textes relatifs à ce service. Ses organes : Section d'émigration au Ministère de la Politique Sociale, Conseil Interministériel, Commissariat général, Contrôleurs et délégués d'émigration. Leurs attributions.

Avant l'union nationale de 1918, le service d'émigration n'était dans la Serbie et dans le Monténégro qu'une partie des services de la police générale. Pour la Serbie, cela vient de ce que l'émigration n'y a jamais présenté une importance bien grande, tandis que dans le Monténégro, dont l'émigration était très forte et où tout l'appareil d'Etat était conforme aux conditions primitives de sa vie, on n'a point songé à organiser le mouvement migratoire, à le contrôler ou à le réglementer d'une façon quelconque.

Les provinces soumises naguère à l'Autriche : Slovénie, Dalmatie et Bosnie et Herzégovine, n'avaient même pas de loi sur l'émigration : tous les projets de loi n'ont jamais pu sortir du Reichsrat. Le service d'émigration y fut, comme en Serbie, un service accessoire de la police générale.

Le seul service d'émigration existant, avant la guerre mondiale, sur le territoire de l'Etat yougoslave actuel, fut celui de la Croatie et de la Slavonie, basé sur l'ordonnance du 5 avril 1901, n° 18.560, par laquelle on réglemente « l'expédition des personnes des classes ouvrières et rurales dans le pays d'outre-mer ». Déjà en 1883, cependant, l'émigration était soumise au contrôle politique du Gouvernement. L'ordonnance du 5 avril 1901 prescrit, que seules les personnes possédant une *autorisation spéciale* du Gouvernement provincial croate-slovène-dalmate peuvent s'occuper de l'expédition des personnes de la classe ouvrière et rurale de la Croatie et de la Slavonie dans les pays d'outre-mer. En vertu de cette ordonnance, une *section d'émigration* fut créée au sein du Gouvernement.

Le besoin de l'organisation d'un service *spécial* d'émigration se fit sentir après 1907, année où le courant d'émigration atteint son point culminant, et où 49.475 personnes ont émigré des seules provinces de Croatie et de Slavonie. Cette organisation fut réalisée conformément à l'ordonnance du Ban du 28 février 1909, n° 8.391. C'est ce service d'émigration qui remplissait toutes les fonctions de l'émigration jusqu'en 1914, lorsque l'émigration cessa presque complètement en raison de la guerre.

Il faut observer, cependant, que l'émigration croate, malgré les proportions considérables qu'elle prenait alors, n'est pas encore considérée comme un problème national, mais comme partie constitutive du problème social austro-hongrois. Le Gouvernement provincial de Zagreb n'avait pas en conséquence de politique d'émigration propre. Celle-ci était soumise à la politique migratoire de la Monarchie austro-hongroise, si celle-ci en avait une, car l'Autriche n'avait même pas de loi sur l'émigration. D'autre part, les intérêts nationaux de la Hongrie étant souvent en opposition avec les intérêts de la Croatie et de la Slavonie, l'activité politique du Gouvernement provincial n'a jamais pu être bien utile et bien efficace pour les émigrés.

Après la guerre, avec la formation de l'Etat national indépendant, le caractère et les bases du service de l'émigration changent, naturellement. La Yougoslavie avait à organiser son propre service d'émigration et à inaugurer une politique nationale d'émigration. Cette tâche fut confiée, d'une part, à la Section d'émigration du Gouvernement provincial de Zagreb, transformé, en octobre 1922, en Commissariat Général d'Emigration, d'autre part à une *Section spéciale d'émigration instituée* par l'ordonnance ministérielle du 12 mai 1920, n° 11.836, et attachée au Ministère de la Politique Sociale.

Le but principal et direct de cette Section fut d'organiser le rapatriement des émigrés yougoslaves et de tous ceux qui s'étaient trouvés, à cause de la guerre, sur les territoires des pays étrangers (réfugiés et prisonniers de guerre).

L'ordonnance confère encore à la Section les attributions suivantes : la *propagande nationale* parmi les émigrés yougoslaves à l'étranger, l'organisation de leurs épargnes, les règlements des rapports juridiques entre les émigrés et leurs parents restés dans la patrie, la réglementation de l'émigration et l'étude des questions sociales et, en particulier, des questions ouvrières à l'étranger.

Enfin, il faut citer, comme une des fonctions importantes de la Section d'émigration, la fonction de l'*orientation* de l'émigration, exercée au moyen des autorisations individuelles d'émigrer. Il était utile, en effet, de diriger l'émigration nationale vers les pays, où elle pourrait tirer le meilleur parti de son expatriation au prix minimum de préjudices subis par elle et, par suite, par la nation elle-même.

L'ordonnance prévoit aussi la constitution des foyers de passage pour les émigrants. C'était surtout nécessaire pour protéger les rapatriés qui revenaient en masse, après la guerre, dans la patrie et qui tombaient souvent entre les mains des agents sans scrupules.

Pour la protection de l'émigration yougoslave à l'étranger, on prévoit l'institution de délégués particuliers d'émigration, désignés déjà dans plusieurs Etats d'immigration ou de transit des émigrants yougoslaves : à New-York pour les Etats-Unis d'Amérique; à Winnipeg pour le Canada; à Buenos-Ayres pour l'Amérique du Sud; à Paris pour la France; à Dusseldorf pour l'Allemagne.

En ce qui concerne le *recrutement des émigrés*, certains pays l'interdisent : les pays d'émigration, parce qu'on prive le pays de la meilleure main-d'œuvre, sans tenir compte des besoins du marché national de la main-d'œuvre, les pays d'immigration, parce qu'on introduit une concurrence souvent indésirable pour les ouvriers indigènes et aussi parce que l'immigration peut présenter de graves inconvénients au point de vue national et politique.

La loi yougoslave d'émigration (§ 24) contient une *interdiction pure et simple du recrutement* des émigrés (vrbovanje) sur le territoire de l'Etat.

Le nouveau code pénal du 9 février 1929 (§ 157) prévoit même la *peine d'emprisonnement* pour « ceux qui auraient présenté, d'une manière fausse, les conditions économiques, hygiéniques ou autres dans les pays étrangers, dans le but d'organiser, provoquer ou aider l'émigration du Royaume des S. C. S.

Les législations de quelques autres pays d'émigration réglementent d'une façon analogue le recrutement. Ainsi, la *loi italienne* sur l'émigration stipule, qu'il est interdit de recruter des émigrés à toute personne qui ne possède pas, en dehors d'une *patente* du Commissariat général d'émigration, l'autorisation spéciale délivrée dans le but du recrutement des émigrés destinés à être envoyés à l'étranger. La *loi allemande* interdit l'expédition des émigrés, citoyens allemands, auxquels les gouvernements étrangers, les sociétés de colonisation ou entreprises analogues paient les frais de transport en tout ou partie, sauf les exceptions spécialement autorisées. La *loi espagnole* interdit toute sorte de recrutement. La *loi suisse* prescrit qu'on décidera dans chaque cas concret, si l'autorisation de recrutement sera accordée ou refusée. La *loi anglaise* sur la marine marchande contient des prescriptions minutieuses pour les « recruteurs ».

Les prescriptions les plus complètes, à ce sujet, sont celles que contient le projet de loi autrichien de 1904 sur l'émigration. D'après toute une série de dispositions de ce projet, celui qui fait le recrutement en vue de la colonisation dans les pays d'outre-mer est tenu de fournir des preuves, qu'il dispose réellement des terres nécessaires, ainsi que des moyens pour réaliser cette colonisation. En plus, le projet prescrit la conclusion de contrats écrits, qui

doivent contenir toutes les conditions de colonisation et stipule, sous certaines conditions, le dédommagement au profit des émigrés.

Quant aux pays d'immigration, ils traitent cette question du point de vue de leurs propres intérêts. Ainsi, les Etats-Unis interdisent, sauf quelques exceptions, l'immigration à toute personne qui a été spécialement encouragée ou recrutée sous offre ou promesse de travail, que cette offre soit réelle ou fausse. Par contre, les Etats de l'Amérique du Sud conviennent précisément aux catégories d'émigrés que les Etats-Unis d'Amérique du Nord excluent. C'est ainsi que la loi argentine, la loi brésilienne et celles des autres pays sud-américains établissent justement comme critère de l'émigré le fait que son transport est payé, donc qu'il a été en quelque sorte recruté.

Les prescriptions de l'ordonnance ministérielle du 12 mai 1920, n° 11.836, furent complétées par la loi du 30 décembre 1921 sur l'émigration dont les dispositions essentielles sont les suivantes :

ART. 1. — On instituera, auprès du Ministère de la Politique Sociale, le *service d'émigration et d'immigration*, qui aura pour attribution de s'occuper de tout ce qui touche l'émigration et de diriger tous les organes d'émigration.

ART. 2. — Seront nommés, dans les ports nationaux importants, des commissaires d'émigration, soumis au service précité et chargés de contrôler l'application des prescriptions de la présente loi relatives au transport des émigrants.

ART. 3. — On doit attacher, aux représentants diplomatiques du Royaume dans les pays d'immigration yougoslave importants, un délégué d'émigration comme lien entre le service d'émigration et les émigrés, en vue de protéger ces derniers. Il est nommé par le Ministre de la Politique Sociale d'accord avec le Ministre des Affaires Etrangères. On instituera, en outre, dans les centres importants d'émigration à l'étranger, des Conseils d'émigration au sein de nos organisations d'émigrés, dans le but de collaboration avec les représentants diplomatiques et le délégué d'émigration.

ART. 6. — *L'émigration est libre* dans les limites de cette loi, mais elle peut être limitée par le Ministre de la Politique Sociale pour un certain temps et pour certains pays, si l'intérêt du pays ou celui de l'émigré l'exige.

ART. 8. — L'émigré ne peut quitter notre territoire qu'avec le passeport qui vaut uniquement pour le *voyage direct* du port national au port du pays d'immigration; il ne peut rentrer dans le pays que par le passeport valable du port de l'Etat qu'il quitte pour le port national. Le voyage par les ports européens étrangers est interdit.

ART. 9. — Le passeport n'est délivré à l'émigré que sous condition : 1° d'apporter des preuves qu'il a satisfait au service militaire; 2° qu'il remplit les conditions prescrites par le pays où il va immigrer; 3° qu'il a au moins 18 ans. S'il est plus jeune, le passeport ne peut lui être délivré qu'en commun avec la famille ou avec la personne qui lui est désignée par son père ou tuteur, comme compagnon de voyage; 4° qu'il prouve d'avoir payé les impôts publics dûs, et 5° qu'il n'est pas sous l'instruction du code pénal, ou qu'il a déjà subi la peine, dans le cas de condamnation.

Toute tentative pour déjouer ces prescriptions, pour soi ou pour autrui, sera sévèrement punie, conformément à la présente loi.

Les articles 10 à 29 réglementent le transport des émigrés. Nous ne citerons que les dispositions les plus importantes.

L'article 10 stipule : Ne peuvent s'occuper de la vente des billets de transport maritime aux émigrés indigènes et de leur transport que les entreprises de navigation qui embarquent et débarquent dans les ports du pays et qui sont munies d'*autorisation spéciale* et intransmissible du Conseil des Ministres. Celle-ci ne peut-être délivrée qu'après le dépôt d'une caution de 500.000 dinars à la Banque Nationale des S. C. S., caution qui sert à assurer les réclamations des émigrés envers l'entreprise de transport et le paiement des amendes éventuelles, auxquelles celle-ci serait condamnée (art. 13).

ART. 16. — Tout bateau à vapeur, qui transporte de l'autre côté de l'Océan 50 émigrés ou plus, est tenu de mettre une place gratuite de 1^{re} classe à la disposition d'un fonctionnaire du Ministère de la Politique Sociale, qui aura un plein pouvoir de contrôle sur le logement, l'alimentation et les soins médicaux des émigrés sur le bateau, ainsi que le droit d'examen de tous les documents et actes du bateau.

ART. 20. — Le Ministre de la Politique Sociale a le plein droit de contrôle sur les opérations des entreprises autorisées confor-

mément à l'art. 10 : dans les bureaux des représentants, dans les bureaux d'expédition et sur les bateaux de ces entreprises.

ART. 21. — L'entreprise de transport délivrera les billets de voyage seulement sur la base des *contrats écrits* conclus entre l'émigré et l'entreprise ou son représentant autorisé. Ce contrat est établi en langue yougoslave et en deux exemplaires, dont un sera soumis à la fin de chaque mois au Ministère de la Politique Sociale.

Il doit contenir : outre le nom de l'entreprise et la ligne exacte du voyage, le nom, l'adresse, l'âge, la profession de l'émigré, la désignation du port d'embarquement et de débarquement, le prix de transport (lequel doit comprendre aussi la nourriture, les soins médicaux, transport de bagages d'un poids déterminé, l'examen médical avant l'embarquement et les frais de funérailles en cas de mort); la désignation de la place pour tout voyageur en m³; l'extrait des prescriptions légales sur l'immigration du pays où va l'émigré et l'extrait de la loi relative au transport des émigrés.

ART. 22. — Tous les droits et toutes les commodités, prévus par cette loi pour les émigrés sujets yougoslaves, sont également applicables aux émigrés *sujets étrangers*, qui embarquent dans les ports du Royaume des S. C. S.

ART. 24. — Le recrutement pour l'émigration, notamment par des informations et promesses, est puni suivant la présente loi. Les représentants des sociétés de navigation ne doivent donner que des renseignements relatifs au transport.

ART. 26. — Les tarifs de transport des sociétés de navigation doivent être soumis à l'examen et à l'approbation du Ministère de la Politique Sociale tous les trois mois.

Les articles 30 à 33 prévoient l'institution d'un *fonds d'émigration*, alimenté par des amendes prononcées en vertu de cette loi, des versements des rapatriés et d'autres revenus établis par la loi ou des règlements. Il est dirigé par la Banque Hypothécaire de l'Etat, suivant les instructions du Ministère de la Politique Sociale, qui en a la disposition. Son montant s'élève à près de 20 millions de dinars.

L'article 35 établit des peines pouvant aller jusqu'à 6 mois de prison et 50.000 dinars d'amende pour les infractions aux prescriptions de la présente loi.

En vertu des articles 3 et 39 de cette même loi sur l'émigration, il est intervenu un règlement très important sur son exécution, d'après lequel le service d'émigration est assuré par :

- 1° Le Ministère de la Politique Sociale (section d'émigration);
- 2° Le Conseil consultatif interministériel d'émigration;
- 3° Le Commissariat d'émigration;
- 4° Les contrôleurs d'émigration : des ports, des chemins de fer et des bateaux;
- 5° Les délégués du Ministère de la Politique Sociale à l'étranger.

a) Les attributions de la Section d'émigration du Ministère de la Politique Sociale sont les suivantes :

1° La direction et le contrôle suprême de tout le service de l'émigration; 2° la politique d'émigration et la préparation des accords internationaux pour la protection des émigrés et des rapatriés yougoslaves; 3° l'élaboration des projets de lois et d'ordonnances dans toutes les questions d'émigration; 4° la confection des rapports annuels sur l'œuvre accomplie par les autorités d'émigration dans le pays et à l'étranger; 5° l'édition des publications officielles concernant les questions d'émigration; 6° la concession du droit de transports des émigrés; 7° le contrôle sur les opérations des sociétés de navigation; 8° la nomination du personnel de service d'émigration à la charge du fonds d'émigration; 9° l'évidence de la législation étrangère sur l'émigration et son application; 10° la direction de la protection d'ordre juridique privé; 11° le service d'information et la statistique économique et migratoire; 12° l'organisation des liens économiques et culturels entre les émigrés à l'étranger et la patrie par des délégués d'émigration; 13° la direction du service d'émigration; 14° la décision, en dernière instance, des recours contre les décisions de la seconde instance (Commissariat d'émigration), conformément aux §§ 35 et 36 de la loi d'émigration; et 15° la décision sur les demandes de passeports d'émigration pour tout le territoire du pays.

b) Le *Commissariat d'émigration* est l'organe principal d'exécution soumis à la Section d'émigration du Ministère de la Politique Sociale. Par conséquent, c'est à lui qu'est confiée l'application de la plupart des prescriptions essentielles de la loi d'émigration : contrôle sur le mouvement migratoire, contrôle sur les

opérations des sociétés de navigation et sur le travail des organes inférieurs du service d'émigration; service d'information, protection des émigrés, statistiques d'émigration, etc. Son *service juridique* a pour compétence tout ce qui a trait à la législation et à la protection juridique des émigrés. Le *service financier* a pour attribution la direction des fonds d'émigration et d'immigration. Au *service exécutif* on a conféré le droit de contrôle de la circulation migratoire tant sur les émigrés que sur les sociétés de navigation, concessionnaires du transport des émigrés, ainsi que la direction des foyers des émigrés et la compétence en matière de contraventions aux lois d'émigration. Enfin, le *service d'information* est chargé de donner aux émigrés et aux réémigrants intéressés des renseignements exacts et utiles sur toutes les questions qui peuvent présenter pour eux un intérêt particulier.

c) Le *Conseil interministériel d'émigration*, composé des représentants de tous les Ministères intéressés au problème de l'émigration (Politique Sociale, Affaires Etrangères, Intérieur) et de 24 membres du milieu des émigrés et rapatriés, des représentants de la science, des sociétés de navigation, des instituts bancaires et économiques et du chef du service d'information du Commissariat d'émigration comme rapporteur. Il a le devoir de collaborer dans toutes les questions d'émigration, notamment sous forme de *conseils* à donner sur les projets de loi et ordonnances à édicter, sur les concessions de transport à accorder, d'exercer le contrôle sur le travail du Commissariat d'émigration et sur tous les organes d'émigration, ainsi que sur la disposition du fonds d'émigration. Ses conclusions n'ont qu'un caractère consultatif.

Il est à regretter que la protection légale et les soins des autorités d'émigration n'aient pas été étendus à l'émigration continentale, que la loi sur l'émigration a négligé de réglementer.

CHAPITRE V

LES REMEDES CONTRE L'EMIGRATION

On peut dire que, du point de vue économique, un pays où la population augmente rapidement ne peut être sauvé de l'appauvrissement que par le développement parallèle de son indus-

trie, de son commerce, par l'intensification de sa production agricole ou par l'émigration.

Pour le développement de l'industrie, de l'agriculture, et même du commerce, il faut des conditions favorables, des richesses naturelles en matières premières, des capitaux et des débouchés assurés aux produits créés.

Quant à l'émigration, qu'il s'agisse de l'émigration définitive ou de l'émigration provisoire, mais bien plus pour la première qui ne peut pas présenter des avantages appréciables pour la nation, on doit rechercher des moyens pour y remédier, s'efforcer de lui donner la possibilité de gagner sa vie dans la patrie même. Cependant, comme l'émigration provisoire ne présente pas les mêmes inconvénients que l'émigration définitive, on peut envisager le placement du surplus de la main-d'œuvre nationale à l'étranger aussi, sans qu'il en résulte des préjudices trop grands pour les intérêts de la nation. Mais, même dans ce cas, il faut avoir, pour le placement de l'émigration à l'étranger dans des conditions avantageuses, des colonies à soi ou du moins des débouchés ouverts dans les pays plus riches et moins peuplés où les émigrants pourraient trouver un emploi sûr et productif. Dans le cas contraire, il faut savoir prendre les mesures nécessaires, dans l'intérieur même du pays, pour donner au problème de l'émigration la solution la mieux appropriée et la plus rationnelle.

On doit lutter contre l'émigration, non pas par des mesures prohibitives, mais en s'efforçant d'écarter les *causes* même de l'émigration, car dès que ces causes vont cesser d'agir d'une façon inéluctable, comme jusqu'à présent, le mouvement de migration va diminuer de lui-même, en même temps que commencera le mouvement de rapatriement. Dans ce but, il faut avant tout s'efforcer de développer les branches principales de l'activité économique du pays : l'industrie et l'agriculture, et d'apporter des améliorations aux conditions économiques et sociales de la classe ouvrière agricole.

Voyons quelles sont les possibilités réelles du développement de ces branches et quelles sont les mesures indispensables pour assurer, dans le pays même, un placement productif et avantageux à la main-d'œuvre nationale disponible.

SECTION I

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE COMME REMÈDE CONTRE L'ÉMIGRATION

Faible degré de développement industriel actuel. Nombre et répartition des entreprises industrielles suivant les régions et les diverses branches. Possibilités du développement de l'industrie et du placement de l'excédent de la main-d'œuvre nationale.

A l'heure actuelle, en raison du faible degré de développement de l'industrie nationale, celle-ci est loin de pouvoir absorber toute la main-d'œuvre disponible.

Les conditions favorables au développement industriel du pays n'apparaissent qu'après la formation de l'Etat national, lorsque commencent à se constituer des débouchés intérieurs assez larges pour l'écoulement des divers produits industriels. Etant donné, que la Yougoslavie est un pays essentiellement agricole, ce sont surtout les industries transformant les produits agricoles ou forestiers qui s'y développent, tandis que le développement des autres industries, n'est qu'à l'état embryonnaire. C'est pourquoi les besoins de la consommation intérieure en produits de l'industrie textile, en produits chimiques et pharmaceutiques et les besoins en machines en général sont satisfaits principalement par l'importation. Encore, faut-il ajouter, que même le premier groupe d'industries n'est quelque peu développé que dans certaines provinces : Slovénie, Croatie, Slavonie, Voïvodina. L'industrie est bien moins développée dans la Serbie, en Dalmatie, en Bosnie, et en Herzégovine, pendant qu'elle est presque inexistante dans la Serbie du Sud et au Monténégro.

Il y a dans le pays, d'après les données des Chambres Ouvrières, 25 branches différentes d'industrie avec 9.222 entreprises, occupant 260.000 ouvriers, soit 28 ouvriers par entreprise, en moyenne. 7.419 ou 80,5 %, c'est-à-dire la grosse majorité de ces entreprises, sont de toutes petites entreprises occupant moins de 10 ouvriers. Les autres entreprises sont réparties, au point de vue de nombre des bras employés, ainsi :

652	entreprises occupent	11 à 20	ouvriers.
600	»	21 à 50	»
218	»	51 à 100	»
153	»	101 à 200	»
120	»	201 à 500	»
37	»	501 à 1.000	»
22	»	plus de 1.000	»

Ces chiffres indiquent clairement le faible degré du développement industriel du pays. Celui-ci dispose, cependant, non seulement de richesses naturelles considérables, mais aussi d'une force hydraulique très grande de 9.000.000 HP, dont il n'utilise actuellement que 166.000 HP.

Selon une statistique plus récente, publiée par la Chambre Centrale des Corporations Industrielles de Belgrade, il y aurait en tout *seulement* 4.031 *entreprises industrielles*.

Ces entreprises se répartissent suivant les provinces : Serbie du Nord, 676; Serbie du Sud, 80; Croatie (Zagreb), 762; Slavonie (Osek), 584; Slovénie, 431; Batchka, 468; Banat, 283; Bosnie et Herzégovine, 478, et Dalmatie, 269 entreprises. Relativement au territoire et à la population, le plus grand nombre de grosses et moyennes entreprises industrielles se trouve en Slovénie, province la plus industrialisée du pays.

Du nombre total de ces entreprises, 1.387 entreprises reviennent aux industries agricoles et aux industries d'alimentation, 635 à l'industrie du bois, 112 à l'industrie du cuir, 70 à l'industrie du papier, 194 aux industries chimiques, 213 à l'industrie textile, 66 aux confections, 36 aux entreprises des mines, 235 à la métallurgie et aux machines, 88 aux mines de charbon, 24 à la verrerie, 346 aux tuileries, 19 aux usines des wagons, d'aéroplanes et de bateaux, 18 aux fabriques électro-techniques, 113 à l'industrie graphique et grandes imprimeries, 147 aux usines électriques et usines à gaz, etc...

Le capital investi dans l'industrie est évalué à 10 milliards de dinars et sa production annuelle à 15 milliards de dinars (1). Le revenu net de l'industrie, y compris les entreprises de l'Etat et des communes, s'élèverait à 5,8 milliards de dinars, celui des métiers à 7,8 milliards et enfin le revenu net de l'industrie fami-

(1) Cf. M. Djuricic, *op. cit.*

liale à un milliard. Le fait caractéristique de l'économie nationale, c'est que *l'artisanat devance, jusqu'ici, l'industrie*.

L'industrie yougoslave a dû, pendant la courte existence, subir de graves crises économiques provoquées par la désorganisation économique du pays, par l'inflation et par la crise monétaire. Ces crises ont entraîné une diminution importante du nombre total de très grandes entreprises.

La seule industrie qui présente actuellement un degré important de développement et offre de grandes possibilités de placement à la main-d'œuvre nationale, c'est l'industrie forestière. Ceci s'explique aisément si l'on dit que le pays est très riche en forêts, qui occupent une superficie considérable de 7.586.026 ha., soit 30,52 % de la superficie totale du pays, et représentent une valeur de plus de 100 milliards de dinars.

Les forêts sont, d'ailleurs, très inégalement réparties, suivant les provinces. Les provinces les plus riches en forêts sont la Bosnie et l'Herzégovine, possédant 2.698.557 ha.; viennent ensuite la Serbie avec 1.763.654 ha., la Croatie et Slavonie avec 1.433.830 ha., la Slovénie avec 687.408 ha., le Monténégro avec 507.154 ha., la Dalmatie avec 393.952 ha. et la Voïvodina avec 101.471. Les forêts appartenant à l'Etat seules occupent 3.619.566 ha. et les forêts collectives (communaux, associations rurales) 1.442.854 ha. Le pays a une flore forestière riche et très variée. L'accroissement annuel du bois est évalué à environ 22,5 millions de m³ (1).

C'est grâce à cette richesse exceptionnellement grande en forêts, que l'industrie du bois est devenue relativement la plus développée de toutes. On y compte 350 grandes et 2.400 petites scieries avec 80.000 ouvriers employés (pendant la saison de la coupe, plus de 100.000 ouvriers), ainsi que 12 entreprises de fabrications de parquets, 50 fabriques de meubles, etc... Une quantité énorme de bois d'ouvrage non ouvré est, pourtant, exportée à l'étranger.

Remarquons, cependant, que l'état de l'industrie forestière est loin de répondre à des conditions aussi favorables à son développement. Elle n'a pris, en effet, un essor suffisant que dans certaines régions, telles que la Slovénie et la Bosnie.

(1) C.f. Marinovic : Les forêts dans le Royaume S.C.S., Belgrade, 1924.

Après l'industrie du bois vient, tant par le nombre d'entreprises que par sa capacité de production, l'*industrie meunière*. En dehors d'un grand nombre de moulins primitifs, il y a actuellement 700 moulins à vapeur ou à moteur, dont 450 travaillent exclusivement pour les besoins intérieurs, pendant que les autres travaillent aussi pour l'exportation. La capacité journalière de production de ces 700 moulins est de plus de 600 wagons. Malheureusement, elle n'est utilisée que pour 1/3, tandis qu'une quantité considérable de céréales est exportée à l'étranger et que, d'autre part, on importe des quantités importantes de farine. Il est évident que si l'on développait la production, ou tout au moins, si l'on travaillait à plein rendement, le nombre d'ouvriers employés aurait pu être notablement augmenté.

L'*industrie sucrière* est faiblement développée et n'est représentée que par 8 sucreries, dont 2 appartiennent à l'Etat. Elles occupent environ 8.500 ouvriers et leur production s'élève à un peu plus de 12.000 wagons de sucre par an, quantité qui satisfait complètement les besoins intérieurs et même laisse un excédent de 4.000 wagons destinés à l'exportation. Etant donné les conditions particulièrement favorables à la production de la betterave à sucre, cette industrie aurait pu également prendre un essor bien plus grand et absorber, en conséquence, un nombre important des sans-travail.

Le petit nombre d'ouvriers employé dans l'industrie des mines, nombre qui n'était ces dernières années que de 39.000 environ, et le faible revenu national (704.000.000 de dinars) prouvent que cette branche d'activité économique est peu développée aussi. La production moyenne des principales industries extractives a été, de 1923 à 1925 :

Pour le charbon : 4.145.690 tonnes.

Pour le fer : 237.961 tonnes,

Pour le cuivre : 147.489 tonnes.

Pour le plomb : 70.633 tonnes.

Pour le pyrite : 30.367 tonnes.

Une grosse partie des minerais extraits a été exportée à l'état brut à l'étranger. Ainsi, il n'a été transformé, dans les fonderies du pays, que 14.023 tonnes de minerai de fer, 7.413 tonnes de minerai de cuivre et 10.568 tonnes de minerai de pyrite, ce qui présente une véritable perte pour l'économie nationale.

La Yougoslavie dispose d'immenses richesses minières, mais le manque de capitaux rend impossible le développement de l'industrie minière et, par là, l'emploi d'un plus grand nombre de main-d'œuvre aussi. La seule production minière qui présente quelque importance est celle du charbon (4.145.690 tonnes), car elle représente une valeur de 925 millions de dinars, ou 61,5 % de la valeur totale de la production minière (mines et fonderies), qui est de 1.504.922.823 dinars (revenu national net de 844 millions 069.513 din.).

Il en est, à peu près, de même quant à l'industrie de l'alcool, qui n'est représentée aujourd'hui que par une grande distillerie (capacité 400.000 hl.) et 52 petites distilleries d'une capacité de production de 400 à 800 hl. chacune. La production annuelle totale de cette industrie n'est que de 750.000 hl. Bien que la consommation intérieure ne dépasse pas 10 % de la production totale, celle-ci aurait pu être augmentée en vue de l'exportation.

Les autres industries n'ont pas atteint le degré de développement qui répondrait aux conditions économiques naturelles de production, ainsi qu'aux possibilités de placement et aux besoins du marché intérieur ou extérieur. Ainsi, l'industrie textile ne compte aujourd'hui que 45 usines de lin et de chanvre, 2 grandes usines de coton, 8 grandes usines de laine et 10 fabriques de confection, pendant que le pays importe des quantités considérables des produits de cette industrie. La Yougoslavie est pourtant, après la Bulgarie, le pays le plus riche en Europe en moutons et produit annuellement environ 1.500 wagons de laine. En passant en revue toutes les industries : l'industrie d'alimentation, l'industrie de la distillation du bois, l'industrie du papier, l'industrie des peaux, l'industrie chimique ou métallurgique, l'industrie des machines agricoles et industrielles, etc..., on constate partout un développement très faible et absolument insuffisant, par rapport aux possibilités économiques et conditions propices à la prospérité de ces industries. Si l'on voulait modifier cet état de chose, il faudrait entreprendre l'aggrandissement des entreprises industrielles existantes et l'augmentation de leur capacité de production, l'organisation de nouvelles industries, ainsi que la réorganisation du nombre des industries d'Etat, surtout de celles des mines et des industries forestières.

L'industrie du bâtiment et de travaux publics a pu être un facteur important de l'accroissement du pouvoir d'absorption de la main-d'œuvre nationale. C'est surtout au développement des voies et des moyens de communications qu'on devait consacrer un intérêt particulier. Car, par sa situation géographique, la Yougoslavie se trouve au point de croisement des grandes routes de l'ouest vers l'est et du nord vers le sud de l'Europe, ce qui lui donne une importance exceptionnellement grande comme pays de transit. Son réseau ferroviaire est, pourtant, tout à fait insuffisant pour répondre aux nécessités tant intérieures qu'extérieures (10.011 km. de voies ferrées dont seulement 6.756 km. à voie normale). Il serait, donc, indispensable d'entreprendre la construction de nouvelles lignes de chemin de fer, si nécessaires à la prospérité du pays. Nombre d'entre elles sont déjà projetées, mais elles ne peuvent pas être réalisées en raison du manque de moyens financiers. La plus importante entre toutes, c'est celle qui devait lier le centre du pays et les régions les plus fertiles et les plus riches avec la Mer Adriatique, c'est la ligne danubo-adriatique. L'exécution des nombreux travaux publics, des routes, des chaussées, des bâtiments publics divers, écoles, hôpitaux, magasins ou dépôts publics ou militaires, les grands travaux d'améliorations foncières, etc..., auraient donné la possibilité d'emploi à des dizaines de milliers d'ouvriers sans travail en les retenant ainsi dans le pays. La réalisation de tous ces travaux nécessite, cependant, des capitaux considérables dont le pays manque. Si l'on ne réussit pas à intéresser les capitaux étrangers, il n'est pas douteux qu'ils ne pourront être exécutés par des moyens propres que très progressivement, petit à petit, en les échelonnant sur des dizaines d'années.

Jusqu'ici, les sommes destinées à la rémunération de la main-d'œuvre, dans tous les travaux publics, s'élevaient à 800 millions de dinars par an, somme à peine suffisante pour la rémunération d'un salaire annuel de 10.000 dinars par an à 8.000 ouvriers. En réalité, les besoins réels de l'industrie des travaux publics de toutes sortes se chiffrent à plus de 100.000 ouvriers, c'est-à-dire que le nombre des chômeurs ou des émigrants, pendant une longue période d'années, pourrait être réduit d'autant.

L'industrie des travaux publics et des constructions présente une importance particulièrement grande pour les régions dites

passives, où l'industrie est presque inexistante. Ainsi, le nombre des sans-travail serait considérablement réduit pour la Serbie du Sud et le Monténégro, si l'on établissait des lignes de chemin de fer Mitrovica-Pec-Podgorica, Uvac-Pristina-Prizren-Pec, des nouvelles routes nécessaires à travers le Novopazarski-Sandjak et Drenica, etc... Cela aurait permis, en même temps, d'entreprendre l'exploitation des mines de charbon, de sel, de naphte, de fer, etc., qu'on trouve en abondance dans la Serbie du Sud et dont l'exploitation est jusqu'ici complètement négligée. La construction des chemins de fer Trébinje-Podgorica-Pec et Risan-Podgorica aurait rendu possible l'exploitation des grandes forêts de Monténégro, où il y a aujourd'hui près de 50.000.000 m³ de forêts arrivées à la coupe. 20 à 25.000 ouvriers de cette région y auraient trouvé du placement. Par là même son émigration tarirait complètement. On pourrait y construire des centrales hydrauliques sur la Tara, la Drina et la Moraca, construire des routes, ouvrir des mines, etc...

En *Dalmatie*, l'Etat aurait pu puissamment aider le développement de l'industrie de cette région par la réalisation d'un plan d'électrification en utilisant des chutes d'eau des fleuves de Krka et de Cetina. En amenant le fleuve Trébisnica par un tunnel à Gruz, on aurait pu construire une centrale électrique de 200.000 HP qui servirait très utilement au développement de l'industrie de la Dalmatie du Sud et de l'Herzégovine.

En *Herzégovine*, on aurait pu également construire des puissantes usines électriques sur le fleuve Trébisnica et Néretva, dans le but de fournir à l'industrie une force motrice à bon compte, en même temps qu'on devait établir des usines d'aluminium, ouvrir des mines de charbon, contruire des lignes de chemin de fer Trébinje-Bilec-Gacko-Foca-Viségrad-Nevesinjé. Ajoutons, aussi, qu'on aurait pu aider le relèvement économique de la région de *Lika* par l'utilisation de la force hydraulique des fleuves de Zrmanja et de Gacka, ainsi que par la construction des nouvelles lignes de chemin de fer Bihac-Senj et Bihac-Knin. En Bosnie, l'essor économique aurait pu être stimulé par l'utilisation des forces hydrauliques de Una, de Sana, de Vrbas, etc., et le développement de la grande industrie de fer de Ljubija, Predor, ainsi que par une meilleure exploitation des grandes richesses forestières de cette province.

Quant à la *marine*, on doit dire que les communications par voie maritime sont très faiblement développées en dépit d'une grande côte maritime (1.571 km.), possédant de nombreux ports de premier ordre, dont le hinterland tant national qu'étranger est riche en produits de toutes natures. Il ne naviguait sous le drapeau national, en 1925, que 37 bateaux de commerce, 8 bateaux de grande navigation, 134 bateaux de petite navigation, et un certain nombre de petites unités, d'un tonnage total net de 127.260 tonnes. Il y était occupé 27.886 hommes seulement. Dans ces conditions, la presque totalité des transports maritimes se trouve dans les mains des étrangers qui jouent le rôle d'intermédiaires entre la Yougoslavie et les autres pays. Le volume de ces transports est pourtant assez considérable, si l'on en juge d'après le mouvement des bateaux dans les ports principaux du pays.

Pendant la domination autrichienne, la marine était plus développée qu'aujourd'hui et un nombre plus considérable de bras y trouvait de l'occupation. Comme la Yougoslavie n'a hérité que d'une partie insignifiante de la flotte autrichienne, et comme, d'autre, part elle n'a pas pu constituer des capitaux nécessaires à la création d'une flotte et au développement d'une marine marchande plus importante, la population du littoral adriatique, où le sol est très aride et peu fertile, émigre en nombre très élevé vers les pays d'outre-mer. Déjà avant la guerre 70 % de la population masculine de ces régions, ce qui présente une proportion vraiment excessive, se trouvait en émigration. Le reste de la population du littoral est en majeure partie employé dans la marine, à la pêche ou bien reste sans aucune occupation (1).

Si l'on voulait améliorer les conditions économiques de cette population, il faudrait favoriser, par tous les moyens, le développement de la marine, notamment par la construction de nouveaux bateaux, par l'aménagement et élargissement des ports, par la création de nouvelles lignes de navigation et par la liaison ferroviaire de ces ports avec l'intérieur du pays. Il faudrait également *encourager le développement de la pêche*, qui n'occupe actuellement que 12.000 personnes environ, en dépit des conditions particulièrement favorables à sa prospérité : une longue côte, de nombreuses îles, l'abondance des poissons de meilleure qualité dans les eaux territoriales, etc...

(1) C.f. Bankarstvo, année 1925, p. 31.

Comme on voit, c'est tout un programme de l'organisation industrielle qu'il faut établir et s'efforcer de le réaliser afin d'assurer la prospérité économique générale du pays et de créer de larges possibilités de placement à la main-d'œuvre disponible.

SECTION II

LES MESURES D'ORDRE AGRAIRE ET AGRICOLE SUSCEPTIBLES D'EMPÊCHER LE TRAVAILLEUR AGRICOLE D'ÉMIGRER

Nous avons vu que la *grosse majorité de l'émigration yougoslave est constituée par l'élément agricole*; l'élément urbain n'y représente qu'une proportion relativement faible. Les remèdes susceptibles de combattre l'émigration doivent, donc, se rapporter, avant tout, à cet élément agricole, sans qu'on néglige pour cela les moyens propres à retenir, dans le pays, l'émigration urbaine aussi. Les possibilités de l'agriculture d'absorber l'excédent de la main-d'œuvre, surtout agricole, certes pas immédiates, sont très grandes. Il suffit, à notre avis, d'avoir une bonne politique agraire et agricole pour résoudre le grave problème qui nous occupe ici.

L'émigration paysanne présente un double danger. D'abord, elle menace la production des denrées essentielles à la vie d'une nation. Quels que soient, en effet, les progrès du machinisme agricole, il ne peut pas remplacer les hommes, dont on a besoin pour assurer la bonne marche de l'agriculture, surtout de l'agriculture quelque peu intensive et industrialisée. Un autre péril provient d'une déperdition constante en hommes, qui constituent la meilleure force de la nation, au profit des pays étrangers vers lesquels le courant migratoire se dirige. Bien que le mal, dont il s'agit ici, n'ait pas pris des proportions angoissantes comme dans quelques autres pays européens, il nous paraît, qu'ici plus qu'ailleurs, il vaut mieux *prévenir* que guérir.

Une fois que l'homme quitte son pays, son retour reste souvent douteux, et lorsqu'il s'agit de l'émigration paysanne, son retour à la terre reste plutôt un rêve d'utopiste. C'est ce que prouve l'exemple de certains pays, où l'on a pu observer, surtout depuis la guerre, une surabondance de main-d'œuvre dans les villes et même un chômage très grave (Autriche, Allemagne, Angleterre),

pendant que la terre manquait de centaines de milliers de bras. Toutes les mesures prises après coup sont restées complètement inefficaces. On ne doit, donc, pas fonder trop d'espoir sur le retour des ouvriers des villes à la campagne pour y combler les vides causés par l'émigration. Même lorsqu'ils restent sans travail, ils n'ont aucun désir de s'y rendre et s'ils le faisaient, les paysans n'auraient pas davantage le désir de les employer. Ce ne sont pas, disait de *Vaudreuil*, les gens qui ont goûté de l'oisiveté et de la corruption des villes que vous pourrez ramener à la vie laborieuse et régulière de la campagne (1).

Il faudrait donc rechercher des moyens propres à endiguer le courant migratoire par lequel, d'une part, les campagnes se dépeuplent, et, d'autre part, le nombre total de la population du pays diminue. Il ne faut pas songer aux mesures par lesquelles serait imposé d'autorité à tout citoyen le service agricole, comme on l'avait proposé en France, ou à des mesures qui tendraient à entraver la libre émigration, aux mesures de police, qui se briseraient contre la conscience toujours croissante de la masse des travailleurs. Ces moyens ne peuvent être cherchés que dans l'amélioration de la situation économique, sociale et morale de la classe agricole déshéritée, moyens qui peuvent être classés en deux catégories principales :

1° Améliorations de la condition économique et sociale de la classe agricole;

2° Moyens de rendre propriétaires les non-possédants ruraux ou d'augmenter la productivité et la valeur des exploitations agricoles.

(1) *Ann. de l'Agric. Franç.*, t. VIII.

§ 1. — *Mesures relatives à l'amélioration de la condition économique et sociale de la classe agricole*

Du besoin de la péréquation d'existence entre les ouvriers des villes et des campagnes. Question des salaires agricoles. De la nécessité d'organiser le crédit agricole et l'instruction professionnelle et générale. De la nécessité d'intensifier la production agricole. De la nécessité de modifier les règles relatives au service de louage. L'importance de la question du logement au point de vue de l'émigration.

Le moyen le plus efficace de barrer la voie de l'émigration et de retenir la classe agricole dans le pays, c'est de lui donner des preuves matérielles de sollicitude et non la sollicitude verbale et littéraire, c'est-à-dire d'assurer au cultivateur, aussi bien qu'à l'ouvrier agricole, les moyens d'organiser sa vie et son travail, sans que l'on soit arrêté dans cette voie par le respect fétichiste des institutions individualistes.

En ce qui concerne spécialement la *classe ouvrière agricole*, ce qu'il faut, c'est relever la profession, aménager l'économie nationale de telle sorte que l'homme reste de lui-même attaché au pays. On doit, par des lois sociales appropriées, établir entre les travailleurs agricoles, qui ont un surtravail excessif, et les ouvriers des villes une « *péréquation* » d'existence, pour ne pas permettre à ce que les premiers soient trop défavorisés. Il faut redresser les inégalités trop grandes et corriger les injustices en même temps qu'étendre à la classe ouvrière agricole toutes les lois sociales de protection et d'assurance adoptées pour les ouvriers industriels. Si l'on veut que le courant d'émigration provenant de la campagne diminue, il est nécessaire que les conditions de bien-être soient à la campagne au moins équivalentes, supérieures si possible, à celles qui sont offertes dans les centres industriels et urbains. Ce n'est qu'en améliorant la condition économique et sociale de l'ouvrier agricole, qu'on atténuerait les contrastes trop grands de la vie dans les villes et à la campagne.

La différence qui existe entre la manière de vivre des agri-

culteurs et celle des ouvriers industriels apparaît aux premiers comme une véritable disgrâce. Le paysan croit qu'un homme « qui porte avec lui son métier », qui travaille sans s'inquiéter des saisons, des gelées et des grêles, est libre comme un oiseau. Il ignore les servitudes et la misère de l'homme de l'industrie, il ne se laisse pas effrayer par les plaintes de celui-ci et par les peintures terribles qu'on lui fait de sa situation. Il faut bien se persuader que ce n'est que lorsque les motifs d'envier le citadin seront moins nombreux, comme le dit *Probst*, qu'il sera facile de prêcher l'amour de la terre.

Il faudrait, d'autre part, offrir à la classe ouvrière agricole la *possibilité d'augmenter ses revenus*, en organisant et en développant à la campagne l'industrie et les divers métiers, de façon à atténuer les effets fâcheux du travail saisonnier des champs. A cet égard, une *décentralisation heureuse de l'industrie* peut avoir une influence particulièrement favorable sur le maintien de la classe ouvrière à la campagne, puisqu'elle assure des conditions d'existence meilleure non seulement aux ouvriers industriels, mais aussi aux ouvriers agricoles. Ainsi, dans le grand duché de Bade, où l'on rencontre cette décentralisation, les deux tiers des ouvriers industriels, eux-mêmes, habitent la campagne (1).

Actuellement les *salaires agricoles* sont souvent à tel point insuffisants, qu'il faut vraiment tout l'attachement du paysan à la terre pour qu'il se résigne à un travail si rude et si mal rémunéré. La première des tâches, à cet égard, serait de relever par des moyens appropriés ces salaires. Il serait même possible d'aller plus loin dans cette voie et d'ajouter aux salaires une certaine *participation aux bénéfices*, qui pourrait être totale ou partielle, en nature ou en argent, ou qui ne consisterait qu'en *primes*. L'essentiel est d'élever l'ouvrier à la hauteur d'un collaborateur, en lui donnant le sentiment que plus il travaille pour le patron, plus il travaille pour lui-même, parce qu'il a sa part assurée dans les bénéfices de l'exploitation. Par là, l'intérêt général gagnera aussi, car il n'existe pas de meilleur et de plus puissant stimulant pour pousser la production agricole à son maximum, que d'y intéresser la masse des ouvriers. Quant au patron, il ne fera qu'un sacrifice

(1) Cf. *Wolf* : Die inneren Wanderungen dans I.F.N. 1910. — *Fuchs* : Die Verhältnisse der Industriearbeiter in 17 Landgemeinden bei Karlsruhe, 1904.

apparent, puisque c'est l'ouvrier qui, par son ardeur au travail, aura créé le bénéfice supplémentaire dont il n'aura qu'une partie. Cette participation apparaît, d'ailleurs, d'autant plus justifiée que la valeur personnelle de l'ouvrier, ses qualités professionnelles et son émulation jouent encore un plus grand rôle en agriculture que dans l'industrie.

La question de l'*organisation du crédit agricole* a également une importance considérable au point de vue de l'amélioration des conditions de vie de la classe rurale. L'endettement des paysans s'élève actuellement, d'après les estimations officielles, à près de trois milliards de dinars environ. Bien que cet endettement ne paraisse pas exagéré, si l'on tient compte du nombre total de la classe agricole et surtout de la valeur totale du sol agricole et de l'inventaire agricole mort et vivant (environ 70 millions de dinars), il présente une des principales causes de la crise agricole dont souffrent tout particulièrement certaines régions, où cet endettement a pris des proportions démesurées. Bien souvent ce n'est qu'un endettement de consommation, donc, improductif. En plus, il est très dangereux en raison des conditions extrêmement dures et usurières dans lesquelles ont été contractées les dettes, notamment au point de vue du taux de l'intérêt, des délais de paiement et des obligations souvent gênantes, sinon ruineuses, qui ont été imposés aux emprunteurs.

L'*instruction professionnelle et générale* et l'éducation populaire peuvent aussi contribuer à augmenter le bien-être de la classe rurale. C'est, surtout, la question de l'instruction professionnelle agricole, qui présente une importance très grande au point de vue du relèvement de la production agricole d'un pays et de l'amélioration de la condition économique des agriculteurs en général. L'intensité de cette production est, en quelque sorte, conditionnée par le développement de l'instruction agricole technique. C'est ce que démontre, d'une façon intéressante, le professeur M. Dr V.-B. Stein (1), en comparant la production, ou mieux, le rendement à l'hectare des divers pays du monde avec le degré du développement de l'instruction agricole. Il classe, au point de vue de l'instruction agricole, les pays les plus importants du monde, en deux catégories : a) les pays avec un rendement inférieur à 15 q. de

(1) Ecoles d'agriculture au service de l'agriculteur, Prague, 1927.

froment par hectare, c'est-à-dire à production faible; b) pays avec un rendement en froment de plus de 15 q. par hectare. Au premier groupe appartiennent les pays suivants : Russie d'Europe, Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Italie, France, E. U. A. et Canada. Ce sont, en même temps, les pays où l'instruction agricole est très faiblement développée. Ainsi, la Yougoslavie n'a que 22 écoles d'agriculture, pendant qu'elle devrait en avoir théoriquement, d'après les calculs de M. Stein, 904, l'Italie en a 38 au lieu de 2.918, la France 75 au lieu de 5.431, la Tchécoslovaquie 227 au lieu de 1.697, la Roumanie 93 au lieu de 919. Au second groupe appartiennent les pays : Norvège, Allemagne, Suisse, Suède, Angleterre, Belgique, Hollande, Danemark. Ce sont des pays où le rapport du nombre d'écoles d'agriculture existantes à celui des écoles que devrait avoir le pays pour satisfaire complètement aux besoins de l'agriculture, au point de vue de l'instruction, est plus favorable. Ainsi, la Norvège en possède 170 au lieu du nombre, théoriquement nécessaire, de 135 écoles, l'Allemagne 840 au lieu de 4.809, la Belgique 551 au lieu de 789, la Hollande 90 au lieu de 211, le Danemark 51 au lieu de 186, l'Angleterre 73 au lieu de 1.027, etc... Les chiffres fournis par M. Stein démontrent d'une façon indiscutable, que les pays avec la productivité agricole inférieure sont, en même temps, très arriérés au point de vue de l'instruction agricole.

Donc, afin d'y remédier et de ne pas laisser dégénérer l'agriculture dans la routine, une large place devrait être faite à *l'enseignement agricole*. Celui-ci devrait être organisé de façon à diffuser les résultats scientifiques obtenus par les instituts de recherches scientifiques agricoles, non pas dans un nombre limité, mais dans les larges masses agricoles. Jusqu'ici, les progrès de la science n'ont pas assez servi la cause de l'art et de la technique agricole, car, comme on vient de le dire, le pays ne possède qu'un nombre absolument insuffisant d'écoles d'agriculture : 22 écoles avec un nombre total d'élèves variant de 6 à 700 pour 2 millions d'exploitations rurales, soit une école pour 100.000 exploitations agricoles et pour 455.800 ha. de sol arable. A cet égard la Yougoslavie est devancée presque par tous les pays d'Europe.

La question de l'instruction professionnelle apparaît d'autant plus importante que ce n'est qu'en *rendant l'agriculture plus rémunératrice, en l'intensifiant*, qu'il sera possible d'augmenter le

revenu de l'agriculteur, d'augmenter, en conséquence, les salaires de l'ouvrier agricole et, par là, de fixer les ruraux à la terre. En effet, c'est surtout la perspective du haut salaire qui les attire soit à l'usine des villes, soit à l'étranger. Ce point présente une importance capitale pour l'agriculture yougoslave, qui reste malheureusement très arriérée encore. Le cultivateur yougoslave, en raison du système extensif des cultures, du faible rendement du sol et ces dernières années aussi en raison des bas prix des produits agricoles, est un gagne-petit, qui le plus souvent arrive péniblement à joindre les deux bouts et à payer ses impôts. Lorsqu'une mauvaise année survenait, sa condition empirait à tel point qu'il allait, souvent écrasé par des dettes, grossir le prolétariat agricole ou urbain ou émigrerait vers l'étranger. Tant que l'agriculture restera primitive et extensive, il n'est pas douteux, que le courant d'émigration ne tarira pas (1).

En dehors de l'amélioration de la condition économique de la classe agricole, un autre moyen pour endiguer le courant migratoire des ruraux doit être cherché dans les *modifications des règles relatives au service du louage*, qui sont souvent très dures, comme on l'a vu et exclusivement en faveur du maître (congé, obligation du travail, considération personnelle, etc.).

La question de la réglementation de la *durée du travail* est un point très important. Pendant que presque tous les Etats européens ont voté la loi de la journée de huit heures dans l'industrie et dans le commerce, grâce en premier lieu aux instigations entreprises, conformément aux dispositions du traité de Versailles (Partie XIII), par le B. I. T., dans l'agriculture, seule l'Angleterre, semble-t-il, aurait introduit cette réforme faisant l'objet des réclamations ouvrières depuis plus d'un demi-siècle. Les ouvriers, qui auraient fourni des heures supplémentaires, toucheraient un supplément de salaire proportionnel. C'est, du reste, grâce au libéralisme que montre ce pays et aux salaires agricoles élevés, que les grands domaines s'y maintiennent sans trop de récriminations et de conséquences fâcheuses pour la classe ouvrière agricole.

(1) D'autres tâches s'imposent aussi : ce sont en premier lieu les améliorations des transports par voies ferroviaires et fluviales, la construction de nouvelles routes et la réparation des routes existantes, qui se trouvent présentement dans un état souvent lamentable.

Tandis que dans l'industrie et le commerce on diminue constamment la durée du travail, l'ouvrier agricole travaille toujours autant que ses ancêtres, c'est-à-dire du matin jusqu'à la nuit. C'est parce que la besogne y est commandée par la saison, que la journée est longue en été, courte en hiver et qu'il y a des moments où chaque heure vaut de l'or, où il faut « en mettre », qu'il ne peut pas être question d'introduire les huit heures en agriculture. Mais les salaires relevés et le jeu des *primes* doivent compenser la non-réglementation des heures de travail et la dureté des travaux dans une profession, où l'on doit obéir à la maxime de sagesse « le travail commande ».

Il est juste, aussi, de donner à la *question du logement de la classe agricole* une des premières places dans l'examen de sa condition matérielle. La question du logement présente, en effet, une grosse importance non seulement au point de vue hygiénique, mais aussi au point de vue qui nous intéresse ici particulièrement : au point de vue de l'attachement de l'homme à son pays natal. C'est à l'abri de la famille qu'on s'attache, car son ensemble constitue le cadre de notre vie : c'est là que se forge cette « chaîne formée de mailles tantôt résistantes, tantôt flexibles, qui quelquefois s'amincissent jusqu'à la rupture ».

La qualité de cet abri familial pour les familles rurales, c'est-à-dire pour l'immense majorité de la population du pays, est le plus souvent lamentable. C'est une habitation ne présentant aucune condition hygiénique. La maison se compose, généralement, d'une ou de deux pièces, elle n'a qu'une ou deux fenêtres exigües, son parquet est formé ordinairement de terre battue et ses murs sont faits simplement de terre plâtrant un bâtis en bois. Dans les régions dinariques, par exemple, le type dominant de la maison, est une sorte de *chalet* sur des fondations en maçonnerie, qui n'a qu'une *seule pièce* (*kuca*) avec deux portes opposées, à laquelle on ajoute parfois une chambre et un auvent. La *kuca* sert, en même temps, de salle à manger, de cuisine et de chambre à coucher : elle a une ou deux petites ouvertures carrées fermées par un volet. Le second type de maison paysanne, c'est le *type moderne*, où les fondations sont en pierre, les murs en briques cuites ou non et les couvertures sont d'ardoises ou de tuiles ; l'habitation est rarement planchetée. Le plus souvent la maison est composée de trois pièces : la pièce principale où se trouve le

foyer, la cuisine; la seconde qui est destinée au chef de famille et la troisième réservée aux hôtes. La *maison karso-méditerranéenne*, généralement d'une *seule pièce*, est construite en pierres, couverte de paille de seigle, rarement de planches, d'ardoises ou de tuiles; elle n'a pas de plancher, son parquet est constitué par le sol battu, et n'a que des fenêtres exigües. La *maison moravo-vardarienne*, souvent carrée, grossière, construite en torchis ou en briques non cuites, couverte de tuiles ou de chaume, est composée, en règle, de *deux* pièces. Dans la région vardarienne, par exemple, dans la pièce d'entrée (*pondilo*) sont placés généralement les bestiaux, dans l'autre se trouve le foyer. Ces deux compartiments sont séparés, par un mur ou par une cloison treillagée, haute de 1 m. 50 à peu près. D'un côté du foyer, qui se trouve au milieu de la pièce, couchent les personnes âgées et de l'autre les jeunes. On trouve rarement une chambre à part. Parfois, la maison est construite à un étage : dans le rez-de-chaussée est parqué le bétail, en même temps que, dans une pièce voisine, on fait la cuisine; l'étage supérieur, ayant une ou deux chambres et un auvent, sert de logement. Enfin, les *maisons des tchiftchia* (kmets) spéciales aux villages de tchifluk et répandues dans toutes les régions qui ont subi la domination turque, présentent plutôt des amas noirâtres de petits taudis en torchis ou en briques non cuites, jamais badigeonnées, couvertes de paille, rarement de tuiles et ne comprenant généralement qu'une seule pièce.

Tels sont les logements de la classe sociale la plus nombreuse du pays. Les logements des travailleurs ruraux apparaissent souvent encore plus pitoyables. Les domestiques agricoles ou les ouvriers célibataires, tels que les bergers, vachers, charretiers, laboureurs, etc., sont logés le plus souvent dans les écuries ou dans les étables. Quant aux ouvriers auxiliaires, saisonniers, n'habitant pas le pays où ils travaillent pendant la saison des travaux agricoles, ils sont logés souvent ensemble, hommes et femmes, généralement, dans les granges ou dans les écuries et étables non occupées pendant l'été.

Ce sont ces conditions lamentables de logement, qui expliquent non seulement le dégoût qu'éprouvent les ruraux pour la campagne, mais aussi la *mortalité* qui y règne, et qui apparaît encore plus grande que celle qui résulte des taudis des centres urbains et industriels. C'est une des causes principales du gaspil-

lage de capital humain; cela est surtout vrai en ce qui concerne la mortalité infantile, qui est, en grande partie, le fruit de mauvais logements, d'ignorance et de misère.

Les moyens d'améliorer les conditions de logements et d'hygiène à la campagne existent; ils sont pratiquement conçus. Il n'est pas besoin de s'étendre sur ce sujet. Ce qu'il faut seulement, c'est la claire vision de la part des pouvoirs publics, du danger qui provient de cet état déplorable d'habitations rurales et la volonté ferme d'y remédier (1).

§ 2. — *Les moyens de rendre propriétaires les non-possédants
ou d'augmenter la productivité et la valeur
des exploitations agricoles*

Partage des terres comme remède contre l'émigration. Où les trouver ? Question de l'amélioration d'immenses superficies des terres non cultivées. Nécessité de reformer le régime successoral foncier afin de maintenir la zadrouga, source de la force économique et sociale de la classe agricole. L'utilité du homestead-familial et du remembrement du sol.

On a déjà vu (page 154), l'importance des opérations du partage et de la colonisation en Yougoslavie. Nous n'avons du partage et de la colonisation en Yougoslavie. Nous n'avons qu'à compléter l'exposé que nous en avons fait par quelques observations générales relatives à la valeur des dites opérations comme remèdes contre l'émigration. Nous chercherons aussi à établir dans quelle mesure pourrait-on accroître l'étendue du sol productif, par des améliorations foncières appropriées, en vue d'augmenter la production agricole et les superficies des terres susceptibles d'être partagées entre ceux qui en manquent.

Pour retenir les paysans à la campagne et, par là, barrer la voie à l'émigration, il faut donner les moyens d'agrandir leurs domaines à ceux qui en possèdent de trop petits, et les moyens d'en acquérir à ceux qui n'en possèdent point. Il faut que les salariés, et c'est le remède le plus efficace, aient la possibilité

(1) C.f. M. R. Lacombe : Le problème de l'habitation à bon marché en France et loi Ribot, 10 avril 1908 et loi de 1921 sur les habitations à bon marché.

d'accéder à l'exploitation, d'abord, à la propriété ensuite. Il faut qu'ils trouvent à la campagne une carrière complète aboutissant en fin de compte à la formation et à la sécurité de leur famille. Car si l'on considère quels sont les défauts que présente la condition de la classe agricole, on trouve qu'ils proviennent de l'insuffisance et de l'insécurité de sa situation matérielle et personnelle, et surtout de l'absence plus ou moins complète de propriété. Cette condition devenait, souvent, surtout dans les régions où prédomine la grande propriété, à tel point insoutenable, qu'on ne trouvait d'autre issue que de s'expatrier.

Afin de remédier à cette situation, déjà avant la guerre, des tentatives de colonisation et de partage des grands domaines ont été faites, mais les résultats obtenus étaient très maigres. Ceux, qui ont été atteints dans la période d'après-guerre, apparaissent sous un jour bien plus favorable. Des vastes étendues des terres appartenant aux grands domaines privés, à l'Etat ou aux communes ont été partagées entre les paysans pauvres ne possédant pas suffisamment de terre à exploiter. Bien que cette opération ait amené une crise et un malaise passagers au point de vue de la production agricole et qu'elle constitue une charge budgétaire importante, il nous paraît que le sacrifice vaut bien le grand but qu'on poursuit : celui de rendre la classe agricole économiquement indépendante et de la fixer au pays natal.

En effet, pour remédier à l'émigration rurale en masse, le moyen le plus efficace c'est de parceller une large partie des grandes propriétés. Cette vérité est d'ailleurs, inconsciemment ressentie, en quelque sorte, par les paysans eux-mêmes : les émigrés, dès qu'ils rentrent chez eux, placent leurs épargnes, avant tout, dans l'achat d'une petite propriété, en payant presque régulièrement des prix qui ne sont nullement en rapport avec la productivité de cette propriété.

En dehors des grands domaines fonciers, qui viennent en considération lorsqu'il s'agit de satisfaire les besoins de colonisation intérieure et de l'attribution des terres à ceux qui n'en possèdent pas suffisamment, il existe une autre catégorie de terres qui peuvent servir aux mêmes buts. Ce sont les terres non cultivées uniquement parce qu'elles sont *inondables*, *marécageuses* ou *trop sèches*. Elles occupent une superficie considérable d'environ 1.150.000 hectares. Toutes ces terres pourraient être mises en

culture par des améliorations d'irrigation, de drainage ou d'assèchement. La terre, rendue ainsi utilisable, pourrait satisfaire aux besoins d'un très grand nombre de familles agricoles sans terre (200.000 familles environ). Puis, en supposant qu'on obtienne un rendement moyen de 10 quintaux de céréales à l'hectare, ces terres donneraient une production de 11,5 millions de quintaux, représentant une valeur de 3,3 milliards de dinars, c'est-à-dire deux fois autant que la valeur actuelle de l'exportation yougoslave en céréales. Du même coup, on assainirait des régions entières. Par ces travaux d'améliorations on accroîtrait non seulement la production totale de l'agriculture, le bien-être des « régions passives », ainsi que la fertilité et le rendement du sol, mais aussi la *valeur* du sol améliorée. *Schif* montre que seule la régularisation des fleuves Visloka et Bielnitza, en Galicie, ont apporté aux terrains améliorés une plus-value de 100 %, et celle du fleuve Knila Lipa a fait augmenter le rendement du sol de 300 %. Ces améliorations contribueraient aussi à protéger les terres et les cultures contre les dommages que peuvent y causer les éléments naturels; tels sont notamment les travaux d'endiguement, de défense contre les avalanches, la correction des torrents et des rivières. Par les améliorations de cette nature on rendrait actives des régions les plus passives par leur production agricole, telles que l'Herzégovine : elle pourrait produire même un *surplus* de 2.000 tonnes de blé au moins par an.

C'est donc avec raison qu'on a envisagé un vaste programme d'améliorations à effectuer sur des points différents du territoire, programme qui s'étend à une superficie de 1.097.076 hectares. Il devait être réalisé par l'intermédiaire des associations hydrauliques (94) de paysans intéressés. La superficie envisagée comme devant être améliorée se répartit suivant les provinces comme il suit :

La Serbie du Nord et Monténégro..	125.900 ha.
La Voïvodina	115.889 —
La Croatie et Slavonie.....	700.737 —
La Slovénie	13.910 —
La Bosnie Herzégovine	128.638 —
La Dalmatie	11.984 —

Comme on le voit, on trouve d'immenses superficies à amé-

liorer dans toutes les provinces du pays, de sorte que leur amélioration aurait pu rendre possible la satisfaction des besoins actuels de tous les paysans ne possédant pas suffisamment de terre. A l'heure présente, ces superficies sont presque complètement désertes. On avait essayé d'en coloniser certaines parties dans la Serbie du Sud, préalablement à toute amélioration, mais l'entreprise avait subi un échec complet.

Dans le même ordre d'idées, on peut dire qu'il faudrait escompter, dans un avenir qu'il faut espérer assez proche, des améliorations provenant de l'électrification des campagnes qui mettrait à la disposition du cultivateur la force motrice à bon marché. L'électrification est rendue, d'ailleurs, possible par le fait que le pays est riche en chutes d'eau et en forces naturelles des eaux en général, proclamées propriété nationale par la Constitution (art. 117), mais cette richesse n'est actuellement utilisée que très faiblement. Il y a là un vaste champ d'activité, dont on peut attendre les meilleurs résultats au point de vue du relèvement économique général du pays.

On devait aussi réaliser, le plus tôt possible, la réforme du régime successoral existant, inspiré par la législation individualiste du libre partage égalitaire qui a exercé une *action dissolvante sur les communautés familiales yougoslaves, les zadrougas*. Le nombre de ces communautés diminue d'une année à l'autre, pendant que naissent des familles isolées d'un seul ménage dites *inokosna*. La force économique et sociale de la classe agricole est atteinte par la dissolution de la zadrouga, car la vie organisée dans les zadrougas s'adaptait bien aux conditions économiques encore assez primitives de la production agricole du pays. L'unité de sentiments et d'intérêt y est si forte que la personnalité de chaque membre de la zadrouga disparaît presque complètement, si bien que l'expression « moi » n'y est même pas usitée : le membre de la communauté dira presque toujours « nous » en pensant à la zadrouga. *La solidarité et l'entraide économique y sont pratiquées, dans toutes les circonstances de la vie, surtout de la vie matérielle*. Une femme restée seule avec ses enfants trouvait toujours un appui sûr, à tous points de vue, auprès des autres membres. Tous les membres de la zadrouga ont le devoir de travailler selon leurs aptitudes physiques et intellectuelles, obligation qui est égale pour tous sans tenir compte de la grandeur

de la part qu'ils possèdent dans les biens de la communauté ou qui leur échoueraient, si la zadrouga cessait. Ils travaillent et acquièrent, non pas pour eux, mais pour la zadrouga. Chaque génération doit conserver les biens de la famille sans avoir le droit d'en disposer, de les grever, de les partager et encore moins de les aliéner, pour les transmettre intacts aux générations futures. Le seul droit, que le droit coutumier lui reconnaît, c'est le droit d'en jouir. D'autre part, chaque membre, même les infirmes, les vieillards et les enfants, a droit à l'entretien de la part de la communauté. C'est elle qui supporte tous les coups de la mauvaise fortune de ses membres, en même temps qu'elle profite de leur fortune exceptionnelle (par exemple : le gain au jeu, aux loteries, à la bourse, etc.). C'est, précisément, cette solidarité qui fait la *force sociale et économique de la zadrouga* (1).

Puis, la *division du travail y est parfaite* : elle est réglée d'après les capacités et l'âge de chacun par le chef de la famille avec le consentement des autres. Les adultes les plus forts s'occupent des travaux les plus pénibles de l'agriculture et de l'élevage ; les vieillards et les enfants accomplissent les tâches légères. Celui qui montre des aptitudes pour le commerce peut être autorisé par le chef à s'y adonner. D'autres pratiquent, surtout pendant l'hiver, des métiers utiles à la communauté. Les femmes et les jeunes filles ne s'occupent, en général, que du ménage, des enfants et des travaux féminins (tissage, broderies, vêtements, etc..) et sont déchargées des gros travaux. La zadrouga offre en outre des facilités particulières pour élever les enfants. On peut dire qu'on y vit, ainsi, aisément et avec un bien-être relativement plus grand, et chaque membre y trouve plus de loisirs que dans toute autre organisation sociale.

Pour toutes ces raisons, il faudrait réformer le régime successoral afin de maintenir et de favoriser cette institution, qui représente l'organisation économique la mieux adaptée aux circonstances du pays et où le grand nombre des membres rend possible la division du travail parfaite et permet à la communauté d'exploiter les ressources de la terre et de se procurer toutes les choses nécessaires à la vie. Cette réforme est surtout nécessaire dans les régions autrefois soumises à l'Autriche-Hongrie, où l'éga-

(1) C.f. Bull. de la Société de la Législ. comparée (article de M. Péritch), 1926, p. 477 et ss.

litarisme successoral est poussé très loin, parce que les parents féminins du défunctus ont les mêmes droits dans la succession que les parents mâles, ce qui conduit à un morcellement encore plus accentué qu'en Serbie et Monténégro, où le code civil donne un privilège aux hommes, venant avant les femmes

L'institution du minimum légal indivisible et inaliénable (homestead), qui existe à l'heure présente en Serbie (§ 471 de la Procédure Civile) pourrait également, si l'on étendait son application sur tout le territoire du pays, donner des résultats positifs au point de vue qui nous intéresse ici. C'est, en effet, grâce à cette institution, où les six « journées de labours », la maison, une paire de bœufs, quelques brebis et les outils indispensables sont déclarés inaliénables et insaisissables, excepté dans le cas où il s'agit du paiement forcé des impôts publics et des sommes dûes en vertu de jugements criminels, qu'une grosse partie de la population rurale a été préservée de la prolétarianisation. Pour souligner l'importance de ce régime, il suffit de dire, qu'environ 42 % de terres agricoles sont mises sous la protection du droit de « homestead serbe ». Vu cette importance, la loi des finances des douzièmes de 1923 (juillet-septembre) autorisa le gouvernement à étendre l'application du § 471 de la Procédure Civile serbe à tout le territoire de l'Etat. Malheureusement, cette application a rencontré certaines difficultés et des oppositions de la part des provinces intéressées, de sorte que le gouvernement n'a pas encore usé de la dite autorisation, basée sur la Constitution même, dont l'article 43 prescrit : « La loi déterminera le maximum de bien-fonds, ainsi que les cas où le minimum des bien-fonds ne pourra être aliéné. » Il était nécessaire de garantir, ainsi, d'une façon durable, les résultats acquis par les réformes agraires. Une mobilité excessive des terres les faisant changer trop fréquemment de mains fait en même temps tomber leur revenu, et aboutit souvent à un morcellement exagéré et nuisible au point de vue économique.

Disons, enfin, qu'on doit chercher aussi des moyens pour remédier aux graves inconvénients du parcellement du sol agricole. Les domaines ruraux formés d'un seul tenant, « mas », sont assez rares, tandis que la propriété parcelée, c'est-à-dire celle qui est composée de plusieurs parcelles plus ou moins éloignées les unes des autres, est la plus répandue dans le pays. L'état de concentration ou de parcellement des terres est très variable d'une

province à l'autre, comme on l'a vu déjà, et il est l'effet du mode primitif de colonisation propre à chaque contrée, ainsi que des régimes juridiques différents auxquels y est soumise la propriété rurale. La propriété d'un seul tenant n'a pu subsister que là, où la loi et la coutume prescrivent la transmission successorale intégrale du patrimoine rural (Anerbenrecht en Slovénie).

Le parcellement du sol agricole, en raison des difficultés de culture, de transport, de surveillance, d'accès, de fumure, de perte de temps en va-et-vient, du terrain en bordure, etc... diminue notablement son rendement. Plus la propriété rurale est parcellée, plus l'exploitation en est coûteuse et difficile. On estime que, tout compte fait, le revenu net d'une terre située à trois kilomètres des bâtiments de la ferme n'équivaut qu'à la moitié de celui du terrain contigu et que le revenu net des terres éloignées de cinq kilomètres n'existe plus. De plus, il faut ajouter que l'emploi des machines et certaines améliorations sont rendus souvent impossibles. Le cas des terres hachées, est comparable à celui d'un « enfant garotté au berceau avec des liens de fer » : la liberté de culture n'existe pas, leur prospérité est impossible. Aussi, la valeur d'un domaine parcellé est-elle inférieure à celle de la propriété concentrée. On voit, par là, quelle peut être l'importance de la question du remembrement pour un pays, où la grande majorité des propriétés est excessivement parcellée (1).

(1) Jusqu'ici on n'a procédé à cette opération qu'en Croatie et Slavonie (les lois du 7 juin 1883 et de 1902, dites de commasation), où elle a donné des résultats assez satisfaisants. Jusqu'à présent on a groupé 13.813 propriétés couvrant une superficie de 135.931 arpents. Le nombre des parcelles a été réduit de 143.050 à 26.299 et leur étendue s'est accrue en conséquence de quatre à cinq fois. Parallèlement au remembrement on a exécuté aussi certains travaux d'amélioration très utiles. Des résultats obtenus en Carinthie (loi de 1900), en Styrie (loi de 1909) et en Vojvodina (loi de 1908) ont été bien insuffisants.

CONCLUSION

Nous avons pu suivre, dans les pages qui précèdent, l'évolution des mouvements migratoires du peuple yougoslave à partir de la formation des premiers Etats nationaux et plus particulièrement du moment de l'occupation turque des pays yougoslaves (xiv^e siècle) jusqu'à nos jours. On a pu se rendre compte de l'importance exceptionnellement grande de ces migrations, connaître leur nature, leur direction, leurs causes et leurs effets.

Au cours de l'histoire de la nation yougoslave, c'étaient tantôt des déplacements en masse, s'effectuant par troupes de dizaines de milliers, tantôt des déplacements de petits groupements de familles ou d'individus. Ces derniers n'étaient pas pour cela moins importants que les premiers. Se reproduisant d'une façon presque continue, ils atteignaient, souvent, des proportions bien plus considérables que les migrations en masse. Du xiv^e à la moitié du xix^e siècle, ce furent, surtout, des migrations d'ordre politique et national. Dans la seconde moitié du xix^e siècle, les migrations changent de caractère, de forme et de direction. Ce ne sont plus des déplacements en troupes se dirigeant vers les pays ou vers les Etats voisins, mais des déplacements de petits groupes de familles ou d'individus se dirigeant vers les pays plus éloignés, et surtout vers les pays du Nouveau Continent. En même temps les migrations principalement politiques cèdent place aux migrations économiques.

On a vu que l'émigration annuelle d'avant la guerre atteignait dans certaines provinces un chiffre considérable qui enlevait une grosse part de l'accroissement normal de la population (Slovénie, Istrie, Dalmatie, Croatie et Slavonie). Elle prenait même la forme d'un véritable dépeuplement pour quelques-unes de ces provinces où l'élément national diminuait, presque régulièrement, par rapport à l'élément étranger. Il en fut de même dans les régions soumises jusqu'à 1912 à la Turquie, où l'émigration avait une forme plutôt balkanique. L'avenir de la nation yougoslave fut menacé. Les gouvernements étrangers, austro-hongrois et turc, ne s'en occupaient naturellement pas, puisque cette disparition pro-

gressive de l'élément yougoslave était tout à fait dans les visées impérialiste du Balplatz et de la Porte. Par cette émigration excessive, le nombre total des émigrants yougoslaves dans les pays d'outre-mer atteignit, avant la guerre, le chiffre de 700.000 à 800.000 personnes environ, chiffre énorme pour un peuple qui ne comptait que 12,5 millions d'habitants, répartis sur une superficie relativement très grande, par rapport à la densité de la population (50,7), de près de 250.000 kilomètres carrés.

Tantôt ces migrations avaient un caractère *stable* et même *définitif*, tantôt, et c'est le cas le plus fréquent, un caractère *provisoire ou saisonnier*. C'est ce caractère provisoire de l'émigration, dénotant un esprit de retour, dont était animée la plus grande partie des émigrants, qui constitue un trait caractéristique de l'émigration yougoslave d'avant la guerre mondiale. Depuis la guerre, on constate à cet égard encore un changement profond : une tendance très marquée vers une émigration de plus en plus stable, sinon définitive. L'émigrant d'après la guerre devient moins mobile et plus sédentaire.

Le mouvement migratoire change, aussi, d'*orientation* et même de sa *composition sociale*. En raison de la législation restrictive des principaux pays d'immigration, l'émigration d'après la guerre prend le chemin des pays les plus divers du monde. Elle se trouve complètement désorientée et tout à fait dispersée. Quant à sa composition, on remarque que l'élément féminin prend une proportion bien plus élevée qu'avant la guerre, en même temps qu'augmente le nombre des familles entières émigrées. Comme conséquence de la formation de l'Etat national indépendant, la composition ethnique même change notablement : les *minorités ethniques* prennent, surtout dans les premières années d'après la guerre, une place importante dans le nombre total des émigrants. D'autre part, le pourcentage des émigrés *illettrés* se trouve réduit considérablement, de sorte qu'il ne représente plus que 1 % du nombre total des émigrants, pendant qu'il était de 20 à 30 % et même plus dans la période d'avant la guerre. Il semble, donc, que ce n'est plus l'élément le plus misérable, le plus pauvre, car c'est lui qui ne reçoit généralement aucune instruction, qui émigre.

D'un autre côté, et c'est le fait dominant, l'*émigration a grandement diminué*, pendant que les *retours* ont été très nombreux

dans les années qui ont suivi la guerre. Le nombre des émigrants ne représente, pour la période de 1919 à 1928 (136.016), plus que 39 % de l'émigration de la dernière décade précédant la guerre, celle de 1904 à 1913 (environ 371.500) (1). Ce fait nous conduit à conclure, que le développement économique général du pays, la formation de l'Etat national indépendant et, surtout, les réformes agraires ont retenu, endigué le courant d'émigration si intense antérieurement. Ce qu'on doit objecter, cependant, c'est qu'avec une politique de colonisation mieux comprise et plus méthodique, les résultats obtenus, tant au point de vue de l'émigration qu'au point de vue du rapatriement, auraient été bien meilleurs. Mais, en fait, il faut bien reconnaître que si le mouvement d'émigration n'a pas marqué une diminution encore plus grande après la guerre, et que si les régions qui donnaient, avant la guerre, le plus grand nombre d'émigrants en donnent toujours un nombre important, c'est parce que la mise en œuvre d'une réforme sociale est toujours pénible et que ses effets sont lents à se manifester.

Il reste, néanmoins, acquis, que le mouvement d'émigration est loin d'atteindre le chiffre d'avant la guerre, lorsqu'il émigrerait de deux provinces, Croatie et Slavonie seules, plus de 20.000 personnes par an, chiffre qui n'a été atteint qu'en 1927 et 1928 pour l'Etat entier. Ceci montre que les changements économiques et les réformes sociales intervenus depuis, ne sont pas restés sans résultat. La population semble avoir trouvé des moyens suffisants de subsistance, ainsi qu'une plus grande possibilité de placement de sa force productive dans le pays même, ce qui doit être considéré comme un signe d'amélioration des conditions économiques et sociales générales du pays.

Après le bouleversement profond causé dans la constitution économique et sociale du pays, tant par la guerre que par les dites réformes (1.700.000 ha. de terres, soit 14,4 % du sol agricole total, ont été « mis sous le coup » des réformes agraires), le pays avance vers un nouvel ordre de choses, où la part croissante faite aux volontés individuelles contribuera à la réalisation de l'idéal de la démocratie, à la synthèse des forces vitales et des forces morales de la nation. Que l'on pense seulement à ces « animaux à face humaine, qui remuent la terre, couverts de haillons, de boue et affamés » d'avant l'émancipation économique, qui existaient

(1) Voir page 140

encore hier en Yougoslavie, mais qui n'existent plus et l'on se rendra compte des progrès réalisés.

Par une évolution lente, qui s'esquisse déjà, la stabilité et les capacités productives de la classe agricole vont s'affermir parallèlement avec la production et la prospérité générale du pays. Le paysan libéré du servage, de lourdes obligations féodales et de la dépendance économique, qui paralysaient son activité, se remet déjà au travail. Il ne le fait pas toujours avec toute l'énergie désirable, parce que, souvent, il est privé des moyens les plus indispensables, ou bien, parce que le marasme moral de la grande guerre n'a pas encore complètement disparu. Mais, étant propriétaire libre de sa terre, il s'y attache, il y met tous ses soins et commence à donner libre cours à son initiative.

Le régime féodal est aboli, une nouvelle base sociale et économique est jetée. The land-hunger dont le peuple souffrait est apaisé, une œuvre considérable est accomplie. La forme et les cadres ont été donnés à la principale richesse du pays, à la propriété rurale. Il s'agit maintenant de lui *donner la sécurité et la stabilité nécessaires*, qu'elle n'a pas encore aujourd'hui. En effet, à toute exploitation productive, industrielle, agricole ou autre on doit consacrer du capital et du travail pour une période plus ou moins longue. Sans la certitude d'en tirer tout le profit, on ne se résoudra pas à de pareilles avances. En donnant la sécurité et la stabilité à l'agriculteur, le problème de l'émigration serait, sinon définitivement, au moins pour une longue période du temps résolu.

C'est dans le sens de la stabilisation juridique de l'état nouvellement créé, ainsi que dans le sens de redressement et de l'augmentation de la production agricole nationale, que doivent tendre les efforts incessants des gouvernements. En agissant ainsi, on arrêterait le fort courant d'émigration, en même temps qu'on ferait tomber, des mains des adversaires des réformes réalisées, toutes les armes dont on les a munis.

Il y a dans le pays assez de place pour toute sa population et il est certain que, lorsque l'organisation de l'économie nationale sera complète, il y aura aussi assez de subsistances pour tout le monde. Les richesses naturelles et les conditions économiques générales du pays sont telles, qu'il ne devrait pas y avoir d'émigration. La Yougoslavie a des régions très fertiles et peu peuplées, qu'on pourrait coloniser avec le surplus de la population des

régions relativement surpeuplées, qui fournissent actuellement l'émigration. Il faudrait avoir la ferme volonté et la capacité d'organiser l'économie nationale de telle sorte, que toutes les richesses naturelles du pays soient mises en valeur pour en tirer le maximum de revenus nécessaires à l'entretien d'une population plus nombreuse.

L'action législative et celle des pouvoirs publics doivent tendre à rendre l'émigration inutile, en offrant aux intéressés les moyens d'existence dans le pays même. On doit chercher à l'enrayer, par le *développement de l'industrie*, ce déversoir naturel du surplus de la population rurale, comme l'a fait l'Allemagne qui, étant surpeuplée, exportait des produits de son industrie au lieu d'exporter des hommes. En effet, l'émigration ne peut présenter des avantages sérieux pour un pays qui peut donner un emploi utile et productif à toute sa main-d'œuvre sur son territoire propre, dans l'industrie, dans le commerce ou dans l'agriculture, mieux organisés et plus développés.

Ce qu'il faut souligner, encore, c'est qu'on a trop négligé de compléter les mesures de la politique agraire par celles d'une politique agricole bien conçue et méthodique : améliorations du sol, mise en valeur de la terre non cultivée et peu fertile, intensification de la production agricole, développement des industries agricoles, sélection du bétail et des semences, etc... La question agricole reste, ainsi, entièrement ouverte. En raison de ce fait, on ne tire pas tout le profit nécessaire et possible des richesses du pays qui, par ailleurs, se prête si bien par son sol, par son climat et sa situation géographique à une production agricole prospère. Celle-ci reste bien arriérée et insuffisante pour barrer complètement la route à l'émigration. Tant que les transformations de la technique agricole et des méthodes de culture ne se seront pas réalisés, tant que les conditions d'ordre économique ne seront pas modifiées de façon à permettre l'assise de la culture intensive, les mesures de politique agraire ne pourront pas atteindre les résultats visés. Pour atteindre ces résultats il faut, avant tout, moderniser et intensifier la production agricole, car la culture intensive est une condition indispensable d'une agriculture florissante et d'une augmentation de la production agricole qui entraîneront la diminution du courant migratoire. Or, c'est une œuvre de longue évolution et de longue haleine, nécessitant des efforts

constants et surtout des capitaux abondants à investir. Malheureusement, l'agriculture yougoslave en manque presque complètement : le crédit agricole (loi de 1925) n'est organisé que sur le papier et d'une façon malencontreuse. L'agriculteur est privé de tout crédit à long terme et à bon compte; il est voué, par conséquent, à l'*usure*, dont il souffre énormément en ce moment.

Il faut, d'ailleurs, remarquer que, dans la politique qu'on doit suivre au sujet de l'émigration, on devrait s'inspirer des *besoins réels* de bras de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ainsi que de la *rémunération* que chacune de ces branches peut donner, en raison de sa productivité, à ceux qui y sont employés. C'est une erreur, par exemple, de croire qu'il vaut mieux que le petit paysan ou prolétaire agricole reste à la campagne, et de l'empêcher d'émigrer, alors qu'il ne trouve pas son intérêt à y rester. Il faut ou bien lui assurer une vie meilleure ou le laisser aller à la recherche de la fortune, à la ville ou ailleurs dans le monde.

Nous sommes d'avis que, tant que l'économie nationale ne pourra pas absorber toute la main-d'œuvre disponible, le but de la politique de l'émigration yougoslave devra être, de *diriger* celle-ci vers les pays qui offrent les meilleures conditions aux émigrants au point de vue du travail, de la réussite et de la santé. En même temps, il faudrait tendre à maintenir une certaine *concentration* de l'émigration à l'étranger, pour lui assurer des avantages politiques, économiques et nationaux que l'émigration dispersée ne peut nullement atteindre. Avant de créer des conditions favorables à la colonisation intérieure, au développement de l'industrie et du commerce du pays, il ne serait point opportun d'empêcher l'émigration de ceux qui ne trouveraient pas une occupation suffisamment rémunératrice dans le pays. Le devoir principal des gouvernants devrait être de l'organiser d'une façon méthodique et rationnelle et de lui consacrer tout l'intérêt qu'elle mérite, afin que ces travailleurs énergiques et entreprenants qui, par leur travail acharné, élèvent la puissance économique du Nouveau Continent au premier rang du monde, tirent tout le profit possible de leur dur labeur et soient utiles autant à leur famille qu'à leur patrie.

Il nous paraît absurde, dans les conditions économiques désorganisées d'aujourd'hui, de dire, comme le faisait M. Dr *Zerjav*

au Parlement de Belgrade, lors de la discussion de la loi d'émigration, en 1921, que « l'Etat ne devait permettre, au moins pendant 50 ans, à personne d'émigrer ». C'est avec raison que le Parlement n'a pas adopté une telle façon de voir : la loi sur l'émigration par son article 6 proclama la liberté de l'émigration dans les limites établies par elle. L'interdiction pure et simple d'émigrer serait, d'ailleurs, contraire aux droits fondamentaux de l'homme, à la liberté du travail garanti par la Constitution de l'Etat et condamnable aussi du point de vue économique et social. Au lieu de prendre des mesures policières pour empêcher l'émigration, mieux vaut, d'après nous, rechercher des moyens pour la limiter, diriger, organiser et protéger et pour contrôler son recrutement, afin d'éviter une déperdition régionale ou professionnelle trop forte, la réglementer et résoudre tous les problèmes qui s'y rapportent de près ou de loin tout en recherchant à tirer, de cette force vive qui s'écoule au dehors, des avantages économiques corrélatifs du pays d'immigration. D'ailleurs, un phénomène social important qu'est l'émigration ne peut être étouffé par des décrets ou par des règlements ; il ne peut être que canalisé.

Donc, s'il n'est pas possible d'enrayer le courant de l'émigration ou de le réduire par une bonne organisation économique, la tâche du gouvernement devrait consister à savoir *guider ce courant, à le rendre plus éclairé en même temps qu'à le protéger*. Il faudrait favoriser les organisations nationales des émigrants à l'étranger et maintenir avec eux des liens constants et étroits afin d'empêcher sa dénationalisation et d'assurer d'une façon efficace sa protection. Enfin, on doit consacrer à la question *des épargnes* des émigrants une attention particulière, parce qu'elles présentent une source des revenus de l'économie nationale, un élément appréciable de la balance des comptes, et aussi parce qu'elles peuvent jouer un rôle assez important au point de vue de l'assainissement financier du pays.

Quant à l'*immigration*, la Yougoslavie n'a aucun besoin ni aucun intérêt à la favoriser. Un pays d'émigration assez forte, ayant en plus sur son territoire des *minorités ethniques*, dont le pourcentage n'est pas négligeable (15,5 %), ne peut avoir aucune raison plausible d'encourager l'immigration qui, d'ailleurs, présente une importance croissante depuis la guerre. La seule immi-

gration qui peut l'intéresser, c'est le rapatriement de ses fils, expatriés en leur majeure partie sous le règne étranger sur le territoire yougoslave.

En résumé, dans la question de l'émigration, le laissez-faire doit céder place à l'interventionisme. On doit s'efforcer d'introduire ordre, méthode et organisation. L'Etat doit rester maître de la sélection de la main-d'œuvre sur son territoire et doit comprendre le rôle productif et la valeur économique des émigrants. Par conséquent, il doit filtrer ou limiter l'émigration, retenir les éléments utiles en répartissant mieux leur main-d'œuvre à l'intérieur et en contrôlant le recrutement opéré chez lui pour le compte de l'étranger. En outre, il devrait essayer de monnayer la fourniture de la main-d'œuvre à l'étranger en subordonnant l'autorisation ou l'envoi dans telle ou telle direction à des avantages économiques correspondants à la perte subie par la nation du fait de l'émigration.

Remarquons, enfin, que, considérés du point de vue international, les problèmes concernant l'émigration sont parmi ceux, dont la solution est étroitement liée au progrès économique et à la paix du monde. Pour les résoudre, il faut une vision des intérêts communs, avant tout de la part de ceux qui ont eu l'adresse d'occuper les plus vastes et les plus fécondes parties de la terre, pour ne pas en priver complètement les nations à forte progéniture. La pauvreté d'un peuple, qui est une cause d'agitation constante et de malaise social, a, en effet, infailliblement des répercussions sur la vie économique, intellectuelle et morale de tous les autres peuples, même de ceux-ci qui, à cause de leur éloignement, de leur richesse et de leur puissance comptent sur leur complète immunité.

Nous avons tâché de dégager, dans la présente étude, les aspects principaux d'un problème assez confus, qui, bien que très actuel et présentant une importance très grande au point de vue national et international, n'a presque pas été étudié. L'étude de ce problème présente, en effet, un intérêt général, parce que le phénomène migratoire a non seulement le caractère d'un problème national, mais aussi international. Dès lors, il nous a paru qu'il était utile de l'élucider, dans la mesure du possible, et d'en faire connaître l'importance, les formes et les aspects divers par

l'analyse détaillée que nous avons entreprise de l'ensemble de la question. Si nous avons réussi à apporter quelques modestes contributions à son éclaircissement, à dégager quelques enseignements et à ouvrir la voie à d'autres recherches, nos efforts pour mener à bonne fin l'étude de ce problème complexe, auront reçu leur meilleure récompense.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE
WILLIAM OUALID.

Vu : LE DOYEN,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS.
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- Avramovic M.* : Ouvriers agricoles (en yougoslave), Belgrade, 1908.
- Anquetil M.* : L'Abandon des campagnes. Thèse, Paris 1909.
- Augé-Laribé* : Le paysan français après la guerre. Paris 1923.
- Auerbach B.* : Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie, 2^e éd. Paris 1917.
- Backhans Prof. Dr* : Agrarreform, Ein Mittel zur Linderung deutscher Not. Berlin 1919.
- Badaire A.* : Un peuple ami de la France : les Slaves de l'Autriche. Paris 1883.
- Bernard L.* : Rapport sur l'immigration, présenté le 26 juin 1925 au « Foyer Français ».
- Blondel G.* : Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire. Paris 1897.
- Bilimovic A.* : Yugoslavien. Breslau 1927.
- Brunhes* : Géographie humaine. Paris 1923.
- Bureau International du Travail* : Les remèdes au chômage, Genève 1922.
- Bureau International du Travail* : Emigration et immigration. Législation et Traités, 1922.
- Bureau International du Travail* : La réglementation des migrations, 3 vol. Genève 1928.
- Boret V.* : Pour et par la terre. Paris 1919.
- Bourgeois Georges* : Exode rural et tuberculose. Paris 1904. Thèse méd., Paris 1904-05.
- Berthod A.* : P.-I. Proudhon et la propriété. Un socialisme pour les paysans. Paris 1910.
- Bogisic V.* : De la forme dite *inokosna* de la famille rurale chez les Serbes et les Croates. Paris 1884.
- Brentano L.* : Agrarpolitik, 2^e éd. Stuttgart 1925.
- Bryas M. de* : Les migrations politiques et économiques en Europe depuis la guerre mondiale. Paris 1926.
- Caro L.* : Auswanderung und Auswanderungspolitik, Berlin 1906.

- Crokaert J.* : Colonisations comparées. Bruxelles, 1926.
- Chandèze* : De l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration au XIX^e siècle. Thèse, Paris 1898.
- Chassevent L.* : Appel à la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture française. Thèse, Paris 1919.
- Cvijic I.* : La Péninsule balkanique. Géographie humaine. Paris 1918.
- » Questions balkaniques. Paris 1916.
- Dancet P.* : Comment la politique de la production est dominée par le problème de la main-d'œuvre. Semaine Sociale de Grenoble, XV^e session.
- Dedijer J.* : La transhumance dans les pays dinariques. Annales de Géographie, Paris 1916.
- Denis E.* : La question de l'Autriche, Paris 1917.
- *... : Désertion des campagnes. 29^e Congrès de la Société Internationale d'Economie Sociale. Paris 1909.
- Djuricic M.*, etc. : Notre économie nationale et revenu national (en yougoslave). Sarajevo 1927.
- Duval Jules* : Histoire de l'émigration au XIX^e siècle. Guillaumin, 1862.
- *... : Exposé du Ministre de la Politique Sociale au Parlement. — Compte rendu du 20 mars 1926 (en yougoslave).
- Feifatik D^r A.* : Ein neuer aktueller Weg zur Lösung der Bosnischen Agrarfrage. Wien, 1916.
- Fiedler Prof. D^r Fr.* : Zemèdelska Politiká. Prague, 1899.
- *... : Foreign Language Information Service. New-York, 1920.
- Fouchier C.* : Essai sur l'abandon des campagnes. Thèse, Poitiers 1914.
- Frangès D^r Otto* : Où sont les limites posées à la production agricole du Royaume des S.C.S. (en yougoslave). Zagreb 1920.
- Galeot A.-L.* : Le problème du peuplement en France. Paris 1917.
- Gemähling P.* : Statistiques choisies et annotées, population, production, etc. 1926.
- Gonnard R.* : Entre Drave et Save. Paris, Larose, 1911.
- » Essai sur l'histoire de l'émigration. Paris 1927.

- Gonnard R.* : L'émigration européenne au XIX^e siècle. Paris, Collin 1908.
- » L'émigration hongroise. Questions diplomatiques, 1^{er} janvier 1907.
- » Les Slaves du Sud de l'Autriche. Rev. pol. et parl. 10 mai 1913, du 10 déc. 1917 et 10 mai 1918.
- » Histoire des doctrines de la population. Paris 1923.
- » La Hongrie au XX^e siècle. Paris 1908.
- Guériot P.* : Politique d'immigration. Rev. polit. et parl., 10 janvier 1924.
- Grünberg* : Die Agrarfassung und das Grudentlastrungsproblem in Bosnie und in Hercegovine. Leipzig 1911.
- Guillou Jean* : L'émigration des campagnes vers les villes et ses conséquences économiques et sociales. Paris 1905. Caen, th.
- Hinkovic Dr H.* : La Yougoslavie en Amérique (en yougoslave). Zagreb, 1922.
- » Les Yougoslaves, leur passé, leur avenir. Paris, 1916.
- Hitier H. et J.* : Les problèmes actuels de l'agriculture. Payot, 1923.
- » Intervention de l'Etat dans le domaine agricole. Paris, 1918.
- Hitier Joseph* : La crise de la main-d'œuvre agricole en France. Paris, 1914.
- Ivsic Milan* : Les problèmes agraires en Yougoslavie, thèse, Paris, 1925.
- Jiricek K.J.* : L'Histoire des Serbes. Trad. serbe par J. Radonjic. Belgrade, 1920.
- Jorga Nic* : Histoire des Etats balkaniques jusqu'en 1924. Paris, 1925.
- Kadlec Dr K.* : Agrarni pravo v Bosni a Herzegovine. Prague 1903.
- Kautsky K.* : Die Agrarfrage. Berlin, 1899.
- » Die Socialisierung der Landwirtschaft. Berlin, 1921.
- Kingdom of the Serbians, Croats and Slovenes (The Yougoslavia), Reconstr. Publishing Co Ltd. Londres-Vienne, 1926.
- Knell E.* : La Bosnie et l'Herzégovine. Etude d'histoire politique et économique. Thèse, Caen, 1900.
- Kosier Lj. St* : Problèmes économiques et sociaux de l'émigration yougoslave (en yougoslave). Zagreb, 1926.

- Kolin Marcel* : Les Yougoslaves en Amérique du Sud (en yougoslave). Zagreb, 1920.
- Lazarevic* : Jugoslovenski dokumenti. Zagreb, 1919.
- Lakatos D^r J.* : Jugoslavija u svetlu statistike. Zagreb, 1919.
- » Narodna statistika. Zagreb, 1914.
- Landry A.* : L'utilité sociale de la propriété privée. Paris, 1901.
- Larousse* : L'émigration européenne vers les E.U.A. Supplément mensuel du Grand Dictionnaire, nov. 1922.
- Laur D^r E.* : Le problème de la terre dans l'économie nationale. Compte rendu de la Semaine Sociale de Rennes. Lyon, 1924.
- Laur E.* : Politique agraire. Genève, 1919.
- Legoyt* : L'émigration européenne. Marseille, 1861.
- Le Conte R.* : Emigration italienne, thèse, Paris, 1908.
- Leroy-Beaulieu P.* : La colonisation chez les peuples modernes. Paris, Alcan, 1902.
- Lukas D^r F.* : Ekonomska Geografija. Zagreb, 1924.
- Luce Ch.-Louis* : La situation des travailleurs étrangers en France, thèse, Paris, 1924.
- Malthus, Thomas-Rob.* : The First Essai on population. Londres, 1926 (Macmillan et C^o).
- Marschall Alfred* : Principles of Economics 8th éd. 1922.
- Martinovic G.M.* : Question agraire en Bosnie et Herzégovine et sa solution (en yougoslave).
- Méline Jules* : Le salut par la terre. Paris, 1920.
- Mausset A.* : Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Paris, 1921.
- Meyer D^r et Ardent G.* : Le mouvement agraire dans la Péninsule des Balkans. Retaux, Bray, 1889.
- Milicevic M.* : La vie des paysans serbes (en yougoslave). Belgrade, 1894.
- Niederle L.* : La race slave, trad. du tchèque par L. Leger. Paris, 1912.
- Nicolai E.* : La dépopulation des campagnes. Bruxelles, 1919.
- Nincic D^r M.* : L'Histoire des rapports juridico-agraires des paysans serbes sous le régime turc (en yougoslave). Belgrade 1920.
- Nitti Fr. S.* : La population et le système social. Paris, 1897.
- Nogaro B.* : Les récentes conventions d'émigration et d'immigration. Rev. polit. et parlem., 10 oct. 1920.

- Nogaro B. et Weil L.* : La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre. Presses Universitaires, 1926.
- Novakovitch D.* : La zadrouga (Communautés familiales chez les Serbes). Paris, thèse droit, 1905.
- Oualid William* : Cours de doctorat de droit, année 1928-1929.
- » Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère en France. Inform. Soc., Genève, 13 juillet 1923.
- » L'aspect juridique de l'immigration ouvrière. Rapport présenté à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs. Paris, 1923.
- » Emigration moderne et les solutions internationales des problèmes d'émigration; Semaine sociale de Madrid, 1924.
- » L'immigration ouvrière en France. « Redressement Français », 1927 et Musée social, 1927.
- Pappafora V.* : Etude sur le colonat partiaire en Dalmatie, trad. par F. Arnaud. Paris, 1885.
- Pairault A.* : L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France. Th., Paris, 1926.
- » La politique italienne d'émigration (Rev. polit. et parl. 1927, p. 459).
- Pavel A.* : The Land Reform. New-York, 1924 (The Macmillan Co.).
- Petrovic Jel.* : L'exode rural vers les villes et prolétarianisation (en yougoslave). Belgrade, 1924.
- » Petchalbari. Belgrade, 1920.
- Philippovich E.* : La politique agraire, trad. franç. Paris, 1904.
- Piret* : Traité d'économie rurale. Paris, 1890.
- Randon I.* : De l'émigration et de l'immigration au point de vue du droit international. Thèse, Paris, 1909.
- Rageot P.* : La natalité, ses lois économiques et psychologiques. Paris (Flammarion).
- Ragon M.* : La législation sur les émigrés. Thèse, Paris, 1904.
- Rabinovicz* : Le problème de la population en France. M. Rivière, 1929.
- Rays John* : Emigration et immigration. Bruxelles, 1889.
- Ripert H.* : Le contrat de travail de la main-d'œuvre étrangère en France. Thèse, Marseille, 1924.

- Rittig Iv.* : La richesse du Royaume des S.C.S. (en yougoslave). Zagreb, 1919.
- Rodet Yves* : L'immigration des travailleurs étrangers en France. Paris, 1924.
- Roscher* : Economie politique rurale, trad. de Charles Vogel. Paris, 1888.
- Rovidant M.* : De l'assistance par la colonisation. Thèse, Paris, 1901.
- Sarolea C.* : Exode rural en Angleterre. Bruxelles, 1898.
- Savic Mil.* : Notre industrie, commerce et artisanat (en yougoslave), 5 tomes. Sarajevo, 1922-1925.
- Schmoller* : Principes d'économie politique, trad. par G. Platon. Paris, 1905.
- Secerov D^r Sl.* : La statistique des pays yougoslaves (en yougoslave). Belgrade, 1919.
- Sée Henry* : Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles. Paris, Giard, 1921.
- Sehring Prof. M.* : Agrarrevolution in Europa. Berlin, 1924.
- Smodic D^r F.E.* : La question sociale et les réformes agraires (en yougoslave). Zagreb, 1920.
- Souchon A.* : La crise de la main-d'œuvre agricole en France. Paris, 1914.
- » La propriété paysanne. Paris, 1899.
- Srebrno-Dolinski* : La réforme agraire en Yougoslavie, thèse, Paris, 1922.
- Spaho D^r M.* : Die Agrarfrage in Bosnie und in der Hercegovina. Wien, 1912.
- Stumpfe D^r E.* : Die Landw. Gross-Mittel und Kleinbetrieb. Berlin, 1902.
- Szende Julius* : Die Successionstaten der gewesen Osterreichisch-Ungarischen Monarchie. Budapest, 1922.
- Trunk J.M.* : Amerika in Amerikanci. Celovec, 1912.
- Wagner Ch.* : Les fondements de l'économie politique, trad. par L. Polak. Paris, 1914.
- Waltz A.* : Le problème de la population française. Soc. d'études et d'informations. Paris, 1924.
- Wurtz Pierre* : La question de l'immigration aux Etats-Unis, thèse, Paris, 1925.

Vanderwelde E. : L'exode rural et le retour aux champs. Paris, Alcan, 1910.

Varlez : Problèmes internationaux de l'émigration et d'immigration. Rev. d'Econ. Intern., sept. 1923 et Rev. Int. du Travail, janv. et mars 1929.

Vasiljevic D' J.H. : La Serbie du Sud (en serbe). Belgrade, 1909.

Vlilbergh Em. : Eléments d'économie rurale non technique, trad. de Brasschaet, 1922.

Vlajinac D' M. : Die Agrarrechtlichen Verhältnisse des Mittelalterlichen Serbiens. Jena, 1903.

Yovanovitch P.G. : La réforme agraire en Bosnie et Herzégovine. Paris, 1927.

Zujovic I. : Le pays et le sol yougoslave. Paris, 1917.

Zolla Dan. : Les questions d'hier et d'aujourd'hui. Paris, 1894.

REVUES, PÉRIODIQUES, STATISTIQUES

Revue d'Economie politique.

Revue Economique internationale.

Revue Internationale de Travail (chroniques sur les migrations).

Revue politique et parlementaire.

Annuaire et guide pratique pour la protection des migrants. Commiss. Nat. d'Assistance aux migrants. Paris, 1927.

B.I.T. : Etudes et documents.

» Revue Internationale du Travail, Genève.

» Documents des Conférences Intern. du Travail.

» Informations sociales.

» Chronique mensuelle des migrations.

» Statistiques officielles des migrations de « National Economic Research Council » Américain.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Bulletin de la Société de Législation comparée (1917-1927).

Bulletin du Comité central de la main-d'œuvre étrangère.

Annuaire International de statistique (Inst. Intern. de Rome).

La main-d'œuvre agricole.

- Bulletin de l'Office central de la main-d'œuvre agricole.
Economiste européen.
La Journée Industrielle.
Monthly Labor Review, Washington.
Annual Reports of the Commiss. General of immigration.
The Economist.
Sbornik Ceskoslovenske Akademie Zémédelske, Prague.
Zemedelsky Arhiv. Prague (années 1919-1920).
Statistische Monatschrift, années 1910-1914, Wien.
Archiv für Socialwissenschaft und Socialpolitik.
Jahrbücher für Nationaloekonomie.
Nachrichtenblatt des Reichsstatistikbureaus für das Auswanderungswesen,
Berlin.
Bollettino dell' Emigrazione. Rome.
Rivista di Emigrazione e Transporti.
Iseljenik, publication de l'organisation des émigrés de Zagreb, 1926.
Nova Europa, Belgrade.
Jugoslovenska Njiva, Zagreb.
Arhiv za pravne i društvene nauke, Belgrade.
Résultats du recensement de la population du Royaume S.C.S.,
Sarajevo 1924.
Ekonomist, Belgrade 1923-1928.
Revue Economique et Financière de Belgrade.
Bankarstvo, Rev. mens. Zagreb.
Statistiques officielles du Commissariat de l'Emigration de Zagreb
pour la période de 1921-1928.
Statistiques officielles du Ministère des Réformes agraires (inéd.).
Informations sur les questions de l'émigration (en yougoslave),
publ. polycopiée de la Chambre Ouvrière de Zagreb, 1928-1929.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA DEMOGRAPHIE YUGOSLAVE ET LE PROBLEME DE L'EMIGRATION

Chapitre I. Considérations générales sur le mouvement de la population yougoslave.....	13
Section I. La répartition géographique, la densité et le taux de l'accroissement de la population	13
Section II. La diminution de la population du fait des guerres	18
Chapitre II. La structure sociale et la composition ethnique de la population.....	22
Chapitre III. L'importance du problème de la population.	25
Chapitre IV. Les aspects et la définition de l'émigration extérieure	30
Section I. Historique de l'émigration.....	30
Section II. L'état actuel du problème migratoire.....	35
Section III. De la définition et des formes diverses de l'émigration	40

DEUXIEME PARTIE

L'EMIGRATION YUGOSLAVE CONTINENTALE

Chapitre I. Les migrations balkaniques historiques....	47
Section I. Les différents courants de migrations historiques	47
Section II. Les causes des migrations historiques.....	53
§ 1. — Les causes politiques.....	53
§ 2. — Les causes économiques.....	57
Section III. Les conséquences des migrations balkaniques	60
§ 1. — Influence exercée par les immigrants	60
§ 2. — Adaptation des immigrants au nouveau milieu social et géographique	65
§ 3. — Formation des nouvelles sociétés par l'émigration.....	68
Chapitre II. Les migrations balkaniques contemporaines.	71
Section I. La transhumance pastorale.....	71

Section II. Le <i>péchalbarstvo</i> -migration temporaire.....	74
§ 1. — L'émigration de la Vieille Serbie et de la Macédoine.....	74
§ 2. — L'émigration de la Serbie et des autres provinces yougoslaves....	79
Chapitre III. L'émigration yougoslave européenne.....	85
Section I. L'émigration vers la France, la Belgique et le Luxembourg.....	87
Section II. L'émigration vers l'Allemagne et la Turquie.	103
Section III. Les migrations résultants des traités de paix de Saint-Germain, de Trianon, de Neuilly et de Sèvres.....	107

TROISIEME PARTIE

L'EMIGRATION TRANSOCEANIQUE

Chapitre I. L'émigration transocéanique jusqu'à la fin de la guerre mondiale.....	113
Section I. L'émigration provenant du territoire de l'an- cien Etat austro-hongrois.....	113
§ 1. — L'émigration provenant de l'ensem- ble du territoire de l'Autriche- Hongrie	113
§ 2. — L'émigration provenant du territoire de la Hongrie	119
Section II. L'émigration provenant de l'ensemble du ter- ritoire de l'Etat yougoslave.....	123
§ 1. — Le mouvement migratoire avant 1914	123
§ 2. — Le mouvement d'émigration pendant la guerre mondiale.....	125
Section III. La répartition de l'émigration suivant les provinces d'origine.....	127
§ 1. — L'émigration provenant des régions soumises jusqu'en 1918 à l'Autri- che-Hongrie	128
1° L'émigration de la Croatie et de la Sla- vonie	129
2° L'émigration de la Slovénie.....	131
3° L'émigration de la Bosnie et de l'Herzé- govine	133
4° L'émigration de la Dalmatie.....	135
§ 2. — L'émigration du Monténégro et de la Serbie	135
§ 3. — L'émigration de la Vieille Serbie et de la Macédoine.....	136
Section IV. Structure sociale de l'émigration.....	138
Chapitre II. L'émigration après la guerre mondiale.....	140
Section I. L'importance de l'émigration d'après-guerre	140

Section II. La répartition de l'émigration suivant les provinces d'origine des émigrés.....	144
Section III. La comparaison de l'émigration yougoslave à celle des principaux pays d'émigration..	147
Section IV. Les causes de la diminution de l'émigration..	151
1° Le développement de l'économie nationale.	151
2° Les réformes agraires (partage des terres et colonisation intérieure).....	154
3° La législation restrictive des pays de l'immigration	159
Section V. Le nouvel accroissement du nombre des émigrés et ses causes.....	161
Section VI. Le changement dans l'orientation de l'émigration d'après-guerre.....	165
Section VII. La structure sociale et composition ethnique de l'émigration d'après-guerre (profession, sexe, âge, instruction, nationalité, religion)	167
Section VIII. L'effectif total de l'émigration transocéanique et sa répartition suivant les pays d'immigration	179
Chapitre III. La situation économique et sociale de l'émigration yougoslave transocéanique.....	182
Chapitre IV. Le rapatriement avant, pendant et après la guerre	192
QUATRIEME PARTIE	
LES CAUSES DE L'EMIGRATION	
Chapitre I. Les causes politiques et nationales.....	203
Chapitre II. Les causes économiques et sociales.....	210
Chapitre III. Les causes d'ordre agraire.....	220
Section I. L'influence de la répartition de la propriété du sol agricole sur l'émigration.....	220
§ 1. — La capacité d'absorption de la main-d'œuvre par la grande et petite propriété	222
§ 2. — La force productive comparative de la grande et petite propriété....	225
Section II. La répartition de la propriété du sol agricole en Yougoslavie.....	229
§ 1. — La répartition de la propriété du sol agricole en Serbie et Monténégro..	230
§ 2. — La répartition de la propriété du sol agricole en Bosnie et en Herzégovine	232
§ 3. — La répartition de la propriété du sol agricole en Slovénie.....	234
§ 4. — La répartition de la propriété du sol agricole en Dalmatie.....	237

§ 5. — La répartition de la propriété du sol agricole en Croatie et Slavonie...	239
§ 6. — La répartition de la propriété du sol agricole en Voïvodina.....	243
Section III. La condition économique sociale et juridique de la classe ouvrière dans les régions soumises jusqu'à 1918 à la Hongrie....	248
§ 1. — La condition économique.....	248
§ 2. — La condition juridique et sociale...	251
Section IV. Le régime de kmestvo, de colonat et de tchiftchia	256
§ 1. — Les conditions agraires de la Vieille Serbie et Macédoine.....	257
A) Le régime des terres.....	257
B) La condition économique et sociale de la classe paysanne.....	260
§ 2. — Le régime agraire de la Bosnie et Herzégovine	268
§ 3. — Les conditions économiques, sociales et juridiques de la classe paysanne en Dalmatie.....	276

CINQUIEME PARTIE

LA POLITIQUE NATIONALE D'EMIGRATION

Chapitre I. L'émigration au point de vue national.....	287
Section I. Les effets économiques de l'émigration.....	287
Section II. Les effets sociaux de l'émigration.....	294
Section III. Les effets démographiques de l'émigration..	299
§ 1. — L'influence de l'émigration sur l'accroissement de la population....	299
§ 2. — L'émigration et la question de la dénationalisation des émigrés....	303
Chapitre II. L'émigration au point de vue international..	310
Chapitre III. Les principaux problèmes de l'émigration yougoslave	324
Section I. Le problème de la protection des émigrés...	325
Section II. La question de l'orientation des émigrés....	330
Section III. La question des épargnes et des transports des émigrés.....	337
Chapitre IV. L'organisation du service d'émigration en Yougoslavie	340
Chapitre V. Les remèdes contre l'émigration.....	348
Section I. Le développement de l'industrie comme remède contre l'émigration.....	350
Section II. Les mesures d'ordre agraire et agricole susceptibles d'empêcher le travailleur agricole d'émigrer	358

§ 1. — Les mesures relatives à l'amélioration de la condition économique et sociale de la classe agricole.....	360
§ 2. — Les moyens de rendre propriétaires les non-possédants ruraux ou d'augmenter la productivité et la valeur des exploitations agricoles.	367
<i>Conclusion</i>	374
<i>Bibliographie</i>	383
<i>Annexe</i> : Carte géographique de la Yougoslavie avec les courants de migration balkanique.	50

